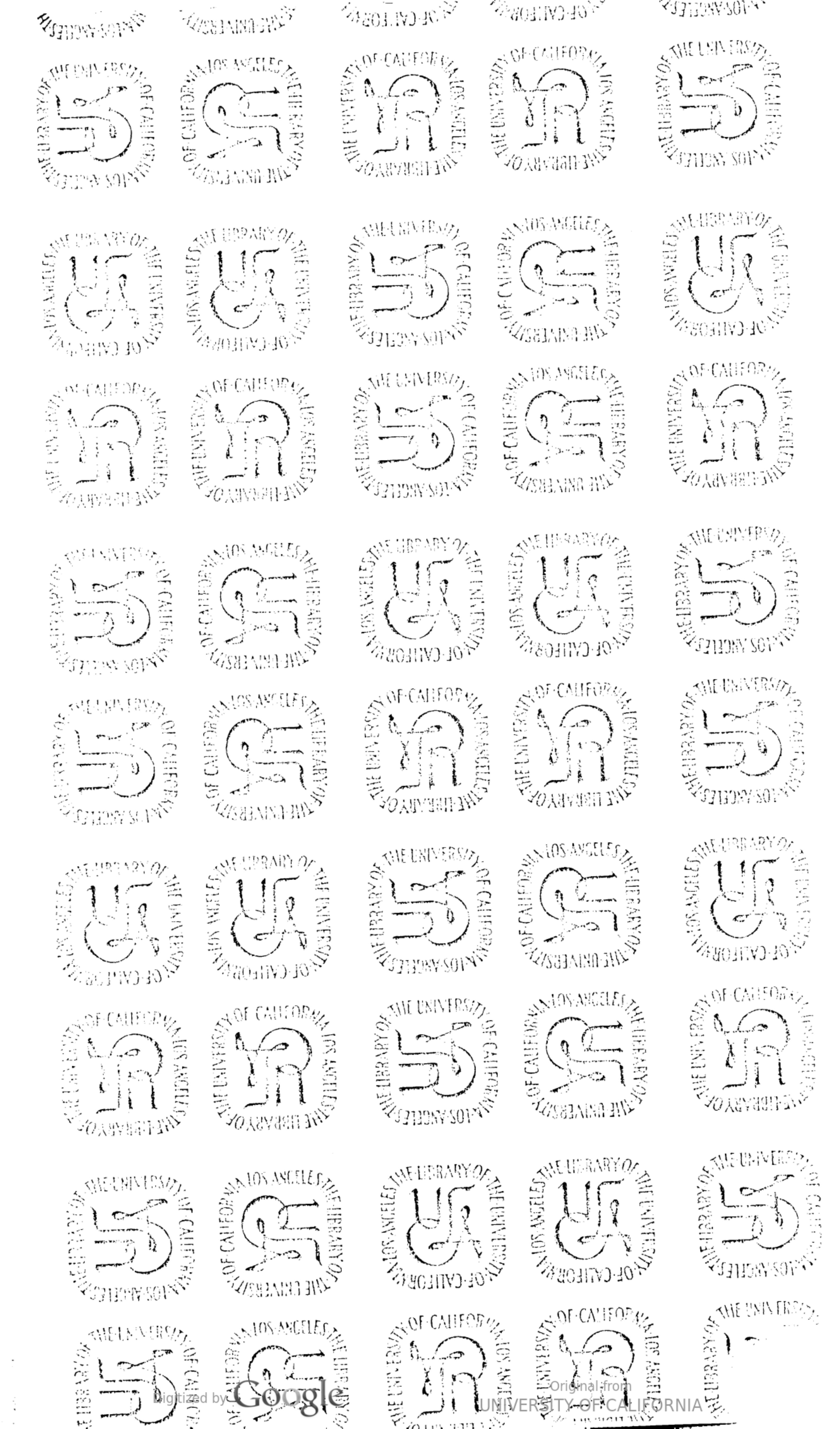






N° 1

2-1
REVUE
DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome quarante-deuxième. — Année 1915



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Profils militaires. Général Valence</i> , par André de Bel- lecombe.....	1
II. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen de- puis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817, de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (suite), publiée et annotée par R. Bonnat.</i>	16
III. <i>L'instruction primaire à Seyches du XVII^e siècle à nos jours</i> , par B. Baret.....	34
IV. <i>Les Antiquités d'Agen par Darnalt (suite)</i> , publiées et annotées par Ph. Lauzun.....	49
V. CHRONIQUE	59

GRAVURE :

Général Valence.

**La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les
articles de la REVUE.**

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service
des abonnements, *s'adresser directement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue
Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la
Revue de l'Agenais, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco*
deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture
Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*,
imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la
Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages de texte réimprimées jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	100	—	12 fr.
12	—	50	—	14 fr.
12	—	100	—	16 fr.
16	—	50	—	15 fr.
16	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

REVUE DE L'AGENAIS

TOME LXII. — 1915.

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome quarante-deuxième. — Année 1915



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

12
12
12
12
12



GÉNÉRAL VALENCE

Cliché Ph. Lauzun

PROFILS MILITAIRES

En ces heures d'angoisse qui nous précipitent dans le déchainement de cette affreuse guerre, dans la lutte de quelque famille française, en présence des invasions continues des hordes teutonnes, s'exerce sur nos plus riches provinces, sur nos plus belles cités, n'est guère tourné vers les études du passé. Les primeries chôment: faute de travailleurs. Les soldats, leurs se trouvant au front, les Reverses de la vie se taisent, bien amoindries, ce n'est qu'un petit nombre de ceux que l'âge ou les infirmités retiennent à la maison, ou elles lues de quelques fidèles qu'on ne voit pas en rapport, d'une façon ou d'une autre, à la guerre. La silhouette hypnotise toutes les âmes.

En publiant aujourd'hui la biographie de quelques glorieux militaires agenais, en rappelant les noms de certains généraux du premier Empire, nous espérons produire surtout leurs portraits, et nous espérons par ce moyen faire œuvre utile et de consolation. Nous espérons une patriotique émotion qu'au moment où nous sommes sacrée au général de Valence par ses exploits, nous laissons lettres d'or les noms de ces villes de France ou de la Belgique: Virton, Dinant, Namur, Maubeuge, Longwy, Verdun, etc., etc., qui sont le théâtre et qui'arrose en ce moment le sang de nos héros.

Dans ses *Essais historiques sur l'Agenais*, ouvrage presque introuvable, André de La Roche, auteur de l'ouvrage, chapitre au général de Valence. De ce général, dont nous avons dit, ces pages contiennent sur lui des renseignements inconnus.



GÉNÉRAL VALENCE

PROFILS MILITAIRES

En ces heures d'angoisse qui étreignent tous les cœurs, au cours du déchaînement de cette affreuse guerre dont chaque coup frappe quelque famille française, en présence des atrocités révoltantes et continues des hordes teutoniques, s'exerçant avec une rage impie sur nos plus riches provinces, sur nos plus beaux monuments, l'esprit n'est guère tourné vers les études du passé. Faute de bras, les imprimeries chôment; faute de travailleurs, les plus zélés collaborateurs se trouvant au front, les Revues languissent. Et si elles paraissent, bien amoindries, ce n'est qu'au prix des efforts soutenus de ceux que l'âge ou les infirmités retiennent au foyer. Encore ne sont-elles lues de quelques fidèles qu'autant que leurs articles se rapportent, d'une façon ou d'une autre, à la guerre, dont la sombre silhouette hypnotise toutes les âmes.

En publiant aujourd'hui la biographie de quelques-unes de nos gloires militaires agenaises, en rappelant les brillants faits d'armes de certains généraux du premier Empire, nos compatriotes, en reproduisant surtout leurs portraits ignorés de la plupart, nous croyons faire œuvre utile et de circonstance. Et ce n'est pas sans une patriotique émotion qu'au cours de cette première étude consacrée au général de Valence nos lecteurs retrouveront inscrits en lettres d'or les noms de ces villes ou villages, du nord-est de la France ou de la Belgique, Virton, Dinant, Charleroy, Tirlemont, Maubeuge, Longwy, Verdun, etc., où le général se couvrit de gloire et qu'arrose en ce moment le sang des meilleurs de nos soldats.

Dans ses *Essais historiques sur l'Agenais*, publication rarissime, presque introuvable, André de Bellecombe a consacré en 1846 un chapitre au général de Valence. De ce fait considérées comme inédites, ces pages contiennent sur lui des renseignements inconnus,

quelques-uns même fort piquants, que ne donnent aucune de ses nombreuses biographies.

Nous pensons donc ne pouvoir mieux faire que de les reproduire ici, sinon *in extenso*, du moins dans leurs principaux passages, les faisant précéder du seul portrait qui ait été fait de lui, croyons-nous, en tenue de général.

P^H. L.

LE GÉNÉRAL VALENCE

(1757-1822)

Monsieur le chevalier de Tymbrune, oncle du général Valence, demandait à M. d'Argenson, ministre de la guerre (1), le gouvernement des Invalides ou celui de la Bastille, attendu qu'ils étaient vacants tous les deux. M. de Tymbrune était l'amant de Madame d'Argenson.

— « Monsieur, lui répondit le ministre de la guerre, ayez la bonté de me demander autre chose. Si vous obteniez les Invalides, on pourrait dire que c'est ma femme qui vous y envoie ; et si vous alliez à la Bastille, on supposerait que c'est moi qui vous y fais mettre. Il paraît que vous avez de la prédilection pour le gouvernement des châteaux-forts ! Si vous voulez bien vous contenter de celui des Iles Sainte-Marguerite (qui sont à deux cents lieues de Paris), j'aurai l'honneur de vous proposer au Roi ; mais c'est tout ce que je puis faire pour vous. »

Le chevalier Tymbrune resta confondu, comme tout autre l'aurait été à sa place ; mais heureusement pour lui, Madame d'Argenson n'était pas la seule femme de la Cour à qui ses hommages avaient su plaire ; Madame de Pompadour, la toute puissante favorite, avait aussi distingué M. de Tymbrune dans la foule de ses nombreux adorateurs. La favorite prit à cœur de l'emporter sur le ministre et de concilier à la fois le double intérêt d'avancer son ancien amant, et de triompher d'un ennemi politique. Le jour même de la caustique réponse du mari froissé dans ses affections de ménage, Louis XV reçut en effet un billet de la protectrice toute puissante ; mais ce jour-là était un jour néfaste pour M. de Tymbrune ; M. d'Argenson avait eu

(1) Il y eut deux d'Argenson ministres de la guerre : d'abord, Marc-Pierre, comte d'Argenson, de 1742 à 1757 ; il était le frère du marquis René-Louis, ministre des affaires étrangères de 1744 à 1747 et auteur des Mémoires ; puis Marc-Antoine-René, fils du marquis, qui succéda à son oncle en 1757, et fut un bibliophile distingué. Il s'agit ici de Marc-Pierre, comte d'Argenson.

l'adresse de le prévenir, et la favorite et le protégé n'obtinrent que les quelques mots suivants pour réponse :

« Les deux gouvernements sont donnés il y a deux heures. La première chose présentée à ma signature. Pourquoi n'aviez-vous rien dit à Madame d'Argenson ? Voilà comme vous êtes. »

Ce ne fut que vingt ans après que M. de Tymbrune obtint la survivance du gouvernement des Invalides, et plus tard le gouvernement de l'Ecole militaire, grâce à la recommandation pressante et à la sollicitation continuelle de M. le duc d'Orléans.

« Voici, dit la spirituelle marquise de Créqui dans ses Mémoires, les quatre degrés généalogiques et la filière ou ascendance de cette belle passion (protection grotesque !), dont M. le duc d'Orléans se trouvait animé pour le chevalier de Tymbrune, ancien favori de Madame de Pompadour et d'Argenson.

« M. le duc d'Orléans avait pour intime et respectable amie Madame la marquise de Montesson.

« Madame la marquise avait un jeune protégé qui s'appelait M. le vicomte de Valence-Tymbrune, et qui était un brun de belle apparence.

« M. le vicomte avait pour oncle et pour curateur le susdit chevalier de Tymbrune, dont il écoutait les bons préceptes et dont il devait recueillir la succession.

« Eut-on la meilleure volonté du monde, il était impossible de ne pas remarquer que les fournitures de l'hôtel royal des Invalides n'avaient jamais été si dispendieuses que depuis la nomination de ce favori de Madame de Montesson; et comme il se trouvait aussi que la pitance des vétérans n'avait jamais été si chétive et si résidue, le ministre de la guerre en alla porter des plaintes au Palais-Royal.

« Le duc d'Orléans fit la sourde oreille. « Il est vraiment d'une géronterie sans pareille ! avait dit Louis XV. Faites donc savoir à son protégé des Invalides que si j'entends crier la poule, c'est le gouverneur que j'enverrai plumer ! »

— Le joli brun, de belle apparence, s'appelait Cyrus-Marie-Alexandre de Tymbrune, vicomte alors et depuis alors comte de Valence. Il était né à Agen en 1757 (1), d'un lieutenant-général des armées du roi, dont la famille de l'antiquité la plus illustre comptait parmi ses chefs un capitaine de Philippe-Auguste qui se distingua surtout à la célèbre bataille de Bouvines (2).

Une affection d'enfance le rapprochait d'un de nos concitoyens à peu près du même âge, qu'une plus haute destinée devait conduire à la présidence du Sénat et à la grande chancellerie de la Légion d'honneur, et qui sut réunir dans sa personne les qualités si dissemblables d'écrivain correct et élégant, d'historien concis et éclairé, de naturaliste profond et consciencieux, d'homme d'état habile et d'administrateur désintéressé. Le lecteur a facilement deviné M. de Lacépède (3). Le continuateur et l'ami de Buffon a consigné ces liaisons intimes dans l'éloge remarquable qu'il prononça à la Chambre des pairs dans la séance du 23 mars 1822, un mois et quelques jours après la mort de son bien aimé collègue, oraison funèbre qui lui était échue en partage pour tant de motifs différents. « J'étais du même âge que le général Valence, dit M. de Lacépède; nos deux familles se connaissaient beaucoup; nous étions tous les deux fils uniques et nos études furent les mêmes; nous nous appelions tous les deux du doux nom de frères; et ce nom a survécu à tous les orages. »

(1) Le 22 septembre 1757.

(2) La famille de Tymbrune était originaire de l'Artois. Elle vint s'établir en Agenais, sur les confins du Bas-Quercy, au commencement du xv^e siècle et posséda successivement les seigneuries de Valence, Castels, Saint-Pierre de Laval, Tayrac, Fontenilles, Cuq, Cambes, etc. Ses armes étaient : *d'azur à la bande d'or, accompagnée de deux fleurs de lys de même*. C'est de la branche collatérale des marquis de Valence que faisait partie le futur général. Son père, noble Vincent-Sylvestre de Tymbrune, comte de Valence, colonel du régiment de Bourbonnais en 1747, brigadier en 1748, maréchal de camp en 1760, avait épousé Marie-Louise de Losse, dont il n'eut qu'un fils, Jean Cyrus, dont nous relatons la biographie. Les Tymbrune habitaient à Agen l'ancien hôtel de Maurès, aujourd'hui hôtel de Parades, rue Saint-Jérôme, actuellement rue Henri-Martin.

(3) Bernard-Germain-Etienne de Laville-sur-Ilлон, comte de Lacépède, naquit, en effet, à Agen, le 26 décembre 1756, c'est-à-dire neuf mois avant Cyrus de Valence.

L'autorité d'un homme comme M. de Lacépède est déjà un témoignage bien flatteur pour l'amour-propre; mais cela ne suffit pas, il faut encore y ajouter la conscience de son propre mérite; sous ce dernier rapport, M. de Valence n'eut rien à envier à personne.

Il entra au service de l'artillerie en 1774, et fut envoyé à Strasbourg, ville alors regardée comme une excellente école de stratégie, où se réunissaient les officiers les plus instruits de France et d'Allemagne. Ce fut après quatre années d'études sévères et consciencieuses, en 1778, que Louis XVI le nomma capitaine dans le régiment de Royal-Cavalerie, grade qui le conduisit bientôt à celui d'aide de camp du maréchal comte de Vaux.

La vie militaire du jeune officier ne l'empêcha nullement de se faire présenter à la Cour; et ce fut dans une de ses visites chez le duc d'Orléans, l'ami de sa famille et de son oncle, qu'il eut l'occasion de connaître Mademoiselle Pulchérie de Genlis, fille cadette de l'infortuné marquis Alexis Brulart de Sillery (comte de Genlis), député à la Convention nationale, qui devait expier sur l'échafaud la faute d'avoir trahi son roi et les traditions des cartes, et de la charmante et spirituelle, mais non moins vicieuse, Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, si connue comme l'auteur d'*Adèle et Théodore* et des *Veillées du château*. Ce mariage trouvait d'ailleurs beaucoup d'obstacles chez les parents de la jeune épouse. M. de Valence était loin d'être riche et Caroline de Genlis, sœur aînée de Pulchérie, avait épousé le fils aîné du marquis de la Woëstine, grand seigneur flamand. Mais Madame de Montesson, tante de Madame de Genlis et deuxième épouse du duc d'Orléans, après la mort d'Henriette de Bourbon-Conty, avait un faible pour les bruns; elle plaida la cause de M. de Valence, et ses désirs furent un ordre pour son obéissante nièce (1). A cela nous avons encore à citer le témoignage de Madame de Créqui.

« La meilleure histoire de Sainte-Assise, dit-elle, est celle de M. le duc d'Orléans qui arrive inopinément de la chasse, et

(1) Le mariage eut lieu en 1786.

qui survient brusquement dans un cabinet où son épouse se trouvait en tête à tête avec M. de Valence; et comment donc faire ?

— A genoux ! dit-elle au vicomte, à genoux ! Ne me répondez rien... Non, monsieur, poursuivit-elle en élevant la voix, avec une expression de nièce outragée... quittez cette posture, et ne vous avisez plus de venir me surprendre dans mon boudoir ! Vous n'ignorez pas les augustes nœuds et les liens sacrés qui m'unissent à Monseigneur ! c'est à Monseigneur, et c'est à lui seul, monsieur, que vous auriez dû parler de ses imaginations relativement à Pulchérie...

--- Comment trouvez-vous, dit-elle à son gros d'Orléans qu'elle fit semblant d'apercevoir, et qui était resté bouche bée à la porte du cabinet, comment trouvez-vous M. de Valence qui est amoureux de ma nièce, qui veut épouser ma nièce, et qui s'en vient me faire une scène de roman pour obtenir la main de cette petite ? — Levez-vous donc, Monsieur, levez-vous donc, et ne vous montrez pas en présence de Monseigneur dans une attitude aussi ridicule.

— Oh ! de grâce ! madame, lui répondit le bon vieux prince, ne vous mettez pas en colère, et pardonnez-lui pour l'amour de moi. » Louis-Philippe d'Orléans n'était pas un mari aussi intraitable que le roi Chilpéric I^{er}, et Madame de Montesson, plus adroite que Frédégonde, ne demanda pas mieux que de pardonner à Landry.... de Valence.

« Le mariage se fit bientôt après; ce qui n'empêcha point Madame de Montesson de recevoir les visites secrètes de son neveu... Je ne saurais vous annoncer, Mademoiselle, dit un valet de chambre nouvellement venu à la jeune épouse. On n'entre jamais chez Madame quand elle est avec M. le Vicomte.

— Vous direz à ma tante que je suis fâchée de ne pas l'avoir vue, et d'autant plus fâchée que M. le Vicomte est mon mari !... »

Comme on le voit, Pulchérie de Genlis avait hérité d'une partie de l'esprit de sa mère... (1).

(1) *Souvenirs de la marquise de Créquy*. Ed. Delloye, 1842, t. III, p. 146.

— Nous allons nous séparer de ces intéressants détails, pour nous occuper d'une partie plus sérieuse de l'histoire de notre compatriote, devenu écuyer du duc d'Orléans et colonel du régiment de Chartres-Dragons, avec la décoration de l'ordre de Saint-Lazare, à la même époque à peu près où M. de Lacépède, trouvant le double secret de passer en revue les hommes de son régiment et les oiseaux et les poissons de ses classifications scientifiques, obtint aussi le même grade de colonel de cavalerie.

La Révolution ne devait pas laisser M. de Valence jouir longtemps des avantages brillants de sa haute position de fortune; les Etats-Généraux vinrent l'arracher à la vie des camps et de la Cour, et l'engager à se présenter aux assemblées des bailliages de Cahors et de Paris. « On y remarqua, dit encore M. de Lacépède, la sagesse et la force avec lesquelles il parla des objets les plus importants pour le bonheur des peuples, du nouvel état de la société civile, de la liberté si chère aux français dès les premiers temps de notre histoire. »

La noblesse de Paris le nomma un de ses députés suppléants et le gouvernement régénéré le choisit pour commander dans le département de la Sarthe, où sa sagesse et son patriotisme lui concilièrent si bien la faveur publique, que les gardes nationales le choisirent pour leur chef. Après le voyage de Varennes, M. de Valence, dont les opinions, comme celles de M. de Genlis, son beau-père, penchaient pour le parti dit des Orléanistes, crut devoir se populariser et se présenter, le 28 juin au soir, à la séance de l'Assemblée Constituante, où il prêta le serment de lui rester fidèle.

Cette démarche, favorablement regardée par les ministres d'alors, le fit élever, en 1790, au grade de maréchal de camp, et le fit envoyer vers la frontière du Nord, dans l'armée du maréchal Luckner. La révolution du 10 août, que suivirent de près les défaites de Mons et de Tournay, et l'assassinat du général Arthur de Dillon, ayant fait sentir la nécessité de donner une nouvelle réorganisation à l'armée, le Conseil exécutif provisoire remit à M. de Valence le commandement général de tous les grenadiers et le nomma lieutenant-général.

La France était alors dans un état de crise alarmant.

.....
.....
Dumouriez vint remplacer Lafayette, proscrit et fugitif (première désertion obligée, qui fut le préambule de toutes les autres), au commandement de l'armée du Nord. Il avait 30,000 hommes sous ses ordres, à la tête desquels marchaient Beurnonville, Moreton et Duval, disséminés dans les camps de Maulde, de Maubeuge et de Lille, et 23,000 hommes dans celui de Sedan. Le maréchal Lückner ne conservait qu'un commandement nominal sur les frontières des Ardennes et de l'Alsace, où se trouvaient trois corps d'armée; Biron à Strasbourg avec 20,000 hommes; Custine à Landau avec 15,000; et Kellermann à Metz, avec 20,000 hommes. Kellermann, aux premières hostilités, devait se réunir à Dumouriez, qui fut investi de la direction supérieure comme le plus ancien et le plus capable de tous les chefs.

Le général Biron ouvrit la campagne en s'emparant de Quiévrain, que défendait un faible détachement autrichien, aux ordres du général Beaulieu. Les combats de Fontoy et de La Croix aux Bois, que vint couronner la fameuse bataille de Valmy, ne tardèrent pas à suivre de près cette première conquête des armées françaises. Valence commandait l'aile gauche de l'armée à Valmy; et ce fut à la tête de quatre bataillons de grenadiers, de quelques escadrons de dragons et de carabiniers, qu'il vint appuyer le mouvement du général Desprez-Crassier, qui commandait l'avant-garde, et se déployer en une seule ligne en avant du village de Gizaucourt, position favorable qui contribua puissamment au gain de la bataille.

Le nom de Valence se trouve alors mentionné souvent dans les fastes de l'armée française. On le retrouve d'abord à Verdun, où il reçoit la capitulation de l'armée prussienne, commandée par le général Courbière; aux prises de Marchiennes, de Pithou et de Longwic, dont il détermina la reddition, et où il signa avec le duc de Brunswick-Lunebourg un traité qui reconnut l'indépendance de la France.

On le vit ensuite prendre le commandement en chef de l'ar-

mée des Ardennes, annoncer successivement à l'Assemblée nationale les prises de Virton, de Dinant et de Charleroi, puis celles de Nivelles, de Soignies de Masy, et enfin celle de Namur (après avoir battu Beaulieu dans le bois d'Assche, et Schoëlder à Vivier-Lagneau), dont il reçut la capitulation le 2 décembre 1792. Ce fut à cette occasion qu'il fit la réponse suivante au général ennemi, qui, après lui avoir remis les clefs de la place, réclamait vivement une disposition supplémentaire à la capitulation : « Si vous n'êtes pas content, général, s'écria Valence, vous n'avez qu'à rentrer, nous vous reprendrons. » Le général récalcitrant resta désarmé par cette laconique répartie. Quatre mille prisonniers furent le résultat de cette conquête, ainsi que huit drapeaux, déposés par la garnison, sur les glacis de la forteresse. Ces huit drapeaux et trois autres, qui avaient été pris à l'affaire de Virton, furent envoyés à la Convention nationale. Ce furent les premiers dont l'armée fit hommage à la République.

Pendant l'hiver qui suivit ces heureux succès, il transmit au gouvernement plusieurs mémoires importants, dont les principales dispositions servirent de base à une nouvelle organisation militaire. Le gouvernement, voulant miner la puissance maritime de la Hollande et de l'Angleterre, et résolu à l'attaquer dans sa source, préparait en secret une expédition dont le commandement devait être confié au général Valence; mais Dumouriez ayant fait adopter un plan de campagne pour 1793, et ayant demandé que ce général allât commander sur la Meuse, l'expédition des Indes Orientales fut ajournée, et Valence arriva fort à propos pour réparer les échecs que la trahison et l'impéritie avaient fait éprouver aux troupes françaises.

Il sauva d'abord 27 bataillons, perdus pour la France, par son habileté; et Dumouriez lui est à cet égard d'une caution irrécusable.

« C'est à vous, dit-il, dans sa lettre du 14 mars 1793, que l'on doit le salut de 27 bataillons que le général Ihler avait ramenés avec autant de prudence que de courage. La vigueur que vous avez déployée pour couvrir la retraite de ce corps, en vous

portant sur Tongres, en chassant et repoussant l'ennemi, montre autant de génie que d'audace, et je vous regarde plus que jamais comme un des meilleurs généraux de l'armée française. »

Valence se distingua ensuite à Tirlemont et commanda avec les généraux Leveneur, Dampiere et Neuilly, sous ses ordres, l'aile droite de l'armée française à Nerwinden, après avoir repoussé, à la tête du 5^e régiment de hussards, les cuirassiers de l'empereur au combat de Goizenhoven, où il fut d'ailleurs parfaitement secondé par le général Lamarche.

La bataille de Nerwinden fut remarquable par la présence du duc de Chartres, qui commandait le centre, et par la charge brillante de cavalerie que le général Valence exécuta contre les cuirassiers de Zeschwitz, qui s'avançaient contre Nerwinden et Mittelwinden, et qui assura le succès de la journée. Le général français reçut dans la mêlée plusieurs coups de sabre qui l'obligèrent à quitter le champ de bataille et à se faire transporter à Tirlemont, qu'il abandonna bientôt pour Bruxelles.

Les circonstances devenaient chaque jour plus orageuses et plus embarrassantes; les accusations portées contre Alexandre de Beauharnais, Biron et Anselme firent ouvrir les yeux à tous les officiers supérieurs de la République, et décidèrent Valence à demander son rappel. Son ancien collègue Beurnonville était alors ministre de la guerre. Cette demande fut refusée, et les commissaires du gouvernement, qui vinrent l'en informer, lui remirent une lettre flatteuse du ministre, qui le suppliait de rester à la tête de son armée. « A défaut du bras, disait le ministre de la guerre, il vous reste encore la tête, et vous pouvez être très utile à la patrie. »

Ce refus agréable fut loin de persuader Valence, qui persista dans une démission que de nouvelles circonstances vinrent encore exiger de lui comme une mesure de sûreté privée. Parti de Bruxelles pour Valenciennes pour y attendre la réponse favorable à sa demande, il était cependant revenu à Bruxelles, sur l'instance prière de Dumouriez, qui l'appela pour se concerter sur la malheureuse position de l'armée française. Il fut

convenu entre eux que l'on défendrait l'Escaut et il partit pour Tournay. Ce fut dans cette ville qu'il apprit la saisie de ses dépêches au ministre Beurnonville, à Philippe-Egalité et à Madame de Montesson et le décret qui ordonnait l'arrestation de sa famille. Dumouriez, prévoyant l'orage qui le menaçait, venait de lui donner l'exemple de la défection par un hardi coup de main qui mit en son pouvoir quatre conventionnels et le ministre Beurnonville lui-même, et Valence, que l'on accusait d'être de moitié dans les projets de Dumouriez, n'eut bientôt plus qu'une alternative à prendre, celle de monter à l'échafaud ou de passer à l'étranger.

Il adressa donc au président de la Convention sa démission de général en chef de l'armée des Ardennes, se sépara de ses soldats, congédia son escorte, renvoya ses ordonnances et s'éloigna seul d'une patrie qu'il ne pouvait plus servir. A cette nouvelle, Robespierre furieux s'élança à la tribune pour demander que sa famille fût traduite au tribunal révolutionnaire; cette proposition resta fort heureusement sans résultat, et Valence, qui avait écrit au général Biron sur la situation de la Belgique après l'arrestation du commissaire par Dumouriez, arriva avec ce dernier en Angleterre et se présenta à M. Pitt, qui lui ordonna de quitter la Grande-Bretagne.

M. de Valence passa alors en Amérique, et la mort de son beau-père, le marquis de Sillery-Genlis, ayant obligé sa veuve et ses enfants à s'expatrier pour éviter le même sort, M. de Valence s'empressa de les rejoindre à Hambourg, où il cultiva, à cinq lieues de cette ville, une ferme isolée, vivant obscur et inconnu, et n'entretenant aucune relation avec les émigrés. Sa fille aînée, mariée au comte de Celles, vint aussi partager sa retraite.

Il ne fut du reste jamais expulsé comme émigré. Il demanda même des juges au Directoire pour rendre compte de sa conduite, justification qui lui fut refusée. Aussi, lorsque le premier Consul l'invita à prendre part à la guerre contre l'Angleterre, il s'y refusa en alléguant qu'il ne pouvait exercer au dehors aucunes fonctions publiques, jusqu'à ce que ses droits de citoyen lui eussent été rendus par son gouvernement.

M. de Valence rentra en France au 18 brumaire, placé néanmoins sous la surveillance de la police. En 1801, il devint président du canton de Vassy (département de la Haute-Marne), et le collège électoral de ce département, qu'il présida ensuite, l'élut candidat au Sénat en 1803. Il y fut appelé le 1^{er} février 1805, à la sollicitation de Madame de Montesson, qui s'était fait porter mourante au château de Saint-Cloud, et qui rendit l'âme immédiatement après cette visite (1). M. de Valence fut en même temps nommé commandant (*sic*) de la Légion d'honneur.

Le 20 mars 1807, il reçut le commandement de la 5^e division de réserve dans l'intérieur, écrivit la même année une lettre au *Moniteur* sur quelques erreurs relatives à la campagne de Belgique, passa en Espagne en 1808, et reçut en 1809 la décoration de grand-croix de saint Henri de Saxe.

Revenu en France à cause de sa santé il fit cependant en 1812 la campagne de Russie, commanda une division en Lithuanie sous les ordres du général comte de Nansouty, son ancien aide de camp, et après s'être distingué au combat de Mohilow, tombe malade à Smolensk, et fut de retour en France avant les désastres qui suivirent l'expédition française.

Envoyé au mois de décembre 1813, en qualité de commissaire extraordinaire dans la 6^e division militaire, à Besançon, il pourvut à la défense de cette ville, se mit ensuite à la tête d'une colonne de gardes nationales et de troupes régulières et se porta, au mois de janvier, sur Gray, où il tint l'ennemi en échec pendant sept jours.

De retour à Paris le 1^{er} avril 1814, il fut nommé secrétaire du Sénat, et son nom, en cette qualité, se lit au bas de l'acte de déchéance de Napoléon.

Le 4 juin 1814, le général de Valence fut compris dans la première création des pairs de France, et quelques mois après, il fut nommé grand-officier de la Légion d'honneur par Louis XVIII; ce qui ne l'empêcha pas de siéger aussi à la Chambre des pairs des Cent-Jours.

(1) On a dit que par testament elle lui avait laissé toute sa fortune.

Jusque-là, Valence semble avoir eu pour but unique de servir sa patrie, sans s'inquiéter le moins du monde du changement de chef ou du mode de gouvernement. Sa fidélité à Napoléon se signale pourtant après la bataille de Waterloo; il protesta plusieurs fois contre les mesures à prendre contre lui, et insista pour entraver le mouvement rétroactif qui s'opérait. Il fut, le même jour, l'un des commissaires désignés par le gouvernement provisoire pour aller demander une amnistie au général Blücher, démarche qui n'obtint pas de succès.

L'ordonnance du 25 juillet 1815 élimina Valence de la Chambre des pairs, et une nouvelle ordonnance du 4 septembre suivant le mit à la retraite comme général (1). Il rentra cependant à la Chambre des pairs le 21 novembre 1819, où il retrouva son ancien compatriote Lacépède, et Beurnonville, son ancien collègue à l'armée du Nord. Quatre agénais siégeaient alors à la chambre patricienne : Lacépède d'abord, Valence, Lacuée comte de Cessac (2) et le comte Mathieu Depère (3).

Le général Valence vota avec l'opposition, soit pour défendre la loi des élections du 5 février, soit pour combattre les lois suspensives de la liberté de la presse et de la liberté individuelle, contre lesquelles il prononça d'énergiques discours. Au commencement de 1820, il prononça à la tribune de la Chambre des pairs l'éloge du général Colaud, qui avait été son aide de camp et dont il avait commencé la fortune militaire.

La mort vint le frapper le 4 février 1822, au milieu d'une entreprise philanthropique, mise à la mode par Voltaire :

(1) Plus heureux que Bory de Saint-Vincent, son compatriote, Valence ne fut point compris, comme lui, dans l'ordonnance de la veille (24 juillet), qui condamnait à l'exil immédiat 38 personnages, illustres à divers titres, restés fidèles à la fortune de Napoléon. (Voir leurs noms dans la *Correspondance de Bory de Saint-Vincent*, publiée par nous, p. 26, Introduction.)

(2) Nous publierons prochainement une notice sur cette illustration agénaise.

(3) Né à Mézin en 1754, mort à Toulouse en 1835, Mathieu Depère joua un rôle important dans presque toutes nos assemblées législatives depuis 1791 jusqu'après la Restauration. (Voir l'article que lui a consacré J. Andrieu dans sa Bibliographie.)

c'était la réhabilitation du sieur Lesurgues, exécuté sous le Directoire, faussement convaincu d'un crime auquel il était étranger.

M. de Valence, dont l'éloge fut prononcé à la Chambre des pairs par M. de Lacépède, et au cimetière de l'Est par le général Dulauloy, avait publié, pendant son exil dans le Holstein, un écrit sur les finances de France, qui attestait à la fois ses lumières et le vif intérêt qu'il prenait aux affaires de sa patrie. Cet écrit est intitulé : *Essai sur les finances de la République française et sur les moyens d'anéantir les assignats*. (Hambourg, 1796, in-8°.)

Les anciens rapports de M. de Valence avec le duc d'Orléans l'avaient conduit aux plus hauts grades maçonniques; et sa mémoire fut célébrée dans les loges de l'ordre avec beaucoup de pompe.

De son mariage avec Pulchérie de Genlis, Cyrus de Valence ne laissa que deux filles : l'aînée, mariée au comte de Celles; la seconde, Rosamonde de Valence, épouse du maréchal comte Gérard, pair de France, ancien ministre de la guerre et grand chancelier de la Légion d'honneur, plus illustre guerrier qu'heureux père de famille (1).

Le jeune Cyrus Gérard qu'un accident terrible vient d'enlever vers la fin de l'année dernière à la sollicitude d'un père aussi recommandable, était le petit-fils du général Valence. Quatre ans plus tôt, un autre fils du maréchal Gérard périssait aussi par un événement aussi imprévu que funeste. Une fille est aujourd'hui, je crois, le seul représentant de cette malheureuse famille.

ANDRÉ DE BELLECOMBE.

(1846.)

(1) Voir dans tous les Dictionnaires biographiques, Bachelet, Michaud, etc., les détails de sa brillante carrière de militaire et d'homme politique.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Jeudi 2 novembre 1815. — Arrivée, dans l'après-midi, de M. de Guer, notre nouveau préfet (1). M. de Villeneuve, qui devait partir demain, attendra quelques jours encore. On dit que c'est pour mardi prochain.

Vendredi 3. — Visite de la garde nationale au préfet. M. de Villeneuve et lui sortent ensemble sur le perron de l'hôtel de la préfecture. Scène touchante ! Les adieux du départ l'emportent sur les complimens de l'arrivée. La tenue de la garde nationale était remarquable. La compagnie des sapeurs surtout attirait les regards.

Samedi 4. — M. de Villeneuve part décidément mardi prochain.

Il a été fait un vol très considérable à Toulouse dans le magasin d'une riche compagnie de négocians. Quelques jours après, avant-hier, on a trouvé derrière le faubourg Saint-Antoine, sur le bord de la Garonne, un trousseau de fausses clefs, avec beaucoup d'instrumens dont se servent les voleurs pour enfoncer les fermetures les plus solides. Cela se lie-t-il avec le vol de Toulouse, avec ceux qui ont été faits à Agen, depuis quelques années, chez M. Barsalou aîné, chez Bouchou, orfèvre, et avec la tentative effectuée chez M. Lemaitre, receveur général ?

Dimanche 5. — Murat, le roi Murat, le digne beau-frère, la

(1) M. de Guer fut installé le même jour. Il « voulut se dérober aux honneurs que la loi attribue à sa dignité lors de sa première entrée dans le département ». (*Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1011.)

créature et l'émule de Bonaparte, a fait une descente en Calabre, à la tête d'une troupe de brigands. Il voulait imiter la descente de son maître en Provence, mais les Napolitains n'ont point imité les Français : ils se sont réunis contre Murat, qui a été pris et fusillé. Le règne de ces aventuriers est décidément passé; les amis de celui qui est en Suède doivent lui conseiller d'être sage et très sage, d'être prudent et très prudent (1).

Hier au soir et ce soir, il y a eu du bruit dans le quartier de la porte du Pin. Les bonapartistes trouvaient mauvais qu'on chantât des chansons en l'honneur des Bourbons. Des coups ont été donnés et rendus. Il est fâcheux que Bécane ait figuré dans cette rixe, parce qu'il a presque toujours tort. Quoiqu'il en soit, on a pris et conduit en prison l'ex-officier Ricard, champion du parti contraire et qui, plus que Bécane, à tort sans doute, puisqu'il combat du mauvais côté.

Lundi 6. — Grand dîner chez l'évêque, où ce prélat étale toute l'argenterie et le vermeil de son trésor épiscopal. C'est en l'honneur de l'ancien et du nouveau préfet. Quelques membres des principales autorités ont été de ce dîner, aussi délicat et recherché que splendide. Il y avait, et de reste, de quoi faire oublier le *Te Deum*.

Mardi 7. — M. de Villeneuve est parti cette nuit. Il emporte et laisse beaucoup de regrets, quoique, selon quelques voix secrètes, on ne doive pas désespérer de le revoir à Agen.

Le duc d'Angoulême est, dit-on, à Toulouse. Le verrons-nous ici? Le préfet n'a point reçu, à cet égard, de nouvelle officielle.

Un beau détachement des lanciers de l'ancienne garde impériale est en ville depuis quelques jours pour y être licencié. Ces Messieurs paraissent un peu surpris de la *liberté grande*, mais que pouvait-on faire d'eux, après la manière dont ils se sont conduits?

(1) Il s'agit de Bernadotte qui, adopté par Charles XIII, devint roi de Suède en 1818.

Mercredi 8 novembre 1815. — Si personne n'échappe à la critique, c'est que personne n'est à l'abri d'être critiqué dans quelque circonstance de sa vie. M. de Villeneuve, avant de quitter Agen, est allé voir, est allé rendre visite à qui donc ? à Menne, à Grenier, qu'il avait destitués, à Noubel, etc... On en jase, on trouve cette honnêteté très singulière. Elle l'est, en effet, surtout n'ayant pas rendu une infinité de visites à des personnes qui lui sont dévouées. Il faut être infiniment bon pour avoir été jusque-là. Qu'auront dit Grenier et Menne ? Sans doute, leur *Domine, non sum dignus !*

Dimanche 12. — Tout retentit du bruit de la suppression de notre cour royale. Sa position est mortelle entre Toulouse et Bordeaux (1). Si l'on réfléchit à la conduite de ses membres, à l'empressement qu'ils apportèrent au parjure en faveur de l'usurpateur, elle doit encore être supprimée. Grand Dieu ! Quelle honte dans une ville comme celle d'Agen, peuplée de tant de fonctionnaires. Quatre ou cinq seulement eurent la force d'imiter l'exemple que leur donna le préfet. Le président du conseil général du département, le sous-préfet, le procureur du Roi au tribunal de première instance, les deux adjoints du maire furent les seuls qui n'eurent rien à se reprocher. Je me trompe : quelques membres du conseil de la commune refusèrent aussi de prêter le serment. Voilà tous ceux qui ne craignirent pas de confesser hautement leur dévouement aux Bourbons : pour tout le reste, miséricorde !

Mardi 14. — On parle d'une association de 20 à 25 jeunes demoiselles qui vont se réunir pour se consacrer au service des pauvres, travailler en commun pour eux, les instruire des devoirs de la religion et les soulager de leurs misères. Bel et sublime dévouement ! La maison du Refuge doit être affermée par ces nouvelles religieuses. Puisse rien ne s'opposer à l'exécution de ce pieux projet, pour l'exécution duquel il ne faudra ni règles austères, ni vœux éternels. Une seule chose

(1) A diverses périodes, pendant le XIX^e siècle, il a été question de la suppression de la Cour d'Agen, mais jamais aucune mesure n'a été prise en ce sens.

est à craindre, c'est que la ferveur de ces jeunes demoiselles, avec le temps, avec l'âge, ne change d'objet. Mais si quelqu'une rentre dans le monde, d'autres les remplaceront peut-être, et ce louable établissement se soutiendra pour l'édification de nos neveux, qui en béniront les fondatrices.

Lundi 20. — On ne voit plus dans les rues que quelques misérables soldats, aussi muets, aussi tristes qu'ils étaient naguère insolens et audacieux. Ils ressemblent aux mouches qui, sur la fin de l'automne, frappées d'un mortel engourdissement, traînent leurs ailes pendantes et tâchent de gagner la retraite obscure dont elles ne sortiront jamais.

L'opération du licenciement continue. Elle s'effectue sur le Gravier. La séance est publique. Là, on fait approcher individuellement les militaires. Après qu'ils ont entendu leur compte, on leur demande s'ils veulent se retirer ou servir le Roi. Pour ceux qui prennent le premier parti, c'est un véritable enterrement. Comme tout cela finit pour eux ! De quelle mauvaise fumée ils furent enivrés ! Après tant de travaux, après tant de périls, tant de sang répandu, après avoir inondé l'Europe de maux, épouvanté le monde de leurs crimes et de leur imbécile fanatisme, voilà leur chef en prison ; les généraux qui, comme lui, n'ont pas su mourir les armes à la main, sont ou fusillés, ou terminent leur vie sur l'échafaud, ou fuient tout couverts d'opprobre vers l'étranger, et l'armée est dispersée. Honte et malheur, voilà tout ce qui reste aujourd'hui du règne de Bonaparte.

Vendredi 1^{er} décembre 1815. — Les militaires désappointés s'attroupent, dit-on, sur le soir ; ils s'agitent du moins. On craint du désordre ; en conséquence, des gardes nationaux sur lesquels on peut compter sont avertis, prennent les armes, se distribuent dans les différens quartiers de la ville, en imposent aux malveillans qui se dispersent.

Lundi 4. — Un officier des gardes du corps est arrivé pour choisir, parmi les chevaux des lanciers supprimés, ceux qui paraissent convenir à son arme.

La compagnie des canonnières de la garde nationale s'est réunie ce matin, en grande tenue, à l'église des Jacobins, où l'on a célébré une messe en l'honneur de sainte Barbe. C'est très louable, assurément, mais ce qui l'est un peu plus, c'est l'emploi d'une somme de 348 francs, d'abord destinée à payer les frais d'un banquet et que les canonnières ont versée dans la main du préfet comme un don patriotique pour aider aux besoins de l'Etat. Le préfet a témoigné sa satisfaction, et verbalement aux canonnières, lorsqu'ils lui ont fait en corps la remise de cette somme, et par une lettre écrite à M. Martinelli-Gogelin, leur capitaine. C'est cette compagnie d'élite qui a si efficacement contribué au maintien du bon ordre et à la tranquillité de la ville, en imprimant une terreur continuelle aux brigands, aux bonapartistes, dans les jours de malheur et de trouble qui ont suivi les derniers évènements. C'est dans les rangs de cette compagnie que se rangea M. de Lugat, maire actuel, lorsque, par suite des journées des 27, 28 et 29 juin, il quitta les fonctions de commandant de la garde nationale. Quoique licenciée en apparence, elle veillait toujours pour la bonne cause et servait de noyau à cette force départementale secrètement organisée dont nous avons parlé plus haut. Quoiqu'on eût ordonné son désarmement, elle avait gardé ses armes et n'en veillait pas moins dans l'ombre au salut des citoyens. Cette compagnie n'a jamais cessé de donner l'exemple du bon esprit, de la prudence et du courage. Tous les habitants honnêtes de la ville lui doivent des remerciemens. On va rire peut-être, mais une chose mène à l'autre, et tout a un à propos. Ne serait-il pas curieux de savoir comment et pourquoi sainte Barbe est devenue la patronne des canonnières de terre et de mer, et son nom révérend, un juron grivois, une imprécation adoucie ?

Mardi 5. — Le Roi ordonne que les chevaux des corps de cavalerie licenciés soient placés chez les propriétaires ruraux jusqu'à la nouvelle organisation de cette arme. Le nombre de ces chevaux placés dans le département est de trois cents.

Samedi 9. — Un évènement, survenu à Marmande, fait depuis trois ou quatre jours du bruit en ville. Un assez mauvais sujet, très fort et très violent, excédant de coups un particulier chez Sigalas, aubergiste, a été tué par le battis d'un coup de couteau dans le cœur. On a trouvé sur lui une proclamation au nom de Napoléon II et des papiers d'après lesquels on voit qu'il était l'un des chefs ou des principaux agents des fédérés. Voilà un ennemi de moins.

On dit que l'entier licenciement des lanciers de la garde s'effectuera très incessamment. Le lieutenant-général Fournier est ici pour cette opération importante, après laquelle on pourra sévir contre les mauvais sujets de la ville dont les militaires sont les protecteurs immédiats (1).

Dimanche 10. — Le gouvernement actuel se soutiendra-t-il longtemps? Cette question peut paraître singulière. Cependant, après ce qui vient de se passer, il serait peut-être téméraire de répondre affirmativement. On marche tellement à reculons qu'il est du moins très naturel de douter, même de craindre un nouveau naufrage. Les choses en sont au point, dit-on, que si le Roi ne s'était pas défait du duc d'Otrante (2), huit jours ne se seraient pas écoulés sans que le monarque eût été assassiné, son trône renversé, sa dynastie dispersée. On crie à la vérité quelquefois *Vive le Roi!* sous les fenêtres des Tuileries, mais lorsqu'il sort, on est presque toujours muet sur son passage. Les princes ne sont pas aussi, ajoute-t-on, très d'accord avec le Roi; il s'en faut que leur opinion, en tout, soit la même. Cette malheureuse division, jointe à la

(1) Le lieutenant-général Fournier-Sarlovèze, né dans le Périgord en 1775, prit part aux batailles de l'armée de Sambre-et-Meuse, où il se distingua. Il fut fait colonel de hussards en 1798, à l'âge de 23 ans. Compromis dans un complot contre Napoléon, exilé, puis rappelé, il se trouva à la bataille d'Eylau, puis à celle de Friedland, après laquelle il fut nommé général de brigade. On le trouve ensuite en Espagne, en Allemagne, en Russie, à Leipzig en 1813. En conflit avec Bonaparte, Fournier, qui était devenu comte, général de division et commandant de la Légion d'honneur, fut exilé en Périgord et destitué. Il reprit du service lors de la seconde restauration.

(2) Le duc d'Otrante, c'était le fameux Fouché, qui a été l'objet d'une remarquable étude en deux volumes publiés en 1901 par M. Louis Madelin.

grande difficulté des circonstances, donne beaucoup d'inquiétude. Puis, la fraction d'Orléans est là. Elle se compose de tous ceux, et ils sont nombreux, qui ont des crimes à se reprocher, qui craignent ou la punition, ou les vengeances, auxquels se réunissent les mécontents, non moins nombreux, qui, par le grand embarras du moment, le devieront toujours davantage. Enfin, on ne saurait nier que la France tout entière ne soit sous la main toute puissante des Anglais, qu'ils y exciteront, quand ils voudront, des mouvemens dont ils profiteront en gens intéressés et habiles. La France ruinée, ayant ses ennemis stationnés à ses frais chez elle, leur ayant engagé ses places fortes, s'étant soumise à leur payer des sommes immenses qui excèdent de beaucoup le numéraire en circulation, il faut avouer qu'il ne reste pas beaucoup de chances en faveur de ceux qui parieraient pour elle. Je renouvelle donc ma question : le gouvernement actuel se soutiendra-t-il ? Je ne voudrais pas l'affirmer ; cependant, je suis Français et je l'espère.

Mardi 12. — Jalabert, genevois, ministre protestant, maire de Montagnac-sur-Lède, membre du conseil général du département et de la Chambre des députés de Bonaparte, s'est brûlé la cervelle de deux coups de pistolet. Cet homme, qui n'était pas sans moyens, a cru qu'on s'occupait de lui dans le temps qu'on n'y pensait point. Voyant venir à lui une brigade de gendarmerie, il s'est figuré qu'elle allait le capturer ; il est rentré dans sa maison et s'est tué (1). Cet homme, qui n'était pas sans moyens, comme je l'ai dit, avait une mauvaise tête. Il n'aimait ni Louis XVIII, ni Bonaparte, mais en qualité de genevois exalté, il aimait la République ; en conséquence, il avait fait le factieux à Monflanquin ; il avait gangrené toutes les communes environnantes ; beaucoup de mal

(1) Proché donne du suicide de Jalabert, survenu le 10 décembre 1815, une version identique. Le *Journal de Lot-et-Garonne* (n° 1024) déclare que, trois jours avant sa mort, le pasteur fit son testament dans lequel il exprimait les motifs de sa funeste résolution. « Sous un extérieur calme et réfléchi, M. Jalabert cachait une âme ardente, prompte à s'exalter et à se jeter dans les partis extrêmes. »

était résulté de sa conduite pour le moins inconsidérée. Il s'est senti coupable et s'est jugé sans appel.

Jeudi 14. — On apprend la nouvelle de l'exécution de Ney. Celui-là est mort avec courage et n'a point eu la lâcheté de se détruire; aussi y a-t-il une certaine distance d'un maréchal de France à un ministre protestant. S'il faut cependant leur rendre justice, le prêtre était bien moins coupable que le guerrier dont la trahison révolte (1).

Au reste, le licenciement des lanciers se termine. Plusieurs s'engagent dans l'armée royale; les rouges surtout se comportent bien. Les verts, en général, n'ont point de droits à nos éloges : leur esprit n'est rien moins que bon. Les premiers cependant faisaient partie de la garde de Bonaparte. Les voilà dans la bonne voie; leur songe est fini, ils se sont éveillés pour la véritable gloire.

Mardi 15. — Le préfet destitue chaque jour des percepteurs infectés du venin bonapartiste. L'alarme est dans cette branche de la finance, qui, prenant son origine dans le ministère, se termine dans les dernières classes de la société. Les perceptions, même des communes rurales, sont très recherchées, en sorte que si les remplacés pleurent le passé, les remplaçans rient de l'avenir. C'est ainsi que va le monde depuis sa création et qu'il ira jusqu'à ce qu'il finisse.

Mardi 19. — On a commandé ce soir un fort détachement de la garde nationale qui doit se rendre vers dix heures à la préfecture. C'est, dit-on, pour se trouver là lorsque le duc d'Angoulême, qu'on croit devoir passer cette nuit *incognito*, y descendra. Deux voitures ont traversé la place avec fracas, cette après-midi. *C'est le duc d'Angoulême ! Vive le Roi !* a-t-on crié de toutes parts. Eh non, c'est le duc de Guiche. Le Prince ne passera pas dans la nuit; le détachement nous donnera de ses nouvelles demain matin.

(1) Ney fut condamné à mort par la Chambre des pairs le 6 décembre; il fut fusillé le lendemain. On sait que la condamnation et la mort du brave des braves furent une des plus lourdes fautes de la Restauration.

Mercredi 20. — Point du tout. Le détachement de la garde nationale n'était point à la préfecture pour attendre le Prince. Il a reçu l'ordre de partir cette nuit pour Puymirol, avec un fort piquet de gendarmerie (1). Il s'agissait de quelque arrestation importante qu'on a manquée. En revanche, on a pris et mené en prison un certain Coësnon Pellerin, tombé des nues à Agen en 1794, c'est-à-dire *dans le bon temps*. Employé d'abord dans les droits réunis, il est aujourd'hui obscur maître d'école, mais toujours suspect pour ses opinions, au moins suspect (2) !

M. le duc d'Angoulême ne passera point ici. De Toulouse, Son Altesse Royale a gagné Bayonne pour se rendre à Bordeaux, puis à Paris.

Jeudi 21. — Il est parti ce matin, sous la conduite d'un capitaine des lanciers de la garde royale, un corps de 80 hommes montés et tirés des lanciers, rouges et verts, qui sous les nouvelles enseignes se rendent à Melun, lieu de leur garnison. Le reste des lanciers *bicolor* sera demain totalement dissous.

Dimanche 24. — La hausse inattendue des fonds publics cause autant de satisfaction que de surprise. En général, elle doit produire un bon effet. Puisse-t-il tendre à nous réunir ! Si nous étions unis, que nous ne fissions plus de grosses bêtises, il y aurait encore quelque espoir de salut pour cette pauvre France naguère aux abois. Mais combien les opinions n'y sont-elles pas divisées : les uns veulent le Roi, les autres l'Empereur, d'autres veulent le Roi et les prêtres, d'autres le Roi

(1) Sur l'expédition de Puymirol, d'où garde nationale et gendarmerie rentrèrent bredouilles le 20, dans l'après-midi, voir Proché (*op. cit.*, pp. 240 et 241 et la note très intéressante de son éditeur Magen. — Voir aussi, plus loin, *dimanche 24 décembre 1815.*)

(2) Coënon-Pélerin avait été souvent dénoncé à la police qui le surveillait. Il fut arrêté, sur la dénonciation d'un officier de cavalerie, Lacroix, pour propos séditieux tenus dans un café de la rue du Temple, le 18. Coënon avait dit à l'officier qu'une lettre d'un négociant de Strasbourg, nommé Colmann, affirmait « que Bonaparte était sur le Rhin avec des forces formidables; que le prince Charles était sur le trône d'Autriche et que Bonaparte exigeait qu'elle fût remise sur le pied où elle était en 1793 ». (Arch. départ. Série M, Police.)

sans les prêtres, d'autres les prêtres et l'Empereur, d'autres enfin ni Empereur, ni roi, ni prêtres. On se perd dans cette combinaison d'idées exclusives et, pour comble de malheur, on ne veut point s'entendre, ni même s'écouter.

Quoiqu'il en soit, d'empereurs, de prêtres et de rois, on a fait, il y a deux jours, en grande cérémonie, des visites domiciliaires à Pech-Redon, près de Puymirol, en l'honneur du sieur Bonnet, bonapartiste signalé, au château de Ferrussac pour je ne sais qui, enfin à Notre-Dame de Bon-Encontre, pour le fameux Barrère, que ses liaisons avec feu M. Tarteyron faisaient présumer caché chez la veuve de ce dernier. Peine perdue ! On n'a trouvé personne. Il paraît que par ordre du ministre de la police ou sur des dénonciations particulières, on cherche principalement Barrère, Grouchy et Bory Saint-Vincent, soupçonnés de s'être réfugiés dans le département de Lot-et-Garonne.

Depuis quelque temps, on joue, au café Saubès, rue de Garonne, le *baccara* avec une fureur inconcevable. Plusieurs jeunes gens, plusieurs pères de famille, y ont perdu de fortes sommes. Une bonne, même une médiocre police, doit prescrire ce jeu infernal qui va presque aussi vite que l'imagination des joueurs et qui, dans un instant, épuise les meilleures bourses. On parle d'un militaire, quartier-maître de son régiment, qui, dans deux ou trois soirées, a perdu trente mille francs. Adieu la caisse ou la grenouille !

Lundi 25. — Jour de Noël : fête de *Mithra* chez les mages de l'Orient, ou du Soleil, ou mieux du solstice d'hiver, après lequel l'astre du jour, vainqueur du Dragon de mer, monte sur l'horizon et redonne la vie au monde. Cette très grande fête de l'antiquité n'est aujourd'hui célébrée chez nous que par une messe de minuit et par quelques pratiques courantes du culte catholique : trois messes pour une, des vêpres, un sermon. Dans les autres sectes chrétiennes, c'est bien pis. Avec le temps, comme tout dégénère !

Aujourd'hui le général Fournier a fait rassembler le reste des lanciers sur le Gravier. Le cercle formé, il a pris la pa-

role, a prononcé un long discours improvisé, dans lequel il s'est fort étendu sur le regret qu'avait le Roi de renvoyer momentanément les *braves militaires* sur leurs foyers. Cette allocution, articulée avec noblesse, a été écoutée avec beaucoup d'attention et de calme. Il a laissé ensuite à la troupe l'initiative honorable du cri de *Vive le Roi !* Les officiers ont gardé le silence. Les soldats ont fait entendre ce cri, mais faiblement. Puis le général a dit en élevant la voix et d'un ton très ferme : *En vertu des ordres dont Sa Majesté a bien voulu me confier l'exécution, je déclare dès à présent le premier régiment des lanciers dissous et les militaires qui le composent, licenciés.* Le colonel a crié *Vive le Roi*, les officiers et les lanciers de même. Ainsi, voilà l'opération terminée. Depuis hier, les lanciers étaient logés chez les habitants. Les casernes, comme le temple de *Janus*, sont fermées; les matelas fournis par les particuliers sont rendus.

La troupe payée, congédiée, non remerciée, suivant l'expression ordinaire des soldats, partira demain. La fête de *Mithra* sera du moins pour nous, cette année, l'heureuse époque d'un événement que nos vœux presque unanimes appelaient depuis six mois.

Mardi 26. — C'en est fait. Les lanciers sont partis, bien partis, c'est-à-dire avec tous les procédés que l'honnêteté commande. Le corps des officiers a écrit une lettre au maire. Les officiers ont aussi fait des vers (1) en l'honneur des agenais et des agenaises. Ils paraîtront dans le Journal. Ces vers de corps de garde ou de *bivouac* sont bons, très bons, dignes d'Horace. Ce sont ceux de l'étrier.

(1) Ces vers, « dignes d'Horace », comme l'écrit ironiquement Saint-Amans, furent adressés au maire, M. de Lugat, par Auguste Dufour, chef d'escadron :

« Recevez mes adieux, bons habitants d'Agen,
« En tout temps et partout reconnus gens de bien !
« De votre honnête accueil, pour toute récompense.
« Nous ne pouvons qu'offrir notre reconnaissance.
« Veuillez bien l'agréer et penser quelquefois
« Que les cheveau-légers aiment les Agenois
« Et répètent, comme eux, avec noble assurance :
« Vive à jamais le Roi ! Vive à jamais la France ! »

Mercredi 27. — Le préfet part cette nuit pour Bordeaux. Il va saluer le duc d'Angoulême. On parle d'un arrêté contre le *baccara*. Il vaut mieux tard que jamais. Cet arrêté de notre préfet est, dit-on, sous presse (1). Un homme de la porte du Pin, nommé Barreau, mauvais sujet, capturé par la gendarmerie pour avoir tenu des propos séditieux, a été conduit dans la prison du Chapelet.

Jeudi 28. — Les journaux nous annoncent la suppression des sous-préfectures dans les chefs-lieux de département. Ce n'était, en effet, qu'une cinquième roue ajoutée après coup par Bonaparte, qui compliquait sans cesse l'administration ou par caprice ou par système (2).

Vendredi 29 décembre. — La légion de Lot-et-Garonne a reçu ce matin, sur la Plateforme, sa première organisation. La moitié des officiers a été nommée. L'autre moitié est ajournée au mois de juillet prochain. Cette mesure réunit la prudence à l'économie. D'ailleurs, les enrôlemens volontaires n'ont point encore, de bien s'en faut, suffisamment rempli les cadres : il y a beaucoup plus d'officiers que de soldats. En général, dit-on, les nominations sont bonnes; il en est cependant quelques-unes qui semblent déplaire au public royaliste. On ne sait trop que penser de celle du colonel Gougeon. Il paraît dans les meilleurs principes, mais.....

Samedi 30. — On arrête toujours quelques partisans de Bonaparte qui, parlant trop de lui, font assez parler d'eux pour exiger qu'on les réduise à garder le silence. Ils vont au Chapelet grossir la collection déjà commencée. S'ils ne reviennent pas de leur erreur dans la retraite, ils en sortiront du moins plus prudents, s'ils ne sont pas plus sages.

(1) Le 3 janvier, en effet, le préfet prit un arrêté interdisant les jeux de hasard, et notamment le *baccara*, dans toutes les sociétés et cafés de la ville. (V. *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1029.)

(2) Elles furent supprimées par ordonnance royale du 20 décembre 1815. M. de Léotard, sous-préfet, cessa ses fonctions au mois de janvier 1816. (Proché, p. 243.) Le 31 janvier 1816, il fut nommé sous-préfet de Marmande en remplacement de Lamarque, démissionnaire. (*Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1039.)

Dimanche 31. — On parlait aujourd'hui de Carnot devant moi. J'écoutais. On prônait son génie, son désintéressement, ses vertus privées; on portait aux nues ses principes républicains. Doucement, dit un homme raisonnable qui se trouvait là, ses talens, ses vertus, soit ! Mais Carnot, véritable et pur républicain ? Je ne saurais en convenir. Eh ! comment a-t-il donc pardonné le coup de pied que Bonaparte donna le 18 brumaire à la République, coup de pied que lui, Carnot, reçut dans le derrière ? Comment devint-il ensuite l'esclave bénévole, le serviteur à gages du tyran de son pays ? Ce n'est pas tout : fallait-il avoir beaucoup de génie pour deviner que jamais aucune sorte de république ne conviendrait à la France, ni aux Français ? Si vous faites de Carnot un républicain, vous le constituez un rêveur sans esprit, un visionnaire. Non, il faut envisager ce prétendu sage sous l'aspect qui lui convient, le juger d'après le rôle qu'il a joué dans les diverses phases de la Révolution. Nous l'avons vu, d'abord, un des membres du comité de salut public; puis, assis sur une espèce de trône, puis fugitif, puis revenir, entrer au service de Bonaparte, l'abandonner dans la disgrâce, se montrer ingrat envers le Roi, fuir encore, enfin reparaitre lâchement au ministère pendant la honteuse époque des Cent jours. Certes, il n'y a là, ce me semble, ni beaucoup de républicanisme, ni même de génie, ni même de vertu. Carnot est tout simplement ce qu'on appelle un *faiseur*, tel, à peu près, que tous ceux qui se sont signalés dans ces derniers temps, pour le malheur de la France. Il est même un de ceux, peut-être, qui a le plus mal fini.

Lundi, 1^{er} janvier 1816. — Les visites du jour de l'an sont pleinement renouvelées. On va, on vient, on court, on échange des billets à toutes les portes. Ce mouvement général semble prouver le besoin qu'on a de se réunir, mais la plupart de nos coureurs sacrifient seulement à l'ancien usage : ils sont aujourd'hui civils, sans courtoisie, comme ils sont à l'église les dimanches, sans dévotion.

Mardi 2. — L'esprit public est, au moins pour moi, dans le brouillard. Je l'ai souvent fait sentir dans ces feuilles où je consigne toutes mes idées, où je me montre tout entier. Comment pourrais-je avoir, à cet égard, une grande, même une certaine confiance ? Tout vacille, tout chancelle dans l'Etat. On parle aujourd'hui de divisions sourdes dans le ministère, même parmi les princes. Il se forme des sociétés politiques; l'une d'elles porte le nom de « *Club des hideux* », parce que M. Hyde en est le chef (1). Une autre, celui de « *Club Honoré* », parce qu'elle se réunit dans la rue Saint-Honoré. Il existe presque partout des associations de ce genre. On vient récemment d'en interdire une à Toulouse. L'établissement de ces sociétés m'inquiète; il me paraît de mauvaise augure, surtout lorsqu'il coïncide avec la divergence d'opinions qui règne actuellement dans le ministère et, bien plus, entre le Roi et les Princes. Ces réunions peuvent devenir encore des centres dangereux, des foyers où l'esprit des factions fermente, d'où le mécontentement s'échappe et va dans tous les sens, en se propageant, troubler la tranquillité publique, croiser et neutraliser l'action du gouvernement. Il est encore douteux, pour bien des gens, que le système représentatif convienne aux Français, mais il est très sûr que les clubs ne conviennent point à la France. Je compte, à cet égard, sur la sagesse du Roi.

On ne peut se le dissimuler; au commencement de cette année, s'ouvre pour nous une perspective de misère. Les contri-

(1) Hyde de Neuville, homme politique français (1776-1857), agent du comte d'Artois, membre de la Chambre introuvable, ambassadeur en Portugal, réélu député en 1827; ministre de la marine dans le cabinet Martignac. Il disparut de la scène politique après la révolution de 1830.

butions vont augmenter; elles vont être énormes, peut-être encore dans dix ans. Quelque accoutumés à prendre patience à cet égard que nous soyons, il n'est point méritoire de supporter avec résignation cette longue suite, cette suite à perte de vue de calamités. Après tout cependant, quel parti nous reste-t-il à prendre ? Qui pourrions-nous accuser d'être l'auteur de nos maux ? C'est contre nous-mêmes que nous devrions murmurer, si nous voulions être justes. D'ailleurs, devant nous, reste toujours l'espérance. Quelque chance heureuse peut, un beau matin, améliorer notre sort. Quelque grand événement inattendu peut ramener des beaux jours sur la France. Que savons-nous ? Cet événement se prépare peut-être à l'heure qu'il est en Russie, en Turquie, en Amérique, sur les bords de l'Ohio, où l'on dit que les cartes pourraient bien se brouiller et la toute puissance anglaise être entamée. Toujours est-il vrai qu'il se forme quelques nuages dans cette partie du monde. Amis, prenons patience; aussi bien n'avons-nous rien de mieux à faire, en nous soufflant dans les doigts, car le thermomètre est à 3 degrés au-dessous de la glace.

La fête du 21 de ce mois, triste fête, fête expiatoire d'un grand crime, se célébrera comme l'année dernière. Au lieu du panégyrique de Louis XVI, on lira son testament de mort. Cette idée est grande, sublime. Elle me rappelle Antoine sur la tribune aux harangues, qui, pour se rendre les Romains favorables, leur lisait le testament de César, dont il exposait à leurs yeux les restes sanglans.

Jeudi 4. — Le préfet arrive de Bordeaux.

Mardi 9. — Le mandement de l'évêque sur la commémoration du meurtre de Louis XVI paraît aujourd'hui. Si l'on s'avise de rapprocher ce mandement d'une certaine lettre aux curés du diocèse, écrite dans le cours du mois de juin dernier, on trouvera que le style du bon prélat a bien changé depuis cette époque. Si, dans la suite, on compare le même mandement avec les premiers qui sortirent de sa fabrique, on s'écriera sans doute : « Où étais-tu, Guillon ? » Cet homme sa-

vant et modeste, éloquent et discret, descendu dans la tombe il y a six ans, était la meilleure colonne de l'édifice qui s'écroule. Les deux grands vicaires actuels ont cru bonnement le remplacer. L'évêque même paraît s'être persuadé que la chose était possible (1).

Mercredi 10. — L'évêque de Vannes (2), oncle de M. de Villeneuve, notre ancien préfet, est arrivé à 7 heures du matin à l'évêché, où il loge comme de raison. Il repart après-demain, à 9 heures du soir. Cet évêque ne voyage que la nuit. Dans cette saison, par le temps qu'il fait, il n'y a guère d'abbé hors de sa paroisse sur les grands chemins, à moins qu'il n'aille en bonne fortune.

Mardi 16. — La légion s'est assemblée ce matin sur le Gravier, c'est-à-dire les officiers de la légion et quelques soldats, à peu près trois ou quatre par compagnie, attendu leur petit nombre, le détachement qu'ils fournissent au dépôt d'Eysses, ceux qui sont de garde ou employés comme garnissaires. Cette réunion, à laquelle la garde nationale a assisté en grande tenue, ainsi que le préfet, avait pour objet la prestation solennelle du serment au Roi. Le général Rouget a fait entendre à ses *compagnons d'armes* des vérités accablantes.

« *Je viens vous demander, de la part de Sa Majesté, a-t-il dit, un nouveau serment. Vous avez trahi le premier que vous lui avez fait. Savez-vous ce que c'est qu'un serment? etc., etc. Notre parjure, a-t-il ajouté, a causé les malheurs et la honte de la France. C'est nous qu'il faut accuser de ses incroyables désastres. S'il était encore dans vos rangs quelque infâme qui méditât une nouvelle trahison, qu'il sorte, qu'il s'éloigne de nous ; il est indigne de nous suivre au champ de la gloire.* »

(1) Ici, le cryptographe avait primitivement tracé quelques mots portant qu'on était très jaloux de Guillon. Sur ce dernier, secrétaire particulier de Jacoupy, voir la biographie que lui a consacré le chanoine Delrieu dans la *Notice historique sur la vie et l'épiscopat de Mgr Jean Jacoupy*, pp. 7 à 40. Guillon était né à Avignon en 1756. Secrétaire de l'évêque en 1802, il fut l'*évêque noir* de son administration, comme se plaisait à le constater Jacoupy lui-même. Il mourut de la pierre en 1811.

(2) Mgr de Beausset.

Le général a prononcé ce discours, qui lui fait honneur, d'une voix haute et ferme, mais en gesticulant beaucoup trop, en faisant sans cesse la roue avec les bras qu'il agitait comme les ailes d'un moulin à vent; mais en faveur du fond, nous faisons grâce à la forme. La cérémonie s'est terminée par de grands cris de *Vive le Roi !* Ainsi soit-il ! (1).

Mercredi 17. -- Le préfet vient de prendre un arrêté sur la vente en détail de la poudre à tirer. C'est bien, très bien, mais il porte à un kilogramme la quantité de cette poudre qu'on peut vendre à la fois aux particuliers. Un kilogramme ! c'est plus (*sic*) de deux livres, c'est beaucoup trop. Un quart ou une demi-livre suffirait. Il n'en faut pas davantage pour chasser toute la journée. Puis, pour les gens qui ont un état, quelle nécessité de chasser ? Ils chassent beaucoup trop; les braconniers sont extrêmement nombreux. Ce sont en général des espèces de brigands qui désolent les campagnes, qui forcent les clôtures, nuisent aux récoltes et se ruinent à ce métier. Il serait à souhaiter que, pour le peuple, le prix d'une charge de poudre excédât celui d'une pièce de gibier. Les paysans retenus dans leurs travaux, les artisans dans leur boutique, plus occupés de leurs affaires, ne les négligeraient pas pour les minces produits de leur chasse, qu'ils vont le plus souvent manger au cabaret, où ils prennent l'habitude de la débauche. Les propriétaires, les gens aisés, qui ont intérêt à la conservation du gibier, au maintien du bon ordre, dont l'existence dans la société garantit la conduite régulière, pourraient seuls acheter la poudre au prix modéré fixé par la police. Il en devrait être de cette poudre comme de l'arsenic..

Jeudi 18 janvier 1816. — D'après quelques lettres de Paris, bien discrètes, bien mesurées cependant, on devine sans peine que l'esprit public y souffre quelque altération remarquable. La

(1) Saint-Amans fait erreur : c'est le 14 janvier qu'eut lieu cette prestation de serment. Proché (p. 243); Lespès (mss. p. 453) et surtout le *Journal de Lot-et-Garonne* (n° 1032) l'ont racontée. Celui-ci donne même les discours que prononcèrent à cette occasion le colonel Goujeon et le général Rouget.

loi sur l'amnistie, et surtout l'article ajouté par les députés, telle est, sans doute, la cause du mouvement qui paraît s'être manifesté dans les faubourgs de S^t-Marceau et de S^t-Antoine. Ici, les mauvais sujets font entendre aussi quelques propos menaçans et séditeux; mais ces émanations de la scélératesse ne servent qu'à réveiller, qu'à réchauffer l'énergie des grenadiers, des canonniers de la garde nationale. Au premier signal, ils frapperaient à bras raccourci, mais leur attitude suffit pour retenir les fédérés et leur imprimer un salutaire respect. Au reste, on accusait M. de Villeneuve de trop d'indulgence pour quelques fonctionnaires justement désignés par l'opinion publique comme les agens de nos ennemis. Le préfet actuel fait-il mieux à leur égard ? Ces individus sont encore en place et semblent braver les partisans du Roi. Il y a sans doute à ce sujet des ordres secrets du gouvernement. La cause en serait peut-être dans le grand nombre des cautionnemens à rembourser. Je ne sais; mais, en attendant, on s'impatiente. L'un de ces individus, par exemple, qu'il est inutile de nommer et qu'on regarde comme chef du parti bonapartiste, affecte partout une orthodoxie tellement remarquable qu'elle frappe, qu'elle indigné tous les yeux. Sa cocarde blanche, si volumineuse qu'elle en est dérisoire, se montre dans tous les lieux publics : aux promenades, dans les églises. A la messe en musique de onze heures, où toute la ville se rend, il se place au milieu de la nef, sa cocarde énorme à côté de lui, un gros livre de prières à la main. Cette affectation a quelque chose de si singulier, et qui contraste si fort avec les opinions connues de l'individu et le rôle qu'il a joué pendant la Révolution, que je n'ai pu m'abstenir de la consigner dans ces feuilles pour l'édification du prochain.

(A suivre.)

L'INSTRUCTION PRIMAIRE A SEYCHES

DU XVII^e SIÈCLE A NOS JOURS

XVII^e SIÈCLE

Régents et Précepteurs

« Seyches qui a dû à je ne sais quel hasard administratif l'honneur d'être érigé en chef-lieu de canton, n'était au XVII^e et au XVIII^e siècle qu'une assez pauvre bourgade (1) », écrivait, il y a une vingtaine d'années, quelqu'un qui n'était pas tendre pour notre village.

« Pauvre bourgade » ou modeste chef-lieu de canton, Seyches eut, dès la première heure, souci de l'instruction de ses enfants. Et si, faute de documents, nous ne pouvons remonter jusqu'en 1598, date où Henri IV enjoignit à tous les pères de famille d'envoyer leurs enfants dans les écoles où l'on enseignait gratuitement à lire, nous avons le plaisir de rencontrer — 18 juin 1632-4 mars 1669 — les noms de Gilhet Reynaud et Augustin Verdier « régents », figurant comme témoins dans les registres paroissiaux (2).

En 1673, l'archiprêtre de Marmande, visitant Saint-Perdon, section de Seyches, parle du sieur Jean Péliissier, vicaire, âgé de 27 ans, qui loge au bourg de Seiches, au logis du sieur Tarrau dont il enseigne les enfants. Celui-ci n'était évidemment qu'un précepteur et probablement seuls les enfants du chirurgien Tarrau profitaient de ses doctes leçons (3).

Mais en 1674, nous trouvons trace d'un régent dans un

(1) *L'Echo de Gascogne* du 20 janvier 1891. Communiqué par M. J. Dubois.

(2) Archives de la mairie de Seyches. Registres paroissiaux de Seyches et de Saint-Pardoux, 1620-1694, C. C. I.

(3) Archives départementales, Fonds de l'Evêché. Visite de l'archiprêtre de Marmande. Communiqué par M. J. Dubois.

« contrat pour sieurs Léonard et Jean Mazeau deffandeurs contre Jean Béchade (1) , régent demandeur. » La pièce, toute fleurie de citations latines, prouve que de part et d'autre on connaissait, ou l'on paraissait connaître, cette langue.

A cette époque, le régent, tout laïque qu'il fût, devait d'abord être agréé par l'évêque, et restait soumis à la surveillance du recteur de la localité. C'est ainsi que le sieur Lamothe, du diocèse de Valence, reçut, le 12 janvier 1675, approbation de l'évêque d'Agen « *pour regenter à Seyches* (2) ».

En 1673, il régenta à Escassefort, près Seyches.

Jusqu'ici il n'est pas fait mention du salaire du régent. Le livre de raison du sieur Mazeau, bourgeois de Ravailhou, nous donnera quelques vagues indications là-dessus.

Le 26 septembre 1680, il écrit en effet : « Payé au sieur Bigouroux, précepteur à Seiches, 3 livres au comancement d'octobre pour cé que nos enfants sont allés a lecolle ou quils i vont cetanée (3). »

Le 28 août 1682, il écrivait encore : « Jé faict conte aveq le sieur Cucurmon de ce que je luy restait du payement de la résiance de nos enfans et cest trouvé que je luy restait cinq livres que je luy ay doné, par consequan nous restons quites jusque audict jour. »

Puis plus tard, le 27 septembre 1684 : « Je done un escu au sieur Cucurmon pour la résiance de mais enfans. »

Plus loin, il ajoute : « Le dernier octobre 1684, je suis venu a conte avec le sieur Cucurmon pour réson de la résiance de mais enfans. Jusque a presant y cest trouvé quil est payé au moyen de 3 livres de ce que je luy ay doné aujourdhuy jusque a laffin du mois que nous prenons. Ensemble 3 livres que j'avais promis pour lautre, plus 30 sols le 7 juin 1684. »

(1) 3 janvier 1674, contredit pour L. et J. Mazeau contre J. Béchade. Archives de Ravailhou, à la famille Junqua.

(2) Archives départementales. Fonds de l'Evêché, A. 13, registre in-folio. Communiqué par M. J. Dubois.

(3) Livre de raison de Jean Mazeau de Ravailhou. Archives de la famille Junqua de Ravailhou communiquées par M^{me} Junqua.

Le sieur Cucurmon, procureur d'office dès 1682, n'avait jamais été élu ni agréé pour régent par la communauté. C'est ce qu'on lui reproche dans un acte de jurade du 27 décembre 1687, alors qu'il réclamait les 60 livres de gages imposées pour un régent. La jurade refusa donc de faire droit à sa demande prétextant que « s'il avait régenté c'était seulement pour quelques particuliers (1) ».

Jean Cucurmon avait agi par exécution. Les consuls se pourvurent contre cette exécution en la cour de l'Election d'Agenais.

Après la Révocation de l'Edit de Nantes, l'évêque d'Agen avait envoyé un régent « pour instruire la jeunesse, tant les nouveaux convertis que les anciens catholiques ». L'archiprêtre de Seyches, messire Jean de Bourrilhon, présenta ce régent nommé Jean Binet de Chrestien.

Le régent n'ayant pas trouvé de gages établis, l'assemblée de la jurade, par acte du 20 août 1686, délibéra de se pourvoir devers l'Intendant pour obtenir une imposition de 40 livres, en faveur du régent. Celui-ci ayant appris que la Cour de l'Election avait imposé 60 livres pour les gages du régent, voulut contraindre les consuls à lui payer cette somme (2).

Pour mettre fin au procès, le régent, le curé et la jurade s'accordent. Par acte du 3 mai 1687, il est décidé que « 45 livres serviront à payer les gages du régent ; le restant des 60 livres, soit 15 livres, sera donné à M^e Pierre Debernard, notaire royal et secrétaire de la Communauté, pour l'indemniser des frais du papier timbré dont il s'est servi pour la confection des rôles de tailles (3) ».

On paiera audit régent le quartier échu.

M^e Jean Cucurmon consent de son côté à terminer à l'amiable son affaire avec la communauté. On choisira un avocat pour arbitre.

(1) Acte de jurade du 27 décembre 1687 trouvé dans les archives de Ravailhou communiquées par M^{me} Junqua.

(2) Acte de jurade du 20 août 1686. Archives de Ravailhou communiquées par M^{me} Junqua.

(3) Acte de jurade du 3 mai 1687. Archives de Ravailhou.

Le 30 novembre 1687, un acte de jurade inscrivait aux dépenses de la communauté « 45 livres comme gages d'un régent pour l'éducation de la jeunesse — nouveaux convertis et anciens catholiques — suivant l'intention de Sa Majesté et du Seigneur Intendant (1) ». Toujours les suites de la Révocation de l'Edit de Nantes !

45 livres n'étaient évidemment pas un gros traitement ! et il est permis de supposer que le régent recevait quelques suppléments de ses écoliers. Cependant ce maigre salaire était parfois réduit sous n'importe quel prétexte ! C'est ainsi que le 27 mai 1691, la jurade décide que « le sieur Pierre Duranthon du village de Larcher ne recevra comme régent de Seiches que 30 livres au lieu de 60, parce qu'il ne connaît pas le latin. Les 30 autres livres serviront à payer le prédicateur qui a prêché les fêtes de la Noël et de Pâques (2) ».

On peut être surpris de l'importance donnée à la connaissance et à l'enseignement du latin, surtout lorsqu'on découvre que les enfants des paysans et des artisans profitaient à peu près seuls des leçons du régent de la communauté. Les enfants des bourgeois ne fréquentaient en effet cette école que dans le bas âge. Plus tard on prenait un précepteur ou bien on les mettait « en pansion » chez un régent de haute réputation.

C'est ainsi que le bourgeois Mazeau qui donne quelques escus à Cucurmon « pour la resiance » de ses plus jeunes garçons ou de ses filles, prend à la même époque un précepteur pour les aînés. Voici en effet ce que nous apprend son livre de raison, à la date de 1683 :

« Jay pris pour precepteur de mais enfans le s^r Lescure, le 15 juin et lui done 30 livres pour un an. Je luy ay doné 5 l. 5 s. au moyen dun chapeau que je luy ay acheté, de quatre aunes et demie de toile que ma fame luy a vandu, de la fère taindre en noir, et du fil que jé acheté pour fere son abict ;

(1) Acte de jurade du 30 novembre 1687. Archives de Ravailhou.

(2) Acte de jurade du 27 mai 1691. Archives de Ravailhou.

plus luy ay doné 22 s. pour sacheter des bas, plus 5 s. pour fere racomoder ses souliers (1). »

Et le 22 avril 1684 : « Je ay doné au s^r Lescure un escu pour sacheter des souliers. »

Pauvre précepteur ! 30 livres de gages par an ! Il est vrai que pour 5 livres 5 sols, il pouvait s'habiller des pieds à la tête. Mais « cet abict fait avec 4 aunes et demie de toile teinte en noir », ne fait-il pas rêver nos jeunes instituteurs d'aujourd'hui ?

L'enseignement du précepteur Lescure ne fut sans doute pas jugé suffisant, puisque Mazeau écrit un mois plus tard :

« 21 may 1684. Jé envoyé Mazeau et Dulat mais enfans a lescole chez le s^r Drouilhot resian a Marmande et lui dois doner pour un an dix sac fromant, cent livres en arsian et une cane de buche. Et luy ay doney le mesme jour cinq pognere fromant pour le cartier, et le 18 du mesme mois luy ay doné 12 l. en déduction du cartié. Le 12 juin je done 13 l. au s^r Drouilhot pour reste du cartié. Le dernier septembre, je luy ay achevé de payer le cartié payé avec la buche (2). »

Les vacances n'étaient pas longues, à en juger par les lignes ci-dessous :

« 30 septembre 1685. Je ay ramené mais enfans chez le s^r Drouilhot leur resian et luy ay doné 13 livres que je luy restai du cartié, luy ayant doné dernièrement un sachot de 12 livres de deniers, et luy envoya aussi dernièrement la buche. *Ils ont resté issy quinze jours* (3) ».

Deux ans plus tard, le 20 avril 1687, le bourgeois Mazeau qui a décidément l'humeur changeante reprend un précepteur qui doit avoir des connaissances plus approfondies que le premier en langue latine puisqu'il le paye deux fois plus cher.

« 20 avril 1687. Monsieur Birart est venu demander chez moy pour estre precepteur de mais enfans et luy dois doner 20 escus par an. »

Celui-ci s'habille aussi mieux que Lescure.

(1) Livre de raison de J. Mazeau. Archives de Ravailhou.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

« 16 septembre 1687. Jé doné à Monsieur Birart precepteur de mes enfants 12 livrès, plus je luy dona dernièrement encore 12 livres pour sacheter de léttoffe, plus payé pour luy a Lorange courdonier une pere de souliers 3 livres, plus ma fame dona pour luy a son tailleur quy luy fict son habict 4 sols plus luy dona a luy pour payer... (?) ... de ce qu'il luy apprenait le plainchan 15 sols, plus 30 sols pour une pere de bas (1). »

Il est probable que M. Birart acheva l'éducation des deux aînés Mazeau sans encombre, car il n'est plus fait mention d'eux ni de leurs *résians*.

En 1695 reparaissent les soucis du bon père de famille, prêt à tous les sacrifices pour parfaire l'instruction de ses héritiers.

« 15 décembre 1695. Je ay amené mon cadet à lécole chez le s^r Bayle resian dAlaman. Luy done de pansion une pipe de fromant, une barique de vain et 27 livres en arsian pour un an sur quoy je luy ay faict porter... (?)... sacs froment, luy ay doné deux escus neuf valant 7 livres 7 sols, plus luy ay faict porter une courte pointe, trois linseuls de marqués, aussy le reste de son linge A. M., six chemizes, six mouchoirs, trois bonnets, trois carabats.

« Jé promis aussy de payer la moitié du louage dune couchète quils dizemt avoir loué a.... 50 sols par an. La damoiselle done le reste. Elle doit fournir encore trois linseuls une coite et un coussin pour achevé de garnir ladite couchète (2). »

Deux ans plus tard, les études de Mazeau Cadet étaient terminées et le 3 may 1697, son père l'amenait à « Bourdeaux », chez un s^r Merle, marchand, « pour laprantisage de marchand, moyennant 80 escus pour 3 ans de pansion (3). »

Le résultat de cet enseignement donné, soit par les régents aux gages de la communauté, soit par les précepteurs dépendant des caprices des particuliers, est tout à l'honneur des maîtres et des élèves. En feuilletant en effet les actes de jurade du xvii^e siècle, on est surpris du nombre de signatures

(1) Livre de raison de J. Mazeau. Archives de Ravailhou.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*.

apposées, non seulement par les bourgeois et les notables, mais encore par plusieurs autres habitants de la commune assistant à l'assemblée.

Enfin les registres paroissiaux soulignés le plus souvent de la signature des déclarants, des témoins, du parrain, dans les actes de baptême, et parfois de la marraine, prouvent irréfutablement que dans toutes les classes de la société, nombreux étaient ceux qui savaient non seulement lire, mais aussi écrire leur nom de façon correcte et dégagée.

Seyches donnait d'ailleurs en haut lieu l'exemple de la culture intellectuelle. Ses barons ne sont pas célèbres par les hautes tours de leur manoir, ou par les brillants faits d'armes accomplis sur nos champs de bataille, mais ils ont tenu de père en fils une place convenable dans les annales de la magistrature (1).

Jean de Mosnier, baron de Seyches, était conseiller au Parlement de Bordeaux, et comme tel, il joua un rôle important dans la Fronde en préparant, en Agenais, les voies au prince de Condé (2).

La charge de conseiller au Parlement de Bordeaux semblait attachée à la baronnie de Seyches, et lorsque la dernière héritière des Mosnier épousa à 12 ans, M. de Pontac, celui-ci devint conseiller à son tour (3).

La petite baronne fut une des habituées du salon littéraire de M^{me} Duplessy à Bordeaux. Sa vive intelligence, son instruction aussi étendue que variée, lui valurent l'amitié de Montesquieu un des fidèles de ce salon (4).

Enfin, si nous ajoutons que Mascaron vint en personne consacrer l'église de Seyches et y prononça, sans doute, un de ces sermons qui appartiennent à la littérature, nous ne nous étonnerons plus du culte des Seychois pour les belles-lettres (5).

(1) Archives des Jaubertes. Communiqué par M. Dubois.

(2) *La Fronde en Agenais*, par le D^r Couyba.

(3) Archives des Jaubertes. Communiqué par M. Dubois.

(4) *La Société bordelaise sous Louis XV*, par Grellet-Dumazeau.

(5) Archives départementales et archives de Ravailhou.

XVIII^e SIÈCLE

Régents

Si, comme les peuples heureux, les régents appréciés n'ont pas d'histoire, nous en concluons que ceux qui exercèrent leurs modestes fonctions pendant la première moitié du XVIII^e siècle, furent des pédagogues parfaits et des hommes de sens bien équilibrés, puisqu'il n'est question, durant ces cinquante années que des 60 livres de gages accordées annuellement par la jurade.

Les premières difficultés survinrent à propos d'un certain Villefons.

Joseph Bourilhon, curé de Seyches, et quelques autres habitants, adressèrent en effet, à son sujet, à l'évêque d'Agen, une supplique dont l'extrait ci-après :

« Le nommé Villefons, natif de la paroisse de Miramont, s'est, de sa propre autorité, ingéré de tenir école et d'enseigner à lire et à écrire depuis 5 à 6 mois dans la ville de Seyches, sans le consentement des suppliants ny daucuns des principaux habitants de ladite juridiction ; il continue même d'enseigner contre leur gré. — C'est à peine s'il sait lire et écrire ; sa conduite n'est pas régulière, *elle n'a pas dû l'être ailleurs*, car il n'a jamais pu produire aucun certificat de bonnes vie et mœurs (1).

« L'évêque est supplié d'interdire ce régent. »

Rien de la charité chrétienne dans l'insinuation de l'avant-dernier paragraphe.

Villefons fut-il interdit ? Probablement, quoique le document soit muet sur ce point.

En 1757, le sieur Partarrieu fut appelé et agréé régent à Seyches. Mais ainsi que nous l'apprend la lettre ci-après, il n'eut pas à se louer de son séjour dans cette localité.

(1) Archives départementales. Fonds de l'Evêché, 495, XVIII^e siècle. Communiqué par M. Dubois.

*A Monseigneur de Clugny, conseiller du roi et intendant
de la province de Guienne.*

Le très humble et très soumis sujet Pierre Partarrieu, régentant dans la paroisse d'Escassefort, subdélégation de Marmande, prend la liberté d'exposer sous les yeux de votre Grandeur qu'il fut attiré et reçu régent par les Messieurs de la Communauté de Sèches, l'année 1757. Les gages furent fixés à 120 livres chaque année, savoir : 60 livres qu'on prenait sur les frais municipaux et autres, et 60 livres qu'on lui promit de supplément. Mais bien loin de tenir leurs promesses, ils le firent demeurer 20 mois sans lui donner de gage et lui firent perdre 90 livres, lui retinrent ses gages sept fois des années entières, le capitèrent 18 livres en 5 ans, dans un temps d'abondance qu'il aurait pu avoir le vin à 4 livres la barrique et depuis ce temps, il a acheté jusqu'à 20 écus au détail. Cependant Teissonnières faisant la levée pour Monsieur Pontus en 1758, eut soin de faire imposer 96 livres d'excédent de capitation que Monsieur Faget, alors subdélégué, lui accorda, sauf d'en rendre compte à la Communauté, ce qu'il n'a sûrement pas fait, et négligea de faire imposer ce qui était dû au suppliant, quoique Monseigneur de Tourny l'eut ordonné et que les rolles de taille étaient vérifiés.

Tant de mauvais traitements contraignirent le suppliant de les quitter sur la fin de 1768, faute d'argent pour vivre. En 1771, étant sollicité par certains habitants dudit Sèches dy retourner il sy détermina et fut reçu une seconde fois le 4 novembre. Mais Berbineau du Rousseau étant en charge, ni d'autres consuls qui avaient de l'argent de la régence, ne voulurent lui rien donner, quoiqu'ils eussent signé la délibération par laquelle on lui promettait 120 livres annuellement.

En 1772, Berbineau de la Prérie étant consul ne voulut jamais lui payer les 60 livres qu'on prend sur les frais municipaux.

Le suppliant fut contraint de les quitter une seconde fois, sur la fin de 1772, sans avoir jamais pu les faire venir à compte. Ils en ont toujours été quittes en me décriant et calomniant d'une manière que le suppliant passe à leur dire pour le « *rebus* » du genre humain, et dans la dernière réponse qu'ils firent à Monseigneur d'Esmangarts il n'y eut que deux consuls, de quatorze qui sont encore vivants qui signèrent la première délibération, qui voulussent signer cette réponse sans une vérité. Ils empruntèrent des seings de leurs amis, ils en surprirent d'autres, leur disant que c'était pour des réparations nécessaires.

Toutes ces pertes et mauvais traitements ont mis le comble à la ruine du suppliant, et il a été forcé de vendre deux lits, ses meubles et effets, et encore pour 126 livres de fond de son petit capital de 500 livres pour payer ce qu'il avait emprunté pour vivre et pour les servir avec une exactitude sans exemple, tant pour le spirituel que le temporel, comme il le prouvera par ses élèves. Ils pourront bien en avancer autant sur ses abstinences et ménagements forcés, et par ses soins il leur a fait des sujets très savants sur l'arithmétique, mesurage et arpentage qui servent actuellement à la Communauté (1).

Comme conclusion, Partarrieu demande à l'Intendant d'obliger les consuls de Seyches à venir à compte. Ceux-ci pourront payer ce qui est dû puisqu'ils doivent avoir 8 à 900 livres de reliquat, la régence étant restée vacante six ans.

L'Intendant renvoya cette affaire au subdélégué de Marmande (29 février 1776).

Le sieur Jacquet, habitant d'Escassefort, fut chargé par Lavau de Guyon d'arranger cette affaire à l'amiable. C'est ce qui fut fait le 17 mars 1776.

Pendant l'intérim laissé par les différends de Partarrieu avec la communauté, un régent au nom illustre, Cicéron, vint s'installer à Seyches en 1768, mais il y resta peu, préférant retourner à Puymiclan, où il avait cependant été interdit pendant deux fois, en 1767 d'abord, puis en 1768 (2).

Dans le « Rolle de la taille de la paroisse des Vennes », Teissier consul, chargé de prélever ladite taille, inscrit le sieur Cornet « precepteur », pour un tiers journal quatre 5, payant « onze sols neuf deniers ! » (3).

La même année (1781), Duranthon, consul principal, réunissant sur son Rolle de taille les cinq rolles « du chef-lieu, de Peyrierre, des Vennes, de Saint-Laurent et de Saint-Pardon », porte, à l'article des dépenses, 60 livres pour les gages du régent (4).

(1) Archives de la Gironde, C. 596. Communiqué par M. Dubois.

(2) Archives de la Gironde, C. 589. Communiqué par M. Dubois.

(3) Rolle de taille de la paroisse des Vennes, Teissier consul. Communiqué par M. Moret.

(4) Rolle de taille de la juridiction de Seyches, Duranthon consul principal. Communiqué par M. Royère, adjoint.

Mais alors que le « rolle » dudit consul donne en dernières pages le reçu du vicaire Laboubée « pour 30 livres imposées pour les sermons », — du greffier secrétaire Gerbaud « 48 livres pour le droit de secrétaire de la juridiction de Seiches », — du porteur des deniers royaux Mathieu « 60 livres pour le port des deniers de ladite communauté » ; — du curé Bourilhon « 100 livres pour l'honoraire du second vicaire », nous avons cherché vainement le reçu du régent dont le nom par conséquent nous reste inconnu.

Comme document à l'appui de l'enseignement du calcul dans les écoles primaires, au XVIII^e siècle, nous avons sous les yeux le « Livre d'arithmétique de l'élève François Teissier, commencé le 12 février 1754 (1) ».

Bon nombre de nos élèves arriveraient difficilement à se reconnaître dans les opérations compliquées des livres, sols et deniers, des canes et des pans, des quintaux, livres et onces, des pipes, boisseaux, poignées, quarts et picotins, sans parler de la « règle darithmétique » qui n'est autre chose que notre division actuelle, mais combien plus embrouillée ! et « des nombres rompus », dénommés aujourd'hui fractions.

Tinturier et la Révolution

Il était donné à Tinturier d'établir, d'une façon stable, l'enseignement primaire à Seyches. Après 1780, il vint s'y fixer comme régent et maître écrivain. Mais comme les 60 livres que lui votait la jurade ne suffisaient pas à le nourrir, lui et sa famille, il résolut de faire appel aux parents de ses élèves, et de se faire garantir par eux des gages convenables, faute de quoi, il irait enseigner ailleurs.

Sans doute les vicissitudes de Partarrieu l'avaient rendu prudent, car il demanda un engagement par devant notaire.

Donc, le 3 septembre 1788, seize pères de famille se rendirent avec lui devant maître Cheyron, notaire royal, et signèrent un traité dont voici les dispositions principales :

(1) Livre d'arithmétique de François Teissier. Communiqué par M. Moret.

Entre lesquels comparants a été dit qu'ils ont considéré l'utilité indispensable de tenir un régent dans la ville de Seiches, pour l'éducation de leurs enfants, de manière que le sieur Tinturier, maître écrivain et régent à Seiches, y habitant, ici présent et acceptant, leur ayant annoncé qu'il voulait quitter ladite régence s'il n'était augmenté de gages, et qu'il lui fut donné, outre les 60 livres imposées sur le rôle de la taille dudit Seiches une pension entre les délibérants qui ayant considéré d'un côté combien ils sont satisfaits des principes et soins que donne ledit sieur Tinturier à leurs enfants, et de l'autre qu'il est indispensable de lui faire cette pension pour subvenir à ses besoins. A ces causes, ils ont entre eux délibéré et demeuré d'accord qu'ils feront entre eux audit Tinturier, ce acceptant, une pension de la somme de 285 livres, laquelle somme ils ont entre eux répartie, etc., etc..... qu'ils promettent chacun en droit de payer audit Tinturier, annuellement et pendant 3 ans que dureront les présentes conventions.

Au moyen de quoi, ledit sieur Tinturier s'oblige de continuer ses écoles dans la ville de Seiches et d'y recevoir les enfants de tous les susnommés, de les apprendre de son mieux à lire, écrire, chiffrer, et les autres instructions chrétiennes.

Sera cependant loisible audit Tinturier de faire vacance un jour par semaine et les fêtes, et de pouvoir vaquer trois semaines dans les vendanges de chaque année (1).

Ont signé au bas de l'acte, quinze pères de famille, menuisier, aubergiste, laboureurs, etc. Mention est faite du seizième qui, bourgeois, ne sait signer.

On s'explique que celui-ci, rompant avec la tradition, se contentât pour ses enfants de l'école de la communauté. Le contact continu avec un précepteur eût été gênant pour son ignorance !

La Révolution trouve Tinturier à Seyches et l'y maintient. Ce fut même pour lui l'ère de la prospérité.

En effet, le 21 brumaire an IV, il est élu secrétaire en chef du Directoire municipal dont le siège est à Seyches (2).

Le 29 pluviôse de la même année, il est adjudicataire pour

(1) *L'Echo de Gascogne* du 20 janvier 1891. Communiqué par M. Dubois.

(2) Registre des délibérations de l'Administration municipale du canton de Seyches, tome I^{er}, archives municipales.

faire la levée des contributions de la commune de La Chapelle, moyennant quatre deniers par livre.

Le 9 floréal suivant, il est mis en possession du presbytère, « pour y loger et y faire la classe ».

En l'an V, il fait la levée des impositions de la commune de Puymiclan, moyennant huit deniers par livre (1).

Le 10 messidor, même année, le Directoire municipal lui accorde une indemnité de 40 francs, pour le dédommager de la non-jouissance du jardin curial qui lui appartiendra désormais.

Toutes ces fonctions et jouissances formaient un total respectable, mais Tinturier est insatiable. Non content des 200 francs votés le 15 pluviôse an IX (2) pour le traitement d'un « escribe » qui n'est autre que lui, Tinturier, il devient le 15 prairial suivant, adjudicataire pour les levées des contributions de l'an X à Seyches, moyennant 4 centimes par franc. Malheureusement pour lui, Cessac se présente pour trois centimes, et obtient la charge et le salaire. Tinturier ne renonce pas. Il offre à Cessac d'être de part à deux. Cessac et Tinturier deviennent donc adjudicataires conjointement et solidairement moyennant trois centimes par franc.

Ce qui ne l'empêchait pas de toucher les gages habituels de la part de ses élèves : « Livré à Tinturier, régent, pour Jean Massif, des mois que nous lui devons 9 livres 4 sols 12 deniers », est-il écrit le 15 brumaire an X (3).

Un point noir troubla un instant cette vie d'abondance. Le Concordat vint le dépouiller du presbytère, l'obligeant ainsi à abriter ailleurs sa famille, ses élèves, son bureau de scribe, et de percepteur. Mais Tinturier fut amplement dédommagé. Le 20 pluviôse an XII, le conseil municipal de Seiches « reconnaissant l'utilité d'avoir dans la commune un instituteur pour l'éducation de la jeunesse, demande qu'il soit alloué une somme de

(1) Registre des délibérations de l'Administration municipale du canton de Seyches, tome II, Dominique Mazeau agent municipal faisant les fonctions de président de l'Administration municipale.

(2) Registre des délibérations du conseil municipal, tome II, Fleuret maire.

(3) Feuillet d'un livre de compte trouvé dans les papiers de M^{me} Thibaut.

200 francs, annuellement, pour indemnité de logement ; qu'il soit payé en outre une rétribution pour chaque élève, savoir : pour apprendre à lire deux francs par mois, et pour apprendre à lire, écrire et l'arithmétique trois francs (1) ».

Le 12 may 1807, le Conseil municipal votait « deux cents francs au sieur Tinturier qui exerce l'état « d'instituteur » de l'agrément du Conseil et qui s'acquitte avec zèle de ses devoirs (2). »

Pour s'acquitter « avec zèle » de ses fonctions, il faut que Tinturier soit doué d'une puissance de travail prodigieuse, car multiples sont ses emplois. Il est instituteur, scribe public et secrétaire de mairie, percepteur pour plusieurs communes. Il devient ce même jour préposé à la perception de l'octroi et receveur des droits. Or, cette charge n'est pas une sinécure. En voici les principales conditions :

« Le bureau du préposé est établi à Seiches, au domicile du préposé. Il sera ouvert chaque jour *depuis 8 heures du matin jusqu'à 3 heures du soir*. C'est à ce bureau que tout porteur et conducteur d'objets de consommation compris au tarif de l'octroi sera tenu de faire sa déclaration et d'acquitter les droits. Il est alloué au préposé 5 centimes par franc, etc... Il tiendra les registres prescrits (3). »

Si nous rapprochons ces conditions du règlement scolaire que nous transcrirons plus loin, nous constatons que les heures de bureau pour l'octroi étaient exactement les heures de classe. Tinturier était pratique. Il pouvait facilement interrompre une leçon de lecture, d'écriture, voire même de calcul, pour toucher le droit d'octroi d'un bœuf, d'un mouton ou simplement d'une paire de poules ou d'un lapin. Et il gardait ainsi, pour vaquer aux autres occupations, les loisirs d'inter-classe.

(1) Registre des délibérations du conseil municipal de la commune de Seyches, commencé le 1^{er} vendémiaire an IX, tome 1^{er}. Délibération du 20 pluviôse an XII.

(2) Registre des délibérations du conseil municipal, second cahier. Délibération du 12 may 1807.

(3) Registre des délibérations du conseil municipal. Second cahier Délibération du 12 may 1807 ; octroi-régie. Jean-Baptiste Fleuret, maire.

Voici l'arrêté réglementant les écoles primaires, cité plus haut. Il fut pris par le Conseil municipal de Seiches, le 9 mai 1810.

« Le Conseil municipal attribue une somme de 200 francs à l'instituteur du chef-lieu de la commune, pour lui tenir lieu de l'indemnité du logement, laquelle somme lui sera payée par le percepteur, etc.....

« 1° Il recevra gratis pour être admis dans ses classes un enfant qui lui sera désigné par M. le Maire.

« 2° Tous les élèves qui lui seront présentés ne pourront être admis qu'après qu'ils auront « justifié » qu'ils ont eu la petite vérole soit naturelle, soit inoculée, ou qu'ils en ont été « mis à l'abri par l'innoculation de la vaccine.

« 3° Il lui sera payé pour chaque élève qu'il apprendra à lire 1 fr.; pour apprendre à lire et écrire, 1 fr. 50, et 2 francs pour apprendre à lire, à écrire et le calcul.

« 4° Les heures de classe seront réglées comme suit : *depuis 8 heures du matin jusques à 11 h., et depuis midi jusques à 3 h. du soir.*

« L'article 2 du présent arrêté est commun à toutes les écoles particulières existantes dans la commune.

« Le présent arrêté sera envoyé aux instituteurs pour qu'ils « aient » à se conformer chacun en ce qui les « concerne (1). »

Tinturier disparaît avec l'Empire. Saluons ce maître en l'art du cumul et revenons à ses collègues dont nous avons rencontré les noms au cours de nos recherches.

B. BARET.

(A suivre.)

(2) Registre des délibérations du conseil municipal, second cahier, feuillet 20. Délibération du 9 mai 1810. J.-B. Fleuret, maire.

LES ANTIQUITEZ D'AGEN

PAR DARNALT

(SUITE)

CHAPITRE VII

Despuis, le grand Clovis notre premier Roy tres Chrestien (ayant receu le Sacrement de Baptisme environ l'an quatre cens octante cinq (1). *Primus Rex Francorum fit Christianus an 485*, dict saint Gregoire de Tours, par saint Remy Archevesque de Rheins, qui luy donna le nom de Loys premier, envoya un sien Conseiller d'estat nommé Paternus devers Alaric Roy des Wisigoths, pour avoir paix avec luy : lequel Alaric s'accorda saintement, et fit paix et alliance avec les François. Laquelle ayant le Roy Goth violé bien tost apres ; et s'estant esmeu guerre et dissension entre eux : Pour icelle terminer, par une bonne pacification, fut conclud et arresté qu'il seroit faict une entrevue et pour parler entr'eux, à petite compagnie : et pour cest effect Clovis s'achemina en ce pays de Guyenne. Ce traité de paix et accord interrompu, fut la guerre renouvelée de plus fort entr'eux.

Quelques-uns raportent (sans faire mention de ces guerres et accordz) (2) qu'apres que Clovis fut baptisé, n'eust autre chose plus recommandée, que la tuition et deffence de la Religion des Chrestiens, et l'extirpation des heresiës ennemies. Partant il fit la guerre à ce tres puissant Roy des Wisigots. lequel occupoit l'Espagne. Et ce que l'incitoit le plus à ce faire, estoit, que ces Wisigoths tenoient la Secte et l'erreur des Ariens. Alaric donc estant sorty de Bordeaux, ville pres de la Gascongne (dit l'Auteur) receut devant Poitiers Clovis

(1) *Du Tillet dit 471 an. 481. lib. 2. ch. 30-31. OEmylius, lib. 1.*

(2) *Sabell. liv. 2, cen 8. OEmylius, liv. 2.*

qui venoit asprement s'aheurter contre luy. Il y eut une grande et terrible meslée entr'eux et quelque temps douteuse de sçavoir qui l'emporterait. Clovis se fourre par la presse, recherche, trouve, terrasse, et tue de sa main victorieuse, ce fouldre de guerre Alaric en plain champ de bataille, en un endroict appelé Vogledin (1). Les Wisigoths y furent battus et deffaits avec une estrange tuerie. Du temps de Martin Empereur Romain, *Aetio duce, Gotthis auxiliantibus contra Attilam in campis Catalaunicis pugnarunt ; qui virtute Gotthorum superatus abcessit.*

Il s'y perdit entre autres Appollinaire Gouverneur d'Auvergne. *Prima Christianorum pugna, contra infideles Wisigothos, foeliciter confecta per Clodoneum* (dict Sabellicus). *Ita gens Francica* (dict Aemylius) *prima omnium pro religione signa cum Christi hostibus contulit. Quidquid Galliarum à Rhéno ad Ligerim, sub jure erat Romanorum, ad jus Francicum transfert* (2). Du temps d'Anastase Empereur. *Contra Francos à Domino nostro destinatur exercitus : qui Gallias Francorum victis hostibus, ac fugatis, suo acquisivit imperio,* dict le mesme Cassiodore. Ainsi les François furent heùreux du premier coup, à combattre les ennemis de l'Eglise de Dieu. *Alarico Wisigothorum rege, vita cum universo regno, Cujus Regia erat Tholosa expoliato : Francorum regnum ad Pyreneos usque montes extendit, et à Ligeri usque ad Rhodanum fluvium, qui erat limes regni Wisigothici. Inde Anastasius Imperator, Titulum et insigna consulatus, ac Patriciatu ei contulit, quod Gotthos, seu Wisigothos ab utraque Aquitania expulisset* (3). Clovis se monstra toujours capital ennemy des Arriens. Il les fit desnicher de Bourdeaux, et de toutes les autres villes, qu'ils empoisonnoient de la contagion de leur infame Secte, et damnable erreur.

Dépuis les Wisigoths ayant recouvré un secours de qua-

(1) *Æmylius*, liv. 1. — Il faut lire Vouillé.

(2) *In chron.*

(3) *Sigebert. In chron* — *Guill. de Nang.* .. *Grégoire de Tours*, liv. 2, ch. 38. — *Æmylius*, *Sigebert.*

rante mil hommes, de Theodoric Roy d'Italie ; il en fallut venir à un accord, avec la reservation de quelques lieux de frontiere, pour les Wisegothz.

Après plusieurs victoires et triomphes signalez de ce grand Clovis (1), les Wisegoths se voulants relever, et s'aprestans à la guerre, Clovis envoya Thedoric son fils bastard en Guyenne et en Gascogne avec une grande et puissante armée : lequel conquesta et soubmit à son pere, ce païs d'Agenois, Gascogne, Quercy, Rouergue, Lymousin, Auvergne, Tholoze et Albigeois, et tout le pays jusques en Bourgogne, parce que les peuples desdicts pays estoient venus à l'ayde d'Alaric, souz la charge et conduite d'Appollinaire (qui estoit de la parenté de l'Evesque Sydonius) Duc de l'Aquitaine, qui fut tué à la bataille de Poitiers, comme a remarqué un escrivain moderne, et comme nous avons desja dict.

Voicy ce que du Tillet en escrit un peu diversement (2). Les Auvergnats se rendirent tous les derniers au Roy, voyant leur roy Appolinaire mort, lequel estoit parent de l'Evesque Sidonius. Theodoric Roy des Ostrogoths, gendre de Clovis sans avoir esgard à l'alliance qu'estoit entr'eux, entra en si grande crainte, de la grandeur et reputation des François : joint qu'il estoit de nouveau provoqué par la deffaicte des Wisegotz, et de la mort d'Amaubry leur Roy, et son gendre, qu'il envoya le Conte Illa avec 40 mil hommes avec luy, pour poursuyvre les François, qui estoient en garnison en Aquitaine, et envoya partie de ses forces en Provence : Où en conflit furent tués plus de 20 mil François, et remit Narbonne et Tholoze en la main d'Amaubry son nepveu, fils d'Alaric, et la Provence en son obeyssance.

En l'an cinq cens trente les François despouillèrent entièrement le jeune Roy Atalaric de la domination des Gaules, laquelle Theodoric Roy d'Italie, son grand Père, avoit tenuë. Amalasiunte sa mère et tutrice ayant baillé la Provence au Roy de Metz.

(1) *Belleforest. Chron.*

(2) *Chr. abr. an 511.*

Les Wisigoths tenoient depuis le Rhosne jusques en Espagne. Le demeurant de Provence estoit aux Ostrogoths, qui le donnèrent de franche volonté aux François : (qui estoit le pays que Procope dict avoir esté donné aux mesmes François par Justinien, qui fust à son compte l'an cinq cens trente huict.) Depuis ce temps là, on ne parla plus de Gaule, mais tout estoit de la Couronne de France (1).

On a remarqué, qu'Amalry fils d'Alaric, eschappé de la bataille (que nous avons y dessus desduict), s'enfuit en Espagne, succedant à son pere. Ce fut en ceste saison que Clovis ayant entendu la mort de Gondoald rendit ce costé de Bourgogne, qui est outre la Saone, à Serismond son fils : et ce pour apaiser Theodoric, lequel avoit à cœur la mort d'Alaric son gendre. Il se contenta donc de l'autre costé qui est deçà la Saone.

Ce faict le Roy passa outre la riviere de Gironde et de Dordogne, et s'en alla hyverner en la Cité de Bordeaux, et de là s'achemina à Tholoze, qu'il print et se saisit des grans thresors d'Alaric, et sempara des pays circonvoisins (2). A son retour il assiegea Angoulesme, dans laquelle les Goths Ariens s'estoient retirez, et la print miraculeusement, les murs de la ville s'estans abatus et renversez d'eux-mesmes, (dict la Chronique). Aucuns adjoustent que les murs d'icelle estans ja ruineux et vieux tumbèrent par terre devant Clovis, qui vouloit assieger la ville. Ce que fust estimé un grand miracle. De là il poursuit ses ennemis jusques à Bourdeaux.

Est remarquable, que Clovis chassa pour le dernier exploit contre les Romains, Siagrius fils de Gillon gouverneur de Soissons, lequel s'enfuit à Tholoze vers Alaric, qui le rendit à Clovis, et le fit mourir. Par ainsi les Romains expellez et desconfis en France, cessèrent d'exercer leur puissance, et domination sur le Royaume. D'où l'on peut inférer, que jusques lors les Romains n'avoient point esté du tout exterminiez de la France, et qu'ils estoient encor pour lors cantonnez en

(1) *Du Til. Chr. ab anno 559.*

(2) *Bellef. Chron.*

ce lieu, et contrée seulement, dont ils furent pour la dernière fois expellez.

Theodoric donc, comme nous avons dict cy dessus, qui depuis fut Roy de Metz, le premier conquist sous Clovis la Guyenne, et ce pays d'Agenois, aux François, sur les Wisegotz, en l'an 527, lesquels Wisegotz l'avoient conquesté sur les Romains. *Quator filii Clodovei, regnum inter se dividunt. Lotharius sive Clotarius sedem regni sui habuit apud Suesionem, Theodoricus ex concubina filius Methis, Clodomirus Aurelianis, Childebertus Lutetiæ Parisiorum* (1).

Quelque temps apres, et environ l'an 607, ce pays, avec la Gascongne, se revolta contre le Roy de France. Pour raison de quoy, Theodebert Roy de Metz, et Thedoric Roy d'Orleans assemblèrent leurs forces et troupes. Et les ayant unies ensemble marchèrent contre eux, et les subjuguèrent, les contraignant de prendre et recevoir un Duc, ou Prince appelé Gemaux, ou Gemal pour leur commander (2).

CHAPITRE VIII

Après, et en l'an 632, Dagobert premier, au commencement de son règne appannagea son frère Aribert, en tiltre de Royaume, du gouvernement de l'Aquitaine : qui est entre Loyre et Garonne, rivières remarquables, et ainsi le Poictevin, Rochelois, Angoumois, Perigord, Lymousin, Quercy, Agenois, partie du Languedoc, jusques aux monts Pyrénées et toute la Gascogne furent du Royaume d'Aribert : lequel mit son siège Royal en la cité de Tholose, et la fit capitale de son Royaume. En trois ans ledit Aribert amplifia son Royaume de tout le pays des Wascons qui sont maintenant les Basques (3).

Trois ans après, ce pays rallié avec les Gascons, se rebella contre luy. Il les abatit tellement, que pour obtenir pardon,

(1) *Sigeb. in Chr.*

(2) *Bellef. Chr.*

(3) *Du Til. Chron. abr.*

ils s'en vindrent prosterner aux pieds de Dagobert, et luy prestèrent serment de fidélité : Ayant esté contrainct d'y venir en personne, saccageant, et mettant à feu et à sang tout le pays par où il passoit. Par ainsi ce fust la premiere fois que ce pays d'Agenois avec la Gascogne promit et jura aux François subjection et obeissance (1).

Dagobert donc seul, gouvernant le Royaume, apres avoir chastié les Gascons, et donné et transporté iceluy royaume. avec celui d'Aquitaine à son fils Aribert, mourut és marches de Tholoze, en l'an 641. Et quelque chose que sceut faire Dagobert contre ce país, et la Gascogne : Si ne peut-il les domter et subjuguier entierement, quoi qu'il les eust ruinez et destruits, apres y avoir perdu presque toute la fleur de la noblesse.

664. — L'Aquitaine, Auvergne, Quercy, Perigord et toute la Gascogne, voyans qu'ils estoient mal traictez par Clotaire se revoltent contre luy : et constituent les Ducs et Comtes pour leurs Gouverneurs. D'ou sont venues les fiefs et droicts de vasselage, et les Justices subalternes.

Encor en l'an 680, du temps de Baruba Roy des Wisigotz, plusieurs nations se mutinent contre luy : mesmes les Gascons, lesquels il dompta avec les Narbonnais. Il vainquit aussi le grand Capitaine Bithirrée, qui faisoit en Gaule mille maux (2).

Quelque tems apres, et pendant que Charles Martel séjournoit en Austrasie (maintenant appelée Lorraine) (*Austrasia à Lothario Imperatore, qui ei imperabat Lotharingio nomen obtinuit.* Le Roi Chilperic et Rainfroy maire de son Palais (ou Comte Palatin) maintenant appelé Conestable, assemblèrent grande armée, et appellèrent à leur secours Eude, Duc des Wisigoths, Seigneur de l'Aquitaine et Gascogne accom-

(1) *Chr. abr.*

(2) Toutes ces affirmations de Darnalt sur ces lointaines époques, encore bien enveloppées de nuages, ne doivent être acceptées que sous toutes réserves, la critique moderne ayant fait justice de bon nombre d'elles. Mais, fidèle à notre ligne de conduite, nous reproduisons intégralement le texte de son ouvrage, sans rien y ajouter, ni retrancher.

pagné des Gascons, Biscains, Biernois, et de tous les pays qui sont depuis la Garonne jusques à Loire, viennent en Neustrie, font des courses sur le pays Austrasien, et se ruent sur la Champagne presque deserte, pour les grands butins et pillages qu'ils exerçoient. Charles Martel marche contr'eux, et leur donne la bataille, demeure victorieux : leur donnant la chasse, jusques à Paris. Eude se voyant vivement poursuivy, amene Chilperic en Aquitaine : ou Charles Martel se rendit, et l'ayant s'accagée s'en saisit.

Sur ces entrefaites Eude Wisigoth, Duc d'Aquitaine, se defiant de ses forces, en hayne de Charles Martel, s'arma des Gascons, et des Goths, qui se tenoient aux monts Pyrénées : fuitif d'Espagne appelle, à son secours des Sarrasins, qui maistrisoient et commandoient les Espagnes depuis dix ans, sauf la Navarre, et les Basques, s'en estans saisis pendant les guerres et querelles des Chrestiens. Tellement que leur Roy Abdirama, ou Abdimara, entrant par le Languedoc, passant par la Garonne, met à sac la ville de Bordeaux, sans avoir esgard à l'aage, ny au sexe, passant tout au tranchant de l'espée, razant à fleur de terre les Eglises des Chrestiens : et estime-on que les ruines et marques y paroissent encor, au Palays Tutelle, et Galienne (1). Puis passant outre, traversant ce bras de mer, viennent en Xainctonge jusques à Poitiers. Il avoit arresté de desmolir, et renverser le Temple de saint Martin, pillier, et emporter tous les riches reliquataires, et autres ornemens précieux. Charles Martel adverty de ces mal'heurs, trouve moyen secrettement d'accorder avec Eude : qui se repentoit de les avoir fait entrer : joignent leurs forces ensemble, et les attaquent et choquent si vivement, auprès de Tours, que la bataille ayant duré sept jours entiers, les Sarrasins sont deffaicts, et demeurent par terre quatre cens mil, y compris les valets, femmes et enfans, n'y restant de morts, de la part des François que mil cinq cens seulement. Eude es-

(1) On sait que le beau temple romain élevé à la Tutelle, et connu sous le nom des *Piliers de Tutelle*, se trouvait sur l'emplacement actuel du Grand-Théâtre. Le Palais Gallien, qui était l'amphithéâtre de Bordeaux, existe encore, du moins en partie.

crivant au pape Gregoire 2. dict qu'il y en mourut environ trois cens septante mille. Desquelles lettres est faicte mention en la vie de ce saint Père. Cela arriva au mois d'Octobre. Ceste bataille se gaigna en un lieu, appelé le champ S. Martin le Bel, près de Tours. J'eusse estimé (dict-il) estre une chose controuvée à plaisir, une si grande victoire de noz gens, contre les Sarrasins : n'eust esté que les êcrivains et les hystoriographes estrangers ont ceste grande victoire en leurs escrits avec une grande signification de gloire (1).

Du Tillet (2) appelle ce Roy Sarrasin Abridam, disant que 375 mille, compris les femmes, et enfans des Sarrasins, y furent deffaicts. Voicy ce qu'en escrivent les Autheurs Latins, conformément à ce que dessus : *Sarraceni dum imperatores, intestinis bells inter se pugnarent, Africam, et totam Hispaniam : (exceptis solis Cantabris et Asturibus) quam circiter an. 700, tenuerunt duce Abdirama occupant, circiter an. 707. Sarraceni ab Eudone duce Aquitanix, vocati in auxilium contra Carolum Pipini filium cognomento Martellum, sive Tuditum Burdegalam rapiunt, Ecclesias et omnia loca vastant, Pictavum usque, quibus occurens Carolus 380, vel juxta alios 375, milia eorum peremit. Tunc Eudo ipse reconciliatus, eorum supersistes usque ad internecionem delevit* (3).

Carolus Martellus Lugduno, et aliis civitatibus capitis, Burgundiam sibi subjugal. Item Aquitaniam cæso Eudone, ejusque filiis Gaifero et Hunoldo, victis, Avinium recepit, à Sarracenis, quos à tota Gallia expulit, circiter an. 730. Tunc finitum est regnum Wisigothicum, 256, an. ex quo invaserant Hispaniam, et ex quo Scythia sunt expulsi, 246 (4). Il se parle dans un auteur anonyme, d'une seconde guerre des Sarrasins, de rechef sortans d'Espagne, revenant en France pour se venger, font alliance avec les Goths en baillant ostages d'une part, et d'autre. Ils prennent Avignon par trahison.

(1) *Chron. abr.*, an 729.

(2) *Chron. abr.*

(3) *Nancler. Blond. Plat. Œmil. Vincent.*

(4) *Genebr in Chron.*

Tout aussi tost Charles Martel avec sa gendarmerie prend la ville d'assaut. Anthimes Roy des Sarrasins se jette dans une nacelle, et s'enfuit à Narbonne. Amorreus, un autre Roy des Sarrasins, pensant secourir les siens pres le fleuve de Brise, fut tué avec les autres : Anthimés délaissant Narbonne s'enfuit. Martel poursuit ceux qui estoient eschappés de la guerre : en bruslant plusieurs villes. Ce fut en ce temps, que ce qui est escrit avoir esté fait contre Gaifer, fut fait en Aquitaine. Car Pepin s'acheminant en Gascogne contre luy, le fit venir à composition, laquelle toutes fois ne sortit point effet, jusques à la mort dudit Gaifer, ou Waytaire. Car il se revoltoit à toutes les occasions, qu'il pouvoit prendre. Nous en dirons un mot cy après.

En ces mesmes anntées, Athim Roy des Sarrasins, d'un coste vint jusques à Vienne, en Dauphiné : lequel fut assiégé en Avignon puis à Narbonne. Amorrée, autre Roy des Infidelles, se vint affronter à Charlès Martel, et fut par luy defaict et tué. Athim se sauve, les François bruslerent Nismes, Beziers et Narbonne.

Peu de temps après, Eude alla de vie à trespas ; puis le decez duquel, Gaifer son fils fut Duc d'Aquitaine, lequel se defiant de ses sujets, fit abatre les murs de toutes les villes et places de son Duché d'Aquitaine : et se revolta contre Pepin second Roy de la seconde lignée, Lequel y ayant fait plusieurs voyages contre luy, reprint Bourges, et plusieurs autres villes en Berry, et Poictou, et s'en vint jusques en ce pays et à Cahors, les remettant en son obeiyssance, et leur faisant reparer leur faute, environ l'an 762.

Au surplus, Charles Martel, estant adverti de la mort d'Eude, traversa avec son armée les rivières de Loire, et Garonne, et joignit à soy une grande partie de la Guyenne : Walde et Haifer, enfans d'Eude, appellèrent à leur secours les Wisigoths, lesquels viennent battre la campagne, foudroyant tout le pays, jusques à la Bourgogne. Du Tillet adjouste Wisigoths, Arriens, et que Martel accourut au devant d'eux, et fait tout fuir devant luy.

Pour la sixiesme fois, Pepin fut contraint d'aller contre

Gaifer, et reprint sur luy ceste ville d'Agen, Perigeux, Angoulesme, et plusieurs autres villes, de son Duché et mit souz son obeyssance tout le païs au deça le rivière de Garonne. A la neufviesme fois que Pepin y vint, il le poursuyvit tellement, qu'il eut journée contre luy, entre le Perigord, et Angoumois, à laquelle journée Gaifer fut tué, et son armée entièrement deffaite, environ l'an 768, ou 69. *Pipinus rebellantem Gaiferum, seu Wipharium, ducem Aquitaniæ septem annuis præliis vicit, et totam Aquitaniam ad Garumnam fluvium usque iterum sub egit.* Au demeurant il y a de l'apparence que ce Gaifer soit celuy, que le vulgaire appelle Caïphas, en ce pays. Duquel le tombeau se revoid encor pres de Bourdeaux, du costé du Chasteau du Ha. Voicy ce qu'un poëte Bourdelois moderne en a dict :

*Gaïfre blasme encor sa croyance légère,
Qui aux mauvais advis luy fit adjouster foy.
S'il n'eust déclaré guerre au Roy Pepin son maistre,
Esmeu de leur conseil, il ne seroit ainsi.
Estandu par la main d'un cerf mechant et traistre,
Dans la fange du Peugue, en un lac obscurci.
Maintenant son tombeau, couvert de tromperie,
Soubz le nom de Caïphe, est encor desguisé.*

(A suivre.)

CHRONIQUE

Dans la séance du 7 janvier 1915, M. Allègre, prenant possession du fauteuil présidentiel, a prononcé l'allocution suivante :

MESSIEURS,

Avant de prendre la place où m'ont appelé vos suffrages, je tiens à vous témoigner toute la gratitude que je ressens pour le grand honneur que vous me faites. Des hommes remarquables à divers titres ont occupé ce fauteuil, et je ne me dissimule pas combien il me sera malaisé de les remplacer. Votre bienveillance m'est nécessaire pour accomplir ma tâche, permettez-moi d'espérer que vous ne me la refuserez pas.

Quelques collègues que nous aimions à rencontrer ici nous ont quittés. A l'appel de la patrie en danger, ils sont allés avec empressement se ranger sous nos étendards. Envoyons-leur avec nos meilleurs vœux nos saluts affectueux, en les assurant que nous avons le ferme espoir de les voir, dans un avenir peu éloigné, chasser l'étranger et nous revenir avec des lauriers.

La guerre dont les diverses péripéties se déroulent sous nos yeux est une guerre épouvantable. Par ses proportions elle n'a pas de précédent dans l'histoire. Ses origines, intentionnellement obscurcies par des explications et des commentaires alambiqués, apparaissent fort claires pour un observateur averti.

Les deux empires de l'Europe centrale, l'Allemagne avec 65 millions, l'Autriche avec 51 millions d'habitants, sont devenus, après le pacte qui les a associés, l'un des plus puissants groupements de la terre. Le voyageur, visitant les pays austro-allemands, observait partout une industrie active et variée, un commerce prospère toujours en quête de nouveaux débouchés, une organisation militaire savante et rigoureuse, une marine puissante et hardie, une population disciplinée, prête pour toutes les entreprises, se croyant mar-

quée par le doigt de Dieu pour une mission supérieure. La devise pédantesque des Hasbourg,

A E I O U
Austria est imperare orbi universo,

a été adoptée par le bloc austro-allemand sous la forme populaire, *Deutschland über alles*, Allemagne au-dessus de tout. De bonne foi cette formule, dénuée de modestie, est tenue pour vérité dans les pays germanophones, et, chose notable, dans dix-huit cantons de la Suisse, la plupart des intellectuels s'y rallient sans sourciller.

L'idée du rôle providentiel de la race étant bien ancrée dans les cerveaux des hommes d'Etat d'Allemagne et d'Autriche, on s'appliqua à trouver les moyens de la réaliser. Toutes les forces viriles furent réunies et coordonnées dans ce but. Tous les moyens de nuire que le génie du mal a suggérés à l'homme furent recueillis, comparés, éprouvés, amplifiés, multipliés dans des usines grandes comme des villes, par des milliers d'hommes laborieux et habiles, qu'on avait détournés de l'agriculture, pour les occuper à amalgamer des explosifs, à forger des canons, à fondre des montagnes de projectiles.

Lorsqu'on eut ainsi accumulé pendant plus de trente années des provisions de guerre en quantité prodigieuse, on chercha à les utiliser. Les deux Empereurs, jugeant leurs côtes maritimes trop restreintes, hantés d'un autre côté de l'idée de la domination mondiale, décidèrent d'étendre leurs domaines au midi jusqu'à la mer Egée (1), au nord jusqu'à Anvers et Calais. Par la mer Egée ils gagneraient facilement Suez, la Syrie, Bagdad, le Golfe Persique et l'Océan Indien; par Anvers et Calais, ils auraient une route directe vers l'Amérique et l'Océanie. Deux fois, par suite de circonstances fortuites, l'exécution de ce plan avait dû être ajournée; mais vers le milieu de 1914, on se décida à la reprendre.

Dans la direction de la mer Egée s'agite un petit peuple de quatre millions et demi d'habitants, belliqueux, fier de vieilles traditions de gloire, et à qui on ne pouvait songer à demander qu'il cédât un passage vers Salonique. Ce qu'on ne pouvait obtenir de bon gré, il fallait l'acquérir par la force.

Un drame sanglant vint inopinément déchaîner le conflit. Le 28

(1) Correspondance du Gouvernement britannique relative à la crise Européenne, p. 56.

juin 1914, l'Archiduc François-Ferdinand, héritier présomptif de l'Empereur François-Joseph, fut assassiné en Bosnie, à Sarajevo. Au cours du procès qui s'ensuivit, le gouvernement Impérial recueillit divers renseignements sur les coupables et fit remettre le 23 juillet au gouvernement du roi de Serbie (1) une longue note accusant de complicité dans le crime des officiers et des fonctionnaires Serbes et exigeant une répression impitoyable des tendances et des manifestations hostiles à la Monarchie austro-hongroise. A Vienne on comptait que la Serbie (2) repousserait ces demandes humiliantes. Cependant la réponse, rédigée en termes conciliants, promet qu'on se conformerait autant que possible aux exigences du gouvernement Impérial et déclara que la Serbie accepterait, (ainsi qu'il lui était demandé), la collaboration des organes du gouvernement viennois, mais *dans les limites des principes du droit international*. Cette réserve ne fut pas jugée satisfaisante et la guerre fut déclarée (3) le 28 juillet. Le peuple de Vienne se livra à cette occasion à des manifestations d'une joie extrême.

A la date du 1^{er} août, l'ambassadeur de Grande-Bretagne (4) à Vienne, en communion d'idées avec l'ambassadeur de Saint-Pétersbourg, observe que la situation paraît plus tendue entre l'Allemagne et la Russie qu'entre l'Autriche et la Russie; il estime que, dès le début, l'ambassadeur allemand à Vienne a désiré la guerre, et que son opinion personnelle a probablement influencé son action à la Cour austro-hongroise (5).

De cet exposé on paraît en droit de conclure que les menaces adressées à la Serbie étaient concertées entre les gouvernements de Vienne et de Berlin; que, en réclamant de la Serbie, état indépendant, d'accepter l'ingérence dans ses affaires intérieures d'agents autrichiens, on voulait l'amener à se reconnaître la vassale de l'Autriche, et, enfin, que l'influence de l'ambassadeur d'Allemagne a, au dernier moment, déterminé la guerre contre la Serbie. La Russie, protectrice naturelle de la Serbie, et la France, alliée de la Russie, se trouvaient ainsi entraînées dans la lutte. — Le 31 juillet, le gouvernement de Vienne paraissait effrayé de l'ampleur que menaçait de prendre la guerre projetée et il hésitait à l'engager; Guil-

(1) Corresp., p. 4.

(2) *Idem*, p. 107.

(3) *Idem*, p. 38.

(4) *Idem*, p. 94; cf., p. 41.

(5) *Idem*, p. 94.

laume, pour la rendre inévitable, somma par un ultimatum arrogant l'Empereur de Russie de démobiliser dans les douze heures (1). C'est bien Guillaume II qui est, quoi qu'il dise, responsable du conflit.

Après le traité de Berlin, Bismarck avait observé que la France se libérait sans trop de peine de l'énorme indemnité de guerre de cinq milliards qu'il avait exigée, et il regrettait de ne l'avoir pas épuisée, saignée à blanc. Guillaume, reprenant la pensée du « chancelier de fer », avait donné tous ses soins au développement de ses forces de guerre. Il était parvenu aussi à surexciter dans ce sens l'opinion des peuples de l'Empire, qui peu à peu se sont habitués à le considérer comme le chef d'une nouvelle croisade, le surhomme chargé de guider la race teutonne vers la maîtrise de la terre.

Des maximes politiques paraissent avoir été inculquées dès l'enfance à chaque citoyen allemand, qui les tient pour indiscutables. Sont-elles formulées en un bréviaire ou manuel ? je ne puis l'affirmer, mais elles me paraissent être le fondement de l'éducation de tous les hommes de la jeune génération d'Allemagne avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger des idées pendant plusieurs années. Voici ces maximes :

L'Allemagne au-dessus de tout;

Sa fécondité lui fait une nécessité d'étendre ses frontières;

Sa civilisation supérieure lui confère un droit d'hégémonie sur les races faibles;

Son domaine s'étend sur les contrées qu'elle occupe, et en outre sur celles du bassin de l'Océan Germanique qui jusqu'ici ont échappé à son attraction : Nations de langues Scandinaves, Pays-Bas, Flandres, France jadis conquise par le tudesque Clovis, et Angleterre conquise par les Anglo-Saxons. Les vastes colonies (2) que la France a acquises et qu'elle administre fort mal seront soumises à la domination allemande;

Des traités anciens ne sauraient arrêter l'expansion de la race allemande. Bernhardi (3) a observé très sagement que les traités n'enchaînent les nations fortes que tout autant qu'elles ont intérêt à les respecter;

(1) Corresp., p. 80.

(2) *Idem*, p. 57.

(3) Discours de M. David Lloyd, chancelier de l'Échiquier, le 19 septembre 1914 (au Queen's Hall de Londres), p. 5.

Nécessité ne connaît pas de loi;

On fait comme on peut;

Il est permis de mentir pour faire triompher la vérité allemande (1);

La guerre ne comporte aucune vaine sentimentalité; l'important, c'est d'obtenir promptement le résultat poursuivi, afin d'abrégier les maux qu'entraîne la lutte;

La force prime le droit; elle crée le droit.

Tels sont, me semble-t-il, les articles principaux du manuel du guerrier allemand. Ajoutons-y la devise ordinaire *Gott mit uns*, tendant à faire croire que les Allemands sont en rapports de fidèle amitié avec Dieu. Sans doute Dieu doit trouver quelquefois qu'il est en bien mauvaise compagnie.

Les plans d'expansion et de conquêtes que j'ai retracés tout à l'heure sont, direz-vous, des rêves de Picrochole. — Sans doute, mais d'un Picrochole prussien, qui se plaît dans le carnage et qui aime l'odeur du sang.

Durant les dernières semaines du mois de juillet, Guillaume, assurément des mieux placés pour prévoir les événements qu'il dirigerait en grande partie, avait rassemblé dans la région d'Aix-la-Chapelle un matériel de guerre et des forces considérables. Nuit et jour, à quelques minutes d'intervalle, arrivaient des trains chargés d'artillerie et d'hommes, (six classes avaient été appelées). On disait au chancelier de l'Empire : « Vous mobilisez ? » (2). — « Non, répondait-il, ce n'est là que le *kriegsgefahr*; nous mobiliserons plus tard. » Et la mobilisation se continuait. Le 4 août, dans une dépêche qu'il adressait au roi d'Angleterre, le Roi des Belges faisait connaître que le gouvernement d'Allemagne lui avait demandé le jour même le libre passage pour ses troupes en territoire belge, lui annonçant que, en cas de refus, la Belgique serait traitée en ennemie (3). Le roi Albert avait répondu par un refus formel.

Au même moment arrivait au Roi d'Angleterre une déclaration du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Berlin donnant l'assurance que, même en cas de conflit armé avec la Belgique, l'Allema-

(1) Une dépêche de Bâle du 28 décembre 1914 a informé que la *Gazette de Cologne* venait de publier la déclaration suivante : « Sous l'absolue nécessité créée par les circonstances, nous devons fréquemment nous éloigner du droit chemin et répondre au mensonge par des mensonges. »

(2) V. Corresp., p. 52; p. 74; p. 90.

(3) Corresp., p. 99.

gne ne s'annexera du territoire belge sous aucun prétexte (1). C'est là une promesse à retenir.

Et le même jour, 4 août, dans la matinée, au mépris du traité de Londres du 13 avril 1839, signé par son aïeul, Guillaume, Empereur allemand, Roi de Prusse, garant de la neutralité belge, faisait entrer par Liège (2), sur le territoire belge, des hommes armés par centaines de mille.

Mon intention n'est pas de retenir votre attention sur les souffrances du peuple héroïque qui s'est interposé entre les hordes teutonnes et nous : champs ravagés, villes et villages incendiés, usines dévastées, églises ruinées, musées dépouillés de leurs richesses séculaires, foyers pillés et souillés, innocents massacrés sous de futiles prétextes, voilà ce que nous lisons chaque jour dans les feuilles publiques. Je me contenterai de placer sous vos yeux les figures de deux hommes que les événements actuels ont mis en évidence.

L'un de ces hommes, simple dans sa vie, fuyant les manifestations inutiles, accueillant pour les humbles, donnant tous ses soins à sa famille et aux affaires de l'Etat, probe dans ses relations, pèse scrupuleusement ses devoirs de roi, et pour s'en acquitter, sacrifie délibérément son repos et expose sa vie; l'autre, ami du faste et du bruit, issu de ces races barbares (3) d'ivrognes et de pillards que Tacite nous a dépeints, menteur impudent, se parant d'un vernis de civilisation, cruel par instinct et par système, malfaiteur sanguinaire, se rué comme une bête de proie sur un voisin inoffensif, en criant qu'il a été assailli (4), et, chevalier fourbe et félon, égorge le faible qu'il avait mission de protéger.

L'histoire dira lequel de ces deux souverains mérite le respect ému de la postérité, lequel, son ignominieuse réprobation.

(1) Corresp., p. 100.

(2) *Idem*, p. 101.

(3) *Mœurs des Germains*, xv, xxii et xxiii.

(4) Discours de Guillaume II au quartier-général de Mézières, au banquet de Noël 1914 : « Nous avons été assaillis, nous nous défendons. »

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Mars-Avril 1915*. — Abbé Degert : Le chapeau du Cardinal de Richelieu. — Robert André-Michel : Le développement des villes dans le Comtat-Venaissin. Avignon au temps des premiers papes. — Paul Thomas : Lettres de Thierry Gherbode. — Bulletin historique : Histoire de France; xvi^e et xvii^e siècles par Henri Hauser; Histoire de Russie : Publications de l'année 1913 par G. Gautier. — Comptes-rendus critiques. Notes bibliographiques. Recueils périodiques et sociétés savantes. Chronique. — Index bibliographique.

POLYBIBLION (partie littéraire). — *Février-Mars 1915*. — *Publications relatives à la guerre européenne*. — G. Ohnet : Journal d'un bourgeois de Paris pendant la guerre de 1914. — La guerre de 1914 : Derniers articles d'Albert de Mun (28 juillet-5 octobre 1914). — P. Nothomb : Les barbares en Belgique. — E. Reich : Germany's madness, etc. — *Histoire* : A. Bremond : la Piété grecque. — C. Jullian : Histoire de la Gaule. IV. Le gouvernement de Rome. — G. Assanis : La Société française à travers les siècles, ses transformations politiques et sociales, ses mœurs, ses coutumes. — L. Dimier : Histoire de Savoie; des origines à l'annexion. — C. Bémont : Recueils d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au xiii^e siècle. — G. Mangeot : Autour d'un foyer lorrain : la famille de Saint-Lambert (1596-1795). — J. d'Ivray : Bonaparte et l'Égypte. — J. Vaudon : Une âme de grande dame : La fille du général Bertrand. — P. Roux et G. de Fontenouille : La Crise rurale; le rôle social du propriétaire rural. — Etc...

REVUE HISTORIQUE DE BORDEAUX ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE. — *Janvier-Février 1915*. — Meaudre de Lapouyade : Un portrait présumé de Montesquieu. — Madeleine Pouréty : Les orfèvres et l'orfèvrerie à Bordeaux au début du xvi^e siècle. — Georges Cirot : Les juifs de Bordeaux : leur situation morale et sociale de 1550 à la Révolution (suite). — Paul Courteault : Une vue cavalière du premier couvent des Carmes aux Chartrons. — Mélanges : Retrait de naturalisation, d'après quelques documents du xvi^e siècle, par J.-A. Brutails. — Le blocus des côtes de France et la disette à Bordeaux en 1793-1795, par M. de L. — Chronique. — Index bibliographique.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD, tome XLII (1^{re} livraison). — Statuts de la Société; Liste des membres; Procès-verbaux. — Notes sur des chartes périgourdines, par le C^{te} de Saint-Saud. — Quelques notes sur l'évêque Macheco de Prémieux, par A. Dujarric-Descombes. — Un concours agricole à Ribérac pendant la Révolution française, par A. Dubert. — Varia : Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent ans, d'après les archives du Vatican, par R. V.

N° 2

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

42^e Année — Mars-Avril 1915



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Profils militaires. Jean-Gérard de Lacuée, comte de Cessac</i> , par Ph. Lauzun.....	1
II. <i>Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture</i> , par J.-R. Marboutin.....	77
III. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817, de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (suite)</i> , publiée et annotée par R. Bonnat.	16
IV. <i>L'instruction primaire à Seyches du XVII^e siècle à nos jours</i> , par B. Baret.....	112
V. <i>Extraits du rapport au Préfet et au Conseil général sur le service des archives de Lot-et-Garonne par R. Bonat</i>	131
IV. CHRONIQUE : Circulaire ministérielle relative aux faits de guerre, adressée aux sociétés savantes de France..	141

GRAVURE :

Jean-Gérard de Lacuée, comte de Cessac

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages de texte réimprimées jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	100	—	12 fr.
12	—	50	—	14 fr.
12	—	100	—	16 fr.
16	—	50	—	15 fr.
16	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



JEAN GÉRARD DE LACUÉE, COMTE DE CESSAC

Cliché Ph. Lauzun

PROFILS VILLENOIS

Jean-Gérard de LACUÉE

(1737-1807)

Jean-Gérard de Lacuée, est l'un des plus pures gloires agenaises. Ayant pris la dénomination de *Lacuée*, la principale caserne d'Agen par l'ordonnance ancienne, de *Cessac*, attribuée par les rues du centre de la ville.

Originaire du département de l'Aude, de Lacuée avait sa principale résidence, son d'été était La Massas, commune de l'arrondissement de Pénne, arrondissement de Villeneuve-sur-Avignon. Au début du XVIII^e siècle, époque où elle se démarque tant par la valeur de ses magistrats, que par la capacité de ses magistrats.

Seigneurs de La Massas, ne l'ont pas oublié. Ils ont apporté : de gueules à l'entour d'un lion rampant, une arche et prise par un faucon d'or, sur un lion d'or (2).

Noble Jean Chrysostome de Lacuée, ancien du 1^{er} Présidat d'Agen, eut de son mariage avec Marie du 1^{er} contracté à Condom le 7 janvier 1737, un fils, Jean-Gérard.

1^{er} L'arche, Jean Chrysostome, ne l'ont pas oublié.

(1) L'hôtel de Lacuée se trouvait rue de l'Arche, à l'angle de la rue de l'Arche, au coin de cette rue et de la rue de l'Arche, actuellement par M. Montels, avocat, président du conseil municipal. Un peu sévère, il est extrêmement richement d'ornement, le goût du XVIII^e siècle et notamment d'une belle coupe d'arche, la tour en de gracieux médaillons renfermant le centre des Lacuée.

(2) Voir la généalogie complète de la famille de Lacuée par le comte Marie de Raymond, manuscrite, cahier n° 2, aux archives départementales de Lot-et-Garonne.



LAUÉE, COMTE DE CESSAC

PROFILS MILITAIRES

Jean-Gérard de LACUÉE, comte de CESSAC

(1752-1841)

Jean Gérard de Lacuée, comte de Cessac, fut une de nos plus pures gloires agenaises. Aussi est-elle des plus méritées la dénomination de *Lacuée*, donnée récemment à la principale caserne d'Agen par l'autorité militaire, et celle, plus ancienne, de *Cessac*, attribuée par la municipalité à l'une des rues du centre de la ville.

Originaire du département de Lot-et-Garonne, la famille de Lacuée avait sa principale résidence à Agen (1). Son habitation d'été était La Massas, commune de Hauteville, canton de Penne, arrondissement de Villeneuve. Dès le commencement du xvii^e siècle, époque où elle fut anoblie, elle se fait remarquer tant par la valeur de ses hommes de guerre que par la capacité de ses magistrats.

Sieurs de La Massas, de Tourtarel, de Cessac, les Lacuée portaient : de gueules à l'autruche d'argent, inclinant la tête à gauche et prise par un lacet d'or sur le milieu de la patte droite (2).

Noble Jean Chrysostôme de Lacuée, conseiller du Roi au Présidial d'Agen, eut de son mariage avec Marie du Pleix, contracté à Condom le 7 janvier 1744, deux fils :

1^o L'aîné, *Jean Chrysostôme*, né à Agen, le 29 février 1747,

(1) L'hôtel de Lacuée se trouvait rue de l'Ave Maria, depuis rue des Colonels-Lacuée, au coin de cette rue et de la petite rue Barleine. Il est habité actuellement par M. Montels, avocat, président du Conseil général. D'aspect un peu sévère, il est agrémenté intérieurement d'ornements décoratifs dans le goût du xviii^e siècle et notamment d'une belle rampe d'escalier en fer forgé ou de gracieux médaillons renferment le chiffre des Lacuée.

(2) Voir la généalogie complète de la famille de Lacuée par la comtesse Marie de Raymond, manuscrite, cahier n^o 2, aux archives départementales de Lot-et-Garonne.

resta, comme son père, de robe. Il fut successivement président à la Cour d'appel d'Agen, président du collège électoral de Lot-et-Garonne, enfin premier président de la Cour impériale d'abord, puis de la Cour royale d'Agen. Il mourut à La Massas, en octobre 1824, après avoir été créé baron de l'Empire (1). De son mariage avec Mademoiselle de Séry, il eut trois fils : les deux colonels qui se couvrirent de gloire pendant les guerres du Premier Empire : *Marc-Antoine*, l'aîné, né à Agen le 10 décembre 1773, colonel du 63^e régiment de ligne, tué à Eylau, le 8 février 1807, sans postérité; et *Gérard*, né à Agen le 25 décembre 1774, colonel du 59^e régiment de ligne, tué le 9 octobre 1805 à l'attaque du pont de Guntzburg (2); puis un troisième fils, *Saint-Just*, qui continua la race.

2° Le second fils de Jean Chrysostôme et de Marie du Pleix fut *Jean-Gérard*, dont nous allons résumer la brillante carrière, en nous servant des nombreuses biographies déjà écrites sur son compte et de quelques éléments nouveaux.

Jean-Gérard de Lacuée naquit à La Massas, le 4 novembre 1752. Il entra de bonne heure au Collège d'Agen dirigé par les Jésuites jusqu'en 1762, puis par les Dominicains jusqu'en 1767, et il en sortit en 1766, après y avoir terminé sa seconde, pour se livrer plus spécialement à l'étude des mathématiques et pouvoir entrer dans le génie militaire. En 1768, ses parents l'envoyèrent à Montargis où existait une école préparatoire pour l'artillerie et le génie. Mais un accident l'ayant privé momentanément de sa main droite, et une maladie ayant interrompu ses travaux, il demanda à entrer dans l'armée de ligne.

C'est vers cette époque que Lacuée, quoique plus âgé de quatre ans, se lia avec Lacépède, dont la famille également agenaïse était intime avec la sienne, et qu'avec le futur général de Valence, Cyrus de Timbrune, à peu près son contempo-

(1) Sa biographie a été écrite dans le *Recueil de Jurisprudence de la Cour d'appel d'Agen*, n° 7, année 1843-44. Impr. Quillot.

(2) Voir sur les deux colonels de Lacuée la courte notice que leur a consacrée J. Andrieu dans sa brochure : *Les Oubliés*, 2^e série. (Agen 1886.)

rain, se cimenta l'amitié de ces trois agenais, qui, chacun dans une sphère un peu différente, devaient jeter plus tard un si grand lustre sur leur petite patrie.

En 1770, Lacuée fut nommé cadet gentilhomme dans le régiment Dauphin-Infanterie, puis sous-lieutenant le 5 mai 1772, et lieutenant en premier le 29 mai 1778. C'est également à ce moment qu'il fonda, en l'année 1776, avec MM. de Saint-Amans, de Lacépède, de Lafon du Cujula, de Vigué, Claude Lamouroux, Carrère, curé de Roquefort et l'abbé Paganel, la Société académique d'Agen (1). Il y lut cette année même, dans la séance de janvier, un mémoire sur l'*Utilité de la Critique pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts*; puis en janvier 1786, il y donna connaissance de son grand ouvrage, le *Guide de l'Officier en campagne*. Il y exposa en janvier 1787 le *Plan d'une histoire militaire*. Enfin il envoya l'année suivante, pour être lu en séance publique, un article sur la *Philosophie de la Guerre*.

Nommé capitaine en second, le 29 mai 1783, il entreprit, de concert avec M. le chevalier de Keralio la rédaction de la partie militaire de l'*Encyclopédie méthodique*, où tous ses articles sont signés de la lettre C.

En 1784, le maréchal de Broglie lui confia la surveillance des travaux et l'inspection de la conduite des cadets-gentilshommes de la garnison de Metz, et bientôt après on se proposa de l'élever au grade de major de l'Ecole royale militaire. C'est dans cette année qu'il fut élu membre de l'Académie de Metz.

De 1784 à 1789, il s'occupa des détails d'administration de son régiment, du *Dictionnaire militaire*, de littérature et de science. C'est alors que, se gardant bien d'oublier la petite académie de sa ville natale, il lui adressa les ouvrages et articles précités.

A cette dernière époque où les bailliages formaient leurs cahiers il rédigea les doléances de la garnison dont son régiment faisait partie. Il publia également un écrit intitulé : *Un*

(1) Voir notre ouvrage : *La Société académique d'Agen*. (Paris, imp. Picard, 1900. — In-8° de 355 pp. avec portraits.)

militaire aux Français, in-8°. Donna-t-il à ce moment sa démission d'officier, comme l'écrit la biographie Michaud, et vivait-il retiré dans sa famille au moment où la Révolution éclata ? Toujours est-il qu'il en adopta les principes avec beaucoup de zèle et fut, dès 1789, appelé à Versailles comme membre externe du Comité militaire de l'Assemblée Constituante. Il logeait chez son ancien camarade le chevalier de Servan, sous-gouverneur des Pages. Il voyait souvent Mirabeau, Clavière, etc. et il passa avec eux la journée du 6 octobre.

Rentré à Paris avec la Constituante, Lacuée présenta au Comité un petit ouvrage fait en collaboration avec le chevalier de Servan, sur le *Système de la conscription*.

Lors de l'organisation des départements, en 1790, il fut nommé commissaire pour celle du département de Lot-et-Garonne où il était né. Au mois de juin de cette même année, il fut nommé procureur-général syndic de ce même département. « Sa belle conduite, est-il écrit dans une de ses biographies, le fit choisir par les électeurs pour leur député à l'Assemblée Législative, où il alla prendre rang parmi ceux qui essayaient alors, non d'arrêter ce qui était impossible, mais de diriger le cours de la Révolution, et qui cherchaient à reconstruire, avec les conditions de la société nouvelle, un gouvernement régulier (1791). Il s'y occupa principalement des affaires de la guerre, et s'éleva avec la plus grande force contre le général Dumouriez, qu'il accusa de trahison et d'incapacité (1). »

En décembre de cette même année, il chercha à arrêter l'influence des Adresses contre les prêtres réfractaires.

En avril 1792, il fut élu président de l'Assemblée Législative ; et vers la fin de juillet, vice-président du Comité des Douze. Il fut chargé par intérim du ministère de la guerre, dans la nuit qui suivit la funeste journée du 10 août. C'est pendant son ministère que l'armée française se couvrit de gloire en gagnant la mémorable bataille de Valmy.

(1) *Annuaire historique et biographique des souverains et personnages distingués dans les diverses nations*, Année 1844, à la Direction des Archives, rue Richelieu, 95, à Paris.

Lacuée ne fut pas réélu à la Convention nationale. Mais il resta à la tête des bureaux du ministère de la guerre.

Le 18 septembre, il était envoyé comme adjudant-général, chef de brigade et commissaire du Pouvoir exécutif sur la frontière des Pyrénées, où il forma en peu de temps deux corps d'armée, qui furent, par ses soins, disciplinés, organisés, approvisionnés et dont il reçut le commandement le 23 février 1793, avec le grade de général de brigade.

En juin 1793, il fut accusé par Baudot d'avoir toujours voté avec peu de patriotisme à la Législative et même de participer à la rébellion des autorités de Toulon, où il se trouvait. Destitué, dénoncé et traduit devant le Comité de salut public, sous l'accusation de fédéralisme, il put, grâce aux secours de quelques amis, échapper au sort de Biron, de Custine, d'Houchard, de Lamarlière, comme lui chefs d'armée, mandés également devant le tribunal révolutionnaire, et arrivés le même jour que lui dans la capitale.

Il resta enseveli dans une campagne isolée, pendant toute la Terreur, se livrant à des travaux agricoles et littéraires. Ce ne fut qu'en pluviôse an iii qu'il fut remis en activité et employé de nouveau à l'armée des Pyrénées, « n'ayant plus, ainsi que l'a rappelé Cousin dans le discours qu'il prononça sur sa tombe, comme président de l'Académie des Sciences morales et politiques, qu'une seule bonne cause à défendre, la grande cause de l'intégrité du territoire. Il s'y voua obscurément, sous la direction de Carnot. Plus d'une fois, m'entretenant de ces jours difficiles : « Nous étions placés, me disait-il, entre l'échec de nos clubs et l'épée de l'étranger ». Il ne vit que celle-ci, et ne songea qu'à la France; car la France devait survivre à l'anarchie, et il fallait la sauver pour des temps meilleurs. Ces temps arrivèrent, grâce à ceux qui n'avaient pas désespéré de la patrie. Le premier Consul discerna bientôt la capacité et la probité de M. de Cessac, et il l'appela aux plus hautes fonctions. »

Disons bien vite qu'avant cette époque, dès le 15 thermidor an iv, Lacuée avait été appelé à diriger de nouveau les opérations du ministère de la guerre, et que c'est sous son administration que l'armée exécuta le premier passage du Rhin.

Le 4 vendémiaire an v (25 septembre 1796), Lacuée fut envoyé par l'Assemblée électorale du département de Lot-et-Garonne au Conseil des Anciens. Il y demeura deux ans, y jouit d'une grande considération et en fut même nommé président le 1^{er} brumaire de cette année. C'est ainsi qu'il y fit adopter successivement des lois sur l'embauchage, sur la désertion, sur les pensions qui se multipliaient à l'excès, sur la rentrée des impositions, enfin sur les rentiers. Il combattit l'établissement du droit de passe et vota en faveur d'un impôt sur le sel. Il était membre de la Commission des Inspecteurs en 1797, époque de la plus violente division entre le Directoire et les Conseils; mais, quoique il ne fût point compté parmi les députés directoriaux, et qu'il fût lié avec Carnot et même avec Pichegru, il ne se trouva pas frappé dans la défaite du parti royaliste, ayant des liaisons avec le triumvirat directorial et déjà avec Bonaparte, par l'entremise de Lavalette, son aide de camp.

Après la journée du 18 fructidor, il ne fut donc point enveloppé dans la proscription du parti directorial et fut conservé au Conseil des Anciens, où il défendit très courageusement son ami Carnot, poursuivi par la haine du parti victorieux.

Le 1^{er} prairial an vii, il fut élu par ses concitoyens au Conseil des Cinq-Cents, où il demeura jusqu'au 18 brumaire an viii (9 novembre 1799). Il y prêta le serment de haine à la royauté, y présenta de nombreux travaux sur les finances et sur les questions militaires, et y célébra aussi le désintéressement du général Chérin, tué à l'armée de Suisse.

Au 18 brumaire, Lacuée se rallia de suite à la fortune du premier Consul, qui l'en remercia en l'élevant aux plus hautes dignités. Il lui resta fidèle jusqu'à ses derniers jours.

Nommé presque aussitôt après le Coup d'Etat conseiller d'Etat sur le vœu de Lebrun, de Cambacères et de Clarke, Lacuée défendit à la tribune plusieurs projets d'organisation militaire.

Le 16 floréal suivant, il fut nommé ministre de la guerre par intérim, au moment du départ de Berthier pour l'Espagne. Voyant Bonaparte flottant entre Carnot et lui, quand plus

tard Berthier se retira, Lacuée travailla de toutes ses forces à la nomination de Carnot; et il l'obtint.

En l'an ix, la présence de celui-ci étant devenue nécessaire à l'armée d'Italie, Lacuée fut pour la troisième fois chargé du ministère de la guerre, par intérim.

Il fut nommé, en l'an x, membre du Lycée du département du Gard; le 25 fructidor, président de la section de la guerre au Conseil d'Etat; le 23 thermidor, gouverneur de l'Ecole polytechnique, qui devint bientôt la première école du monde; et peu après membre de l'Institut, classe de la langue et de la littérature française. Chevalier de la Légion d'honneur en l'an xii, grand-officier le 25 prairial suivant, conseiller d'Etat à vie le 3 germinal an xiii, général de division en l'an xiv, Lacuée défendit au Corps législatif, en janvier 1805, la levée de la conscription de cette année, cherchant par tous les moyens possibles à adoucir cette charge publique et à rendre plus sévères les intendants dans l'examen des dépenses.

C'est alors qu'il fut nommé ministre d'Etat à vie le 15 novembre 1807, chevalier de la Couronne de fer en décembre suivant, grand aigle de la Légion d'honneur, et qu'il reçut, en échange de ses nombreux services, le titre de comte de Cessac, en 1809. Le 3 janvier 1810, il était nommé ministre-directeur de l'administration de la guerre, et il donnait l'exemple par un travail de tous les instants aux bureaux de son ministère.

Lors du projet de mariage de Napoléon avec Marie-Louise, Lacuée s'y opposa de toutes ses forces. Il combattit aussi le projet et le plan de la campagne de Russie. Il en répara cependant le mieux possible les funestes résultats, en parant aux désastres de toute espèce qu'avait éprouvés l'armée, et en amenant par son habile direction les journées de Lutzen et de Bautzen.

En 1813, après ces victoires qui mêlèrent encore de glorieux trophées au deuil de la patrie, il quitta le ministère parce qu'on voulut continuer la guerre et qu'il ne croyait plus possible de la soutenir avec gloire. Il fut alors nommé, pour la seconde fois, président de la section de la guerre.

En avril 1814, il accompagna Marie-Louise à Blois et ne s'éloigna d'elle qu'après l'abdication de l'Empereur.

Dès la première Restauration, Louis XVIII chercha à se l'attirer, en le nommant inspecteur général d'infanterie. Mais il refusa et resta toujours fidèle à la cause et à la mémoire de Napoléon.

Mis à la retraite à la fin de 1815, le comte de Cessac se retira dans la belle terre qu'il tenait d'une de ses femmes, fille du marquis de Brantes, dans le comtat Venaissin, et il y demeura pendant toute la Restauration.

Il accueillit favorablement le gouvernement de juillet, et fut nommé pair de France en 1831. Malgré son âge avancé, il suivait exactement les débats de la Chambre haute, et prenait une part active à ses travaux.

Jean-Gérard de Lacuée mourut à Paris, le 14 juin 1841, à l'âge de 89 ans. D'aucuns ont dit qu'il avait contracté son mal en suivant, tête nue, quelques mois avant, et par le froid le plus rigoureux, les cendres de son Empereur (décembre 1840). Toujours est-il que, sur sa tombe, M. de Jouy, directeur de l'Académie française, s'exprimait ainsi, au cours de l'allocution qu'il prononça : « Deux mots suffiraient à son éloge :
« l'admirateur de Napoléon fut aussi l'ami intime de Carnot;
« il ne balança pas à prendre la défense de ce dernier au jour
« où la proscription l'atteignit; c'est le moment de nous souvenir que nous avons vu naguère le vénérable Cessac, oubliant son âge, ses infirmités, l'excessive rigueur de la saison, assister aux funérailles de Napoléon, et, prosterné sur le pavé du temple, gémir et verser des larmes devant le cercueil de Sainte-Hélène. »

Et à son tour, Victor Cousin, prenant après lui la parole, comme président de l'Académie des Sciences morales et politiques, rappelait les services qu'il avait rendus, sa fidélité et son dévouement sans bornes à la cause de Napoléon, et terminait ainsi son discours par cette belle péroraison :

« Quand, l'année passée, la France enfin redemanda les
« cendres du prisonnier de Sainte-Hélène, M. de Cessac, déjà
« glacé par l'âge, se ranima un moment à cette nouvelle inat-

« tendue. Il voulut assister à cette grande cérémonie; il im-
« posa silence à sa famille. « Je le dois, je le veux; j'irai, dussé-
« je y rester; » et, malgré le froid le plus rigoureux, on le
« vit, à 89 ans, prosterné sur le pavé des Invalides, verser des
« larmes et prier Dieu sur la bière de celui qu'il avait servi et
« aimé presque à l'égal de la patrie !

« Oui, Messieurs, il pria Dieu. Il y avait déjà bien des an-
« nées que l'âme de M. de Cessac se reposait dans les pensées
« qui conviennent si bien à une vieillesse vertueuse. Sans
« éclat, sans faiblesse, une conviction sincère l'avait ramené
« à toutes les pratiques d'une piété éclairée; et le dernier des
« encyclopédistes est mort en chrétien. Jusqu'au dernier mo-
« ment il remplit toutes les obligations que sa foi lui im-
« posait, avec la même régularité, avec le même scrupule qu'il
« avait apporté jadis à l'accomplissement de tous ses devoirs.

« Le devoir, dans toute son étendue et dans toute sa rigi-
« dité, était la règle inflexible de M. de Cessac, dans la vie et
« dans la mort, au ministère, à la Chambre, à l'Académie.
« Jamais, Messieurs, vous ne retrouverez un membre plus
« assidu, plus heureux de vous appartenir, plus dévoué à
« l'honneur de notre Compagnie. Il était parmi nous, comme
« partout, simple et digne, grave et affable, vénéré et aimé.
« Il s'est éteint doucement, emportant avec lui de saintes es-
« pérances et laissant une renommée sans tache. Honorons-
« le; efforçons-nous de l'imiter; ne le pleurons pas ! »

Ce fut, en effet, après avoir été élu, d'abord membre de l'Institut dans la section des Sciences morales et politiques en frimaire an viii, que Lacuée passa dans la classe de la Langue et de la Littérature en frimaire an ix, et qu'il fut compris au nombre des membres de l'Académie française par l'ordonnance royale de 1816, et au nombre de ceux de l'Académie des Sciences morales et politiques, par l'ordonnance d'octobre 1832.

Au cours de sa longue carrière, si bien remplie, et malgré ses absorbantes occupations de tous les instants, Lacuée n'oublia jamais sa ville natale. C'est ainsi qu'il fit ériger en Cour impériale le Tribunal civil d'Agen; qu'il avait précédemment

fait créer Agen commanderie de la Légion d'honneur; qu'il avait également insisté pour que le gouvernement y établît une succursale de la maison d'éducation d'Ecouen, ce que, du reste, la ville refusa et qui motiva de l'Empereur cette boutade : « Si je continuais à vous écouter, Monsieur de Lacuée, je transporterai à Agen le siège de mon gouvernement ! »

Jean-Gérard de Lacuée se maria trois fois.

De son premier mariage avec Madame de Frégose, née de Villeneuve de Flayose, il n'eut pas d'enfants. Il n'en eut pas davantage de Jeanne-Marguerite de Beausset, sœur du cardinal de Beausset et veuve de M. de Saint-Martial. Enfin il épousa, le 3 février 1809, Louise-Augustine-Sybille du Blanc de Brantes, dont il eut deux fils et une fille : 1° François-Marie, comte de Cessac, marié à Mademoiselle Madeleine-Marie-Françoise Zélia de Montesquiou-Fezensac, qui le rendit père de cinq filles; 2° Gérard, marié à Cécile de Montesquiou-Fezensac, sœur de la précédente, dont quatre enfants : deux fils et deux filles, le dernier, Paul Lacuée de Cessac, seul représentant du nom, né à Paris le 29 juin 1854 et mort à Paris le 7 novembre 1879, sans être marié; 3° enfin une fille, qui a épousé M. le vicomte de Grimberge.

Jean-Gérard de Lacuée avait un troisième frère, appelé Saint-Just. Né à Agen le 31 juillet 1777, élève à l'Ecole navale, enseigne de vaisseau, fait prisonnier par les Anglais en l'an x, ce dernier entra, sous l'Empire, au Conseil d'Etat, devint maître des requêtes, puis administrateur général de la marine de Portugal, et intendant général de l'armée d'Aragon, sous le commandement du maréchal Suchet. Retiré dans sa terre de La Massas, il fut nommé, en 1831, conseiller général de Lot-et-Garonne, et, le 7 novembre 1833, député de l'arrondissement de Villeneuve, en remplacement du général de Lafont-Blaniac.

Economiste distingué, il a laissé de nombreux écrits, dont les titres sont relatés par J. Andrieu dans sa *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. II, p. 22. Saint-Just n'eut qu'un fils, mort sans postérité.

De ces faits, sont donc éteints actuellement le nom et la famille des Lacuée, comtes de Cessac.

Jean-Gérard de Lacuée a laissé de nombreux ouvrages, presque tous militaires. Nous signalerons particulièrement :

— *Dictionnaire de l'art militaire*. (Paris, Panckoucke, 1784-87. 3 vol. in-4° avec atlas de 59 planches.)

— *Guide de l'Officier particulier en campagne, ou Connaissances militaires nécessaires pendant la guerre aux Officiers particuliers*. (Paris, L. Cellot, 1785. 2 vol. in-8° avec planches.) Ouvrage remarquable qui obtint trois éditions et valut à son auteur sa première considération militaire.

— *Un Militaire aux Français*. (Paris 1789, in-8°.)

— Enfin 84 rapports au nom du Comité de la guerre, discours, opinions et autres travaux législatifs, écrits par lui et indiqués dans la *Description de la Collection Labedoyère*, sous le n° 575.

Dans sa *Bibliographie générale de l'Agenais*, t. II, p. 21 et aussi *Supplément*, J. Andrieu reproduit les titres de quelques-uns d'entre eux. Il signale également plusieurs écrits du même auteur imprimés dans les *Mémoires de l'Académie des Sciences morales*, ainsi qu'un *Discours de lui sur les prix Montyon*, de 1826.

Nous avons dit que deux discours furent prononcés sur sa tombe, le 18 juin 1841 : celui de M. de Jouy, directeur de l'Académie française, et celui de Victor Cousin, président de l'Académie des Sciences morales et politiques. Son éloge funèbre fut également prononcé, d'abord par le comte Daru à la Chambre des Pairs, puis, à l'Académie française, par son successeur Alexis de Tocqueville, auquel répondit le comte Molé, le 21 avril 1842.

On a sur le comte de Cessac :

Une *Notice nécrologique* par Stephen de la Madeleine. (Paris, bureaux de la *Renommée*, 1841. In-8° de 30 pp.).

— Un *Eloge historique du Lieutenant-général, pair de France, Jean-Gérard de Lacuée, comte de Cessac*, par Flavien d'Aldéguier. (Toulouse, Paris et Saumur, 1845. Gr. in-8° de 32 pp.). Cet éloge, écrit J. Andrieu, fut composé en vue du concours ouvert de 1842 à 1844 par la Société académique

d'Agen. Le sujet ayant été changé en 1845, ce travail ne fut pas présenté.

--- Enfin, deux autres biographies: l'une, extraite des *Archives historiques et nécrologiques*, l'autre de l'*Annuaire historique et biographique*. (Paris, 1844. In-4°.).

Le portrait de Jean-Gérard de Lacuée, que nous donnons en tête de cet article, est celui que signale J. Andrieu comme lithographié par Boilly fils et publié par Blaisot, en 1822.

PH. L.

NOTES HISTORIQUES

SUR

L'EXPÉDITION DE LECLERC A SAINT-DOMINGUE ET SUR LA FAMILLE LOUVERTURE

En 1888, la *Revue de l'Agenais* publiait un article de M. Gragnon-Lacoste intitulé « *La famille de Toussaint Louverture à Agen (1803-1816)* ». L'auteur, après avoir rappelé en quelques mots la carrière du général noir, indique quel fut le sort de sa famille qui, enlevée de Saint-Domingue, fut reléguée à Bayonne d'abord et ensuite à Agen.

Nous pouvons ajouter à cet article des renseignements plus précis et donner aux lecteurs un mémoire curieux composé par Isaac Louverture sur l'expédition du général Leclerc qui amena la chute du héros de Saint-Domingue.

Toussaint-Louverture fut un homme extraordinaire. C'était un nègre, d'origine africaine, né à Saint-Domingue en 1743 d'un père et d'une mère esclaves. Il vit le jour près de la ville du Cap, sur l'habitation du comte de Noé, appelée Bréda et porta le nom de Toussaint Bréda. Dans sa jeunesse il s'occupa des travaux agricoles. Un noir, Pierre-Baptiste, lui donna les premiers éléments d'une instruction ordinaire qu'il sut étendre et faire fructifier. Il devint cocher et surveillant des autres esclaves noirs, et se montra toujours juste, probe et religieux.

Toussaint-Louverture ne prit aucune part aux premières insurrections; mais entré bientôt dans le mouvement, il devint l'ami des chefs Jean François et Biassou et acquit une grande influence. Passé au service de l'Espagne avec ses amis, il fut nommé colonel par le général marquis d'Hermona qui l'avait en grande estime.

Un décret de la Convention, du 4 février 1794, proclama la liberté générale de tous les esclaves et déclarait Saint-Domin-

gue partie intégrante de la France. Le général Laveaux ayant alors promis à Toussaint le grade de général de brigade, il passa au service de la France et entraîna ainsi la reddition de nombreuses places. Dès cet instant son influence sur les noirs devint très grande.

En 1795, dans une nouvelle révolte des mulâtres, le général Laveaux est fait prisonnier. Toussaint-Louverture réunit 10.000 noirs et délivra le général, qui nomma son sauveur général de division et lieutenant-gouverneur de Saint-Domingue.

Au mois d'avril de l'année suivante (1796), Toussaint-Louverture fut proclamé général en chef des armées de Saint-Domingue et l'on célébra ses victoires à la tribune des Anciens. Tous ces succès accrurent l'ambition du général noir qui rêva d'être le seul maître de l'île. Il manœuvra de façon à obliger le commissaire Southoux à rester en France. Craignant cependant que ce coup d'audace ne lui porta tort auprès du gouvernement, il se décida, pour donner des gages de sa fidélité, d'envoyer en France, pour y faire son éducation, son fils Isaac Louverture.

Voici ce qu'écrivait à ce sujet ce dernier : « Toussaint-Louverture, après avoir servi en 1792 et 1793 dans les armées espagnoles où il obtint successivement de Sa Majesté catholique les grades de maréchal de camp et de lieutenant général, une épée d'or et des décorations militaires, était en l'an 4, sous son ami le comte Meynard de Laveaux, général en chef de l'armée française, lieutenant général au gouvernement de Saint-Domingue et commandant la division de l'ouest dans la guerre contre les Anglais, quand il m'annonça, en présence de ma mère, sur son habitation de Louverture située au quartier d'Ennery, qu'il allait me faire accompagner en France pour mon éducation par son aide de camp Meharon, natif de Bayonne. Le lendemain du jour où sa volonté me fut connue, Toussaint-Louverture se rendit à son quartier général des Gouaïves. Je priai, ensuite, mon précepteur, Monsieur Lepêtre, ancien secrétaire du marquis d'Espinville, de demander à mon père, dans une lettre qu'il lui écrivit en mon nom,

la permission de laisser partir Placide avec moi, ce qui me fut accordé. Placide qui me témoignait alors la plus grande amitié, prit le nom de Louverture sans avoir aucun droit. Lui et moi, nous fûmes à notre arrivée en France placés à l'école militaire de Liancourt, puis au collège de Lamarche, à Paris (1). »

Toussaint-Louverture s'était marié avec Suzanne-Simonne Baptiste. Avant ce mariage, il avait eu un fils naturel, qui fut colonel. Suzanne Baptiste de son côté avait eu également un fils naturel, d'un mulâtre nommé Séraphin Clerc; c'était Placide.

De son mariage, Toussaint-Louverture avait deux fils, Isaac et Saint-Jean.

Les deux enfants que Toussaint-Louverture envoyaient en France étaient donc son fils Isaac et le fils de sa femme, Placide Clerc. Suzanne Baptiste, au moment de se séparer de ses deux fils, les recommanda à Southouax par la lettre suivante :

« Mon mari me marque qu'il vient de recevoir de vous une lettre qui lui mande d'envoyer de suite nos deux enfants auprès de vous pour les garder à vos côtés jusqu'à leur départ pour la France. Je les expédie de suite pour satisfaire à vos désirs, quoique avec douleur de m'en séparer; mais d'après votre généreuse bonté je n'hésite pas un instant à vous les envoyer, connaissant que ce n'est que pour leur bien et qu'il sera bien flatteur pour nous dans un autre temps de les voir instruits et de témoigner à leurs bienfaiteurs toute la reconnaissance possible.

Je vous les recommande au nom de ce qu'il y a de plus sacré et soyez convaincu d'avance de la plus parfaite reconnaissance et des sentiments les plus respectueux... »

Isaac et Placide furent embarqués sur le *Watigny* et arrivèrent à Paris en l'an V. Un arrêté du 15 pluviôse an V (24 janvier 1797) chargea le ministre de la marine de pourvoir aux frais de l'éducation non seulement des deux enfants de

(1) Lettre d'Isaac Louverture à M^e Bory, avoué à Agen, 30 octobre 1821.

Toussaint, mais des enfants de plusieurs généraux noirs. Le ministre les confia à M. Coasnon, principal du collège de Larmarche.

Cet établissement d'abord installé au collège de Liancourt, ayant pris de l'accroissement par l'admission d'un plus grand nombre d'enfants de militaires de Saint-Domingue aux frais de l'Etat, fut organisé sous le nom d'Institution nationale des colonies. Isaac et Placide restèrent dans ce collège jusqu'à l'an X (1801).

L'influence de Toussaint-Louverture, à Saint-Domingue, devint si grande qu'il en était comme le gouverneur. Bientôt cependant son étoile pâlit et Bonaparte voulut porter un coup terrible à sa puissance. Il prépara une expédition formidable qu'il mit sous le commandement de son beau-frère, le général Leclerc. Cette nouvelle campagne fut une occasion nouvelle pour le général noir de manifester tout son génie; mais trahi par ses amis et accablé sous le nombre, il fut obligé de se rendre.

Son fils Isaac a raconté cette expédition et cette chute qui fut l'objet du mémoire que nous publions : « *Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture, par Isaac Louverture* ». Ces notes sont les souvenirs personnels d'Isaac, qui rentra dans sa patrie avec les armées du général Leclerc. Elles remplissent un cahier de 52 pages, écrites de sa main vers 1815. Elles furent communiquées en 1819 à un écrivain français, M. Metrol.

M. Metrol écrivait de Paris, le 3 janvier 1819, à Isaac :

« J'ai reçu votre intéressant récit aussi bien écrit que bien pensé. Je considère votre ouvrage comme un présent précieux. Soyez persuadé, Monsieur, que j'en ferai un digne usage. Le nom que vous portez est immortel, et vos malheurs n'intéressent que plus vivement la postérité. Les détails dans lesquels vous entrez ont un caractère particulier. Le cœur s'y attache; on y voit un concours d'événements singuliers qui ne font que mieux connaître le génie de votre illustre père et votre tendresse pour lui. »

Arrêtée en même temps que son chef, la famille de Toussaint-Louverture fut embarquée à bord du *Héros* et transpor-

tée en France. Toussaint-Louverture fut interné au fort de Joux, près de Besançon, où il mourut le 27 avril 1803. Placide Clerc fut relégué à Belle-Isle-sur-Mer. Le reste de la famille, c'est-à-dire M^{me} Louverture, Isaac et Saint-Jean ses deux fils, sa nièce Louise Chancy et leurs domestiques, fut dirigé sur Bayonne. Dans les premiers jours de 1803, ils furent envoyés à Agen, où ils recevaient un secours de 600 francs par mois.

La famille de Toussaint-Louverture était l'objet d'une surveillance sévère. Elle ne pouvait dépasser les limites du département de Lot-et-Garonne. C'est pendant son séjour à Agen que Saint-Jean, le plus jeune fils du célèbre général, mourut le 17 nivose an XIII (7 janvier 1805). Le fils aîné Isaac se maria avec sa cousine Louise Chancy. Ce fut M. Chaudordy, en qualité d'adjoint au maire de la ville d'Agen, qui procéda au mariage civil. M. Chaudordy était un ami et un protecteur de la famille Louverture.

Vers cette époque, Placide, qui portait encore le nom de Louverture, fut autorisé à quitter Belle-Isle-sur-Mer et venir résider à Agen. Il y retrouva toute sa famille et put assister à la mort de sa mère, M^{me} Louverture, le 19 mai 1816. Elle avait 74 ans.

Au mois d'août de cette même année, Isaac Louverture demanda un passeport pour se rendre à Bordeaux. Il pensait qu'il lui serait plus facile d'avoir des relations avec Saint-Domingue. Mais on lui créa de nombreuses difficultés, qu'il voulut faire disparaître en adressant au roi Louis XVIII la supplique suivante :

SIRE,

Isaac Louverture se présente avec confiance et respect au pied du trône de votre Majesté pour la supplier de faire cesser cette odieuse surveillance à laquelle sa famille et lui ont été assujettis du temps de Bonaparte.

Sire, si votre Majesté daigne jeter les yeux sur la conduite militaire et politique de Toussaint-Louverture, elle verra que sa famille n'est pas indigne de votre royale protection. Il servit en 1792 et 1793 dans les armées d'un prince de votre auguste maison. Il fut nommé par le roi Charles IV au grade de maréchal de camp, puis

à celui de lieutenant-général; il reçut du marquis d'Hermonas, au nom de Sa Majesté catholique, une épée et une décoration militaire. L'image d'un Bourbon, Sire, a brillé sur la poitrine de Toussaint-Louverture, et, lorsqu'à la persuasion de M. de Lavaux il se réunit aux Français, il parut comme un astre bienfaisant, sur l'horizon orageux de Saint-Domingue. Il protégea les ministres de la religion catholique et plusieurs des serviteurs fidèles du Roi très chrétien. Il sauva la vie au brave marquis d'Espinville sur le champ de bataille de Mirbalais. M. le comte d'Embrugiac qui s'est immortalisé sous un prince de votre sang et qui commande aujourd'hui un corps de la garde royale, quand ses ennemis persécutèrent en lui la naissance et les talents, ce fut auprès de Toussaint-Louverture, Sire, qu'il chercha un asile et son salut.

Isaac Louverture, héritier du nom et des malheurs de son père, passa toute sa jeunesse en France. Il étudia au collège de la Marche, avec un frère utérin qui est plus âgé que lui et qui est en ce moment à Agen. Il eut pour professeur des hommes qui étaient la gloire et l'ornement de l'ancienne Université de Paris et dont quelques-uns s'honoraient de l'amitié du Quintilien français et du chantre de la pitié. Ces hommes, Sire, étaient non moins estimables par leurs lumières que par leurs saines doctrines.

Après que j'eus achevé mes études, mon frère et moi accompagnés du principal du collège de la Marche, nous fûmes envoyés dans l'expédition du général Leclerc à Saint-Domingue, d'où la perfidie et la violence ne tardèrent point à nous arracher. J'ai traversé une seconde fois l'Océan avec ma famille. Arrivés dans la rade de Brest, nous fûmes dirigés sur différents points du royaume de Votre Majesté. L'époux fut séparé de son épouse, le père de ses enfants. Toussaint-Louverture eut le château de Joux pour prison et pour tombeau. On envoya mon frère à Belle-Ile-en-Mer. Le reste de la famille dont je faisais partie fut gardé à vue dans les remparts de Bayonne. De là on nous transporta à Agen, où nous eûmes la faculté de voyager dans le département de Lot-et-Garonne, sans pouvoir en dépasser les limites qu'avec une permission du Ministère de la Police générale. C'est à Agen que je perdis un jeune frère que je chérissais, et qu'une mère qui était l'objet de mon respect et de mon amour termina le 18 mai 1816 une agonie de treize ans. C'est là que j'ai épousé la nièce de mon père, et que ma femme et moi, permettez, Sire, que je me serve de l'expression de toute une ville, avons vécu sans reproche.

Pendant que nous étions en surveillance dans le département de Lot-et-Garonne, Dieu, dans sa colère vengeresse, foudroya la puissance du tyran et ouvrit le chemin du trône au fils de saint Louis. Sire, je ne m'arrêterai point à vous peindre la joie qu'éprouvèrent alors toutes les victimes de la tyrannie; on s'embrassait, on se félicitait les uns les autres, on bénissait cent fois le nom du monarque dont la présence dans son royaume était un bienfait. Son Altesse Royale, Monsieur votre auguste frère, qui précéda l'arrivée de Votre Majesté dans sa capitale, rendit en 1814, en sa qualité de lieutenant-général du royaume, une ordonnance qui sera dans la postérité un monument de justice et de bonté et dont un des articles porte que tous ceux qui n'avaient point un mandat d'arrêt lancé contre eux étaient libres; dès ce moment, Sire, je ne me croyais plus en surveillance.

Sire, je touche à la partie essentielle du mémoire que j'ai l'honneur de soumettre à vos regards. Votre Majesté jugera dans sa haute sagesse, avec sa bienveillance ordinaire, si un simple déplacement occasionné par les sentiments les plus doux du cœur humain, le besoin de correspondre plus facilement avec des parents qui sont dans un autre hémisphère, peut me faire considérer comme un homme dangereux et nuisible à sa politique.

Au mois d'août de l'année 1816, ma femme reçut une lettre d'une de ses sœurs qui est dans la province méridionale de l'île de Saint-Domingue. Cette lettre décida notre voyage de Bordeaux. Ce voyage n'avait d'autre but que de saisir des occasions qui se présentaient d'écrire à nos parents. Dans cette vue je demandai des passe-ports à M. le Préfet du département de Lot-et-Garonne. Ils me furent accordés en vertu de l'ordonnance que j'ai eu l'honneur de citer à Votre Majesté et qui n'était point annulée par un ordre postérieur. Je me rendis avec mon épouse à Bordeaux, vers la fin du mois d'août. Après avoir terminé nos affaires, nous retournâmes à Agen. A peine étions-nous arrivés que les sollicitations de nos amis, la commodité d'un port de mer pour notre correspondance avec notre famille nous déterminèrent à revenir et à demeurer à Bordeaux où nous avons une pension que Votre Majesté eut la bonté de nous faire sur la caisse de la Marine. A notre arrivée, nous nous présentâmes chez M. Bergevin, commissaire principal, pour l'informer de notre résidence à Bordeaux. Introduits dans son cabinet où s'étaient trouvés réunis quatre commissaires de marine, il nous dit en présence de ces messieurs que nous avions eu tort de quitter la

ville d'Agen, vu que nous étions encore en surveillance; et, à l'appui de ce qu'il avançait, il produisit une lettre ministérielle du temps de Bonaparte. Je protestai, Sire, contre cette lettre, par respect pour Votre Majesté. J'invoquai l'ordonnance de Son Altesse Royale Monsieur votre auguste frère. Cependant M. Bergevin m'avertit qu'il allait faire son rapport à M. le Ministre de la Marine et qu'en attendant la réponse du ministre, il ne me donnerait pas un sou. Lorsque nous étions sur le point de nous retirer, il demanda à voir nos passeports. Je les lui envoyai le lendemain. Il crut devoir s'en saisir de sa pleine autorité et les adresser au ministre de Votre Majesté, avec son rapport.

Au mois de janvier de cette année M. Bergevin me mande que M. le Ministre de la Marine l'autorise de nous faire payer notre pension. Je passe à son hôtel, le commissaire du bureau des fonds me lit une dépêche de M. le Ministre de la Marine et m'annonce que je suis en surveillance, c'est-à-dire que M. Bergevin triomphe, qu'il avait raison, que j'étais dans l'erreur, que l'ordonnance de S. A. R. Monsieur n'a pas existé. C'est à M. Bergevin, Sire, que je suis redevable de cette mesure de rigueur. Son empressement à me desservir ne date point d'aujourd'hui; il est le résultat d'une longue persévérance ou plutôt d'une animosité inconcevable.

En 1807, il forma le projet et proposa de faire entrer ma famille et moi dans les attributions du Ministère de la police générale. Buonaparte, qui était à cette époque au fond de la Pologne, Buonaparte lui-même rejeta la proposition de M. Bergevin.

Sire, je ne puis le dissimuler, je vois avec douleur qu'on doute de mon opinion, de mes principes et de mon honneur, à l'aide des hypothèses qui, en politique aussi bien que dans les sciences, ne conduisent point toujours à la connaissance de la vérité. Sire, toutes ces hypothèses s'évanouissent devant la politique généreuse de votre Majesté. Les rois, images de Dieu sur la terre, comme lui sont magnifiques dans leurs ouvrages, grands dans leurs actions, dispensateurs de la justice et protecteurs de l'innocence opprimée. Après Dieu, ils méritent notre amour. Celui qui enflamme mon cœur pour vous, Sire, est indépendant de toutes positions géographiques; dans Bordeaux, comme dans Agen, dans le nouveau comme dans l'ancien monde, il sera toujours le même, parce qu'il m'a été inspiré bien longtemps avant la Restauration par ceux qui virent briller dans l'adversité vos vertus Royales et celles de votre auguste famille.

31 janvier 1817.

Cette supplique reçut un accueil favorable. Un ordre du ministre de la Marine, du 1^{er} mai 1817, faisait cesser la surveillance dont la famille Louverture était l'objet.

Isaac s'était fixé à Bordeaux dans la rue Fondaudège. n° 44. Placide était resté à Agen, portant toujours le nom de Louverture. Bientôt une brouille survint entre les deux frères, à cause de ce nom.

Placide avait fait la connaissance d'une jeune fille d'As-taffort, Joséphine Lacaze, dont il demanda la main. Le mariage se fit le 16 mai 1821 et l'acte en fut enregistré aux registres de l'état-civil sous le nom de Louverture. Isaac, averti, protesta énergiquement contre l'usurpateur de son nom et intenta une action contre Placide devant la Cour d'Agen. Il prit comme avoué M^e Bory et comme avocat M^e Chaudordy.

L'affaire fut longue. La plaidoirie de M^e Chaudordy fut très habile; un de ses arguments les plus curieux lui fut fourni par la couleur de Placide. Celui-ci était mulâtre, c'est-à-dire fils d'un homme de couleur, puisque la mère était noire. Or, Toussaint-Louverture était noir lui aussi. Placide ne pouvait donc pas être le fils de Toussaint-Louverture et de Simone Bapteste, qui étaient noirs tous les deux. Il prouva qu'il était fils naturel de cette dernière et d'un mulâtre, Séraphin Clerc.

Cette habile plaidoirie entraîna la conviction du tribunal de première instance d'Agen, qui ordonna que l'acte de mariage serait corrigé sur les registres de l'état-civil. A cette nouvelle, Isaac écrivit à M. Chaudordy une lettre pleine de lyrisme :

Bordeaux, le 6 mai 1823.

MONSIEUR,

J'ai su par M. Bory que c'est à votre éloquence et à vos lumières que je dois le succès de ma cause. Vous avez confondu un imposteur en portant la conviction dans l'esprit de mes juges. C'est à des jurisconsultes qui vous ressemblent que l'orateur romain a appliqué avec raison ces vers qu'Eunius a mis à la bouche d'Apollon Pythien :

*Suarum rerum incertis ? Quos ego meâ ope ex incertis
Certos compòtesque consili
Dimitto, ut ne res temere tractent turbidas.*

*Sont-ils irrésolus ? J'éclaircis tous leurs doutes
Et de la vérité leur indique les routes;
De la témérité j'écarte le danger
Et j'arrache à l'erreur son voile mensonger.*

Soyez persuadé, Monsieur, de la reconnaissance que je conserverai toujours pour vous qui, dans ma défense, avez parlé comme Cicéron, en jetant des fleurs sur la tombe de mon père et en faisant l'éloge de votre client.

Placide Clerc ne se sentit pas pour battu. Il fit appel de cette sentence et le procès recommença. Il traîna encore deux ans et ne fut terminé qu'en 1825 par le triomphe définitif d'Isaac Louverture.

Pendant ce temps, la femme de ce dernier était passée à Saint-Domingue, où elle avait recueilli les biens épars de la fortune de Toussaint-Louverture et s'efforçait de gérer les diverses propriétés qui leur avaient été rendues. J'ai une lettre qu'elle écrivit à son mari du Cap le 6 avril 1827. Elle est trop longue pour que je puisse la citer en entier, mais je veux cependant en extraire un passage qui nous montrera combien elle était attachée à son mari.

... Mon bon Isaac, je viens de te parler de mes affaires, je vais maintenant te parler de moi. Je ne vais à la messe que les dimanches. J'ai passé un triste carnaval et encore une plus triste semaine sainte. Le jour de Saint-Joseph j'ai été assez malade pour avoir assisté à une messe au soleil. J'ai eu fièvre et transport, mais cela n'a duré que trois jours. Je me porte à merveille à présent. Avec toi j'ai tout, sans toi je n'ai rien. Tous nos compatriotes ont toujours pour moi même égard, leur affection s'augmente tous les jours. On me questionne sans cesse, quand viendra mon mari ? Je leur dis qu'il fallait mon retour en France, t'ayant laissé en mauvaise santé et dans la nécessité de prendre les eaux. Que j'aurais de choses à te dire, mon cher Isaac; une année entière ne pourra nous suffire.

Tous les documents qui précèdent, ainsi que le mémoire qui suit, font partie d'un dossier formé à l'occasion du procès dont j'ai parlé. Il m'a été donné par un des héritiers de M. le comte de Chaudordy, M. Henri de Laborie, que je tiens à remercier.

(A suivre.)

J.-R. MARBOUTIN.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Dimanche, 21 janvier 1816. — La cérémonie expiatoire a eu lieu à la cathédrale et dans toutes les églises de la ville, avec le recueillement et la décence qu'elle devait inspirer aux *fidèles*. Le vieux curé des Jacobins (1), aujourd'hui Sainte-Marie, lisant en chaire le testament de Louis XVI, a fait fondre en larmes tout son auditoire. Cette touchante lecture n'a point produit autant d'effet à la cathédrale. Il y avait trop de monde; le vaisseau était aussi trop vaste pour qu'elle y fût bien entendue. On a remarqué cependant plusieurs personnes pieuses et sensibles, qui ont baigné de pleurs leurs livres de prières pendant tout le temps qu'a duré le service. Le catafalque élevé au milieu de la nef était d'un bien mauvais goût. Quatre chevaliers de Saint-Louis étaient placés à chacun de ses angles : MM. de Montalembert, devant, à la droite; M. Dales de la Tour, à gauche; M. Boubée, derrière, à droite; et M. de Reignac, à gauche; les deux derniers, anciens gardes du corps du Roi, et l'avant-dernier, à jamais illustré par la belle défense qu'il fit le 6 octobre 1790 à la porte de l'appartement de la Reine. Le général Menne s'était aussi placé près du catafalque. Sa présence y a été remarquée et il a dû s'en apercevoir. Quelques propos tenus près de lui ont pu frapper ses oreilles. Un cri même de : *A bas la canaille*, très blâmable, même criminel, parti avec les cris de : *Vive le Roi !* à la fin de l'office ou la lecture du testament, lui était, dit-on, adressé. Mais tous

(1) L'abbé Champier était alors curé des Jacobins. A la cathédrale, c'est le chanoine titulaire de Cours qui lut le testament de Louis XVI, dont un exemplaire avait été donné à chaque église. Pendant sa lecture les militaires présentèrent les armes. M. Turelli, maître de musique, fit exécuter un *Offertoire* de sa composition (V. Proche, p. 244, et le *Journal* de Noubel, n° 1034).

les fonctionnaires qui se réunirent et revinrent à Bonaparte devaient sans doute en prendre leur part. On peut le juger d'après une autre scène moins équivoque, dont il convient de dire ici quelque chose, pour donner le thermomètre de l'opinion du jour : à la sortie du cortège des autorités, lorsque la cour royale passait devant la garde nationale, qui bordait la haie sur la place, un grenadier a dit tout haut : « *Fi ! cela pue ! cela sent mauvais !* » L'un des conseillers, M. Candelon (1), a, mal à propos sans doute, pris cela pour lui seul.

« *Vous êtes bien insolent, a-t-il dit au grenadier, je vous ferai quitter les grenades.* »

« — *Tais-toi, a répondu celui-ci, il t'appartient bien d'élever la voix, vil échappé du club, brigand de 93.* »

Puis, tout le temps que la cour a marché sous la moustache des grenadiers, elle n'a cessé de recueillir des propos de cette espèce plus ou moins bien articulés, prononcés plus ou moins haut. C'est fâcheux, c'est déplorable; mais aussi comment cette cour est-elle composée ? De quelle considération peut-elle être investie ? A peine y compte-t-on sept à huit magistrats dignes de ce nom, dignes de porter cette robe rouge illustrée par les anciens parlemens. Il faut aussi l'avouer : elle ne s'est pas dégrasée en prêtant, en se hâtant de prêter serment à l'usurpateur. Presque tous ses membres ont signé les articles additionnels dont la lettre tue. Ce faux-pas, s'il n'amène pas une chute, ce qui est à craindre, était encore trop récent pour être tout à fait oublié aujourd'hui. J'en ai le cœur navré, mais je dois tout dire (2).

Mardi 30. — Les doutes qu'on avait conçus étaient fondés : Paris, en effet, n'est point tranquille; on y fait de nombreuses arrestations. Le mouvement séditionnaire des faubourgs les a rendues nécessaires. Les faubourgs sont les éternels leviers dont se servent les agitateurs de la capitale.

(1) Candelon, né en 1750 à Agen, avait été juge au tribunal de première instance de cette ville. Il était conseiller depuis 1811.

(2) Au lieu de : *Mais je dois tout dire*, Saint-Amans avait d'abord écrit : *Mais il faut être juste.*

Mardi, 13 février 1816. — Boussion, conventionnel, régicide, en conséquence proscrit par la loi du 12 janvier dernier, est en ville et part demain pour Liège. Boussion est un bon homme, obligeant par caractère, qui dans sa vie a fait beaucoup de bien. Tout cela est vrai à la lettre; mais le crime qu'il a commis, sans doute par faiblesse, couvre, et bien au delà, toutes ses bonnes actions, qui ne peuvent, en aucune manière, compter en déduction de ce crime. Il est curieux de le voir faire sa propre apologie avec une bonne foi qui ravirait un ange. « Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur, dit-il, puis j'ai toujours rempli des fonctions publiques au gré de mes concitoyens. Je n'ai cessé d'être en place pendant 25 ans et de rendre autant de services qu'il dépendait de moi. » A la bonne heure, mon cher Boussion, mais

il est des forfaits

Que le courroux des dieux ne pardonne jamais (1).

Dimanche 18. — La garde nationale est mise en activité de service à dater d'aujourd'hui. Le ministre de la police a fait passer le signalement de quelques coupables dont il veut s'assurer. En conséquence, sentinelles, le jour et la nuit aux portes des villes, aux passages des rivières, dix mille francs de gratification pour celui qui prendra l'un des délinquans ! Cet article des dix mille francs est-il bien vrai ? N'est-ce pas un conte ?

Lundi 19. — Samedi au soir, le frère du général Bertrand et l'un des ex-administrateurs généraux des eaux et forêts, arri-

(1) Boussion avait voté la mort de Louis XVI. Au dire même du procureur général d'Agen (rapport au ministre de la justice en 1821), c'était un homme « assez doux dans le commerce ordinaire de la vie, et l'impression qu'il a laissée dans la localité, en général, peut faire, dit-on, que nombre de gens le trouvent à plaindre ». C'est à Bruxelles, puis à Liège que Boussion s'installa. Il y vécut de sa profession de médecin. Il passait la belle saison aux eaux d'Aix-la-Chapelle, de Spa et surtout de Chaudefontaine, à deux lieues de Liège. Malgré des démarches répétées et la protection de Boissy d'Anglas, de Lanjuinais, du comte Decazes, il ne peut obtenir de rentrer en France. Il mourut à Liège le 18 mai 1829. (Bonnat. *Revue de l'Agenais*, 1911, pp. 158-62 : *Les Conventionnels en exil.*)

va ici pour y rester en surveillance. Il arriva fort tard. Hier, il se présenta chez le préfet et, d'un air assez leste, lui témoigna le désir de n'être point tenu aux formalités d'une surveillance ordinaire. Un homme d'honneur tel que lui, disait-il, offrait une assez bonne garantie, etc... Le préfet lui répondit : « Vous verrez M. le Maire; c'est à lui seul que vous devez vous adresser. » Il se rendit en effet à la commune où le maire lui dit froidement : « *Vous vous présenterez ici chaque jour à midi précis.* » Monsieur Bertrand, il n'y a point à tergiverser sur cet article. C'est sans doute très fâcheux pour le frère du favori en chef de Bonaparte, mais votre frère est à Sainte-Hélène avec sa majesté impériale, et vous êtes, à Agen, sous la surveillance de la police, Monsieur Bertrand !

Mardi 20. -- Le grand Sarrau est en prison depuis ce matin. On se rappelle ce personnage qui jouait un rôle parmi les brigands, lors de la mémorable préfecture de Rouen des Mallets. Le grand Sarrau, qui avait alors chez lui un dépôt clandestin de poudre et d'armes au service des partisans de Bonaparte, a été arrêté. On attribue cet événement à des ordres supérieurs. On dit qu'il est accusé d'organiser sourdement une troupe rebelle. Cela est-il vrai ? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il est en prison, très triste et très affecté, ajoute-t-on, de sa mésaventure. D'autres arrestations ont eu lieu dans la journée, pendant laquelle on a vu se promener les gendarmes, particulièrement dans les quartiers les plus suspects de la ville (1).

Jeudi 22. — Les assises du 1^{er} trimestre de l'année vont s'ouvrir le 1^{er} du mois prochain. Il y aura beaucoup d'affaires importantes, quelques-unes très compliquées et fort délicates à juger, une ou deux surtout, qui pourraient bien dégénérer en affaires d'opinion. Les esprits commencent à s'agiter à ce su-

(1) Le dossier M. 5 des archives départementales contient toute une série de rapports sur les agissements bonapartistes en Lot-et-Garonne : cris de *Vive l'Empereur*; sarcasmes à l'adresse des royalistes, tournés en risée, comme la famille royale le fut à Puymirol par les soins de Bonnet; menaces, voies de faits, etc... Au *Journal* des Noubel figurent aussi un certain nombre de condamnations pour cris séditieux et fausses nouvelles.

jet. Les Bonapartistes s'exaspèrent, ils crient contre la formation du jury, dont je crois, en effet, qu'on a cherché à soigner la composition, parce que c'était devenu nécessaire. L'un d'eux me disait aujourd'hui avec humeur : *Tous les jurés nommés par le préfet sont des nobles !* Eh bien ! quand cela serait, quel mal y aurait-il ? Les nobles n'ont-ils pas en général autant de lumières et de probité que les autres hommes ? Ce langage de l'orgueil humilié est détestable. Il annonce, à la fois, une fausse logique et une âme dépravée ; il décèle surtout, depuis que la noblesse est sans privilèges, une basse jalousie et l'effet d'un amour-propre attristé par une comparaison désavantageuse. Tout en reconnaissant le mérite des négocians et des gens de loi, parmi lesquels il en est plusieurs que j'aime et que j'honore autant qu'aucun noble, dans quelle classe cependant trouvera-t-on une garantie plus sûre des sentimens, si l'on veut, du préjugé de l'honneur et de la loyauté française ? On ne s'illustre plus maintenant par des propos de cette espèce : celui qui les tient de bonne foi ne peut être né qu'à cette désastreuse époque où de vils scélérats, méditant des crimes pour éloigner une classe qui les gênait, la calomniait afin de la rendre plus odieuse et de la perdre dans l'opinion populacière. Peut-on s'exprimer avec une aigreur et une injustice plus déplacées : *Tous les jurés sont des nobles ?* Eh bien ! je m'inscris en faux ! La moitié du jury même n'est pas composée de nobles. Puis, les nobles sont-ils d'un autre rang que les autres Français, sont-ils des étrangers, des barbares ? Non, ils sont, en général, des Français par excellence. Leurs détracteurs désignent chaque jour mille fois, par l'épithète de *noble*, dérivée des qualités, des vertus de ceux qui portaient ce nom, tout ce qui est généreux, tout ce qui est grand et sublime. On dit, et on dira toujours, un noble désintéressement, un noble dévouement, un noble caractère, une âme noble : cette expression ne sera jamais bannie de la langue française et portera toujours avec elle la preuve de son antique origine. Quel mal y aurait-il donc quand la noblesse reprendrait, dans l'opinion, un rang qu'elle n'a point mérité de perdre ? Elle est aujourd'hui grossie par de nombreux et braves chevaliers qui, cou-

verts de l'estime publique, se montrent dignes d'une pareille distinction. Il faut bien, après tout, que cette sorte de restauration commencée finisse de s'opérer quelque jour, si l'on veut que la monarchie, même le corps social, reprenne un parfait équilibre. Il est possible que le lecteur, auquel je suis inconnu, me dise : *Vous êtes orfèvre, Monsieur Josse*. Je lui répondrai : cela se peut, mais surtout, mais avant tout, je suis juste.

Samedi 24. — M. Colin, ancien aide de camp du général Gaussart, affectait dernièrement de crier dans une fête votive *Vive l'autre*, quand on criait *Vive le Roi*. Cela surprit, mais passa. Deux jours après, il s'avisa de renouveler la même farce à Auvillars, où cela souffrit quelque difficulté. On l'arrêta, on le conduisit à Montauban où il est en prison et où il attend l'autre. Ce Colin, je ne sais si c'est le *tampon* ou le *maillard*, passait ici, il y a deux ans, pour un effréné bonapartiste et faisait beaucoup de tort au général Gaussart.

Dimanche 25. — Adresse du préfet aux habitants de Lot-et-Garonne, dans laquelle il leur recommande de ne point ajouter foi aux nouvelles insidieuses et mensongères qu'on débite pour égarer l'opinion. Cette adresse est énergique et assez bien faite (1).

Mardi, 27 février 1816. — Mardi gras. Beaucoup de monde sur le Gravier, où le peuple dansait comme à l'ordinaire. Quelques bals de société. La ville tranquille, gaie, mais sans joie bruyante. Sur le soir cependant, une troupe de jeunes gens du peuple, partis de la rue Grenouilla, promenaient une chouette morte en chantant une chanson gasconne, dans laquelle les allusions à l'état actuel de l'aigle de Bonaparte étaient prodiguées. Ils allèrent toujours chantant leur refrain énergique vers la porte du Pin. Dans ce quartier où l'on est chatouilleux sur l'article de Bonaparte et de son aigle, deux garçons chaudronniers prirent de l'humeur et coururent sur les jeunes gens avec des intentions hostiles. Ceux-ci les envi-

(1) *Journal de Lot-et-Garonne* n° 1044.

ronnèrent, les conduisirent à la commune où ils furent mis en prison.

Le sieur Bonnet, agitateur, habitant la commune de Puymirrol sur les biens nationaux dont il est acquéreur, a été envoyé en surveillance à Marmande. Il est accusé de plusieurs mauvaises choses (1).

D'autres bonapartistes domiciliés dans le département sont également mis en surveillance hors de leur commune. Cette mesure les déconsidère, les décrédite auprès des paysans ou des personnes crédules qu'ils ont égarées et puis ils sont continuellement sous les yeux de la police.

Le courrier d'aujourd'hui apporte la nouvelle que le Roi a donné son approbation aux statuts des sœurs dites de Saint-Joseph, attachées à l'établissement existant à Agen sous le nom d'Orphelines. Cette approbation est datée du 20 de ce mois.

Jeudi 29. — Un homme, un champenois, s'est tué d'un coup de pistolet ce matin, entre onze heures et midi, derrière les bains du Gravier, non loin de la rivière. On a trouvé sur lui un billet. Il y disait qu'on n'accusât personne de l'avoir assassiné, qu'attaqué d'une maladie de poitrine incurable, il avait avancé lui-même l'heure de sa mort; que d'ailleurs *il était sans ouvrage et hors d'état de subsister*. Cet homme, comme tant d'autres, a été conduit au suicide par le découragement et la misère; il était dentiste de profession (2).

Vendredi, 1^{er} mars 1816. — Les assises s'ouvrent par l'affaire des vingt-un scélérats de la bande de Florian (3). On voit avec

(1) Entr'autres, d'avoir organisé une mascarade le 25 février, où furent compromis, avec le fils Bonnet, qui représentait Louis XVIII, Duclaux, officier de santé; Téchiné, vétérinaire; Fageol, notaire, et deux femmes. Une enquête fut ouverte; elle aboutit à la mise en surveillance, à Marmande, de Bonnet fils. (V. *Arch. dép. M. 5* et *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1046.)

(2) On le disait de Troyes. On le voyait depuis quelque temps vendre en ville des cannes et des petits meubles en osier. (*Journal*, n° 1045.)

(3) Les assises étaient présidées par le conseiller Desmolin. Outre 22 individus accusés de brigandage dans la troupe de Florian, elles eurent à juger le meurtrier de M. Lalyman, de Gontaud, François Cruzel, 34 ans, de Villefranche, qui fut acquitté comme ayant agi en état de légitime défense.

18 des accusés dans l'affaire Florian furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité et à la flétrissure; Hébrard, le capitaine de gendarmerie, âgé de

des vingt-un scélérats de la bande de Florian (2). On voit avec peine, dans leurs rangs, un ancien officier de la gendarmerie, un homme de 74 ans. Ce malheureux vieillard est accusé d'avoir eu des rapports de scélératesse avec Florian. On lui reproche d'avoir désigné les royalistes de Miramont, où le chef des brigands commit et fit commettre de criminelles violences sur plusieurs personnes, dont il pilla et fit piller les maisons. Quinze des accusés sont de la bande de Florian, les six autres sont des habitants de Miramont, qui se réunirent aux brigands et se montrèrent, dit-on, leurs dignes auxiliaires. On se rappelle (et l'on peut le voir ci-dessus) que Florian et sa troupe étaient partis d'Agen le 19 juillet au soir. Voici la suite de leur histoire : ils marchèrent toute la nuit et tout le lendemain sans presque s'arrêter et répandant la terreur sur toutes les communes qu'ils traversèrent. Ils se trouvèrent, le 20 au soir, à Saint-Barthélémy de la Perche. Un sergent du 44^e régiment y était en station avec 10 soldats. Florian voulut l'engager, ainsi que son détachement, à se joindre à lui, mais ces braves militaires résistèrent à ses séductions. Le sergent fit plus : il abusa Florian par de fausses promesses et, de concert avec l'adjoint du maire, organisa sous main une force armée parmi les habitants. Le tocsin sonna et Florian quitta ce territoire. Sa troupe était alors composée de cinquante hommes armés et à pied avec quelques gens à cheval, hussards ou chasseurs, et formant l'arrière-garde. S'étant porté sur Miramont, il y fut mieux accueilli. Précédé par la renommée, il entra dans cette petite ville aux cris de *Vive l'Empereur !* Le détail des crimes qu'il y commit à l'aide de plusieurs bonapartistes est au procès.

Dimanche 3. — Grande revue de la garde nationale sur le Gravier (1).

74 ans, à la réclusion perpétuelle. Deux accusés furent acquittés. (*Journal*, n^{os} 1047 et 1048. *Lauzun*, op. cit. Voir aussi plus loin, samedi 9 mars et lundi 11, le récit du cryptographe.)

(1) Lespès conte la revue avec quelques détails (p. 456). C'est le maire qui la passa. « Les musiciens avaient un uniforme bleu sans revers. On remarqua pour la première fois, à la tête de ceux-ci, deux trombones, instruments militaires. »

Mercredi 6. — L'affaire des bandits de Florian est terminée. Après l'audition d'une quarantaine de témoins et des débats qui ont duré six jours, le jury, sans s'arrêter aux mauvaises raisons des défenseurs, au résumé du président qui n'était guère qu'un plaidoyer prolongé en faveur des accusés, a déclaré presque tous ces malheureux coupables des crimes qu'on leur imputait. Dix-neuf ont été condamnés aux galères perpétuelles, à l'exposition et à la marque. L'ex-officier de gendarmerie, attendu son âge, sera reclus à Eysses pour toute sa vie. En outre, sept des plus coupables de la bande seront traduits à Limoges pour y être condamnés à des peines plus graves, s'il y a lieu, parce qu'après l'affaire de Miramont, ils continuèrent leur brigandage à main armée dans les départemens du Puy-de-Dôme, de la Corrèze et surtout de la Haute-Vienne où ils pillèrent même le château du général Souham. Un seul des accusés, habitant de Miramont, a été acquitté. Après avoir entendu leur jugement, ces misérables, en sortant de la salle, ont vomis des imprécations contre le jury et se sont rendus à la prison en criant de toutes leurs forces *Vive l'Empereur ! C'est pour lui que nous sommes condamnés*, disaient-ils ; *dans trois mois il viendra nous délivrer.*

Je ne puis me dispenser de mentionner ici l'énergie, l'éloquence même très remarquable, avec lesquelles M. Lamour de Laboissière, le citoyen de Miramont qui fut le plus maltraité par les scélérats, a rendu son audition. Interpellé plusieurs fois, il a toujours captivé au suprême degré l'attention et l'intérêt de l'assemblée. Une foule immense remplissait la salle, les corridors et le grand escalier du Palais.

Jeudi 7. — M. Gauran, de Lectoure, ci-devant conseiller à la cour royale, plus anciennement conventionnel enragé, bonapartiste outré, dit-on, est en surveillance à Agen. Mérite-t-il cette honorable surveillance (1) ? Le Bertrand vit très retiré, ne voit personne, si ce n'est le maire, à midi, ou ses adjoints.

(1) Gauran, né en 1758, était avocat avant la Révolution, durant laquelle il fut élu juge de paix à Lectoure, procureur-syndic, administrateur du département, député du Gers. Après le 18 brumaire, il devint juge au tribunal civil

Samedi 9. — Aujourd'hui, commence l'instruction de l'affaire de M. Cruzel, de Caumont, qui tua le nommé Lalyman, le 3 décembre dernier, à Marmande, dans l'auberge de Sigallas. Cette affaire attire au Palais un monde infini, et son issue ne sera peut-être pas indifférente à la tranquillité publique. L'opinion commence déjà à se prononcer. Les témoins assignés contre Cruzel ont le regard affreux; on reconnaît à leur mine l'opinion réprouvée dont ils font profession. Les autres sont également très exaltés dans un sens contraire. Les deux armées sont en présence. Leur feu se croise sur la tête des jurés dont la position n'est point agréable. L'acte d'accusation le procès-verbal du juge de paix, la déposition des premiers témoins ne sont point favorables à Cruzel; lui-même se défend avec gaucherie. Nous verrons ce que cela deviendra.

Dimanche 10. — Tous les témoins ont été entendus. Demain le procureur général reprendra la parole. M. Baradat, défenseur de l'accusé, plaidera pour lui, le président fera son résumé et le jury prononcera.

La garde nationale envoya dimanche dernier, pour la première fois, un détachement à la messe militaire de la Légion. Aujourd'hui, ce détachement, qui, d'après les conventions, doit être alternativement d'un dimanche à un autre sous l'ordre d'un de ses officiers et d'un officier de la Légion, s'est refusé au commandement de ce dernier. M. Martinelli Gogelin, capitaine des canonniers, l'a remplacé provisoirement et cela n'a point eu de suite (1). Le refus de la garde nationale est motivé sur ce que les officiers de la Légion n'ont point encore été confirmés par le Roi. Cette difficulté, alléguée par nos citoyens, fait présumer que la pieuse mesure sera désormais discontinuée et suspendue jusqu'à nouvel ordre. Cette manière

d'Agen et conseiller à la Cour en 1804. Le 8 décembre 1818, par l'ordonnance d'institution de la Cour royale il fut nommé conseiller honoraire. Il mourut le 1^{er} février 1841, à Castéra-Lectourois.

(1) Martinelli-Gogelin, qui avait exercé provisoirement les fonctions de conseiller de préfecture, remplaça définitivement au conseil M. Vignes, démissionnaire. (Ordonnance du 4 mars 1816.)

d'aller à la messe, en armes, pour des gens qui ne sont pas soldats, paraît même assez singulière. Nos gardes nationaux étaient-ils empressés de montrer en public les schakos uniformes dont ils viennent de se décorer ? Je ne le crois pas ; ce serait un enfantillage. Toujours est-il vrai que chaque citoyen doit conserver le droit d'aller à la messe où il lui plaît, à l'heure qu'il lui plaît et de ne point y aller du tout, si mieux il l'aime.

Lundi 11. — Le substitut du procureur général a parlé une seconde fois dans l'affaire de Cruzel et l'a chargé à deux reprises avec un acharnement remarquable qui a paru déplacé. Il était cependant de son devoir de soutenir l'acte d'accusation avec toute la rigueur de son ministère. L'avocat a pris la parole ensuite et a très bien défendu l'accusé. Pour prouver qu'un homme atteint d'une blessure au cœur meurt sur le champ, il a cité l'exemple du nommé Chapelle, tué en duel pendant la Révolution par le fils aîné de M^{me} de Léonard, et la mort du grand Henri IV. La mention de ce dernier événement faite par l'avocat et la lecture des détails que nous en ont transmis les historiens contemporains ont produit une grande sensation dans l'assemblée. Le président a fait ensuite son résumé très clair, très précis, très indulgent ; il a posé les questions et le jury, après avoir resté à peu près pendant une heure à délibérer, a déclaré que Cruzel n'avait tué Lalyman qu'en légitime défense. Cruzel, rentré dans la salle pour y entendre la déclaration du jury, est tombé en syncope et, lorsqu'il a été mis en liberté, n'a pu se lever de son siège, où il est resté les yeux baignés de larmes et sans connaissance. Tous les cœurs ont été touchés de l'état de ce jeune homme qu'on a été longtemps à ramener à la vie. Un très grand intérêt s'est manifesté en sa faveur et des battemens de mains se sont fait entendre, ce qui a porté le président à rappeler à cet égard les dispositions sévères de la loi. Il a ajouté : *MM. les Jurés ont rendu une justice complète à l'accusé ; il ne pouvait être mieux jugé qu'au tribunal de leur conscience.* Cruzel, amené par ses parents et ses amis à l'auberge de M^{me} Castan,

faubourg Saint-Antoine, ne pouvait se soutenir et a été forcé de s'arrêter en chemin. Voilà cette affaire terminée. Son issue paraît applaudie par la plus grande et la meilleure partie du public.

Mardi 12. — Il s'est passé hier une scène au café Saubès. Pour la raconter, il est nécessaire de reprendre les choses un peu plus loin. Il y a quelque temps que le préfet, dans une adresse dont l'objet était le maintien de la tranquillité publique, avait dit qu'on lui désignât les partisans de Bonaparte qu'il qualifiait, en général, de gens ruinés et sans aveu. A peine cette adresse fut-elle connue, qu'il circula une liste de royalistes connus, mais ruinés ou décrédités, qu'on affectait de dénoncer au préfet comme des bonapartistes très prononcés. Cette gaieté assez plaisante parut une insulte à M. de Gasc, le fils du commissaire de police, nouvellement arrivé des prisons d'Angleterre, où il était depuis la bataille du Mont-Saint-Jean et qui figurait sur cette liste. M. de Gasc a servi dans la garde impériale et se trouve maintenant sans emploi dans sa famille. Il joue ici cependant le rôle de royaliste véhément; en conséquence, rien de si furieux que lui, lorsqu'il se vit compris sur cette liste, au rang de ceux qu'il croyait dénoncés au gouvernement. Il jurait qu'il couperait pour le moins les oreilles au premier fédéré qu'il rencontrerait, afin d'établir sans contradiction sa réputation de royalisme. Dans cette vue, il se rendit hier au café Saubès, où il invita Bellefond, lieutenant de vaisseau, qui se trouva là, à boire un verre de punch *à la santé du Roi*.

— Je ne bois à la santé de personne, répondit le marin.

— Vous boirez.

— Je ne boirai pas.

Une dispute très vive s'ensuivit, dans laquelle l'histoire porte que Bellefond ne brilla point. Suivant les relations les plus authentiques, il reçut des insultes, des taloches, et se tira très mal, extrêmement mal de cette affaire, tant le soir même que le lendemain matin. Rien n'est si capricieux que le courage : les uns sont braves sur terre, les autres sur mer.

L'un est brave la veille; l'autre, le lendemain, dans huit jours, dans six mois, dans un an peut-être. Tel se bat au pistolet et ne saurait tirer l'épée; tel est un démon dans la mêlée qui ne se bat point en duel. Quoiqu'il en soit, si la réputation de Gasc, en fait de royalisme, est maintenant bien établie, celle de Bellefond a reçu dans cette circonstance un terrible échec. Pour se réhabiliter, il a besoin de prendre à la première occasion une frégate à l'abordage, ou tout au moins quelque brick anglais. On assure, en effet, qu'il est parti tout de suite pour Rochefort.

Jeudi 14. — Les 19 scélérats condamnés de la bande de Florian ont été, la nuit dernière, sur le point de s'échapper des prisons. Ces malheureux avaient fait des cordes avec leurs chemises, étaient descendus dans la cour et, à l'aide d'un morceau de bois, trouaient le mur extérieur. Ils allaient réaliser leur projet d'évasion, lorsque le bruit qu'ils faisaient les a décelés. Un voisin s'est empressé d'avertir M. Lafargue, lieutenant de la gendarmerie. Celui-ci s'est transporté aux prisons bien accompagné. Les brigands ont été mis aux fers, précaution que leur bonne renommée n'aurait pas dû faire négliger, malgré l'appel qu'ils ont interjeté pour la forme. Lorsqu'on pense que de pareils scélérats ont été sur le point de rentrer en scène, on doit frémir. Ils ne cessent, au reste, de crier *Vive l'Empereur !* et de se montrer dignes, par leurs horribles propos, de marcher sous ses enseignes.

On annonce l'arrivée d'un grand personnage, de Merlin de Thionville, qui vient à Agen pour y rester en surveillance (1). Bertrand, Boyer-Fonfrède (2), Merlin de Thionville ! Ces gens à haute considération, réunis dans notre ville sous l'œil de la

(1) Merlin, de Thionville, l'un des plus célèbres conventionnels, avait été l'un des artisans de la chute de Robespierre. Il ne joua plus aucun rôle politique à partir de 1797.

(2) De Boyer-Fonfrède il sera question plus loin, aux notes de Saint-Amans du vendredi 29 mars. Il était non point de Toulouse, mais de Bordeaux. C'était le frère du girondin qui fut exécuté à Paris le 31 octobre 1793. Il avait été colonel de la fédération du midi en 1814. Il mourut en mai 1845 (voir la note de Magen dans l'édition de Proché, p. 250).

police, annoncent la confiance qu'inspire le bon esprit de ses habitans.

Dimanche, 17 mars 1816. — Il y a eu aujourd'hui du train à l'église et à la comédie. Le désordre était dans toutes les salles de spectacles. Commençons par l'église. Le général avait voulu que le corps des officiers sortît de la messe militaire de onze heures avant le reste des fidèles. Il avait, en conséquence, fait établir deux sentinelles à la porte. Ces sentinelles voulant exécuter leur consigne, après bien du tapage, ont été forcés par la foule; elle est sortie en tumulte, et dans l'action une femme enceinte s'est blessée. Tel a été le résultat de la disposition militaire du général. A la comédie, il n'est arrivé de malheur à aucune femme grosse; mais le bruit et le scandale ont été plus grands. On chantait, comme à l'ordinaire entre les deux pièces, une chanson ou des couplets en l'honneur du roi. On s'est levé au refrain par un mouvement spontané; sept personnes sont restées assises et, malgré les avertissemens réitérés qu'elles ont reçues du parterre, n'ont point bougé. De très bruyans murmures ont vainement éclaté; elles n'ont point abandonné leur système de permanence. Tant l'obstination des deux parts était également ridicule, mais le parterre plus nombreux devait avoir raison. En effet, des menaces, il allait sérieusement passer aux taloches, lorsque la gendarmerie est survenue, a mis à la porte les sept immobiles et a terminé le différent. Il nous reste cependant à savoir si ces sept personnes, militairement éconduites, n'étaient pas sourdes.

Mardi 19. — Merlin de Thionville est arrivé ce soir.

M. de Villeneuve, notre ancien préfet, a transmis à quelques-uns de ses amis d'Agen une lettre de Rœderer à Frochot, préfet des Bouches-du-Rhône pendant l'usurpation (1). Cette lettre est curieuse; je vais la transcrire :

(1) Rœderer, né à Metz en 1754, fut élu député aux Etats-Généraux. Il y provoqua l'abolition des ordres religieux, la réforme judiciaire et l'établissement du jury. Hostile aux Jacobins, il ne reparut sur la scène politique qu'a-

Grenoble, le 13 mai 1815.

MON CHER ANCIEN COLLÈGUE,

Lorsque je comptais m'en retourner à Paris pour y dormir un peu, j'ai reçu une dépêche du Ministre de l'Intérieur qui me charge de prendre les fonctions de commissaire extraordinaire dans la 7^e division et de continuer ces mêmes fonctions dans la 8^e. Ainsi, me voilà encore sur vos épaules. L'objet le plus particulier de la sollicitude actuelle de l'Empereur est la formation de la garde mobile. Où en êtes-vous ? Tout est fait ici. 43 bataillons de grenadiers et chasseurs sont sur pied; demain, 15, ils seront rendus à leur destination. La 7^e division a produit, de plus, 13,000 hommes par le rappel des sous-officiers et soldats de ligne. Il s'est pourtant trouvé ici un général qui, pour se donner le mérite de tout cela, a écrit que le préfet par intérim et le commissaire extraordinaire s'endormaient et ne faisaient rien ! On l'a cru, et comment ne pas le croire ? et l'Empereur a fait cesser l'intérim de M. de la Salcette. Sa Majesté a mis M. Bourdon de Vatry (1) à la place du préfet, et moi, commissaire extraordinaire. Me voilà continuateur de M. Bourdon, qui n'a rien laissé à faire ici, et dont j'ai à regretter

près le 9 thermidor. Napoléon en fit un conseiller d'Etat et un sénateur. Depuis 1791, il appartenait à l'Institut (sciences morales). Ministre des finances de Joseph Bonaparte, roi de Naples en 1806, devenu comte de l'Empire en 1809, administrateur du grand-duché de Berg en 1810, il resta sans emploi pendant la Restauration, bien que, dans un article du *Journal de Paris*, qu'il dirigeait, il ait contesté en 1793, à la Convention, le droit de juger Louis XVI. Louis-Philippe le nomma pair de France en 1832.

Frochot avait été également Constituant. Juge de paix dans son pays, la Côte-d'Or, il fut arrêté pendant la Terreur et sauvé par le 9 thermidor. Membre du Corps législatif après le 18 brumaire, il fut appelé par Bonaparte, en mars 1800, à administrer le département de la Seine, dont il devint ainsi le premier préfet (1800-1812). En décembre 1812, il fut destitué à la suite de la conspiration Mallet. Pendant les Cent-jours, il fut chargé par Napoléon d'administrer les Bouches-du-Rhône. Rentré dans la retraite à la Restauration, il mourut en 1828.

(1) Bourdon de Vatry, qui remplaça M. de La Salcette à la préfecture de Grenoble, avait été administrateur de la marine, puis ministre de ce département sous le directoire et dans les premiers temps du consulat. Ordonnateur général des Pays-Bas, à Anvers, préfet maritime, préfet de Vaucluse, de Maine-et-Loire, de l'Isère, directeur du personnel de la marine en 1814, on lui doit en partie la création du lycée d'Avignon, des ponts sur la Durance et sur le Rhône, etc... A Gênes, où il fit exécuter des ouvrages d'art, on lui a élevé un buste.

de n'avoir pu égaler les heureux travaux. L'Empereur, heureusement, ne peut pas être trompé longtemps, et M. Bourdon éprouvera sûrement la satisfaction de savoir l'Empereur content de lui.

En repassant dans mon esprit ce que j'ai vu à Marseille, je me suis mis en tête que vous pourriez désappointer cette détestable garde en vous emparant de la canaille qu'elle s'approprie. Vous avez pour cela deux moyens. Le premier est de lui donner du travail; le second, de vous affider deux ou trois meneurs à qui vous donneriez de l'argent, avec cette condition que, s'il y a du train, ils en répondront sur leur tête. Il y a deux coquins au château d'If, enfermés là par ordre du maréchal Masséna (1). Ces hommes-là seraient votre affaire. Un troisième moyen serait de petites affiches ou de petits pamphlets, adressés à la multitude et débités clandestinement, de façon à inquiéter vos ennemis, vos plus dangereux ennemis, les riches inciviques. En un mot, il faut que la ménagerie soit à vous. Je n'entends pas qu'on lui ouvre les portes, mais que les griffes passent un peu à travers les barreaux et que les rugissements se fassent entendre à quelque distance. Tenir les prolétaires, ne fût-il bon qu'à les ôter à l'ennemi, c'est ce qu'il faudrait faire.

Mais comment leur donner du travail ? Comment avoir des écrivains et des imprimeurs de pamphlets ? Comment avoir trois ou quatre coquins à sa disposition ? Si vous aviez à Marseille un lieutenant de police éclairé et homme d'esprit, vous n'auriez qu'à le charger de cela. Vous n'avez qu'un bon humain (2), un homme à bonnes intentions, un homme zélé; il faut, mon cher collègue, être à sa place l'homme de tête.

Et d'abord, pour les coquins, demandez au maréchal (3) de faire sortir ceux du château d'If et de vous les livrer. Vous leur ferez les conditions d'une grâce qu'ils croiront tenir de vous.

Ensuite pour les pamphlets, veuillez un journal et vous l'aurez. Il est inouï qu'un lieutenant de police ait déclaré qu'il n'avait pas la liberté de la presse pour lui-même. Ayez un pamphlétaire qui fasse clandestinement de petites nouvelles à la main, de petits placards. La police devrait avoir tout cela à la main.

Quant au travail, c'est la grande affaire. Il serait nécessaire

(1) Deux Jacobins, si dangereux que le général Masséna, lui-même, avait cru devoir ne pas les laisser en liberté. (Note de Saint-Amans.)

(2) C'était Le Cointre Puyravaux. (Note de Saint-Amans.)

(3) Le maréchal Brune. (Note de Saint-Amans.)

d'avoir trois ou quatre chantiers de terrassiers, mais conduits et surveillés comme des ateliers de forçats, par des hommes de la ligne, commandés eux-mêmes par des officiers retraités ou à demi-solde, vigilans et sévères. Point de Monsieur Dudemaine (1), si ce n'est pour dire quel travail il faut faire. Le comment et la police des chantiers ne doit regarder en rien un homme de la *Bonneville*. Qui payera ces ouvriers ? Certes, ce ne doit point être l'ennemi, ni le quartier-maître de l'ennemi, comme l'ont entendu Messieurs de la garde *urbaine*, qui n'est pas nationale. Ce doit être un préposé de votre administration, dans un bureau de votre administration et sous l'aigle impériale. Et qui doit fournir les fonds ? Certes, ce ne sera pas non plus la garde nationale, ni ses collectes. Toute caisse d'une garde pareille est un acte d'hostilité. Toute collecte de sa part est une exaction et une hostilité. Je répéterai ici ce que je vous ai dit à Marseille; cette collecte et cette caisse ne se peuvent souffrir. Les Marseillais ont fait le 10 août, avec l'argent que le département a eu la bonté de leur donner pour partir. Si j'étais préfet de Marseille, je ne dormirais pas plus auprès de cette caisse de la garde nationale que sur une mine dont je verrais fumer la mèche.

Je vous dirai, au reste, que Grenoble est depuis 3 jours en état de siège, par ordre de l'Empereur, à cause du voisinage de l'étranger. Il me semble que Marseille, au bord de la mer, est aussi près de l'étranger que Grenoble, et d'ailleurs l'étranger n'est pas si ennemi que le Marseillais. Dans Marseille est l'ennemi, puisque dans Marseille est le Marseillais.

Vous m'avez dit plusieurs fois : je ne sais pas faire la police. Je le conçois bien, quand, par la *police*, on entend l'art de découvrir des actes criminels et d'arrêter les prévenus. Mais si, par *police* générale, on entend l'art de pénétrer l'esprit général et l'esprit particulier qui est en opposition, d'assigner les causes de ces différen-

(1) La garde nationale avait donné une nouvelle preuve des sentimens généreux qui l'animaient, en se chargeant elle-même de créer, par ses collectes, un fond qu'elle employait ensuite à faire travailler, sous la direction des principaux officiers de ce corps, un grand nombre d'ouvriers que le malheur des temps privait de tout moyen de subsister et qui, secourus ainsi par la garde nationale, s'attachaient d'autant plus aux nobles principes qu'elle défendait avec tant d'énergie. M. Dudemaine, adjoint à la mairie, qui est cité dans cette lettre, coopérait à cette belle entreprise, n'ayant pas encore été forcé, comme il le fut quelque temps après, de se retirer, ainsi que ses collègues, pour ne pas prêter serment à l'usurpateur. (Note de Saint-Amans.)

les sortes d'esprit, de connaître les hommes qui le font valoir, de mesurer la force des partis animés d'un esprit différent, de la comparer, de donner au parti faible, quand il est bon, les moyens de supplanter ou de balancer le parti le plus nombreux et le plus fort, cette police, mon cher collègue, vous l'entendez mieux qu'un lieutenant de police d'un esprit médiocre et rétréci. Pour faire cette grande police à Marseille, il faut avoir de grands agents qui ne se doutent pas qu'ils le soient. Ces agents sont pris dans les classes qui ont des relations journalières et de confiance avec toutes les autres. On a un médecin, un chirurgien, qu'on paye très bien pour des maux qu'on a ou qu'on a pas, et qui ne demandent pas mieux que de faire de fréquentes visites au malade imaginaire. Ils se flattent qu'on paye leur doctrine, on n'achète que leurs nouvelles. On a un avocat, même deux, et un procureur pour des affaires à soi ou de l'administration, auxquelles on paraît attacher de l'importance. Ce sont d'autres jaseurs qu'on a à dîner. On a un notaire pour des affaires qu'on rêve et qu'on ne fait pas. On a M. le Curé de la paroisse pour distribuer aux pauvres de l'argent qu'il garde pour lui, et dont il s'acquitte aussi en nouvelles. Enfin, oserais-je vous le dire, on a une ou deux maîtresses dans la société. Pourvu que vous ne vouliez pas la plus jolie et que vous la preniez sur le retour, elle sera la plus officieuse et la plus bavarde de vos nouvellistes. J'irais jusqu'à vouloir être tous les jours peigné par un coiffeur de femmes : ces drôles-là sont les plus actifs de tous les colporteurs de nouvelles et sachant le mieux ce qu'il y a dans toutes les têtes qui passent par leurs mains.

Avec cette machine, je saurais tout ce qui se passe et se prépare et je ferais savoir ou croire, espérer ou craindre tout ce qu'il me serait utile de suggérer.

J'ai oublié un banquier, deux agents de change. En se faisant expliquer tous les matins les causes de hausse ou de baisse, comme s'il s'agissait d'un intérêt purement commercial, vous sauriez cent choses d'intérêt politique.

Je vous demande pardon de tout ce détail, auquel vous pouvez m'objecter qu'il vous faudra entendre bien du verbiage et perdre bien du temps. Je réponds : du temps ? non ! mais de l'argent ? oui ! Tout ce monde-là, hors le perruquier, dîne avec vous et, en prenant le café, on dit ce qu'on n'a point dit au dessert, etc. J'ajoute que ces gens-là deviennent pour vous une clientèle très active et très utile.

Je finis, mon cher ancien collègue, en vous renouvelant, etc... »

On n'ignore pas sans doute que les moyens dont se sert la police, comme ceux de la politique, ne sont en général ni bien moraux, ni fort délicats. Mais il faut être parti de Marseille avec beaucoup de précipitation, il faut avoir perdu la tête pour laisser une pareille lettre dans ses bureaux.

Lundi, 25 mars 1816. — Il n'y a point eu de tapage, hier, dans l'église; le public en fut édifié. Mais, en revanche, il y en a eu un assez bruyant, à la comédie. L'adjoint Bory, ayant été forcé d'interposer son autorité pour ramener à la raison un sous-officier dont les propos tendaient à troubler l'ordre, fut insulté par le capitaine Desmolins, premier capitaine de la Légion, qui réclamait avec hauteur le militaire dont Bory s'était emparé. — *Je n'ai point de compte à vous rendre, Monsieur*, dit l'adjoint au violent capitaine. *La police de la salle m'appartient, et je vous prie de ne mettre aucun obstacle à l'exercice de mes fonctions.* Desmolins (notez qu'il était en habit bourgeois) s'exaspéra sans retenue en très mauvais propos. On a même prétendu qu'il avait dit : *Je donnerai des coups de canne à cet adjoint*, ce qui serait une très grave plaisanterie. Quoiqu'il en soit, Bory fit conduire le soldat à la commune et, après lui avoir fait une morale méritée, le mit en liberté. Jusques-là, Desmolins avait de très grands torts sans doute, mais s'il ne les eût pas aggravés ce matin, on aurait pu les excuser peut-être ou les oublier. C'est une mauvaise tête, il est connu pour tel, et une incartade dans le moment actuel ne compte presque pas de la part des militaires. Ce matin, donc, le capitaine Desmolins, à qui plusieurs de ses camarades avaient cependant parlé raison, est allé chez l'adjoint Bory et lui a proposé un duel. M^{me} Bory écoutait à la porte. Elle a entendu que le capitaine disait à son mari : *Point de façons, je vous forcerai bien à vous battre.* A ces mots prononcés d'un ton très élevé, elle est entrée, a saisi le furibond par les épaules, l'a jeté hors du cabinet de son mari, et successivement l'a poussé dans sa chambre, dans l'escalier, et enfin dans la rue avec la porte sur le nez. Le capitaine éconduit ayant fait sa retraite, Bory s'est rendu à la commune, a

dressé procès-verbal *du tout*, l'a signifié sur le champ au colonel de la Légion, au capitaine de gendarmerie et au général, qu'il a invités à venir à la commune. Ce dernier n'y a point paru. L'affaire, au reste, n'a pas languì. Desmolins a été mis aux arrêts forcés, c'est-à-dire avec une sentinelle à sa porte, pour empêcher provisoirement qu'il ne tue personne. Ce capitaine et ses pareils se croient encore en pays ennemis et prennent nos officiers municipaux pour des alcades ou des bourgmestres, qu'ils traitaient à coup de pieds dans le cul. Ils sauront maintenant qu'il suffit ici de la femme d'un adjoint pour les mettre en déroute (1).

Mardi 26. — Desmolins appelle les muses à son secours; il a fait une mauvaise chanson contre M^{me} Bory, ce qui ne lui profitera sous aucun rapport, ayant été mal servi par ses auxiliaires.

Mercredi 27. — La famille et les amis du capitaine versificateur envisageant sa position plus sérieusement que lui, se donnent, dit-on, des mouvemens pour empêcher l'envoi du procès-verbal au ministre. On ne sait s'ils y parviendront et si la chose même est possible, maintenant que le préfet, les autorités militaires, le Parnasse et surtout le public sont imbus de cette mauvaise affaire.

Vendredi 29. — Le procès-verbal est, dit-on, envoyé au ministre. On n'en parle plus. Quant à moi, j'augure de ce silence qu'il ne partira point et qu'un traité de paix a terminé les hostilités entre l'adjoint et le capitaine. Il se peut même que Madame, en héroïne généreuse, aura voulu être comprise dans le traité et qu'elle l'aura ratifié par une embrassade. Elle a, du moins, la plus grande portion de gloire à réclamer dans

(1) Voir sur l'affaire Bory-Desmolins le récit de Proché (pp. 247-248). Desmolins, qui était de Lectoure, était le fils du conseiller à la Cour qui avait présidé l'affaire des brigandages de Florian. (Lespès, p. 458.)

La veille, dans un café de la rue du Temple, à la suite de la fête votive de Grandfonds, une violente dispute avait éclaté entre bonapartistes et royalistes. Deux gendarmes, qui firent chorus avec les premiers, furent arrêtés. (Proché, p. 247; Lespès, p. 457.) L'affaire n'eut pas de suite.

cette aventure, et c'est à elle qu'il appartient de dicter les conditions d'un accommodement auquel Desmolins, s'il en est ainsi, a dû se trouver très heureux de souscrire. Quoiqu'il en soit, ces officiers seront longtemps les mêmes, c'est-à-dire insupportables, malgré le triage qu'on a fait des moins mauvais. Sous le rapport militaire, ils s'acquittent rondement de leurs devoirs. Le colonel de la Légion leur donne de bons exemples à cet égard. Tout ce qui tient à la discipline, à la subordination, à l'instruction de sa troupe marche bien. Mais il est froid, il est de glace dans sa conduite civile, si je puis m'exprimer ainsi. Aucun sentiment, aucun mouvement ne décèle en lui l'attachement à la cause qu'il vient d'embrasser et qu'il doit défendre, rien enfin ne garantit....., mais je m'arrête pour réparer une erreur que j'ai commise au sujet de Merlin de Thionville. Mal informé, j'avais dit plus haut qu'il était arrivé à Agen, mais il n'y viendra point. Notre maire, dit-on, a représenté au ministre de la police que la présence de cet enchanteur pourrait avoir ici quelque inconvénient. Nous avons, en effet, assez de frère Bertrand et compagnie.

A propos de la compagnie, ne dit-on pas que le général Subervie a donné ces jours derniers un déjeuner ou un dîner au dit frère Bertrand, où se sont trouvés le général Rougé, le colonel de la Légion, et Préserville, commissaire des guerres ! Que dire d'une pareille réunion, si réellement elle a eu lieu ? Fonfrède, s'il n'eût point été en prison, et Merlin, s'il eût été ici, auraient grossi le nombre des convives.

Au surplus, ce Fonfrède, Boyer-Fonfrède, chef des fédérés de Toulouse, détenu à Agen depuis quatre mois par ordre du duc d'Angoulême, vient d'avoir la permission de se retirer en Suisse. Cet homme, qui passe pour très immoral, n'est pas pour son pays une très grande perte, ni une acquisition fort avantageuse pour les treize cantons.

Dimanche 31. — Bien des gens révoquent en doute le déjeuner ou le dîner du général. D'autres le nient affirmativement (*sic*). Bertrand était malade, disent-ils, il avait été chez le général pour y consulter un médecin, ce que son état pou-

vait rendre nécessaire. Il trouva peut-être le général à table. J'aime mieux croire cette version.

Le colonel de la légion, je l'ai déjà dit, se conduit avec beaucoup de circonspection et de prudence. On aimerait mieux plus d'abandon et de franchise. Il parlait aujourd'hui, avec enthousiasme, des batailles d'Austerlitz, de Wagram, et gardait le silence sur celle de Waterloo, à laquelle il était cependant, aussi bien qu'aux deux autres. Comme les femmes, le colonel abonde sur ce qui lui plaît. Il parle de tout et beaucoup. Il est seulement un article sur lequel il ne trahit point son secret. Mais aussi, comment avouer qu'on était à Waterloo dans les rangs des parjures et sous les drapeaux de l'usurpateur ? Peut-on convenir qu'on marchait en forcené contre des Français, restés fidèles à leurs sermens, et des Français à qui l'honneur et le Roi commandaient de ne pas verser le sang de leurs compatriotes ? Peut-on rappeler une honteuse (*sic*) bataille où l'on fut vaincu et où l'on n'eut à combattre que des étrangers ? Peut-on surtout renouveler le souvenir des imprécations, des menaces, après lesquelles, cependant, il fallut recourir à une soumission forcée et devoir son existence militaire à une armistice qu'on méritait si peu. Que de motifs pour être discret ! Puisque nous sommes aussi véreux, soyons au moins modestes, parlons un peu moins de Wagram et d'Austerlitz, puisque nous eûmes le malheur de nous trouver à Waterloo. Mais, loin de raisonner ainsi, la plupart de ces messieurs, enivrés d'orgueil et de folles espérances, rêvent encore des dotations lucratives, des contributions militaires à imposer, des rapines à commettre, même au sein de leur patrie, qui leur doit sa honte et sa misère. La terrible leçon qu'ils viennent de recevoir ne les a pas tous convertis, et si le fou qui les conduisait bride abattue dans le précipice était là, croyez que beaucoup d'entr'eux le suivraient encore. Imprégnés jusqu'à la mort de la manie du brigandage, ils n'en guériront jamais. C'est la dernière fois que je reviens sur ce déplorable chapitre, où la conduite de ces messieurs ne m'a que trop souvent ramené.

Lundi, 1^{er} avril 1816. — Cette nuit, la patrouille a fait une espièglerie. Elle a guetté le général Subervie, qui revenait de bonne fortune, et bon gré mal gré, l'a conduit au corps de garde. Il a dit qu'il venait de se baigner. A 2 heures du matin ! c'est bien tôt ou bien tard ; n'importe ! Toute la ville, au reste, sait à peu près d'où il venait. Mais nous n'écrivons pas les annales de Cythère. Le général peut dormir tranquille. Nous ne divulguerons pas son secret.

Jeudi 11. — Nouvel acte de clémence du Roi. Les journaux nous apprennent que la peine de mort prononcée contre le général Debelle a été commuée à 10 ans de prison. Le général Drouot, mis depuis en jugement, a été acquitté.

Jeudi 18. — Les élèves de l'Ecole polytechnique ont été licenciés le 13 de ce mois. D'après les lettres de Paris et d'ailleurs, cette opération était devenue nécessaire.

Mardi 23. -- Crue subite de la Garonne, occasionnée sans doute par une de ces fontes de neige communes dans la saison. Sur le soir, elle couvre tout le Gravier.

Vendredi 26. — La rivière rentre dans son lit.

Dimanche 28. — On apprend, par la voie des journaux, que M. de Guer, notre préfet, passe comme tel dans le département du Morbihan et que M. Musnier La Converserie, préfet du Morbihan, devient celui de Lot-et-Garonne. C'est un échange.

Depuis quelque temps on a proscrit les bonnets rouges, comme signaux de reconnaissance parmi les fédérés (1). Il se peut qu'on ait bien fait, mais les gendarmes qui couraient la ville pour faire exécuter ce règlement de police sont répréhensibles ; non seulement ils procédaient à ce qui leur était

(1) Par arrêté du maire de Lugat, du 27 avril. L'interdiction visait non seulement le bonnet rouge, mais encore tous les signes de ralliement rappelant « le régime affreux de 1793 », les objets réunissant les trois couleurs bleu, blanc, rouge, et même « tous les signes particuliers pouvant annoncer l'intention de se distinguer ». (*J. de Lot-et-Garonne*, 1062. Voir aussi Proché et Lespès.)

ordonné avec une sévérité déplacée, mais ils étendaient la proscription sur les fleurs rouges et même jaunes qu'on portait en bouquets. Un enfant de trois ans, coiffé de rouge, a été brutalement dépouillé de son bonnet. Des jeunes gens ont été privés tout aussi brutalement des fleurs qu'ils avaient à la boutonnière. Une rixe s'est même ensuivie sur le Gravier, à ce sujet, entre un jeune homme nommé Barret et les gendarmes. Barret a été conduit en prison, d'où il est sorti une heure après. Ces excès, très blâmables, sentent l'esprit de parti et font plus de mal que de bien à la bonne cause. Il est à souhaiter qu'ils ne se renouvellent pas.

Lundi 29. — Mandement de l'Evêque à l'occasion d'un *Te Deum* qui doit être chanté dimanche prochain à la cathédrale, en action de grâces des bienfaits de la divine Providence envers le Roi et les princes de sa maison. La meilleure partie de ce mandement est la lettre du Roi à l'Evêque qui y est rapportée en son entier. Pour tout le reste, c'est comme pour la tragédie d'Agésilas ! Hélas !

Samedi, 4 mai. — Anniversaire de la première entrée du Roi à Paris. Plusieurs témoignages de joie publique se sont manifestés spontanément dans la ville. Les élèves du collège sont sortis de leurs classes aux cris de *Vive le Roi !*

Dimanche 5. — *Te Deum* à la cathédrale. Monde infini, cris de *Vive le Roi !* à faire éclater les voûtes de l'église. Après la cérémonie, la garde nationale a pris un buste du Roi à la préfecture ou à la commune et l'a porté aux casernes, où il doit rester sous la garde de la Légion. On a formé ensuite le cercle devant la caserne (ancien séminaire) et le général Rouget a prononcé un beau discours relatif à la circonstance. Quatre officiers de la Légion ont reçu le buste et l'ont déposé à la place qu'il doit occuper. Tout s'est passé à merveille (1).

(1) Le *Te Deum* était destiné à remercier la Providence, non seulement du retour du Roi et de la famille royale à Paris, mais encore des fiançailles du duc de Berry avec la fille du prince héréditaire des Deux-Siciles. (Voir Proché, pp. 252-3; Lespès, p. 460; *J. de L.-et-G.*, n° 1064.)

Mercredi 8. — Arrivée de M. Musnier La Converserie, notre nouveau préfet. M. de Guer était parti le 6, au matin.

Dimanche 12. — La revue de la garde nationale, qui devait être faite aujourd'hui par le préfet, n'a point eu lieu à cause du mauvais temps.

Lundi 13. — On a pris, la nuit dernière, quatre mauvais sujets du quartier de la Porte du Pin. Ils ont été mis en prison pour avoir proféré des cris séditieux. C'est dans l'ordre.

Proclamation du préfet aux habitants de Lot-et-Garonne, affichée aux coins des rues, sur les places publiques, etc. Formalité d'usage !

(*A suivre.*)

L'INSTRUCTION PRIMAIRE A SEYCHES

DU XVII^e SIÈCLE A NOS JOURS

(Suite et fin)

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Autres instituteurs de Seyches chef-lieu et du canton

D'abord la citoyenne Charriez, épouse Dandieu, institutrice privée de la commune de Seiches qui, le 18 frimaire an VII est prévenue par le commissaire du Directoire exécutif d'avoir à se rendre à la prochaine séance du Directoire municipal pour y prêter le serment exigé par la loi, « faute de ce faire, et sur son refus, il lui serait enjoint de fermer son école comme réfractaire aux lois (1). »

Le serment fut prêté le 11 pluviôse an VII.

Ce même jour, le citoyen Mauaugerat est invité à se soumettre à semblable formalité, « sous peine de voir fermer l'école particulière qu'il a ouverte aux Vennes (2). »

Le 16 pluviôse, il prononce le serment demandé et promet « de ne donner aux enfants qui lui seront confiés que des principes républicains (3). »

Dans une délibération du 6 vendémiaire an VIII, le Conseil municipal de Seiches, « considérant l'avantage qui peut résulter dans la commune de Seiches d'une instruction suivie et propre à l'éducation des enfants dans les arts et les sciences, et dans la pratique des vertus républicaines « dont le citoyen Rouilhé s'est voué » depuis environ un moi qu'il habite cette commune, et instruit des progrès qu'il a fait sur ladite instruction dans la commune de Tombebœuf, invite la Direction

(1) Archives municipales. Registre des délibérations de l'Administration municipale du canton de Seyches, t. v; séance du 18 frimaire an VII.

(2) Registre des délibérations, t. v; séance du 11 pluviôse an VII.

(3) Registre des délibérations, t. v; séance du 16 pluviôse an VII.

centrale de Tonneins, sur le vu de son certificat de capacité, à recevoir ledit citoyen Rouilhé comme instituteur primaire de la commune de Seiches (1). »

Enfin le 12 may 1808, le Conseil municipal vote une somme de 200 francs *au sieur Arbouin* « qui exerce depuis 1808 letat d'instituteur, de lagrément du Conseil et sacquitte avec zèle de ses devoirs (2). »

Le Directoire municipal de Seiches avait organisé l'instruction primaire dans son ressort de la façon suivante :

22 pluviôse an IV.

« Vu l'arrêté du 28 nivôse dernier

« Conformément aux art. 1, 2, 3 et 4 dudit arrêté :

« Le canton de Seiches étant composé de 7 communes, il doit y être établi 4 écoles.

« 1° Celle de Seiches chef-lieu comprendra Seiches, Saint-Laurent, Saint-Pardon et les Vennes.

« 2° Celle de Puymiclan comprendra Puymiclan et Londres.

« 3° Celle d'Escassefort comprendra Escassefort et Saint-Avit.

« 4° Celle de Cambes comprendra Cambes et Lachapelle.

« Etant bien plus avantageux aux instituteurs de leur fournir le logement, on les logerait dans la maison cy-devant presbiteralle avec le jardin attenant, à l'exception d'Escassefort où n'existe pas de jardin appartenant à la Nation.

« Il devrait être payé à l'instituteur 36 livres par élève, annuellement, valeur métallique (3). »

Le premier jour complémentaire de l'an VI, le Directoire municipal de Seiches arrête que le « citoyen Campistron sera présenté au jury d'instruction publique à Tonneins, pour être

(1) Registre des délibérations, t. VII, 7^e feuillet; séance du 6 vendémiaire an VIII. Fleuret président.

(2) Registre des délibérations, t. II; délibération du 12 mai 1808. J.-B. Fleuret maire.

(3) Registre des délibérations, t. I; séance du 22 pluviôse an IV. Mazeau commissaire du pouvoir exécutif.

examiné sur les enseignements qu'il se propose de montrer dans la commune de Puymiclan, et ensuite être admis et reçu par l'Administration centrale (1). »

Comme chef-lieu de canton, Seyches invitait tous les instituteurs de son ressort à venir, avec leurs élèves, rehausser par leur présence l'éclat des fêtes républicaines.

C'est ainsi que le 26 messidor an VI « le citoyen Martin Lacombe, âgé de 13 ans, élève du citoyen Roche instituteur à Escassefort, a expliqué à l'assemblée réunie au pied de l'arbre de la Liberté les articles des Droits de l'Homme (2). »

Un conférencier de treize ans commentant les Droits de l'Homme ! Enfoncés, messieurs les conférenciers d'aujourd'hui !

Mais ce n'était pas toujours fête pour les instituteurs ! Ils avaient des inspecteurs vigilants, sinon bienveillants, en la personne de quelques agents municipaux délégués à la surveillance des écoles.

Le 6 frimaire an VII, le citoyen Saubiac, agent municipal de la commune de Puymiclan, faisait au Directoire le rapport suivant :

« Ayant visité l'école de Campistron, instituteur à Puymiclan, celui-ci m'a informé que plusieurs élèves venant de Saint-Barthélemy refusent d'apprendre le catéchisme républicain, sous prétexte que le citoyen Bouillon instituteur à Saint-Barthélemy, ne le leur apprenait pas (3). »

Affaire de manuels sous une autre forme et à un siècle d'intervalle !

Une enquête fut ordonnée, qu'advint-il au citoyen Bouillon ? Les élèves de Campistron se soumirent-ils ? Mystère !

Ce qui serait intéressant, ce serait de lire le rapport (4)

(1) Registre des délibérations, t. iv, 44^e feuillet. Mazeau président.

(2) Registre des délibérations, t. iv, 33^e feuillet. Fête du 14 juillet. Mazeau président.

(3) Registre des délibérations, t. v; séance du 6 frimaire an VI. Mazeau président.

(4) Registre des délibérations, t. v.

fourni le 18 frimaire an VII, par les citoyens Saubiac et Dufau sur la situation de l'enseignement primaire dans le canton de Seiches.

Le président du Directoire municipal fut chargé de l'envoyer le 28 frimaire an VII au Département qui l'avait réclamé plusieurs fois. Qu'est-il devenu ? et que sont devenus ceux que chaque canton dût fournir à la même époque ?

Deux noms encore, appartenant à l'enseignement primaire : celui de la citoyenne Mingot, institutrice à Escassefort qui prête le serment d'usage, le 15 ventôse an VII, et celui de Jean Pourquet agréé comme instituteur d'Escassefort, le 28 brumaire an VIII (1). »

LA RESTAURATION

Maîtres d'écoles

Sous la Restauration, les maîtres d'écoles existent, mais les registres de délibérations superbes de dédain ne mentionnent que l'indemnité de logement accordée à regret. Chaque année, en effet, lorsque s'établit l'état des dépenses, on essaie d'abaisser à 100 francs cette indemnité. Presque toujours le crédit est rétabli au taux primitif de 200 francs. Mais le 12 may 1826, le Conseil ne sachant où trouver 50 francs qui lui manquent prend l'arrêté suivant :

« Art. 1^{er}. — La somme de 50 francs est retranchée sur le logement du maître d'école pour ajouter à celle de 200 francs pour le pacte du sieur Gerbaud.

« Art. II. — Il sera donné connaissance du motif de la diminution, dans le cayer d'observation, à la suite du budget (2). »

(1) Registre des délibérations, t. v. Mazeau président.

(2) Registre des délibérations, t. iv. Debernard maire.

GOUVERNEMENT DE JUILLET
DEUXIÈME RÉPUBLIQUE. — SECOND EMPIRE

Viennent bientôt des jours meilleurs pour l'enseignement primaire.

Le 24 août 1835, le Conseil municipal vote 2 cent. 1/2, afin de solder les frais d'entretien de l'école primaire pendant la même année.

Jean Baccot est alors instituteur à Seyches.

Le 8 novembre 1836, sa femme adresse à la municipalité la requête suivante :

« Je soussignée, dame Sophie le Maistre, institutrice, épouse de M. Jean Baccot instituteur communal à Seyches, déclare à Monsieur le Maire que le 14 avril 1825, je fus autorisée par M. le Préfet, sur mon brevet de capacité, d'exercer dans la commune de Marmande la profession d'institutrice primaire du premier degré. En conséquence « je demande » d'être autorisée à continuer d'exercer dans la commune de Seyches la profession d'institutrice communale (1). »

La dame Sophie Baccot fut-elle autorisée ? Le registre des délibérations est muet sur ce point. Mais le 28 octobre 1838, le Conseil municipal appelé à délibérer sur la démission d'instituteur du sieur Baccot prend la décision suivante :

« Vu la démission du sieur Baccot et passant outre sur les motifs qui l'ont nécessitée ;

« Vu l'avis du Comité local qui demande que ledit Baccot soit maintenu dans ses fonctions d'instituteur jusqu'au 31 décembre prochain ;

« Le Conseil déclare ne pas adopter l'avis du Comité local, et prenant en considération l'intérêt des pères de famille demande qu'il soit pourvu le plus tôt possible à son remplace-

(1) Registre des délibérations, t. iv.

ment. En conséquence, il présente pour candidat le sieur Housty Jean, placé en qualité d'instituteur communal dans la commune de Caubon (1). »

Housty nommé instituteur à Seyches en 1838, y exerce jusqu'à sa retraite, c'est-à-dire jusqu'en 1867. C'est le type du bon instituteur de l'époque. Professant dans son pays natal, il s'y marie, y devient propriétaire, petit capitaliste et électeur influent. Les gouvernements se succèdent sans troubler sa quiétude, parce qu'il les sert tous avec une égale fidélité, gardant au plus profond de son cœur ses convictions politiques.

L'école mixte de Seyches serait trop peuplée, si un instituteur libre, installé dans la section de Saint-Laurent, ne la déchargeait de bon nombre d'élèves. Pradelles est là depuis 1816 (2). Il continuera jusqu'en 1872. A lui le record des plus longues carrières fournies dans l'enseignement primaire.

Admiron, mais constatons en même temps que les programmes ne ressemblaient guère à ceux d'aujourd'hui, et que l'emploi du temps était très facultatif.

Jusqu'ici, faute de local, la commune avait donné à l'instituteur une indemnité variant entre 100 et 200 francs.

Le 5 février 1840, le Conseil municipal se préoccupa de l'acquisition d'un local scolaire et le 22 juin de la même année, la maison du sieur Dunis, au centre du bourg, fut achetée 2,216 francs 47 c. Rien des palais scolaires qu'on nous a tant reprochés ! Il est vrai que leur heure n'était pas encore arrivée. Le logement devait même être quelque peu délabré, puisque le Conseil jugea nécessaire de voter 2.100 francs pour les réparations indispensables « espérant que le gouvernement lui aidera à payer la somme totale (3). »

En novembre 1844, comme on aménageait la future maison d'école, Portail, appariteur, déblayant les matériaux, trouva, « sous un pilié un petit pot en terre contenant 97 pièces de monnaie, en argent, du règne de Henri IV. »

(1) Registre des délibérations, feuillet 6. Mazeau maire.

(2) Communiqué par M^{re} H. Pradelles (papiers de famille).

(3) Registre des délibérations, feuillet 10. Mazeau maire.

Il porta aussitôt à la mairie sa précieuse trouvaille. Numismates, indignez-vous ! Le Conseil décida que « la moitié des pièces formant la part de la commune seraient converties en monnaie du cours et que l'argent qui en résulterait serait employé « tant sur des travaux d'art qu'à l'achat de quelque objet utile dans la commune (1). » Or les « travaux d'art » et « objets utiles » furent un lopin de terre d'environ 1 are situé au nord de la maison d'école !

Laissons Housty mesurer son enseignement à la rétribution payée par chaque catégorie d'élèves. Les plus nombreux étant ceux qui s'en tiennent à la lecture, la tâche est moins dure, et son traitement, joint aux revenus de ses propriétés, fait un total honnête qui lui permet de compter parmi les gros bonnets de la localité.

Encore un événement qui dut augmenter considérablement la considération dont il jouissait. Pierre Mauaugerat, ex-instituteur des Vennes et oncle de sa femme, légua, en mourant, 400 francs aux pauvres de la commune. Du coup, lui et sa famille, passaient au rang de bienfaiteur de l'humanité (2).

Mai 1848. — Un impôt de 3 centimes est voté pour frais d'entretien de l'école communale. Novembre 1850. Une subvention de 100 fr. ayant été accordée à la commune pour acquisition ou renouvellement du mobilier scolaire, celle-ci ajouta 100 francs pris sur les deniers communaux (3).

Mais le grand événement de 1850, fut la création, à Seyches, d'une école privée dirigée par les religieuses de Sainte-Anne.

La directrice, sœur Arrivet, s'installa d'abord, à ses frais, dans un logement provisoire, le Conseil ayant refusé de lui donner un local et un traitement, « vu la pénurie des finances communales ». Cependant, afin de l'indemniser pour les vingt élèves reçues gratuitement, on lui accorda « à titre de se-

(1) Registre des délibérations, feuillet 25. Mazeau maire.

(2) *Idem*,

(3) Registre des délibérations, feuillets 50 et 70. Lucinet maire.

cours » une allocation de 100 francs pour l'année scolaire 1851-52 (1).

A l'école de garçons le taux de la rétribution fut ainsi fixé : « 12 francs pour apprendre à lire ; — 18 francs pour lire et écrire ; — 24 francs pour tous les cours. »

En l'année 1851, une somme de 100 francs, ajoutée à un secours départemental de 50 francs fut employée à crépir, blanchir et carreler la salle d'école (2).

Une salle où on ne compterait plus les moellons comme exercice de calcul ! une salle où les pieds ne reposeraient plus sur la terre battue ! Après déploiement d'un tel luxe, les petits écoliers de Seyches n'avaient plus qu'à se mettre à l'étude de tout cœur, pour se montrer dignes des sacrifices faits par la municipalité.

Hélas ! en haut lieu, on ne les jugea pas suffisants, ces sacrifices, puisque en février 1853, le Ministre désira connaître « les motifs qui empêchaient Seyches d'avoir une école communale de filles, sa population dépassant 800 habitants ».

Le Conseil s'en tira en Gascon. Il déclara que « la pauvreté de ses finances ne lui permettaient pas de payer le loyer et le mobilier d'une école de filles, mais il suppliait Monsieur le Ministre de vouloir bien accorder le secours demandé en faveur des sœurs de Sainte-Anne « qui le méritent à tous égards pour le bien qu'elles répandent (3). »

Le Ministre resta sourd aux doléances des édiles seychois, et la commune fut mise en demeure de se pourvoir d'une maison d'école pour les filles.

4.000 francs furent votés en juillet 1853. On sollicitait en même temps un secours du département et de l'Etat. Le Conseil se mit en devoir de chercher un emplacement convenable « mais ses recherches ayant été infructueuses, il est d'avis d'ajourner la construction de cet établissement (4). »

Vains attermoiements. Forcé par l'Administration supé-

(1) Registre des délibérations, feuillets 72-73. Lucinet maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 78. Lucinet maire.

(3) Registre des délibérations, feuillet 92. Lucinet maire.

(4) Registre des délibérations, feuillets 98-99. Lucinet maire.

rieure de désigner un emplacement, le Conseil décide que « *l'acquisition* d'une maison est la chose la plus convenable ». Les 4.000 francs votés en juillet seront employés à acheter la maison du sieur Michel Jubeau. L'Administration est priée d'accorder une subvention pour parfaire la somme de 7.478 francs 12 à laquelle s'élèvent l'achat et les réparations de ladite maison (1). »

Le 12 mars 1854, l'inspecteur primaire écrivait au maire demandant avec quelles ressources la commune comptait payer 7.478 fr. 12, puisqu'elle n'avait voté que 4.000 fr.

« Le Conseil municipal,
« Oûi Monsieur le Maire,
« Vu la lettre de l'Inspecteur primaire,
« Attendu qu'il ne peut connaître le chiffre de la subvention qui lui sera accordée par le gouvernement,
« Est d'avis (lisez : « se résigne à ce que... »), que la somme qui manque soit prise sur les ressources ordinaires de la commune (2). »

Une surprise désagréable attendait maire et conseillers : 1.000 francs seulement furent accordés ! Nouvelle demande de subvention en 1854 (3). Nouveau refus en février 1855. Il fallut se décider à prélever les 2.478 fr. 12 sur les revenus de la ville provenant des poids et mesures et de l'octroi (4).

Un secours de 200 francs ayant été accordé la même année pour le mobilier de l'école de filles, par le ministre de l'Instruction publique, les religieuses de Sainte-Anne furent enfin logées aux frais de la commune, mais sans devenir institutrices communales.

Pendant ce temps, l'école de garçons, mal entretenue, menaçait ruines.

La maison d'école des garçons est dans un état déplorable, exposait le maire à son Conseil, en février 1856. « Les plan-

(1) Registre des délibérations, feuillet 103. Lucinet maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 108. Lucinet maire.

(3) Registre des délibérations, feuillet 110.

(4) Registre des délibérations, feuillet 113.

chers tombent en vétusté, et la charpente aurait besoin d'être remaniée (1). »

Les ressources communales étant épuisées, demandons un secours au Préfet en lui transmettant le devis des réparations à faire, répond le Conseil.

On attendit juste cinq ans.

Extrait d'une délibération datée de février 1861 : « L'école de garçons tombe en ruines, une poutre du plancher du premier, sur la salle d'école, est littéralement coupée et menace de s'abattre à chaque instant sur les enfants, le plancher tombe en vétusté, plusieurs bois de la charpente sont cassés et la tuile toute brisée, par suite de la grêle de 1859 (2). »

En présence d'une situation si lamentable, le Conseil se décida enfin à employer 600 francs aux réparations les plus urgentes. Le plancher fut étayé à l'aide de piliers en bois à l'ombre desquels les enfants pouvaient jouer à cache-cache pendant la classe.

Infortuné instituteur ! heureux élèves !

En 1862, première trace d'une bibliothèque scolaire. En réponse à une circulaire préfectorale, le Conseil vote 60 francs à prendre sur les fonds libres de la commune. Vote supplémentaire de 2 francs en 1865 (3).

L'année 1864 vit s'accomplir un événement heureux pour l'instituteur et ses élèves. Les religieuses de Sainte-Anne ayant prospéré rapidement, le local fourni par la commune devient insuffisant pour contenir externes et internes, le nombre de celles-ci dépassant la vingtaine. Un couvent, bâti à leurs frais, s'éleva hors de la porte de la ville, sur la route du Pinié et la maison abandonnée par elles devint l'école de garçons (4).

Certes, elle n'était point luxueuse ; rien du confort moderne ne la caractérisait. On eût pu même alléguer que les salles

(1) Registre des délibérations, feuillet 129. Lucinet maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 169. Lucinet maire.

(3) Registre des délibérations, feuillet 187.

(4) Registre des délibérations commencé le 9 mai 1863 et fini le 11 avril 1880, feuillet 20. Junqua maire.

étaient mal éclairées, que la plus petite, en contre-terrain du sol du jardin, était ainsi destinée à recevoir les eaux de pluie aux jours de grandes averses. Mais de ceci les enfants ne se plaignaient pas. Un bain de pied en classe était jeu charmant, et l'absence de préau et de cour de récréation ne les troublait pas davantage. On jouait où l'on pouvait et partout où on se trouvait.

Un préau fut pourtant construit en 1867, avec 622 fr. 21 c., votés par le Conseil, mais ce fut au couvent (1).

En 1868, demande d'un nouveau secours (500 fr.) par les religieuses. Il s'agit cette fois d'un préau à la salle d'asile annexée à leur établissement. 120 francs, pris sur le budget supplémentaire sont accordés par la commune qui donne en outre 12 francs par an, et par élève, pour huit enfants pauvres de la commune fréquentant ledit établissement (2).

Août 1867. Housty a cessé ses fonctions pour faire valoir ses droits à la retraite. 75 francs pour allocation supplémentaire lui sont accordés afin de le récompenser sans doute de ses longs et loyaux services (3).

Il est remplacé par Labbé Bernard.

Dès lors les instituteurs se succèdent rapidement dans ce poste qui sera réputé l'un des plus difficiles du département : dix instituteurs en vingt-quatre ans, c'est-à-dire jusqu'en avril 1891, date de l'entrée en fonction du maître d'école actuel :

- 1° Labbé, de janvier 1867 à octobre 1869.
- 2° Mazeret, d'octobre 1869 à septembre 1876.
- 3° Dussillol, de septembre 1876 à juin 1877.
- 4° Charbonnier, de juin 1877 à janvier 1878.
- 5° Dussillol, de janvier 1878 à octobre 1878.
- 6° Payol, d'octobre 1878 à octobre 1882.
- 7° Marquès, d'octobre 1882 à septembre 1884.

(1) Registre des délibérations, feuillet 50. Belloc adjoint.

(2) Registre des délibérations, feuillets 61 et 70. Junqua maire.

(3) Registre des délibérations, feuillet 72; délibération du 15 novembre 1868. Junqua maire.

8° Jouffreau, de septembre 1884 à janvier 1887.

9° Lafaigne, de janvier 1887 à septembre 1887.

10° Calbet, de septembre 1887 à avril 1891.

11° Baret, avril 1891.

Malheureuse victime de l'instabilité politique, l'instituteur était bousculé et ballotté sans pitié par les chefs de parti qui se disputaient places et honneurs dans la localité.

En 1875, une subvention départementale de 60 francs accordée à Mazeret pour cours d'adultes nous prouve que les œuvres post-scolaires existaient avant que le nom n'en fut inventé (1).

Bientôt une grave menace est suspendue sur le Conseil municipal qui, réactionnaire, cherche tous les prétextes pour l'écarter. Il s'agit de la création d'une école laïque de filles (2).

A une première invitation, l'Assemblée municipale répond, en septembre 1879 : « Considérant qu'il existe dans la commune, depuis trente ans, une école de filles qui n'a jamais été subventionnée par la commune, quoiqu'elle reçoive gratuitement un certain nombre d'élèves ;

« Que cette école devient tous les ans de plus en plus prospère ;

« Que les internes sont en ce moment au nombre de seize (ce qui est rare dans une aussi petite localité) ;

« Que moyennant une subvention de la commune de 150 fr., une salle d'asile y a été établie ;

« Que cette salle d'asile reçoit en ce moment 45 enfants, ce qui autorise bien des familles à gagner leur vie ;

« Le Conseil est d'avis que les choses restent dans le *statu quo* (3). »

Dans cette même séance, le Conseil, appelé à se prononcer

(1) Registre des délibérations, feuillet 123; délibération du 12 août 1875. Junqua maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 175; délibération du 9 février 1879. Duranthon maire.

(3) Registre des délibérations, feuillet 186; délibération du 21 décembre 1879. Duranthon maire.

sur la construction ou l'achat d'une école de garçons décide que :

« Vu l'état des ressources communales, on renvoie à des temps meilleurs la construction d'une école de garçons, le local actuel étant suffisant. »

En février 1879, l'Administration était revenue encore sur la question de l'école de filles.

Le Conseil émit alors le vœu « de voir donner la direction de cette école à sœur Constance (demoiselle Arrivet) qui louerait sa maison à la commune (1). »

En mars 1880, après une visite de l'inspecteur primaire, la commune est mise en demeure de s'occuper de la construction ou de l'acquisition d'une école de garçons et de la création d'une école de filles.

Immédiatement le Conseil « vote 15.000 francs pour une école de garçons.

« Mais considérant que l'école congréganiste existante peut donner satisfaction aux familles des enfants de la commune, il demande qu'il ne soit pas créé d'école communale, laquelle ne pourrait être établie sans impôt extraordinaire (2). »

Et croyant échapper à la création d'une école laïque de filles en s'occupant activement du local scolaire des garçons, la municipalité charge, le 11 décembre 1881, une commission (3) de faire l'acquisition d'une maison d'école, ou du terrain nécessaire pour sa construction. (Une commission avait déjà été désignée, pour le même effet, en avril 1880.) (4).

En novembre 1881, demande « faite par le Conseil de la création d'un emploi de maître-adjoint, et vote de 60 francs pour aménager le logement dudit adjoint et la salle de la petite classe (5). »

(1) Registre des délibérations, feuillet 175; délibération du 9 février 1875. Duranthon maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 191 et dernier, délibération du 7 mars 1880. Duranthon maire.

(3) Registre des délibérations commencé le 18 avril 1880, feuillet 42. Flouret maire.

(4) Registre des délibérations, feuillet 1.

(5) Registre des délibérations, feuillet 38.

Comme récompense de ce nouveau sacrifice, la Municipalité insiste de nouveau « pour obtenir la nomination de sœur Constance comme institutrice communale, à la condition qu'elle s'attache des adjointes pourvues du brevet de capacité. »

Mais tout est inutile. En 1882, la maison de la veuve Naney est louée pour une école de filles et le loyer annuel est fixé à 320 francs (1).

Appelée à la délicate mission de fonder à Seyches une école laïque, M^{lle} Combelle s'acquitta de sa tâche avec un tact et des qualités d'adaptation qui lui valurent même l'estime de ses adversaires. Les maîtresses qui lui succédèrent ont dignement continué son œuvre. Ce sont :

M^{lle} Raynal, aujourd'hui M^{me} Genesta ;

M^{me} Maury, actuellement à Oran ;

M^{lle} Bernès, devenue M^{me} Soulard ;

M^{me} Sailhan, directrice à Aiguillon ;

M^{lle} Tronche qui a quitté l'enseignement en devenant M^{me} Castex ;

M^{lle} Darqué dont le mariage avec M. Léger a nécessité la nomination à Bourgougnague, près des propriétés de son mari ;

Enfin, M^{me} Launay, née Laügt, institutrice actuelle.

L'année 1882 ne devait pas être marquée d'un caillou blanc par le Conseil municipal seychois.

En effet, outre la création précitée, on l'obligeait encore à faire dresser les plans et devis d'une école de garçons, et on lui imposait de voter des fonds pour la Caisse des Ecoles. Il essaya de se soustraire à cette nouvelle charge, mais fut forcé de s'exécuter quelques jours après, en y ajoutant, par surcroît, la dépense d'un mobilier scolaire pour l'école de filles (400 francs). (2).

Cela devenait abusif. Aussi les conseillers refusèrent-ils catégoriquement une indemnité de logement à l'adjoint, allé-

(1) Registre des délibérations, feuillet 66; délibération du 15 octobre 1882. Duranthon maire.

(2) Registre des délibérations, feuillets 67 et 68. Duranthon maire.

quant qu'on lui avait aménagé à l'école de garçons un logement suffisant (1).

Pauvre adjoint ! et pauvre logement ! Une mansarde au nord, ou plutôt et plus simplement, un coin du grenier de l'instituteur fermé sommairement, sur une superficie d'environ 4 mètres carrés, et une hauteur variant entre 2 mètres et 1 m. 50, au-dessus du croisillon chargé de distribuer parcimonieusement l'air et la lumière. On y gelait en hiver, mais en revanche on y cuisait en été, ce qui établissait la compensation.

Heureusement, l'Administration veillait et une indemnité de 150 francs fut imposée à la commune pour que le malheureux adjoint pût aller chercher ailleurs un abri plus convenable (2).

Dans cette même session, fut repoussée aussi la demande de crédit pour mobilier scolaire à l'école de garçons. Le motif de refus était habilement trouvé : « On demandait de renvoyer cette acquisition après la construction de la nouvelle école, *afin de mieux approprier* ledit mobilier aux dimensions des salles. »

Une formalité qui ne grevait pas le budget fut adoptée à l'unanimité : « Nomination d'une commission pour surveiller et encourager la fréquentation scolaire. » Pas de trace de ses sanctions !

Janvier 1883. Le maire Duranthon offre sa maison comme local scolaire (garçons). Le Conseil en réfère à l'autorité supérieure. En février suivant, séance extraordinaire à laquelle assistent architecte et inspecteur primaire.

L'inspecteur expose que la maison Duranthon « n'offre pas les conditions requises. L'architecte, venant à la rescousse, représente que 13.000 francs de réparations indispensables pour aménager le local, plus 20.000 fr., prix d'achat, donneraient un total de 33.000 fr., alors que 28.000 fr. suffiraient pour un local neuf (3). »

(1) Registre des délibérations, feuillet 70; délibération du 14 décembre 1882, Duranthon maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 80; 8 avril 1883.

(3) Registre des délibérations, feuillet 74; délibération du 18 février 1883. Latouche adjoint.

Conclusion : On renonce à l'achat de la maison Duranthon et en juin suivant on décide « d'acquérir 24 ares de terrain sur l'emplacement des écoles actuelles (1). » Des plans et devis sont même dressés par M. Coureau et approuvés par le Conseil. Mais on s'en tint là ! Bien des projets devaient être élaborés avant qu'on en vint à celui-ci (2).

En 1883, lettre du préfet invitant le Conseil à ouvrir un crédit de 445 francs pour cours d'adultes (200 fr. à M^{lle} Combelle, institutrice, et 245 fr. à M. Marquès, instituteur). Adopté à l'unanimité (3). Les élections municipales approchaient !

Tel un nouveau ministère énumère, en prenant possession du pouvoir, ses projets politiques et économiques, ainsi Vinsonneau, élu maire par les républicains, pour la première fois en majorité, exposa dans un discours-programme de douze pages, ses projets de gouvernement... communal (4).

Nous y cueillons les lignes ci-après qui touchent à notre sujet :

..... « Une autre affaire qui pour n'avoir pas eu de retentissement n'en présente pas moins une grande importance, m'a vivement préoccupé. Je veux parler de l'école maternelle dirigée par les religieuses de Seyches. M. l'Inspecteur d'Académie, s'inspirant plutôt de la lettre que de l'esprit de la loi, a voulu supprimer cet asile, œuvre utile entre toutes. J'ai pensé être en communion d'idées avec vous en m'opposant à cette mesure et en comptant sur votre appui et votre autorité (5). »

« J'arrive maintenant, Messieurs, à une grave question qui dans ces derniers temps s'est emparée de tous les esprits et a été traitée diversement, suivant les lieux et les personnes. Votre pensée m'a sans doute devancé et vous avez compris que je voulais parler de la construction d'une maison d'école.

(1) Registre des délibérations, feuillet 91.

(2) *Idem*, feuillet 94.

(3) *Idem*, feuillet 103.

(4) Registre des délibérations, feuillet 136 et suivants. Discours-programme du maire Vinsonneau (1^{er} juin 1884).

(5) Registre des délibérations, feuillet 138, recto.

Cette construction s'impose et je crois qu'il ne nous sera pas possible d'en retarder longtemps l'exécution. Le Conseil qui nous a précédés s'en est déjà occupé. Nous nous inspirerons de ses travaux. Mais nous aurons à résister contre la tendance que trop de petites communes ont eue de faire construire de véritables palais. Entreprises ruineuses pour de maigres budgets.

« Donnons à nos enfants l'air et la lumière en abondance ; rendons-leur l'étude attrayante par un mobilier commode, donnons aux maîtres un logement convenable, mais évitons ces dépenses luxueuses qui sont gênantes même pour l'instituteur (1). »

Ce sempiternel projet de maison d'école fut donc repris en mai 1884. Le Conseil décida d'acquérir le terrain S^t-Loubert. « Montant du devis 39.000 fr. Vote d'un emprunt de 22.230 fr. à la Caisse des Ecoles et de 6 c. 1/2 additionnels extraordinaires. »

Mais cette fois encore le projet s'en alla à vau l'eau. La propriétaire du château de Seyches, M^{me} Bathie, étant morte, Vinsonneau proposa d'acheter ledit château moyennant 24.000 francs (2). Dans un exposé de six pages qui débutait par l'oraison funèbre de M^{me} Bathie, il énumérait tous les avantages de cette acquisition pour la commune. Hélas ! les flots d'encre déversés par le prolix maire, ne convinquirent pas le Conseil, non plus les plans et devis dressés sur son ordre par M. Court et présentés à l'appui de ses démonstrations. On alla jusqu'à refuser de payer les honoraires de ce dernier, et le plus drôle fut que sur cette question, le Maire se rangea à la décision de son Conseil (3).

Le malheureux architecte dut en référer au Conseil de Préfecture qui lui fit accorder 350 fr. en 1891 !

Donc nouveau renvoi des constructions scolaires. M. Courreau, architecte, mis à contribution en 1882 et en 1883, ré-

(1) Registre des délibérations, feuillet 139, verso.

(2) *Idem*, feuillet 179; délibération du 5 juillet 1855. Vinsonneau maire.

(3) *Idem*, feuillets 193 à 201.

clame lui aussi ses honoraires. Refus de paiement par la commune qui décidément n'aime pas à payer ses dettes. Pourvoi en Conseil de Préfecture et ordre de s'exécuter pour 550 francs en 1889.

Novembre 1889. On hésite entre trois emplacements. Mais comme l'expérience a rendu la municipalité prudente, on décide d'en laisser le choix à l'Administration et à l'architecte (1).

Un incident amusant se place en cette année 1889. « Sur la proposition du maire, le Conseil refusa de payer aux instituteurs et aux institutrices l'indemnité de résidence (2). Inutile de dire qu'il fut invité à délibérer de nouveau sur cette question en 1890, et dut s'incliner devant la loi (3).

Pareil fait se reproduisit onze ans après, en 1900. Furieux de la création à Seyches d'une société de secours mutuels (hommes), grâce à l'initiative de l'instituteur, le maire Vinsonneau se vengea sur tout le corps enseignant de la localité, en faisant supprimer par son Conseil l'indemnité de résidence au budget primitif. Bien entendu le crédit fut rétabli d'office par le Préfet.

Février 1890 vit enfin, après dix ans d'hésitation, le choix définitif irrévocable de l'emplacement de la Guérenne pour les deux écoles (garçons et filles) (4).

M. de Saint-Loubert dut être exproprié.

Le devis s'éleva à 54.000 francs ; un gros chiffre pour les ressources communales ! Mais plus aucune considération ne devait arrêter l'élan généreux de la municipalité. Un impôt de huit centimes additionnels fut voté pour couvrir les dépenses qui restaient à la charge de la commune, déduction faite de la subvention accordée par le département et l'Etat.

(1) Registre des délibérations, feuillet 39; session de novembre 7^e délibération. Rellion maire.

(2) Registre des délibérations, feuillet 38; session extraordinaire d'octobre 4^e délibération. Rellion maire.

(3) *Idem*, feuillet 42.

(4) Registre des délibérations, feuillet 44; session de février. Vinsonneau maire.

Commencée en 1892, la construction était terminée en 1893.
Qu'ajouter encore ?

Aujourd'hui l'apaisement s'est fait. Dans les nouveaux bâtiments scolaires qui, selon le vœu de Vinsonneau, ne sont point des palais, mais offrent un logement coquet et confortable, les instituteurs coulent des jours sereins en dehors de toute coterie et de l'agitation du bourg.

Une société de secours mutuels (hommes), fondée en 1900, après une conférence de l'instituteur actuel sur les bienfaits des associations se chiffre par 76 sociétaires.

La mutualité scolaire compte de nombreux adhérents et une société de tir et de préparation militaire a été, cette année, agréée par le ministère.

Régents et précepteurs du XVII^e siècle, nous nous inclinons respectueusement devant vous, nos modestes et vaillants précurseurs. Mais que vous êtes loin, avec « vos habicts » de toile teinte, vos salles tristes et délabrées, votre obscur latin et vos maigres salaires !

B. BARET.

EXTRAITS

DU

RAPPORT AU PRÉFET ET AU CONSEIL GÉNÉRAL

SUR

LE SERVICE DES ARCHIVES DE LOT-ET-GARONNE

Par M. René BONNAT, archiviste départemental

1913-1914

Accroissements. — Je dois, tout d'abord, vous signaler un événement extrêmement heureux pour les historiens et les érudits qui puisent aux sources locales leurs éléments d'information : c'est le versement aux archives départementales, à titre de dépôt, du chartrier communal d'Agen antérieur à 1800. Actes constitutifs de la commune remontant à 1197; actes de jurade depuis le xiv^e siècle; impositions et comptes consulaires partant du xiii^e; propriétés communales, affaires militaires depuis 1217; justice et police depuis 1253; registres paroissiaux et assistance publique; dossiers sur l'agriculture, le commerce et l'industrie à partir de 1305; partitions musicales des ducs d'Aiguillon; registres et documents de l'époque révolutionnaire, nous ont été remis depuis deux mois. Désormais, c'est aux archives départementales qu'il faudra les consulter. Sauf les papiers de la Révolution, l'ensemble a été l'objet d'un inventaire publié en 1884 par mon prédécesseur, M. Tholin. Il suffit d'en feuilleter les 300 pages pour apprécier à sa juste valeur l'intérêt que présentent pour notre histoire régionale les fonds versés par la ville d'Agen : ils doublent l'importance scientifique de notre dépôt départemental. Tous les érudits applaudiront à l'initiative de M. le Maire d'Agen. Elle satisfait leurs désirs, ceux du ministère de l'Instruction publique et réalise la promesse faite autrefois par M. le maire Durand, conseiller général et sénateur de Lot-et-Garonne.

M. Brugère, conseiller général et maire de Monflanquin, nous a versé, lui aussi, les archives anciennes de sa commune, sauf les registres paroissiaux d'état-civil. Aux collections dont l'inventaire est imprimé, il faut ajouter toute une série de documents que nous avons triée dans les greniers de la mairie : comptes consulaires, rôles de la capitation et du vingtième, milices provinciales, etc., délibérations municipales et affaires militaires pendant la Révolution. Souhaitons que l'exemple donné par MM. les maires d'Agen et de Monflanquin soit suivi par leurs collègues du département.

La série E des archives, riche déjà des minutes notariales de MM^{es} Bigou, de Villeneuve, de Lacvivier, d'Agen, et Cailheton, de Tonneins, vient tout récemment de recevoir en dépôt le minutier antérieur à 1800 de M^e Goursies, notaire à Duras, 91 registres et 170 liasses. Les actes les plus anciens ne remontent pas au-delà du xvii^e siècle, mais ils n'en sont pas moins intéressants, car ils proviennent de presque toutes les anciennes études du canton de Duras, La Sauvétat-du-Drot, Soumensac, Savignac et Baleyssagues.

A cette série E, sous le numéro 98, nous avons rattaché une liasse de 6 pièces parchemin des xv^e-xviii^e siècles intéressant des communes et des familles de Lot-et-Garonne : Villeneuve-de-Puychagut, Saint-Astier, Lauzun et Loubès-Bernac. Elles proviennent d'un versement des archives de la Dordogne.

M. le D^r de Grenier, ancien sous-inspecteur de l'assistance publique, nous a donné des fragments de registres paroissiaux de Saint-Pierre-de-Cabannes, commune de Montastruc, de 1692 à 1770 (E sup. 3418 bis). Enfin, M. le Maire de Villeneuve a bien voulu accéder à notre demande de réintégration au dépôt départemental d'un important registre : *délibérations du directoire de district*, de l'an III à l'an IV ; ces délibérations avaient leur place marquée aux archives de Lot-et-Garonne.

La *Bibliothèque* s'est accrue cette année :

a) des envois du ministère de l'Instruction publique : *Inventaire des archives historiques du Ministère de la Guerre*, t. IV. — *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*, t. V, par Espérandieu. — *Lettres de Madame*

Roland (1767-1780, t. I^{er}), par Perroud. — Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration (1814-1830). — La statistique agricole de la France en 1814, où ne figure pas d'ailleurs le Lot-et-Garonne. — Répertoire sommaire des documents antérieurs à 1800 conservés dans les archives des Bouches-du-Rhône. — Documents relatifs aux subsistances dans le district de Bergues (Nord). — Cahiers des doléances du bailliage de Cotentin aux Etats généraux de 1789.

b) Et, par voies d'échange et d'acquisition, ou par donations : 1° des *inventaires sommaires* des archives de l'Allier (D-E); des Hautes-Alpes (séries H, G, E sup. et ville de Gap); Alpes-Maritimes (G.); Ardèche (C et D); Côte-d'Or (L); Haute-Garonne (archives communales de Saint-Bertrand-de-Comminges); Loir-et-Cher (G. t. 2); Ardèche (ville de Largentière); Finistère (B. t. 3); Var (E. t. 2); Vaucluse (C et D); Vosges (tables de la série G, clergé séculier); 2° des *répertoires numériques* de l'Ariège (E et V); Hautes-Alpes (minutes notariales); Corrèze (K et L); Creuse (L); Drôme (K); Loire-Inférieure (V); Manche (U et Y); Pas-de-Calais (Q); Hautes-Pyrénées (T).

3° Des ouvrages d'histoire générale suivants : Saint-Simon, *Mémoires*, t. 25. — Marion : *Les impôts directs sous l'ancien régime, principalement au XVIII^e siècle*. — De Lasteyrie : *L'architecture romane en France*. — Aulard : *Etudes et leçons sur la Révolution française*, 7^e série. — Madelin : *La Révolution*. — Le Grand : *Les sources de l'histoire religieuse de la Révolution aux archives nationales*. — Du Bled : *La société française du XVI^e au XX^e siècle*.

4° Et des travaux nombreux relatifs à l'histoire locale ou intéressant plus particulièrement l'Agenais : Francesco Picco : *Il testo d'una novella del Bandello*. — Lauzun, par le duc de la Force. — *Apostolat d'un prêtre lorrain, Gustave III et la rentrée du catholicisme en Suède*, où se trouve mis en lumière le rôle de l'abbé Oster qui fut abbé de Clairac. — Inventaire sommaire de la jurade de Bordeaux, t. 5. — L'édition Courteault des *Commentaires* de Monluc. — Le t. 48 des *archives historiques de la Gironde*. — Les *Annales du Midi*. — Les

Fragments littéraires de Gaston Séré. — Momméja : Catalogue raisonné du Musée d'Agen. — Labadie-Lagrave : *De Nérac à Paris en 1764*. — Périér : *Notes et documents sur Dorfeuille, fondateur de l'Ecole vétérinaire de Port-Sainte-Marie*. — Dubourg : *La paroisse de Layrac de 1789 à 1911*. — Barthalès : *Les Sotiates. Leur origine et leur histoire. Les fouilles de Sos. Les pierres druidiques de Meylan*. — Ph. Lauzun : *Un voyage de Marguerite de Valois aux eaux d'Encausse en Comminges en 1584*. — Disse : *Notes généalogiques concernant la famille du Fossat*. — Daux : *Histoire de Montauban*, t. II, etc.

Travaux annuels. — En dehors de ces communications, des recherches qu'elles nécessitent, du classement par l'employé des dossiers envoyés par les administrations publiques, nous avons pu classer cette année la plus importante partie des minutes de M^e Cailheton. Le répertoire numérique de la série C (subdélégations, élection, bureau des finances d'Agen et domaines) est en cours d'impression. Il sera terminé avant la session de septembre du Conseil général. Je commencerai alors la publication du répertoire de la série G : Fonds ecclésiastiques; ou de la série Q : Biens nationaux.

L'inventaire analytique de la série L. t. II a été poursuivi. Cinq feuilles ont été tirées où l'on trouvera repertoriés un grand nombre de documents relatifs aux réquisitions de 1793 et de l'an II; aux armements, équipements, habillements, subsistances et convois militaires; aux déserteurs; à la garde nationale; aux travaux publics, routes, navigation, moulins et usines. Le dépouillement des articles de la série qui intéressent l'instruction publique est très avancé. Les dossiers sur l'Ecole centrale, dont je vais incessamment publier l'histoire, ont été longuement analysés.

Archives des communes. — Les inspections que j'ai faites font apparaître jusqu'à l'évidence la nécessité de centraliser aux archives départementales les documents historiques épars dans les mairies où, trop souvent, ils s'abîment, se moisissent ou s'égarent. Les secrétaires de mairie, accablés de besogne,

expédient, quand ils peuvent, leurs affaires courantes, et voilà tout ! Il en est peu qui aient à la fois le temps et le goût de s'occuper de leurs archives. Quelques-uns même, en fonctions depuis de nombreuses années, n'ont eu ni l'occasion, ni la curiosité d'y jeter un coup d'œil, et ne savent pas qu'ils les ont prises en charge. « Je suis ici depuis huit ans, me disait l'un d'eux, instituteur à Soumensac; les vieux papiers étaient au fond de cette armoire, dans la poussière; je les y ai laissés. J'ai autre chose à faire que de m'en occuper ».

Les archives de *Grayssas* sont bien classées, mais elles sont si peu de chose ! Au fonds ancien inventorié, il faut ajouter un cahier in-folio de 19 feuillets papier contenant les rôles du vingtième pour les paroisses de Saint-Pierre-de-Coupet et de Saint-Martin, 1784 (E. sup. 1120 bis). — Le fonds révolutionnaire comprend : 1° L'état-civil, un registre relié, de 1793 à 1802 et une liasse de l'an IV à l'an VI; 2° Des matrices, des rôles de la contribution foncière, 8 cahiers ou pièces détachées (1797-an VIII); 3° Une liasse de 3 pièces : état de fusils; militaires en congés (ans V-VII).

A *Saint-Robert*, où j'ai numéroté les trois registres du fonds ancien, les documents de l'époque révolutionnaire sont peu nombreux : pas autre chose que l'état-civil de 1793 à l'an VIII, une liasse.

Les trois articles du fonds ancien de *Cours*, qui se trouvaient composés de cahiers paroissiaux, sont aujourd'hui confondus. Pour la Révolution : 1° Un gros registre d'état-civil de 1788 à 1802, auquel il faut ajouter trois petits cahiers de même nature, ans 5 et 6, 7, 8; 2° Un cahier relatif à la contribution foncière, 1791.

Dans la commune de *Saumont*, le fonds ancien est complet. Pour la période révolutionnaire, l'état-civil seulement : un registre et quelques pièces formant une liasse (1793-an III).

Au *Nomdieu*, E sup. 2743 et 2744 ont été reliés ensemble, mais il manque les premiers cahiers paroissiaux de 1673 à 1716. L'ensemble part de 1717 et va jusqu'en 1790. Pour la Révolution, rien que l'état-civil depuis 1790, avec table décennale.

L'inventaire imprimé des archives communales porte que *Saint-Vincent-de-Lamontjoie* n'a pas d'archives antérieures à 1789. Une récente inspection m'a fait retrouver dans une armoire de la mairie tous les cahiers paroissiaux de Saint-Lary (Saint-Hilaire) au diocèse de Condom, autrefois chef-lieu de la commune. J'en ai fait une liasse (E. sup. 2745 bis), qui renferme les baptêmes, mariages et sépultures de 1683 à 1791, avec une table par nom de baptême, d'ailleurs incomplète. Pour la période révolutionnaire, un registre relié d'état-civil, an II-1810.

A *Lacépède*, je n'ai retrouvé ni les registres paroissiaux de Pechbardat, ni celui de Quittimont (E sup. 1018, 1019 et 1021), mais, en revanche, j'ai répertorié quelques articles qui ne figurent pas dans l'inventaire de la série E sup. : 1° Charges et décharges, état des terres de la communauté, 4 cahiers, xvm^e siècle (1014 bis); 2° Paroisse de Lacépède : baptêmes, mariages, sépulture, abjurations, 1775-1791, liasse (1017 bis); 3° Paroisse de Quittimont et de Lesterne, idem, 1760-1775 (1024 bis). — J'ai joint, en outre, au n° 1015 quelques fragments de registres paroissiaux qui donnent comme dates extrêmes de cet article, 1659-1714. — Le fonds révolutionnaire que j'ai classé comprend : 1° Transcription des lois et décrets, 4 cahiers, papier, 1790-1793; 2° Délibérations du Conseil général de la commune, cahier de 84 pages, du 23 janvier 1791 au 18 août 1792; 3° Contribution foncière, matrices. Charges et décharges, 1791-an VIII, 8 cahiers, 3 pièces; 4° Etat-civil, 1792-an VIII, 23 cahiers, 8 pièces; 5° Affaires diverses : pertes agricoles, billets de confiance, affaires militaires, 1791-an VIII, 12 pièces.

La mairie de *Saint-Salvy* est fort bien tenue. Les documents de ses archives ont été reliés. Au fonds ancien inventorié, il faut ajouter : 1° un registre d'arpentement, xvm^e siècle, 65 feuillets (1001 bis); 2° l'arpentement général du taillable de Dominipech, juridiction de Montpezat, avec table, 1767; un registre de 137 feuillets, papier (1002 bis). — Pour la Révolution : 1° Enregistrement des lois et décrets, 1 reg. rel. 1790-an IV; 2° Contribution foncière, 1797, 2 reg. rel. Rien pour l'état-civil.

A *Lusignan-Petit*, le fonds ancien inventorié est complet. Rien pour la Révolution, si ce n'est un cahier d'état-civil, 15 feuillets, 1791-1792.

Mêmes observations pour *Lusignan-Grand*. L'état-civil, avec tables, forme un registre relié de 1792 à 1802.

Dans le canton de *Duras*, les collections communales sont d'une grande pauvreté : des registres d'arpentement, les cahiers de l'état-civil paroissial, des rôles de contribution foncière de la Révolution, et c'est à peu près tout. La mairie d'*Auriac* est bien tenue; le fonds ancien est complet. Les papiers révolutionnaires comprennent avec quelques volumes dépareillés du *Bulletin des Lois*, une liasse d'état-civil, du 11 février 1792 au 22 frimaire an XI (1802), 13 cahiers in-4°. Délibérations municipales remontant au xix^e siècle seulement. Il existe un inventaire.

A *Baleyssagues*, le secrétaire m'a communiqué quelques documents antérieurs à 1790 qui ne figurent pas dans l'inventaire de la série E sup. publié de 1885 à 1898 ; 1° Arpentement général de Baleyssagues, xvii^e siècle fin; 271 pages, papier (E. sup. 1351 bis); 2° Plans dressés à l'appui des livres de reconnaissance ou des registres d'arpentement, indiquant grossièrement les délimitations et les contenances des propriétés dans la paroisse; xviii^e siècle, 5 plans, papier (1351 *ter*); 3° Un cahier d'état-civil paroissial pour Baleyssagues, 1713-1723 (E. sup. 1353 bis); 4° *Idem* (E. sup. 1354 bis), 1772-1792, une liasse; 5° Deux pièces papier : reconnaissance de fief féodal tenu du marquis de Duras (1640) et transaction passée en 1779 au sujet de la dîme entre le curé d'Esclottes et Pierre Fourcaud, laboureur (E sup. 1355 bis). — Les délibérations municipales ne remontent qu'au milieu du xix^e siècle. Le fonds révolutionnaire est composé de l'état-civil (trois volumes reliés, 1793-1812) et d'un cahier de rôles de la contribution foncière contenant 287 articles (an III). Mairie bien tenue. E sup. 1355 n'a pas été retrouvé.

Les collections de *Duras* antérieures à 1790 sont complètes; mais de la Révolution ni délibérations municipales, ni contribution foncière; l'état-civil seulement, une liasse de 12 cahiers

in-4° et in-8° de 1791 à l'an IV, et trois registres reliés : naissances, an V-1807; mariages, an V-1813; sépultures, an V-1808. Je signalerai en outre une table moderne des naissances, mariages et décès du 3^e janvier 1756 jusqu'au 1^{er} avril 1791.

Les 9 plans dressés au XVIII^e siècle, à l'appui du cadastre de la paroisse d'*Esclottes*, étant détériorées, ont été versés aux archives départementales où ils seront réparés (E. sup. 1369). Pour la Révolution, je n'ai trouvé que : 1° l'état-civil, 1790-an VIII, une liasse; et 2° trois cahiers de contribution foncière : matrices et rôles, 1793-an VII. Mairie bien tenue.

Il serait bon qu'à *Loubès-Bernac*, le secrétaire mit de l'ordre dans les papiers de la maison commune. Grâce à M. le Maire, j'ai retrouvé le fonds ancien des archives, sauf E. sup. 1393, registres paroissiaux de Bernac, 1700-1742. L'arpentement de la paroisse d'Uffert (E 1390) compte 180 feuillets au lieu de 151. Le fonds révolutionnaire comprend : 1° Délibérations municipales du 22 mai 1791 au 30 ventôse an II, in-folio relié de 380 pp., et du 1^{er} germinal an II au 5 brumaire an III, in-fol. rel. de 200 pp. 2° Etat-civil, pour Loubès, 1793-1806, 3 vol. reliés; pour Bernac, 1797-1806, 3 vol. rel., avec, pour les deux parties de la commune, des tables décennales. 3° Contribution foncière, rôles, 4 cahiers in-folios. 4° Une liasse d'affaires diverses : transcription d'arrêtés du Comité de Salut Public, des directoires de département et de district. Remplacements. Citoyens actifs. Volontaires (1780-27 prairial an II), 36 pièces.

La mairie de *Moustier* est bien tenue. Rien que l'état-civil pour la Révolution, 3 vol. rel., in-4°.

Tout est parfaitement classé à *Pardaillan*, où l'on trouve un inventaire de la mairie, ce qui est relativement rare en Lot-et-Garonne. Fonds ancien inventorié complet. Les délibérations municipales ne commencent qu'en 1838. Pour la Révolution : 1° Etat-civil : Pardaillan, 1793-1802, un vol. rel. Saint-Front, aujourd'hui commune de Duras, 1792-1816, une liasse; 2° Rôles de contribution foncière, un vol. in-folio dérelié, an III.

Au fonds ancien de *Saint-Astier*, il faut ajouter ce que j'ai trouvé en fouillant dans un placard poussiéreux : 44 cahiers in-4° et in-12, papier, de baptêmes, mariages et sépultures pour la paroisse de Saint-Astier, de 1614 à 1790 (E sup. 1413 bis). — Pour la Révolution, rien que l'état-civil, 1791-an VIII, 10 cahiers, 2 feuillets.

Aucun document historique à *Saint-Jean*, ni de l'ancien régime, ni de la période postérieure.

J'ai retrouvé à *Saint-Sernin* tous les registres d'arpente-ment inventoriés, mais aucun registre paroissial. Ainsi manqueraient E sup. 1420 à 1423, c'est-à-dire tout l'état-civil ancien de 1621 à 1791. — Pour la Révolution : 1° Etat-civil, 1792-1808; 2° Contribution foncière; matrices, rôles, états par section, 7 gros cahiers.

Tout est en ordre à *Sainte-Colombe-de-Duras* où j'ai trouvé un vieil inventaire de la mairie que j'ai vérifié. — Pour la Révolution, avec quelques bulletins des lois : 1° L'état-civil, 1793-1802, 3 volumes reliés; 2° Contribution foncière, matrice et rôles, 1791-an III, 3 registres déreliés.

Savignac-de-Duras n'a pas d'archives antérieures à 1800. Un inventaire du mobilier prouve qu'il y avait autrefois des registres paroissiaux depuis 1714 (23 cahiers). On ne les a pas retrouvés et ils ne figurent pas, d'ailleurs, dans l'inventaire imprimé de la série E supplément.

Il serait urgent que l'instituteur-secrétaire de la mairie de *Soumensac* consacrat quelques heures au classement des papiers dont il a la charge. Grâce à l'amabilité de M. le Maire, j'ai pu retrouver les articles du fonds ancien, analysés par M. Tholin; sauf E sup. 1437, registres paroissiaux de 1733 à 1766. — Quant au fonds révolutionnaire, je n'y ai compté qu'une liasse de 10 cahiers relatifs à la contribution foncière et une suite très curieuse de 17 petits cahiers contenant les réponses de l'administration municipale de Soumensac aux enquêtes ordonnées par le département sur l'agriculture, les subsistances, le commerce, les travaux publics, les poids et mesures, etc.

Au fonds ancien de *Villeneuve-de-Duras*, il faut ajouter

sous le n° E sup. 1439 bis un registre in-folio de 219 pages : reconnaissances pour les ténements dépendant du capitalat de Villeneuve-de-Puychagut, xviii^e siècle. L'arpentement de 1717 (E. sup. 1439) n'est plus complet, par suite de la disparition des dernières pages; il ne compte plus que 310 feuillets au lieu de 360. — Pour la Révolution : 1° Délibérations municipales du 14 mars 1790 au 3 nivôse an II, reg. rel. de 142 feuillets; 2° Etat-civil, 1792-an XI, registre in-4° relié.

CHRONIQUE

Circulaire ministérielle relative aux faits de guerre, adressée aux Sociétés savantes de France

Paris, le 3 Mai 1915.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par une circulaire en date du 18 septembre dernier, j'ai adressé à MM. les Recteurs d'Académie des instructions en vue d'inviter les instituteurs de leurs ressorts à prendre des notes sur les événements auxquels ils assistent présentement.

A titre d'indication je leur communiquais les instructions données le 17 août 1914 à ses collaborateurs directs par M. le Recteur de l'Académie de Grenoble qui leur signalait, en particulier, les ordres de faits auxquels les instituteurs pouvaient d'abord songer, savoir :

a) Mobilisation; comment elle s'est effectuée; esprit public; paroles caractéristiques qu'on a pu recueillir.

b) Comment s'est reconstituée l'administration du village, après le départ de certains membres de la municipalité. Rôle de l'instituteur et de l'institutrice.

c) L'ordre public; comment on assure la sécurité; étude civique; recrudescence ou diminution des délits ordinaires; faits avérés d'espionnage (se méfier des faux bruits).

d) Vie économique. Agriculture; la moisson, le battage, la mouture, etc. Industrie; efforts contre le chômage. Commerce local; ravitaillement; prix. Le crédit. Les banques. Comment est accepté le moratorium.

e) Assistance. Paupérisme. Allocations de l'Etat et des Municipalités. Solidarité privée.

f) Enfants. Garderies.

g) Hôpitaux et ambulances. Service médical et pharmaceutique, etc.

D'autres rubriques pourront évidemment être ajoutées.

Recommandez expressément :

1° De n'accueillir que des renseignements rigoureusement contrôlés. Il ne s'agit pas de laisser s'établir des légendes, ni des « mots historiques » inventés.

.....

Le Comité des travaux historiques et scientifiques vient d'attirer mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait à généraliser cette enquête et à demander aux personnes particulièrement qualifiées par la nature de leurs travaux et l'habitude qu'elles ont de la méthode historique de vouloir bien participer à une œuvre qui promet d'être si utile.

Le programme si intéressant qu'a tracé M. le Recteur de l'Académie de Grenoble pourrait convenir au dessein du Comité. Il ne devrait être, lui semble-t-il, ni impératif, ni limitatif. On pourrait certes y ajouter ou y retrancher; mais il offre d'utiles indications pour aider à choisir, dans la masse des faits dont la tradition orale peut se trouver dépositaire, ceux dont il importe vraiment de conserver le souvenir.

Il est plus difficile d'indiquer les modes de cette conservation, les procédés simples et pratiques pour faire utilement de telles enquêtes historiques locales, pour cueillir à temps, si on peut dire, ces fruits de la tradition orale qui se gâtent si vite, qui tombent si vite.

J'ai pensé, avec le Comité, qu'il y avait lieu tout d'abord et résolument d'écarter l'idée de tout ce qui ressemblerait à une enquête administrative et qu'il conviendrait bien plutôt de proposer l'idée dont il s'agit aux réflexions et à la bonne volonté de personnes et de sociétés qui s'occupent plus particulièrement d'études historiques et dont l'évident désintéressement rassurerait toutes les timidités. Les témoins interrogés se sentiraient à l'aise pour répondre, en des conversations familières, à des historiens qui n'auraient en vue que l'utilité de l'histoire.

C'est pour cette raison que le Comité a estimé que cette enquête historique pourrait être tout naturellement confiée ou plutôt proposée aux diverses Sociétés savantes, aux Comités départementaux de l'histoire économique de la Révolution française, à ses membres non résidants, aux correspondants et aux correspondants honoraires du Ministère de l'Instruction publique, aux professeurs d'histoire des Universités.

A ces personnes et à ces sociétés si autorisées serait laissé le soin d'organiser leurs enquêtes comme elles l'entendraient, d'en fixer le

programme, de les étendre à tout un département ou de les borner à quelques régions d'un département, de choisir les témoins à questionner.

Evidemment, quelque intérêt que présente la tradition orale dans les villes, c'est surtout dans la campagne, où cette tradition est presque l'unique dépositaire du passé, que de telles enquêtes seront riches en résultats utiles. En particulier le témoignage de l'instituteur sera, heureusement invoqué dans l'enquête projetée. Mais d'autres personnes connaissent, à d'autres points de vue, la vie spirituelle d'une commune, d'autres connaissent sa vie économique, et le Comité ne doute pas qu'elles ne se refuseront pas à répondre à des questions que leur poseront des historiens dans l'unique intérêt de l'histoire. On pourra également interroger, avec le même soin, les témoins qui sont de simples particuliers et consulter aussi avec fruit, non seulement les lettres émanées de nos soldats, mais toutes les correspondances privées qui offrent de l'intérêt pour l'histoire de l'esprit public en France pendant la présente guerre.

Ce qui importerait, aux yeux du Comité, c'est que cette œuvre de préservation et de conservation de la tradition orale pût être entreprise sans aucun retard pendant que les souvenirs sont encore dans leur fraîcheur et leur vérité. L'expérience montre combien est rapide la déformation de ces souvenirs. Plus on se hâtera de les solliciter, de les exprimer, de les fixer, plus on rendra service aux études historiques.

Telle est la pensée du Comité des Travaux historiques et scientifiques; je m'y associe pleinement et n'ai rien à y ajouter.

Pourtant je crois devoir aussi appeler l'attention des travailleurs, qui seraient disposés à coopérer à ces recherches, sur l'intérêt qu'il y aurait à ne pas attendre, pour nous le communiquer, que leur travail fût achevé.

J'estime qu'il ne serait pas, au contraire, sans utilité que l'on voulût bien nous adresser dans le plus bref délai quelques notes, sans lien entre elles, prises au hasard et qui seraient comme le type, dans les divers sens où elle serait poussée, de l'enquête à laquelle chacun se proposerait de procéder. L'examen de ces essais pourrait peut-être, comme le signalait si justement dans sa circulaire M. le Recteur de l'Académie de Grenoble, suggérer des conseils qui, s'il y avait lieu, feraient l'objet d'une nouvelle circulaire.

J'attacherais du prix à ce que l'envoi de toutes les communications relatives à cette enquête me fût fait sous le timbre de la *Direction*

de l'Enseignement supérieur, Bureau du Comité des Travaux historiques et scientifiques.

Agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,
ALBERT SARRAUT.

Pour copie conforme :

Le Directeur de l'Enseignement supérieur, Conseiller d'Etat,
L. POINCARÉ.

La Société des sciences, lettres et arts d'Agen à laquelle cette circulaire a été communiquée dans sa dernière séance, prend acte de la demande formulée par M. le Ministre et, partageant la manière de voir du Comité des travaux historiques et scientifiques, s'efforcera de contribuer, dans la limite de ses moyens, à cette œuvre éminemment utile et patriotique.

Commission d'Administration et de gérance : Ph. Lauzun, R. Marboutin, O. Granat.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Mai-Juin 1915.* — 'Ferdinand Lot : Les migrations saxonnes en Gaule et en Grande-Bretagne du III^e au V^e siècle. — Augustin Fliche : Le cardinal Humbert de Moyenmoutier. Etude sur les origines de la réforme grégorienne. — G. Monod : Le rôle de Paris dans la France du moyen âge. — W.-M. Kozlowski : Kosciuszko et les légions polonaises en France (1^{er} article). — Lina Bémont : Un chant de haine contre l'Angleterre. — Bulletin historique : Antiquités romaines (1913-1914), par J. Toutain. — Comptes-rendus critiques. — Notes bibliographiques. — Recueils périodiques et sociétés savantes. — Chronique.

POLYBIBLION. — *Avril 1915.* — *Publications relatives à la guerre européenne.* — A. Gauvain : Les origines de la guerre européenne. — P. Saintivès : Les Responsabilités de l'Allemagne dans la guerre de 1914. — A. Sommerfeld : Le partage de la France : (Ce qu'on verra un jour), traduit de l'allemand par EF. François. — A. Delécraz : Paris pendant la mobilisation; notes d'un immobilisé. — XXX. : Des lignes de Tchataldja au canal de l'Yser. Kirkilissé-Charleroi; Lubé-Bourgas-La Marne; Tchataldja; Les Flandres. — M^{me} Eydoux-Demians : Notes d'une infirmière. — Klein : La guerre vue d'une ambulance. — Général Maitrot : Nos frontières de l'Est et du Nord. L'offensive par la Belgique. La défense de la Lorraine. — Id. : Les armées françaises et allemandes : leur artillerie, leur fusil, leur matériel. Comparaisons. — *Histoire* : E. Esmonin : La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683). — J. Cordey : Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Messine. — V. Gædorp : La guerre de tranchées il y a soixante ans. Lettres inédites d'un sous-lieutenant de zouaves tué devant Sébastopol en 1855. Etc. — *Chronique, Nécrologie* : Mgr Douais, évêque de Beauvais. Sa bibliographie (très importante sur l'histoire religieuse du Midi de la France, notamment sur l'Inquisition et sur l'Albigisme). Etc.

REVUE HISTORIQUE DE BORDEAUX ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE. — (*Mars-Avril 1915*). — P. C. : Pierre Harlé. — Paul Courteault : Autour de la maison Gobineau. — J.-A. Brutails : Tourny et Machault et une crise de subsistances. — Abbé Albert Gaillard : Un ami des Girondins. — D^r Georges Martin : Le Cru de Langon. — Alfred Leroux : A propos des portails de Saint-André et de Sainte-Croix de Bordeaux (suite et fin). — Mélanges : Possessions de la Sauve-Majeure sur le théâtre de la guerre, par M. J. Boucherie. — La rue Saint-Nicolas. La rue de Saintonge, par M. P. C. — Tourny et le Palais-Gallien, par M. P. C. — Chronique. — Bibliographie.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS. — 3^e et 4^e trimestres 1914. — Trois rétables Gascons (Biran, Miramont, Sainte-Gemme) avec planches, par Ph. Lauzun. — Deux Comtés de Comminges béarnais au XV^e siècle (suite), par M. J. de Jaurgain. — Histoire de Nogaro, par l'abbé Breuils (suite). — Un pamphlétaire gascon au temps de la Fronde et du Quiétisme : F. Davesne (1615-1700), par l'abbé Lagleize (suite et fin). — Les Cahiers de 1789 dans les assemblées de sénéchaussée d'Auch, Condom et Lectoure (Doléances et vœux de la noblesse), par Brégail. — Essai généalogique sur la famille de Broqueville (Branche de Monfort), par L. Mazeret. — Le Congrès de Tarbes, par le D^r de Sardac. — Investigations en Fezensaguet : Les Lupé-Taybosc, par J. de Mastron. — Bibliographie : Les fléaux des récoltes autrefois en Gascogne, par J. Dandrey. — Chronique.

N° 3

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

42^e Année — Mai-Juin 1915



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement
interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Profils militaires. Le contre-amiral baron de Lacrosse, (1760-1829) par Ph. Lauzun.....</i>	145
II. <i>Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans (1829-1837), par E. Labadie...</i>	158
III. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817, de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans. (suite), publiée et annotée par R. Bonnat.</i>	179
IV. <i>Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture, par Isaac-Louverture (suite).....</i>	199
V. <i>Les Antiquités d'Agen par Darnalt (suite), publiées et annotées par Ph. Lauzun.....</i>	210

GRAVURE :

Le contre-amiral baron de Lacrosse.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires	10 fr.
8 — — — — —	100 — — — — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — — — — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — — — — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — — — — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — — — — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



LE CONTRE-AMIRAL BARON DE LACROSSE

Cliché Ph. Lauzun

PROFILS

Le contre-amiral baron de Lacrosse

(1760-1827)

Qui connaît aujourd'hui le contre-amiral de Lacrosse ? Il n'est pas cependant que des lauréats de l'École Polytechnique qu'on ne se soit plu à retracer les hauts faits de sa vie et que le temps a marché. Les événements se sont succédés, les uns survenant sur les autres ; et peu à peu, les hommes ont disparu, sont tombés dans l'oubli. Notre vaillant héros n'a pas échappé au nombre. Il est donc juste qu'à l'occasion de son centenaire, nous rappelions une fois encore les hauts faits de sa glorieuse existence (1).

Jean-Baptiste-Raymond de Lacrosse est né à Agen (Lot-et-Garonne), le 5 septembre 1760. Il est le fils de François de Lacrosse, chevalier, seigneur de la Roche-Marguerite Bazas. Il fit de solides études à l'école de la ville et s'engagea tout jeune dans la marine.

« Le 23 juin 1780, il s'embarqua sur la frégate *l'Alcyon* comme garde de la marine. En 1781, il passa à la frégate *la Bien-Aimée*, et le 7 octobre 1782, il fut nommé « *gonaute* », où il assista au combat de l'Amirauté contre l'Amirauté de Penfeld. Le 12 novembre 1782, il fut nommé enseigne à bord de la *Cléopâtre*, destinée à rejoindre l'Inde l'escadre du bailli de Suffren; et il s'y distinguait en se montrant de nombreuses embarcations chargées d'approvisionner le corps ennemi.

Le 10 mai 1787, il passait avec le titre de lieutenant de vaisseau.

(1) Entre autres renseignements nous nous servons, pour la biographie, des notices qu'ont consacrées au contre-amiral de Lacrosse le comte de Bellecour dans son remarquable ouvrage *L'Agénais illustre* (Agen, 1860, 6 vol., pp. 57-66), et le comte de Commauay dans ses *Pièces et documents relatifs au service de Lacrosse au Sud-Ouest* (Agen, 1889, in-8°, pp. 116-143.)



ADMIRAL BARON DE LACROSSE

PROFILS MILITAIRES

Le contre-amiral baron de LACROSSE

(1760-1829)

Qui connaît aujourd'hui le contre-amiral de Lacrosse ? Ce n'est pas cependant que des biographes lui aient manqué, et qu'on ne se soit plu à retracer ses combats héroïques. Mais le temps a marché. Les événements graves se succèdent rapidement les uns aux autres ; et peu à peu les plus méritants tombent dans l'oubli. Notre valeureux compatriote est de ce nombre. Il est donc juste qu'à l'appui de son portrait nous rappelions une fois encore les principaux faits et gestes de sa glorieuse existence (1).

Jean-Baptiste-Raymond de Lacrosse naquit à Meilhan (Lot-et-Garonne), le 5 septembre 1760. Il était fils légitime de noble François de Lacrosse, chevalier, sieur de Soulières et de dame Marguerite Bazas. Il fit de solides études au collège de Juilly et s'engagea tout jeune dans la marine française.

« Le 23 juin 1780, il s'embarquait sur la frégate *La Friponne* comme garde de la marine. En 1781, il passait en la même qualité sur le *Bien-Aimé*, et le 2 novembre suivant sur l'*Argonaute* », où il assista au combat livré contre l'amiral Kempenfeld. Le 12 novembre 1782, il était nommé enseigne à bord de la *Cléopâtre*, destinée à rejoindre dans l'Inde l'escadre du bailli de Suffren ; et il s'y distinguait, en anéantissant de nombreuses embarcations chargées d'approvisionner le camp ennemi.

Le 10 mai 1787, il passait avec le titre de lieutenant de vais-

(1) Entre autres renseignements, nous nous servons, pour cette biographie, des articles qu'ont consacrés au contre-amiral de Lacrosse André de Bellecombe dans son rarissime ouvrage *l'Agenais illustre* (Agen, 1846. In-4°, pp. 57-66, et aussi A. Communay dans ses *Pièces et documents inédits pour servir à l'histoire du Sud-Ouest* (Agen, 1889. In-8°, pp. 116-143.)

seau, sur la frégate l'*Aigrette*, qui opérait dans la mer des Antilles. En 1790, il revenait prendre place sur la *Cléopâtre*; le 10 mai 1792, il était promu capitaine de vaisseau, et, le 1^{er} octobre suivant, il prenait le commandement de la frégate *La Félicité*.

Il reçut alors l'ordre d'aller dans les Iles sous le vent porter les décrets de la Convention nationale, abolissant la Royauté et proclamant la République, mission délicate qu'il accomplit avec beaucoup de souplesse et de fermeté.

Rappelé en France, dans le courant de l'année 1793, il capturait dans sa traversée une corvette anglaise, la *Lydia*, et un corsaire de Liverpool armé de trente canons.

Lacrosse ne put cependant trouver grâce devant le terrible Comité de salut public. Incarcéré pendant deux ans, il recouvra sa liberté au 9 thermidor, et fut attaché, à ce moment, au Comité de la marine, « où il se distingua par de remarquables aptitudes », si bien que le 20 mars 1796, il était nommé chef d'une division navale, et qu'il recevait peu après le commandement du vaisseau *Les Droits de l'Homme*, désigné pour faire partie de l'escadre qui, sous les ordres du vice-amiral Morard de Galles, devait opérer une descente en Irlande.

Cette escadre, partie de Brest le 15 décembre 1796, fut dispersée par une tempête. Livré à lui-même, séparé de ses compagnons d'armes, Lacrosse dut se résoudre à suivre textuellement les instructions secrètes qui lui avaient été données et qui lui désignaient comme point de ralliement le cap Loop, à l'embouchure de la rivière Le Shannon. Il y attendit vainement huit jours les autres bâtiments de l'escadre. Mais, ne voyant rien venir, il se décida à regagner les rivages de France.

C'est dans ce retour qu'il eut à soutenir un terrible combat contre deux vaisseaux anglais, puis qu'il fit naufrage. Le récit de ce haut fait d'armes a été reproduit par André de Bellecombe, d'après la narration qu'en a fait « un des plus élégants écrivains de la France maritime, M. Jules Lecomte ». Bien plus émouvante et palpitante d'intérêt est la lettre même que Lacrosse écrivit au ministre de la marine, et où il lui expose,

avec les plus grands détails, toutes les péripéties de cette lutte de treize heures. Malgré sa longueur, nous croyons devoir la reproduire ici *in extenso* et telle que l'a déjà donnée M. Com-munay, d'après les archives du Ministère de la Marine, où elle est déposée :

*La Crosse, commandant les Droits-de-l'Homme, au Ministre
de la Marine, à Paris.*

Brest, ce 30 nivôse an v (19 janvier 1797).

CITOYEN MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous rendre compte du sort du vaisseau *les Droits de l'Homme* dont le Directoire m'a confié le commandement.

J'avais quitté, le 18 de ce mois, la vue du cap Loop, en Irlande, sur lequel j'avais croisé huit jours, après en avoir passé quatre au mouillage de Bantry, pour faire mon retour en France. Mon projet étant d'atterrir sur Belle-Isle, je dirigeai ma route en conséquence. Le 24 au matin, je m'estimais à 25 lieues de terre par la latitude des Pennemarcks, lorsqu'une brume épaisse me détermina à attendre qu'il fît beau pour approcher la terre. Les vents étaient variables de O.-S.-O. au O.-N.-O. A neuf heures du matin, je pris la bordée du sud sous petite voile; à une heure de l'après-midi, on m'avertit qu'on voyait une voile au vent à nous. L'ayant reconnue, grossissant dans la brume, je jugeai qu'elle m'avait aperçu et me donnait la chasse. Au même instant, je fis arriver de quatre quarts et j'aperçus un second bâtiment non loin du premier faisant la même manœuvre. Ils pouvaient être à peu près à une lieue de moi. Je pris chasse pour me préparer au combat, et fis toute la voile que le temps me permettait; les vents étaient ronds (assez forts et bien établis) et bons frais. Je courais sur tribord amures, à 12 quarts, allure la plus avantageuse à la marche de mon vaisseau.

Après deux heures de chasse, je m'aperçus que le premier vaisseau me gagnait sensiblement, ce que j'attribuai d'abord à l'avantage qu'il avait eu de mettre le premier beaucoup de voiles dehors. J'avais une bonnette de petit et grand hunier à tribord dont les drisses et les amures avaient déjà cassé plusieurs fois. Vainement j'avais tenté cinq à six fois de mettre une bonnette basse de misaine; mais, toutes les manœuvres cassant, je fus obligé d'y renoncer, tan-

dis que les bâtiments qui me chassaient la portaient sans amener aucun pouce d'autres voiles. Je filais de onze à douze nœuds; calculant sur la bonté de ma mâture, et ayant moins de voiles que l'ennemi, je continuai à prendre chasse, lorsque, à trois heures et demie, on m'avertit qu'on voyait sous le vent à nous deux bâtiments. Je les reconnus portant sur tribord au vent tendant à me couper. On m'avertit bientôt d'en haut que l'on en voyait quatre autres. Ceux que je distinguais dans la brume, à une lieue et demie de moi, me parurent des vaisseaux de guerre. Dans cette position, chacun étant à son poste, toutes les manœuvres de combat étant préparées, je me disposai à combattre; mais voulant éloigner les vaisseaux qui restaient sous le vent, j'ordonnai tous les élans sur tribord. Je continuai ma route avec la même vitesse, lorsque à quatre heures un quart, les bras du grand hunier venant à manquer, je fus démâté de mes deux mâts de hune. Alors le bâtiment le plus rapproché de moi (1), reconnu pour être un bâtiment rasé, était dans mes eaux, à petite portée de canon. Il amena ses bonnettes, cargua ses basses voiles, déborda les perroquets et mit en travers pour prendre des ris. Je m'attendais qu'il allait me prolonger sous le vent, d'où il eut pu me canonner sans qu'il m'eût été possible de lui envoyer un seul coup de canon, courant le danger de mettre le feu à mes voiles, ni me débarrasser d'un aussi grand volume de voiles sous le feu de son artillerie. Je ne perdis pas un instant pour faire tout couper; en moins d'un quart d'heure je fus débarrassé, et je restai sous les deux basses voiles et le perroquet de fougue, filant encore cinq nœuds en même route. A cinq heures un quart, l'ennemi, qui avait fait servir, m'avait approché à portée de ma voix. Il vint au vent par ma hanche de tribord et m'envoya toute sa bordée. Je fis la même manœuvre en lui donnant la mienne, soutenu d'un feu terrible de mousqueterie. Je voulus ouvrir ma batterie basse, mais l'eau entrant à plein sabord, je fus obligé d'y renoncer (2). Il se porta alors par mon bossoir de tribord, voulant me passer de l'avant. Je laissais arriver assez pour le couper par son milieu et

(1) C'était l'*Indéfatigable*, vaisseau monté par le commodore Edouard Pellew.

(2) « La batterie basse des *Droits de l'Homme* était de quatorze pouces moins élevée que celle des autres vaisseaux; la mer étant très grosse, et le vaisseau roulant considérablement par la perte de sa mâture, il lui était impossible de tenir cette batterie ouverte. » (*Biographie maritime*, par M. Hennequin, tome II, art. Lacrosse.)

l'aborder s'il était possible. J'en étais déjà si près qu'il fut obligé de renoncer à sa manœuvre; il revint sur son tribord et me présenta l'arrière position dont je profitais pour lui envoyer, à longueur de refouloir, une seconde bordée, soutenue d'un feu roulant de mousqueterie.

Le combat dura, dans différentes positions, jusqu'à six heures trois quarts du soir, où le second bâtiment (1) m'ayant joint, m'envoya à portée de pistolet une bordée dans la hanche de babord; il me passa à poupe, où il n'eut pas le temps de m'envoyer une seconde bordée, étant revenu assez vivement sur tribord pour lui présenter le côté. Je les tins tous les deux par mon travers. Le feu était si vif de part et d'autre qu'à sept heures et demie je les obligeai de m'abandonner, sans doute pour se réparer.

Pendant cet intervalle, je fis rafraîchir mon équipage, dont l'enthousiasme et le courage se manifestaient par les cris redoublés de *Vive la République !* On répara le désordre momentané qu'avait occasionné, en crevant, une pièce de 18, que j'avais fait placer en retraite, ne pouvant pas me servir de ma batterie de 36, moins élevée de quinze pouces que dans tous les autres vaisseaux, et la mer étant assez mâle, et de plus roulant, faute de l'appui que m'aurait donné ma mâture. Je fis armer des deux bords ma batterie de 18 et les gaillards, bien décidés à ne jamais amener, quel que fût le sort du combat. Tout étant disposé pour soutenir une nouvelle attaque, nous ne fûmes pas longtemps dans l'attente.

A huit heures et demie, les deux bâtiments s'étant approchés, ils recommencèrent leur feu auquel je répondis avec la même vigueur. Ils vinrent se placer l'un et l'autre par mes bossoirs; ils me traversaient alternativement de l'avant, et ce n'est qu'en donnant des arrivées et olophées (2), très fortes que je pouvais leur envoyer des bordées. Je tentais de les aborder; mais ma vitesse était insuffisante; ils évitaient une action aussi décisive; ce qui me procura les positions les plus avantageuses. Je les enfilai de l'avant à l'arrière. Enfin à dix heures et demie, l'état de mon mât d'artimon étant coupé, il se balançait dans la longueur du vaisseau; sa chute dans cette direction me fit craindre qu'il n'engageât mes canons de gaillard, ou n'offensât la barre de mon gouvernail, seule ressource qui donnait

(1) C'était la frégate l'*Amazon*e.

(2) « *Oloffée* : mouvement d'un navire autour de son axe vertical, pour rapprocher son avant du lit du vent. » (*Dictionnaire des termes de la marine.*)

encore quelque direction à mon vaisseau. La vergue du perroquet de fougue étant cassée, la corne d'artimon amenée, je n'hésitais pas à faire couper les haubans de babord, et le mât tomba du côté opposé, cassé de son étambrai, où un boulet de 24 l'avait frappé. L'ennemi tirait particulièrement à me démâter, espérant me réduire à l'impossibilité de gagner la terre sur laquelle je dirigeais toujours ma route. Mon but au contraire était de l'affaiblir en monde, et de lui démonter ses pièces; car quelques mâts que je lui eusse mis bas, il lui restait toujours plus de vitesse et le diamètre de mes boulets de 18 ne pouvait l'endommager dans sa mâture, comme ceux de 32 qu'il m'envoyait.

Dès le moment que les ennemis s'aperçurent de la chute du mât d'artimon, ils vinrent me combattre en hanches. Alors, n'ayant plus de mitraille à leur envoyer, je fis charger mes canons à obus, et, soit que ces artifices produisirent des effets à leur bord, ils n'osèrent plus me combattre de si près. Mes deux basses voiles étaient hachées et la misaine tenait seule amurée. Le feu continuait cependant avec la même chaleur, malgré trois pièces qu'il m'avait démontées à tribord; car de nouveaux hommes remplacèrent au service de l'artillerie ceux qui avaient été blessés ou tués.

Il était déjà une heure de la nuit, quand le lieutenant de vaisseau *Châtelain*, officier de manœuvre, reçut un biscaïen dans le bras, qui l'obligea de descendre au poste. Je fis appeler, pour le remplacer, le citoyen *Descormiers*, lieutenant de vaisseau, commandant la première batterie, dont je venais de tenter encore de me servir, mais inutilement. Enfin, à deux heures, étant à examiner la position de la frégate ennemie et concertant avec *Tonnerre*, mon maître d'équipage, les moyens de poser de nouvelles manœuvres, je fus atteint d'un boulet mort, dans la partie inférieure du genou gauche. Je tombai sur le coup; on me transporta au poste. En descendant dans la batterie, j'assurai mon équipage que l'on n'amènerait pas. Un cri unanime fut répété : *Non, jamais, capitaine, soyez-en sûr !* Ce cri fut entendu par la frégate l'*Amazone* qui s'échoua une demi-heure avant moi, démâtée de son petit mât de hune et le côté criblé. Je descendis content, laissant le commandement du vaisseau au citoyen *Prévost La Croix*, qui m'avait fait promesse de tenir jusqu'à la mort.

Ce brave officier a continué le combat avec la même chaleur que je l'avais commencé jusqu'à six heures un quart du matin, et m'ayant fait avertir qu'on voyait la terre devant, je me fis porter

sur le pont. Alors, les bâtiments ennemis nous avaient abandonnés; on était venu sur tribord, portant le cap au S.-S.-O. pour éloigner la terre, lorsque le mât de misaine vint à bas, cassé dans son étambrai, ainsi que le beaupré, au ras de ses œuvres. Un poids aussi énorme me fit dériver, annulant le peu de vitesse qu'une grande voile en lambeaux pouvait me donner. Je cherchais à faire couper et à mouiller mes ancres; il ne m'en restait que deux, ayant perdu les deux autres dans la baie de Bantry, venant chercher la terre. Les cables étaient étalingués; mais le feu que l'ennemi avait fait sur mon avant les avait hackés. L'un des ancres était engagé par la chute du mât de misaine et de ses agrès; j'ordonnai alors d'étalinger un grelin de 12 pouces sur une ancre à jet. Pendant cette opération, une faible écoute de grande voile vint à manquer. Je fis sonder, et je mouillai par douze brassés, fond de sable mouvant. J'étais entraîné par la force des lames; l'ancre n'étalant pas le bâtiment, il toucha et vint en travers. Je fis couper le grelin et j'évitai le cap à terre, ou je m'enfonçai de plus en plus dans le sable. La mer perdait alors; étant dans les fortes marées, j'espérais m'avancer assez pour procurer à mon équipage les moyens de se sauver. Au second coup de talon, mon grand mât, dont l'étau avait été coupé, rompit à vingt pieds au-dessus du pont. On tira de quatre à cinq coups de canon d'alarme, et j'ordonnai, pour alléger les hauts et tenir mon vaisseau droit, de jeter les canons de gaillard et de la batterie du 18 à la mer; ce qui fut exécuté sur le champ.

Je fus donc à la côte, citoyen Ministre, sans mâts et sans ancres, après un combat de treize heures soutenu contre le vaisseau l'*Indéfatigable*, armé d'une première batterie de 24 et d'une seconde d'obusiers, qui vomissaient une mitraille étonnante, — et la frégate l'*Amazone*, portant du 18, des obus de 36 et du 12; sur les gaillards, leur plus petit calibre égalait le plus fort des miens, n'ayant jamais pu faire usage de ma batterie de 36; mais j'avais à leur opposer un équipage de 650 hommes et 580 braves soldats de la légion des Francs, commandés par le général Humbert, l'adjudant-général Regnier et Corbineau, et un nombre considérable d'officiers, dont l'exemple et la bravoure les animaient à soutenir l'honneur du pavillon national. J'avais un état-major dont le courage et l'intelligence suppléaient aux moyens dont j'étais dépourvu. Sept officiers de la marine ont été blessés, trois de la légion des Francs tués, plusieurs autres blessés; cent hommes de l'équipage hors de combat, un égal nombre tués, telles sont les pertes que j'avais éprouvées au moment

où j'ai touché. J'avais épuisé la mitraille de toute espèce, les boulets ramés, et après avoir tiré 1,700 coups de canon, il me restait à peine 50 boulets ronds. Ici se borne le côté brillant d'un combat où l'honneur national a été soutenu et conservé par le brave équipage que je commandais et les canonniers de la 2^e demi-brigade de la marine. Le récit qui me reste à vous faire n'intéresse que l'humanité; il m'est donc bien douloureux de vous apprendre qu'une partie des hommes échappés aux dangers d'un combat aussi long ont été les victimes de l'échouage du vaisseau, ou sont morts dans les horreurs de l'inanition.

J'échouais le 24, à sept heures du matin, dans la baie d'Audierne, vis à vis Plougastel. Mon premier soin fut de mettre les canots légers à la mer. Les deux premiers furent emportés par la force des lames, avant que personne ne pût s'y embarquer. Ils furent jetés à la côte, où nous les vîmes se briser sur la chaîne de rochers qui la borde. J'essayai d'envoyer un ras fait avec les vergues de rechange, sur lequel je fis frapper une aussière pour établir ainsi un va-et-vient; mais le poids de cette corde empêchant le ras d'aller assez vite à la côte, les lames emportaient ceux qui étaient dessus; la corde fut coupée et je me vis privé de cette ressource. *Lamandi*, mon maître-voilier, aussi brave homme qu'excellent nageur, s'offrit à porter à terre une ligne de loch, sur laquelle on eût fait filer une plus forte manœuvre. Il la prit en effet, mais rendu à une certaine distance du bord, il fut forcé de l'abandonner, étant en danger de périr. Je tentais d'envoyer des aussières avec des ras nouveaux; tout fut inutile; elles étaient coupées ou par les hommes qui se sauvaient, ou par les rochers.

Nous passâmes ainsi la première journée, manquant d'eau et de vivres, la cale s'étant remplie, trois heures après avoir touché, par les lames qui déferlaient avec furie sur l'arrière et qui avaient enfoncé cette partie. Le 26, on construisait encore des rats, sur lesquels j'engageai les personnes qui savaient nager à s'embarquer. J'en vis plusieurs arriver à terre, dont je n'étais éloigné que d'un quart de lieue; mais j'eus la douleur d'en voir périr plusieurs sans pouvoir leur donner aucun secours. On mit cependant le grand canot à la mer; vingt-cinq à trente hommes s'y embarquèrent et arrivèrent heureusement à terre.

Le troisième jour, on essaya de mettre la chaloupe à l'eau, avec deux tronçons de mâts; on réussit dans cette pénible opération. Je la destinai à sauver les blessés, deux femmes et six enfants que

j'avais pris sur le bâtiment angais le *Calipso*. Je les fis embarquer avant que la chaloupe fût totalement à l'eau. Tout ainsi disposé, on amena. Dans le même temps, malgré les efforts de mes officiers, soixante à quatre-vingts hommes s'élancent dans la chaloupe. Une lame la soulève, la porte avec violence contre le vaisseau, le côté se brise et tout est englouti dans les flots ! Quelques-uns regagnent le bord; mais le brave Chatelain, lieutenant de vaisseau, blessé au bras; Joubert et Muller, enseignes, aussi blessés; mon maître d'équipage, Tonnerre, blessé à la cuisse, périssent dans cette occasion. Quel spectacle, citoyen Ministre ! Mais ce n'était que le prélude de celui dont je devais être le témoin le lendemain.

Les vents d'austro qui régnaient alors rendaient tout secours impossible. Enfin, dans la nuit du 27 au 28, ils passèrent à l'est. A la pointe du jour, nous aperçûmes cinq chaloupes venant d'Audierne; on y embarqua tous les blessés et environ cent hommes. Elles étaient conduites par le citoyen Provost, enseigne non entretenu à bord de l'*Arrogante*; sa conduite et son dévouement méritent les plus grands éloges. A midi, le cutter l'*Aiguille* nous ayant acosté, prit à peu près trois cents hommes; chacun se précipitait à l'envie pour éviter les horreurs d'une mort que la soif et la faim rendaient presque inévitable. A quatre heures, le cutter étant chargé, ainsi que les embarcations de pêche, ils s'éloignèrent, me laissant avec environ quatre cents hommes, les citoyens Lacroix, mon second; Elovin, enseigne de vaisseau et Bourlot, capitaine d'artillerie de marine, luttant contre la mer, épuisés de fatigue et de besoin ! On m'avait envoyé une vingtaine de bouteilles d'eau. Ce secours me rendit la vie ainsi qu'à une vingtaine d'infortunés tombés en défaillance. C'était trop peu pour les besoins pressants d'un aussi grand nombre d'hommes. La nuit étant très froide, sans cesse mouillés, le délire s'empara de plusieurs de ceux qui me restaient; une fièvre ardente les dévorait. *Soixante hommes expirèrent dans les convulsions les plus effrayantes !*

Le cinquième jour parurent enfin le cutter l'*Aiguille* et la canonnière l'*Arrogante*, et s'étant approchés, nous nous embarquâmes à bord de ces deux bâtiments. A une heure de l'après-midi, il ne restait plus personne à bord du vaisseau les *Droits de l'Homme*, le citoyen Lacroix étant resté le dernier pour faire jeter les morts.

Comme homme, citoyen Ministre, j'ai donné des consolations à mon équipage; comme capitaine, j'ai rempli mon devoir en ne l'abandonnant jamais. Une partie de celui-ci a été transportée à Au-

dième; l'autre m'a suivi à Brest, où je suis arrivé sur le cutter l'*Aiguille*. Le citoyen Lahaille, commandant ce bâtiment, a mis dans cette occasion toute l'activité et l'intelligence qu'on pouvait attendre d'un excellent officier.

Le vaisseau *les Droits de l'Homme* est échoué sur le sable, ayant à bord sa batterie de 36; il n'a touché sur aucune roche. Un ingénieur est parti pour aller voir son état; il est non loin de la frégate anglaise l'*Amazone*, échouée une demi-heure avant moi. J'ai envoyé le citoyen de Cressonnière, aide-commissaire du vaisseau, avec les officiers sauvés dans l'échouage, pour prendre soin des effets de la République. Sur 1,350 hommes que j'avais à bord, 900 à 1,000 sont sauvés. Je ne puis vous donner le détail positif des morts et des blessés; j'aurai l'honneur de vous le faire passer aussitôt que j'aurai pu me le procurer.

Après le récit affligeant de nos malheurs, il me reste un devoir à remplir auprès de vous, celui de réclamer les grâces du gouvernement en faveur des officiers qui m'ont secondé. Vous représenter la bonne conduite, le courage et les talents du citoyen *Prévost La Croix*, capitaine de frégate, très arriéré dans ce grade, quoique très ancien lieutenant de vaisseau, c'est vous mettre à même de réparer, en lui accordant un nouveau grade, le désagrément qu'il éprouvait de n'être pas à sa place. Je vous parlerai encore des citoyens *Descormiers* et *Seguin*, lieutenants de vaisseau, des enseignes *Delcambes*, *Elovin*, *Gouise*, *Panisson* et *Léonce*, ces trois derniers étant blessés, mais méritant tous également, par leur conduite et bravoure dans le combat et dans l'échouage, d'être appréciés et récompensés par le gouvernement. Je joindrai le citoyen *Bastide*, aspirant, au nombre de ceux qui méritent une attention particulière.

Je suis, avec respect, citoyen Ministre, etc.

LA CROSSE.

Il m'échappait un trait qui caractérise l'esprit de mon équipage. Un homme, dans le naufrage, m'ayant dit : — *Capitaine, il valait mieux nous rendre que de périr ainsi.* — *Non, mon ami, lui dis-je, puisque j'ai l'espoir de vous sauver tous.* — *Vous avez raison,* s'écria alors tout l'équipage. *Nous avons bien fait de ne pas rendre le vaisseau les Droits de l'Homme.*

Cité, en vertu du Code maritime, devant un jury militaire, comme passible de poursuites disciplinaires pour avoir laissé

échouer un navire de l'Etat, le 25 pluviôse an V (13 février 1797), le jury décida à l'unanimité « que non seulement il n'y
« a pas lieu à accusation contre le citoyen capitaine Lacrosse.
« mais qu'au contraire sa conduite distinguée est susceptible
« des éloges dus à l'intelligence d'un marin expérimenté, à la
« valeur d'un brave militaire, au zèle d'un citoyen non moins
« jaloux de soutenir la gloire du pavillon national que de sous-
« traire aux dangers de toutes sortes des hommes propres à
« servir la Patrie. »

Et le général Hoche lui écrivait : « Votre combat vous a
« couvert de gloire. Il a montré aux Anglais ce qu'ils doivent
« attendre des marins français bien commandés. Grâces infi-
« nies vous soient rendues. »

Enfin, dix jours après, le 23 février 1797, Truguet, ministre de la marine, adressait au capitaine Lacrosse les lignes suivantes : « Je n'ai pas perdu de vue, citoyen, le combat ho-
« norable que vous avez soutenu sur le vaisseau *Les Droits*
« *de l'Homme*, et le sang-froid dont vous avez fait preuve lors
« du naufrage qui l'a suivi. Le Directoire, à qui j'ai rendu
« compte de cette action, a trouvé juste de vous donner un
« témoignage de sa satisfaction; et je vous annonce avec plai-
« sir que, sur ma proposition, vous avez été élevé au grade
« de *contre-amiral*. »

La carrière de Lacrosse n'était pas terminée.

« En mai 1799, nous apprend son parent et biographe André de Bellecombe, Lacrosse, dont la réputation s'était considérablement accrue par son brillant exploit maritime, concourut avec Sieyès et Moulins pour remplacer Rewbell et La Réveillère au Directoire exécutif; son nom fut porté le cinquième sur la liste des candidats à élire par le Conseil des Anciens et celui des Cinq-Cents. Il fut ensuite nommé ambassadeur en Espagne, et chargé de faire expulser les émigrés de tous les ports. Il fit exécuter cette mesure au mois de juillet suivant.

« Au 18 brumaire, le premier Consul lui fit proposer le ministère de la marine. Lacrosse lui demanda la création d'une amirauté, et refusa le ministère qui fut alors confié à M. Decrès.

« Nommé, en 1802, capitaine général de la Guadeloupe, il fut

accueilli par la population entière avec les plus grands témoignages de joie; mais le jacobinisme minait sourdement son autorité et finit par le dépopulariser entièrement. » Se montra-t-il trop sévère à l'égard des insurgés ? Toujours est-il qu'il tomba au pouvoir des rebelles, guidés par le mulâtre Pélage, et qu'il fut forcé d'abandonner son poste et de se retirer à la Dominique. L'expédition du général Richepanse le ramena à la Guadeloupe, dont il reprit le commandement après la mort du général en chef, et où il rétablit l'ordre.

Rappelé en France, il tombe, en 1803, au milieu de la flotte anglaise qui bloquait le port de Brest. Il est poursuivi par douze vaisseaux de ligne; prend, en leur présence, la corvette le *Laurier* qu'il envoie à Santander, et lui-même débarque en même temps dans cette ville.

Le premier Consul le nomme aussitôt inspecteur de la flotille destinée à la descente de l'Angleterre, et bientôt après préfet maritime du deuxième arrondissement. « Sa présence au Havre ranima l'opinion; son infatigable activité créa des compagnies d'ouvriers de marine; de nouveaux chantiers et d'immenses ateliers furent établis; et le travail devint tel que non seulement on y construisit des chaloupes-canonnières, des prames, des bateaux plats et des caïques, mais qu'on y préparait encore des membrures, bordages et mâtures de vaisseaux et de frégates, que l'impossibilité de lancer dans le port obligeait à transporter dans d'autres. La flotille paraissait sortir de ses mains. »

En 1804, à la mort de son cousin de Bruix, Lacrosse fut nommé grand officier de la Légion d'honneur. Il était élevé en même temps au commandement en chef de la flotille de Boulogne.

La descente en Angleterre ayant été différée, Lacrosse fut envoyé à Rochefort comme préfet maritime, poste qu'il conserva jusqu'en 1815.

Ses opinions libérales le firent alors rayer du contrôle de la marine. Il fut destitué de ses fonctions par le gouvernement de Louis XVIII, et il se retira définitivement à Meilhan, dans la maison de campagne de sa famille. Un instant, sollicité par

de nombreux électeurs, il eut la velléité de disputer au vicomte de Martignac le siège électoral de Marmande. Mais il fut battu par le tout puissant protégé du ministère, et il se le tint pour dit.

Le contre-amiral baron de Lacrosse mourut le 9 septembre 1829, laissant de Mademoiselle de Bertrand, sa femme, un fils unique, Bertrand-Théobald-Joseph, né à Brest en 1786, député de Brest de 1834 à 1848, ministre des travaux publics du 29 décembre 1848 au 31 octobre 1849, et encore du 26 octobre au 2 décembre 1851, sénateur sous le second Empire, et mort à Paris en 1865.

On a du contre-amiral Lacrosse : un *Compte-rendu de sa mission aux Iles du Vent de l'Amérique pendant les années 1792 et 1793*. In-4° de 54 pp. ; *Quelques observations présentées au Conseil des Cinq Cents, par Perrin de la Gironde*. Paris, 1799, in-4° ; enfin *Considérations sur la Marine*. Paris, 1800, in-4°.

PH. LAUZUN.

UN CÉRAMISTE AGENAIS A BORDEAUX

PIERRE-HONORÉ BOUDON DE SAINT-AMANS

(1829-1837)

C'est grâce aux connaissances techniques de l'agenais Pierre-Honoré-Boudon de Saint-Amans que la ville de Bordeaux a possédé, au xix^e siècle, deux manufactures de faïence fine à la façon anglaise, une première fabrique, dès 1829, qui n'a eu qu'une courte durée, et ensuite celle de Johnston qui, créée en 1835, a eu de longues années de prospérité.

Saint-Amans a joué un rôle très important dans l'industrie céramique pendant la première moitié du xix^e siècle, on trouve son nom dans tous les ouvrages qui traitent de cette industrie, il a publié plusieurs notices sur certains procédés de fabrication, mais on ne connaît ni sa biographie, ni ses ouvrages, ni ses procédés. Nous n'avons pas à nous occuper ici du savant céramiste avant ou après son passage à Bordeaux, nous laissons ce soin à l'érudit qui nous donnera un travail complet sur la vie inconnue jusqu'à présent de ce chercheur infatigable, mais nous croyons devoir faire connaître, dès maintenant, les quelques notes biographiques que nous avons pu recueillir sur lui, et surtout la part qu'il a prise à l'organisation des deux fabriques bordelaises de faïence. Ces notes pourront servir utilement à celui qui voudra écrire la vie du céramiste agenais.

Nous donnerons sur la première faïencerie qu'a établie Saint-Amans sur la propriété de M. Rateau, dans la palu de Bacalan-Bordeaux, des renseignements très complets, parce que cette première fabrique n'a eu qu'une existence très courte

et que Saint-Amans l'a dirigée presque jusqu'à la fin, mais quant à la grande manufacture de Johnston, continuée jusqu'à la fin du XIX^e siècle par J. Vieillard et ses fils, nous n'en dirons que quelques mots, Saint-Amans l'ayant quittée deux ou trois ans après l'avoir installée.

C'est surtout Saint-Amans, céramiste à Bordeaux, qui fera l'objet de cette notice.

§ 1. — NOTES BIOGRAPHIQUES SUR SAINT-AMANS AVANT
SON ARRIVÉE A BORDEAUX.

Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans était né à Agen, le 9 mai 1774. Il était fils du célèbre naturaliste et archéologue agonais, Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (1748-1831), qui a laissé de nombreux ouvrages d'érudition sur l'archéologie et l'histoire naturelle régionales (1).

Nous n'avons pu apprendre que peu de choses sur la jeunesse de notre céramiste. Un de ses biographes a écrit qu'ayant émigré en Angleterre en 1793, il étudia dans ce pays la fabrication de la porcelaine et de la faïence chez Pellet et Green, à Londres, et que lorsque cet important établissement brûla, en 1812, il rentra en France et fut autorisé à faire, à la Manufacture de Sèvres, des essais de fabrication de faïence fine anglaise ou terre de pipe (2). L'auteur de ces détails biographiques, Adolphe Magen, érudit agonais très connu, était bien placé pour avoir des renseignements sur la vie de son concitoyens, mais nous ne croyons pas cependant que Saint-Amans

(1) Voir sur Florimond Boudon de Saint-Amans : BARTAYRÈS, *Eloge de Saint-Amans*, recueil des travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, t. III (1834), pp. 137-172. — F. JOUANNET, *Eloge de M. Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans*, Académie royale des Sciences, Belles-lettres et Arts de Bordeaux. Séance publique du 5 juillet 1832, p. 89-110. — JULES ANDRIEU, *Bibliographie de l'Agenais*, 1887. — PH. LAUZUN, *la Société académique d'Agen (1776-1900)*, Paris (Agen), 1900, avec portrait de Saint-Amans.

(2) AD. MAGEN, *Rapport sur les nouveaux procédés de décoration des poteries inventés par M. de Saint-Amans*. — Agen, 1850, in-8°.

soit resté en Angleterre de 1793 à 1812. S'il y avait émigré il aurait pu rentrer en France avant cette dernière date.

Un autre écrivain, érudit très consciencieux, lui aussi, a écrit que « il y a quelques années, M. de Saint-Amans partit pour le comté de Stafford pour pénétrer les secrets de la fabrication des produits anglais. Il y séjourna plusieurs années, visita toutes les manufactures et y connut tous les procédés employés (1). » Il doit y avoir là exagération, car on sait avec quelle précaution les secrets de fabrication sont tenus dans les manufactures et surtout dans les faïenceries, et il n'est pas probable que les anglais, très jaloux toujours de leurs procédés, les aient communiqués à un étranger comme Saint-Amans auquel il a été impossible, d'un autre côté, de visiter, comme le prétend l'auteur dont nous venons de reproduire les notes, toutes les manufactures anglaises, car à cette époque, dans le seul comté de Stafford, il y en avait plus de cent. Mais il est certain que Saint-Amans séjourna en Angleterre à ce moment ou plus tard, qu'il y étudia la fabrication céramique du pays et qu'il en rapporta certains procédés qu'il utilisa ensuite en France.

Nous nous étonnons que Magen et Jouannet n'aient pas été plus précis dans ce qu'ils ont écrit à ce sujet, car ils étaient contemporains de Saint-Amans, et ils auraient pu obtenir de lui-même des détails plus exacts; il est vrai que celui-ci était très ombrageux, comme tous les inventeurs et plus peut-être que d'autres, comme on le verra dans la suite de cette notice, et qu'il n'a pas tenu à renseigner ces deux érudits.

D'ailleurs Saint-Amans lui-même, dans les écrits qu'il nous a laissés, a été très réservé dans les quelques détails qu'il nous donne sur son séjour en Angleterre, ainsi que sur ses études et ses premiers essais céramiques. Le savant agenais a eu des difficultés avec presque tous les directeurs d'établissements où il avait été autorisé à procéder à ses essais, aussi bien à Sèvres qu'à Creil et à Choisy-le-Roy et à Bordeaux, où il avait

(1) F. JOUANNET, *Rapport sur les poteries fabriquées par M. de Saint-Amans à la manière anglaise.* — Agen, 1832, in-8°.

trouvé deux associés qui lui fournirent des fonds et un local pour établir une fabrique, il se brouilla avec ces deux négociants et l'affaire se termina par un procès. A l'occasion de ce procès Saint-Amans publia deux mémoires (1). Dans le premier, qui parut en 1831, il nous apprend, au début, qu'il commença ses essais en 1812 à Sèvres et qu'il les termina en 1829. Après de nombreuses tentatives à Sèvres, il alla en 1820 visiter les poteries, en Angleterre, il y fit plusieurs voyages successifs et il en revint riche d'observations. Mais il ne parle pas, dans ce mémoire, de son séjour prolongé en Angleterre pendant la Révolution. Dans le second mémoire, publié en 1833, au contraire, il nous fait savoir que « prisonnier en Angleterre par les chances des combats » il y consacra tout son temps à explorer ce pays pendant plusieurs années. Revenu en France, il obtint de l'Empire de faire à Sèvres, c'est-à-dire en 1812, ses essais de fabrication, autorisation qui lui fut continuée sous la Restauration. Ses premiers produits furent exposés en 1827, au Louvre, à l'exposition de l'industrie.

Mais Saint-Amans avait publié, avant ces deux mémoires, un opuscule sur l'introduction en France de la fabrication des faïences fines anglaises (2), et il nous apprend qu'en 1812 le ministre de l'intérieur Chaptal prit l'initiative de faire faire à Sèvres des essais de fabrication de faïences anglaises. Ces essais ne réussirent pas et le projet fut abandonné. Saint-Amans persuadé, après des études sur le sujet, qu'il y avait en France des éléments nécessaires pour ce genre de fabrication, fit deux voyages en Angleterre pour y étudier les procédés employés et, à son retour, il fut autorisé à faire, en 1822, des essais à la Manufacture royale de Sèvres dont Brongniart était directeur.

(1) *Mémoire avec pièces justificatives relatif à la cause des poteries anglaises, entre les sieurs de Saint-Amans et Lahens et Rateau, présenté à MM. les arbitres nommés par le Tribunal de Commerce de Bordeaux.* Bordeaux, s. d., in-4°. — *Mémoire de Saint-Amans en réponse à celui qu'ont signé MM. Lahens et Rateau.* — Agen, 1833, in-4°, avec pl.

(2) *Exposé des faits relatifs à l'introduction en France d'une fabrication de poteries à l'instar des fabriques anglaises, avec des matières françaises.* — Paris, s. d., in-4°.

On voit que d'après les différentes versions de Magen, de Jouannet et de Saint-Amans lui-même que nous venons de reproduire, il est assez difficile d'établir d'une manière exacte le *curriculum vitæ* du céramiste agenais avant son arrivée à Bordeaux, cependant nous avons dans ces publications certains détails qui concordent assez bien et qui vont nous permettre de le suivre dans ses différents voyages et dans ses premiers essais de fabrication en France.

Saint-Amans a-t-il séjourné, pendant la Révolution, avant l'Empire, en Angleterre comme émigré, ainsi que l'a prétendu Magen, ou comme prisonnier de guerre, comme il l'a écrit lui-même ? Dans son mémoire de 1833 a-t-il voulu cacher qu'il avait émigré et a-t-il cru qu'il était plus honorable pour lui de dire à ce moment, en 1833, qu'il avait été « prisonnier en Angleterre par les chances des combats » ? C'est possible, mais cela n'a qu'une importance secondaire, du moins pour ce qui concerne notre travail. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il séjourna plus ou moins longtemps en Angleterre pendant la Révolution, qu'il y étudia les procédés de fabrication qui y étaient employés et que ce n'est qu'en 1812 qu'il fit ses premiers essais à Sèvres, sur l'initiative du ministre Chaptal.

Comme Saint-Amans nous l'a appris lui-même, dans sa brochure sur l'introduction en France de la fabrication des faïences fines anglaises, ses premiers essais faits à Sèvres en 1812 ne réussirent pas, et il fit alors deux voyages en Angleterre, en 1820 et 1821, pour y étudier les procédés employés; à son retour il fut autorisé à faire de nouveaux essais à Sèvres. Il avait un procédé pour fabriquer des cristaux avec incrustations, il les avait communiqués aux anglais en échange de leurs procédés de fabrication de faïences fines (1).

A la Manufacture de Sèvres il fit construire à ses frais un petit four pour procéder à des essais de fabrication de pièces, « soit en grès, soit en faïence et demi-porcelaine, couvertes d'un émail sûr et inaltérable », mais il paraît qu'il ne s'entendit pas

(1) J. ANDRIEU cite, dans la *Bibliographie de l'Agenais*, deux ou trois brochures publiées par Saint-Amans au sujet de cette fabrication de cristaux.

avec Brongniart, le directeur de la manufacture, et il alla ailleurs faire des offres de service.

En 1824, il passa un traité avec M. de Saint-Cricq, directeur de la manufacture de Creil (Oise), créée en 1796, pour fabriquer des faïences anglaises d'après les procédés connus de M. de Saint-Amans, mais le traité fut rompu en 1826. Il en fut de même à Choisy-le-Roy, fabrique fondée en 1804, et à Montereau (Seine-et-Marne), usine remontant à 1775; partout Saint-Amans échoua, il ne put s'entendre avec les directeurs de ces établissements, il eut même des procès avec eux et il accusa ces directeurs de ne pas avoir voulu faire les dépenses nécessaires. On verra qu'il en sera de même à Bordeaux. C'est le cas d'ailleurs de tous les inventeurs qui sont souvent implacables quand il s'agit de se procurer les capitaux nécessaires à l'exploitation de leur industrie.

Après avoir échoué dans les différentes manufactures que nous venons d'indiquer, Saint-Amans dut revenir à Sèvres où il avait, sans doute, laissé le four qu'il avait fait construire en 1822 et son outillage, car, au printemps de 1829, il exposa au Louvre, à la Société d'encouragement, et le rapporteur, M. Pouillet, membre correspondant de l'Institut, dit, dans son rapport, qu'il y aurait lieu d'accorder à M. de Saint-Amans une distinction honorifique pour les produits qu'il a exposés, obtenus dans les fours qu'il avait fait construire à la manufacture de Sèvres, et qui ont été très remarqués.

C'est à cette exposition du Louvre, en 1829, que Saint-Amans fit la connaissance de M. Rateau, négociant à Bordeaux, associé à M. Lahens fils. M. Rateau possédait, dans la banlieue de cette ville, dans la palu de Bacalan, au bord de la Garonne, une propriété appelée alors Fouquerol, nom devenu depuis Fourguerolles, où se trouvait un gisement important d'argile qui, pensait M. Rateau, pourrait servir à la fabrication de la faïence et alimenter une manufacture établie sur ce domaine. Il en fit part à Saint-Amans, l'invita à venir à Bordeaux pour se rendre compte par lui-même de ce gisement d'argile de sa propriété. Saint-Amans vint à Bordeaux en septembre 1829, reconnut le gisement d'argile du domaine de

Fouquerol et, le 26 septembre, il passait un traité avec MM. Lahens fils de l'ainé et J.-François Rateau, négociants, pour la création et l'exploitation d'une manufacture de faïence sur ce domaine de Fouquerol.

Voici ce qu'a écrit Salvétat, chef des travaux chimiques à la Manufacture de Sèvres, dans ses *Leçons de Céramique* (1857), au sujet de Saint-Amans et de ses procédés : « Les fabriques de faïences fines de Montereau, de Choisy-le-Roy, de Paris, de Chantilly et de Creil négligèrent leurs produits qui ne constituèrent bientôt qu'une poterie honteusement médiocre, sale et de très mauvais usage... Dans ces circonstances, vers 1824, se placent les publications de M. de Saint-Amand (*sic*), sur les produits anglais recueillis et examinés par lui pendant plusieurs voyages en Angleterre. D'après M. Brongniart, les premiers essais datent d'une manière authentique de 1824, 1827, 1829 et 1830. A cette époque, les établissements de Creil, de Montereau, de Choisy-le-Roy, de Toulouse, d'Arboras, de Bordeaux, de Longwy et de Gien, ou n'existaient pas ou n'avaient rien produit d'analogue à ce que nous nommons *porcelaine opaque*. C'est donc aux idées répandues par M. de Saint-Amand et aux premières notions publiées par lui, quelque incomplètes qu'elles aient été, qu'il est juste d'attribuer l'élan que prit dans notre pays la fabrication de ces poteries... Mais si l'idée, pour ainsi dire théorique, appartient à M. de Saint-Amand, c'est à la fabrique de Montereau, puis bientôt à celle de Creil qu'on doit la réalisation pratique de l'idée, c'est-à-dire la véritable introduction industrielle de la poterie dite, en France, *porcelaine opaque*. En ce qui concerne plus particulièrement les faïences fines, l'Exposition de 1855 a permis de constater que toutes les poteries à pâte fine et sonore, celles du Staffordshire, de Creil, de Montereau, de Bordeaux, etc., réunissent un ensemble de qualités qui en font une poterie bien précieuse pour les usages domestiques... »

Nous venons de dire sur Saint-Amans tout ce que nous avons pu apprendre sur son existence avant l'établissement de sa faïencerie à Bordeaux, mais avant d'aborder le sujet

principal de cette notice, la faïencerie de Bacalan, nous croyons devoir dire quelques mots sur ce produit anglais, appelé improprement faïence fine ou terre-de-pipe, et que l'on confond très souvent avec la vraie faïence et même avec la porcelaine.

§ 2. — LA FAÏENCE FINE ANGLAISE.

C'est en Angleterre qu'on fabriqua pour la première fois ce genre de poterie. Il n'y eut pas chez nos voisins d'Outre-Manche, au ^{xviii}^e siècle, de manufacture de faïence proprement dite, de faïence à émail stannifère, comme on en vit en Italie d'abord, puis en France, en Hollande et en Allemagne, les produits de cette nature y étaient importés de France et surtout de Hollande, des célèbres manufactures de Delft. Au ^{xvii}^e siècle et jusque vers le milieu du ^{xviii}^e, on n'a fabriqué dans la Grande-Bretagne que des grès et de la poterie vernissée, poterie de couleurs variées, rouge ou noire, et recouverte d'un vernis plombifère, vitreux, et les fabriques de Lambeth, de Bristol, de Liverpool et celles surtout du comté de Stafford furent célèbres pour leurs poteries et leurs grès, ces derniers à la façon allemande.

C'est au commencement du ^{xviii}^e siècle, vers 1720, qu'on a fabriqué, pour la première fois, en Angleterre, cette poterie blanche ou couleur crème (*cream colour*) qu'on appela depuis en France faïence fine anglaise, terre de pipe, porcelaine opaque ou demi-porcelaine. C'est encore au hasard, comme pour le kaolin de Saxe et celui de Saint-Yrieix en Limousin, qu'on doit la composition de la pâte de la faïence anglaise. Nous empruntons, en l'abrégeant, au *Dictionnaire de la Céramique* d'Edouard Garnier, l'ancien conservateur du musée de Sèvres, le récit un peu légendaire de cette découverte.

« C'est à Burslem, dans le comté de Stafford, que la pâte de la faïence fine reçut dans la première moitié du ^{xviii}^e siècle la qualité remarquable qu'elle tire de l'introduction du silex calciné dans sa composition. C'est au fils du potier anglais,

Atsbury, qu'on doit cette découverte... Le père, employé dans la fabrique de poterie que les frères Elers, de Nuremberg, avaient établie, vers 1690, à Bradwell et où ils produisaient ces beaux grès blancs et rouges, à glaçure mince, s'empara, en contrefaisant l'idiot, des secrets de fabrication de ses patrons, et alla fonder ensuite une manufacture semblable à Shelton. Son fils reconnut la propriété du silex calciné dans la composition de la pâte de la poterie par un pur hasard. Dans un voyage qu'il fit à Londres, il dut s'arrêter à Demstable pour soigner son cheval d'une ophtalmie dont il était atteint. Le maître de l'auberge où il était descendu lui ayant conseillé d'employer, pour guérir son cheval, du silex calciné, Atsbury remarqua que le silex, noir avant la calcination, avait pris une belle couleur blanche, il pensa qu'il pourrait blanchir la pâte de ses poteries en y introduisant cette matière, et de retour chez lui essaya ce procédé dont il obtint les résultats satisfaisants qu'il avait prévus. Ce fut le point de départ des perfectionnements apportés plus tard dans la fabrication de ces sortes de poteries, qui, suivant la nature de leur pâte, leur degré de cuisson et la composition de leur couverte, sont ou de véritables faïences fines (*earthen ware*, produits de terre) ou de grès-cerames (*stone ware*, produits de pierre) ou même de véritables porcelaines artificielles. »

En somme, cette nouvelle poterie se compose en principe, d'après Th. Deck, l'habile céramiste, ancien directeur de la Manufacture de Sèvres, « d'argile blanche à grains très fins et de silex broyé; la couverte plombifère ou feldspathique, c'est-à-dire faite avec un mélange d'argile, de kaolin et de silex. C'est de la poterie vernissée fine et non de la faïence proprement dite. C'est à cause de la présence du silex dans la pâte qu'on a encore appelé ce produit « caillouteux, en anglais *stone ware* et qu'on en a attribué l'origine à la légende du cheval d'Atsbury en 1720 (1). »

Comme on le voit, il y a une très grande différence entre la composition de la faïence fine anglaise et la faïence propre-

(1) CH. DECK, *La Faïence*, 1887, in-8°.

ment dite. Celle-ci est revêtue d'un émail opaque très dur et très blanc, à base de plomb et d'étain, qui, tout en cachant par son opacité la matière première, l'argile rouge ou grise, offre une surface blanche sur laquelle on peut appliquer les couleurs les plus variées, rendues inaltérables par une vitrification au grand feu, et résistant ainsi à tous les usages domestiques. Il n'en est pas de même de la faïence fine : son argile étant blanche par elle-même, on n'a pas eu à la cacher par un émail opaque blanc, on s'est contenté de la revêtir d'une couverte simplement plombifère, transparente, vitreuse, qui se prêtait peu au décor polychrome au grand feu et qui, de plus, n'offrait aucune résistance à l'usage. Mais ce nouveau produit était plus léger, de formes plus élégantes et plus variées que la faïence, il devint vite à la mode, d'autant plus que sa fabrication, étant plus facile, on pouvait le livrer à meilleur marché, et l'industrie s'en empara jusqu'au jour où le public s'aperçut de sa médiocrité et revint à la faïence et à la porcelaine.

De plus, le décor de la faïence fine s'obtenait souvent au moyen d'impression, et ce mode de décoration sera très employé plus tard en France, à Montereau, à Creil, et à Bordeaux chez Johnston et Vieillard. « Ce procédé de décoration par impression sur faïences fines, écrit encore Salvétat, a été employé en Angleterre, d'abord à Worcester vers 1750, et plus tard en 1780 par Sadler et Green, impression sur glasure, et a reçu depuis en France, depuis 1806, des perfectionnements considérables. On l'appliquait en Angleterre pour la décoration des faïences fines sous couverte et cette méthode s'est étendue en France pour la décoration des poteries similaires qui se font sur une très grande échelle à Creil, à Sarreguemines, à Bordeaux, à Montereau. Sur une planche en acier, en cuivre, en laiton, on dessine soit par gravure au burin, soit à l'eau forte, un sujet qu'on transporte sur une feuille de papier. L'épreuve, faite avec une couleur grasse, abandonne le papier lorsqu'on met celui-ci par l'envers en contact avec un liquide aqueux. En comprimant avec une roulette l'épreuve et la pièce à décorer, le dessin reste sur la pâte. On brûle l'essence dans le moufle avant de mettre en vernis. »

Plus tard, on essaya de remplacer les planches au burin par la lithographie pour tirer les épreuves à impression, mais ce nouveau procédé ne donna que des résultats médiocres et on dut l'abandonner.

On lit dans la *Statistique de la Gironde* (1843) t. II, 2^e partie, p. 353 :

« Depuis longtemps on cherchait les moyens d'appliquer la lithographie au décor de la poterie; la découverte en était réservée à M. Légé, l'un des meilleurs lithographes de Bordeaux. Jusqu'ici, tous ces jolis sujets en noir ou en couleurs, qui ont enjolivé les produits de la céramique anglaise et de la nôtre, étaient dus à des épreuves de gravures sur cuivre; or, on sait le haut prix de la gravure sur métal, tandis que les sujets lithographiés s'obtiennent, se multiplient et se varient à peu de frais. L'économie du nouveau procédé est évidente, l'art aussi y gagne. Le crayon a, sur la pierre, un moelleux auquel le burin atteint difficilement sur le métal. On a pu en juger à la dernière exposition des produits de l'industrie. M. Légé y exposa des vases de toutes les formes, en faïence, en grès, en porcelaine, tous décorés d'applications lithographiques, en noir, en couleurs, en camées, en or, et dans tous on remarqua le moelleux, la netteté et la pureté des traits les plus délicats. La Société philomathique a confirmé le jugement qu'en avait déjà porté le public; elle a récompensé d'une médaille d'argent le succès de l'artiste. Cette industrie n'est encore exercée par son auteur que sur une très petite échelle, mais elle a de l'avenir et l'avenir ne lui manquera probablement pas. » Et l'auteur ajoute en note : « M. Légé vient d'étendre son mode d'application; il décore en or les bouteilles destinées au logement des vins fins, ou de quelques liqueurs choisies. Il s'est aussi pourvu d'un brevet pour cette exploitation industrielle. »

C'est alors que Saint-Amans qui, après avoir quitté Bordeaux vers 1837, s'occupait toujours de recherches sur la fabrication céramique, sur son domaine de Lamarque dans le Lot-et-Garonne, inventa un nouveau mode de gravure pour impression. Il remplaça la planche de cuivre par la pierre sur

laquelle il faisait graver le dessin en relief et non en creux, et au moyen de la galvanoplastie, il obtenait des contre-clichés sur lesquels on tirait les épreuves. Ce procédé, plus économique et plus rapide que la gravure en taille-douce, donna d'assez bons résultats, bien que l'impression ainsi obtenue manquât un peu de finesse dans les demi-teintes. Il envoya en 1850, à l'exposition de Londres, un lot de faïences décorées par son nouveau procédé qui eurent un certain succès (1).

Mais cette décoration par impression, qui donnait des spécimens très variés, mais toujours d'un dessin très chargé et souvent empâté, ne résistait pas longtemps à l'usage, elle s'effaçait assez facilement et on dut bientôt l'abandonner pour la remplacer par un autre procédé plus stable et moins lourd. D'ailleurs, à la fin du xix^e siècle, on renonça à la faïence fine à cause de ses défauts et on revint à la faïence à émail stannifère, en somme à l'ancienne faïence et surtout à la porcelaine dont les prix étaient devenus plus abordables.

Les Anglais ont-ils bien été les premiers à produire ce genre de faïences fines et n'avaient-ils pas connu ces faïences fabriquées au xvi^e siècle, en Vendée, décrites d'abord sous le nom de faïences de Henri II, attribuées en premier lieu à un atelier d'Oiron, près de Thouars (2), et qu'un de nos concitoyens, M. E. Bonnaffé, a reconnues dernièrement pour avoir été fabriquées à Saint-Porchaire, près de Parthenay (3) ? C'est possible. Ce qu'il y a de sûr c'est que les faïences de Saint-Porchaire ne sont pas de la faïence à proprement parler, à couverte dure ou stannifère, et encore moins de la porcelaine en dehors de leurs formes très originales et de leur décor très fin et très artistique, elles ont par leur pâte à cassure blanche et leur vernis tendre, plombifère ou alcalin, beaucoup d'analogie, comme composition et couverte sinon par leurs formes et leur décor, avec les faïences fines anglaises. Ce n'est pas de

(1) A. MAGEN, *Rapport sur de nouveaux procédés de décoration des poteries inventés par M. de Saint-Amans*. — Agen, 1850, in-8°.

(2) BENJAMIN FILLON, *l'Art de terre chez les Poitevins*, Niort, 1864, in-4°. — CLÉMENT DE RIS, *Notice sur les faïences françaises, dites de Henri II*. 1871, in-8°.

(3) ED. BONNAFFÉ, *Les faïences de Saint-Porchaire*. — Paris, in-8°.

la faïence, c'est de la poterie vernissée. On peut en dire autant des faïences de Bernard Palissy, leur couverte est plombifère, sans étain, par conséquent c'est de la poterie vernissée.

D'ailleurs, poterie, faïence, porcelaine, céramique, ces mots n'indiquent nullement la nature des matières dont se composent tous ces produits : céramique rappelle que les premiers habitants de la terre, qui ignoraient l'argile et le tour du potier, se servaient des cornes des animaux, en grec *χέραυς*, pour contenir les liquides (1); porcelaine est un coquillage, appelé aussi coquille de Vénus, auquel on a comparé les premières porcelaines venues de Chine; faïence est le nom d'une ville italienne, *Faïenza*, où l'on croit que les premières faïences ont été fabriquées bien qu'on ait pu confondre avec deux autres villes, *Faïenza* en Provence ou *Valencia* en Espagne, car il est bien certain que c'est de ce dernier pays que sont partis les premiers ouvriers qui ont introduit ce produit en Italie, et que c'est dans ce pays de Valence que se fabriquaient les célèbres faïences hispano-moresques; enfin poterie, du bas-latin *potus*, boisson, désigne bien un ustensile à boire et cependant on désigne avec ce mot toutes sortes d'objets en terre jusqu'à des briques et des tuiles. Bernard Palissy avait donné à cette industrie le nom d'*art de terre*, d'autres ont appelé ce produit de la *terre cuite*, ce qui est à peu près exact sauf que l'argile n'est pas de la terre et que toutes ces matières premières, kaolin, feldspath, craie, terre de pipe, etc., sont des argiles plus ou moins pures, blanches, grises ou rouges, des silicates d'alumine. On a souvent essayé de classer tous ces objets céramiques d'une manière scientifique, notamment en deux grandes classes, poteries opaques, comme les poteries lustrées, vernissés et les faïences à émail stannifères, et poteries translucides comme les porcelaines tendres et dures ; on peut voir ces classifications dans les ouvrages de

(1) Les habitants de la Gaule de l'âge préhistorique ne connaissaient pas le tour du potier, mais ils fabriquaient à la main de la poterie d'une forme parfois très artistique. Voir : J. DÉCHELETTE, *Manuel d'archéologie préhistorique celtique et gallo-romaine*, 1908-1910, 2 vol. in-8°, *passim*, et les *Vases céramiques ornés de la Gaule romaine*, 1904, 2 vol. in-4°.

Brongniart, *Traité des arts céramiques* et de Bourry, *Traité des industries céramiques*, mais toutes ces savantes nomenclatures sont arbitraires et les appellations employées plus ou moins fantaisistes.

Reprenons le récit de Ch. Garnier : « Des fabriques furent fondées en grand nombre en Angleterre, non seulement dans le Staffordshire, mais encore dans tous les pays, à Burslem, à Hanley, à Newport, à Leeds, à Liverpool, à Fulham, à Lambeth, etc. Les frères Green établirent à Leeds, dans le comté de Suffolk, une fabrique de faïences fines, de couleur un peu jaunâtre (*cream colour*), enrichie de reliefs ou délicatement découpées à jour, qui peuvent être considérées comme des specimens les mieux réussis de la faïence fine... Mais c'est avec Wedgwood, un céramiste de génie, que la faïence fine anglaise atteignit son plus haut degré de perfection.

« Josiah Wedgwood était né à Burslem, dans le comté de Stafford, en 1720, où son père Thomas dirigeait une poterie. Josiah travailla d'abord chez son frère Thomas, successeur de leur père, mort en 1739, il s'associa ensuite avec Harrisson, de Stoke, et Weildon, de Fenton, et en 1759 il revint à Burslem où il fonda une première fabrique, puis une seconde et enfin une troisième dans laquelle il créa cette belle poterie couleur crème (*cream colour*) dont il présenta des échantillons à la reine Charlotte, femme de Georges III, qui l'autorisa à prendre le titre de fournisseur de la Reine, d'où le nom *Queen's ware*, poterie de la Reine, donné depuis à ce genre de poterie. La manufacture de Wedgwood prit dès lors une extension considérable et ses produits jouirent d'une très grande réputation; elle occupait tout un village près de Burslem auquel Wedgwood avait donné le nom d'Etruria, en souvenir de ce pays de l'antiquité auquel il avait souvent emprunté les formes et le décor de ses poteries (1). »

(1) Voir sur les faïences anglaises : A.-H. CHURCH, *English earthenware made during the 17-th et 18-th century*. London, 1905, in-8°. — Le même, *Wedgwood, master pottery*, London, 1903. — N.-H. MOORE, *Wedgwood and his imitators*, London, 1909, in-4°. — L.-M. SOLON, *The Art of the old English potter*, London, 1885, in-8°.

En France, à Paris d'abord, on fabriqua de la faïence blanche dès 1730, et en 1743 on créa, dans la rue de Charonne, la manufacture dite du Pont-aux-Choux, dont les produits, de couleur crème, imitaient ceux d'Angleterre. D'autres établissements du même genre furent fondés depuis, à Douai en 1780, par deux anglais, les frères Leigh, à Sarreguemines en 1770, par Utzschneider, à Montereau par les anglais Clark, Staw et C^{ie} en 1775, à Creil en 1796, ces deux dernières fusionnèrent en 1834 et existent encore, à Lonwy, en 1798, par M. d'Huart, à Choisy-le-Roy, en 1804, par Paillard frères, à Gien, en 1822, par Hall, à Toulouse en 1788. Cette dernière fabrique est peu connue, c'est à peine s'il en est dit quelques mots dans les ouvrages traitant de l'histoire de la céramique et comme Toulouse fait un peu partie de notre région du Sud-Ouest, et que nous avons eu sur cette fabrique, qui a eu plus d'un demi-siècle d'existence, des renseignements très précis et inédits qui nous ont été fournis par un de nos amis, M. Charles Fouque, un des descendants d'un des directeurs de cet établissement, très versé lui-même dans tout ce qui touche à l'industrie céramique, nous croyons devoir consacrer quelques lignes à cette faïencerie toulousaine.

Le créateur de la faïencerie de Toulouse fut Casimir Marcassus de Puymaurin, né dans cette ville le 5 décembre 1757, et dont la mère était la fille du célèbre astronome Darquier. Après avoir fait ses études à Toulouse, de Puymaurin alla suivre les cours de chimie à Paris où il fit connaissance du jeune comte Chaptal. En 1786, il accompagna, comme secrétaire, son oncle Darquier en Angleterre, et grâce à l'influence de ce dernier il put étudier dans ce pays les grands établissements industriels et notamment les faïenceries aux produits desquels il s'intéressa tout particulièrement.

De retour à Toulouse, de Puymaurin y monta une fabrique de faïence anglaise ou demi-porcelaine. Mais la Révolution éclata peu après et devenu suspect, comme noble, il dut mettre son établissement sous le nom d'un ancien acteur, Hyacinthe Pellet-Desbarreaux, qui avait adhéré à la Révolution. Desbarreaux était né, vers 1756, à Chézeneuve, canton de La Verpil-

lière (Isère), il vint à Toulouse en 1786 et y épousa Catherine Julie Molé, fille de Louis-François Molé, artiste dramatique connu au théâtre sous le nom de Dalainville. Desbarreaux était devenu un personnage politique influent, en 1790 il entra dans la société des Cent ou club littéraire et patriotique et en devint président en 1791, plus tard, en 1798-1799, il est nommé administrateur du département.

En 1793, la fabrique de Desbarreaux était transférée dans l'ancien couvent des Bernardins, derrière l'église Saint-Sernin, couvent qu'il avait acheté le 18 mars 1792, comme bien national, pour le prix de 29,364 livres 16 sols, payables en assignats, bien entendu, et avec facilités de paiement, selon les conditions habituelles de ces sortes de ventes. Il avait de plus installé un magasin de vente place du Capitole, alors place de la Liberté.

Pour faire marcher sa fabrique, Desbarreaux avait dû prendre des associés comme Pierre Sol, qui avait fourni des fonds, Joseph Lacune, qui s'occupait de la partie commerciale et Jean-François Dalles qui était chargé de la fabrication. En 1798 il prit un nouvel associé, Joseph-Jacques Fouque, originaire de Moustiers, et qui arrivait d'Apt, en Provence, où il avait dirigé la fabrique de faïence jaune et marbrée de son beau-père Barthélemy Moulin. Fouque put acquérir peu à peu les parts de ses co-associés et, en 1808, il était devenu seul propriétaire de la manufacture. La même année, il se rendit aux foires de Bordeaux pour écouler ses produits céramiques, et il établit dans cette ville un dépôt, 11, rue du Parlement-Saint-Pierre, qui subsista jusqu'en 1829.

Quant à Desbarreaux, qui avait été nommé administrateur du département de la Haute-Garonne, redevenu simple citoyen, après la création des préfetures en 1800, il quitta la faïencerie, revint au théâtre, fit partie d'une troupe d'acteurs dirigée par le citoyen Plaisance, et en 1809, devenu lui-même directeur de cette troupe, il fit faillite et prit la fuite. Il est mort à Toulouse le 20 février 1828.

Fouque, resté seul propriétaire de l'établissement, en 1808, associa à ses affaires, en 1813, son gendre, Antoine Arnoux,

de Marseille, et il mit la fabrique sous la raison sociale Fouque et Arnoux. En 1829 ou 1828, cette faïencerie fut transférée à Valentine, près de Saint-Gaudens, mais on laissa un dépôt à Toulouse, rue de la Pomme. En 1829, Fouque mourut et cette manufacture devint la propriété de ses héritiers, son gendre Arnoux et ses trois fils.

En 1855, Antoine Arnoux décéda (1), la société Fouque et Arnoux fut dissoute peu après, et en 1862 la fabrique de Valentine fut cédée à une Compagnie anglaise dirigée par un nommé Aswhin qui ne put la maintenir que jusqu'en 1868, époque à laquelle elle cessa d'exister.

La manufacture de faïence fine de Toulouse avait fonctionné pendant quatre-vingts ans, c'était la première qui avait été établie dans le Midi et le Sud-Ouest, ses produits étaient très répandus dans toute cette région et en 1823 elle était en plein fonctionnement, « on y faisait une cuite tous les dix jours dans le grand four qui peut contenir quarante mille pièces. Il y a trois petits fours pour la seconde cuisson du vernis qui chauffent chacun une fois par semaine... Vers 1834, MM. Fouque, Arnoux et C^{ie} adjoignirent à la fabrication de la faïence fine celle de la porcelaine (2). » D'un autre côté, on lit dans le *Traité des arts céramiques* d'Alexandre Brongniart (1844) : « Une des plus curieuses fabriques de faïence fine est celle de MM. Fouque et Arnoux, la seule qu'on connut dans le Midi dès 1780, bien avant celle de Bordeaux. Elle existait encore en 1844 et les propriétaires avaient ajouté à leurs travaux la fabrication de la porcelaine dure et celle des grès pour tuyaux. »

Outre les fabriques de faïence fine qui s'étaient installées en France à la fin du XVIII^e siècle, et que nous venons de mentionner, les Anglais avaient établi à Paris plusieurs dépôts de leurs faïences. Ces marchandises importées d'Angleterre devaient payer, par arrêtés du 16 août 1740 et du 12 mars 1749, un droit d'entrée de 30 francs le cent pesant, ce qui rendait

(1) Léon Arnoux, fils ou frère d'Antoine, alla en 1848 en Angleterre diriger la célèbre manufacture de faïence de Minton, à Stoke-upon-Trent.

(2) VITRY et CANY, *le Propagateur des procédés industriels dans le Midi de la France. Première partie.* — Toulouse, 1828, p. 43-50.

l'introduction de ces faïences peu dangereuse pour la fabrication française. Malheureusement cet état de choses changea en 1786, et le traité de commerce signé à Versailles, le 20 septembre de cette année, entre la France et l'Angleterre et dont l'article 12 fixait le droit d'entrée à douze pour cent seulement de leur valeur sur la porcelaine, la faïence et la poterie, porta un préjudice considérable à l'industrie de la céramique en France qui ne put soutenir la concurrence avec les faïences fines anglaises.

Après le traité avec l'Angleterre, la Révolution vint porter le dernier coup aux fabriques françaises de faïence et de porcelaine. Beaucoup de ces établissements durent éteindre leurs fours faute d'ouvriers et de débouchés, et pendant ce temps les Anglais nous inondaient de leurs produits. Après la tourmente révolutionnaire, le public français, ayant pris goût à ces produits anglais aux formes nouvelles et originales sinon bien artistiques, ne revint plus à la faïence ordinaire plus lourde et qui était devenue de plus en plus grossière — la porcelaine était encore trop chère pour l'usage domestique courant — et c'est cette sorte d'engouement pour les faïences qui explique la prospérité, au commencement du *xix^e* siècle, de certaines fabriques françaises qui avaient rallumé leurs fours et repris leur fabrication sur de nouvelles bases, comme celles de Montereau, de Creil, de Sarreguemines, de Toulouse, etc., dont nous avons parlé.

En terminant ce paragraphe sur la faïence fine, nous devons le dire, ce produit céramique est d'une qualité très médiocre au point de vue de l'usage domestique. Si, grâce à la matière première, à l'argile blanche qui est très malléable, les pièces sont plus légères et de formes plus élégantes et plus variées, leur vernis n'a pas la résistance de celui de la vraie faïence à émail stannifère et subissant une cuisson à très haute température, ni celui de la porcelaine, non seulement les assiettes et les plats, qui font la base de tout service de table, se rayent sous le couteau, mais encore elles absorbent les corps gras et la lessive trop chaude dont se servent habituellement nos ménagères et deviennent en peu de temps hors d'usage. Ce que

nous disons là ne concerne bien entendu que la vaisselle de service, mais quant aux pièces d'ornementation, comme les superbes pièces de Wedgwood par exemple dont on peut voir de beaux spécimens à Londres au musée de Kensnigton et à celui de Victoria et Albert, elles n'ont pas subi « de la main de l'homme l'irréparable outrage », elles sont très bien conservées, et sont de remarquables objets d'art céramique.

Malgré la mauvaise qualité de la faïence fine à la façon anglaise fabriquée en France pour l'usage domestique, elle fut pendant très longtemps et surtout pendant la première moitié du XIX^e siècle très en vogue, il y eut même pour elle un véritable engouement, à cause d'abord de son bon marché par rapport au prix élevé de la porcelaine, et aussi à cause de sa riche décoration, décor d'impression très chargé, sans valeur céramique et qui s'effaçait rapidement à l'usage. Mais cette nouvelle faïence plaisait beaucoup à cette riche bourgeoisie sortie de la Révolution et dont le goût n'avait pas été encore formé. Nos ancêtres du siècle précédent avaient, il faut bien le reconnaître, par sélection naturelle à travers les siècles, une éducation artistique très avancée. Ils ne cherchaient pas uniquement le confort, mot anglais qu'il a fallu franciser pour désigner une chose qui n'existait pas chez nous, ils ne connaissaient ni la lumière électrique, ni le chauffage central, mais on trouvait dans leurs habitations des meubles très artistiques, de fines boiseries, des tapisseries superbes, des bibelots du meilleur goût. Tout cela a disparu brutalement, révolutionnairement, après la prise de la Bastille, les gens de la Révolution ayant taxé tous ces chefs-d'œuvre de notre art national d'aristocratie et d'ancien régime, les meubles et autres objets d'ameublement si élégants de l'époque Louis XVI furent remplacés d'abord par le mobilier gréco-romain du Directoire et de l'Empire, aux formes lourdes et tapageuses, par l'ottomane de la Restauration, l'ottomane de Madame de Staël et de Madame Récamier, par le lit bateau de Louis-Philippe et la pendule de Napoléon III dont les Prussiens nous ont fort heureusement débarrassés en partie. Et que dire du costume moderne, des excentricités indécentes du Direc-

toire, du Consulat et de l'Empire, de l'austère chapeau à capote de cabriolet de la Restauration et du gouvernement de Juillet, de l'affreuse crinoline du second Empire, de la robe entravée, rappelant les indécences du Directoire, et du chapeau fantastique de la troisième République ?

Et pourtant, au ^{xix}^e siècle, les beaux-arts en France ont brillé d'une manière exceptionnelle et plus que partout ailleurs, nous nous empressons de le constater ici, nos écrivains, nos musiciens, nos peintres, nos sculpteurs, ont porté au loin le nom de notre pays; nous ne parlons pas de nos architectes parce que nous ne croyons pas que des monuments comme le palais de la Bourse, à Paris, l'église de la Madeleine qui est un temple païen et les autres églises modernes dites gothiques, le Grand-Opéra, la tour Eiffel, les ponts métalliques, les usines, les gares de chemins de fer, soient de bien beaux modèles d'architecture, c'est l'art déplorable de l'ingénieur. Malheureusement nos artistes de talent n'ont pas eu une bien grande influence sur le goût de notre riche bourgeoisie trop occupée de ses jouissances matérielles et de son bien-être. Aucun style avouable n'a été créé depuis un siècle, et les raffinés en sont réduits à dépouiller les châteaux et les habitations anciennes de leur ameublement pour les placer sans discernement dans leurs salons qu'ils transforment en véritable boutique de bric-à-brac, lorsque par esprit de spéculation ils ne font pas passer à l'étranger, par la voie de la brocante, tous ces objets mobiliers artistiques qui formaient le patrimoine sacré que nous avaient laissé nos aïeux.

Il en a été de la céramique comme des autres objets d'ameublement. Nos belles porcelaines du ^{xviii}^e siècle n'existent presque plus, les pâtes tendres surtout ont, en grande partie, disparu, il n'y en a presque pas au musée de Sèvres ou dans les musées de province, mais le château royal de Windsor en Angleterre en possède une très belle collection et on en trouve aussi dans les musées de Dresde et de Berlin. A la porcelaine française du ^{xviii}^e siècle et aux jolies faïences a été substituée sur nos tables la faïence fine à la façon anglaise, aux formes lourdes, au décor chargé, mais bien en rapport avec le mau-

vais goût de la bourgeoisie. Heureusement que cette faïence a fait place depuis quelque temps à la porcelaine, plus légère et d'un décor plus simple.

Comme nous venons de le dire, la faïence à la façon anglaise eut une très grande vogue dans la première moitié du xix^e siècle, les manufactures françaises en fabriquaient en grande quantité et c'est la prospérité de ces établissements céramiques qui donna certainement à deux négociants bordelais, MM. Lahens et Rateau, l'idée de créer une faïencerie du même genre à Bordeaux, centre d'une région riche qui n'en possédait pas, et port de mer important par lequel ils pourront expédier leurs produits en Espagne et dans les colonies.

E. LABADIE.

(*A suivre.*)

CRYPTOGRAPHIE AGÉNAÏSÈ

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Mardi 14 mai. — Procession générale pour demander à Dieu la cessation de la pluie, presque continuelle, qui nous afflige depuis longtemps. L'évêque y assiste, ainsi que le maire et ses adjoints. Une foule immense suivait. *Heu pietas ! Heu, prisca fides !* Que peut-on dire aujourd'hui d'une pareille cérémonie ? Rien, mais surtout point de mal. Il n'y en aura jamais sans doute d'invoquer la clémence de l'Etre suprême dans les temps de calamités. Ce recours à la divinité a même quelque chose de touchant qui peut produire sur la multitude une impression salutaire et la reporter vers le Créateur. Les anciens faisaient aussi des prières publiques dans les circonstances analogues. Ils avaient leur *Jupiter pluviosus*, leurs sacrifices, et leurs prêtres, comme les nôtres, cherchaient à faire la pluie et le beau temps. Cependant, il n'est aujourd'hui personne qui ne soit à peu près fixé sur l'efficacité de cet acte religieux. Si les gens éclairés savent que Dieu laisse agir ici-bas les causes secondes, les esprits les plus bornés savent aussi que, dans plusieurs contrées de l'Europe et sur le reste du globe où l'on ne fait pas de processions, les variations de l'atmosphère et ses anomalies sont en tout pareilles à celles que nous éprouvons; ils savent que le climat et la situation géographique d'un pays déterminent invariablement sa température et les oscillations plus ou moins fréquentes qu'elle subit. L'inutilité des processions leur est même démontrée, sur leurs foyers, par une expérience récente. Durant la Révolution, lorsque l'exercice du culte était proscrit ou suspendu, ils ont vu les saisons ni plus ni moins rigoureuses, et les récoltes, ni plus ni moins affectées par les longues alternatives d'humidité, de sécheresse, auxquelles notre pays est sujet. Voici peut-être mieux

encore. Lorsque la Garonne, grossie par la fonte des neiges sur les Pyrénées, venait à sortir de son lit, il n'y a pas 30 ans, tout au plus, qu'on portait processionnellement les châsses de saint Caprais, de sainte Foy, de saint Phébade et de saint Dulcide au bord de la rivière et qu'on les plongeait trois fois dans ses eaux limoneuses, en chantant ou récitant des prières faites exprès. Depuis que les châsses de nos saints topiques ont été volées et fondues et que cette cérémonie, visiblement d'origine païenne, n'a plus lieu, nos bonnes gens ne voient pas que les débordements de la Garonne soient plus fréquents, plus prolongés et surtout plus désastreux que celui de 1770, par exemple, quoique l'immersion des reliques eût été faite selon l'usage avec beaucoup de dévotion. Dédaira-t-on de ces observations qu'on puisse tourner en raillerie ces pratiques pieuses et s'en moquer en public ? On aurait grand tort sans doute. Toutes les fois qu'une grande masse de population se porte avec ferveur vers un objet de ce genre, cet objet devient respectable et le bon citoyen qui sait à quoi s'en tenir, s'il ne se réunit point à la foule, doit du moins garder le silence et laisser penser qu'il marche sur la même ligne vers le même but ! Voici un fait dont j'ai presque été témoin, qui m'a fait rire dans le temps et qu'aujourd'hui je désapprouve, parce que je l'envisage sous un autre rapport. Lorsque j'étais en Bretagne, on fit une procession à Quimper-Corentin pour obtenir du ciel la cessation d'une sécheresse qui désolait alors la province. Cette procession passait sous les fenêtres d'une auberge, où des officiers de dragons venaient de terminer leur repas. Ils trouvèrent plaisant d'arroser des gens qui demandaient de l'eau. Toutes les cruches, les carafes de la maison fondirent sur la procession qui fut noyée et se retira fort en désordre. Le scandale fut grand ; il eut des suites et le régiment changea de garnison. Si la conduite de ce régiment était d'ailleurs sans reproche, les seuls officiers coupables méritaient d'être sévèrement punis. Résumons-nous : on est maintenant presque généralement désabusé de ces pratiques pieuses, peu importantes en elles-mêmes et nullement essentielles à la religion. On sait que l'évêque, l'évêque, le surveillant qui les permet,

consulte son baromètre. Nos prêtres voudraient bien sans doute réchauffer sur cet article le peuple toujours avide de spectacles; mais cela ne reprendra pas : le clergé catholique, comme un oiseau décrépît, perd chaque jour **une** plume de son aile. Que dirons-nous donc, en dernière analyse, de ces cérémonies ? Rien. Laissons faire, laissons passer !

Mercredi 15. — Ai-je déjà parlé d'une congrégation d'hommes zélés et pieux qui se forme dans notre ville ? Je crois que non. Elle en vaut cependant bien la peine. Cette association religieuse, composée, dit-on, d'une quarantaine de membres pris dans toutes les classes, se propose sérieusement de combattre la corruption du siècle. Pour atteindre ce but, assurément très louable, ces messieurs rendront leurs exercices publics et ont choisi l'église de Notre-Dame-du-Bourg à l'effet d'y tenir leurs séances. Comme les missionnaires qui parcourent les provinces pour la conversion des pécheurs, ils prêcheront; ils feront des conférences édifiantes et surtout spirituelles. Comme les quakers, ils parleront à tour de rôle, quand ils se sentiront inspirés. M. Dampierre, depuis quelque temps *marquis* Dampierre, paraît être le chef de cette confrérie aux succès de laquelle nous prenons le plus grand intérêt, quoique nous prévoyons n'avoir jamais l'honneur de lui appartenir.

Vendredi 17. — La nouvelle mairie d'Agen, nommée par le Roi le 25 avril, est installée à midi, au bruit accoutumé des couleuvrines et au son de la cloche de la commune. Cette installation a été faite par le préfet. M. de Lugat, maire, MM. Chaudordy et Bory fils, adjoints, M. de Gasc, commissaire de police et M. Larivière, secrétaire, tels sont les membres élus ou continués à l'approbation universelle des bons citoyens (1).

Dimanche 26. — Revue de la garde nationale par le préfet, qui paraît également satisfait et de son bon esprit et de sa belle

(1) Voir Lespès (p. 461) et *J. de L.-et-G.*, n° 1067.

tenue. Les officiers de celle de Nérac, tant à pied qu'à cheval, étant venus rendre visite au préfet, ont assisté à la revue, ainsi que M. de Carbonnié, inspecteur des gardes nationales du département, depuis quelques jours dans notre ville (1). Grand dîner donné par les officiers d'Agen à leurs camarades de Nérac, à l'auberge de M^{me} Castan, faubourg Saint-Antoine. A moitié repas, le préfet, le maire et quelques autres fonctionnaires publics paraissent dans la salle. Des cris de *Vive le Roi !* se font entendre. On porte ensuite des toasts au Roi, à la famille royale, au colonel-général, aux principaux membres de l'administration et, réciproquement, aux gardes nationales d'Agen et de Nérac.

Mardi 28.— M. le marquis du Barrail, maréchal des camps, prévôt de Lot-et-Garonne, arrivé hier à Agen, a prêté serment aujourd'hui devant toute la cour royale (2).

Mercredi 29. — L'éternel grand Sarrau, sorti de prison depuis 16 jours et toujours suspect, toujours surveillé dans ses *faits et gestes*, vient d'être arrêté de nouveau et de reprendre son logement à la conciergerie.

Il y a un mois environ que je marquais ici ma surprise au sujet des bonnets jaunes et des fleurs jaunes qui tombaient impitoyablement, avec les bonnets rouges et les fleurs de la même couleur, sous la main des gendarmes. J'apprends aujourd'hui que la faction désorganisatrice, pour laquelle toutes les manières et tous les moyens sont bons quand il

(1) Le marquis de Carbonnié, chevalier de Saint-Louis, avait été nommé, le 6 mai 1816, inspecteur des gardes nationales de Lot-et-Garonne. A son arrivée à Agen le 21 mai, la musique de la garde nationale avait joué plusieurs morceaux sous les fenêtres de son logement. (*J. de L.-et-G.* n^{os} 1068 et 1069.)

(2) Le marquis du Barrail devait remplir à Agen les fonctions de prévôt à la Cour prévôtale créée en Lot-et-Garonne, comme dans chaque département, par la loi du 30 décembre 1815, pour connaître de tous les crimes attribués aux cours spéciales par le Code criminel. M. Tropamer la présidait. Les juges étaient : Carrié, Dayrie fils, Laroche, qui mourut avant d'être installé, Illy, juge de paix. Nebout, procureur du Roi, et Bru, greffier, en faisaient également partie. La Cour fut installée le 30 mai 1816. C'était une juridiction d'exception pour les crimes et délits politiques, une sorte de Haute-Cour au petit pied.

s'agit de troubler l'ordre public, qui, dans cette vue, signale sans cesse le duc d'Orléans comme le prince le plus digne de régner sur les Français — avait été jusqu'à préconiser comme tel le duc d'Orange et, en conséquence, avait adopté sa couleur. Les gendarmes n'avaient pas tort de courir après le jaune, puisqu'il était un signal de faction qu'on leur avait ordonné de poursuivre, mais ils avaient très grand tort de mettre dans leurs procédés une rigueur déplacée et devaient être sévèrement punis.

Jeudi 30. — Installation de la cour prévôtale. M. Bergonié, président à la cour royale, qui fait cette installation, prononce un discours très sage, très bien écrit, excellent sous tous les rapports; ce discours a tous les genres de mérite.

Il y a quelque temps, M. de Guer était encore notre préfet, que sur les bruits parvenus à l'administration, on fit une descente à Nérac, chez M. Dudevant (1), l'un des faux députés de 1815, où l'on croyait qu'il se faisait des rassemblements. L'on n'y trouva personne, mais l'on saisit ses papiers. L'ex-député étant venu se plaindre au préfet de cet enlèvement, celui-ci lui dit : « L'ordre n'avait point été donné de toucher à vos papiers, les voilà sous enveloppe encore, et sous le scellé ; le paquet qui les contient n'a point été décacheté ; vous pouvez le reconnaître », et il les lui rendit. J'ai peine à croire que Rcu en des Mallets, en pareille circonstance, ni aucun préfet de Bonaparte, en eût fait autant : il eût été sûr de perdre sa place.

Lundi, 4 juin 1816. — La congrégation de femmes, dont j'ai déjà parlé, ayant pour but de se dévouer en commun à l'instruction religieuse des pauvres filles et aux pratiques d'une vie sainte et retirée, a pris de la consistance. L'hospice a mis à la disposition de ces femmes charitables et pieuses l'ancienne maison dite le *couvent de force*, jadis couvent ou com-

(1) M. Dudevant, fait baron par Napoléon, n'est autre que le beau-père de Georges Sand. Après 1815, il rentra définitivement chez lui, dans le Néracais, au château de Guillery, ce qui n'empêcha pas le roi d'en faire un chevalier de Saint-Louis en 1818.

manderie des Templiers. Cette cession à titre de loyer est autorisée par le ministre. Les nouvelles nonnes y sont établies depuis quelques jours. Leur zèle et leur dévouement sont dignes d'éloges, mais il est très plaisant qu'elles aient eu la simplicité de prendre le titre de *sœurs de la Conception*. Au reste, rien n'est ingénu comme ces pauvres sœurs. L'une d'elles, parlant du directeur de leur maison, disait naïvement l'autre jour : « *Il ne vaut rien en chaire ; mais, en chambre, il est incomparable* ». Je leur en fais mon compliment.

Mercredi 6. — Le conseil général du département s'assemble. MM. Noubel aîné, Ninon, Ménoire, Péribère, Laperche, Sevin, destitués, et MM. Jalabert et Demestre, décédés, sont remplacés par MM. du Saumon, de Béraud, de Lacaussade, d'Arfeuille, de Brisac, Merle, le vicomte de Vivens et Decressonnières.

Jeudi 7. — Le conseil général se constitue. Il délibère une adresse au Roi, dont la teneur suit :

« SIRE,

« Le premier de nos devoirs, le premier besoin de notre cœur, est de renouveler au pied de Votre Majesté le serment de l'inviolable fidélité que nous lui avons jurée.

« Notre conduite, Sire, dans les jours de malheur, doit garantir à Votre Majesté l'énergie de nos sentimens et la sincérité de nos vœux, lorsque votre gouvernement paternel ramène une seconde fois l'aurore du bonheur sur la France.

« Avant de nous occuper des fonctions qui nous sont déléguées, nous osons donc vous supplier, Sire, d'accueillir l'expression des sentimens religieux que l'amour et la reconnaissance entretiennent au fond de nos cœurs pour votre personne sacrée. Que le père de ses peuples, que le modèle des Rois vive longtemps pour notre bonheur ! Qu'il vive toujours dans les descendans de son auguste famille ! Que l'heureux hymen qui se prépare sous l'influence de Votre Majesté devienne le gage de la fidélité de nos derniers neveux et qu'il réalise notre plus douce espérance ! Grâce vous soient rendues, Sire, pour ce nouveau bienfait, qui portera dans l'avenir une émanation de votre profonde sagesse et répandra sur les races futures le bonheur dont nous allons jouir désormais.

« Nous sommes avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, les très humbles serviteurs et très fidèles sujets.

« A Agen, le 7 juin 1816.

« Signés : Saint-Amans, président; Barsalou aîné; Brisac aîné; Darfeuille; Guyet-Laprade, Lacaussade, Lacor-rège, Lacuée, Maleprade, Merle-Massoneau, Montaut aîné, Tartas-Conques, Trenty-Cussac, Vivens, Des-cressonnières, secrétaire. »

Lundi 10. — La société d'agriculture, sciences et arts d'Agen a tenu aujourd'hui dans l'hôtel de la mairie une séance publique. Le préfet et le conseil général du département, qui y avaient été invités, y ont assisté.

M. de Saint-Amans, secrétaire perpétuel, a présenté le tableau analytique des travaux de la société depuis sa dernière réunion en séance publique.

Après ce rapport, M. Saint-Genis, ingénieur en chef du département, a lu un mémoire descriptif des ruines et des environs de l'ancienne ville d'Eletheya (aujourd'hui El-Kab).

Ce mémoire, accompagné de plans et de planches, doit faire partie du grand et bel ouvrage publié par ordre du gouvernement sur l'expédition d'Egypte.

M. de Godailh a lu une traduction en vers de la scène de la tragédie d'*Octavia* par *Alfieri*, où Néron accuse son épouse Octavie, qu'il a fait mener devant lui et qu'il veut sacrifier à Poppée.

M. l'abbé Roche, principal du collège d'Agen, a lu, pour M. Vigué absent, un conte philosophique intitulé : *M. de Sourdis dans le pays des Oreillons*.

M. Raymond Noubel a lu pour M. Chausenque, absent, une *description de la grande Chartreuse de Grenoble*, extraite d'un voyage pittoresque dans quelques départemens de la France.

La séance a été terminée par la lecture qu'a faite M. de Saint-Amans d'une épître en vers de M. Vigué sur une *visite faite par l'auteur au presbytère de Noaillac* (1).

(1) Le *Journal* de Noubel (n° 1074) publie un compte-rendu de la séance en termes absolument identiques.

Toutes ces pièces avaient le genre de mérite qui leur est propre, et l'aristarque le plus difficile eût été satisfait. Cependant la salle était presque déserte. Comment n'y avait-il pas plus d'auditeurs ? et qu'avaient de mieux à faire les désœuvrés dont notre ville abonde ? Que ce soit indifférence ou l'effet des opinions politiques, j'en suis également humilié pour les agenais.

La garde nationale s'est réunie hier en armes sur le Gravier, où elle a été passée en revue par le général Rouget. Le général est le neveu, dit-on, du célèbre et malheureux bailli.

Dimanche, 16 juin 1816. — On célèbre aujourd'hui la Fête-Dieu. La procession a parcouru avec beaucoup d'ordre et de pompe les quartiers de la porte du Pin et de la rue Saint-Jean. L'évêque portait le saint Sacrement, les militaires étaient sous les armes et les officiers de la Légion marchaient dans le cortège du général. Chacun était à son poste : les divers corps de métiers, sous leur bannière, les Dames de charité, lisant dans leurs heures, les sœurs grises, un chapelet à la main. De nombreux repcsoirs, décorés avec élégance et l'espèce de goût qui les distingue chez nous, offraient partout des tiges de lis fleuries et le portrait du Roi. Il faut l'avouer : depuis longtemps, le peuple en pareille occasion ne s'est montré sous un meilleur aspect, et jamais cette procession, qui ne laisse pas d'être imposante et d'avoir sa majesté, n'a été marquée par autant de recueillement et de décence. Les prêtres en sont tout fiers, tout glorieux ; c'est pour eux un jour de revue générale ou de grande parade (1).

Mardi 18. — M. le comte de Dijon a obtenu du Roi la permission d'élever à ses frais une statue de bronze à Henry IV dans la ville de Nérac. Nous apprenons également par le courrier d'aujourd'hui les détails suivans sur ce monument qui lie à l'impérissable souvenir de ce grand, de cet excellent prince le nom du citoyen recommandable dont la fortune se-

(1) Voir *Journal* n° 1076; Proché, p. 255, et le manuscrit Lespès, p. 461.

conde si heureusement les nobles conceptions. La statue sera pédestre; elle aura 7 pieds de haut, et M. Marin, habile statuaire, s'occupe en ce moment du modèle d'après le dessin de Giraudet (1). La base en granit portera deux inscriptions, l'une en gascon (heureuse idée), l'autre en latin. La première : *Nous aous tous, à tout jamés, per nostre Henric et sous hils* (2). La seconde : *Alumno, mox patri nostro, Henrico IV. A Henri IV, d'abord notre nourrisson, ensuite notre père*. Il est impossible de dire plus en moins de mots (3).

On dit que cette dernière inscription est du Roi. Le Roi a bien de l'esprit, l'esprit bien cultivé, cela est possible. Nous le saurons bien quelque jour.

Mercredi 19. — Quand on pense à l'entêtement des hommes du peuple, en général, pour les opinions dont ils sont imbus, on s'impatiente, s'ils sont de bonne foi, mais on s'indigne, si l'on est forcé de reconnaître le secret penchant au brigandage, au désordre, qui les soutient dans leur absurde et brutale persévérance. Ces imbéciles de païsans, surtout, répètent continuellement que Bonaparte reviendra, qu'avant de reparaître il a voulu laisser ramasser la récolte, que le grand Sarrau ne veut point de la liberté qu'on veut lui rendre, attendu qu'au prochain retour de l'Empereur il fera punir plus sévèrement ceux qui l'ont renfermé, etc., etc. (4). Naturellement méchants,

(1) Le journal donne les mêmes renseignements. La statue ne fut inaugurée que le 3 mai 1829. Elle est l'œuvre de Nicolas Bernard Raggi, non de Marin. Elle est en bronze et mesure 3^m20 de haut. Exposée au salon de 1819, elle représente Henri IV debout, en costume de guerre, la main gauche sur le pommeau du sabre, la droite étendue dans un geste de conciliation. Le piédestal en marbre a trois mètres de haut.

(2) A cette inscription patoise : « Nous sommes tous, à tout jamais, à notre Henri et à ses descendants » fut substitué un quatrain de Jasmin :

*Brabés Gascous,
A moun amou bous aous que diouetz crèze
Benguetz ! Benguetz ! Qu'ey playé d'estre béze
Approuchatz bous !*

(3) L'inscription latine est restée : *A Henri IV : à notre nourrisson, bientôt notre père*.

(4) Sarrau, qui avait été mis en prison le 21 février, fut mis en liberté le 9 juillet. (Voir Proché, p. 260, Lespès, p. 464.)

ne sachant rien par eux-mêmes, ces malheureux aiment mieux répéter les mensonges, les absurdités que les mauvais sujets leur débitent, que croire les choses raisonnables, les vérités qui leur sont dites par des personnes éclairées. Telle est l'espèce humaine : plus de scélératesse que d'intentions pures, moins de vertu que de perversité. Cependant, on fait quelquefois des exemples qui peuvent ramener ceux qui ne sont qu'égarés. Le 7 de ce mois, le tribunal de première instance a condamné François Laporterie, portefaix de cette ville, à un emprisonnement de 3 mois, à une amende de 50 francs, aux frais de la procédure et à une surveillance prolongée, pour avoir tenu des propos séditieux (1). On ne redoute donc pas beaucoup le prochain retour de Bonaparte.

Dimanche 23. — La congrégation des saints innocens (je ne sais mieux la caractériser) a joué ce matin sa première farce publique dans l'église de la chapelle de Notre-Dame-du-Bourg. Dès 7 heures du matin, tous ses membres ont assisté en corps à la messe. Une longue exhortation de leur aumônier, une communion édifiante ont ensuite eu lieu, après quoi l'on s'est ajourné à 5 heures du soir précises. Les servantes qui se sont trouvées à cette cérémonie en sont revenues pénétrées d'une véritable admiration pour ces messieurs. C'est un premier succès sur lequel ils pouvaient compter, mais qui, en se réalisant, doit encourager leur zèle. Lorsqu'ils paraissent en public, ils sont bardés d'une espèce de ceinture ou d'écharpe blanche, que M. Dampierre, préfet de la congrégation, porte double, en conséquence de son grade. Le soir, à cinq heures, attendu que c'est alors que s'ouvrent les spectacles et que les frères innocens, pour mieux effectuer leur réforme, veulent commencer par éloigner les agenais de la comédie, à 5 heures donc, la séance du soir s'est ouverte. Les hommes seuls ont le droit de profiter de toutes les bonnes et belles choses qui s'y débitent; les femmes n'y peuvent entrer, ce qui est

(1) Voir *Journal*, n° 1076. Presque à chaque numéro, on trouve pour ce département de semblables condamnations.

bien dommage, car étant de moitié pour la plupart du temps dans les péchés des hommes, elles devraient, ce semble, partager les fruits qui vont résulter de la pieuse congrégation. Quoiqu'on en dise, on ne peut nier que cette société ne soit au moins bien éclairée; les réverbères, les quinquets brillaient dans tous les coins de l'église. On a lu de beaux discours très pieux, très touchans; les conférences ont roulé sur les dangers du spectacle. On y a formellement décidé que c'était l'œuvre du démon et que tout âme chrétienne devait avoir le théâtre en horreur. Je plains cependant nos pauvres acteurs et nos actrices, qui n'étaient pas déjà trop bien dans leurs affaires et qui vont certainement mourir de faim. Mais n'importe ! Qu'ils périssent, s'il le faut, pourvu que nous soyons sauvés. Chacun pense pour soi dans ce monde, même les sœurs de la Conception, dont plusieurs ont abandonné leurs parens pour faire leur salut dans le cloître. Que de bons exemples, que de belles leçons de morale, que d'édification pour les âmes chrétiennes vont produire désormais les œuvres combinées des Messieurs de la Chapelle et des sœurs de la Conception !

Lundi, 24 juin 1816. — Le lieutenant-général commandant la division ayant écrit au général Rouget de célébrer le mariage du duc de Berry, toute la ville a pris part à la fête des militaires. Les drapeaux blancs ont flotté à toutes les fenêtres. La garde nationale a pris les armes et s'est rendue avec elle à l'église des Jacobins, où se sont aussi trouvées les autorités administratives. Un *Exaudiat* y a été chanté en musique bruyante, puis toute la famille est allée parader sur le Gravier. Pendant la marche, l'air a retenti des cris de : *Vive le Roi !* Le soir, MM. les officiers de la Légion ont donné un bal aux dames dans la maison Biot (1).

Une grande pancarte, imprimée en deux colonnes, caractère petit *cicero*, affichée ce matin, nous prévient qu'on célébrera samedi prochain l'anniversaire des journées des 27, 28

(1) C'était là que se réunissait la société des Amis du Roi. Le mariage du duc de Berry fut célébré le 17 juin 1816.

et 29 qui, l'an dernier, marquèrent beaucoup dans notre histoire (1). Je ne sais s'il y a là beaucoup de véritable gloire et s'il est même bien politique de rappeler cette époque, mais enfin, puisque l'amour-propre de quelques-uns s'en réjouit, nous nous réjouirons et il ne faut jamais manquer l'occasion de s'amuser lorsqu'elle se présente. La pancarte contient une proclamation du maire et le programme de la fête : salve d'artillerie la veille au soir pour l'annoncer, salve d'artillerie le matin pour la commencer, drapeaux aux fenêtres selon l'usage, festons de fleurs ou de verdure dans les rues, feu de joie, illumination générale, après quoi le monde ira se coucher. Tel est en deux mots tout le contenu du dit programme.

Samedi 29. — La fête a été bien, très bien, et s'il n'y avait pas trop de quoi se vanter de son sujet, on doit être au moins satisfait de la manière dont elle a été célébrée. On pourra avoir le détail circonstancié de cette fête dans le n° 1080 du journal d'Agen qui paraîtra le 3 juillet (2). Je suis persuadé qu'il n'omettra rien de ce qui doit retracer à la postérité le souvenir d'une aussi belle journée. Elle s'est en effet passée dans la joie, dans le meilleur ordre. La seule chose qui ait jeté un trouble momentané dans l'allégresse publique et que le journal ne dira pas, c'est ce qui eut lieu devant la maison du sieur Tournon, marchand tailleur, déjà assez mal dans l'opinion des royalistes. Le buste du Roi paraissait sur la porte de cette maison environné de beaucoup de fleurs et d'ornemens de toute espèce; mais, en regardant bien ce buste, on remarqua un cordon qui, pour l'assujétir sans doute, était passé autour du col et s'arrêtait à un crochet situé plus haut. Cela déplut; on le trouva indécent, on fit du bruit; le buste fut enlevé par escalade. M^{me} Tournon fut vue toute en larmes dans l'après-midi. Il paraît, au reste, qu'à l'affliction près de M^{me} Tournon, ce petit mouvement n'eut pas de suite. Un transparent qui parut dans la soirée à l'une des croisées de la

(1) Voir la proclamation du maire, M. de Lugat dans le *Journal*, n° 1078.

(2) Voir aussi Proché (pp. 257-9) et le manuscrit Lespès (p. 462).

maison de Pébernat, greffier du tribunal de commerce (1), était peut-être plus digne de fixer les regards des royalistes, d'autant que ce personnage leur est suspect. On voyait dans le transparent en grandes lettres majuscules, même onciales : *Adieu au Roi et aux Bourbons !* Quelques personnes trouvèrent là une équivoque et jugèrent qu'elle pouvait avoir été faite à dessein. Cependant la foule l'interpréta sans doute plus bénévolement ; on n'y prit pas garde et cela ne fit aucune difficulté.

Jeudi, 4 juillet 1816. — Les saints innocens nous éblouissent toujours de leurs lumières dans les séances du soir. La dernière fut consacrée à l'éloge de S. François de Paule et à quelques autres lectures édifiantes. Les séances du matin se passent en exhortations, prières en public, communions générales avec grand appareil. Les servantes, cependant, commencent à s'accoutumer à ce spectacle. Il est à craindre que bientôt elles ne s'en dégoûtent quoiqu'il soit gratuit, ce qui serait bien fâcheux. Il n'en est pas de même de la congrégation des dames : celle-là gagne chaque jour davantage dans l'esprit du public. Il faut avouer aussi qu'elle est bien plus utile. Le dévouement de ces dames est vraiment exemplaire. L'une d'elles surtout se distingue autant par le talent de la parole que par sa véritable piété. On va l'entendre le dimanche au soir, et l'on revient enchanté de l'onction et de la grâce qu'elle met dans ses discours. M^{me} Belloc, née Diché, c'est le nom de cette éloquente sœur, se recommande d'ailleurs sous tous les rapports aux yeux du public. Devenue veuve très jeune, encore jeune et très jolie, elle se consacre entièrement à ses pieux exercices et aux soins de sa famille. Elle n'est qu'affiliée à la congrégation et demeure avec ses enfans chez Monsieur son père. Veuve depuis plusieurs années, elle n'a point quitté le deuil de son mari ; c'est un rare exemple de vertu que je consigne dans ces feuilles.

(1) Pébernat était chantre d'église avant la Révolution. Employé aux archives du département, il devint ensuite greffier du tribunal de commerce.

Dimanche 7. — Quelle terrible nouvelle pour les saints innocens qui, comme on le voit, m'occupent beaucoup. Quoi ! le gouvernement, sous la protection duquel ils croyaient pouvoir compter, voit non seulement leurs travaux apostoliques avec indifférence, mais encore va les prier de les abandonner ! Ainsi, cette sainte institution, à peine établie, va s'écrouler sur sa base et bientôt l'on n'en parlera pas plus que si elle n'avait jamais existé. M. le Préfet doit en dire deux mots dans le creux de l'oreille à M. Dampierre. Tout le monde, au reste, ne partage pas mes regrets sur cette pieuse association. Bien des gens disent qu'il ne fallait pas avoir infiniment d'esprit pour deviner l'issue qu'elle aurait bientôt, qu'il fallait surtout en avoir bien peu pour s'enrôler dans une telle confrérie, ridicule au point, ajoutent-ils, que les prêtres eux-mêmes, qui connaissent les convenances, en ont le sentiment et lèvent les épaules d'un zèle aussi singulier. Ils vont jusqu'à dire, dans leur malice, que — pardon, si je le répète — *ces fadaïses ne sont plus de saison*. Voilà une spéculation qui, comme tant d'autres, n'a point réussi (1).

Lundi 8. — Jour anniversaire du retour du Roi et de sa seconde entrée à Paris. Les couleuvrines ont tiré dès l'aurore. La garde nationale et la légion ont pris les armes. Elles ont assisté, ainsi que toutes les autorités, au *Te Deum* qui a été chanté à l'église cathédrale. L'évêque officiait *in pontificalibus*. Quelques personnages, bien connus par leur rôle centenaire (*sic*) dans les tribunaux et ailleurs, assistaient dévotement à la cérémonie et se cachaient sous leur toge ou leur chapeau, comme l'évêque sous sa mitre. Néanmoins, on les

(1) Lespès parle aussi (p. 463) de cette association que dirigeait Dampierre, de marquis Dampierre, comme l'écrit ironiquement Saint-Amans. Pour Lespès, cette congrégation, « dont le principe était de propager l'esprit du royalisme, prenait tous les caractères des clubs de 1793, mais dans un sens contraire. Elle tendait déjà à vexer les citoyens qui ne se démontraient pas en faveur du système des associés. On s'aperçut qu'une pareille assemblée pourrait devenir funeste. Et voilà pourquoi elle fut interdite. M. Lacoste, directeur du dépôt de mendicité, en était un des chefs. » Funeste, au dire de Lespès, grotesque d'après Saint-Amans, elle fut supprimée au mois d'août 1815.

regardait et l'on disait tout bas : Voyez cet administrateur, ce juge, ce député; à pareil jour ils rentrèrent l'année dernière dans les rangs d'où ils étaient étourdiment sortis et virent évanouir toutes leurs illusions chimériques.

Enfin, elle a paru, cette relation si longtemps attendue des événemens des 27, 28 et 29 juin de l'année dernière, de ces jours d'alarmes où l'élan du peuple en faveur des Bourbons fut comprimé par l'astuce des partisans de Bonaparte, de ces jours où les efforts impuissans des agenais amenèrent sur leurs têtes tous les fléaux d'une rigoureuse oppression. La dernière de ces journées, surtout, ne fut pas très glorieuse pour nous, il faut l'avouer en abandonnant toute idée d'amour-propre. Mais il faut avouer aussi, en se reportant sur le champ de bataille, qu'il était bien difficile de faire mieux. Il n'y eut point de sang répandu; cette réflexion console. La relation intitulée *Exposé fidèle*, etc. est bien faite, à la fidélité près qu'on trouvera tout entière dans notre journal. Il était impossible, je pense, de rendre un compte public de ce vacarme plus adroit, en conservant une partie de la vérité des faits. On dit cependant qu'il ne satisfait pas complètement les officiers de la garde nationale. L'abbé Roche, principal du collège et royaliste très zélé, passe pour le rédacteur de cette pièce, qui doit être envoyée à Monsieur, frère du Roi.

Mardi 9. — Ce n'est que trop vrai ! Grandes discussions, chauds démêlés en ville au sujet de la relation des trois journées en question. Les officiers, dit-on, n'en veulent pas et la chicanent sous plusieurs prétextes. Les soldats s'en contentent et l'adoptent pour la plupart. Les plus malins d'entre eux — et c'est le plus grand nombre — disent que les officiers voudraient y voir de plus grandes merveilles de leur courage, afin d'avoir des prétentions mieux fondées aux décorations promises à la garde nationale et qu'ils voudraient accaparer. Ce sont de mauvais propos que je répète avec peine, mais ils courent les rues. On ajoute que M. Ladrix est chargé d'un nouveau travail sur ces fameuses journées.

Mercredi 10. — On prend de bonnes mesures pour former une bonne garde nationale de gens choisis dans toutes les communes qui en sont susceptibles (voyez à cet égard le *Journal* d'Agen de ce jour). Cette réorganisation, car c'en est une, peut nous sauver, doit même nous sauver et, peut-être, peut seule nous sauver. M. de Carbonnier et le préfet se sont aussi occupés de l'uniforme : habit bleu, paremens rouges; il est le même à très peu de chose près.

L'histoire de Napoléon par Paganel court la ville (1). Cet ouvrage est bien écrit, plein de belles phrases, de belles maximes de philosophie, trop répétées peut-être, de déclamations oratoires, certainement trop prodiguées. C'est un discours sur Bonaparte. On n'y trouve ni le récit des faits, ni les détails qui caractérisent l'histoire. Bonaparte y est cependant bien jugé. Il y est peint à chaque page comme un homme né pour le malheur de la France et comme l'un des hommes les plus extraordinaires qui aient existé. Mais l'opinion générale sur le compte de Napoléon pendant les cent jours de son usurpation n'y est pas fidèlement rapportée. Il semblerait, dans cet ouvrage, que la France ne s'indigna, ne s'émut pas même de ce retour et qu'elle acquiesça, pour ainsi dire tacitement, à la criminelle et folle entreprise. L'auteur ne dit point que les fameux articles additionnels restèrent presque sans signatures, que très peu d'électeurs se rendirent aux assemblées, qu'infiniment peu se réunirent au ridicule champ de mai. Selon lui, on le voit assez bien, la Chambre des députés et celle des Pairs constituaient une véritable représentation nationale, tandis qu'elles n'étaient en effet que des réunions illégales de rebelles ou de gens sans mission. Il est d'ailleurs fastidieux de voir sans cesse l'auteur invoquer les principes de l'inflexible philosophie, lorsqu'il est plus clair que le jour qu'elle n'est point encore appelée à opérer le bonheur de l'hu-

(1) *Histoire de Napoléon Bonaparte depuis ses premières campagnes jusqu'à son exil à l'île Sainte-Hélène*, par M..., ex-législateur. — Paris, Panchoucke, 1815; in-8°.

C'est une 3^e édition, augmentée du tome III, d'un ouvrage où Paganel avait fait un *Essai historique et critique sur la Révolution française*.

manité. Elle a déjà fait d'assez grandes concessions, cette haute et fière philosophie, pour que l'auteur cesse de rêver le bonheur idéal qu'elle doit procurer à la terre. Prenons les hommes tels qu'ils sont; rendons-les raisonnables et meilleurs, s'il se peut, mais ne leur faisons ni plus d'honneur, ni plus de bien qu'ils ne méritent. C'est, je crois, le principe d'après lequel la France doit être encore longtemps et rigoureusement gouvernée.

Hier, à cinq heures du soir, un orage affreux a éclaté sur notre ville. La pluie est tombée par torrens; le dommage qu'elle a occasionné a été grand dans certains quartiers, mais la grêle qui a ravagé plusieurs communes, depuis Layrac jusqu'à Clermont-Dessus, en a produit d'incalculables. La moisson, à la veille d'être recueillie, a été détruite. Les vignes ont été hachées; les bois même ont été si endommagés en quelques endroits qu'il faudra les receper. Des enfans, surpris dans la campagne, ont péri sous les coups de cet orage. Un cultivateur a été tué par la foudre dans la commune de Laroque-Timbault.

Samedi 13. — Monsieur le comte de Mons, capitaine d'état-major, envoyé dans le département pour suivre le recrutement de la garde royale, est arrivé à Agen (1). J'ignore comment va ce recrutement. Bien doucement, sans doute.

Dimanche 14. — Le préfet rappelle aux officiers en non activité l'obligation qui leur est imposée d'avoir sur leurs uniformes des boutons empreints d'une fleur de lys. Cette obligation est rigoureuse : fleur de lys sur le bouton ou point de traitement.

Lundi 15. — J'ai oublié de dire en son lieu que le tribunal de première instance d'Agen, nouvellement réinstitué, avait été installé dans ses fonctions. M. Bergognié, président en la cour royale, nommé à cet effet, prit, le 9 de ce mois, le serment des

(1) Le comte de Larroque de Mons agissait comme délégué du lieutenant-général commandant la 20^e division militaire. (*Journal*, n° 1083.)

magistrats du tribunal et prononça un discours analogue à la circonstance. M. Tropamer, président et M. Nebout, procureur du Roi, répondirent à ce discours. On remarqua dans la réponse de M. Nebout le tribut d'estime, d'amitié et de regret qu'il payait aux anciens membres du tribunal, non employés dans la nouvelle organisation (1).

Dimanche 21. — M. de Carbonnié a passé la garde nationale en revue sur le Gravier et a fait lire à chaque compagnie un ordre du jour, dans lequel il disait : « J'ai été nommé votre inspecteur par le Roi. J'en suis bien aise, parce que vous êtes de braves gens, que vous maintiendrez le bon ordre et soutiendrez l'autorité royale. Je trouverai ma plus douce récompense dans le compte que je rendrai de votre dévouement et de votre exactitude à monter la garde. » Tel est cet ordre du jour, en substance. Il a été accueilli par de grands cris de *Vive le Roi !* ce qui, comme on sait, en pareille occasion signifie *approuvé*.

Lundi, 22 juillet 1816. — Nouvel ordre du jour de M. de Carbonnié (2). Plus court que celui d'hier, je vais le transcrire en toutes lettres :

« Jaloux de payer un juste tribut d'éloges à la garde nationale d'Agen, je m'empresse de lui témoigner toute la satisfaction que j'ai éprouvée le jour où j'ai passé la revue. Sa belle tenue, le silence qu'elle sait observer dans les rangs, et l'attention qu'elle porte aux commandements de ses supérieurs, m'ont suffisamment prouvé le zèle et la bonne volonté qu'elle ne cesse de manifester. Je loue surtout l'empressement qu'a mis une partie de la garde nationale à suivre le règlement de l'uniforme, que j'ai déterminé de concert avec M. le Préfet. Ce serait avec plaisir que je verrais ce généreux exemple de dévouement imité par tous ceux qui ont donné, jusqu'à

(1) Le tribunal était ainsi composé : « Tropamer, président, qui l'était déjà; Carrié et Laroche, juges, qui l'étaient aussi déjà (Laroche mourut avant son installation); Hybres, avocat, remplaçant M. Bauthian, juge destitué. Nebout, procureur du roi, qui l'était déjà; M. Diché, aîné, substitut, qui fut destitué, ne fut pas remplacé; et Bru, greffier, qui l'était déjà. » (Lespès, p. 464.)

(2) Ces ordres du jour sont publiés par le *Journal* n° 1086 et 1087.

oe jour, de si grandes preuves de soumission et de désintéressement. »

Mardi 23. — Un médecin de Cancon, nommé Lafaurie, dans une lettre imprimée au *Journal de Lot-et-Garonne*, assure que, pour se rendre digne du nom respectable de médecin, il faut signaler à ses concitoyens tout ce qui peut leur être avantageux ou nuisible. En conséquence, il rappelle au public qu'il s'est déjà élevé avec force contre la mode de couper les cheveux à la *Titus* aux enfans. Il prescrit aujourd'hui la mauvaise habitude qu'ont certaines gens, les anciens militaires surtout, de faire de leurs chapeaux un espèce de sac où ils mettent leur mouchoir, la pipe et le tabac à fumer. Il prétend que cela porte à la tête. M. Lafaurie, vous avez raison : *cela se porte à la tête*. Il faut savoir maintenant si jamais personne est mort pour avoir mis son tabac, sa pipe et son mouchoir sous le chapeau. Il discute ici quelle est la forme la plus avantageuse à donner à cette coiffure. Il invoque tour à tour la physique et la chimie et se décide pour la forme la plus spacieuse et la plus élevée. Il ajoute enfin, d'après un savant médecin nommé M. Percy, qu'un régiment d'infanterie qui manœuvrait par un temps très chaud sur le champ de mars, à Paris, eut plusieurs soldats qui se trouvèrent mal et qu'on se convainquit que les vertiges, les maux de cœur, les syncopes, les vomissemens qu'ils éprouvaient, dépendaient du tabac à fumer qu'ils avaient mis dans leurs schakos. Ainsi, si personne n'est mort pour avoir mis son tabac, sa pipe et même son mouchoir sous le chapeau, on voit au moins que des soldats en ont été malades. D'ailleurs, qui ne connaît les mauvais effets que peut produire le tabac. Véritable poison stupéfiant, il est mortel, comme l'*opium*, dans certaines circonstances, et M. Lafaurie a tout à fait raison. Vive M. Lafaurie : plus de cheveux à la Titus, plus de tabac, de pipe, ni de mouchoir sous le chapeau !

Mercredi 31. — On a exécuté aujourd'hui une fille parricide. Cette malheureuse a été conduite à l'échafaud, la tête couverte

d'un voile noir. C'est le premier exemple qu'on a, à Agen, d'une pareille exécution. Le peuple s'y est porté en foule. C'est pour lui le dernier acte d'une tragédie. Cette fille a commis son horrible crime à Cancon, d'où elle était native, et de concert avec son mari, lequel a été condamné aux travaux forcés à perpétuité (1).

(A suivre.)

(1) C'est le 30 juillet, non le 31, que cette exécution capitale eut lieu. Catherine Dubois, femme Meyniel, avait été condamnée pour parricide le 12 juin par la Cour d'assises d'Agen. Elle habitait Castelnau-de-Cancon. La malheureuse, conformément à la sentence, fut conduite à l'échafaud pieds nus, en chemise, et la tête couverte d'un voile noir. Avant de la décapiter, l'exécuteur dut lui trancher la main droite. Il fut obligé de s'y prendre à deux fois. La foule se retira pénétrée de pitié et d'horreur. Le mari fut condamné comme complice aux travaux forcés à perpétuité. (Proché, pp. 262-2 Lespès, p. 465, et *Journal*, n° 1088.)

NOTES HISTORIQUES

SUR

L'EXPÉDITION DE LECLERC A SAINT-DOMINGUE ET SUR LA FAMILLE LOUVERTURE

PAR ISAAC-LOUVERTURE

(Suite)

Après que la France et la Grande-Bretagne eurent signé, au commencement de ce siècle, les préliminaires du traité d'Amiens, les feux de la guerre ne s'éteignirent en Europe que pour se rallumer dans une île de l'Archipel américain. Le Gouvernement français fit les préparatifs d'une expédition formidable contre Saint-Domingue, à Flessingue, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon.

Isaac-Louverture était à cette époque à Paris, au collège de la Marche dont M. Coasnon était le principal. Placide Louverture, son frère, qui s'était embarqué à Brest, à bord de l'amiral Gantheaume, en qualité d'aide de camp du général Sahuguet, dans la ferme croyance qu'il allait à Saint-Domingue, tandis que, sans s'en douter, il ne servait qu'à masquer le véritable but d'une expédition navale qui devait porter des renforts à l'armée d'Egypte, était de retour depuis peu à Paris, l'escadre française ayant été forcée d'entrer à Toulon. Il demeurait avec Isaac-Louverture au collège de la Marche. Tous les deux n'étaient pas sans inquiétude au sujet de l'armement qui se faisait contre leur pays, mais ils furent rassurés par une démarche solennelle de la part du Gouvernement français. M. Coasnon fut mandé au Ministère de la Marine. Le ministre lui fit la proposition d'aller accompagner à Saint-Domingue les enfants de Toussaint-Louverture. M. Coasnon, soit par amitié pour ses élèves, soit par toute autre considération, y consentit. Il s'empressa de retourner au collège et d'annoncer cette nouvelle à ses deux jeunes élèves en les embrassant, en fondant en larmes, et en leur disant que le Gouvernement français n'avait que des vues pacifiques.

Peu de jours après, il reçut une lettre du ministre de la marine qui lui apprit que le consul désirait de voir Placide et Isaac Louverture et de s'entretenir avec eux avant leur départ pour Saint-Domingue. A leur arrivée chez lui, le ministre confirma en pré-

sence de M. Coasnon ce que celui-ci avait dit auparavant à ses élèves relativement aux affaires de Saint-Domingue, puis les invita à monter dans ses voitures qui les conduisirent aux Tuileries. Bonaparte était dans son grand cabinet avec le général Leclerc, son beau-frère : il les attendait. L'aide de camp de service les annonça et les introduisit dans ce cabinet. Le ministre les présenta à Bonaparte qui les reçut avec beaucoup de distinction. Il demanda à M. Coasnon lequel de ses deux élèves était le fils de Toussaint-Louverture. « C'est celui, répondit M. Coasnon, qui se nomme Isaac : « l'autre est un fils du premier lit de M^{me} Toussaint-Louverture. « — Votre père, dit Bonaparte, en s'adressant à Isaac Louverture, est « un grand homme. Il a rendu des services éminents à la France. « Vous lui direz que moi, premier magistrat du peuple français, « je lui promets protection, gloire et honneur. Ne croyez pas que « la France ait l'intention de porter la guerre à Saint-Domingue. « L'armée qu'elle y envoie est destinée non à combattre les troupes « du pays mais à augmenter leurs forces. Voici le général Leclerc, « mon beau-frère, que j'ai nommé capitaine-général et qui com- « mandera cette armée. Des ordres sont donnés afin que vous « soyez quinze jours d'avance à Saint-Domingue pour annoncer « à votre père l'arrivée de l'expédition. »

Il se mit ensuite à faire des questions sur les mathématiques à celui qu'il adressait la parole et fut satisfait de ses réponses. Après qu'ils eurent pris congé du Consul, le ministre de la marine alla les accompagner jusqu'à la portière d'une de ses voitures dans laquelle ils retournèrent au collège de la Marche.

Le lendemain de cette réception, le même ministre leur donna un magnifique repas où étaient conviés le général Leclerc, le vice-amiral Bougainville, M. Bénézech, conseiller d'Etat avec l'adjudant-commandant Davoust son gendre, M. de Vincent, colonel du génie et plusieurs autres officiers généraux et supérieurs. Avant le départ d'Isaac et de Placide Louverture de Paris, le ministre de la marine fit présent à chacun d'eux, au nom du Gouvernement français, d'une superbe armure de la manufacture de Versailles, et d'un riche et brillant costume militaire. Lorsqu'ils furent à Brest on ne tint pas ce qu'on leur avait promis à Paris. La frégate *la Sirène* à bord de laquelle ils étaient, ne mit à la voile qu'avec toute l'armée navale commandée par l'amiral Villaret-Joyeuse. Au bout de trente jours de navigation, l'amiral invita les enfants de Toussaint-Louverture et M. Coasnon leur précepteur, dans une

lettre qu'il leur écrivit, de passer avec leurs effets à bord du vaisseau le *Jean-Jacques*, la frégate la *Sirène* devant porter à la Guadeloupe les ordres du Gouvernement français, conformément à ses instructions. La flotte de Brest, parvenue à la baie de Somno qui était le lieu du rendez-vous, se réunit aux divisions parties de Lorient et de Rochefort, la première sous les ordres du contre-amiral Delmotte, la 2^e sous ceux du contre-amiral Latouche-Tréville, et à la division espagnole commandée par l'amiral Gravina qui, sorti de Brest le même jour que l'amiral Villaret, avait eu le temps, quoiqu'il fut contraint de relâcher en un port d'Espagne pour réparer ses vaisseaux, d'arriver avant lui. Un bâtiment léger s'étant approché de la côte orientale de Saint-Domingue, par ordre de l'amiral Villaret, pour avoir des nouvelles, amena à bord du vaisseau l'*Océan* des pilotes qui apprirent au général Leclerc que Toussaint-Louverture était à Santo-Domingo. On tint aussitôt, à bord du vaisseau-amiral, un conseil auquel assistèrent les officiers généraux de l'armée. Immédiatement après, on fit les dispositions suivantes : Le contre-amiral Latouche avec la division Boudet, le chef de division Magon avec la division Rochambeau, le capitaine de vaisseau de.. avec la brigade Kerverseau, eurent ordre de se diriger, le premier sur le Port-au-Prince, le deuxième sur le fort Dauphin, et le troisième sur Santo-Domingo. Ces dispositions n'annonçaient rien que d'hostile. Isaac et Placide Louverture et leur précepteur firent par écrit des représentations au général Leclerc ; il ne s'en avisa point. La majeure partie de la flotte, y compris le vaisseau le *Jean-Jacques*, se présenta devant le Cap. Le général Leclerc envoya sommer le général Cristophe de lui livrer cette ville. Celui-ci répondit qu'il lui fallait avant tout un ordre de son chef auquel il allait dépêcher plusieurs ouvriers, ne sachant pas où il se trouvait dans ce moment. Le lendemain, même sommation de la part du général Leclerc, même réponse de la part du général Cristophe. Trois jours se passèrent à parlementer ; le quatrième tout était préparé pour un débarquement qui s'effectua dans les environs du Limbé. Pendant que Leclerc agissait de ce côté, on avait connaissance de la prise du fort Dauphin qui était défendu par un bataillon du 1^{er} régiment de Saint-Domingue; l'amiral Villaret faisait canonner le fort Belly par le vaisseau le *Patriote* et forcer la passe du Cap par le contre-amiral Delmotte. Cette ville fut incendiée... les flammes de l'incendie furent aperçues presque en même temps par la flotte française et par Toussaint-Louverture qui arrivait de Santo-Domingo sur les hau-

teurs du *Grand Boucan*, et qui regrettait de n'avoir point péri dans les plaines de l'Artibonite, lorsqu'il combattait pour la France et son pays, tant sa douleur était forte ! Il avait compassion d'une multitude de vieillards, de femmes et d'enfants répandus sur toutes les routes et qui fuyaient à travers les montagnes. Sa position était embarrassante : le fort Dauphin, le Cap avaient été traités comme villes ennemies. Il ordonna au général Cristophe, qu'il rencontra près du haut du Cap, de prendre position à la Grande-Rivière; lui-même, suivi de Marc-Coupé, son aide de camp, du chef d'escadron Morisset, et de six cavaliers, se dirigea du côté de la plaine du Nord et se trouva face à face avec l'avant-garde du général Leclerc qui marchait sur le Cap. Il passa en travers d'un feu épouvantable; son habit fut criblé de balles et son cheval légèrement blessé; arrivé aux Mornets, il y resta deux jours. Dans ce court délai, il reçut une lettre du général Rochambeau qui avait l'air de déplorer les événements du Fort-Dauphin que pour mieux s'en faire gloire. Je ne croyais point, dit-il, que mes soldats en arrivant ici dussent tremper leurs baïonnettes dans le sang de leurs frères et de leurs amis. Toussaint-Louverture partit des Mornets pour les Gonaïves, en passant par Ennery où était sa femme et une partie de sa famille. Leclerc alla droit au Cap, dont la brigade Humbert, débarquée des vaisseaux, avait déjà pris possession. Toute la flotte était en rade, à l'exception d'une frégate qui louvoyait à la vue du Cap, ayant à son bord les généraux Villate, Rigaud, Leveillé, les adjudants-généraux Pétion, Belley; le colonel Dupont; les chefs de bataillon Ledué et Boyer-Larivière, tous natifs de Saint-Domingue. Victimes de la politique, leur sort dépendait des événements; on attendait l'ordre de les débarquer ou de les porter à Madagascar. Le gros de l'armée que commandait Leclerc avait pris position dans les environs du Cap. Ses avant-postes s'étendaient jusqu'aux Mornets, pays limitrophe de la plaine du Nord. Tout le pays entre le Cap et le Limbé, excepté le port français, était en son pouvoir. Il avait fait sa jonction avec Rochambeau, mais il n'avait pas encore des nouvelles des troupes qui devaient opérer dans l'Ouest, le Sud et dans la partie orientale de l'île; il ignorait ce qui se passait dans ces lieux; et puis il avait affaire à un homme que le péril n'effrayait point et qui pouvait lui tenir tête par son activité et son courage. Ainsi le général Leclerc sembla donc, pour un moment, vouloir remettre dans le fourreau l'épée qu'il avait tirée sans nécessité. Il envoya deux officiers d'état-major chercher Isaac et Placide Lou-

verture et leur précepteur à bord du *Jean-Jacques*. Dès qu'il les vit il leur parla du malheur présent, d'accommodements et de la lettre de Bonaparte. « J'ai le plus grand espoir, ajouta-t-il, de m'entendre avec votre père; il était absent, il n'a pu rien ordonner; il est nécessaire que vous lui apportiez la lettre du 1^{er} Consul et qu'il connaisse mes intentions et la haute opinion que j'ai de lui. »

Pleins du désir de revoir leurs parents et de remplir une mission dont on aurait dû les charger auparavant, Isaac et Placide Louverture partirent à onze heures du soir, accompagnés de M. Coasnon, malgré la pluie qui tombait par torrent. Arrivés aux avant-postes du général Desfourneaux, il leur offrit à souper. L'adjudant-commandant Dampierre, qui était son chef d'état-major et qui les avait connus, leur donna des marques de la plus vive amitié. Isaac et Placide Louverture et leur précepteur couchèrent à leur bivouac, au milieu de la boue. A la pointe du jour, ils étaient à cheval sur la route des Mornets. Le ciel étant devenu plus beau, ils ne cessaient d'admirer, eux et M. Coasnon, les productions variées des plaines et des montagnes qu'ils parcouraient. Tout annonçait richesse et prospérité, et cette vue contrastait singulièrement avec le spectacle qu'ils avaient laissé derrière eux. Il y avait beaucoup de monde sur la route, mais pas un seul soldat. Dès qu'on sut qui ils étaient, on courut au devant d'eux avec acclamations. Ils étaient entourés, pressés, embrassés et questionnés. Isaac et Placide Louverture leur firent connaître quel était l'objet de leur mission. Tous étaient ravis de les voir, et indignés de ce que le général Leclerc venait leur annoncer la paix à coups de canon. C'était partout la route, même empressement et même réception jusqu'à Ennery où ils avaient eu soin de prévenir de leur arrivée une mère et des parents qui les attendaient avec impatience. Enfin, vers les 9 heures du soir, deux jours après leur départ du Cap, leur mère et les deux nièces de son mari, Madame Vernet, sa sœur, vinrent, à la lueur des flambeaux, les recevoir à l'entrée de la maison, au milieu d'une foule immense. Ils étaient accompagnés d'un de leurs oncles qui avait volé à leur rencontre. Il est plus facile de concevoir que de raconter ce que cette soirée eut d'attendrissant pour toute une famille, une mère, ses enfants et leur précepteur qui, comblé de remerciements et de soins, était témoin de tant de tendresse et d'amour. Toute la famille, oubliant pour un moment, à cause de cette réunion inattendue, les malheurs de la patrie, se livrait à la joie et aux plus doux sentiments.

Le lendemain, à onze heures du soir, le son de la trompette, le bruit des chevaux et d'une voiture annoncèrent l'arrivée de Toussaint-Louverture qui était attendu avec tant d'impatience et d'ardeur. Isaac et Placide Louverture se jetèrent tous les deux à son cou; il les tint pendant longtemps serrés dans ses bras; et la sensibilité paternelle se manifesta par des pleurs qui coulèrent de ses yeux. On courut chercher M. Coasnon qui était dans son appartement. Il l'embrassa et lui dit des choses obligeantes au sujet du soin qu'il avait pris de l'éducation de ses enfants, et ajouta qu'il lui savait gré d'être venu les accompagner au sein de leur famille, mais qu'il était fâché que ce fût au milieu d'une guerre, dont la cause lui était inconnue, et à laquelle il ne s'attendait pas. Alors M. Coasnon, qui était assis, se leva et lui présenta la lettre du Consul, à laquelle était suspendue, au moyen d'un cordon de soie, le sceau de l'Etat enfermé dans une boîte de vermeil (1). Toussaint-Louverture prit cette lettre et la parcourut rapidement. Après quoi ses enfants et M. Coasnon lui parlèrent de l'accueil et de magnifiques promesses que leur avait faites le Consul; de l'assurance qu'il leur avait donnée que l'armée commandée par le général Leclerc n'était pas envoyée à Saint-Domingue dans des vues hostiles, et du désir que leur avait témoigné ce général d'entrer en accommodement avec lui. « Vous, Monsieur Coasnon, répondit-il, vous en qui
« je considère le précepteur de mes enfants et l'envoyé de la France,
« avouez que les paroles et la lettre du premier Consul sont tout
« à fait opposées à la conduite du général Leclerc. L'un m'annonce
« la paix, l'autre me fait la guerre. Le général Leclerc, en tombant
« sur Saint-Domingue comme un coup de foudre, ne m'a appris sa
« mission que par l'incendie de la capitale qu'il pouvait éviter par
« la prise d'assaut du fort Dauphin, les débarquements opérés à
« main armée sur les côtes du Limbé. Et je viens d'être informé
« que le général Maurepas a été attaqué par une division française
« qu'il a repoussée; que le commandant de Saint-Marc a forcé de
« prendre le large deux vaisseaux français qui canonnaient cette
« ville. Au milieu de tant de désastres et de violences, je ne dois
« pas oublier que je porte une épée. Mais pour quel motif me déclare-t-on une guerre aussi injuste, aussi impolitique? est-ce
« parce que j'ai délivré mon pays du fléau de la guerre étrangère,

(1) Cette lettre, écrite sur du parchemin, n'était pas close, elle était dans une boîte.

« que j'ai travaillé de toutes mes forces pour sa prospérité et sa
« splendeur, que j'y ai établi l'ordre et la justice ? Puisque ces
« actions sont regardées comme un crime, pourquoi m'envoie-t-on
« mes enfants dans une telle circonstance pour partager ce crime ?
« Au reste, si, comme vous me le dites, le général Leclerc désire
« franchement la paix, qu'il arrête la marche de ses troupes. Il
« préservera Saint-Domingue d'une subversion totale et calmera
« les esprits qu'ont déjà exaspérés son système d'agression et d'en-
« vahissement. Je veux, Monsieur Coasnon, lui écrire dans ce
« sens une lettre que vous, mes deux enfants et M. Grenville, le
« précepteur de mon plus jeune fils, serez chargés de lui remet-
« tre. » C'est ainsi que s'exprima Toussaint-Louverture, en pré-
sence de sa femme, de ses deux mères, de son beau-frère et d'un
grand nombre d'officiers supérieurs qui étaient témoins de l'accueil
fait à M. Coasnon.

Le lendemain matin, après avoir eu un entretien d'une heure avec
ses enfants et leur précepteur, il se rendit aux Gonaïves. L'adju-
dant-général Fontaine, suivi de M. Grenville, leur apporta la lettre
qu'il avait promis d'écrire au général Leclerc. Celui-ci, informé de
la reddition du Port-au-Prince et rempli de présomption à la vue
des renforts qui venaient d'arriver de Toulon sur l'escadre du con-
tre-amiral Gantheaume, ne garda aucune mesure lorsqu'il reçut
cette lettre. Il donna deux jours à Toussaint-Louverture pour se
livrer à lui à discrétion. Il lui manda dans une lettre, qu'il dicta à
son secrétaire, en présence de cette députation qui était composée,
comme nous l'avons dit, de MM. Isaac et Placide-Louverture,
Coasnon et Grenville, qu'en vertu de ses ordres le Môle serait blo-
qué par mer, le Port-de-Paix attaqué, et que le général Boudet ne
devait s'arrêter qu'aux bords de l'Artibonite. Isaac et Placide Lou-
verture partirent en toute diligence la nuit même de leur arrivée
pour porter cette lettre aux Gonaïves, MM. Coasnon et Grenville,
ne pouvant retourner avec eux, à cause de leur âge et la fatigue dont
ils étaient accablés.

Toussaint-Louverture ne fut point abattu par cette étrange ré-
ponse. Plus ses ressources étaient bornées, plus son génie et son
courage se déployaient dans ce terrible moment. Il voulut que les
officiers et les soldats de sa garde qui était composée d'un bataillon
de grenadiers et deux escadrons de dragons eussent connaissance
de cette réponse. En passant la revue de ces grenadiers et de ces
dragons, il leur dit que le général Leclerc lui prescrivait impérieu-

sement de se défendre. « Général, se mirent-ils à crier, nous mourons avec vous ! » Cette revue n'était pas plutôt finie qu'on vit arriver successivement deux courriers des généraux Clairveaux et Paul Louverture. Ils l'informaient dans leurs lettres de l'apparition d'une escadre française, à l'est de Saint-Domingue et de la menace qui leur a été faite d'un débarquement sur les côtes de leur commandement respectif, s'ils ne livraient promptement aux Français les villes de San-Yago, Santo-Domingo et leurs dépendances. L'ordre donné par Toussaint-Louverture à ces généraux était qu'ils évacueraient les pays qui leur avaient été confiés, en évitant, s'il était possible, pendant leur marche, d'en venir à une action; et qu'à leur jonction dans les environs de Saint-Raphaël, Clairveaux aurait le commandement des troupes réunies. Les dépêches qui leur avaient été adressées furent interceptées.

Cependant, les habitants des Gonaïves, instruits de la résolution de Leclerc, essayèrent de leur propre mouvement de faire entendre raison à ce général et d'arrêter son impétuosité. Ils obtinrent de Toussaint-Louverture d'envoyer une députation au Cap. Cette démarche n'eut pas plus de succès que la précédente. Le général Leclerc répondit aux sollicitations des députés des Gonaïves que, beau-frère du premier Consul, il avait pour lui les baïonnettes et qu'il ne tirerait point ses bottes qu'il n'eût pris Toussaint-Louverture. Plein de cette idée, et fier de se signaler par des conquêtes dans la persuasion qu'il allait acquérir une victoire certaine, il fit une proclamation pour annoncer aux habitants de Saint-Domingue qu'il entrait en campagne, comme si elle n'avait pas déjà commencé, et marcha sur les Gonaïves par plusieurs colonnes.

Voici quelles étaient les forces effectives que Toussaint-Louverture avait alors à sa disposition : Aux Gonaïves, qui étaient le quartier-général, un bataillon de grenadiers et deux escadrons de dragons de la garde; un bataillon du 7^e régiment et le bataillon des Gonaïves. Le général Vernet les commandait sous lui, et l'adjudant-général Fontaine remplissait les fonctions de chef de l'état-major général, en l'absence du général Agé qui était resté au Port-au-Prince. A Saint-Marc et dans les environs, deux bataillons du 4^e, un bataillon du 3^e et un du 8^e régiment aux ordres du général Desaline. Dans les montagnes de l'Arcahaye, un bataillon du 7^e régiment ayant à sa tête le général Charles Belair. A la Grande-Rivière où commandait le général Cristophe, un bataillon du 1^{er} régiment, le 2^e régiment et deux bataillons du 5^e. Dans les montagnes

du Limbé, un bataillon du 1^{er} régiment commandé par son colonel Romain.

Toussaint-Louverture dont les communications étaient coupées avec les généraux Clairveaux, Paul Louverture et Maurepas qui lui avait rendu compte de la défaite des généraux Humbert et Debel, n'ayant pour toute ressource que son courage, résolut, à la tête de trois bataillons et de deux escadrons, de disputer l'entrée des Gonaïves au général Leclerc qui venait pour l'attaquer avec une armée de 20,000 hommes. Instruit que le général Cristophe, qui avait été forcé à la Grande-Rivière par la division Rochambeau, avait rallié deux bataillons à Ennery, il ordonna à ce général d'occuper les rochers de Bayonnet, pour couvrir la droite de la position qu'il avait prise en avant des Gonaïves sur les routes de d'Ennery et de Plaisance, et au général Dessoline de faire observer la division Rochambeau qui manœuvrait du côté de Saint-Michel et qui pouvait, étant à une petite distance de l'embranchement des routes des Gonaïves et de l'Artibonite, se diriger sur l'une ou sur l'autre de ces contrées.

A l'entrée de la nuit, on apprit à son quartier général, pendant que Toussaint-Louverture était à visiter les postes retranchés qu'il avait au Bac de l'Ester, que le général Leclerc était arrivé à Ennery et le général Rochambeau tout près de Lacroix, située entre l'Ester et les Gonaïves et menaçant d'intercepter la route des Gonaïves à l'Artibonite et à Saint-Marc. Le général Rochambeau, par son mouvement dans cette direction, allait décider de grandes choses. Non seulement il pouvait se rendre maître de la personne de Madame Toussaint-Louverture, de sa sœur et de ses deux nièces qui étaient arrivées dans la journée à Lacroix, mais empêcher, du côté des Gonaïves, toute communication avec les généraux Dessoline et Charles Belair qui étaient le premier à Saint-Marc, le second dans les montagnes de l'Arcahaye. Toute l'importance des événements de la guerre était donc du côté de Lacroix. Il fallait que Toussaint-Louverture, de retour à son quartier général, prévînt le général Rochambeau, en marchant sur le champ à sa rencontre, s'il ne voulait pas être attaqué le lendemain matin par toute l'armée du général Leclerc, dans un demi-cercle, dont la côte, en vue de laquelle étaient des bâtiments de guerre, eût été le diamètre. Il laissa au général Vernet le commandement de ses troupes des Gonaïves lesquelles consistaient en deux bataillons d'infanterie, un escadron de dragons et en quelques centaines de

milices. Et à la tête d'un escadron et d'un bataillon de grenadiers de la garde, il parvint à son habitation de Lacroix. A son arrivée, n'ayant point trouvé sa femme et sa famille, il demanda aux gens de l'habitation où elles étaient et à quelle distance se trouvait à peu près le général Rochambeau. Ils ne purent lui donner d'autres renseignements, sinon que, sur la nouvelle de l'approche du général Rochambeau, sa femme, sa sœur et ses nièces, ainsi que le lieutenant et les cinq dragons qu'elles avaient auprès d'elles, s'étaient retirés dans les bois. Toussaint-Louverture, s'étant avancé de quelques pas, jugea qu'il était prudent de s'arrêter aux bords d'une petite rivière, à l'entrée du défilé où le général Rochambeau devait déboucher et de passer la nuit sans faire du feu. Accompagné d'un de ses aides-de-camp et de deux personnes de l'habitation, il poussa une reconnaissance au-delà de la rivière pour tâcher de savoir, dans le silence de la nuit, et à l'aide du bruit que pourrait faire l'ennemi, s'il était posté dans le voisinage. Il n'entendit rien. Un de ses guides, s'étant aventuré, tomba au milieu d'un poste du général Rochambeau. Il fut pris et égorgé, sans qu'il pût pousser un seul cri, et sans que Toussaint-Louverture lui-même eût eu la moindre connaissance de ce qui s'était passé. Toussaint-Louverture rejoignit ses troupes. Dès que le jour parut, son avant-garde rencontra, en traversant cette rivière, celle du général Rochambeau qui était en marche, et l'action s'engagea. Quelques-uns des grenadiers de Toussaint-Louverture fléchissant un peu devant l'impétuosité française, un jeune officier les rassura par ces paroles : « Quoi ! vous abandonnez votre général ? » Il conduisit à l'instant sur une hauteur qui dominait le flanc droit de la division Rochambeau un peloton de grenadiers, qui l'incommoda beaucoup par son feu. Un officier de dragons ayant annoncé dans ce moment à Toussaint-Louverture qui était au feu que sa femme et sa famille étaient non loin de l'endroit où l'on se battait, derrière une montagne : « Faites en sorte, répondit-il, qu'elles prennent le chemin de l'Ester, il faut que je remplisse ici mon devoir. » Pour empêcher que les troupes du général Rochambeau, évaluées à 5,000 hommes, ne forçassent le passage du défilé et ne se déployassent dans la plaine, où l'escadron de dragons était rangé en bataille, Toussaint-Louverture engagea deux compagnies de grenadiers en tirailleurs dans un bois qui était sur leur flanc gauche. On se battit vaillamment de part et d'autre depuis quatre heures du matin jusqu'à onze heures, en perdant et en gagnant du terrain sans un succès décisif. Mais

du moment que Toussaint-Louverture, suivi du colonel Magny, se mit à la tête de ses grenadiers, le général Rochambeau fut repoussé au-delà de la rivière où l'affaire avait commencé le matin. Après le dernier effort, il cessa de le poursuivre et revint se mettre en position derrière cette même rivière, laissant au général Vernet, qui avait soutenu le choc de l'armée du général Leclerc et que Madame Toussaint-Louverture et sa famille avaient rencontré en prenant la route des Gonaïves, le temps d'effectuer sa retraite sur l'Ester où ils firent leur jonction.

Toussaint-Louverture perdit très peu d'hommes à ce combat de Lacroix. La perte du général Rochambeau fut considérable.

Ayant fait échouer, par son intrépidité et celle de ses grenadiers, les manœuvres du général Leclerc, lesquelles, si elles avaient réussi, eussent terminé la guerre; vainqueur du général Rochambeau qui, après son départ pour l'Ester, fut obligé de coucher à Lacroix, bien qu'il fût à deux heures des Gonaïves, Toussaint-Louverture posa son camp sur les bords de l'Ester. Là, entouré de ses soldats, de sa famille et couvert d'un manteau, il n'avait qu'un morceau de planche pour s'asseoir et se coucher. Il passa la plus grande partie de la nuit à expédier des ordres écrits de sa main ou à parcourir ses postes. Le lendemain, il fit partir sa femme et sa famille pour le Grand-Cahos, montagne de l'Artibonite. Il chargea le général Vernet de faire évacuer les postes de l'Ester et de conduire au bourg de la petite rivière de l'Artibonite trois bataillons d'infanterie, y compris celui des grenadiers de sa garde et un escadron. Lui-même, à la tête d'un escadron de dragons, poussa une reconnaissance jusqu'aux environs de Lacroix. Ensuite il passa l'Ester à gué, à un demi-quart de lieue au-dessus du général Vernet et établit son quartier général à l'habitation Couriote, située dans la plaine de l'Artibonite. Là, Toussaint-Louverture étant attaqué d'une forte fièvre, et ayant à son côté le général Dessaline qui venait d'évacuer Saint-Marc, l'aide de camp de service annonça le général Cristophe, l'adjudant général Baradat et le colonel Jasmin. Le général Cristophe, malgré un feu épouvantable, n'avait pu empêcher que la division Hardy ne gravît, l'arme au bras, au haut des rochers de Bayonet. Toussaint-Louverture ordonna à ce général de se rendre au bourg de la petite rivière de l'Artibonite, en attendant qu'il eût une nouvelle destination.

(A suivre.)

LES ANTIQUITEZ D'AGEN

PAR DARNALT

(SUITE)

CHAPITRE IX

Après le décès de Pépin, par le partage faict entre Charlemagne, et Carloman ses enfans : La France et l'Aquitaine, estans escheus à Charlemagne, il se trouva empesché de jouir de la Guyenne ; ocacion de ce que Hunold, ou Hunauld , Comte de Provence, fils, ou frère de Gaifier, esmeut guerre contre luy, et surprint et s'empara de plusieurs places en Aquitaine, sur Charlemagne, lequel assembla grand ost (dict l'histoire) et donna droict à Angoulesme, d'ou Hunault sçachant sa venuë, et ses forces, s'enfuit, et se retira vers le Prince Loup, Duc de Gascongne, cuidant estre en seurté, lequel le receut. Charlemagne adverti de ceste retraicte, manda à Loup qu'il luy envoyast Hunaud. En cas de refus, qu'il s'en prendroit à luy à main armée. A quoy ce Duc de Gascogne obeït, plus par crainte, que de bonne volonté, et luy delivra Hunaud avec sa femme et enfans, lesquels Charles le Grand fit conduire, et amener en France, et leur fit tenir prisons closes : par ce moyen la guerre d'Aquitaine print fin. Cest Hunaud, depuis qu'il fut rendu par Loup à Charles, fut délivré, et s'enfuit vers le Roy Disier en Lombardie. Ou à la fin il fut lapidé du peuple, comme celuy qui estoit cause de leur ruine (1). Et non seulement ce Prince Loup rendit Hunaud (dit Eghinard), mais encore usant d'un sage et salutaire conseil pour soy, il se soubmit à Charles, avec toute la Province à laquelle il cammandoit. *Carolus magnus Aquitanos omnes*

(1) *Chr. ab anno 770.*

et Vascones in deditionem accipit et bellum Aquitanicum finit, capto Hunoldo duce Aquitaniæ et tota ejus familia. circa an. 767 (1).

Il est fait mention dans les vieux fragments, et restes de nos antiques histoires, d'un Loup Duc des Gascons, lequel se saisit en l'an 768, d'un Uvaldin, ennemy juré de Charlemagne, es mains duquel il delivra, lors qu'il faisoit bastir le chasteau de Fronsac. Estant vray semblable, que c'est celuy, que nous venons de dire s'estre rendu a luy avec ses païs (2).

En ceste saison (dit l'histoire) Charlemagne fit edifier une forte place sur le fleuve de Dordogne, pres Liborne en Bourdelais : pour tenir frontiere, et servir de barriere contre les Sarrasins, qui lors habitoient outre le fleuve de Gironde, et de Dordogne ; et la nomma Fronsac, qui vaut autant à dire, que front des Sarrasins. Si l'historien Aymon (3) parlant du bastiment, et premiere edification de ceste place, eust dit que les Sarrasins esmouvoient lors quelque trouble, il y auroit quelque apparence de suivre ceste interpretation, de teste ou front des Sarrasins. Mais il dit, que Charlemagne fit dresser ceste forteresse ; attendant la venue des Deputez, qu'il avoit envoyé vers ce Duc des Gascons. Eghinard racompte qu'il passa la Garonne (dit-il) pour aller contre le Prince Gascon. *Juxta Dordoniam fluvium, edificavit castrum Francicum (sic enim legitur apud Eghinardum) sive ut vulgo Francianum : quasi ut quidam ludunt, frons Sarracenorum (4).*

Mais il seroit mal prins, et entendu de luy donner le nom de front des Sarrasins si le Roy le fit pour faire teste à Loup qui estoit Chrestien, comme estoit pareillement le peuple, et païs par lesquels il commandoit (5). Ce que fait penser, non que Fronsac, n'ait esté basti par Charlemagne, mais que ce fut pour lors, que les Sarrasins Mahumetistes, se desbordèrent

(1) *Sigebert.*

(2) *In lib. cui tit. Germa. rer. 4, celeb. In lib. cui tit. Annal. et Hist. Franç. par Pyth.*

(3) *Liv. 4, ch. 69.*

(4) *Sigeb. circ. an 776.*

(5) *Du Till. au Rec. des E.*

des Espagnes, et oserent courir et ravager le païs Bernois, la Chalosse et le païs des Bendes, (ou Uvendes, nation des Seburniens venus de Scythie) voire ils vindrent jusques à la riviere de Garonne et ce du temps que ce grand Monarque François estoit empesché contre les Saxons. Voila les raisons et conjectures de Belle-Forest (1). Carion sur ce subject ne dit que deux mots seulement. *In initio regni sui* (parlant de Charlemagne) *bellum gessit contra Sarracenos*.

Ce grand Roy, tres vaillant, et tres renommé par l'univers, tant pour ses hauts faits d'armes, que pour sa piété signalée, que tout le monde advoüe pour un saint personnage, les heroïques et merveilleux faits duquel le rendirent la terreur, et l'épouvantement de tous les ennemis de la foy, et religion Chrestienne, ayant succédé à son pere, en l'an 769, *Aquitaniam et Vasconiam recipit*. La quelle Gascogne longtemps avant luy, Aribert Roy d'Aquitaine, fils de Clotaire 2, qui mourut l'an 631, *suo regno adjecerat*, comme nous avons dit cy dessus (2).

Ce grand monarque le premier Empereur de l'Occident, et *ex quo usque in hunc diem, imperium manet stabile* (3), ayant sejourné, et passé les festes de Noël, en la ville appelée Darteiac ou Dorciac en Guyenne (3), s'apprestant d'aller, et passer en Espagne, du costé de Guyenne, pour aller faire la guerre aux mescréans, se rendit à Cassaneil au Comté d'Agenois, où il establit le siege de son Royaume d'Aquitaine, y sejourna, et y fit ses Pasques (4), pacifiant ce païs, et y faisant plusieurs belles conquestes : et y establit des Comtes, Gouverneurs et Marquis par toutes les Provinces, et marches d'icelles, pour les retenir de là en hors en paix et en devoir, sous son obeïssance. *Ordinavit* (dict ceste histoire Latine) *per totam Aquitaniam Comites, abbatesque, nec non alios plurimos, quos Waffos vulgo vocant, eisque commisit curam regni*

(1) Bellef. lib. 3, chr.

(2) Carion. chr.

(3) Geneb. chr.

(4) In lib. cui. Tit. Annal. et Hist. Franç. par Pyth.

finium tutamem, villarumque regiarum ruralem provisionem, Etc. (1).

Ses affaires disposées, et establies en ceste feste il laissa la Reyne Hildegarde sa femme, tres noble et vertueuse Dame, enceinte dans Cassaneil, *in villa regia, cujus vocabulum Cassinoglius ou Cassinogil* (2). D'où il partit et passa la Garonne, fleuve (dit l'histoire) qui divise et separe les Guyennois d'avec les Gascons, laquelle région et province des Gascons, avec son Prince Loup, quelque temps avant, s'estoit rendu à luy. C'est la verité, qu'en cest endroit, les anciens fragmens et restes de nostre histoire sont divers et différents. Les aucuns ont estimé que le lieu et place de Casseneuil, soit celuy qui est situé en ce païs d'Algenois, et que l'accouchement de la Reyne s'y fit, et la naissance de Loys le Debonnaire, après le voyage de Charlemagne, et a son retour des Espagnes, et que ce fut en l'an 777 (3). Les austres escrivent, que ce fut en l'an 778, qu'elle accoucha en un chasteau, en Aquitaine, és marches de Poictou. Sur ce different il est bien certain, que pour le jourd'huy sur le grand chemin de la poste de Poitiers. Il se trouve un village, qui s'appelle Chasseneuil, qu'on pourroit conjecturer estre celuy là. Mais il ne s'y treuve aucune marque ne apparence de Palais, ou de chasteau Royal, ne d'aucune antiquité, comme en cestuy-cy d'Agenois, et si est encor celuy de Poictou ou delà, et bien loin de la Dordogne, et beaucoup plus de la Garonne, et fort esloigné aussi des Abbayes de Cleirac et d'Eysses que Charles le Grand fonda l'une, et restaura l'autre de Casseneil en hors, cômme il sera

(1) *Aym., lib. 3, c. 5.*

(2) L'identification de ce lieu de Casseneuil a suscité de nombreuses controverses. Un certain nombre d'auteurs, Labénazie, Samazeuilh, l'abbé Barrère, etc., ont cru y voir Casseneuil sur les bords du Lot, arrondissement de Villeneuve. La plupart, Labrunie, Saint-Amans, de Pichard, etc., se rangent à l'opinion que c'est de Casseuil, sur les bords du Dropt, dans la Gironde, qu'il s'agit. (Voir : *Inscriptions romaines de Bordeaux*, par C. Jullian, et aussi *Réfutation d'un passage de l'Histoire complète de Bordeaux d'Oreilly, relatif au Cassinogilium de Charlemagne*, par Th. de Pichard (Agen, 1861).

(3) *Bellef. Chron.*

dict cy dessous (1). Joint, que pour donner dans la Gascogne, et passer en Espagne, cestui-cy est beaucoup plus commode. Apres tout cela, ce grand Roy Charles, à la persuasion d'Ysabeau l'Arabique assembla ses forces, et son armée pour retourner en Espagne, entra en Gascogne, passa le fleuve de Gironde et les monts Pyrénées, par l'endroit où Hannibal et Pompée estoient passez. Puis alla en Espagne, y prenant plusieurs villes et citez, et faisant razer les murs d'icelles, et combler les fossez. Ayant surmonté et détruit les Sarrasins, Barbares, et Payens, et conquesté l'Espagne et la Navarre, se remit en chemin, pour revenir en France. Mais les Gascons derechef avoient fait une embusche es destroits des monts Pyrénées, où il convenoit que l'armée de Charles le Grand passast à son retour : et quand les François, qui n'en rien sçavoient, furent à demy passez, ils frappèrent sur la queue de l'arriere garde, et en tuèrent beaucoup. Puis se retirèrent les Gascons es forteresses, qui sont en ces monts. Reginon Abbé ne dit mot de ce rencontre, et defaicté, tant chanté. Mais Aymon l'asseure, et Eghynard confesse que toute

(1) *Bellef. Chron.* D'après l'abbé du Tems, l'abbaye de S. Pierre-de-Clairac aurait été fondée par Pepin, père de Charlemagne. Mais le diplôme sur lequel il base son opinion est généralement considéré comme apocryphe. Aussi « l'incertitude la plus absolue, écrit M. l'abbé Durengues dans son *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, continue-t-elle à planer sur les origines de de cette abbaye ». (Voir *Notice sur le diplôme de Pépin le Bref en faveur de l'abbaye de Clairac*, par A. Moullié. *Recueil de la Soc. ac. d'Agen*, 2^e série. II (1872).

« Il en est de même, écrit l'abbé du Tems, sur l'époque de l'établissement de l'abbaye *Sant-Sernin d'Eysses*. » Certains, comme Pithou dans sa harangue de 1583, Robert dans le *Gallia Christiana*, le sieur de Varleck, etc. font remonter sa fondation à Charlemagne, opinion que partage Darnalt, se basant, ainsi que nous le verrons dans la suite, sur des titres authentiques conservés à ce monastère. D'autres attribuent son origine à la fondation d'un certain comte Seguin, au iv^e siècle, époque où elle aurait été desservie par les religieux de Saint-Basile, qu'auraient remplacés sous Charlemagne les Bénédictins. Ce qu'il y a de sûr c'est que, dès l'année 1088, l'abbaye d'Eysses était très florissante, et qu'elle était unie à ce moment à la Congrégation de Cluny. (Voir notamment l'étude que lui a consacrée l'abbé Bertrand, dans le tome XIX (1892) de la *Revue de l'Agenais*, avec tirage à part, sous le titre de : *L'Abbaye d'Eysses en Agenais ; Notice composée par un Bénédictin de Saint-Maur et publiée avec notes, compléments et appendices par Ant. de Lantenay*. -- Bordeaux, Feret 1893. In-8° de 115 pp.)

l'arrière-garde du Roy fut taillée en pièces : adjoustant qu'en ce grand conflict, furent tuez plusieurs grands Princes, Comtes et Barons, mesmes ce tant fameux et renommé Capitaine Rolland, Lieutenant de Roy és païs et gouvernement de Bretagne. Aucuns le qualifient Admiral en la mer du Ponant. Eghynard appelle Ruhland, *Præfectum littoris Britannici*. Il estoit Comte du Mans, et Seigneur de Blaye. Fort belles marques se revoyent encor au païs de Cuzagues, non loin de Blaye. Ce sont d'antiques ruines, qui marquent d'avoir esté autresfois quelque chose de grand, que ceux du païs appellent pour le jourd'huy le Chasteau de Roland.

Et c'est sur ce discours, que les Escrivains et Autheurs des Romans, en vers et en prose, ont forgé et inventé tant de fables, et contes faits à plaisir, de la journée et rencontre de Roncevaux, suivant ce qu'on a recueilli de quelques escrits, mesmes du livre, qu'on fait courir sous le nom de l'Archevesque Turpin. On raporte ceste estrange deffaite, au dernier voyage de Charlemagne en Espagne, lors qu'Alfonce Roy des Astures, et de Galice l'appella à son secours. Ce qu'aussi me semble plus vray-semblable (dit Belle-forest) quoy qu'Eghynard soit d'avis contraire. Mais son discours estant abbregeé, ne faut s'esbahir, s'il ne s'amuse pas gueres à particulariser les matieres.

Il se perdit à ceste deffaicte plusieurs heroes, des admirables faits et gestes desquels et de leurs proüesses incroyables, les autheurs des Romans pour la plus part ont puizé leurs feintes, et inventions poëtiques, et fabuleuses ; sur un subject de foy veritable et certain, *Partem veri fabula quæque tenet*, qu'ils ont enrichi par leurs descriptions hyperboliques, transcendantes. Il est asseuré qu'a ce passage, et rencontre, une bonne partie de l'armée de ce renommé conquerant, l'honneur des François, fust defaicte. Les corps de la plus part des seigneurs, et Chevaliers mesmes de Roland et d'Olivier furent portez, et honnorablement ensevelis, en l'Eglise saint Seurin de Bordeaux. Il en y a qui disent que Roland et Olivier furent portés et enterrés à Blaye sur Gircnde, près de Bordeaux, en l'Abbaye de saint Romain, à laquelle

Charles le Grand fit de grands dons. Il y fit appandre le cor et l'espée de Roland, lequel on tient estre celuy qui est encor de present dans ceste Eglise saint Seurin. Grande partie des corps des autres Princes, et Seigneurs furent portés, et enterrez és Eglises et Cemetieres d'Arles; estant certain qu'on monstre aussi le cor de Roland d'une desmesurée grandeur dans une Eglise d'Arles pres d'un grand Sepulcre, qu'on veut asseurer estre celuy de Roland. Mais il est tres veritable qu'il n'est pas ensevely si loin ; ains gist aux portes de Bourdeaux, comme nous avons desja dit.

Voicy ce que du Tillet en represente (1). Les Sarrasins tenoient la ville de Pampelune en Navarre. Charlemagne conjuré par les Espagnols, et par les chefs des infidelles mesmes, assembla toute la Noblesse et passa en Espagne. Il fut vaincu la première fois, et perdit jusques à trente mil hommes. Entre les autres Milon Patin, père de Roland, fort renommé aux armes, et beau frère de Charlemagne y mourut. Au second voyage il en rapporta la victoire. Mais les Gascons au retour coururent sus à ses gens, et en deffirent grand nombre. Roland y mourut. Il est ainsi escrit aux Chroniques d'Alemagne. Celles d'Espagne en parlent autrement.

Chalcondile Athenien, en son histoire de la decadence de l'empire Grec, en parle en ceste sorte (2). On sçait asses que la nation Françoisse est ancienne sur toutes les autres, et qu'elle s'est d'avantage acquis une tres-grande et magnifique gloire, pour avoir tant de fois vaincu et rembarré les Barbares, qui estoient sortis de l'Afrique, durant mesmes que l'Empire Romain estoit comme annexé et hereditaire à ceste couronne. Celuy de tous qui fit de plus belles choses fut Charlemagne, lequel accompagné du Comte Roland (de la force et vaillance duquel on raconte des merveilles incroyables), de Renaud de Montauban, d'Olivier, et d'autres Palatins, ou Pairs de France, gagna heureusement plusieurs grosses batailles contre les Sarrasins, tant en France qu'en

(1) *Chron. ab. an. 777.*

(2) *Lib. 2, ch. 9.*

Espagne : les ayant toujours deffaits et contraints de fuir devant luy. Dont jusques aujourd'huy, par toutes les contrées de l'Occident, ne se chante presque autre chose, que les loüanges de leurs proüesses et beaux faits d'armes. D'avantage les Mores d'Afrique ayant passé le destroit de Gilbratar (où sont les jadis tant fameuses et renommées colonnes d'Hercules) s'espanchèrent par toutes les Espagnes, et les conquièrent dans peu d'heure. De là s'estant emparez du Royaume de Navarre, et de celuy de Portugal, ensemble de tout le reste du païs, jusques en Aragon, entrèrent finalement en la Gaule, ou Charlemagne avec les Princes dessusdits leur alla au devant, et les chassa non seulement de ses confins et limites, mais encor de tout ce qu'ils avoient occupé en Espagne. Tellement qu'ils furent contraints se retirer, ou plustost enfuir à Grenade, ville bien remparée et assise en tres forte situation, sur un coustau qui se rabbaisse doucement, jusques à la grave de la grand mer, où il y a un bon port, duquel sortans de fois à autre, ils envahirent derechef l'Espagne et s'y habituèrent. Mais Charlemagne leur vint une autre fois courir sus, et delivra les Seigneurs du païs qu'ils tenoient assiégés, auxquels il restitua tout ce qu'ils avoient perdu : non tant en Castille, qu'en Navarre et Aragon. Combien qu'il l'eut conquis de bonne guerre à la pointe de l'espée, Les naturels et propriétaires ayant fait une discussion et departement entre eux, entrèrent chacun en l'heritage qui leur appartenoit, le tout par la beneficence de ce magnanime Empereur, et des siens : lesquels ayant mis à fin de si grandes choses, ce n'est pas de merveille si leur vertu et effort sont encor en la bouche de tout le monde. Au regard du Comte Roland, on dit qu'ayant esté fort blessé en une embusche qu'on luy avoit dressé, il mourut de detresse de soif, par faute de trouver promptement de l'eau, et que Renauld demeura à poursuivre le demeurant de ceste guerre, mais que finalement il en remit la charge ès mains des Roys d'Espagne, qui toujours ont eu beaucoup d'affaires contre les Africains, dont le langage est le mesme que celuy des Arabes ; et tiennent la Religion de Mahomet, aussi bien qu'eux. Voila ce qu'un es-

tranger en a dict. Et n'est point presque obligation au monde esgale à celle que les Espagnes ont à la France.

Le Sieur de Raimond, Conseiller au Parlement de Bordeaux, en son erreur populaire, parlant de la fable de la Papesse Jeanne, a touché un mot de l'histoire de Roland, et des Preux qui accompagnèrent Charlemagne aux guerres qu'il eust en Espagne contre les Sarrasins (1). Ceste fable sotte et inepte (dit-il) a prins pié parmy nous, comme l'histoire de ce pieux Pallatin Roland, duquel non seulement nos Romans, mais aussi nos historiens et chroniqueurs racontent tant de merveilles ; eslevants jusques au troisieme Ciel ses faits chevaleureux, avec tout ce long discours de la trahison de Ganelon à Roncevaux, et de son espée Durandal : et neantmoins ce sont choses fabuleuses, indignes d'estre insérées dans les livres qui portent Tiltre d'histoires, et un peu après. Non pas que Roland n'ait esté, mais de tous ses furieux combats et autres choses qu'on raconte de luy, que ces Autheurs ont puisé chez l'Archevesque Turpin, il n'est rien du tout. Eghynard qui a naisvement descript la vie de Charlemagne ne dit rien de tous ces comptes. Ains seulement, qu'au retour d'Espagne les Basques dressèrent une embuscade à l'Empereur, où Roland, Admiral de l'armée du Ponant, ou de l'Ocean Anglois, fut tué, duquel il ne dit autre chose. Ce ne seroit pas une petite et légère entreprinse, qui voudroit enlever de la cervelle des hommes ce que se racompte de ce Chevalier François qui gist à nos portes. Non plus qu'aux Anglois ce que se dit de leur Arthus ou Merlin. Cela meshuya gaigné trop d'avantage (2).

(1) Florimond de Raymond, magistrat et historien, né à Agen en 1540, mort conseiller au Parlement de Bordeaux le 17 novembre 1601. Il est, on le sait, l'auteur de nombreux ouvrages notamment : *l'Erreur populaire de la papesse Jeanne* (Bordeaux, Millanges, 1587); *l'Anti-Christ* (Lyon, Pillehotte, 1597); *l'Histoire de la naissance, progres et decadence de l'hérésie de ce siècle* (Paris, Chastelain, 1605), etc. Enfin, c'est lui qui le premier publia les *Commentaires de Monluc*. (Bordeaux, Millanges, 1592.)

(2) Nous n'ajouterons rien à ces diverses manières d'envisager le drame de Roncevaux, qui a fait couler tant d'encre au moyen-âge, et dont le héros a été immortalisé par la fameuse chanson de geste, sous le titre de *Chanson de Roland ou de Roncevaux*, composée au XII^e siècle, si souvent réimprimée et publiée depuis.

L'an 778, apres la ruine de Pampelonne, Sarragousse fut renduë à Ibnabala, le petit Roy. Les Espagnols sont contraints de se faire Chrestiens, et de payer Tribut.

CHAPITRE X

Revenant à ce pays d'Agenois, ce grand Prince Charles, l'ornement et splendeur des Princes François, dressa et établit en Guyenne ses quatre Principaux Chasteaux et séjours, sçavoir *Cassignogilum*, ou *Cassignolium*, *Palatium Thotuadum*, *Andiacum* et *Eurogilum* : *quæ loca* (dict l'auteur Contemporain) *quando quartum redibatur ad annum : sufficientem regio servitio exhibebant expensam* (1). Ce fut lors qu'il fonda en ce pays d'Agenois l'Abbaye de Cleyrac cy dessus mentionnée, dont il se dit quelque chose dans la Légende de Turpin. Il y fonda aussi l'Abbaye d'Eysses, ou d'Ayx : que quelques uns ont estimé devoir estre les reflets de l'antien *Excisum*, mentionné en l'Itineraire Romain d'Antonin, *Aginum Excisum*, *Trajectus Væsumna*. *Vetustissima tabula itineraria*. Et de ceste opinion est le Sieur de Pythou (2). Il est vray semblable que ceste Abbaye d'Eysses ne fust que restaurée, et réédifiée par Charles le Grand ayant esté longtemps avant luy fondée. Il y souloit avoir en ce temps la une belle ville joignant ceste Abbaye, qui en portoit le nom, depuis appelée la ville de Gajac, maintenant Villeneuve d'Agenois. Le droict de voisinage nous oblige en cest endroit, de

(1) *In lib. cui tit. Ann. et hist. fr. par Pyth.* — Nous avons déjà dit précédemment que la plupart des critiques modernes refusent à la ville de Casse-neuil, Lot-et-Garonne, l'honneur d'avoir vu naître dans ses murs Louis le Débonnaire. Il est à peu près certain que le château en question est celui de Casseil, sur les bords du Dropt, distant d'environ trois milles, c'est-à-dire d'une lieue à peine, de La Réole où se trouvait le monastère « *Regulæ* » fondé par Charlemagne, et cité par Aimoin, qui confirme d'une façon à peu près certaine, dans sa *Vita S. Abbonis*, chap. xx, cette conjecture. Quant aux trois autres palais bâtis, d'après Darnalt, par Charlemagne en Guienne, *Thotuadum*, *Andiacum*, *Eurogilum*, nous ignorons absolument desquels il veut parler.

(2) Voir sur les abbayes de Clairac et d'Eysses notre note précédente.

dire quelque chose de l'Antiquité vénérable de ceste ville et Abbaye, consacrée au nom des saints Gervais et Prothais, ordre de Cluny, règle S. Benoist.

Il se lit donq dans les anciens tiltres d'icelle Abbaye presque en ces termes, Qu'elle est fondée de longue ancienneté : et quasi la premiere Eglise de toute la Chrestieneté Cisalpine. Ladite fondation faicte par Segun Comte, qui estoit grand Seigneur, et de grande autorité en ce païs d'Agenois; lequel par droict de fondation, et dotation luy conféra plusieurs fiefs nobles, places, et revenus spirituels, et temporels : Entre autres seculiers, tout le territoire de Gajac, tant deça que dela riviere de Lot, (où est assise de présent la ville de Villeneuve), et la Seigneurie directe de la ville d'Eysses, comprenant cinq ou six parroisses, et quelques places et chasteaux, avec l'hommage, debvoir et pension que les Baronnie de Pujols (1), Monsequi (2) et autres luy font. Ceste fondation et dotation fust autorisée par le saint siège, qui l'avoit aussi enrichie de plusieurs droicts. Ecclesiastiques. Le Prince de Galles ennemy de la France, long temps apres se seroit eslevé à l'encontre de son souverain Prince le Roy de France environ l'an 1361, aurait establi plusieurs Capitaines en ce païs d'Agenois. Jan et Guillian de la Barthe Comtes d'Aure avec un Monseur de Pujols leur parent, se seroient rendus occupants de ce Païs en l'an 1362, etc.

Voicy ce que j'ay recueilli du discours du sieur de Valieck Advocat au Parlement de Bourdeaux, qui fit son plaidoyé en faveur de la ville de Villeneuve contre celle de Marmande.

Eysses est son nom propre. Ses vestiges, ses vieilles mazes y sont encores à cent pas des murs de Villeneuve reedifiez à neuf, et sont sur la hauteur d'une petite colline, ayant esté transportée bas en la plaine pour jouyr de l'utilité et amenité du fleuve de Lot. Les murs ont esté réedifiez au bas

(1) Voir l'ouvrage de l'abbé J.-B. Gerbeau : *Essai historique sur la baronnie de Pujols en Agenais*. Agen, J. Roche et Villeneuve-sur-Lot. Glady, 1891. In-8° de 575 pages, avec plan et planches.

(2) Sans doute *Monségur*, canton de Monflanquin, une des plus fortes places de l'Agenais au moyen-âge.

de la colline, pour enceindre une belle rivière navigable, le Lot et les deux bords d'icelle, y ayant basti un beau Port, lequel conjoint une moitié de ville à l'autre, de la plus belle forme qu'il est possible. L'Empereur Charlemagne qui regnoit y a huict cens ans au plus, estant venu en propre personne en Guienne, pour en chasser les Sarrazins : comme Dieu luy en fit la grace, par les deux victoires signalées qu'il obtint non gueres loin de Bourdeaux, et les rembarra jusques aux confins des Espagnes. Aussi chassa Hunaud successeur de Gaifier soy disant grand Duc de Guyenne, et par apres prins prisonnier à l'ayde de Loup Comte de Tholose : en reconnaissance de l'heureux succez de ses affaires fonda et establit vingt-quatre Abbayes en la Guyenne, par les marques des vingt-quatre lettres Latines. Entre lesquelles fut celle-la, laquelle est encor en pié dans la ville d'Eysses en l'enclos de ses anciennes mazures : aux archifs de laquelle se trouvent les marques de ceste tant honorable fondation, et comme tous les Religieux doivent estre de noble race.

Ceste Abbaye se trouve au nombre de celles qui furent reservées par Charles le fils au partage qu'il fit avec Loys son frère, ainsi qu'on peut voir dans les Annales de Rabanus Maurus Rhegino, Walafridus Ammonius et dans la bibliothèque de Pythœus, qui sont à scavoir : que Eysses estoit pour lors des plus signalées de la Guyenne. Aux deux extremités de ses vieilles mazures estoient bastis deux Chasteaux et forteresses pour la garde d'icelle : lesquels sont a present desmolis, l'un nommé la Calvete, l'autre Monfave (1), Chasteaux anciennement bastis à la Romaine, et à la Musaique de petite pierre de taille en quarré, comme le Palais Galienne, qui est lès Bordeaux. De mesme structure se veoid encores

(1) Le Pech de *La Calvetie*, d'une hauteur de 199 mètres, se trouve en effet à deux kilomètres au nord de Saint-Sernin d'Eysses. Celui de *Monsabès*, un peu plus rapproché, mais toujours au nord, renferme seul quelques derniers vestiges d'anciens retranchements, et aussi des cendres, des ossements, des fragments de poteries anciennes. Anciens refuges, ces deux sommets furent utilisés au moyen-âge pour défendre l'abbaye. Le château de *Monsabès* est cité dans l'acte d'hommage de 1259, rendu par les seigneurs de l'Agenais au Comte de Toulouse.

une tout au bord de la riviere sur le passage, et au derriere de l'Abbaye y a des mazures d'une ancienne Tour (1), sur l'un des portaux de laquelle y a escusson de trois Crapaux, plus ancienne marque des premiers Roys de France : laquelle ne peut estre de moindre temps, que d'auparavant du règne de Clovis, dont y a pres de douze cens ans, pour ce que ce fut luy lequel apres la mission celeste de la sainte Ampoule, et de l'Auriflambe lors de son Christianisme et sacre, changea les trois Crapeaux en l'escusson des trois fleurs de Lys. Ainsi pour marques du droict de restriction et reserve desquels et de leur ville, on veoid que les armes et cachet de ceste ville, represente ses deux forteresses anciennes, n'y ayant rien adjousté que le Pont de la reedification. En oultre la principale Paroisse reste Saint Saturnin au dedans du pourpris de ses vieilles murailles, d'ou se veoid que ladite ville d'Eysses est long temps avant Clovis. Fouillant la terre parmi leurs vieilles mazures, ils ont trouvé et decouvert un Tumbeau repositoire, fait à l'antiquité Musaique de petites pierres carrées, de l'espaisseur de quatre poulces seulement : au dedans duquel estoit une Urne de verre bleu, fort superbe et fort belle.

Dans icelle y avoit une lampe ou lucerne de bronze, quelque reste des ossemens bruslez, quantité de cendres, avec une medaille aussi de bronze ; dont l'on ne peut tirer autre conjecture, sinon que ce sont justement les tombeaux, et les cendres de quelque grand Romain, remises en cest endroit avant l'advenement de nostre Redempteur. Par advanture du temps de la fondation de Rome (2).

(1) « D'Excisum, écrit Saint-Amans dans la monographie qu'il a consacrée « à cette ville (*Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, « p. 64, troisième notice), il ne reste debout aujourd'hui qu'une tour de construction romaine, qui porte le nom de Tour Sarrasine, et dont on a fait un « colombier. » C'est la tour gallo-romaine, ancien temple circulaire, peut-être de Vénus, semblable à la tour de Vésone, quoique plus petite, qui subsiste toujours près des murs de l'ancienne abbaye, et à laquelle M. G. Tholin a consacré un chapitre du tome XXIII (1896) de la *Revue de l'Agenais*. La porte et l'écusson qui la surmontait ont depuis longtemps disparu.

(2) Saint-Amans, dans ses *Antiquités*, notice sur *Excisum*, Cassany-Mazet dans son *Histoire de Villeneuve*, et quelques autres auteurs modernes, citent tous ce passage de Darnalt relatif à la découverte de ce sarcophage païen

Cest Advocat representa aussi, qu'il y avoit grande apparence que Sextius Consul, lequel comme on trouve par les Chroniques de Cassiodore, fut longtemps en ces contrées combatant les Gaulois en bataille rangée : où il en mourut cent mil, et conduit leur Roy prisonnier à Rome. Il bastit une ville qu'il nomma *Aquas Sextias*, qui pourroit bien être Eysses par langage corrompu, et la prenant de là, seroit fondée deux cens ans avant Jesus-Christ.

Telle cónjecture n'est pas sans grande apparence. Ptolémée a nommé *Aquas Sextias*, la ville d'Aqz ès Lanes, et Strabon *Aquas Sextias*, la ville d'Aix en Provence, à cause des bains chauds qui sont à l'entour.. Il est certain qu'il n'en a esté basti qu'une de ce nom. Que si ce n'est pas une médaille, ains monnoye, ce tumbeau est du temps de Claudius Cœsar V, Empereur, qui commença à regner l'an X. du Salut. Car au revers des monnoyes de cest Empereur seul, estoit figurée la Constance, et y avoit autour *Constantia Augusti*, avec une S. et un C. au bas comme à celle-cy.

Cest Empreur triompha de la Bretagne, et pour la subjuguer passa en France. La statue de Messaline sa femme, découverte naguères près Bordeaux, montre assez qu'il a donné en ce pays : qui faict qu'à toute extrémité, ce tumbeau est de quelque Consul, ou Propteteur des Romains, lequel commandoit pour l'Empire Romain dedans la ville d'Eysses l'an X. du Salut. Voila ce que cest Advocat rapporta pour l'antiquité de ceste ville, à la deduction des particularitez de laquelle et de sa recommandation, j'ay esté trop prolix : mais la charité, et quelque affection naturelle que chacun a au lieu de sa naissance, m'en rendra excusable (1).

et des précieux objets qu'il contenait; mais aucun d'eux ne peut indiquer ce qu'ils sont devenus. Saint-Amans ajoute à son texte une liste d'autres objets gallo-romains également découverts à Eysses, dont Darnalt ne parle pas, autre tombeau, mosaïque, monnaies, inscriptions, etc. De nos jours, de nouvelles fouilles y ont été faites, en 1864 et 1865, par M. R. de Quirielle. Assez fructueuses, elles ont été détaillées par lui dans un rapport présenté au Préfet de Lot-et-Garonne. — (Imp. Leygues, 1866.)

(1) D'où l'on doit conclure que Darnalt était originaire de Villeneuve-sur-Lot, ou d'un lieu circonvoisin de cette ville.

Mais pour ne laisser rien en arriere sur ce subject, je toucheray en passant l'opinion d'un homme docte de nostre temps, disant qu'il y a de l'apparance qu'il faille lire ainsi ce lieu d'Antonin, *Aginnum Excisum, trajectum Væsunna*. Parce qu'il est evident, au rapport et tesmoignage de cest Auteur mesme, et du susdict livre intitulé : *Notitia Imperii et Provinc.* que deslors la ville d'Agen, ayant esté totalement destruite et razée, fust transferée, quoy que soient ses marques qubliques, en la ville de Perigueux (1). On sçait bien que parmi les Grammairiens, *Excisum* signifie *funditus deletum*, *Excisa vitam producere Troia*, disoit le Poëte. C'est pourquoy les belles et magnifiques marques, et Antiquitez de ceste ville d'Agen disparurent lors, par tant de fortunes, desastres, et mortalitez qui la ruinèrent : et ne s'en y veoid à present que bien peu, à l'esgal de ce que elle a esté.

(A suivre.)

(1) Inutile d'ajouter combien se trouve erronée cette affirmation de Darnalt, qu'aucun autre auteur n'a partagée.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

POLYBIBLION. — *Mai 1915.* — *Publications relatives à la guerre européenne.* — E. Altier : Journal d'une Française en Allemagne (juillet-octobre 1914). — Comte J. Andrassy : Considérations sur les origines de la guerre. — Franc-Nohain et P. Delay : Histoire anecdotique de la guerre de 1914-1915. — A. Cheradame : La Guerre européenne : la Paix que voudrait l'Allemagne. — J.-L. de Lanessan : Pourquoi les Germains seront vaincus. — R. Harding Davis : With the allies. — R. Narsy : La France au-dessus de tout, lettres de combattants. — X. Roux : L'âme de nos soldats d'après leurs actes et leurs lettres. — G. Jèze : Les finances de guerre de l'Angleterre. — O. Boulanger : France et Belgique ; ce que la France a fait, ce qu'elle a dit pour la Belgique ; contribution à l'histoire de la guerre. — Baron d'Anthouard et E. Hecht : Les prisonniers de guerre. — H. Choppin : Patrie et Guerre. — C. Le Goffic : Dixmude ; un chapitre de l'histoire des fusillers-marins (7 octobre-10 novembre). — J. Guillaume : Karl Marx pangermaniste et l'Association internationale des travailleurs, etc. — *Histoire* : L. Romieu : Les origines politiques des guerres de religion. — E. Gossart : Les Espagnols en Flandre, histoire et poésie. — E. Souville : Mes souvenirs maritimes.

REVUE DES ÉTUDES HISTORIQUES. — *Avril-Juin 1915.* — E. Deborde de Montcorin : L'épaulette dans l'armée française. — M. de Chateau-Verdun : Un officier de marine au XVIII^e siècle : Mengaud de la Haye (avec portrait). — P. Perrenet : Une invasion allemande en Bourgogne. — F. Rousseau : La fin d'un étourdi : Charles de Sévigné, marguillier de Saint-Jacques du Haut-Pas. — P. Deslandres : Les débuts de la Réforme en France (d'après un livre récent). — Comptes rendus critiques. — Revues et publications des Sociétés savantes. — Chronique des études historiques. — Livres nouveaux.

REVUE DES PYRÉNÉES. — *4^{me} trimestre 1914.* — Capitaine Mazars : Huit mois à Toulouse, il y a un siècle. — Louis Vié : Le droit rural et l'économie rurale dans les fables de La Fontaine. — Abbé Gaillard et Jean Barennes : Le Roman d'un marin bordelais au XVII^e siècle (suite et fin). — Dr Tachard : Le baron Dominique Larrey (suite et fin). — Marguerite Cléry : La Guerre ; 1914 ; poèmes. — Chronique du Midi : E. Guillard : L'extrait de naissance du chocolat. — Biographie : G. Brégail : L'abbaye de Flaran (Gers).

N° 4

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

42^e Année — Juillet-Août 1915



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite

I. <i>Profils militaires. Le général Lafon-Blaniac, (1773-1833) par Ph. Lauzun</i>	225
II. <i>Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de St-Amans (1829-1837) (suite), par E. Labadie</i>	238
III. <i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817, de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (suite), publiée et annotée par R. Bonnat.</i>	256
IV. <i>Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture, par Isaac-Louverture (suite)</i>	283
V. <i>Notre Optimisme, par le docteur E. Labat (L. Bordes).</i>	293
VI. <i>NÉCROLOGIE : Henry Tropamer (Ph. Lauzun)</i>	303
VII. <i>CHRONIQUE : Distinction honorifique</i>	308

GRAVURE :

Le Général Lafon-Blaniac

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires	10 fr.
8 — — — — —	100 — — — — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — — — — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — — — — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — — — — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — — — — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



LE GÉNÉRAL LAFON - BLANCIAC

Cliché Ph. Lauzun

Le général La Fayette

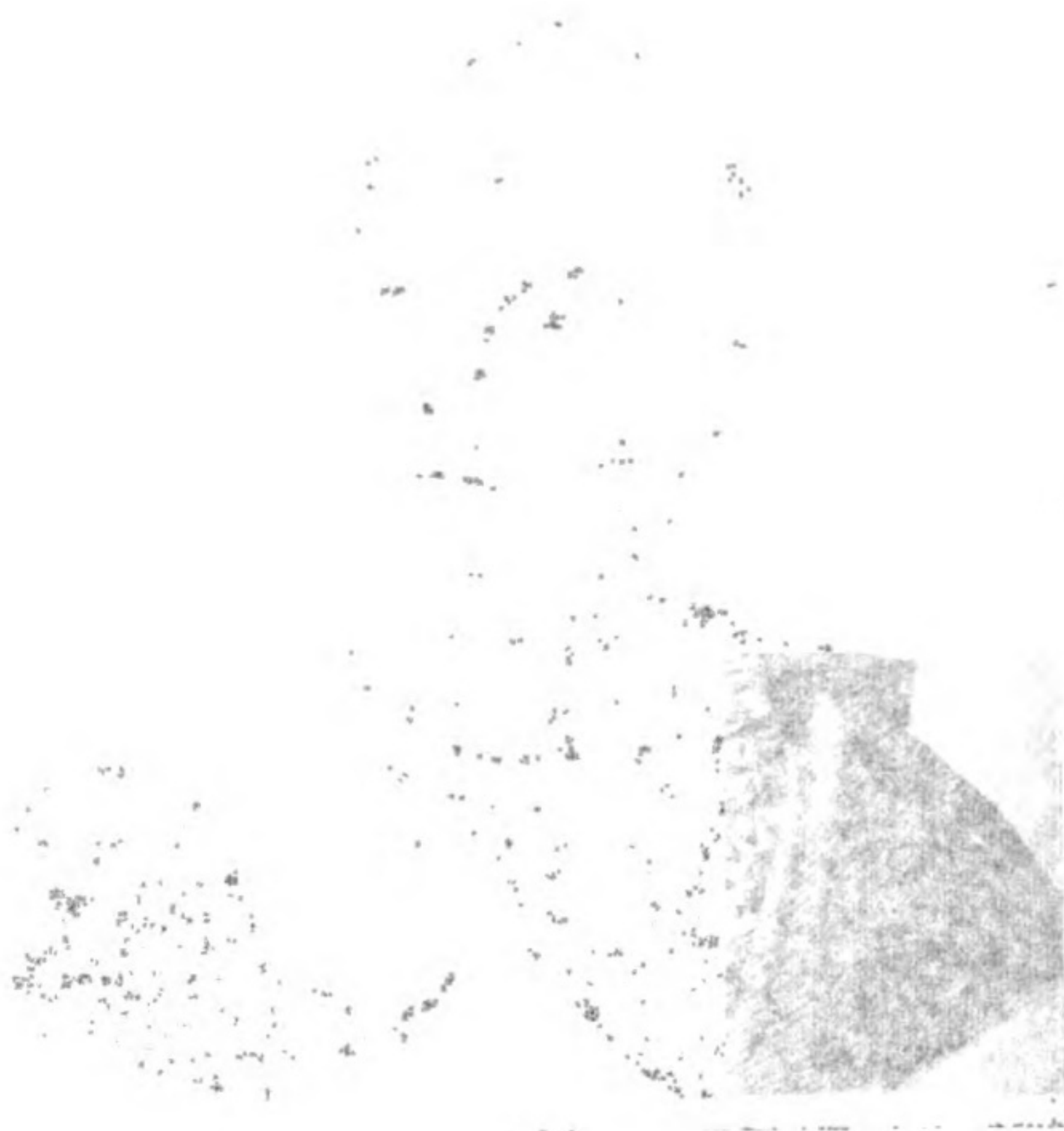
(177)

Le général La Fayette mourut à une place à peu près correspondante au département de Lot-et-Garonne, à Graves-sur-Loire, sur la rive gauche du Lot. Les divers écrivains de l'histoire de Bellecombe ont pu recueillir quelques figures. Seuls fournissent des renseignements suffisants deux discours prononcés le jour de ses funérailles, l'un par le maire de Villeneuve, mémoires d'un prêtre et pompière, l'autre par le futur auteur de l'Histoire de Lot-et-Garonne, comme capitaine en chef, les hauts faits de sa brillante carrière les utiliser amplement, mais sont des mémoires oraux et de traditions qui ne peuvent venir de la bouche même des acteurs, ceux qui avaient fait du général un héros.

Guillaume-Joseph-Nicolas Lafayette, né le 20 juillet 1773, à Blaniac, grande habitation composée d'un rez-de-chaussée et d'un étage de mansardes, et située sur la rive gauche du Lot, à deux kilomètres à l'est de Villeneuve (2).

Il appartenait à une ancienne famille, dont ses ancêtres étaient magistrats.

(1) *Journal de Lot-et-Garonne*, n. du 8 avril 1820.
(2) Cette habitation est loin de présenter aux visiteurs une apparence. La partie démolie à la suite d'un incendie, les débris se dressent qu'au logement des colons.



LAFON - BLANIC

PROFILS MILITAIRES

Le général LAFON-BLANIAC

(1773-1833)

Le général Lafon-Blaniac, ou Lafont de Blaniac, mérite une place à part dans la galerie des personnages illustres du département de Lot-et-Garonne et particulièrement de Villeneuve-sur-Lot. Sa biographie, croyons-nous, n'a jamais été écrite. Les divers dictionnaires, la collection Michaud, André de Bellecombe lui-même, ne lui consacrent que quelques lignes. Seuls fournissent sur son compte des renseignements suffisants deux discours qui furent prononcés sur sa tombe, le jour de ses funérailles ; l'un, par M. Delbrel, avocat, alors maire de Villeneuve, mettant en relief les vertus de l'homme privé et politique ; l'autre, où M. Aug. Cassany-Mazet, le futur auteur de l'Histoire de Villeneuve, fait connaître et valoir, comme capitaine-rapporteur de la Garde nationale, les hauts faits de sa brillante carrière militaire (1). Nous allons les utiliser amplement, nous servant aussi de quelques documents oraux et de traditions que nous avons recueillis à Villeneuve de la bouche même des enfants ou petits-enfants de ceux qui avaient fait du général leur ami.

Guillaume-Joseph-Nicolas Lafon de Blaniac, naquit le 27 juillet 1773, à Blaniac, grande habitation du xviii^e siècle, composée d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage surmonté de mansardes, et située sur la rive gauche du Lot, à deux kilomètres à l'est de Villeneuve (2).

Il appartenait à une ancienne famille de robe. Presque tous ses ancêtres étaient magistrats.

(1) *Journal de Lot-et-Garonne*, n° du 8 avril 1834.

(2) Cette habitation est loin de présenter aujourd'hui son ancienne importance. En partie démolie à la suite d'un incendie, elle ne peut servir actuellement qu'au logement des colons.

Son père, Pierre Lafon de Blaniac, occupait, au moment de la Révolution, la charge de conseiller à la Cour des Aides et finances de Guyenne. On le voit, dès 1789, s'inscrire sur le livre des Contributions patriotiques, pour la somme de 2,000 livres. L'année suivante, il fait partie de la première municipalité de Villeneuve (1).

Sa mère était demoiselle Sophie Cholet. Devenue veuve, elle se retira dans sa propriété de Blaniac et y mourut..

Leur fils, Guillaume-Joseph, fit de solides études au collège de Juilly. La Révolution les interrompit. Il revint à Villeneuve auprès de ses parents, et, dès 1791, s'engagea dans la cavalerie légère..

« La frontière, écrit Cassany-Mazet dans ce style emphatique et déclamatoire, cher aux adeptes de la Révolution de Juillet, vit ce jeune et intrépide guerrier sur les champs de la victoire. Valmy, Hondschoote, Furnes, où il prit un étendard à l'ennemi et fut blessé, les bords du Rhin, la Hollande, furent tour à tour le théâtre de sa vaillance.

« Mais la France, si terrible à ses ennemis, qui leur présentait partout des murs d'airain, de fer et de feu, nourrissait dans son sein une faction cruelle. La gloire habitait les camps, la terreur régnait dans nos cités et nos campagnes.

« Lafon de Blaniac apprit, sans s'en douter, que son patriotisme et son courage ne pouvaient effacer le tort d'être né d'un ancien conseiller à la Cour des Aides de Bordeaux. Il fut renvoyé dans ses foyers. Il passa deux années de repos, pendant nos temps d'orage, auprès de sa mère, au sein de l'amitié, cultivant les arts et les lettres. Mais des jours plus sereins se levèrent : le jeune Lafon-Blaniac fut rappelé. »

En 1794, en effet, nous voyons le Directoire du district accorder un certificat de civisme au « jeune Blaniac, volontaire (2). » Désormais nous allons le retrouver sur presque tous les champs de bataille de l'Europe.

« L'armée, continue à nous apprendre Cassany-Mazet, le

(1) Fernand de Mazet. *La Révolution à Villeneuve-sur-Lot*, p. 3 et 6.

(2) *Idem*, p. 163.

revit lieutenant de dragons. Il passa bientôt après en Italie, sur ces champs de gloire où le géant des batailles surpassait les plus grands capitaines et s'élevait à l'immortalité.

« Au combat d'Anguiary, sur l'Adige, quoique blessé à la figure, Blaniac combat corps à corps un commandant de husards hongrois, le terrasse, le fait prisonnier, s'élance avec quatre dragons sur deux pièces d'artillerie autrichienne qui semaient la mort dans les rangs français, au milieu de la mitraille sabre les canonniers, s'empare des canons qui sont à l'instant tournés contre l'ennemi, est nommé capitaine de dragons sur le champ de bataille, et appelé à l'état-major de la division Augereau. Il est partout où nous voyons cette division, et il ajoute de nouveaux trophées à celui qu'il avait conquis. Deux étendards sont encore par lui enlevés aux Autrichiens.

« Remarqué par le grand capitaine, il est choisi entre les braves pour l'expédition d'Egypte. Ce choix, qui venait de si haut, est sa plus belle récompense. Mais il ne suffit pas à son mérite. Il est attaché au major-général Berthier en qualité d'aide de camp.

« Ici sa carrière s'agrandit; il prend part aux grandes évolutions; le génie de Bonaparte se développe à ses yeux.

« Un des premiers, il a touché le sol de l'Egypte. Il assiste à la prise d'Alexandrie, combat aux pieds des Pyramides, reçoit une grave blessure au combat de Damanhour, après avoir semé la mort dans les rangs des ennemis. Il est fait chef d'escadron au 20^e régiment de dragons.

« A peine guéri de ses blessures, il passe en Syrie avec l'armée, bat et dissipe souvent les Arabes jusqu'en Judée et aux pieds du Thabor. Il est promu par le général en chef au grade d'adjutant-général et de chef de l'état-major de la cavalerie.

« L'armée rentre en Egypte vers l'embouchure du Nil où déjà les Anglais débarquent et la bataille d'Alexandrie est livrée.

« Blaniac, dans une charge où il renverse tout ce qu'il rencontre, est remarqué par l'ennemi. A l'instant il est enveloppé

de toutes parts, blessé d'un coup de feu à bout portant, percé de coups de baïonnettes; il refuse de se rendre, se fait jour à coups de sabre, et rentre dans les rangs couvert de blessures. Il est aussitôt nommé colonel du 14^e dragons.

« C'est ainsi qu'il gagnait ses grades ! Promotions honorables, dues à l'habileté, à la vaillance, et scellées chacune par le sang et la gloire !

« Il passe dans les camps de l'Égypte les années du Consulat, sous les ordres de Kléber et de Menou, jusques aux premiers jours de la campagne de 1805, qui porta si haut la gloire de la France. Il y arrive, avec son régiment, se montre et combat à Austerlitz, (où il se fit remarquer, écrit la biographie Michaud, par son courage, et mérita la croix de commandant (*sic*) de la légion d'honneur qui lui fut octroyée le 25 décembre de cette année). Puis, il passe en Italie, commande la place et le corps d'armée de Corenza, et se rend ensuite à Rome auprès du prince Joseph qui se l'attache comme son écuyer.

« Fait général de brigade, il prend part à la conquête du royaume de Naples. Il est, en 1807, envoyé à la tête d'un corps d'armée en Calabre; il y détruit les insurgés, et, ce qui est bien plus glorieux encore, il pacifie le pays.

« Joseph, devenu roi de Naples, l'en récompensa en lui confiant le commandement de sa capitale avec le titre de chef d'état-major du gouvernement.

« Dès ce jour, à un courage bouillant il fait succéder la prudence. Il gouverne Naples en administrateur sage et éclairé. Il sait maintenir le bon ordre au milieu des agitations des partis; il contient avec fermeté une population turbulente et ces mendiants qui habitent les places publiques et les portiques de la capitale.

« Napoléon appelle bientôt Joseph au trône d'Espagne. Blaniac suit le Roi à Madrid, en est fait gouverneur en 1810, y apporte la sagesse qui l'avait signalé à Naples. Il sait contenir la fierté blessée des Castillans, le sang maure, la haine implacable des partis contre leurs vainqueurs.

« C'est là qu'il te connut et s'attacha à toi pour la vie, ô

Barillas ! que nous avons chéri comme le compagnon de sa gloire et son ami.

« La Manche était en agitation, les guerillas sillonnaient ses campagnes, l'impôt était refusé, l'autorité de Joseph méconnue ! Blaniac en est nommé commandant. Il rétablit l'ordre, combat les hommes armés, pacifie la province, fait rentrer les fonds publics, solder les exercices. Mais, seul de tout son corps d'armée, il ne reçoit rien, et ses mains restent pures au milieu des désordres inséparables de la conquête.

« La victoire, jusqu'alors compagne de nos aigles, nous devient infidèle. Le roi Joseph est contraint d'abandonner Madrid et son trône. Dans sa retraite, les champs de Vittoria sont le théâtre d'un grand désastre. Le Roi, poursuivi, cherche son salut dans la fuite ; Blaniac le couvre de son corps ; un fossé se présente ; il le franchit ; le coursier tombe ; Blaniac se casse un bras ; aussitôt il se relève, et derrière ce retranchement dû au hasard, il combat avec l'autre bras, arrête l'ennemi, et donne au Roi le temps d'échapper au danger qui le presse.

« Il vous souvient, s'écrie Cassany-Mazet, ô vous tous qui daignez m'entendre, de l'empressement que nous mêmes à l'entourer et à le féliciter, lorsqu'il vint à Blaniac se délasser de tant de fatigues et se reposer sur ses lauriers.

« Pendant ce repos du brave, la nation espagnole lui dressait un trophée plus grand, plus glorieux que celui des combats. Les Cortès, où siégeaient ses premiers citoyens, ses guerriers les plus illustres, rendirent un décret portant que si parmi les prisonniers français se trouvait le général Blaniac, il fut reconduit à la frontière avec les honneurs dus à son rang.

« Jamais, dans la marche des conquérans, il n'a été cueilli de plus nobles couronnes !

« Qu'exprimer maintenant, ajoute en terminant Cassany-Mazet, après tant de gloire ? Vous dirais-je qu'il fut fait lieutenant général ? Ce n'était qu'une justice tardive ; car il l'était en Espagne et avait commandé en chef ; — qu'il eut le commandement de la cavalerie du prince Borghèse ? la défection

de Mural, malgré l'héroïsme et la fidélité sublime du prince Eugène, ne lui laissa rien à faire ; — qu'en 1814, après la perte des nobles couleurs de la France, il eut à commander la subdivision de Bordeaux ? Ce n'était qu'un dédommagement offert au courage malheureux.

« J'aime mieux vous le représenter assis aux foyers domestiques, entouré de ses amis, oubliant la gloire, ses titres, son élévation ; se rappelant seulement les bienfaits de Napoléon et de Joseph ; se délassant dans des travaux agricoles ou d'architecture, des fatigues de la guerre..... »

La chute de Napoléon brisa en effet la carrière militaire de Lafon-Blaniac. Bien qu'il ait été employé par Louis XVIII, lors de la première Restauration, comme commandant la 11^e division militaire de Bordeaux et créé par lui chevalier de Saint-Louis, le 10 décembre 1814, Bonaparte, dès son retour de l'île d'Elbe, le nomma inspecteur général de cavalerie dans le 4^e arrondissement, composé des 9^e, 10^e et 11^e divisions militaires. Après Waterloo, Lafon-Blaniac remit son épée au fourreau et rentra définitivement chez lui.

« C'est alors, nous apprend M. Delbrel, dans son discours, qu'il essuya toute l'amertume du sort réservé à nos braves. Les vexations, la surveillance la plus humiliante devinrent son partage jusques à venir épier et compter quelques fidèles amis qui venaient le visiter dans sa paisible retraite. »

C'est vers ce temps qu'il hérita du château de Bonrepos et des terres adjacentes, voisines de près d'un kilomètre à peine de sa propriété de Blaniac, qu'il s'y installa et y fit de nombreuses réparations.

Il tenait cette propriété, nous écrit notre collègue et ami M. Louis Bruguières, agronome distingué et possesseur actuel de tout le domaine de Blaniac, de deux de ses oncles religieux qui s'y étaient réfugiés, après avoir été chassés de leur couvent par la Révolution de 1789. Il résolut de la transformer du tout au tout et d'en faire une somptueuse résidence. « Ce domaine, dit M. Bruguières, composé avec la portion successorale de plus de 200 hectares sis dans la riche plaine du Lot, pouvait justifier un tel projet.

« Sous la direction de M. Delbrel, architecte à Villeneuve, il ajouta aux bâtiments existants, de la fin du xvi^e et du xvii^e siècle, d'importantes constructions. En même temps, il chargeait son compatriote et ami le commandant du génie Delard, de tracer un parc de dix hectares à l'instar des parcs français dont l'architecte Le Nôtre a créé de si jolis modèles à Versailles et à Saint-Cloud.

« Au parc il voulut faire succéder une culture modèle de 27 hectares environ, selon les procédés primitifs de l'époque. Les champs, mieux aménagés dès ce moment au point de vue de l'alternance des récoltes, furent régulièrement divisés par de doubles rangées de vignes complantées de pruniers. De nombreux fossés, trop rares dans ce temps là, assurèrent leur assainissement. Enfin, des voies d'accès, judicieusement disposées, purent concourir à faciliter les travaux d'exploitation. C'était déjà là de bons exemples et un progrès. Une haie bornée par des fossés, ferma en outre ce vaste enclos, qui, de la sorte, fut pour ainsi dire séparé du reste de la propriété. L'harmonie, bien calculée, des lignes du parc et de celles des cultures ne fut pas sans donner à cet ensemble un aspect des plus heureux. De plus, des sources captées au-dessus de l'enclos et l'élargissement des fossés qui l'entouraient devaient permettre de faire le tour de cette partie du domaine sur une légère embarcation. La mort du général mit fin à ce dernier projet, de même qu'à la complète restauration du château de Bonrepos.

« Blaniac, ajoute M. L. Bruguières, qui s'est plu, pour nous rendre service, ce dont nous le remercions ici sincèrement, à recueillir dans le pays le plus possible de renseignements sur la vie que menait au château de Bonrepos le général dans sa retraite, Blaniac possédait une de ces natures droites et pleines d'entrain, bien faites pour attirer les sympathies. Très bon cavalier, il aimait à parcourir son domaine à cheval et à en franchir parfois les obstacles. S'il rencontrait des paysans, il les questionnait sur leurs travaux et sur l'état de leurs récoltes. Passait-il à une métairie où les familles étaient alors nombreuses, il se faisait présenter les enfants,

et, lorsqu'il en voyait un en bas-âge, il le demandait, le prenait sur son cheval pour le caresser et complimentait la mère.

« Quelquefois encore, se rendant le dimanche à la paroisse, il s'arrêtait à certains groupes de paysans, qui, selon l'habitude, stationnaient auprès de l'église avant et après les offices, pour causer des choses du moment. Il adressait des paroles aimables ou gaies aux uns et aux autres, selon l'occasion. Aux jeunes gens il vantait le métier militaire et désignait à l'avance à chacun d'eux, d'après les aptitudes physiques, le corps où il pourrait être appelé à servir. « Toi, disait-il, tu feras un artilleur, toi un grenadier, toi un dragon.

« Par ces familiarités de bon aloi, qu'il savait du reste parfaitement approprier au milieu où il se trouvait, et par sa nature droite, Blaniac s'était créé des amitiés sérieuses et avait acquis en même temps une réelle influence locale. Ses élections renouvelées, son nom donné, dès ce temps-là, à l'une des principales rues de la ville et, mieux encore, la manifestation générale qui eut lieu à l'occasion de ses obsèques, en sont le meilleur témoignage. »

Mis ainsi en vedette, tant pas son glorieux passé militaire que pas ses soucis constants de rendre service à ses concitoyens, le général Lafon-Blaniac ne pouvait éviter d'être appelé à représenter l'arrondissement de Villeneuve à la Chambre des députés.

« Aussi, écrit M. Delbrel, lorsqu'en 1827, il fut permis au pays de faire éclater ses sympathies si longtemps comprimées et de nommer un député à la Chambre, c'est vers lui que se portèrent ses regards. Le général Blaniac devint notre drapeau ; il était seul notre espoir et son nom magique, circulant dans la bouche de tous nos électeurs, sortit vainqueur de l'urne.

« Vous savez, Messieurs, si son ambition avait brigué ce poste et quels efforts il fallut pour le lui faire accepter ; mais il y avait là des périls à braver et de nouveaux services à rendre. Il se résigna donc, et lorsqu'arriva le tour du courage civique, lorsque d'antipathiques ministres furent donnés à la

France pour renverser la Charte, le général fut fidèle à son poste comme en un jour de bataille et nous nous sentimes grandir en le comptant parmi les 221.

« Vous souvient-il encore de son rôle triomphal après ce vote célèbre ? Vous souvient-il de ce nombreux concours de citoyens se pressant sur ses pas ?.... La réélection des 221 importait à la France. Eux seuls pouvaient garantir du naufrage le vaisseau de l'Etat. Mais si, malgré les efforts de nos adversaires politiques, nous sortimes pour la deuxième fois vainqueurs de la lutte électorale, il faut en convenir, c'est peut-être uniquement parce que le général Blaniac était notre drapeau.

« Depuis cette époque, ne l'avons-nous pas vu toujours fidèle à la devise de la révolution de juillet ? *Liberté, Ordre public*, étaient dès longtemps profondément gravés dans son cœur ; et quand pour la troisième fois vos nombreux suffrages l'ont proclamé votre représentant, vous avez ratifié sa conduite et prouvé qu'il avait toujours honorablement rempli votre mandat (1).

« Ne s'est-il pas, en effet, toujours rendu l'organe de tous les vœux légitimes, et n'a-t-il pas attaché son nom à tout ce que le pays a obtenu d'important ? N'est-ce pas à ses sollicitations pressantes que nous devons l'achèvement de nos routes ? La commune n'oubliera pas la belle part qu'il lui a fait obtenir dans la répartition des fonds destinés aux travaux de la classe indigente, et l'arrondissement se souviendra que c'est à lui le premier que fut faite la promesse de notre nouveau tribunal de commerce.

« Telles sont les principaux titres du général Blaniac à la reconnaissance publique ; et je pourrais y ajouter la longue énumération de services particuliers dus à sa seule obligeance. Mais ce qui couronnera le mieux son éloge, c'est que jamais aucun de ses services n'a coûté une larme à personne.

(1) Lafon-Blaniac fut, en effet, élu trois fois député de l'arrondissement de Villeneuve : une première fois le 17 novembre 1828; puis le 23 juin 1830; enfin le 5 juillet 1831.

« *Je reviens à Paris*, me dit-il dès les premiers jours de la Révolution de juillet ; *je reviens à Paris pour rendre des services à mes concitoyens et non pour y être jamais un instrument de vengeance ou de peine.* » Ce seul mot, Messieurs, nous dépeint l'homme que le pays vient de perdre. Sa vie fut pure dans les camps comme dans les conseils, et l'on peut dire de lui ce que l'histoire a dit d'un chevalier français :

Il a vécu sans peur, il est mort sans reproches. »

Nommé au début de l'année 1833 gouverneur de la Corse, le général de Blaniac dut résilier son mandat de député. Le 7 novembre de cette année, dans une élection partielle, il était remplacé par le baron de Lacuée.

« La Corse se ressentait encore à ce moment des excitations de l'agitateur Paoli. Il fallait, écrit M. Bruguières, une main ferme pour contenir sa population remuante et peu disciplinée. Le général de Blaniac, d'une énergie bien connue, était tout désigné pour occuper ce poste difficile ; il lui fut offert et il l'accepta. Il n'aurait certainement pas failli à sa tâche, si la mort ne fut venue brusquement le surprendre à Vico, le 28 septembre de cette même année 1833. » On parla d'empoisonnement. Cette rumeur n'a pas été confirmée. « Un travail immense, se contente de dire Cassany-Mazet, travail excité par son zèle et sa promotion récente de grand officier de la Légion d'honneur, des voyages et un service des plus pénibles, des jours de fatigue, des nuits sans sommeil, eurent seuls raison de sa haute stature, de sa force herculéenne, de sa robuste constitution. »

Sur la demande de sa famille, son corps fut transporté dans le Lot-et-Garonne et déposé, au mois de mars seulement de l'année suivante, dans la chapelle de son château de Bonrepos, en attendant le jour des obsèques officielles que devaient rendre solennelles sa haute situation en même temps que les sympathies générales dont il était entouré. Des invitations furent adressées à toutes les autorités, ainsi qu'aux diverses associations locales. Au château, d'importants préparatifs fu-

rent faits ; des canons notamment furent placés à l'entrée de l'allée principale qui conduisait à l'habitation.

La cérémonie eut lieu le 4 avril 1834.

« Toute la garde nationale, écrit le *Journal de Lot-et-Garonne*, qui en rend compte, la compagnie des vétérans sédentaires à Eysses, tous les fonctionnaires publics, tous les légionnaires et officiers, toutes les personnes qui avaient eu des relations avec l'illustre défunt, avaient été invitées, ainsi que tout le clergé des environs. Beaucoup d'officiers de garde nationale de l'arrondissement, notamment presque tous ceux de Penne et grand nombre des principaux habitants des cantons voisins étaient d'eux-mêmes accourus pour assister à cette triste et magnifique cérémonie.

« Le dépôt du corps avait été fait à Blaniac. A sept heures du matin, un nombreux détachement de la garde nationale s'y est rendu pour le prendre. Les détonations de l'artillerie ont annoncé à la ville son départ ; et à dix heure, le cortège, réuni à la mairie, s'est mis en marche pour aller à la rencontre du corps jusqu'à la porte de la ville. Peu après a paru un char funèbre, élégamment préparé, peint en noir et surmonté de panaches blancs. Deux beaux chevaux couverts d'un drap noir et ornés de panaches le traînaient lentement et portaient les dépouilles mortelles de notre ancien député, sur lesquelles brillaient ses insignes de lieutenant-général et ces belles cravates d'or et de soie des étendards du 14^e régiment de dragons qu'il commandait en Egypte et qui lui furent données comme un trophée glorieux par l'Empereur, lorsqu'il le nomma général de brigade.

« Deux draps mortuaires le précédaient. L'un d'eux était porté par six officiers, chevaliers de la Légion d'honneur, et l'autre par le procureur du Roi, le président du Tribunal de commerce, le capitaine rapporteur et le lieutenant de gendarmerie (comme représentant la garde nationale et l'armée), le receveur des finances et le premier membre du Conseil municipal.

« Tout le cortège, précédé de M. de Long et de quelques parents, est entré en ville, se grossissant à chaque pas. Près de

dix mille personnes étaient dans les rues, aux fenêtres ou sur les toits ; et en même temps toutes les boutiques d'ouvriers ou de marchands étaient fermées. Les travaux avaient complètement cessé pour faire place à la douleur publique que l'on voyait peinte sur toutes les figures.

« Arrivé à l'église de Sainte-Catherine, avec tout le clergé de la ville et des environs qui était venu au devant, une grand' messe a été célébrée en musique dans le plus profond recueillement, malgré la foule immense qui venait de forcer les sentinelles et qui encombraient l'enceinte.

« Enfin, à une heure, le cortège a repris sa marche et s'est rendu, dans le même ordre, au champ de repos où la tombe avait été préparée dans un lieu élevé. Là aussi la foule avait violé la consigne, escaladé les murailles et envahi une partie du local. Cependant le cortège a pu y pénétrer, et, après les prières consacrées par l'Eglise, deux discours ont été prononcés, l'un par M. Delbrel, maire de Villeneuve, l'autre par M. Aug. Cassany-Mazet. »

Nous en avons reproduit, au cours de cette notice, les principaux passages.

Et le *Journal de Lot-et-Garonne* termine ainsi son compte-rendu :

« Telles ont été les funérailles de notre brave général, de notre député. Elles ont dignement couronné sa belle vie. Rien ne manquait à cette magnifique solennité dont le deuil était relevé par les marches lugubres de notre musique militaire et par les nombreuses détonations de notre artillerie, de nos gardes-nationaux et de la troupe. On eut dit que sur cette tombe vénérée s'opérait la fusion de tous les sentiments ; car les opinions publiques n'ont retenu personne, et ce concours immense a prouvé que l'on savait s'entendre lorsqu'il ne s'agit que de rendre hommage à la loyauté et à l'honneur.

« C'est ainsi que le peuple, qui juge sans passion la mémoire des morts, se plaît à exprimer sur leur tombe les sentiments qu'ils lui ont inspirés pendant leur vie. »

Une note du même journal nous apprend que ce ne fut pas seulement à Villeneuve que le peuple fit éclater ses sentiments

pour notre illustre compatriote. « C'est aussi en Corse, où cependant il n'était connu que depuis dix-huit mois environ. M. Canales, ancien employé du génie à Vico, qui a accompagné ici les dépouilles mortelles du général Blaniac, a raconté que son administration militaire, pleine de franchise, de conciliation et de justice, lui avait attiré tous les cœurs. Lorsqu'il est mort à Vico, simple chef-lieu de canton, où il était allé prendre des bains, cent prêtres et toute la population voisine ont voulu d'eux-mêmes assister à son convoi et quatre discours ont été prononcés sur sa tombe. Quelque temps après, au passage du corps à Ajaccio, où il a dû séjourner huit jours pour attendre le passage d'un navire, les plus brillants honneurs militaires lui ont été rendus jusqu'au rivage, et toute la ville y a participé. »

De son mariage avec demoiselle Marie-Pierrette-Marcelle-Amable Henrique le général de Blaniac n'eut qu'une fille, Joséphine-Lucie, qui naquit à Paris le 19 septembre 1810. Elle épousa Auguste Damaze Delong ou de Long, né à Mirande, et dont le père, Clément Delong, magistrat distingué, fut premier président de la Cour d'appel d'Agen pendant presque toute la Restauration. Il habitait à Agen le bel hôtel de la rue Porteneuve, construit par Leroy, avant 1789, pour l'aîné des frères Pellissier, qui passa par héritage entre les mains de sa fille mariée au conseiller Dufort, et que possède encore aujourd'hui le petit-fils de ce dernier, M. le marquis d'Escouloubre. Son autre fille épousa à Toulouse le comte d'Aldéguier.

C'est en octobre 1852, que la fille unique du général de Blaniac, M^{me} Delong, vendit à M. Bruguières le beau domaine de Blaniac. De son mariage avec Auguste Delong, elle avait eu deux enfants : un fils, Edgard, qui mourut à Tarbes vers la fin de cette même année 1852, sans postérité ; et une fille, mariée au marquis de Roquemaurel et qui, morte jeune, n'a laissé qu'un fils, Guy de Roquemaurel, actuellement en vie.

Avec le général, s'est donc éteint le nom de Lafon-Blaniac.

Ph. LAUZUN.

UN CÉRAMISTE AGENAIS A BORDEAUX

PIERRE-HONORÉ BOUDON DE SAINT-AMANS

(1829-1837)

(SUITE)

§ 3. — LA FAÏENCERIE LAHENS ET RATEAU.

Cette faïencerie est peu connue, les écrivains céramistes, les collectionneurs, même ceux de Bordeaux, ont jusqu'à présent à peu près ignoré ses produits et ses marques. Dans les ouvrages qui traitent de l'histoire de la céramique, cette fabrique n'est pas citée, dans nos musées on n'en trouve aucun spécimen. Cependant, dans le catalogue du musée de Sèvres, publié en 1845 par le conservateur et le directeur de la Manufacture, D. Riocreux et A. Brongniart, ces auteurs donnent la marque de cette faïencerie bordelaise, avec cette mention : « C'est la marque de la fabrique fondée à Bordeaux en 1829, par M. de Saint-Amans, associé à MM. Lahens et Rateau, association qui n'eut qu'une courte durée. Relevée peu après par M. D. Johnston, la fabrique marqua les nouveaux produits du nom de la ville en toutes lettres, imprimé en creux (1). » Il y a là une erreur que nous croyons devoir relever dès maintenant; la manufacture Johnston n'est pas, comme nous le démontrons plus loin, la continuation de celle de Lahens et Rateau. Ce catalogue est le premier ouvrage où l'on trouve le signalement de cet établissement. A. Demmin, dans son *Guide de l'Amateur*, consacre trois lignes seulement à cette fabrique, d'après le catalogue de Sèvres, et encore il la date de 1819, pour 1829, et il ne dit pas un mot de Saint-Amans. Un autre auteur a dit aussi quelques mots de cette faïencerie bordelaise, mais en quatre ou cinq lignes seulement, comme Demmin,

(1) *Description méthodique du Musée céramique de la Manufacture royale de porcelaine de Sèvres*. Paris, 1845, gr. in-4°.

qu'il a copié sans le citer. Cet auteur est le D^r Azam, de Bordeaux, dans la notice qu'il a consacrée à l'histoire des anciennes faïences bordelaises, dans le *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, en 1878, et où il écrit : « Vers 1839 MM. Lahens et Rateau fondent, de concert avec M. de Saint-Amans, une fabrique de produits analogues aux précédents. Leur marque imprimée en creux dans la pâte reproduit leurs initiales. » Il y a là plusieurs erreurs en peu de lignes. D'abord la date de 1839 est inexacte, Demmin avait déjà donné une date erronée, 1819, alors que Brongniart avait fourni la véritable, 1829. Le D^r Azam fait, de plus, allusion à des « produits analogues » qui seraient sortis d'ateliers céramiques bordelais créés à la fin du xviii^e siècle et dont nous aurons à nous occuper dans une histoire des faïenceries bordelaises à laquelle nous travaillons en ce moment : ces produits étaient des faïences ordinaires, communes, et n'avaient aucun rapport avec les faïences fines à la façon anglaise fabriquées par Saint-Amans. Enfin la grande manufacture de David Johnston n'est nullement la continuation de celle de Lahens et Rateau, comme on le verra dans la suite de cette étude.

On voit que le peu qui a été écrit sur cette dernière fabrique est bien sommaire et parfois inexact; il y avait lieu de se livrer à d'autres recherches, et c'est ce que nous avons fait.

Après avoir donné quelques notes biographiques sur Saint-Amans, dit quelques mots sur la fabrication de la faïence fine anglaise et expliqué comment elle fut introduite en France, nous allons maintenant retracer l'historique de la manufacture de Bacalan-Bordeaux et faire connaître ses produits et leurs marques.

Nous avons dit que Saint-Amans avait publié des mémoires à l'occasion du procès qu'il intenta à ses deux associés, et une notice sur l'introduction des faïences fines en France (1). MM. Lahens et Rateau publièrent, de leur côté, un factum en réponse au premier mémoire de Saint-Amans (2). Ce sont ces

(1) Pour ces mémoires et cette notice, voir la note de la page 161.

(2) *Mémoire pour Messieurs Lahens, fils de l'ainé et Rateau, négociants à*

publications avec celles dues à Magen et à Jouannet et que nous avons déjà citées (1), qui nous ont fourni les renseignements qui vont nous permettre de donner sur l'établissement et la marche de cette faïencerie des détails assez précis et que personne n'a encore utilisés. Ces mémoires et notices sont extrêmement rares, nous les avons trouvés dispersés dans différents dépôts publics de Bordeaux, comme la Bibliothèque municipale, les Archives de la Ville et la Bibliothèque de la Chambre de commerce, et, vu leur rareté, ce sont des documents presque inédits.

Ce sont ces mémoires de Saint-Amans et de Lahens et Rateau surtout qui nous ont servi à faire connaître l'organisation de la manufacture de Fourguerolles, il y a dans ces pièces de procédure des détails très précis, mais nous n'avons tenu aucun compte des appréciations des avocats, rédacteurs de ces factums, car on sait que les avocats ne ménagent guère, habituellement, leurs adversaires.

Nous avons dit que c'est à l'exposition du Louvre, en 1829, que M. Rateau fit la connaissance de Saint-Amans, qu'il lui parla de son domaine de Fourguerolles où l'on pourrait établir une faïencerie et qu'il l'invita à venir la visiter.

Le 6 avril 1829, Saint-Amans adressa à MM. Lahens et Rateau un prospectus pour la fabrication « des poteries à l'instar des Anglais ». C'était merveille ! écrivent ces derniers dans leur mémoire. Saint-Amans ne demandait pour capital que 32.812 francs, plus une avance, par semaine, de 6.242 francs, et la manufacture devait produire, par semaine, 3.125 douzaines d'assiettes où l'équivalent en autres pièces, marchandises estimées 7.524 francs.

MM. Lahens et Rateau prirent des renseignements auprès de gens compétents et ils apprirent que le capital nécessaire pour une pareille entreprise serait au moins de 150.000 francs. Ils écrivirent alors à Saint-Amans qu'ils ne pouvaient dispo-

Bordeaux, contre Monsieur de Saint-Amans. Signé : SAINT-MARC, avocat. — In-4°, 87 pages. Bibliothèque municipale de Bordeaux, factums, t. 128, n° 1.

(1) Voir les notes des pages 159 et 160.

ser d'une somme aussi élevée, mais ils lui conseillèrent de venir à Bordeaux où il pourrait trouver des actionnaires au nombre desquels ils seraient heureux de s'inscrire. C'était là un peu de l'ironie, car ces messieurs savaient très bien qu'il était difficile de constituer à Bordeaux, à cette époque, un groupe d'actionnaires de bonne volonté pour risquer leurs capitaux dans une exploitation de ce genre.

D'ailleurs MM. Lahens et Rateau raillent souvent, dans leur mémoire, Saint-Amans sur ses prétentions un peu exagérées en connaissances céramiques. Ainsi ils écrivent, ou plutôt leur avocat écrit : « A Dieu ne plaise, qu'au nom de l'Angleterre, je plaide contre M. de Saint-Amans qui se complaît dans la pensée d'avoir frappé d'un coup mortel la puissance des manufactures étrangères. La *prise* est de bonne guerre (si prise il y a), et je voudrais pouvoir le dire sur les ruines même des manufactures anglaises; mais je crains bien que, dans la discussion, il faille avoir l'humilité de descendre de plusieurs degrés de cette échelle d'orgueil. »

Le fait est qu'à cette époque on ne connaissait pas les procédés dont Saint-Amans prétendait avoir rapporté les secrets d'Angleterre. Le 27 septembre 1822, il avait pris un brevet d'invention dit « brevet d'importation de quinze ans pour les procédés et appareils propres à fabriquer toute espèce de poteries, grès, faïences et porcelaines, à la manière anglaise, avec des matières du sol français ». Deux ans s'écoulèrent sans que le brevet eût pu mettre en activité l'industrie importée. Il demande une prolongation d'une année qui lui est accordée le 15 avril 1824.

Il fit alors des essais à Creil pour lesquels le directeur, M. de Saint-Cricq, fit des dépenses considérables sans résultat; des difficultés s'élevèrent et les essais furent abandonnés.

A Montereau, les résultats furent tout aussi négatifs, et les directeurs, MM. Louis Lebœuf et Thibault, refusèrent de le suivre dans ses essais. Il fit un procès à ces messieurs, qu'il perdit par jugement du 13 août 1824.

On va voir qu'il en fut à peu près de même avec les négociants bordelais Lahens et Rateau; après plusieurs essais qui

réussirent plus ou moins bien, Saint-Amans se brouilla avec eux et leurs intenta un procès.

En somme, Saint-Amans ne réussit complètement dans l'application de ses procédés qu'avec David Johnston, autre négociant bordelais, qui put mettre de gros capitaux à sa disposition. C'est lui qui organisa la grande faïencerie de Bacalan qui eut, il est vrai, de longues années de prospérité, mais Johnston y engloutit deux millions et fut ruiné. Sa manufacture profita surtout, comme cela arrive presque toujours, à ceux qui la prirent en seconde main.

En septembre 1829, Saint-Amans vint à Bordeaux et alla visiter le domaine de Fourguerolles : il y fit procéder à des sondages et étudia la nature du gisement d'argile que le propriétaire, M. Rateau, lui avait dit s'y trouver.

Le domaine de Fourguerolles, qu'on a placé par erreur à Blanquefort et même à Parempuyre, communes avoisinantes, faisait bien partie, à cette époque, du territoire de Bordeaux. Il est situé dans la palu de Bacalan, faubourg nord de cette ville, à l'extrémité du chemin de Labarde, à l'angle de la Garonne et de la jalle de Blanquefort, cours d'eau qui, de ce côté, a été de tout temps et est encore la limite du territoire bordelais, et à une distance d'environ dix kilomètres du centre de la ville. Il y a aux archives municipales de Bordeaux un plan manuscrit et inédit, coté n° 2945, des marais de la palu de Bacalan « fait par les ordres de MM. les jurats, levé géométriquement par le sieur Giraud, ingénieur géographe de la ville, en 1762 et en 1763 ». On voit sur ce plan le domaine de Fouquerol qui appartenait alors à un négociant bordelais, M. O'Quin. Lorsqu'on y établit la faïencerie, en 1829, cette propriété appartenait à M. François Rateau (1), elle avait été vendue, probablement, pendant la Révolution, comme bien national. Elle a fait partie, plus tard, en 1882, de la succession de Camille Godard dont la ville de Bordeaux était légataire universelle. Elle

(1) Sur certaines cartes géographiques modernes et notamment sur l'*Atlas départemental de la Gironde* (1888) ce domaine porte encore le nom de Rateau.

appartient aujourd'hui aux héritiers de M^{me} Mader, née Laure Marquet, cousine et héritière pour partie de Camille Godard (1).

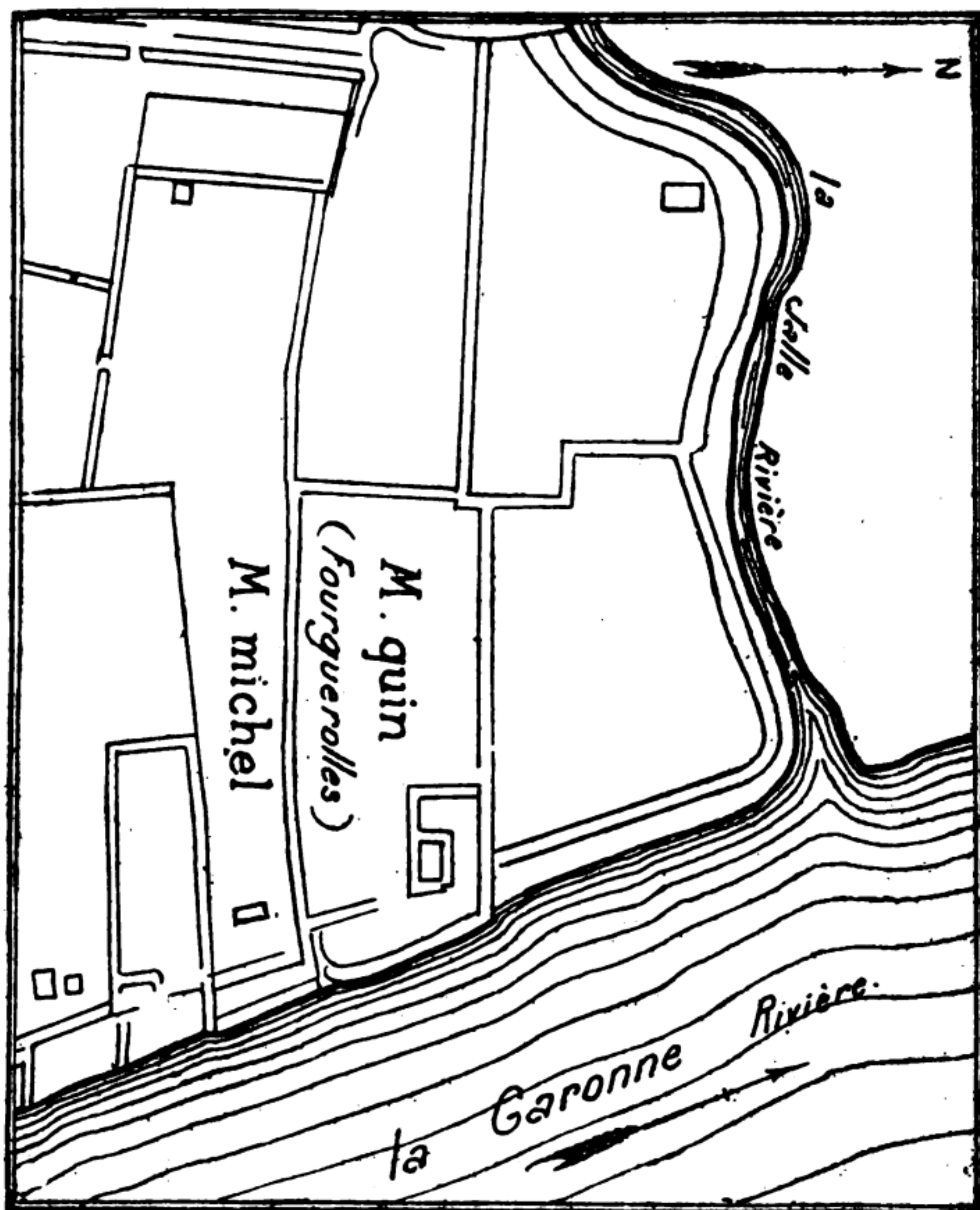
La Garonne coulait autrefois devant la maison d'habitation du domaine de Fourguerolles, mais elle en est séparée aujourd'hui, de plus de deux cents mètres, par des terrains d'alluvion qui ont été colmatés et complantés d'artichauts, des célèbres artichauts dits de Macau. La propriété a une contenance d'environ quarante hectares. L'ancienne maison d'habitation du XVIII^e siècle est en ruines. Devant cette maison se trouvait, au bord de la rivière, une terrasse terminée par une balustrade aux deux extrémités de laquelle étaient placés deux grands sphinx en pierre d'une certaine valeur artistique et qui ont été vendus tout dernièrement à un antiquaire parisien. On prétend que ce domaine était, au XVIII^e siècle, la propriété du maréchal de Richelieu, gouverneur de Guyenne, qui aurait fait construire cette première habitation. C'est celle qui appartenait, à la fin du XVIII^e siècle, à M. O'Quin. La seconde maison, construite plus au nord, plus près de la jalle, date du premier Empire. C'est une chartreuse à la façade élégante, se composant de pièces spacieuses. L'ensemble de la construction est telle encore qu'on la voit sur le plan que nous donnons ici. Devant la maison se trouvent de superbes ombrages et, à côté, le bâtiment des anciens fours transformés en chais à vin et à bois. La culture principale est celle de la vigne. On peut y récolter quarante tonneaux de vin.

Nous donnons ici une reproduction de la partie du plan du XVIII^e siècle, dont nous venons de parler, où est situé le domaine de Fourguerolles.

Après avoir visité avec soin le domaine de Fourguerolles, fait faire des sondages et reconnu la qualité du gisement d'argile, Saint-Amans passa, le 26 septembre, un traité avec « MM. Lahens, fils de l'aîné, et François Rateau, négociants à Bordeaux, y demeurant rue Franklin n^o 7, pour l'établisse-

(1) Le testament de Camille Godard a été publié dans le *Bulletin administratif de la ville de Bordeaux*, année 1881.

ment d'une fabrique de poteries de grès à l'instar des Anglais, avec des matières françaises, sur le domaine de M. J. Rateau, nommé Fouquirol (*sic*), sis sur la jalle de Blanquefort et les bords de la Garonne. »



Plan de la palu de Bacalan-Bordeaux où est situé le domaine de Fourguerolles, faïencerie Lahens et Rateau

D'après ce traité, dont les clauses ont été reproduites en partie dans le premier mémoire de Saint-Amans, on ne devait, pendant un an, procéder qu'à des essais et ne faire que des constructions suffisantes pour ces essais de fabrication, élever un petit four sur les plans de Saint-Amans, de sept pieds de diamètre et neuf pieds de haut, revêtu de sa cheminée, four placé dans l'enceinte circulaire désignée pour établir plus tard la manufacture et qui se trouve au midi de la maison de maître de M. Rateau qui fait cette cession, moyennant une location.

MM. Lahens et Rateau fournissaient tous les fonds nécessaires. Il était de plus convenu que si, au bout d'un an, les essais ne donnaient pas un résultat satisfaisant, MM. Lahens et Rateau auraient le droit d'exiger la résolution du traité; dans le cas contraire, on monterait une grande manufacture. Pour ces essais, M. de Saint-Amans devait toucher vingt-cinq pour cent sur les bénéfices réalisés, au minimum de cinq cents francs par mois.

Saint-Amans se rendit ensuite à Sèvres, où il avait laissé l'installation qui lui appartenait. Il fit d'abord, à la manufacture, des essais avec l'argile qu'il avait apportée de Fourguerolles, et ses expériences ayant donné des résultats satisfaisants, il envoya à Bordeaux les ouvriers anglais et français qu'il employait à Sèvres, ainsi que tous ses moules et modèles, et en général tout ce qui pouvait servir de base à un établissement de poteries. Les ouvriers et le matériel arrivèrent en décembre.

Les rigueurs de l'hiver de 1830 paralysèrent un instant les premiers travaux qui avaient été commencés à Fourguerolles dès le retour de Saint-Amans de Sèvres. On s'y livra néanmoins avec ardeur, vers le commencement de février, à des essais d'argile, de mélanges et manipulations de pâtes, mais ce n'est qu'en octobre de cette année, le petit four étant terminé, qu'on put songer à faire des essais de cuisson. La première cuite n'eut lieu qu'en décembre, mais ce ne fut qu'à la quatrième que le four et les étuis étant entièrement purifiés, donnèrent un biscuit et un émail très satisfaisants, avec une terre de pipe d'une blancheur éclatante. Ces premiers essais faits avec les argiles de la Gironde surpassèrent tout ce qu'on en attendait et on fit alors un choix de pièces qu'on envoya vendre, pour la première fois, à la foire de Bordeaux de mars 1830. Quelque temps après, des échantillons furent envoyés aux colonies et on mit un dépôt à Bordeaux, chez M^{me} Rochet, à la fontaine Saint-Christoly et à Paris, chez Tissot, passage de l'Opéra.

Enfin, à l'Exposition des produits de l'Industrie et des Arts, organisée à Bordeaux en 1830 par la Société philomathique de cette ville, MM. Lahens et Rateau exposèrent des échantillons

de leur nouvelle fabrication qui sont portés ainsi au catalogue : « N° 80. De St-A... [mans]. Produits de la fabrique de porcelaine et faïence à la manière anglaise, chez MM. Rateau et Laens (*sic*) à Blanquefort (*sic*). Cette manufacture est érigée par une maison de commerce de Bordeaux et dirigée par M. de St-A... Les essais de cette fabrique ont été faits, d'abord dans la manufacture royale de Sèvres, par protection spéciale du gouvernement et sous l'inspection de M. Brongniart, directeur de cette manufacture. Le grand nombre de pièces exposées constate le succès des procédés de fabrication de cette manufacture. La faculté de supporter le feu, de résister aux acides et aux alcalis, ainsi qu'aux corps gras, par la dureté de l'émail, a été l'objet des recherches et d'un rapport de la Société des Arts de Paris qui l'a reconnue. Les produits exposés ont été fabriqués avec des terres du département et de ceux limitrophes. Les grandes pièces et les objets de luxe n'ont pu être encore fabriqués, la manufacture étant à sa naissance (1). » Saint-Amans obtint la première médaille d'or avec les félicitations les plus flatteuses du président du jury.

En présence du succès obtenu par les premiers produits de leur faïencerie, MM. Lahens et Rateau se décidèrent à commencer la construction définitive de la fabrique dans la grande prairie attenante à la maison d'habitation de M. Rateau, dans laquelle on devait établir plus tard des ateliers de tournage et de moulage.

Ils augmentèrent d'abord le nombre de leurs ouvriers potiers : ils firent venir un François Lamothe, contre-maître de la manufacture de Choisy, afin de faire commencer les préparatifs d'une fabrication en grand; ils engagèrent un peintre anglais, Georges Holand Jonis (2), et ils appelèrent de Limoges des ouvriers mouleurs en creux et trempeurs en émail. Outre

(1) *Catalogue de l'Exposition annuelle des produits de l'Industrie et des Arts*; Bordeaux, 1830, in-12. *Histoire des Expositions de Bordeaux* par CH. BÉ-
NARD, 1899, in-8°.

(2) Ce peintre anglais suivit Saint-Amans à la faïencerie Johnston. En 1844 il est établi rue Paulin, n° 26, et il expose à la Société philomathique des vitraux peints. Vers 1845 il va se fixer à Saintes et en 1855 on le retrouve à Bordeaux, rue de la Franchise, en face de la rue Colbert, où il essaya de

François Lamothe, nous avons pu relever les noms de quelques ouvriers travaillant à la fabrique, comme Frédérick Bota, ébaucheur, un autre anglais sans doute, Détrée, tourneur, Lucas, modelleur, Loubens, modelleur, Monserault, gazetier, Borde, Desbats, ces deux derniers non qualifiés.

Au commencement de l'année 1831 on fit construire le grand four — il devait y en avoir quatre; — il fut élevé par le maître maçon bordelais Odé, sur les plans de Saint-Amans. Puis on établit des fosses à barbotine pour y préparer des mélanges de pâtes suffisantes à l'entretien de cent cinquante ouvriers, une machine hydraulique pour clarifier les eaux, l'aile gauche en entier des grands ateliers, toujours d'après les plans de Saint-Amans, mais revus par l'architecte bordelais, M. Corcelle; on dépensa plus de cent mille francs.

A la fin de cette année, la manufacture était en pleine voie de développement, lorsque survint entre Saint-Amans et ses associés le différent dont nous avons parlé. Mais on continuait à fabriquer sur cette première installation d'une manière courante; Saint-Amans adressa au Conseil général de la Gironde un choix des produits de la manufacture, et nous lisons dans le procès-verbal de la séance du 16 novembre 1831 de cette assemblée « qu'elle reçoit avec intérêt l'hommage qui lui est fait par M. de Saint-Amans des produits de sa fabrique de fayence, à l'imitation des grès anglais de Wedgwood. Cette fabrique, établie près de Bordeaux, sur la jalle de Blanquefort, prend déjà un grand développement et rivalise avec les fabriques du même genre établies en Angleterre (1). »

Depuis quelque temps les rapports entre MM. Lahens et Râteau et Saint-Amans étaient assez tendus. Celui-ci reprochait à ces messieurs, en présence de la réussite des premiers essais, de ne pas vouloir installer la manufacture en grand, comme il avait été convenu dans le traité qu'ils avaient signé le 26 septembre 1829. Saint-Amans était surtout en très mauvais ter-

créer une porcelainerie qui dura peu. A partir de ce moment nous perdons sa trace.

(1) *Procès-verbaux des séances du Conseil général de la Gironde*. Inédits. Archives de la Gironde.

mes avec le premier commis de MM. Lahens et Rateau, un sieur Colardon, qu'il accusait de se mêler de ce qui ne le regardait pas, et de violentes discussions s'en étaient suivies.

À la fin d'octobre, Saint-Amans alla passer quelques jours à Agen où son père venait de mourir, mais dès son retour à Bordeaux ses démêlés avec ses deux associés recommencèrent.

Le 21 novembre, il fut convoqué par MM. Lahens et Rateau à leurs bureaux de la rue Franklin, et pendant qu'il montait à l'escalier, avec le peintre anglais Holland Jones, il fut pris à partie par plusieurs employés de la maison et notamment par le premier commis Colardon, par le frère de M. Lahens et par M. Rateau lui-même; on se livra sur lui, paraît-il, à des voies de fait et il fut violemment mis à la porte. Le soir même Saint-Amans rentrait à Fourguerolles où il habitait, s'empara de ses papiers et de certains objets, et partit pour Agen.

Le 8 février 1832 il assigna ses associés devant le tribunal de commerce de Bordeaux, « pour se voir condamner à continuer avec Saint-Amans l'entreprise commencée ou à lui payer la somme de quinze mille francs à titre de dommages et intérêts et à lui rendre tous les moules, modèles et ustensiles qui lui appartiennent et de cesser provisoirement toute fabrication jusqu'à la solution définitive des contestations qui les divisent ». Le 9 juillet 1832, le tribunal de commerce renvoyait l'affaire devant des arbitres.

Sur ces entrefaites, Saint-Amans porta plainte en diffamation contre Lahens et Rateau. Le tribunal correctionnel le débouta de sa plainte par jugement en date du 12 janvier 1833.

Les arbitres nommés en juillet 1832 rendirent un jugement, le 29 octobre 1832, disant qu'il y avait lieu de nommer des experts.

Les dépenses totales, jusqu'au départ de Saint-Amans, c'est-à-dire de la fin de 1829 à novembre 1831, avaient été de 104.896 francs et ces messieurs, gardant pour eux les constructions faites et le matériel, ne demandaient que 18.236 francs. Les huit fournées qui avaient été faites avaient produit 20.000 pièces, mais il y avait eu 13.000 pièces défectueuses que Saint-Amans faisait jeter par les ouvriers dans les fossés et la Ga-

ronne, pour ne pas que ses associés eussent connaissance de ces insuccès. Il y avait un passif qui était de 18.236 francs.

Nous ignorons l'issue du procès, mais ce qu'il y a de sûr c'est que la rupture fut complète et définitive entre Saint-Amans et ses associés, et, comme il n'était pas homme à se décourager, passionné qu'il était pour l'industrie céramique en laquelle il avait foi entière, il se mit à chercher d'autres capitalistes pouvant disposer de plus de fonds que MM. Lahens et Rateau. Il en rencontra un dans la personne de David Johnston, riche négociant bordelais, qui mettra des capitaux à sa disposition et c'est lui qui créera la grande manufacture de Bacalan dont nous nous occuperons dans le paragraphe suivant.

Quant à la fabrique de Fourguerolles, elle continua à fonctionner après le départ de Saint-Amans, dirigée par M. Rateau et un contre-maître. M. Rateau s'était peu à peu initié aux procédés de fabrication de la faïence fine, il avait même surpris certains procédés de Saint-Amans qui s'en plaint dans un de ses mémoires, en disant qu'à la manufacture il l'avait toujours sur les talons et qu'il avait acquis ainsi certaines connaissances techniques. M. Rateau put donc continuer, pendant quelque temps, à faire marcher cette faïencerie avec la première installation établie par Saint-Amans. Jusqu'à quelle époque la fabrique fonctionna-t-elle sous cette nouvelle direction ? C'est ce que nous ignorons. Nous ne pouvons fixer une date exacte pour la fermeture de la manufacture, mais nous ne croyons pas qu'elle ait fabriqué longtemps après le départ de Saint-Amans. MM. Lahens et Rateau manquèrent-ils de capitaux, ne réussirent-ils pas dans la fabrication, ignorant tous les procédés dont Saint-Amans avait peut-être emporté certaines formules, ou bien encore furent-ils découragés en apprenant que celui-ci cherchait des capitaux pour monter une nouvelle fabrique à Bordeaux ? Nous ne pouvons le dire, mais il est certain qu'ils éteignirent leur four peu de temps après, et qu'on peut fixer la fin de la faïencerie en 1833 ou 1834. François Rateau mourut le 20 janvier 1838 (Etat-civil de Bordeaux).

Quoi qu'il en soit, la manufacture de Fourguerolles avait duré trois ou quatre ans, et il est d'autant plus fâcheux que les trois associés n'aient pu s'entendre et que cette faïencerie ait dû cesser de fonctionner, que son installation était très avancée et qu'elle aurait pu devenir un établissement céramique de premier ordre. Ce qui le prouve c'est le rapport que Jouannet présenta à la Société philomathique en 1832 (1).

Cette Société s'est de tout temps intéressée et s'intéresse encore au développement de l'industrie dans la région bordelaise et c'est dans ce but qu'elle organise périodiquement des expositions à Bordeaux. En 1830, elle avait déjà récompensé d'une médaille d'or les échantillons exposés par MM. Lahens et Rateau, et, en 1832, elle voulut se rendre compte où en était la manufacture de Fourguerolles, de l'importance de son installation, des progrès de la fabrication, et elle chargea un de ses membres, Jouannet, d'aller la visiter et de lui faire un rapport.

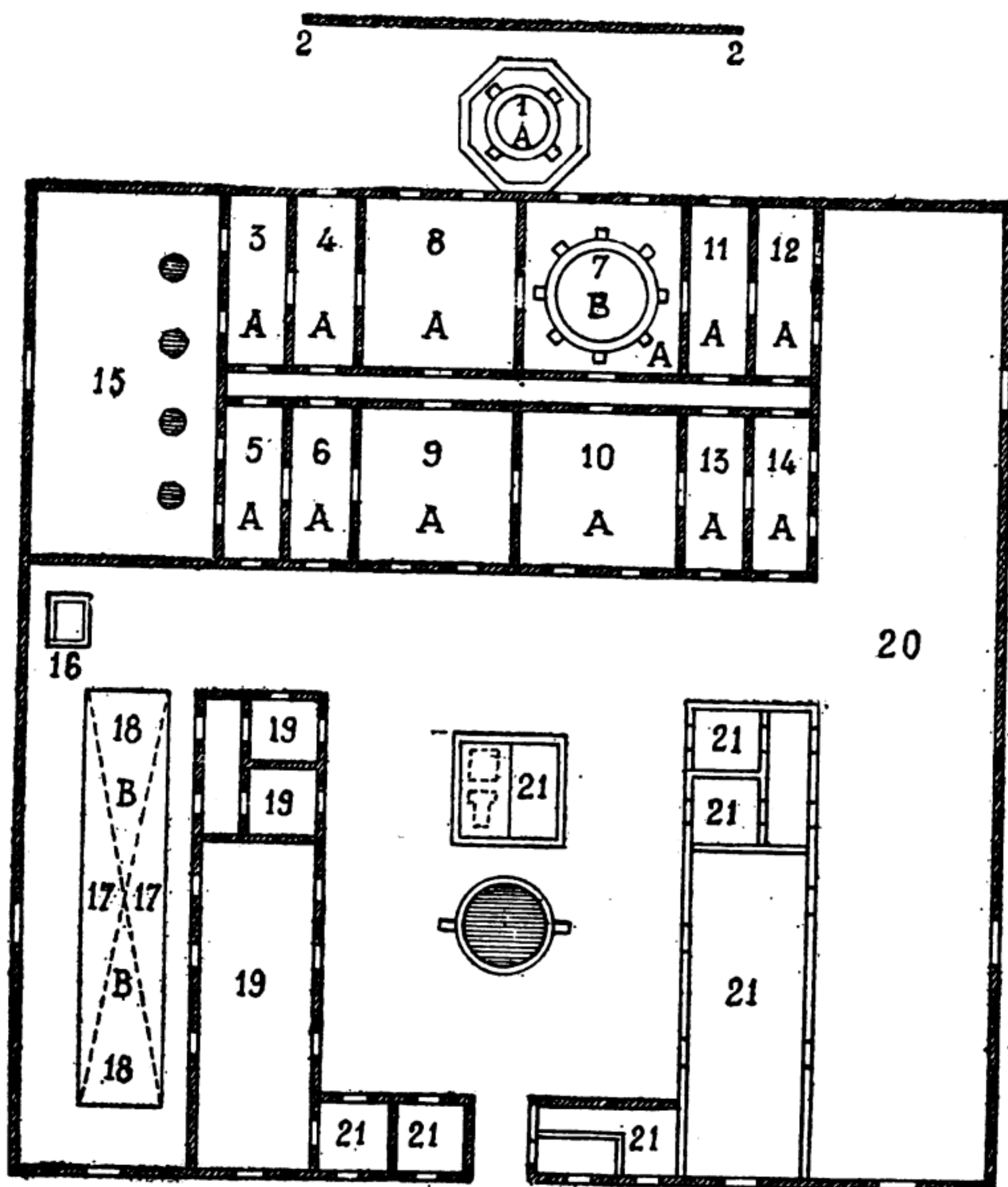
Ce rapport a été imprimé et nous croyons devoir en extraire le passage suivant qui présente un caractère très détaillé et très précis de la manufacture en 1832, c'est-à-dire au moment où Saint-Amans l'avait abandonnée :

« La fabrique de Parempuyre (2) occupe, en 1832, un carré long de 104 pieds sur 58; au milieu sont les fours, sur les côtés les ateliers propres aux enfournements et défournements, ainsi que pour la mise en émail. Les magasins et autres dépendances sont provisoirement établis dans la maison de M. Rateau où se trouvent aussi les ateliers provisoires du travail qui seront bientôt transférés dans un édifice projeté, parallèle aux constructions déjà établies et séparé d'elles par une vaste cour carrée.

(1) Voir la note de la page 160.

(2) Il y a lieu de s'étonner que Jouannet ait placé cette fabrique à Parempuyre, commune qui est séparée de Bordeaux par celle de Blanquefort. Mais comme à cette époque Bordeaux-ville, c'est-à-dire le quartier de Bacalan, finissait, le long de la Garonne, aux magasins aux vivres, à l'entrée de la rue des Etrangers, aujourd'hui rue Achard, et que de là à la jalle de Blanquefort, à travers la palu qui longe la rivière, il y a plus de six kilomètres, et Jouannet ayant eu un long parcours à faire pour se rendre à la faïencerie, il s'est cru très loin, à Parempuyre.

« Les fours sont au nombre de cinq, quatre grands et un petit, dit d'essai. Ce dernier peut cuire de trois à quatre mille pièces, il est au centre mais en dehors de la fabrique à laquelle pourtant il se rattache par une petite pièce de service propre à l'enfournement.



Plan terrier de l'établissement en grand des poteries anglaises, fait et créé par M. de Saint-Amans en 1830, remis par MM. Lahens et Rateau à M. Corcelle, qui en a fait les plans d'élévation et dirigé tous les travaux jusques vers la fin de l'année 1831.

« Les quatre grands fours, de 17 à 19 pieds de diamètre, de dehors en dehors, occupent ensemble un carré de 56 pieds de côté, partagé en quatre autres carrés de 28 pieds chacun, murés et recouverts d'un haut toit pyramidal à quatre pents. Chaque four, construit suivant le système anglais et divisé in-

térieurement en trois étages voûtés, repose sur un solède de 20 pieds de maçonnerie dans l'intérieur duquel l'architecte a ménagé une chambre voûtée correspondante à la sole du four. Là, quatre ventilateurs, partant des angles de ce carré, entretiennent constamment une température égale à celle de l'intérieur de l'édifice. Des ponts de communication, symétriquement disposés, permettent de circuler librement d'un four à l'autre et de ceux-ci aux ateliers. M. Corcelle est l'architecte de ces constructions. Le petit four et les ateliers sont en pleine activité, la distribution intérieure des grands fours s'achève en ce moment. Le matériel de l'établissement en grand, déjà commencé, est considérable. »

En conséquence, le rapporteur propose de décerner à M. de Saint-Amans une des plus honorables distinctions dont la Société peut disposer.

De plus, nous avons un autre document qui vient compléter le rapport de Jouannet en montrant la disposition des constructions de l'usine; c'est un plan qui se trouve dans le second mémoire de Saint-Amans et auquel il a joint une explication, avec numéros de renvoi. Nous reproduisons ici ce plan, réduit de moitié, et nous allons transcrire l'explication, mais en supprimant les appréciations de l'auteur qui sont plus que tendancieuses.

1. — Petit four.
2. — Emplacement des nouveaux hangars pour le service de l'établissement, construits en 1832.
- 3, 4, 5, 6. — Ateliers.
7. — Grand four construit et terminé vers la fin de l'été 1831.
- 8, 9, 10. — Chacun de ces trois emplacements était destiné à un grand four.
- 11, 12, 13, 14. — Magasins existant à l'époque de l'expulsion
15. — Massifs de pierre posés pendant l'été de 1831 pour support de nouveaux hangars.
16. — Machine hydraulique destinée à fournir de l'eau clarifiée aux fosses à barbotine, construite en 1831.
- 17, 18. — Hangar qui couvre les fosses à barbotine, terminé en novembre 1831.

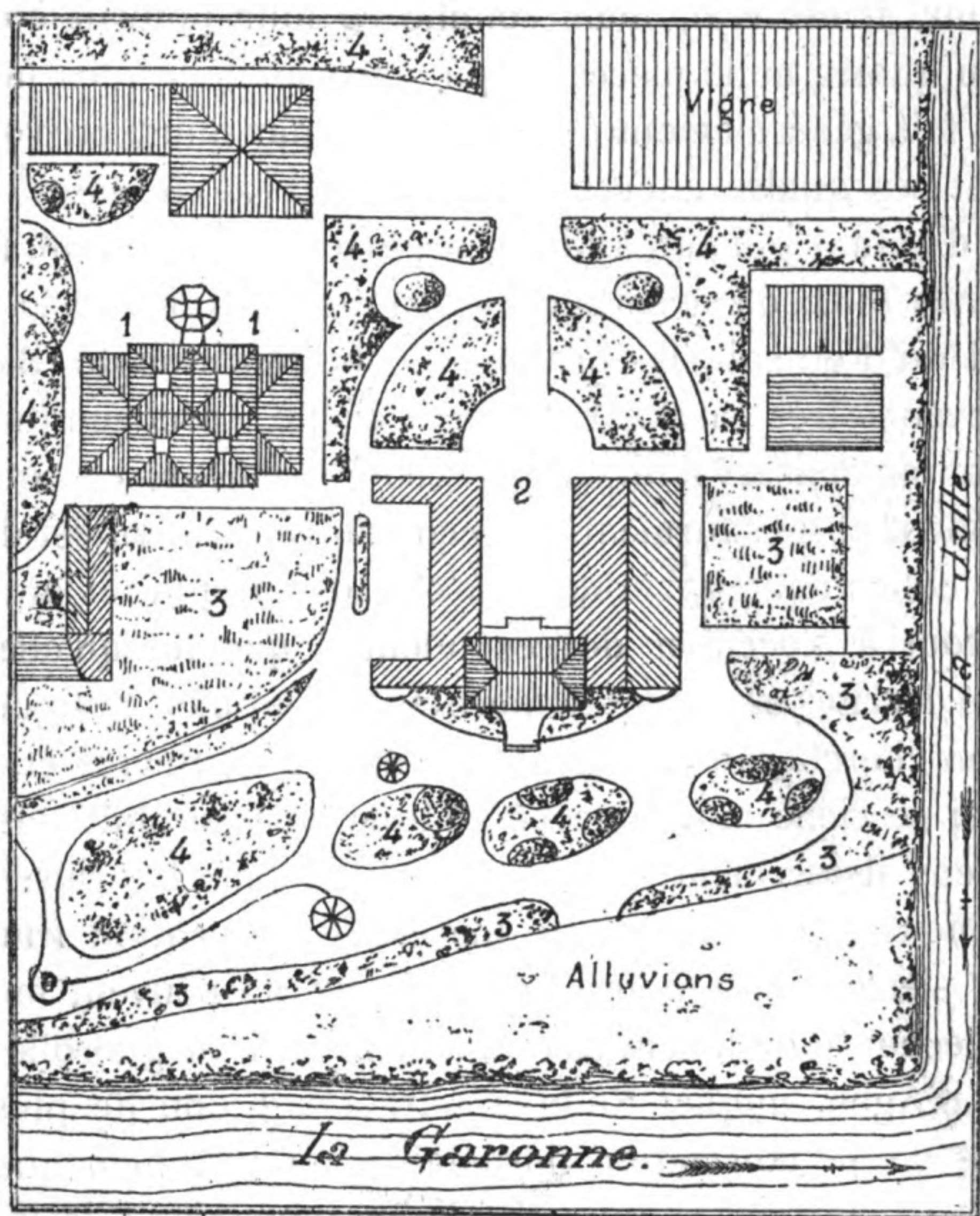
19. — Grand atelier d'ébauche et de tournage, d'à peu près 80 pieds de long, et fini en 1831 et en pleine activité depuis.

20. — Emplacement occupé par la maison de M. François Rateau.

21. — Aile droite, façade et autres bâtisses de l'établissement qui sont encore à construire.

A. — Cette lettre désigne les bâtisses construites en 1830.

B. — Cette lettre désigne les bâtisses édifiées en 1831.



Plan figuratif du domaine de Fourguerolles situé dans la palu de Bacalan, commune de Bordeaux, dressé en 1883 par Lapierre, géomètre. — 1. La Faïencerie. — 2. Maison d'habitation. — 3. Prairies. — 4. Massifs.

Enfin nous joignons au plan de la manufacture la partie, réduite à moitié également, d'un plan du domaine de Fourguerolles, dressé lorsque la ville de Bordeaux hérita de Camille Godard de ce domaine en 1883, partie du plan où se

trouvait la fabrique. Ce plan est inédit et est conservé aux archives de la ville.

Il nous reste à parler maintenant des produits sortis des fours de la faïencerie et de leurs marques.

Si nous supposons que la manufacture cessa de fonctionner en 1833, comme nous l'avons fait, la première fournée ayant été faite en décembre 1829, la durée de cet établissement a été de trois ou quatre ans. Il n'y eut pendant longtemps qu'un seul four, il est vrai, mais comme ce four pouvait contenir trois ou quatre mille pièces et que dans les fours des faïenceries on fait généralement deux fournées par mois, on voit que pendant ces quatre années la fabrication a été assez abondante, d'autant plus qu'à la fin, à partir de la seconde moitié de l'année 1831, on se servait du grand four qui était terminé.

Quoi qu'il en soit, les produits de la fabrique de Bacalan sont devenus très rares. Il n'y en a aucun spécimen dans les musées, les conservateurs de ces établissements les ignorent absolument et ne sauraient les reconnaître, et il en est de même des collectionneurs et des marchands antiquaires qui ne se décideront à s'occuper de ces faïences que lorsqu'elles auront été décrites et que leurs marques seront bien désignées.

On en chercherait vainement au musée de Sèvres et, d'ailleurs, si ce riche musée de céramique en possédait quelques spécimens ils seraient enfouis invisibles dans les caisses qui contiennent des centaines de pièces de fabrication française du XIX^e siècle. Les musées de Bordeaux ne peuvent montrer aucun échantillon de la manufacture de Fourguerolles. Au musée d'Agen, auquel Saint-Amans a fait don de plusieurs faïences de sa fabrication bordelaise, on voit bien quelques pièces à la marque de Johnston, mais une seule à la marque de Lahens et Rateau : c'est une petite théière en faïence couleur crème vernissée, très simple et marquée L-R.

Nous le répétons, les collectionneurs bordelais ignorent les faïences de Lahens et Rateau, le D^r Baudrimont seul les connaissait, mais à sa vente faite récemment, il n'y avait qu'une seule pièce, une petite théière en faïence grise mate qui est aujourd'hui chez nous.

Pour ce qui nous concerne, nous n'avons pu réunir que quelques rares spécimens. Ce sont :

Deux petites boîtes à poudre grises décorées de filets et de fleurs roses, mates à l'extérieur et vernissées à l'intérieur, marquées L-R, un petit R dans un grand L.

Deux coquilles de Saint-Jacques blanches, avec filets noirs sur les bords, marquées L-R. ;

Un pot-au-lait de forme anglaise, un peu lourde, de couleur jaune, avec des mascarons blancs en relief, marquée LAHENS et RATEAU ;

Une théière de forme ovale foncée, jaune-paille, sans décor, marquée LAHENS et RATEAU ;

Une petite théière forme ovale, grise, avec décor de même couleur en relief très chargé, marquée LAHENS et RATEAU. Jolie pièce provenant de la vente du D^r Baudrimont, Bordeaux 1914.

Nous ne possédons que ces quelques pièces et on voit que c'est peu. Il est donc très difficile de pouvoir définir la fabrication de la manufacture Lahens et Rateau. Mais nous croyons qu'il n'est sorti des fours de Fourguerolles que des pièces dans le genre de celles que nous venons de décrire, des faïences grises ou jaunes, mates ou vernissées, avec ou sans décor en relief, et que jamais Saint-Amans n'y a fabriqué des faïences au décor à impression, comme il le fera plus tard à la manufacture Johnston dont nous allons avoir maintenant à nous occuper.

On vient de voir que les pièces de notre collection sont marquées L-R., les initiales des noms de Lahens et Rateau, et en toutes lettres LAHENS et RATEAU. Nous croyons que la première marque appartient à la première époque, à la fabrication de Saint-Amans, et la seconde, à celle de Lahens et Rateau restés seuls et qui ont voulu ainsi bien établir leur propriété.

(A suivre.)

E. LABADIE.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE)

Jeudi, 3 août 1816. — Le préfet recommande l'observation rigoureuse des règlements prescrits pour l'introduction et le transport, dans l'intérieur, des armes venant de l'étranger. La surveillance des maires à cet égard doit être sévère. Le ministre de la police générale insiste à ce sujet dans les instructions que le préfet a reçues et dont il fait part au public dans le *Journal d'Agen* de ce jour.

Mardi 6. — Une ordonnance royale du 29 février dernier crée des comités cantonaux pour surveiller l'instruction primaire, procéder à l'examen des instituteurs, etc. Cette mesure peut avoir son avantage. Voici l'état des membres du comité nommés par le recteur de l'Académie de Cahors et confirmé par le préfet : le curé du canton, président-né, le principal du collège, le maire, le juge de paix, MM. Assolent, Parades, Duvignau second, Descressonnières et l'auteur cryptographe de ce mémorial.

Vendredi 9. — Hier jeudi, 8, une belle et nombreuse procession se rendit dans la matinée à l'église de Notre-Dame de Bon-Encontre. Elle avait pour principal objet l'accomplissement du vœu que des familles pieuses de la ville d'Agen formèrent au mois de mars de l'année dernière lorsqu'elles apprirent le débarquement de l'usurpateur. On avait aussi choisi ce jour pour replacer, sur la porte de l'église, la grande statue que des hommes égarés brûlèrent au mois de janvier 1794. Cela sent bien un peu le paganisme, surtout les embrassades que des femmes très ferventes prodiguèrent à la statue. Mais il faut excuser bien des choses en faveur d'un saint zèle. Cette

cérémonie eut, en général, quelque chose de très touchant. Elle est bien décrite dans le *Journal de Lot-et-Garonne*.

Lundi 12. — Les orages couvrent, cette année, de désastres tous les points du département. On apprend chaque jour que plusieurs communes viennent d'être ravagées par la grêle, et ce fléau, plus que jamais, s'est étendu sur nos campagnes. Les Pyrénées et l'Océan nous envoient tous ces orages. Il me semble avoir observé qu'ils n'étaient jamais plus terribles et plus désastreux que lorsque, partis de la mer et des montagnes simultanément, ils se réunissaient dans leur course et arrivaient ainsi combinés sur nos contrées. Je crois avoir remarqué qu'alors ils portaient plus communément dans leurs flancs la grêle qui détruit nos récoltes presque toujours au moment de les cueillir.

Ce matin, la Légion de Lot-et-Garonne s'est rendue, à 4 heures du matin et en armes, sur les hauteurs de l'Ermitage pour y faire la petite guerre et tirer à la cible. Une barrique de vin, transportée à Buard, a été distribuée aux soldats qui sont rentrés dans la ville à 10 heures aux cris de *Vive le Roi !* (1).

Mercredi 14. — On trouve aujourd'hui, dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, l'article suivant, très intéressant pour les amateurs de plantes étrangères. C'est une lettre écrite au rédacteur de ce journal.

« Monsieur,

« Le mouvement spontané des feuilles de l'*hedysarum gyrans* ou sainfoin oscillant, est un des phénomènes les plus extraordinaires qu'offre le règne végétal. Cette plante, découverte par lady Masson sur les bords du Gange, est pourvue de feuilles ternées, dont les folioles latérales s'élèvent et s'abaissent alternativement en décrivant un demi-cercle. Elles se meuvent ainsi sans éprouver aucune influence de la part des météores, depuis la naissance de l'individu jusqu'à sa mort, et jamais avec plus d'activité qu'au moment de la

(1) C'est mot pour mot l'entrefilet publié par le *Journal de Lot-et-Garonne*, 1092.

fécondation, qui est aussi celui de la plus grande activité de la sève.

« Je crois faire plaisir aux amateurs en les prévenant, par la voie de votre journal, que cette plante aussi curieuse que rare existe actuellement en pleine végétation dans le jardin de M. Barbe, maire de Clermont-Dessus, canton de Lamagistère, à deux lieues d'Agen.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« Agen, le 13 août 1916.

« Signé : SAINT-AMANS. »

J'ajouterai que j'ai vu cette plante se mouvoir dans les serres de sir Charles Greville, à Londres, même pendant la nuit, et dans le temps où les folioles couchées les unes sur les autres indiquaient cet état de repos qu'on a nommé le sommeil des plantes. C'est l'exemple d'une espèce de somnambulisme bien singulier dans le règne végétal.

Vendredi 16. — Le ministre des finances ordonne, en conformité de la loi du 28 avril dernier, des mesures préalables au remboursement des sommes payées dans le fameux emprunt des 100 millions. Ainsi le gouvernement, tout obéré qu'il est, pense néanmoins à se libérer.

Hier, la procession pour l'accomplissement du vœu de Louis XIII a eu lieu avec la décence et la majesté requises. Toutes les autorités judiciaires, administratives et militaires y ont assisté. L'évêque y marchait en habits pontificaux et la station, qui jadis se faisait dans l'église des religieuses de l'Annonciade, a eu lieu dans celle de Notre-Dame du Bourg. A la rentrée de la procession à la cathédrale, on a chanté l'*Exaudiat* ; ensuite la population presque entière de la ville s'est portée sur le Gravier, d'où l'on pouvait jouir de la fête votive qui se célébrait sur l'autre rive de la Garonne, dans la commune du Passage. La soirée s'est ainsi écoulée au milieu des mouvemens de la joie populaire, des danses et des jeux, d'où s'élevait souvent le cri de *vive le Roi !* sans lequel il n'est plus pour nous de fête (1).

(1) Voir *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1093.

Le préfet vient de terminer une tournée administrative dans laquelle il a eu l'occasion de s'assurer par lui-même que les récits des ravages causés par la grêle n'étaient point exagérés. Ils sont partout incalculables où ce fléau s'est appesanti. Au milieu de ces ravages, il a joui cependant du bon esprit qui règne en général dans les campagnes les plus désolées. La commune de Fumel, par exemple, l'une des plus maltraitées, signale en ce moment son zèle et son amour pour le Roi, en abandonnant la somme de 4.671 fr. sur celle de 4.846, montant de son contingent à l'emprunt de 100 millions (1). Le préfet était accompagné dans cette tournée par MM. de Gasc et de Léonard, le 1^{er} officier de la garde nationale à cheval, le 2^me aide de camp de M. l'inspecteur des gardes nationales du département. Le préfet avait encore avec lui M. de Laroque de Mons, recruteur pour la garde royale. On ne dit pas qu'il ait jusqu'ici fait beaucoup de recrues.

Dimanche 18. — La congrégation des saints innocents, par ordre de Monsieur le préfet, intimé par le maire, a fermé son tripot ridicule. Ce club religieux est dissous. Le président pourra vendre ses deux rubans blancs pour orner la bannière de quelque église de campagne. Cependant un beau dédommagement leur est offert, celui de la résignation ! Il est d'ailleurs bien glorieux d'être persécuté en matière de religion ; c'est un commencement de martyre. Chacun de ces messieurs voudraient bien, je gage, qu'on mit quelqu'un de ses confrères en prison.

Samedi 24. — Proclamation du maire suivie du programme de la fête de saint Louis, qui doit se célébrer demain et concourir avec la bénédiction des drapeaux de la légion.

Toute la gloire du maire, je dirais presque son existence, comme magistrat, ne se manifeste actuellement que par des proclamations qu'on affiche aux coins des rues, devant les-

(1) Beaucoup de lot-et-garonnais firent de même et renoncèrent à être remboursés.

quelles personne à peu près ne s'arrête et dont le seul imprimeur fait son profit. Ce luxe de paroles inutiles a pris naissance dans la Révolution. Toujours abusif, aujourd'hui plus que jamais, il devra bientôt passer de mode. En écrivant ceci, je pense à l'ancien corps de ville, composé du maire, du lieutenant de maire, des six consuls, du procureur syndic et du secrétaire. Il ne faisait point de proclamations, mais il avait une représentation publique plus imposante, qui valait à tous ses membres une considération magistrale, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une considération extérieure, dont le maire actuel et ses adjoints ne jouissent pas. Gouverneurs de la ville, conjuges au criminel avec le sénéchal, syndics du pays d'Agenais, quand ils sortaient en cérémonie, ils étaient précédés par le guet en armes et vêtus de rouge, dont le capitaine à la veste galonnée, au chapeau bordé d'or, marchait en avant, l'épée au côté, la canne en main, suivi des trompettes de la ville et du garde-île, ce dernier le fusil sur le bras et couvert d'une bandoulière blasonnée. Venait ensuite l'huissier en robe de palais, portant la verge d'ébène à la pomme d'argent, en signe de juridiction ; enfin le maire, le lieutenant du maire, les six consuls, le procureur syndic et le secrétaire. Les deux premiers en robe et chaperon de velours nacarat, les seconds en robe et chaperons mi-partis de damas rouge et noir ; le dernier, sans chaperon.

Lors de la procession de la Fête-Dieu, les consuls portaient le poêle ; les soldats du guet faisant l'office de licteurs marchaient alors devant eux, le briquet battant sur la cuisse et portant, en guise de faisceaux, plusieurs gros cierges de cire jaune réunis, auxquels était suspendu un grand tableau aux armes de la ville. Les consuls gentilshommes y joignaient les leurs ; le tout était environné d'une guirlande de fleurs, où le fenouil et les roses dominaient toujours. Le grave capitaine du guet était en avant du poêle et ne cédait cette place qu'au suisse de l'évêque, quand celui-ci portait le saint sacrement. Enfin, lorsque *la milice bourgeoise* prenait les armes dans quelque grande occasion, les consuls, qui en étaient colonels, recevaient de sa part les honneurs militaires et marchaient à

la tête de la colonne, revêtus de leurs robes, la cocarde blanche au chapeau et l'épée au côté quand ils étaient gentils-hommes.

Ce mélange d'attributs, ce costume à la fois civil et militaire, avait quelque chose de bizarre ; il était même ridicule, mais il retraçait à nos ancêtres la puissance consulaire ; on y était d'ailleurs acoutumé. Quoiqu'il en soit, il faut convenir que ces magistrats élus par leurs concitoyens paraissaient en public avec bien plus de dignité que ne le font aujourd'hui le maire et ses deux adjoints. Eh ! comment y aurait-il maintenant de représentation municipale ? il n'y a plus de corporation, plus d'officiers-municipaux. Le maire et les adjoints ne sont que des administrateurs, des commis du préfet, commissaire départi lui-même.

Les détails dans lesquels je viens d'entrer sont minutieux sans doute ; on les trouverait tels avec raison. Mais ils rappellent un ordre de choses qui ne saurait nous être indifférent et qui tient à notre histoire. D'ailleurs, les anciens usages s'oublient si facilement, surtout après les longues révolutions ! Qu'une seule génération s'écoule dans les troubles publics, qu'il s'établisse une autre forme de gouvernement, le fil de cette sorte de tradition est presque entièrement rompu pour la génération nouvelle.

Ces considérations m'engagent à dire encore quelques mots sur la composition de notre antique corps de ville. Il était formé, ainsi qu'on l'a vu plus haut, d'un maire, d'un lieutenant de maire, de six consuls, etc. Les premiers, nommés par le Roi ; les seconds, par la jurade, c'est-à-dire par l'assemblée des anciens consuls, à peu près comme les *Aldermen* nomment encore aujourd'hui la municipalité de Londres. Comme eux aussi, ces ex-consuls formaient le conseil de ville sous le nom de jurade. Ils recevaient aussi annuellement les comptes des consuls actuels. Les consuls étaient nommés pour deux ans, et par moitié chaque année, au scrutin, en assemblée générale, le 15 septembre. Le 1^{er} et le 4^e de ces magistrats devaient être pris dans l'ordre de la noblesse ; le 2^e et le 5^e parmi les gens de loi, avocats ou procureurs ; le 3^e et le 6^e.

dans le corps des marchands ou dans la haute bourgeoisie. Les trois premiers sortaient chaque année ; ils étaient immédiatement remplacés par les trois derniers dont les places étaient occupées par les nouveaux élus, ainsi de suite. Cette formation était, comme l'on voit, plus républicaine qu'elle ne le fut depuis pendant la République. Il paraît qu'elle durait ainsi depuis très longtemps, lorsque Louis XV, ne sachant plus où prendre de l'argent, se détermina, par le conseil de son contrôleur général des finances, à s'emparer de toutes les charges municipales pour les vendre à son profit. Qu'arrivait-il alors à Agen ? Un seul citoyen s'étant présenté pour acheter la 3^e place de consul, on fut obligé de pourvoir à toutes les autres par voie de commission. Il est très remarquable que, dans cet acte de despotisme, le gouvernement respecta l'ancienne formation et que les consuls furent toujours nommés par le Roi dans la classe des citoyens désignés par les statuts de la ville. En sorte que le premier et le quatrième furent constamment des nobles ; les second et cinquième, des hommes de loi ,etc. Toutes les prérogations du corps de ville restèrent les mêmes. Les consuls continuèrent d'acquitter des vœux faits par la commune dans des temps de calamités aux Cordeliers, aux Jacobins, à la Cathédrale, à l'Ermitage, comme s'ils en avaient reçu la mission de leurs concitoyens. Le peuple les nommait toujours les *messieurs* par excellence, *lous messiüs*, et ce qui mérite bien plus d'être remarqué, c'est que les personnes constituées en dignité ou qui venaient se faire recevoir à Agen pour y exercer leurs fonctions continuèrent de venir prêter serment et de jurer entre les mains du maire et des consuls de conserver les droits et les privilèges de la ville, privilèges cependant que le Roi lui-même foulait aux pieds, ce que la présence des consuls qui recevaient le serment attestait sans réplique au reste, cette cérémonie s'était pratiquée, à ce qu'il paraît, dans notre ville depuis bien des siècles. Les commandans, les gouverneurs de la province d'Agenais, les lieutenans généraux pour le Roi, les rois eux-mêmes qui étaient venus à Agen, s'y étaient soumis : ils avaient juré de maintenir de tout leur pouvoir les privilèges

de la ville sur le livre des coutumes d'Agen, que Ducros a comentées. Un mot ici de cet ancien livre, nommé le *Livre juratoire*, sera d'autant moins déplacé qu'il a peut-être disparu pour toujours des archives de la ville (1). Ce curieux répertoire des coutumes de nos pères, ce recueil de toute leur jurisprudence locale date du douzième siècle. Il est écrit sur velin, en gascon, et précieux surtout par les peintures dont chacune de ses pages est ornée. Communiqué jadis de confiance à feu M. Baret, avocat et membre de la jurade, il ne fut pas rendu par lui ; et M. Baret-Lavedan, son fils, détenteur actuel du dépôt, ne l'a point encore restitué dans les archives de la ville, d'où il n'aurait jamais dû sortir. Ce fait, que je m'abstiens de caractériser, est consigné dans les écrits de Labrunie sur l'histoire d'Agen, avec intention formelle, dit-il, de le transmettre à la postérité. Il existe cependant une copie exacte et vidimée de ce manuscrit important, que Labrunie m'a léguée par son testament avec tous les documents qu'Argenton et lui avaient rédigés ou réunis dans l'intention de débrouiller le cahos de notre histoire (2).

Pour finir sur ce chapitre déjà trop long, que me reste-t-il à dire ? rien, presque rien, deux mots seulement sur les anciennes armoiries de la ville et deux autres mots, peut-être, qu'il me serait difficile de placer ailleurs. Ces armoiries étaient de gueules au château d'argent, surmonté de trois tours, un aigle d'argent par dessus, tenant dans ses serres une banderolle sur laquelle était écrit le mot *Agen*. Cet aigle, selon quelques-uns, avait été concédé par Jules César, d'autres ont dit par Charlemagne, mais ce sont des contes en l'air. Ce qu'il y a de certain, c'est que les soldats du guet d'Agen étaient vêtus à la romaine et qu'ils n'ont quitté ce costume

(1) Tous ces souvenirs d'histoire locale évoqués par Saint-Amans sont du plus haut intérêt; quant au *Livre juratoire*, après plus de cent ans d'absence, il a été enfin restitué à son légitime propriétaire, la commune d'Agen, qui l'a fait déposer à la bibliothèque municipale. (Voir Ph. Lauzun : *Le Livre juratoire... Agen*, 1910, plaq. gr. in-8°.)

(2) La presque totalité des manuscrits d'Argenton et de Labrunie légués à Saint-Amans se trouve aujourd'hui aux archives départementales, série F.

pour prendre l'habit actuel, et la hallebarde pour le fusil, que vers le milieu du dernier siècle. On les nommait communément *les valets de ville*. Le peuple les appelait *fourrous*, ce qui était devenu pour eux une injure. Je croirais volontiers que cette dénomination tirait son origine de la couleur rouge de leur habit. Ils étaient en effet complètement vêtus de rouge et portaient même des bas de cette couleur, les jours de parade. Je déduirais donc cette étymologie de la transposition respective des deux syllabes du mot *rufus* et de leur ancienne prononciation latine. Le peuple, au reste, ce qui semble confirmer mon opinion, donne le même nom à un petit insecte, *acarus sericeus*, qui est aussi totalement de couleur rouge. Il nous reste maintenant à savoir lequel de ces deux *fourrous* peut réclamer à cet égard l'antériorité. Les soldats du guet actuels, dont le nombre est très réduit, sont à présent des *appariteurs*. Ils ont porté ce nom au treizième siècle (1).

Dimanche 25 août 1816. — Aujourd'hui, dès la pointe du jour, la cloche de la mairie a sonné ; les couleuvrines ont tiré ; les drapeaux blancs ont flotté à toutes les fenêtres et les rues ont été décorées par des guirlandes de verdure et de fleurs. A 10 heures, les autorités judiciaires, civiles et militaires se sont rendues à la cathédrale, où l'évêque a officié. Elles ont ensuite marché vers le Gravier, où elles ont occupé les places qui leur étaient destinées, près de l'autel élevé dans une des allées du quinconce. D'autres places étaient aussi disposées dans le même local pour des dames et pour les étrangers. Les troupes s'étendirent sur tout le champ de mars, avec une immense population qui s'y était rendue tant de la ville d'Agen que des villes et des campagnes voisines (2).

Peu d'instans avant l'apparition de l'évêque, le régiment

(1) Sur le guet et l'ancienne police d'Agen on pourra consulter l'œuvre très intéressante du lieutenant Houzelot, mort récemment au champ d'honneur : *Les agents secondaires de la police d'Agen du XIV^e siècle à nos jours*. Agen, Imp. Mod. 1904, in-4° illustré.

(2) Le *Journal de Lot-et-Garonne*, n^{os} 1096 et 1097, donne un récit complet de la fête ; de même Proché (pp. 267-270), et Lespès (pp. 466-70). Comme bien on pense, Bacchus fit des siennes.

des chasseurs de la Vienne, venant d'Auch pour se rendre à Poitiers, est arrivé pour augmenter la fête. Prévenu à ce sujet, il s'est mis en bataille aux cris de *Vive le Roi !* à la gauche de la garde nationale d'Agen et de Nérac. L'évêque a béni les drapeaux de la Légion, avec les cérémonies accoutumées. Il a fait un discours, composé, je n'en jurerais pas. Le général et le colonel ont ensuite parlé à la troupe chacun à leur tour et ont eu de longs *Vive le Roi !* pour réponse. Enfin le sous-inspecteur aux revues Labarthe a prononcé la formule du serment auquel la légion a répondu avec beaucoup d'empressement et d'énergie. La cérémonie terminée, les différens corps de troupes ont défilé devant le buste du Roi, qu'elles ont porté immédiatement après à la caserne de la gendarmerie. Jamais, au reste, peut-être tant de galas n'ont eu lieu à la fois dans Agen : dans la cour de l'hôtel des diligences, d'un côté, au préfet et à la plupart des autorités par le capitaine de la gendarmerie ; de l'autre côté, par le général et le colonel de la Légion aux officiers de la Légion, et les officiers de la garde nationale d'Agen, à ceux de Nérac ; trois cens convives au moins, sous les arbres plantés devant les casernes, dites l'ancien séminaire, les soldats de la Légion aux chasseurs de la Vienne. Enfin, à l'auberge de Castan, les employés des diverses administrations des domaines, des postes, des impôts indirects s'étaient réunis en banquet joyeux et fraternel. Des chants, des vœux pour le Roi, pour sa famille se croisaient partout dans les airs, au bruit des boêtes et des couleuvrines qui ne cessaient de se faire entendre. Tout s'est passé dans la plus grande gaîté et dans le meilleur ordre. La mairie avait fait distribuer, hier au soir, du pain aux indigents. Ce matin, la même distribution a été doublée, en sorte que tout le monde a été content. Le soir, illumination générale et bal à la comédie, dont MM. les officiers de la Légion ont fait les honneurs. On a remarqué avec plaisir que le maire et ses adjoints ont parcouru la ville pendant l'illumination, à l'exemple de nos anciens consuls, au bruit des tambours et des fifres.

Plusieurs poètes ont à l'envi célébré une si belle journée par des vers dont la plupart n'étaient pas très mauvais, dit-on,

pour être des vers de circonstance. M. Hugon, le fils, jeune favori des muses, à l'instant où Mesdames de Carbonnié et Goujeon suspendaient les cravates aux drapeaux de la Légion, s'est écrié dans un enthousiasme aussi galant que poétique :

« Ah ! lorsqu'à ces blancs étendarts,
« Vous ajoutez une parure,
« L'on dirait qu'aux drapeaux de Mars
« Vénus attache sa ceinture.

En tout, rien n'a manqué l'allégresse de nos concitoyens, et jamais il n'a été mieux prouvé chez nous que la fête du Roi est celle de la France.

Lundi 26. — Les saints innocents ne perdent pas courage ; ils prétendent qu'on va leur rendre l'existence, pourvu qu'ils changent l'heure de leurs assemblées. On leur rit au nez. Je ne partage pas tant d'ingratitude. S'ils ont voulu nous dégoûter du spectacle, c'était pour notre bien, car il est toujours mauvais, toujours détestable à Agen. J'aurais été seulement fâché, je l'avoue, qu'on eût démoli la comédie, l'un des plus beaux édifices de notre ville et par lequel se recommande à la postérité la mairie de M. de Sevin.

Mercredi 28 août 1816. — Le corps des musiciens se rassemble ce soir à la préfecture pour donner un concert au préfet en l'honneur de Saint-Augustin, son patron, dont on célèbre demain la fête. Ainsi nos musiciens joueront, chanteront, boiront même désormais, s'il le faut. pour Saint-Augustin, comme ils faisaient l'an passé pour Saint-Christophe. Tous les saints du paradis ne sont-ils pas égaux en effet, quand il s'agit de chanter, de jouer et de boire ? M. Vincent Besse a fait des couplets que M. Bocquet a mis en musique ; c'est Quinault et Lulli, Marmontel et Grétry (1).

(1) Les couplets de Vincent Besse furent publiés par le *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1097. En voici le refrain, qui dut réjouir l'âme de Musnier de la Converserie :

*Reprenons nos chants d'allégresse
Et que chacun, avec ivresse,
Répète en chœur ce doux refrain :
Vive à jamais, vive Augustin.*

La musique ne nous a pas été conservée. Rapportons-nous à Saint-Amans : c'était du Lulli et du Marmontel !

Vendredi 30. — J'ai de l'humeur périodiquement chaque année lors des exercices du collège pour la distribution des prix. Rien de si faux, de si mal conçu, à moins qu'on ne veuille donner de l'orgueil à l'enfance et lui faire envisager comme inutile le vrai savoir. En effet, ces petits perroquets qu'on fait jaser devant leurs parens ébahis, devant un public imbécile, devant des magistrats qui ont la bonté de se prêter à cette ridicule cérémonie, pensent être d'éminens personnages, quoiqu'ils ne sachent absolument que des mots. Ils reçoivent en public des éloges et des récompenses pour avoir débité, tant bien que mal, des choses qu'ils ne comprennent point et sur lesquelles ils ne sauraient soutenir le moindre examen raisonné. Les voilà presque tous persuadés pour longtemps, peut-être pour leur vie, qu'il suffit d'avoir un peu de mémoire avec beaucoup d'assurance et d'effronterie pour prétendre et réussir à tout. Aussi, le monde est-il plein de graves importans, d'une ignorance complète, et de mauvais comédiens de société. C'est au reste une maladie dont on aura bientôt de la peine à guérir, parce qu'elle prend son origine dans l'intérêt et dans l'amour-propre des maîtres. Tous les corps enseignans ont été plus ou moins atteints de cette affection chronique. Les Jésuites qu'on regardait comme des modèles d'institution, chez lesquels se faisaient, dit-on, de si bonnes études, en littérature surtout, faisaient toujours précéder la distribution des prix par des représentations dramatiques composées par des professeurs et dont les écoliers remplissaient les rôles. Il n'est pas douteux que ces pièces ne fussent des chef-d'œuvres. Toute la ville s'y rendait du moins pour y applaudir, et chacun prêtait à l'envi les robes, les pompons de sa femme qui servaient à la parure des acteurs. Le spectacle était ordinairement terminé par un ballet, où l'on dansait la *sabotière* avec un applaudissement universel. Ne voilà-t-il pas de bonnes leçons, et cette séance devait-elle être perdue ? Mais ce qu'il y a de plus surprenant encore, ce sont les misérables farces qu'on jouait quelquefois sur ce théâtre privilégié. J'étais bien enfant, c'était l'année avant la destruction de la

société (1), je n'avais pas sept ans, mais je me rappelle un trait de l'une de ces farces qui se grava dans ma mémoire, parce qu'à mon âge il était le seul qui pût me frapper. Ce trait est une grosse sottise ; je puis le rapporter ici, personne ne m'écoute. Dans la pièce dont il s'agit, paraissait sur la scène un païsan. Il parlait gascon, et, pour donner l'idée de la parfaite ressemblance des deux individus, il disait tout simplement dans son idiome « *lou semble tout cagat*. A la représentation cependant, il dit *tout crachat*, ce qui était tout de même un peu moins malhonnête, mais d'un aussi mauvais genre. Que penser à présent d'une société, pour lors si distinguée, dont on pronait si haut le goût, la politesse et l'urbanité.

Après les Jésuites, les Jacobins occupèrent le collège. Ils firent soutenir des thèses en latin dans les hautes classes et réciter des discours en mauvais français aux marmousets.

Les Prêtres séculiers succédèrent aux Jacobins sur la fin de leur règne. La distribution des prix eut quelquefois un certain éclat. Paganel, qui était alors professeur d'éloquence, composa pour cette solennité différentes pièces, intermèdes, pastorales, etc., qui méritèrent les suffrages des gens d'esprit et de goût (2).

Les Oratoriens arrivèrent. Ils devaient, disait-on, ressusciter les Jésuites dans l'enseignement. En effet, ils connaissaient à fond cette carrière qu'ils pratiquaient depuis longtemps. Ils recueillirent dans notre collège quelques fruits de leurs travaux, mais leurs jeux scéniques furent moins brillants. Quelques dialogues bien froids, sur quelques points bien rebattus de littérature, quelques amplifications de rhétorique par ci par là, de petits interlocuteurs en habits neufs et bien frisés, assis de front sur des tréteaux, voilà tout le spectacle, à peu près, que nous offrirent, avant la distribution annuelle des prix, les pères de l'Oratoire. Cette cérémonie, jadis quel-

(1) C'est-à-dire en 1761. Saint-Amans avait alors 13 ans et non pas sept.

(2) Au collège d'Agen, Paganel exerça les fonctions de professeur de cinquième du 27 octobre 1772 au 31 août 1778 et de professeur de rhétorique depuis cette époque jusqu'au 1^{er} septembre 1781. (Voir Bonnat : Inventaire de la série L, t. 1^{er}, p. 227.)

quelquefois si gaie, devint sérieuse et même ennuyeuse pour les spectateurs bénévoles. Les choses sont encore sur ce pied là. Le programme de la fête est distribué. Elle doit commencer demain à 3 heures après midi ; je ne crois pas qu'on m'y attrape.

Dimanche 1^{er} septembre 1816. — L'exposition publique des tableaux et dessins des élèves de M. Honoré, peintre de cette ville, a commencé aujourd'hui, à l'hôtel de la mairie et durera cinq jours (1). Plusieurs amateurs ont bien voulu envoyer à cette exposition, assez médiocre d'ailleurs, quelques-uns de leurs ouvrages. On y distingue particulièrement des portraits en miniature par M. Lafaugère, qui réunit à l'art de l'escrime qu'il possède au suprême degré un talent très distingué pour la peinture. Il est bon de rappeler ici que M. Lafaugère, royaliste très zélé, indigné des brigandages de Florian et de l'espèce de terreur qu'il inspirait dans nos contrées, avait juré sur ses grands dieux de l'exterminer et n'aurait pas manqué de l'exécuter si le partisan, qui le redoutait, ne l'eût toujours évité, soit en s'éloignant, soit en s'entourant de ses noirs satellites. M. Lafaugère, la première lame sans contredit du royaume, plein de courage et d'audace, à l'extérieur froid et calme et les manières très honnêtes ; rien n'annonce en lui un champion aussi déterminé, mais si l'on touche la détente de son caractère, il part bouillant, impétueux, c'est un ouragan que rien n'arrête et qu'on n'a point impunément offensé. Cet homme est assez extraordinaire pour mériter ici ce petit article. Il ne fait pas continuellement son séjour à Agen, mais, lorsqu'il y est auprès de ses parents, nous n'avons pas de citoyen plus tranquille (2).

(1) Honoré dirigeait à Agen une école de peinture et de dessin. Parmi ses meilleurs élèves, citons MM. Serres, Tournié, Lacaussade et Cassaigne. (*Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1098.)

(2) Cet éloge de Lafaugère est mérité. Ce fut un escrimeur et un maître d'armes remarquable, le meilleur de son temps. On lira avec intérêt la notice que lui a consacré M. Calvet : *Jean-Louis-Laurent-Justin Lafaugère (1782-1836)*, (*Revue de l'Agenais*, 1903, pp. 375 et suivantes.) L'auteur rapporte que Lafaugère était peintre et qu'il se montrait très prodigue de ses œuvres :

Mardi 3. — Le général Menne a reçu avant-hier la nouvelle officielle de sa nomination d'adjooint à l'inspection générale du 11^e arrondissement d'infanterie, par ordonnance de Sa Majesté du 21 août. Il a dans ses attributions particulières les légions de la Haute-Garonne et du Lot-et-Garonne. Le général Menne a mal fait de solliciter ou d'accepter cette fonction dans son pays. Il a déjà trop fait peut-être d'y fixer son domicile et d'y étaler une espèce de luxe dont on explique malignement l'origine et qu'on trouve insolent. Le général Menne est cependant un brave homme ; il a donné de bonne heure des preuves d'un courage intrépide et a mérité les honneurs militaires dont il jouit. S'il s'est enrichi comme tous les autres généraux, on n'a pas de reproche particulier à lui faire à cet égard ; il a profité de l'occasion quand elle s'est présentée ; d'ailleurs, il vit retiré dans sa famille, n'éclabousse personne, et tout son luxe à peu près consiste dans une jolie maison qu'il a fait construire et dans des meubles recherchés. Quel que soit son mérite, il n'est pas moins vrai que le général Menne, fils, petit-fils et frère de ces épiciers auxquels on donne ici le nom burlesque de *marchands graisseurs*, ne pouvait raisonnablement se flatter de jouir avec agrément de sa fortune dans les hauts rangs de la société. Il a donc, comme je l'ai dit plus haut, manqué de tact en jetant, ainsi qu'il l'a fait, l'ancre dans sa terre natale. On lui reproche au reste des choses graves. Il dénonça, dit-on, l'année dernière, aux agents de l'usurpateur Sourreil et Couleau, deux royalistes très zélés et très bons sujets, qui sont aujourd'hui officiers dans la légion ; ce qui ne serait ni bien ni beau. On ajoute qu'il attendit à peine le signal de Bonaparte pour oublier le serment qu'il avait fait au Roi, duquel il tenait la croix de Saint-Louis, ce qui serait une grande ingratitude. Toujours est-il vrai qu'il fut alors l'un des premiers à reprendre du service et qu'il prit le commandement du Calvados. Il s'y comporta bien, mais lui fût-il possible de faire autrement dans les circonstances où il se

« Si ce tableau vous plaît, vous me ferez plaisir en l'acceptant, disait-il à ses admirateurs. »

trouvait et pendant le peu de temps qu'il fût en place. Tels sont les propos d'une grande partie du public sur le compte du général Menne, depuis que sa nomination est connue et que l'on sait qu'un traitement de douze mille francs est attaché à ses nouvelles fonctions (1). Quoi qu'il en soit, laissons en paix le général Menne pour réfléchir sur le grand nombre de lieutenants généraux et de maréchaux de camps employés dans les départemens. Il n'y en eut jamais davantage et moins de troupes. Lieutenans généraux, commandans de division, maréchal de camp commandant en second, maréchal de camp commandant chaque département, lieutenant général inspecteur divisionnaire, maréchal de camp adjoint, cela ne finit pas. Pourquoi tant de commandans qui ne commandent que quelques soldats ? Pourquoi tant d'inspecteurs qui n'ont presque personne à inspecter ? La raison en est sans doute dans des ménagemens de circonstance pour ces officiers généraux ; accoutumés à être si nécessaires sous l'ancien régime, on ne veut peut-être pas tout-à-coup leur faire apercevoir qu'ils le sont beaucoup moins dans celui-ci. Laissons s'écouler encore quelques mois ; le temps viendra, sans doute, où ces messieurs, comme les autres militaires, reprendront le chemin du toit paternel.

Mercredi 4. — Plusieurs femmes renfermées au dépôt de mendicité se sont évadées, il y a quelques nuits, à l'aide de leurs vieilles chemises dont elles avaient fait des cordes. Avec d'aussi frêles soutiens, elles sont descendues du troisième étage. Que ne peut l'amour de la liberté !

Jeudi, 5. — La nomination du général Menne aux fonctions d'adjoint à l'inspection de la division excite de plus en plus des murmures. Personne n'a été le voir à cette occasion, si ce n'est les officiers de la légion, qui sont immédiatement sous

(1) Proché (p. 271) raconte aussi ces incidents. Menne se vengea des officiers qui avaient refusé de lui faire visite en les invitant à dîner. Aucun n'osa refuser. (Lespès, p. 472.) Peu après, le général reçut l'ordre d'aller résider à Périgueux, où la légion le rejoignit bientôt pour y tenir garnison.

ses ordres et qui furent lui rendre visite hier, accompagnés de leur musique. La garde nationale surtout se montre mécontente d'une pareille distinction accordée à un homme qu'elle ne croit pas digne. La compagnie des canonnières a déclaré à son capitaine l'intention où elle était de ne point se rendre à la messe militaire, dimanche prochain, attendu que le général adjoint devait y paraître dans toute sa gloire. Sur le compte rendu de cette résolution au préfet, celui-ci a prévenu l'espèce de scandale qui en aurait résulté, en dispensant, d'ici à la fin du mois, la garde nationale de fournir un détachement à la messe de la Légion, sous le prétexte que les préparatifs de la prochaine foire du Pin ou les transactions commerciales pendant cette foire pouvaient rendre onéreux au citoyen ce service extraordinaire. A la fin du mois, le général sera parti pour Toulouse, où il doit faire sa résidence. Voilà qui est excellent de la part du préfet.

Vendredi, 6. — Les comités cantonaux d'Agen, institués par l'ordonnance royale du 29 février pour surveiller l'instruction primaire, examiner les instituteurs, etc., sont organisés et commenceront incessamment leurs travaux. Que vont faire ces comités présidés par le curé de la paroisse ? Ils vont se traîner sur de vieilles routines. C'est la méthode Lancastérienne ; c'est l'enseignement mutuel qu'il faut maintenant établir.

Il y avait pour le moins autant d'amour pour le libertinage qu'e pour la liberté dans l'évasion nocturne des recluses du dépôt. Le colonel se plaint que ses soldats sont beaucoup moins exacts à l'appel et à leur service depuis la rentrée de ces dames dans la société.

Dimanche 8. — La Légion départementale reçoit l'ordre de partir le 28 de ce mois pour Périgueux.

Par ordonnance du 28 août, le Roi a nommé à l'emploi de chef d'état-major des gardes nationales du département M. le marquis de Dampierre, ex-préfet des saints innocents.

Lundi 9. — Le Roi, par une autre ordonnance dont j'ignore la date, supprime la faculté accordée aux chevaliers de Saint-Louis et de la Légion d'honneur de ne payer qu'un franc pour l'obtention du permis du port d'armes. Plus de privilège, chacun payera désormais la somme de 15 francs pour avoir ce permis. On aurait bien pu laisser subsister cette exemption en faveur de gens qui sont sensés avoir bien servi l'Etat, d'autant que personne (ou bien peu de personnes, je crois) ne paye les 15 francs. Il n'en coûtait pas beaucoup au trésor de continuer à d'anciens serviteurs cette petite distinction flatteuse pour l'amour propre.

Mardi, 10 septembre 1816. — On apprend qu'une ordonnance du Roi, du 5 de ce mois, dissout la chambre des députés, que leur nombre est réduit à la quantité fixée par l'article 36 de la charte, que les collèges électoraux d'arrondissement se réuniront le 25 du courant, et ceux du département, le 4 octobre prochain, pour procéder aux nouvelles élections, etc., etc. C'est un coup de foudre, auquel on ne s'attendait pas. Royalistes, ne vous plaignez point de cette mesure. Les bonapartistes en sont désespérés. Tout ce qui tend au retour de l'ordre ne peut que déranger, que nuire à leurs batteries. N'en doutez pas ; ils verraient avec regret les exagérés et ceux qui poussent à l'embarras remplacés par des gens raisonnables ; et puis il est véritablement très fâcheux pour eux que les grands hommes de 20 à 25 ans, qui nous ont si bien conduits jusqu'ici, ne puissent désormais avoir voix en chapitre.

M. le comte de Dijon, qui présida l'année dernière l'assemblée électorale du département, est encore nommé pour la présider cette année.

Lundi 16. — Les gardes nationaux à cheval des quatre arrondissemens sont passés en revue sur le Gravier par M. de Carbonnier, leur inspecteur. La bonne tenue de ces différens corps mérite des éloges.

Jendi 19. — La foire de la porte du Pin, commencée depuis le 16, est misérable comme le temps qui court. Le défaut d'ar-

gent s'y fait sentir partout. Les vendeurs y sont multipliés à l'infini, et personne n'achète.

La Légion de Lot-et-Garonne est partie hier de grand matin pour Périgueux.

Lundi 23. — Plus nous approchons de l'époque des élections, plus les esprits inquiets s'agitent et plus les opinions se manifestent avec énergie. Tout le monde, à peu près, se contredit, et presque personne ne s'entend ni ne s'écoute. On convient généralement que l'ordonnance du 5 de ce mois est due à Lainé, ministre de l'Intérieur (1); mais, selon les uns, Lainé est bon et fidèle ami du Roi ; il ne reste en place que malgré lui ; il est désintéressé ; il est honnête homme, et, selon les autres, c'est un misérable, un jacobin fieffé, un implacable ennemi du gouvernement et de la monarchie. Certains ne veulent plus des anciens députés dont ils redoutent l'exagération et l'arrière-pensée. Il faut les réélire, disent les autres, pour déjouer les coupables projets des ministres. Si un homme de bon sens se trouve là et qu'il demande quels sont ces projets, on bâtit la campagne ; on extravague à cette question ; on étourdit le bonhomme qui reste moins instruit que jamais. Comment saurait-on, en effet, quelque chose de certain à cet égard ? Nous ne connaissons ni les ministres ni leurs confidents, et nous ignorons jusques aux moindres circonstances sur lesquelles on pourrait asseoir une opinion raisonnable. Faut-il donc se livrer avec chaleur à de pures conjectures rêvées au hasard ? Faut-il les donner pour des faits, ou les recevoir comme des oracles de la part du premier venu ? Il y avait, autrefois, seulement quelques docteurs en politique, dont les documens, les prédictions, quoique loin d'être infailibles, étaient revêtues d'une espèce d'autorité et dirigeaient

(1) Lainé était député de la Gironde depuis 1808. Disgracié par Napoléon, il redevint en faveur sous les Bourbons. Président de la Chambre des Députés, puis ministre de l'Intérieur en 1816, il lutta contre le parti ultra-royaliste et, le 5 septembre, fit dissoudre la fameuse *Chambre introuvable*. En 1818 il dut quitter le ministère. Il fut fait vicomte et pair de France en 1823. Il appartenait à l'Académie française depuis 1816.

les opinions vacillantes des faibles. Aujourd'hui, il n'y a plus de faibles en politique ; chacun est fort en principes et robuste surtout en raisons. Chacun décide du sort des princes et tranche en dernier ressort. Les uns cependant ne veulent plus aujourd'hui ce qu'ils voulaient hier, ce qu'ils voudront peut-être demain. D'autres sont tellement accrochés à leurs vieux préjugés, à leurs vieilles idées, qu'ils mourront plutôt que de les abandonner. La société n'est plus qu'un véritable cahos, dont le bon sens paraît exilé ou est du moins si bien caché sous les opinions absurdes, si neutralisé par les préventions dominantes, que ce serait avec beaucoup de peine qu'on le retrouverait dans quelque réduit écarté où il garde le silence. Au milieu de tout ce trouble, on observe néanmoins une chose bien fâcheuse, c'est que le zèle des royalistes s'attédie, que leur opinion s'altère d'une manière sensible. L'intérêt qu'inspirait notre bon Roi n'est plus le même ; il diminue chaque jour. Les royalistes ardents, autrefois purs dans leur attachement pour le monarque, se rapprochent aujourd'hui de ses ennemis. Ils s'accolent, pour ainsi dire, avec certains bonapartistes, reconnus pour tels et qui doivent être tels, mais gens adroits et qui profitent de la circonstance pour faire croire à la modification de leurs principes. Si le même esprit règne dans toute la France, il faudra, je le crains, désespérer tout à fait de la chose publique. Il paraît évident qu'on abandonne le tronc et qu'on voudrait s'attacher aux branches. Ces branches sont-elles assez fortes pour vous soutenir dans la tempête ? Ne tromperont-elles point votre espoir ? Je l'ignore. Il est même permis d'en douter. Mais ce que je sais bien, c'est que la nation française est vraiment digne de pitié ; c'est qu'il est à craindre que cette nation de marionnettes bavardes et turbulentes, qui s'agitent en tout sens et depuis si longtemps sur les tréteaux, ne finisse un jour par tomber dans la boue, d'où elle ne sortira plus.

On fait grand bruit d'une brochure de M. de Chateaubriand sur les affaires actuelles et qui, depuis avant-hier, est ici sur le trottoir. Il n'est encore parvenu cependant que deux ou trois exemplaires de cet ouvrage dérobés à la surveillance de

la police. Le gouvernement s'étant formalisé de cette publication, elle a été défendue. Les exemplaires ont été vendus sous cape jusques à un louis d'or, à Bordeaux.

Mercredi 25. — On s'arrache, on dévore dans certaines sociétés la brochure de Chateaubriand. Il paraît que c'est une diatribe contre les ministres et que, dans un *post-scriptum*, il s'exprime crûment sur l'ordonnance du 5. Les exagérés portent ce pamphlet aux nues. C'est un coup de parti qui pourra influencer sur les élections chez un peuple qui se laisse encore remuer par des phrases et des brochures. Mais est-ce le cri séditieux d'une cabale, comme disent les uns, ou bien, comme disent les autres, un chef-d'œuvre qui va forcer les ministres à déguerpir ? Le plus sûr, encore, est de garder le silence (1).

Le collège électoral du 1^{er} arrondissement s'est réuni ce matin, sous la présidence de M. Teulon, dans une des salles de la préfecture. On a donné lecture d'une lettre de M. de Villeneuve, notre ancien préfet, dans laquelle il exprime ses regrets, comme membre du collège électoral d'Agen, de ne pouvoir se rendre dans le sein de cette assemblée. Le président prononce ensuite un discours selon l'usage (2).

Jeudi 26. — Variété, diversité, c'est ma devise. M^{me} Clairville, vieille actrice de plus de 70 ans, joue sur notre théâtre les rôles d'Ariane et de Julie dans les prétendus. Je dois le consigner ici comme une espèce de phénomène.

Le jeu de M^{me} Clairville est toujours celui d'une actrice dis-

(1) C'est *De la Monarchie selon la Charte* qu'il s'agit. L'ouvrage fut imprimé dans les premiers jours de septembre; il fut saisi et valut des poursuites à son auteur. Le procureur du Roi décida qu'il n'y avait pas lieu à accusation; mais Louis XVIII prit une ordonnance rayant Chateaubriand de la liste des ministres d'Etat.

(2) On trouvera le discours du président Teulon dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1105. Les collèges d'arrondissement désignèrent comme candidats: Pour Agen : Rivière, 74 voix; Nebout, 59; de Lugat, 57. — Pour Villeneuve: de Vassal, Grenier, de Gironde. — Pour Marmande : M. Sylvestre, de Marcellus, de Vivens. — Pour Nérac : M. de Dijon, de Montaut et de Bigos. — Les députés sortant étaient le comte de Dijon, Sylvestre et de Vassal de Monviel. En 1816, le Lot-et-Garonne devait perdre un député.

tinguée ; sa voix s'est conservée ; elle fait encore le même plaisir sur la scène qu'en 1766, quand je la vis pour la première fois au théâtre de Bordeaux, sur lequel elle brillait déjà depuis quelques années. Ses talens sont réels et ne tiennent rien des prestiges de la jeunesse. Avec quel délice son amour-propre ne doit-il pas jouir des applaudissements qu'elle reçoit ! Heureuse dans la lutte qu'elle soutient contre les ans de ans de triompher ainsi de leurs outrages !

Samedi 28. — Le collège électoral du 1^{er} arrondissement a nommé candidats à la chambre des députés : MM. Rivière, premier avocat général de la cour royale d'Agen ; Nébout, procureur du Roi près le tribunal civil d'Agen, et de Lugat, maire d'Agen.

Le général Menne, au lieu de se rendre à Toulouse, où il devait fixer son domicile, va s'établir à Périgueux.

Dimanche 29. — Veut-on des vers ? en voici. Ils ont été jetés ce soir sur le théâtre, après une représentation de *l'Amant jaloux*, dans lequel M^{me} Clairville avait joué le rôle d'Eléonore (1) :

Clairville, au matin de tes jours,
Belle comme la fleur naissante,
Près de toi, des ris, des amours,
Tu fixais la troupe inconstante.
Presque aussi belle à ton déclin
Que tu l'étais à ton aurore,
Tu n'as point changé de destin :
Tu plais et tu charmes encore.

Mais, quand même le temps, jaloux de tant d'appas,
Clairville, t'aurait fait un plus sensible outrage,
Pour fixer les jeux sur tes pas,
Et mériter nos vœux et notre hommage,
Ne te reste-t-il pas toujours en apanage,
Un talent qui ne vieillit pas !

Dans quatre vers voilà trois pas !

(1) Jetés sur la scène, ils furent lus aux applaudissements du public et pu-

Vendredi 4 octobre 1916. — Le collège électoral du département, réuni sous la présidence de M. le comte de Dijon, qui le présida également l'année dernière, commence ses opérations dans la grande salle de la préfecture. Le bureau provisoire est formé de MM. le comte de Bruët et Trenty-Cussac, scrutateurs, et de M. Assolent, secrétaire (1). On travaille à le rendre définitif. Cette opération, peu importante en elle-même, et qui n'exigeait qu'un seul tour de scrutin, décèle, en se prolongeant, la disposition des esprits. Deux partis principaux composent l'assemblée. Tous deux disent agir au nom du Roi et par amour pour le Roi. Mais ils ne sont pas également sincères. Leurs opinions opposées se manifestent évidemment, quelles que soient leurs expressions, par le choix des députés qu'ils se proposent d'élire. Il peut y avoir encore parmi les électeurs quelques factieux tarés depuis le régime révolutionnaire et quelques partisans de Bonaparte. Mais ils sont peu nombreux, se tiennent à l'écart et gardent le silence. En général, on s'observe mutuellement, on cherche à se reconnaître et à s'associer. Le grand intérêt de l'Etat, le danger où pourrait se trouver la chose publique, si le parti des exagérés venait à l'emporter dans la chambre des députés, commande aux vrais amis du Roi et de la France, aux gens sages et prudents, de se réunir et, quelle que soit l'humeur qu'ils pourraient avoir, de faire cause commune. Dès les premiers moments, il a été facile de juger qu'ils étaient les plus nombreux dans l'assemblée ; mais leurs antagonistes, presque tous émigrés, nobles à vieux préjugés, mauvaises têtes en général, suffisants en raison de leur profonde ignorance, sont infiniment plus actifs et travaillent plus efficacement à se faire des prosélytes dans les rangs de ceux qui sont à parti prendre. C'est ainsi qu'on a vu dans la plupart des grandes assemblées une audacieuse minorité triompher souvent d'une majorité raisonnable.

bliés dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, n° 1106. Proché et Lespès racontent que tout le talent de la Clairville ne put empêcher la troupe de Madame Latapie de partir clandestinement en laissant beaucoup de dettes. (Lespès, p. 474).

(1) Le comte de Bruex était maire de Tonneins; Trenty-Cussac, de Fumel.

D'après ce premier aperçu, la plus grande partie des électeurs peut être envisagée comme vouée aux principes de la monarchie et de la légitimité et comme voulant de tout son cœur le repos de la France ; l'autre partie désire aussi le maintien de la monarchie, mais la charte la gêne et, pour s'en débarrasser, elle compromettrait volontiers les grands intérêts de la patrie. La restitution des biens déclarés nationaux, le retour des rentes et des dîmes, telle est son arrière-pensée !

On ne sera donc pas surpris que la lutte entre deux partis aussi opposés se soit manifestée dès le premier tour de scrutin pour la formation définitive du bureau. Cette opération, peu importante en elle-même, qui peut-être dans une assemblée de gens honnêtes devrait être effectuée par la voie du sort, parut sans doute d'une grande conséquence au parti ultra-royaliste ; il voulut la diriger à sa guise. Enfin, après les trois tours de rigueur, M. Assolent fut remplacé par M. Darfeuille en qualité de secrétaire. Les deux scrutateurs furent maintenus. Ainsi, cette première journée est à peu près perdue, mais on s'est tâté, on sait maintenant à qui l'on doit avoir à faire, et, dans la circonstance actuelle, c'est toujours un résultat.

Au reste, le dépouillement du premier scrutin donna un billet sur lequel le nom de Nap. Bonaparte était inscrit, ce qui est une infâmie, et un autre billet qui portait le nom de M. Insolent, ce qui est une injure très déplacée pour le secrétaire dont le nom se prête au changement de la syllabe initiale. Le président, qui lisait les billets à haute voix lorsqu'ils sortaient de l'urne, aurait sans doute dissimulé ces sottises, mais dans la disposition où était à son égard une partie de l'assemblée, on aurait tiré de ce ménagement, que l'honnêteté conseillait, des raisons pour justifier les mensonges qu'on se permettait de débiter sur son compte. Il le craignait du moins. En conséquence, il aima mieux publier la turpitude de deux électeurs indignes de l'être, que de s'exposer un instant au blâme de ses ennemis. Le bureau délibéra d'envoyer au ministre le premier billet et de vouer l'auteur du second au mépris qu'il mérite.

Samedi 5. — Le dépouillement du scrutin nous donne, à la séance du matin, M. Assolent pour scrutateur, en remplacement de M. Trenty-Crussac que, par inadvertance, j'ai dit avoir été maintenu au bureau définitif. Le président fait lecture de la lettre ministérielle qui l'informe de sa nomination. Il lit ensuite les instructions qui lui ont été données pour la police de l'assemblée et prononce un discours peu étendu, mais fait dans un très bon esprit et qu'on couvre d'applaudissemens. Ces préliminaires remplis, le scrutin pour l'élection des députés commence ; son dépouillement donne pour premier député M. Rivière, et, pour second, le président qui proclame aussitôt, en cette qualité, son collègue et lui-même. Ce choix, qui commence à réaliser le vœu des bien intentionnés de l'assemblée et qui déconcerte leurs antagonistes, est d'un heureux augure ; il donne l'espoir d'emporter d'emblée l'élection du vicomte de Vivens, qu'on peut dire désigné d'avance pour troisième député par la voix publique. Cependant les exagérés, quoique surpris du double triomphe de leurs adversaires, réchauffent leurs calomnies, ils en déversent le torrent tout entier sur M. de Vivens, qui devient leur seul but de leurs machinations et de leurs intrigues. Par ces nobles moyens, ils parviennent à gagner la voix de quelques électeurs, parvenus du fond de leurs communes dans la plus parfaite ignorance de l'état de choses, et M. de Vassal, leur éternel coryphée, va lutter contre M. de Vivens. Les billets sont déposés dans l'urne, et le scrutin se dépouille ; mais, malgré l'hostile activité des extra-royalistes, qu'ils ne se donnent même pas la peine de dissimuler, le scrutin ne produit pas de résultat. M. de Vassal et M. de Vivens ont un égal nombre de voix, mais n'ont pas assez recueilli de suffrages pour être élus. La victoire reste indécise ; il est onze heures du soir ; on se sépare en s'ajournant au lendemain.

Les intrigants ne dorment jamais. Ils emploient tous les momens que les gens sans ambitions consacrent au repos pour ourdir de nouvelles trames, tels sont les exagérés de l'assemblée. Voulant réussir à quelque prix que ce puisse être, ils passent la nuit entière à grossir le nombre de leurs parti-

sans ; ils arrêtent leurs derniers moyens, ils dressent leurs grandes batteries. MM. de Dijon et de Vivens sont tous deux protestans, disent-ils aux imbéciles ; il serait dangereux d'élire ce dernier, dans les intérêts de notre sainte religion. A d'autres ils ne craignent pas, à ce qu'on prétend, de faire entendre avec un ménagement simulé, mais perfide, que M. de Vivens a donné quelques fois des preuves d'aliénation et que sa tête....., je répugne à croire de pareils propos, tant un si odieux mensonge serait déplacé dans la bouche de gens honnêtes. On a dit encore que ces Messieurs avaient dépêché des émissaires, des gendarmes pour faire venir des électeurs qui ne s'étaient pas rendus, ou qui s'étaient déjà retirés de l'assemblée. Je n'oserai cependant l'affirmer et ne vois pas trop surtout comment ils auraient pu disposer de la gendarmerie, qui, dans cette circonstance, n'est qu'aux ordres du président. Quoiqu'il en soit, M. le comte de Beaumont, arrivé en poste de Paris en cinq jours, pour se trouver à l'assemblée et la travailler dans le sens de l'opinion nouvelle, M. Dampierre, jeune homme, on ne sait pourquoi, très, très zélé pour la même cause, et quelques autres jettent tout à fait le masque et cabalent à visage découvert dans la matinée du dimanche ; ils s'agitent en tout sens pour faire triompher leur héros ; il convient enfin de le faire ici connaître.

Portant un beau nom dans la province et natif du Périgord, il émigra avec la cape et l'épée, laissant bientôt après l'épée sur la frontière avec la cape, tout au plus. Il rentra sous Napoléon et devint, je ne sais comment, maître de dessin au pensionnat de Villeneuve. La fortune l'attendait là. Son nom et peut-être quelque'un de ces hasards heureux qui décident parfois de la destinée des hommes lui firent épouser M^{lle} de Fumel-Montaigu, la plus riche héritière du département. De pauvre qu'il était, il devint alors tout-à-coup à la tête de très grandes propriétés, il prit son rang dans le beau monde, et, en qualité d'émigré, très ardent ami du Roi, il fut nommé député l'année dernière. Selon ce qu'on ne tarda pas à débiter sur le compte de M. de Vassal, à cette époque, il se déclara bientôt chaud partisan des anciens principes inadmissibles

aujourd'hui ; il dénonça, dit-on, à tort et à travers, tout ce que lui faisait ombrage, et comme il ne pouvait apparemment tout dire, il fit imprimer un écrit virulent où l'on prétend qu'il développa des opinions détestables. Ses collègues, ajoute-t-on, se crurent du moins obligés d'assurer qu'ils n'avaient aucune part à cet ouvrage dont toute la gloire lui resta. Après cette publication qui le mit quelque temps en scène dans le département, il revint chez lui et fut nommé maire de Villeneuve, où l'on est très content de son administration. Telle est à peu près la vie politique de M. de Vassal. Quant à sa moralité, on n'en a jamais parlé ; elle doit être à l'abri de tout reproche. Au reste, comme chacun a ses manières, il a celles d'un énergumène. Il n'agit et ne parle qu'avec une espèce de fureur, sans de grands moyens à ce qu'il paraît, il peut, néanmoins, avec cet air d'inspiré, influencer beaucoup sur l'opinion de certaines bonnes gens et je ne doute point que l'espèce de réputation dont il jouit dans cette classe ne doive être, en partie, attribuée à cette sorte de fascination physique, contre laquelle les meilleurs esprits ne sont pas toujours en garde. Tel est l'homme qu'on oppose à M. de Vivens, dont la sagesse et le mérite sont héréditaires, dont la forte tête et les talens n'ont pas besoin d'être mentionnés ici, et qui, par sa fortune, tient un des premiers rangs dans le département. comme par la douceur et l'amabilité de son caractère. Il occupe une place distinguée dans la société. Maintenant, si l'on demande quel est celui des deux concurrens qui va l'emporter, je réponds : dans cette assemblée, ce sera sans doute M. de Vassal.

(A suivre.)

NOTES HISTORIQUES

SUR

L'EXPÉDITION DE LECLERC A SAINT-DOMINGUE ET SUR LA FAMILLE LOUVERTURE

PAR ISAAC-LOUVERTURE

(Suite)

Toussaint-Louverture, tout malade qu'il était, alla visiter une partie de ses lignes qui, à partir du Mirbalais, embrassaient les montagnes de l'Artibonite, nommées le Grand et le Petit-Chaos, ainsi que le fort de la Crête à Pierrot, situé sur la rive droite de l'Artibonite et qui dominait le bourg de la petite rivière. Déjà l'on avait abandonné ce fort qu'on était sur le point de raser par l'ordre du général Dessaline, quand Toussaint-Louverture vint et empêcha qu'il ne le fût. Après avoir pourvu à sa défense du côté de l'Artibonite et ordonné au général Charles-Belair d'occuper les montagnes des Verettes, il forma un projet plein de hardiesse. Il s'agissait de tomber sur les derrières du général Leclerc pour opérer une diversion en faveur des lignes de l'Artibonite, ranimer le courage des peuples du Nord et communiquer avec le général Maurepas dont il ignorait le sort. Avant d'exécuter ce projet, il dit aux généraux Dessaline et Vernet, au colonel Magny, aux chefs de bataillon Lamartillière et la Rose et aux chefs d'escadrons Morisset et Monpoint, rassemblés autour de lui, qu'il confiait à leur valeur la défense de la crête A-Pierrot et des lignes dont ce fort n'était qu'un ouvrage avancé. « Général, lui répondirent-ils, vous pouvez partir sans inquiétude; morts ou vivants, nous serons dignes de votre confiance et de votre estime. Le seul regret qu'éprouve votre ancien compagnon d'armes, ajouta le chef d'escadron Morisset, c'est que vous alliez vous exposer à tant de périls sans lui. » Il laissa à la petite rivière de l'Artibonite le bataillon des grenadiers et les deux escadrons de sa garde. Et, à la tête de sept compagnies d'infanterie commandées par le colonel Gabarre et parmi lesquelles il y avait cinq de grenadiers et d'une compagnie de dragons, il franchit les défilés et la chaîne de montagnes qui séparent l'Artibonite du canton de Saint-Michel. Vainement le général Hardy fut envoyé à

sa poursuite par le général Leclerc, dont l'armée était en mouvement, pour attaquer la crête à Pierrot et les lignes de l'Artibonite, il ne put l'atteindre. Toussaint-Louverture parut à Ennery et la garnison française que le général Leclerc y avait laissée s'enfuit à son approche aux Gonaïves. Il se présenta devant la ville des Gonaïves qu'il eut pu prendre s'il en avait eu l'intention. Il se contenta seulement d'effrayer la garnison de cette ville qui était sur le point de s'embarquer sur une frégate qui se trouvait en rade. Ayant atteint le but qu'il s'était proposé, il retourna à Ennery où il organisa des bataillons de milices qui furent employés à la garde et à la défense de ce pays. Cette opération étant terminée, il se rendit en toute diligence à la Marmelade. Là, il envoya l'ordre au général Cristophe, qui était à la Petite-Rivière, de retourner promptement dans le Nord, où on avait conservé dans les bois de la Grande-Rivière, à l'insu des français, un dépôt considérable d'armes, de munitions, d'artillerie, pour rejoindre deux bataillons des 2^e et 5^e régiments et un bataillon du 1^{er}, commandé par son chef Roanois et se mettre en rapport avec les milices du Grand-Boucan de Vallière, de Sainte-Suzanne, de Sans-Soucy et du Port-Français. Durant le court séjour qu'il fit à la Marmelade, Toussaint-Louverture apprit que la division Rochambeau avait forcé le principal débouché du Grand-Cahos où s'était trouvé le général Dessaline, qui fut obligé de se retirer dans les environs de Plat-Sac et de Calvaire, tout près de la Crête à Pierrot, et que deux divisions de l'armée du général Leclerc, ayant attaqué ce fort, avaient été repoussées et poursuivies dans leur déroute. Il sut presque en même temps que le colonel Rémé et le commandant Sylla, secondés tous deux par des volontaires armés, s'étaient maintenus, le premier dans les montagnes du Limbé et le second dans celles de Plaisance. Il lui tardait d'être instruit du sort du général Maurepas; dans cette intention il partit pour Plaisance. Dès qu'il y fut, il alla reconnaître un fort qui était situé sur une hauteur de l'habitation Bidourete. Peu d'heures après, deux compagnies de grenadiers, ayant à leur tête lui et le colonel Gabarre, s'en emparèrent l'arme au bras : l'adjudant-général Fontaine appuyait cette attaque avec deux autres compagnies.

Des renforts, accourus de Plaisance au secours de la garnison du fort, furent repoussés vers ce bourg. Le jour suivant, Toussaint-Louverture divisa ses troupes en deux petits corps; il prit le commandement de la droite et marcha contre le général Desfourneaux

qui venait pour l'attaquer. Il soutint l'impétuosité des troupes qui lui étaient opposées et qui étaient beaucoup plus nombreuses que les siennes, et parvint à les mettre en pleine retraite. Dans ce moment il envoya un aide de camp pour savoir ce qui se passait à la gauche. Cet aide de camp lui rapporta qu'il n'avait pas vu les troupes qui avaient été dirigées de ce côté et qui, probablement, s'étaient égarées, mais qu'il avait aperçu celles du général Desfourneaux qui semblaient manœuvrer pour le tourner par la gauche. Ce qui était vrai. Toussaint-Louverture laissa le colonel Gabarre à la droite, suivi d'une compagnie de dragons et d'une compagnie de fusiliers, la seule dont il pût disposer alors, il se porta aussi rapidement qu'il lui fut possible là où le danger paraissait imminent. Il reconnut parmi les troupes européennes l'uniforme du 9^{me} régiment de Saint-Domingue. Il ne lui restait pas le moindre doute, en voyant ce régiment, que le général Maurepas, comme il apprit par la suite, ne fût obligé, après une vigoureuse résistance, de consentir à une reddition. Il s'avança tout seul, à 7 ou 8 pas de ce régiment, qui le reconnut facilement à son uniforme de général et au plumet de grenadier qu'il portait ordinairement, depuis qu'en considération de sa bravoure il en avait reçu un de semblable du général en chef Lavaux, à la suite d'une campagne où il avait pris aux Espagnols Saint-Raphaël, Saint-Michel, Hinche, Bonique, etc., et où il avait chargé leur arrière-garde, à la tête d'un escadron commandé par le père du colonel Gabarre. Toussaint-Louverture parla en ces termes au 9^e régiment « Soldats du 9^e, leur dit-il, osez-vous tirer sur votre général et sur vos frères ? » Ces mots firent sur ces soldats l'effet d'un coup de tonnerre; ils tombèrent à genoux, et si les soldats européens n'avaient point tiré sur lui et ne s'étaient point portés en avant, tout le 9^e régiment aurait passé à Toussaint-Louverture. La compagnie d'infanterie qu'il avait menée avec lui et quelques dragons qui étaient à pied protégèrent sa retraite contre les troupes du général Desfourneaux qui, dans les coudes et les pentes de la route escarpée qu'il traversait, le fusillèrent de front et par un de ses flancs, l'autre étant bordé de précipices. Le capitaine de la compagnie de dragons fut grièvement blessé à côté de Toussaint-Louverture qui le soutint sur son cheval jusqu'à ce que l'adjudant général Fontaine le prit d'entre ses mains. Un jeune officier, chargé pour lui d'une lettre du général Dessaline, reçut un coup mortel, au moment qu'il la lui présentait, et expira dans ses bras. Toussaint-Louverture ne voulut point que ce malheureux

jeune homme fût abandonné : il lui fit donner la sépulture après que le général Desfourneaux eût cessé de le poursuivre. Le général Dessaline lui apprenait dans cette lettre que les forts de la crête à Pierrot, car depuis les deux attaques précédentes on en avait construit un autre sur le même plateau et au niveau du premier, étaient étroitement bloqués par des forces considérables, et qu'il avait vainement tenté de délivrer les garnisons de ces forts. A cette nouvelle, Toussaint-Louverture conduisit en toute diligence, à la Crête à Pierrot, le détachement du colonel Gabarre, joint à celui qui, s'étant égaré, n'avait pas donné dans le dernier combat livré à Plaisance. Tandis que le soir même de son arrivée, il faisait ses dispositions pour fondre, le lendemain, sur les assiégeants, et que ceux-ci lançaient des projectiles sur les forts, il entendit une vive fusillade du côté de la rivière de l'Artibonite qui coule au pied de la Crête à Pierrot. Il dit alors au général Dessaline et aux officiers qui l'entouraient que les garnisons de ces forts les avaient évacués et ne songea plus qu'à les rallier. Ces forts étaient commandés, le grand par le colonel Laurent, et le petit par le chef de bataillon Lamartillière.

Ces deux officiers avaient concerté ensemble les manœuvres pleines d'audace et d'habileté à l'aide desquelles ils évacuèrent la Crête à Pierrot. Lorsqu'aux deux attaques, qui n'eurent point de succès, il n'existait sur cette crête que le grand fort, il était défendu la première fois par le général Vernet, ayant sous lui le colonel Magny et ses grenadiers, et la deuxième par le général Dessaline.

Après l'évacuation de la Crête à Pierrot, Toussaint-Louverture mena toutes ses troupes dans les montagnes du Petit-Cahos pour que ses soldats, fatigués par tant de marches et de combats, pussent se refaire.

Il y avait aux Cahos un aide de camp du général Boudet, l'adjudant-commandant Sabbès qui, envoyé par son général pour sommer la ville de Port-au-Prince de se rendre, avait été arrêté par l'ordre du général Agé, ainsi que le lieutenant de vaisseau Gimont et quatre dragons dont il était accompagné. On les avait conduits à la petite Rivière de l'Artibonite, puis au Grand-Cahos par un ordre du général Dessaline. Isaac Louverture sauva un jour la vie à l'adjudant-commandant Sabbès et à ses compagnons lorsqu'ils étaient au Grand-Cahos, en se jetant entre eux et quelques furieux qui, réduits au désespoir par la perte de tout ce qu'ils avaient de plus précieux et pleins d'indignation contre le général Leclerc, les

voulaient charger le sabre à la main. Toussaint-Louverture, qui avait été entièrement occupé au commencement d'une guerre si active à repousser ou à attaquer l'armée du général Leclerc, qui était une masse imposante en comparaison de ses forces, n'avait eu le temps ni de les voir ni de penser à eux. L'adjudant-commandant Sabbès, l'officier de marine et les quatre dragons, furent présentés par l'adjudant-général Fontaine à Toussaint-Louverture qui les reçut avec beaucoup d'affabilité. Il les renvoya sur le champ au général Boudet. Le droit des gens (écrivit-il à ce général, en parlant de l'adjudant-commandant Sabbès et de ses compagnons) le droit des gens, qui les met à l'abri de toute arrestation, ne me donne pas celui de les considérer comme prisonniers. Je désire que vous agissiez de même à l'égard de mon neveu et aide de camp le chef de bataillon Chancy qui est au Port-au-Prince. Puis il ajouta qu'il profitait de cette occasion pour lui envoyer un exposé des causes de la guerre dans laquelle il était engagé, adressé au gouvernement français, et qu'il souhaitait que le général Boudet fit passer en France cet écrit, en obtenant toutefois la permission de son chef ainsi que l'exigeaient l'honneur et la discipline militaire.

L'adjudant-commandant Sabbès et ses compagnons partaient pour le Port-au-Prince, quand on vint annoncer à Toussaint-Louverture que la division Hardy, une de celles qui formaient le siège de la Crête à Pierrot, avait traversé le petit fond, pays limitrophe du Petit-Cahos où était son quartier-général, en se dirigeant vers le Cap par la route de Saint-Michel. A la tête de trois compagnies de dragons commandées par le chef d'escadron Morisset et dont une était à pied, il se mit à la poursuite de cette division. Arrivé dans les environs de Saint-Michel, il apprit par quelques hommes de la milice de ce canton qu'il rencontre que la division Hardy avait au milieu de ses rangs une grande quantité de bagages, beaucoup d'hommes et de femmes qui étaient tombés en son pouvoir. Moi-même surpris dans les bois, ajouta le chef de cette milice, j'ai été pendant quelques heures le prisonnier du général Hardy. Ces hommes ne ressemblent point aux autres européens : ils sont tout à fait extraordinaires. Aucun de nous ne courrait à travers les bois, ne gravirait en haut des montagnes et des rochers, avec plus de promptitude qu'eux. Je les ai vus saisir des chevaux indomptés, deux tenant chaque cheval par les oreilles, le troisième monter dessus et le dompter sans frein. Les officiers et les soldats, entendant raconter de telles choses, ne purent s'empêcher de rire aux

éclats et de marquer leur étonnement. Cela ne doit point vous paraître étonnant, répliqua Toussaint-Louverture qui riait aussi comme eux, ils ont fait bien plus de prodiges dans les guerres qu'ils ont eues en Europe. Leur intention est de vous donner une idée de leur agilité et de leur force, mais sous le climat brûlant vous avez la supériorité sur eux, en ce que vous supportez plus longtemps la fatigue.

D'après le rapport précédent, il jugea que la marche de la division qu'il poursuivait devait être nécessairement lente; il envoya, par une route opposée à celle qu'avait prise le général Hardy, l'ordre au général Cristophe, qui était à la grande Rivière, de marcher à la rencontre de cette division. Le lendemain matin, il accéléra sa marche afin qu'il pût atteindre et harceler l'arrière-garde du général Hardy, à l'aide des milices du Dondon.

Etant à Saint-Raphaël, il sut que la division Hardy avait fait halte, et était en position autour de la petite ville du Dondon.

Il alla reconnaître cette position sur les hauteurs d'une habitation voisine. Puis il établit ses postes, attendant le moment qu'elle se mettrait en route, pour en venir aux mains. Vers les 2 heures, à l'instant où cette division commençait à défiler, elle se vit attaquer tout à coup à son arrière-garde par Toussaint-Louverture et son avant-garde par le général Cristophe qui, sur les rapports des gens du pays, n'ayant pas encore reçu l'ordre qui lui avait été donné, avait marché contre le général Hardy, avec les milices de la Grande-Rivière, des Mornets, etc.

La division Hardy, pressée de part et d'autre, s'élança à la baïonnette sur les milices du général Cristophe qui furent forcées de la laisser passer et se joignirent à Toussaint-Louverture, sous les yeux duquel elles se battirent comme des troupes disciplinées. Il partagea leur péril par son intrépidité, malgré les instances du chef d'escadron Morisset qui le conjurait de ne pas s'exposer, en le retenant et en se mettant devant lui. Il poursuivit le général Hardy jusqu'à l'embranchement des routes du Cap et de la Grande-Rivière où le général Cristophe faillit être pris, en passant au travers d'un bouquet de goyavier, pour tomber sur le flanc gauche de la division Hardy. Toussaint-Louverture se sépara du général Cristophe à l'entrée de la nuit et retourna à son quartier général de Saint-Raphaël.

Le jour suivant, le colonel Sans-Soucy conduisit à Saint-Raphaël une centaine de prisonniers français et rendit compte à Toussaint-

Louverture de la victoire remportée par les milices du canton et du fort de Sainte-Suzanne où il commandait, sur le général de brigade Boyer qui était venu les attaquer. Ces prisonniers, interrogés par Toussaint-Louverture, lui dirent qu'ils faisaient partie d'une division française embarquée à Flessingue, dans la Hollande, et qu'au bout de cinq jours de leur arrivée au Cap, on les avait envoyés, sous les ordres du général Boyer, pour s'emparer de Sainte-Suzanne; qu'ils avaient eu avec eux deux bataillons du 10^e régiment de Saint-Domingue qui devaient éclairer leur marche. Mais aussitôt que le feu avait commencé, qu'ils s'étaient trouvés seuls en avant, les soldats du 10^e de Saint-Domingue les ayant abandonnés en tournant le dos et en courant comme des lièvres selon leurs propres expressions. Enfin, qu'étant tombés dans des pièges et des embuscades, sans aucune connaissance du pays et des lieux, et sans chef pour les commander, puisque le leur avait, le premier, pris la fuite, ils avaient perdu considérablement de monde et avaient été faits prisonniers. Ils se répandirent ensuite en imprécations contre le Consul qu'ils accusaient d'être l'auteur de leur malheur et de la perte de leurs camarades. Il en sera de même ici comme en Egypte, ajoutèrent-ils : Saint-Domingue est destinée à être le tombeau de notre armée. Ce que ces prisonniers racontaient au sujet du 10^e régiment était une preuve certaine de la reddition du général Paul Louverture, sous les ordres duquel il servait, et par conséquent du général Clairveaux qui n'avait pas de munitions et dont les forces s'élevaient à 600 hommes en plus. La position des soldats de deux bataillons du 10^e régiment, à Sainte-Suzanne, était très embarrassante : tourner leurs armes contre Toussaint-Louverture, leur général, était un crime à leurs yeux. Passer dans ses rangs, c'eût été compromettre le général Paul Louverture leur ancien colonel, Jean-Philippe-Dos qui l'avait remplacé en cette qualité, et l'autre bataillon du même régiment. Ils se décidèrent à fuir, ce qui leur valut les éloges de leurs camarades qui combattaient sous Toussaint-Louverture et les reproches de ces prisonniers français. Ceux-ci furent pourtant enchantés de la manière dont Toussaint-Louverture les reçut et leur parla. Les braves, leur dit-il, ne cessent jamais de l'être, quand ils ont le malheur d'être faits prisonniers. Toussaint-Louverture fit tuer un bœuf pour eux, leur fit distribuer des vivres, du tafia, et donner des souliers à ceux qui n'en avaient point. Il se garda bien de les envoyer aux Cahos où commandait le général

Dessaline; il les envoya à la Marmelade où il y avait un dépôt de prisonniers français et de blessés de cette nation.

Après leur départ il reçut la nouvelle qu'un fort détachement français parti de Plaisance, ayant tenté de traverser la Marmelade, avait été repoussé par les milices du pays, et qu'au nombre des prisonniers qu'on lui avait faits était un officier de l'état-major du général Desfourneaux nommé Duchêne. Un aide de camp du général Charles-Belair lui apporta une lettre dans laquelle ce général l'informa de son arrivée au Grand-Cahos, conformément aux ordres qui lui avaient été donnés. Toussaint-Louverture confia au général Charles-Belair le commandement des deux Cahos et envoya l'ordre au général Dessaline qui était au Petit-Cahos de descendre dans la plaine de l'Artibonite pour occuper à l'habitation Marchand une position qui avait été auparavant dans la guerre contre les Anglais le pivot de ses opérations dans cette plaine. Par l'occupation de Marchand il complétait sa ligne de défense et se rendait maître des débouchés de l'Artibonite de ce côté. Toussaint-Louverture partit de Saint-Raphaël pour la Marmelade. A son arrivée, il s'entretint longtemps avec les nouveaux prisonniers faits à la Marmelade et surtout avec l'officier d'état-major Duchêne, jeune homme qui lui plut singulièrement par son ton de franchise et par sa bravoure; car il s'était défendu contre quatre hommes et avait été blessé aux bras. Ensuite il alla visiter à l'habitation Poparel les autres blessés et prisonniers français. Le soin qu'il en prenait ne lui fit point perdre de vue la guerre qu'il soutenait malgré lui contre le général Leclerc. Il conçut le dessein de l'empêcher de communiquer par terre avec ses troupes disséminées dans l'Ouest et le Sud, en le forçant d'abandonner la rive droite de l'Artibonite, les Gonaïves et la majeure partie de Plaisance et du Limbé qu'il occupait. Toussaint-Louverture décida en conséquence que le général Dessalines enlèverait, dans la plaine de l'Artibonite, le camp de Castera et reprendrait le fort de la Crête-à-Pierrot qui avait coûté tant de sang au général Leclerc, et qui, à cause de la position de Marchand et de celle occupée par le général Charles-Belair en avant du Grand-Cahos, dans les environs de Calvaire et de Plat-Sac, ne pouvait résister à une attaque vigoureuse; que le général Vernet s'emparerait des Gonaïves et que lui-même marcherait à la conquête de Plaisance et du Limbé. Il comptait, pour le succès de son entreprise, sur les intelligences secrètes qu'il avait dans ces contrées, sur l'ardeur et le courage de ses soldats et de ses milices, aussi bien

que sur l'affaiblissement de l'armée européenne qui commençait déjà à être accablée par les maladies et le climat de la zone torride. Ce fut dans ce temps que le général Rochambeau, qui était à Saint-Marc, écrivit au général Charles-Belair, en termes très flatteurs, pour l'engager à une défection. Mais le général Belair, dévoué à Toussaint-Louverture dont il a été aide de camp à l'âge de dix-huit ans, répondit au général Rochambeau qu'il savait quel devoir l'attachait à son général et qu'il tiendrait à honneur, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, d'être toujours l'ami et le compagnon d'armes de celui qui l'avait élevé dans les camps. Il se hâta d'envoyer à Toussaint-Louverture la lettre du général Rochambeau, accompagnée d'une copie de sa réponse, et tint la même conduite par rapport aux lettres qu'il en reçut postérieurement à celle-ci et qui restèrent sans réponse.

Le général Dessaline, sous le commandement duquel était Charles-Belair, qu'il haïssait, fit en cette occasion tous les efforts imaginables pour le perdre dans l'esprit de Toussaint-Louverture. Il lui dénonça Charles-Belair dans ses lettres, comme coupable de trahison et de désobéissance de ce que, au mépris de ses ordres, il avait continué à recevoir des lettres du général Rochambeau. Il prétendit qu'il était secrètement instruit des desseins du général Charles-Belair qui, influencé et poussé par son épouse, n'attendait que le moment favorable de passer au général Rochambeau, en entraînant dans sa défection les troupes qu'il commandait. Charles-Belair, de son côté, se plaignit amèrement des tracasseries et des dégoûts que lui faisait éprouver Dessaline et demanda son changement. Toussaint-Louverture qui connaissait l'âme et le caractère de Charles-Belair, n'ajouta point foi à cette dénonciation de Dessalines, attendu que Belair n'avait négligé aucunement de lui envoyer les dernières lettres du général Rochambeau sans avoir même la curiosité de les ouvrir. Néanmoins, pour faire cesser ces dissensions et condescendre en même temps au désir du général Charles-Belair, il le remplaça par le colonel Montauban. Il lui manda de se rendre à Ennery avec un bataillon du 7^e qui était sans ordres, en lui annonçant qu'il serait son 1^{er} lieutenant dans l'expédition contre Plaisance.

Pendant que Toussaint-Louverture faisait tous les préparatifs nécessaires pour exécuter le plan qu'il avait formé de séparer le général Leclerc de ses troupes de l'Ouest et du Sud, le chef de bataillon Chancy lui apporta de Port-au-Prince la réponse du général

Boudet qui l'assura, sur son honneur, que le général Leclerc avait fait passer au gouvernement français l'écrit dont nous avons parlé plus haut, et que le général désirait sérieusement d'entrer en négociation afin de terminer une guerre qui n'a été que l'effet d'un malentendu. Toussaint-Louverture écrivit au général Boudet une lettre de remerciements que le chef de bataillon Chancy fut chargé de lui remettre.

Il n'y avait tout au plus que 5 à 6 jours que cet officier était parti, lorsque Toussaint-Louverture reçut du Cap une lettre du général Leclerc qui le conjurait, au nom de l'amour qu'il avait pour son pays, de prendre son sort en pitié et de mettre fin à une guerre si désastreuse dont il était le théâtre. Le général Fressinet, qui avait été, sous le général en chef Lavaux, officier de l'état-major de l'armée de Saint-Domingue et qui venait d'arriver de Flessingue, écrivit à peu près dans le même sens. Il protesta que s'il avait le moindre doute sur les intentions du général Leclerc, il se bornerait à remplir son devoir de militaire et n'engagerait point celui dont il a été le compagnon d'armes à conclure un traité qui tournerait à sa ruine.

Toussaint-Louverture répondit au général Leclerc qu'il n'avait rien à se reprocher au sujet de cette guerre qu'il était facile d'éviter; que, quoique sa position, différente de ce qu'elle était auparavant, lui donnât l'espoir de vaincre ou de mourir avec gloire, il ne balancerait point, pour le bien de son pays, à accepter les propositions qu'il lui ferait, pourvu qu'elles fussent honorables et basées sur l'équité, et au général Fressinet qu'il était touché de l'attachement que ce général lui témoignait et qu'il le reverrait avec plaisir si les choses venaient à s'arranger.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE REGIONALE

Notre Optimisme, par le docteur EMMANUEL LABAT (*Revue des Mondes*, du 1^{er} août 1915).

I

Dans le numéro de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1914, le docteur Labat publia un article sur *La Culture morale à l'école du village*. C'était la quatrième d'une série d'études très documentées sur l'âme paysanne (1). Les faits cités étaient nombreux, attristants, alarmants. L'atmosphère dans laquelle vit le jeune paysan apparaissait peu satisfaisante, souvent nocive. Les prévisions les plus sombres semblaient permises. Et cependant l'article se terminait par une profession de foi d'un optimisme inébranlable. Les paroles étaient assez caractéristiques, et méritent d'être citées intégralement :

« Nous sommes optimiste, parce que nous sentons autour de nous l'énergique volonté de vivre. L'optimisme vital de la France se voile sur certains points, mais il éclate sur tant d'autres ! Aveugles ceux qui ne le voient pas, et coupables ceux qui le nient ! Chantecler claironne toujours ! Chaque matin, au Maroc, il sonne le réveil de nos colonnes, et, en Champagne, sur le guidon de nos aviateurs, il perce les nuages que les vents d'Est poussent vers nous ! Il a lancé, ces temps derniers, quelques appels plus sonores où l'on sentait l'alarme, et on sait de quelle manière l'âme du pays s'est redressée pour répondre. »

Il écrivait encore : « C'est ainsi qu'à certaines heures des courants étranges traversent les peuples et les soulèvent. On les voit glorifier ce que la veille ils dédaignaient, et adorer des dieux qu'on croyait morts. C'est un grand scandale pour l'intelligence qui dis-

(1) Cf. *Revue des Deux-Mondes*, n° du 1^{er} août 1910, du 1^{er} juillet 1911, du 1^{er} juillet 1912, du 15 janvier 1914.

Cf. aussi *Revue de l'Agenais* : n° de septembre-octobre 1910, septembre-octobre 1911, septembre-octobre 1912, mars-avril 1914.

tingue, discute, atténue, explique, proteste et peut-être ne comprend pas. Mais le génie de la vie n'attend pas que l'intelligence comprenne. »

Voilà ce qu'écrivait le docteur Labat huit mois avant la déclaration de guerre, au grand scandale de certaines intelligences qui ne comprenaient pas. Certes, il ne donna jamais une preuve plus brillante de sa science médicale. Les événements qui se sont écoulés depuis cette époque nous ont montré jusqu'à l'évidence combien son diagnostic était juste. Des énergies latentes se sont manifestées qu'on croyait éteintes. Nous avons glorifié ce qui n'excitait que nos dédains; nous avons adoré des dieux qui paraissaient morts. Par un phénomène qui a paru plus étrange encore, la masse des Français est pénétrée d'un optimisme instinctif, calme, irréductible, que rien ne déconcerte. La retraite des Russes ne l'ébranle pas; il n'attend pas avec angoisse que les Balkans prennent les armes. C'est l'optimisme du docteur Labat, c'est *notre optimisme*.

Car, Dieu merci, les pessimistes sont rares. On les hait et on les fuit. L'atmosphère qu'ils créent autour d'eux paraît à tous irrespirable. Le matin de Cannes, Hannibal gourmandait durement son officier Giscon, qui se complaisait à énumérer les forces de l'armée romaine. Il n'est pas de jour où le public ne malmène quelque *neutre* de l'intérieur, qui se montre trop agressif ou trop alarmiste.

Notre optimisme est la fleur brillante de l'instinct de vie, de cette énergique volonté de vivre, que le docteur Labat sentait autour de lui, ou plutôt, c'est l'instinct de vie lui-même. Que l'instinct de vie soit une réalité, personne n'en doute. Peu importe qu'on l'appelle la tendance de l'être à persévérer dans l'être. Il est primitif. Il est antérieur à l'instant premier où l'intelligence prend conscience d'elle-même. C'est une intuition, une illumination subite, « un cri de courage et de victoire : je vis, je vis, je vis. » Il existe chez les peuples, comme chez les individus.

Cet instinct est un optimisme, cela encore est évident. Vivre, c'est vouloir vivre. C'est affirmer que la vie est bonne; c'est affirmer « qu'elle est une victoire à gagner et que nous la gagnerons, que nous la gagnons tous les jours, que la victoire d'aujourd'hui est belle, que celle de demain le sera davantage; que tout va bien, que tout ira mieux encore. » C'était un grand optimiste que cet enfant de la fable indienne qui, pour jouir plus vite de toutes les joies qu'il se promettait de la vie, déroula en quelques heures tout le peloton de ses jours. C'est un optimiste celui qui veut « vivre sa vie ».

Il est vrai aussi que cet instinct de vie sommeille quelquefois. Du moins sa garde est si discrète que nous ne la sentons pas. Aussi longtemps que nul danger ne nous menace, il nous laisse nous ébattre. Nous méditons alors de construire des cités futures; nous voyageons dans la république des oiseaux; comme les Athéniens d'Aristophane. Nous nous livrons aux jeux merveilleux de notre intelligence, et nous sommes éblouis. Parfois nous tentons de réaliser nos rêves : pareils à des enfants, nous jouons à Robinson. De tout cela l'instinct de vie ne s'alarme pas; la mer est calme et le ciel serein.

Mais, dès que le danger se montre menaçant et précis, il se réveille, impératif, et ses ordres sont nets. Nous rêvions, nous aussi, de construire une cité des oiseaux. Nous jouissions avec volupté des trésors de nos artistes, de nos poètes, de nos philosophes. Nous étions les spectateurs charmés des joutes de nos sophistes. Mais, le soir du 2 août 1914, comme par enchantement, l'instinct de vie, brusquement réveillé, avait pris la barre et commandait la manœuvre.

Il s'était fait l'organisateur de la défense, et l'intelligence, pieusement, s'était faite sa servante. « Dans les affaires capitales, comme la guerre, où l'existence d'un peuple est en jeu, la science n'épuise pas la question. Certes, elle est indispensable, mais il faut qu'elle ordonne son effort sur celui de l'optimisme, et se mette en parfait accord avec lui. » Ce qui est résulté chez nous de cette collaboration, nous le savons aujourd'hui. Ce fut l'*union sacrée*, la véritable.

On sait la méfiance profonde que les Anglais éprouvent pour les idées claires, et pour les constructions prestigieuses de l'intelligence. Ils savent que les raisonnements de cette sirène peuvent paraître si rigoureux, ses déductions si inattaquables, qu'elle finit par endormir l'instinct de vie, par lui persuader que les armes sont inutiles, et que les Philistins sont bien loin. Comme Platon traitait les poètes, après l'avoir admirée et couronnée de fleurs, ils la conduisent hors de la maison.

Ils n'estiment que les faits. Mais le domaine des faits est pour eux singulièrement riche et étendu. Ils y comprennent toutes les manifestations de la vie profonde de l'âme. Ces réalités, que seule une intuition mystique peut saisir, ont à leurs yeux la même importance que les faits concrets que la science mesure. Les arts d'aucun peuple ne furent plus imprégnés de sentimentalisme. Il y a un monde entre un portrait de Gainsborough et un portrait de Van Dyck,

qui fut pourtant le modèle admiré, presque adoré. Aussi nos alliés ont-ils été les premiers à comprendre ce qui s'était passé dans l'âme de la France. Au lendemain de la bataille de la Marne, alors que certains idéologues, devant l'écroulement de leurs théories secouaient encore la tête en doutant, et criaient qu'il y avait une erreur à l'équation, un article retentissant du *Times* rétablissait la vérité. On avait compris, chez nos amis, que les forces lointaines qui, la veille encore, dormaient au fond du cœur des Français; s'étaient subitement réveillées, que les éternelles intuitions qui forment l'ensemble de ce qu'on appelle l'instinct de vie, avaient surgi tout à coup, et que c'étaient elles les victorieuses.

Car l'instinct de vie, qui est l'égide invulnérable de la race, n'est pas un sentiment simple. Il n'y a pas un mouvement de notre âme qui n'ait son retentissement dans tous les autres. Quand une corde de la harpe résonne, toutes résonnent, et le timbre en est d'autant plus riche que les harmoniques que ses vibrations font vibrer sont plus nombreux. « Or l'âme — et ce mot est entendu ici dans le sens d'activité psychique, sans arrière-pensée métaphysique — par le fait même de son existence, est en prise directe sur l'univers, dont elle fait partie. C'est une prise directe et continue de l'âme tout entière. Elle ne peut pas ne pas être, puisqu'elle est liée à l'existence même de l'âme, et comme l'âme est pensée, rien que pensée, cette prise est une intuition immédiate et première, une illumination, une lumière naturelle ». Ces intuitions irréductibles, quoique peu précises, ces émois indéfinis qui nous agitent jusqu'au plus profond de nous-mêmes — l'Idéal, Dieu, le Devoir — sont-ils autre chose que des vues lointaines, des notions sûres mais mal définies, que l'âme, plongeant dans l'infini des choses, ramène à la surface? Parfois des savants ont voulu appliquer leurs moyens d'investigations à ces apports de l'âme. Les uns ont été émerveillés et ont adoré. D'autres ont déclaré que la science ne pouvait ni les mesurer, ni les ranger dans les catégories des faits classés et catalogués, et les ont rejetés. Les plus hardis ont tenté de les définir. Mais comme leurs descriptions sont restées pauvres! Comme l'âme, lorsqu'elle en prend connaissance, trouve qu'elles sont restées bien loin de la réalité, si riche de nuances, si éblouissante de beauté! Car ce sont de pauvres outils que ceux de l'intelligence, et le langage humain est bien malhabile pour exprimer toute la complexité du réel. Il en est d'autres, qui, renonçant aux formules précises, ont demandé à la magie des couleurs, des lignes, des sons, des sons

surtout, de leur rendre cet émoi dont leur âme était encore toute frémissante. Et ce ne furent pas les moins sages. Nul verbe humain ne nous a mieux fait sentir la majesté de Dieu, que la grande phrase du *Magnificat* se déroulant lentement sous les voûtes d'une cathédrale. L'artiste suscite en nous des émotions bien plus riches et plus puissantes que les descriptions des savants et des poètes, et ces émotions, sont plus adéquates aux intuitions mystiques qu'elles veulent reproduire.

Mais, claires ou non, lorsque l'homme oriente son activité dans la direction que lui montrent ces fins plus vastes que les fins ordinaires de nos actions, il sent dans son âme joyeuse des forces insoupçonnées. Il tressaille d'allégresse jusque dans ses os. Il éprouve, selon l'expression du sage antique, qu'il agit conformément à la nature, ou, s'il est croyant, qu'il obéit à Dieu. Il agit alors dans la plénitude de ses forces : il devient un héros, un saint. Sa joie est immense et l'avenir lui appartient. Il est dans le sublime de l'optimisme.

C'est là, pour l'instinct de vie, « le trésor réservé, le trésor de guerre. Il y puise les forces génératrices de l'action extraordinaire ». Elles surgissent subitement au moment précis où il faut lutter et se défendre. Ce sont vraiment « les courants étranges qui traversent les peuples et les soulèvent, les dieux qu'on croyait morts et qu'il faut adorer ».

Or ces voix, Idéal, Dieu, Patrie, le docteur Labat les avait entendues chanter encore dans l'âme de la France. Des symptômes non douteux lui montraient que les réserves morales du pays étaient incomparables; que, malgré les apparences, le Français était resté profondément religieux, qu'enfin l'épopée napoléonienne n'était pas si lointaine que le sentiment des gloires nationales se fût effacé. Il avait vu notre jeunesse devenir tous les jours plus avide d'action, et se détourner peu à peu d'une politique dépourvue d'idéal. Il avait senti enfin ce long frisson silencieux qui, de la Mer du Nord aux Pyrénées, avait parcouru tout le pays, aux jours sombres d'Algésiras et d'Agadir. Et, avec raison, il avait conclu que l'optimisme vital de la France était encore vivace, et que « le trésor de guerre » n'était pas épuisé.

Je ne prétends pas avoir pénétré et rendu toute la pensée du docteur Labat. Quel est celui qui peut affirmer avoir compris toute la pensée d'autrui, même quand cette pensée lui est familière ? Mais ses écrits sont de ceux qui invitent à de longues réflexions. La pen-

sée y est toujours riche de nuances, de tout l'apport d'un long passé de méditations. Ai-je même été bon interprète ? Il me semble que, dans sa pensée, l'instinct de vie et les grands sentiments du Devoir, de l'Idéal, de Dieu, forment un faisceau plus inséparable que je ne l'ai dit. Je sais qu'une de ses idées favorites est qu'il n'y a pas dans l'âme des royaumes indépendants. Toutefois, il m'a semblé aussi que les unir si étroitement c'était subordonner l'âme tout entière à l'instinct de vie, et faire juger que la vie n'a pas d'autre fin qu'elle-même. Je ne crois pas que le docteur Labat voulut accepter cette conséquence.

II

Ses articles forment aujourd'hui la matière d'un gros volume. Il les a écrits, qu'on me passe le mot, avec son cœur. Dans les œuvres de ce genre, le style n'est jamais indifférent. Avant de la produire, on soigne le costume d'une pensée chère. Je sais qu'il songea dans sa jeunesse à préparer l'Ecole Normale. Peut-être eût-il perdu, à l'émondage que la censure universitaire fait subir aux jeunes imaginations, quelques-unes de ses qualités les plus savoureuses. Il écrit avec son tempérament, et tout son tempérament. Il a le charme particulier de certains peintres, qui n'ont pas passé par l'Ecole de Rome.

Durant ses trente années de méditations solitaires sur les routes de Gascogne, sa pensée s'est enrichie d'aperçus lointains, de fines nuances, et la langue de l'intelligence claire ne lui suffit pas. Il est des sujets où les affirmations tranchantes et les formules nettes et définitives des doctrinaires, causeront toujours une gêne indéfinissable aux esprits délicats. D'instinct, il va à l'image, qui retouche, atténue, corrige, amplifie au gré de la sensibilité de l'écrivain. C'est une notation moins précise, plus floue, et par cela même plus exacte. C'est un système d'approches savantes pour encercler l'idée toujours fuyante et complexe. Dans un pays voisin, Montaigne, jadis, procédait ainsi pour exprimer le flot surabondant de ses pensées. Le besoin de noyer les contours est né chez les peintres le jour où leur vision est devenue plus riche, et plus délicates leurs intuitions.

Mais ce qui fait pour nous le charme de tout ce qu'écrit le docteur Labat, c'est qu'il est éminemment un écrivain du terroir. Il ne l'est pas seulement par les sujets de ses études, par les sources de sa

documentation, il l'est surtout par son amour profond pour ce pays qu'il a tant parcouru. Ses articles sont faits avec tout ce qu'un long passé nous a laissé de légendes, de contes populaires, de traditions. Il a recueilli tous ces matériaux avec amour : son âme était là. C'étaient d'humbles choses, mais chacune d'elles était la trace laissée par une souffrance, un espoir, une pensée, un événement qui avait marqué dans la vie d'hommes qui furent ses ancêtres et les nôtres. Devant chacun de ces monuments modestes d'un passé qui fut modeste aussi, il s'est arrêté pieusement. C'est toute une poésie chère à nos âmes qui revit profonde, intense. On n'oublie, quand on a lu ses articles, ni le curé de campagne qui, sous la Terreur, courait les champs pendant la nuit, pour bénir la terre, ni le conte des géants, ni l'histoire de Sully et d'Henri IV, ni la tour de Miradoux.

Et dans les pages qui nous occupent ici, la documentation, tout aussi abondante, est puisée aux mêmes sources. C'est chez le paysan gascon, dans le monde de nos campagnes, où les impressions, malgré tout, sont encore fraîches, où l'on s'analyse peu, où l'on calcule moins ses attitudes et ses phrases en vue d'une galerie possible, qu'il a pris ses notes. Elle est bien « de chez nous » la femme qui conte, dans une langue pittoresque que nous connaissons tous, le passage des poilus de l'an XII. Nous connaissons les gaillardes qui tournent avec des regards d'admiration autour du bel oiseau qu'une tourmente a obligé d'atterrir dans un champ de luzerne. Ce sont aussi des paysans « de chez nous » qui ont écrit les lettres admirables qui sont citées. Je me permets d'en transcrire deux, les plus émouvantes, peut-être, dans leur très grande simplicité. Jamais preuve ne fut plus manifeste que, dans les grandes crises, la cote des valeurs humaines est bouleversée. Voici les paroles que trouve un ouvrier jardinier, pour annoncer à une jeune femme la mort de son mari :

« Je vais vous dire, Madame, tout ce qui s'est passé. Nous allions vers un petit bois qui avait été reconnu, et où l'on n'avait vu personne. Maurice marchait à ma droite. Il s'est écarté pour cueillir une mûre sur la haie, lorsque la fusillade a éclaté, partie des arbres sur lesquels les Allemands étaient montés. Une balle a frappé Maurice au cou. Il est tombé sans rien dire. Il n'a pas souffert. Le soir, on l'a enterré derrière la haie. Je reconnaitrai l'endroit, et, après la guerre, je pourrai vous y conduire, si je ne suis pas tué.

« Je puis vous dire, Madame, que Maurice me parlait souvent de

vous et de ses enfants. Je vais vous dire aussi que chaque fois que nous avons pu nous arrêter près d'une église, il y est entré pour prier. Je vous dis ces choses parce que c'est la vérité, et je pense qu'elles vous feront plaisir dans votre grande peine. »

Le billet suivant n'est pas moins beau, dans sa rédaction plus fruste :

« Je t'envoie, ma chère Marie-Louise, l'image du combat *que je suis participé* (un dessin naïf). Regarde bien les quatre pièces alignées. La petite croix, c'est là que j'étais portant les obus à la pièce n° 1. La grande croix, c'est là que mon pauvre maréchal de logis a été tué. Garde moi bien cela. J'y tiens comme à ma vie. Le combat a duré de midi à deux heures. C'est beau, vois-tu, de se battre. On est fou et glorieux. »

Il se trouve encore que ce sociologue, cet homme habile à scruter le mal dont souffre un groupe ethnique, a reçu le don de la fée, le don merveilleux *de voir*, de voir un paysage, une scène, une silhouette, et de les fixer en quelques traits. Un de ses articles, quel qu'il soit, se déroule comme une conversation pendant une promenade à travers la campagne. Le pays qu'on traverse, c'est notre pays. Le chemin, capricieux, a des méandres inattendus. A chaque tournant on « s'arrête de deviser », car le regard est attiré par un paysage ou une scène nouvelle. Ici, c'est le vieux village abandonné, avec ses maisons aux fenêtres envahies par les glycines, et ses avenues obstruées par l'herbe folle; plus loin, c'est le jeune paysan revenant de l'école, avec le goulot de la bouteille sortant de sa musette. Ici c'est un joli Charles Jacque : un petit porcher déluré vante ses animaux à un passant. Voici même un Steen qui ne manque pas de gaieté : trois écoliers paresseux, à l'heure du catéchisme, à genoux devant l'église du village, mangent leur pain dans la honte. Voici enfin un Landseer : Médor, grave, sous l'œil de jeunes gardes de vaches, attend que Bergère, sa mère, ait fini sa pâtée, pour commencer la sienne :

*Chose étrange ! on apprend la tempérance aux chiens,
Et l'on ne peut l'apprendre aux hommes !*

Dans les pages sur l'optimisme, le tableau brusquement aperçu est d'une grandeur insoupçonnée : c'est le deux août mil neuf cent quatorze :

« L'horloge de la mairie marquait exactement quatre heures et demie du soir, lorsque du vieux clocher voisin partit le signal de la grande alarme. Les temps étaient accomplis. »

« La soirée est radieuse. Le soleil en s'inclinant adoucit sa lumière. Sur la grande paix des champs, où la moisson vient de s'achever, les clochers voisins, qui se sont mis en branle à leur tour, répandent leurs coups précipités où l'on sent la main fiévreuse des sonneurs. »

« Au sortir de la maison, trois enfants me croisent, qui s'en reviennent en courant du village, le visage ému, porteurs de la nouvelle. »

« Dans un champ un homme est sur sa charrette, chargeant les dernières gerbes d'avoine que sa mère et sa femme lui passent. Il n'a d'abord rien entendu, à cause du vent qui est contraire. Mais une accalmie laisse passer le son, qui le surprend avec une gerbe en l'air au bout de sa fourche. Il arrête net le geste, redresse la tête pour écouter. Une des femmes dit : « On sonne à feu ; » l'autre répond : « Non, c'est un baptême. » Cependant l'homme a jeté sa gerbe sur les autres; il lance sa fourche de fer qui se plante dans le sol et saute à terre. « Achevez de charger, pauvres femmes. Vous avez pleurniché toute la semaine, vous pouvez maintenant pleurer tout de bon. C'est la mobilisation. Je vais avec mon livret à la gendarmerie. »

« Le surlendemain, j'assiste au départ. Le repas est fini. Tout est prêt. Les autres attendent sur la route. L'homme sort, fait le tour de la métairie, regarde la gerbière dont un bout n'est pas d'aplomb et qu'il sera bon d'étayer. Il entre à l'étable, caresse les grandes vaches, au regard vague et indifférent, recommande qu'on surveille la velaison de la droitière qui est difficile. Il revient à la cuisine, embrasse les deux femmes en pleurs et les deux enfants, une fillette de cinq ans, un garçon de trois. Il y a un moment d'hésitation pénible. Il saisit encore le petit garçon, par deux fois l'embrasse, et, le posant à terre : « Pauvre petit, j'y vais pour que plus tard tu n'y ailles pas. » Et, d'un pas décidé, il s'en va. »

Au détour du chemin, où le toit de la métairie a disparu, il ralentit sa marche, son cœur est près de défaillir : « Vous ferez tirer les enfants et m'enverrez la photographie. »

Cependant nous arrivons à la route. Salut, poignées de main, réchauffement. L'attitude se redresse. Le lendemain, à la caserne, elle était excellente. »

Certes, le profond sentiment d'humanité qui se dégage de cette page l'élève bien haut au-dessus de la petite patrie. Cependant la silhouette des personnages, le geste, l'atmosphère, cette « paix des

champs » qui enveloppe la scène, sont bien caractéristiques. Il n'y a pas un détail controuvé, il n'y en a pas un que chacun de nous ne reconnaisse comme vrai, qu'il n'ait vu dans cette soirée inoubliable, et c'est là, en même temps que dans la notation si sobre et si large, qu'est le secret de la profonde émotion qui s'en dégage.

Je sais que l'article a été beaucoup lu, lu par des soldats, lu à des soldats. Nul ne s'en étonnera de ceux qui l'ont médité. Il le mérite par la forme à la fois brillante et délicate de son style, par les souvenirs évoqués, par les documents cités, par l'ambiance si noble et si salubre que crée une telle lecture. Ce n'est pas seulement une belle page, c'est une bonne action. De tout cela, un sec compte-rendu ne saurait donner une idée, même approximative.

L. BORDES.

NÉCROLOGIE

Henry TROPAMER

Un an s'était écoulé, — un an de cette effroyable guerre, déchaînée sur l'humanité par la folie d'un seul homme, — sans que la mort fût venue frapper ceux des membres de la Société académique d'Agen que leur devoir avait appelés et maintenait au front. Comme toutes cependant, notre Compagnie ne devait pas tarder à lui payer son funèbre tribut; et c'est un des plus jeunes, des derniers élus, mais non des moins méritants ni des moins distingués, que l'impitoyable faucheuse a choisi comme holocauste. Henry Tropamer vient de tomber au champ d'honneur dans la fleur de l'âge, quand l'avenir s'ouvrait si brillant devant lui.

Trop profondément ému est l'article que, dans le *Journal de Lot-et-Garonne* du 21 août dernier, lui a consacré son directeur, M. Xavier de Lassalle, trop délicatement exprimés s'y reflètent les sentiments touchants qu'il professait à son égard, pour que nous ne considérions pas comme un pieux devoir de le reproduire ici in extenso, sûr que nos lecteurs, en la même communion de pensée, ne manqueront pas de trouver dans ces lignes l'écho fidèle de leur respectueuse sympathie ainsi que de leurs plus vifs regrets.

MORT AU CHAMP D'HONNEUR

« Précocité de talent due à une intelligence solide et à de fortes études; présage certain d'un brillant avenir; droiture de caractère innée provenant des traditions, des exemples de famille; sentiments nobles et élevés inspirés par le constant souci de vivre honnêtement, utilement et d'entourer de toute son affection un père et une mère dont on fut, lors d'une cruelle épreuve, l'unique consolation et dont on resta la suprême espérance : telles étaient les précieuses qualités d'esprit et de cœur de M. HENRI TROPAMER, décédé le 7 de ce mois sur un champ de bataille de Champagne.

« Mort glorieuse pour ce jeune homme de trente ans qui, parti dès les premiers jours de la mobilisation comme adjudant de réserve au 15^e régiment d'infanterie, avait été promu sous-lieutenant sur le front pour avoir, en divers combats périlleux, accompli tout son devoir avec le courage calme et raisonné des âmes bien trem-

pées, résolues à tous les sacrifices. Mais mort affreuse pour ceux qu'elle laisse anéantis, désespérés, effondrés, désormais et à jamais privés de l'être sur lequel se concentraient toutes leurs tendresses. Séparés de lui depuis de longs mois, ils attendaient sa venue prochaine et, presque à la veille de voir cette félicité se réaliser, ils apprenaient qu'il n'existait plus, qu'il avait succombé atteint par des éclats d'obus, alors que, dans un généreux élan, il se portait au secours de son capitaine grièvement blessé. Pour lui, ses blessures étaient légères, mais si violente fut la commotion qu'elle provoqua une congestion que des soins immédiats ne purent conjurer. Quelques minutes après, il mourait sans avoir prononcé une parole.

« Au cours de son service militaire, à Agen au 9^e et à Montauban au 11^e, où avait été envoyé le peloton des dispensés et d'où il revint sergent; plus tard devant l'ennemi, dans le Nord, sur la frontière belge, en Champagne, Henri Tropamer s'était montré tel que le faisaient prévoir sa nature, son éducation, ses habitudes de vie, ses principes. Soumis à toutes les exigences de la discipline, il avait donné l'exemple de la plus irréprochable régularité; par sa courtoisie, sa bienveillance, son égalité d'humeur, il avait acquis l'estime de ses supérieurs, l'affection de ses camarades et des soldats sous ses ordres. Nous savons quelle vive explosion de regrets a accueilli au 15^e la nouvelle de sa mort.

« Cette nouvelle a donné lieu à Agen à une manifestation de tristesse non moins unanime, tant est grande et justifiée la considération dont jouit sa famille, tant lui-même, par sa valeur morale, s'imposait à la sympathie.

« Elève très distingué du collège Saint-Caprais et du lycée Bernard-Palissy, Henri Tropamer, ses études classiques terminées, suivit les cours de la Faculté de droit de Bordeaux. Reçu licencié, inscrit en 1907 comme stagiaire au barreau de la Cour d'appel d'Agen, il séjourna principalement à Bordeaux où, secrétaire de l'un des avocats les plus en renom, M^e Lainé, tout en se familiarisant avec la pratique des affaires, il se prépara aux examens du doctorat qu'il subit brillamment. Sa thèse, soutenue en 1911, lui valut une mention et les plus flatteuses félicitations du jury. Pour sujet, il avait choisi « La Coutume d'Agen ». C'était une attestation de son attachement pour sa ville natale. Cette étude avait nécessité de laborieuses recherches; très remarquée, elle lui fit grand honneur. L'analysant dans la *Revue de l'Agenais*, M. Philippe Lauzun,

secrétaire-général de la « Société des Sciences, Lettres et Arts », résumait ainsi son élogieuse appréciation : « Parée d'un style net, « précis, sans aucune prétention littéraire, ainsi qu'il convient à « une thèse de doctorat en droit, l'œuvre de M. Tropamer se re- « commande non seulement par son impeccable érudition, mais « aussi par la parfaite ordonnance des chapitres, la clarté de leur « exposition, la sûreté des jugements. Aux mérites de l'écrivain « s'ajoutent donc ceux du juriste. L'œuvre est définitive; le sujet à « tout jamais épuisé. » (1).

« Ces mérites de premier ordre, Henri Tropamer les affirma dès ses débuts à la barre et, soit en cour d'assises, soit dans les procès civils, il ne tarda pas à donner la mesure d'une science professionnelle, d'une maturité d'esprit qui se sont rarement rencontrées chez des avocats de son âge. Et c'est ainsi qu'il était promptement arrivé à se montrer digne de suppléer son père dont la grande valeur fait autorité au Palais et de maintenir les traditions de savoir et de dignité laissées par son grand-père et son aïeul qui, l'un président de chambre, l'autre premier président, comptèrent parmi les magistrats les plus éminents et les plus honorés de la Cour d'Agen.

« Henri Tropamer ne se limitait pas aux études juridiques; il possédait une culture historique et littéraire des plus étendues; mais, très modeste, loin d'en faire parade, il se serait plutôt efforcé de la dissimuler. Elle se révéla cependant devant un auditoire d'élite le 27 mars 1914 où, cédant aux instances du Comité de la « Société française de secours aux blessés », il donna une conférence sur l'intervention dans la guerre des Balkans des services sanitaires de la Croix-Rouge, cette bienfaitrice de l'humanité qui allait — on ne le supposait pas — être appelée, quatre mois plus tard, à multiplier les affirmations si fécondes de sa générosité et de son dévouement. Nous nous souvenons combien il nous fut agréable de louer, dès le lendemain, cette parole élégante, facile, d'une impeccable correction, saisissante par sa simplicité même, dégagée de toute emphase, mettant en relief par le choix toujours heureux de l'expression les idées les plus élevées, les sentiments les plus généreux, en un mot cette éloquence sobre qui captive l'esprit et va droit au cœur.

« Si la vie d'Henri Tropamer fut courte, trop courte, hélas ! on voit qu'elle fut des mieux remplies. Travail, bonté, dévouement

(1) *Revue de l'Agenais* mai-juin 1911.

en ont été les traits caractéristiques. Et cette vie si sérieuse, si paisible, elle s'est, en ces derniers temps surtout, écoulée au foyer familial. Il ne pouvait le pressentir, mais il semble aujourd'hui que le bonheur de l'avoir auprès d'eux devant être de brève durée pour ses parents, il se faisait une joie de s'écarter des distractions inutiles afin de leur consacrer tous ses loisirs.

« Ce fils modèle, ce laborieux, cet homme de devoir, nous l'avons vu grandir et nous avons applaudi à ses succès, rapproché de lui et des siens par de bien anciennes relations d'amitié. Aussi sa fin prématurée nous cause-t-elle une profonde affliction; et notre plume s'arrête impuissante à traduire l'émotion que nous fait éprouver la poignante douleur de ce père et de cette mère, déjà si cruellement frappés par la perte d'une fille charmante morte à dix-neuf ans, après six mois de mariage, et qui, maintenant, ne peuvent plus être soutenus que par la résignation de leur grande foi religieuse. Qu'ils soient assurés, dans leur atroce malheur, que tous ceux qui ont connu leur cher enfant, l'ont estimé, l'ont aimé et le pleurent avec eux.

« X. DE L. »

A ces sentiments si noblement exprimés, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen s'associe de tout cœur, pleurant, à son tour, la disparition si prompte de l'un de ses membres, sur le zèle et la science duquel elle étayait ses plus fermes espérances, estimant la mort d'Henry Tropamer comme une perte irréparable pour elle, et priant sa famille éplorée de vouloir bien croire à la sincérité de sa douleur.

PH. L.

★★

— Sur la tombe même de notre cher collègue, le capitaine de sa compagnie a prononcé l'allocution suivante :

« MON CHER TROPAMER,

« La 2^e compagnie remplit en ce moment un devoir des plus sacrés. Elle profite d'une courte trêve pour venir rendre les honneurs à son cher disparu.

« Voici au premier rang toute votre section. L'émotion poignante que trahissent tous les visages nous prouve assez combien vos hommes vous étaient attachés. Grâce à cette discipline ferme, mais paternelle, que vous aviez eu le talent de leur imposer, vous aviez

tout obtenu d'eux. Il est vrai que vous excelliez dans l'art de vous attacher les cœurs.

« Vos camarades sont là également. Eux qui, à côté du soldat ont pu connaître l'homme; eux qui ont été charmés par la finesse de votre culture intellectuelle; qui ont apprécié hautement vos qualités de cœur et d'esprit; eux qui, aux heures tristes, ont connu cette noble et franche gaité gasconne par laquelle vous saviez dérider les visages; ils sont aussi rangés autour de cette tombe, qui, en cette heure, est le point de ralliement de tous vos vrais amis.

« Votre chef de bataillon a voulu également venir s'incliner devant ce serviteur dévoué que vous avez toujours été. Esclave du devoir, mettant votre intelligence au service des choses militaires, vous étiez l'officier accompli qu'il regrette et qu'il pleure.

« Et moi, mon cher Tropamer, qui suis ici le porte-paroles de tous, qu'il me soit permis de dire bien haut que vous avez été pour moi, en même temps qu'un collaborateur précieux, un ami très dévoué. Je savais à quel point je pouvais compter sur vous.

« Vous nous avez montré, en vous sacrifiant vous-même, que votre dévouement et votre esprit de sacrifice ne connaissent point de bornes.

« Toutes ces qualités, auxquelles nous venons de rendre hommage, nous font comprendre la gravité de l'amputation que vient de subir la compagnie en vous perdant.

« Mais nous ne sommes pas hommes à nous laisser démoraliser. Une tête coupée en fait renaître mille et nos cœurs bien trempés sauront toujours porter haut et droit le fanion de la 2^{me}.

« Dormez en paix, mon cher Tropamer, dormez du sommeil des braves. Dormez surtout avec la certitude que votre souvenir restera en nous impérissable. »

★ ★

Le général, adjoint au général commandant le groupe des armées du Centre, cite à l'ordre de l'armée le sous-lieutenant Tropamer, Jean-Henri, du 15^e régiment d'infanterie : « Officier de premier ordre, simple et modeste, d'un courage tranquille et souriant, répandant autour de lui la confiance et le calme. Tué le 7 août 1915 dans la tranchée au nord de M... par l'éclatement d'une bombe, en se portant au secours de son capitaine que la bombe, non encore éclatée, venait de renverser à terre. »

CHRONIQUE

Distinction honorifique. — La Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen est heureuse de signaler la citation à l'ordre du jour de l'un de ses membres résidants les plus zélés et les plus dévoués, *M. l'abbé R. Marboutin*, parti au front, sur sa demande, depuis les premiers mois des hostilités, et versé dans le service des infirmiers militaires.

« N'a cessé, durant ces derniers mois, dans des circonstances critiques (bombardement presque journalier), de remplir ses obligations avec le plus grand sang-froid et le plus constant dévouement. »

En récompense de ses services, M. l'abbé Marboutin reçoit la Croix de guerre.

Tous ses amis, — et ils sont nombreux, — s'en réjouiront avec lui; ils se joindront à nous pour lui adresser, avec la continuation de leurs vœux toujours sincères, leurs plus cordiales félicitations.

REVUE HISTORIQUE. — *Juillet-Août 1915.* — Louis Bréhier : Constantin et la fondation de Constantinople. — Emile Amélineau : La conquête de l'Égypte par les Arabes. — E. W. Dahlgren : Une contestation franco-espagnole au sujet d'une affaire d'Inquisition. L'affaire du capitaine Lopez (1712-1720). — G. Nestor Tricoche : Le siège de Nouvoo, où la bataille des Maladroits : épisode de l'histoire des Mormons. — Ch. Mortet : A quelle époque le détroit des Dardanelles a-t-il reçu ce nom ? — Bulletin historique : Antiquités latines (publications étrangères 1913-1915), par Ch. Lécivain. — Histoire de France (fin du moyen-âge, 1328-1498), par Ch. Petit-Dutaillis. — Histoire de l'Amérique latine (publications des années 1904-1914) 1^{er} article, par C. Martin-Chabot. — Comptes-rendus critiques. — Notes bibliographiques. — Correspondance : Lettre du R. P. Bliard et réponse de M. Rod. Reuss. — Recueils périodiques et Sociétés savantes. — Chronique. — Index bibliographique.

POLYBIBLION. — *Juin 1915.* — *Publications relatives à la guerre européenne.* — G. Choisy : Chez nos ennemis à la veille de la guerre. — P. Balmer : Les Allemands chez eux pendant la guerre (de Cologne à Vienne). — Franc-Nohain et P. Delay : Histoire anecdotique de la guerre de 1914-1915. iv. La bienfaisance pendant la guerre; v. Les Blessés; les Morts. — Henri Lavedan : Les Grandes Heures (1914-1915). — G.-A. Powell : La guerre en Flandre : Traduction de l'anglais par G. Harry. — L. Maccas : La guerre de 1914 : Les cruautés allemandes; réquisitoire d'un neutre. — R. Caëll : Les soutanes sous la mitraille; scènes de la guerre. — W. Voot : La Suisse allemande au début de la guerre de 1914. — E. Verhaeren : La Belgique sanglante. — Mgr Tissier : Sur le front; consignes de guerre. — Cabanes : Folie d'Empereur; une dynastie de dégénérés; Guillaume II jugé par la science. — C. Snouck-Hurgronje : The Holy War « made in Germany », etc. — *Littérature.* M. Donnay : Alfred de Musset. — Etc., etc.

REVUE HISTORIQUE DE BORDEAUX. — *Mai-Juin 1915.* — Michel Lhéritier : La Révolution à Bordeaux de 1789 à 1791. La transition de l'ancien au nouveau régime. — André Vovard : La défense navale de la Gironde en mars-avril 1814. — D^r G. Martin : Le Cru de Langon (suite). — Madeleine Pourézy : Une représentation théâtrale à Bordeaux en 1525. — Mélanges : Un agent de l'Autriche prisonnier au Château-Trompette, par Fernand Thomas. — Cagliostro à Bordeaux, par M. E. Rousselot. — Chronique. — Index bibliographique.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD. — Tome XLII, troisième livraison. — *Mai-Juin 1915.* — E. Lespinas : Un auteur tragique périgourdin, inconnu. — A. Dujarric-Descombes : Un épilogue de la Fronde. — Marquis de Fayolle : Les boiseries de la Chartreuse de Vauclaire. — L. Didon : Une boutique d'orfèvre périgourdin au xviii^e siècle. — Varia : Notes et documents : Le Périgord pendant la guerre de Cent ans, d'après les archives du Vatican, par M. R. V. — Nécrologie : M. l'abbé Cloder (M. R. V.) : M. l'abbé Chanteloube. (M. R. de Boysson.)

N° 5

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

42^e Année — Septembre-Octobre 1915



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement
interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>Profils militaires. Le général Tartas (1796-1860), par Ph. Lauzun</i>	309
II.	<i>Un céramiste agenais à Bordeaux, Pierre-Honoré Boudon de St-Amans (1829-1837) (fin), par E. Labadie</i>	321
III.	<i>Cryptographie Agenaise ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusqu'à pareil jour 1817, de Jean-Florimond Boudon de Saint-Amans (fin), publiée et annotée par R. Bonnat</i>	334
IV.	<i>Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture, par Isaac-Louverture (fin)</i>	361
V.	<i>Les Antiquitez d'Agen, par Darnalt (suite)</i>	382
VI.	<i>Enquête sur les biens communaux</i>	389
VII.	<i>CHRONIQUE : Comment ils écrivent ; comment ils meurent</i>	395

GRAVURES :

Le Général Tartas

Moulins des Chartrons, à Bordeaux, où Johnston et Saint-Amans installèrent leur faïencerie en 1835, d'après une lithographie du temps.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

10



LE GÉNÉRAL TARTAS

Cliché Ph. Lauzun



TARTAS

PROFILS MILITAIRES

Le général TARTAS

(1796-1860)

Tartas est une des figures les plus sympathiques et les plus populaires du Lot-et-Garonne. Il est juste, en ces temps de guerre, que, rappelant sa brillante carrière militaire ainsi que les services qu'il rendit à son pays comme député en 1848 et 1849, nous fassions revivre sa mémoire, sinon tout à fait inconnue, du moins bien oubliée des jeunes générations (1).

La famille de Tartas est originaire de la ville de Mézin. Au xvr^e siècle déjà, on trouve plusieurs de ses membres occupant la charge consulaire; et, dès le xvii^e siècle, on les voit remplir avec éclat des fonctions militaires, ou bien être investis de hautes charges dans la magistrature.

Louis-Emile de Tartas, le futur général, naquit à Mézin le 1^{er} août 1796, de Guillaume Tartas de Conques, magistrat au parlement de Bordeaux, puis, après 89, conseiller général du département de Lot-et-Garonne, sous-préfet de Nérac, député au Corps législatif de 1804 à 1809, et finalement conseiller à la Cour royale d'Agen, et de Suzanne Dorothee de Poul de Labarthère.

Confié d'abord à M. Barrère, principal au collège de Mézin, puis élève au collège d'Agen, le jeune de Tartas y fit de solides études, avec la pensée fixe d'embrasser la carrière militaire.

Le 15 juillet 1814, il entra comme garde du corps du Roi, avec le titre de lieutenant, dans la troisième compagnie commandée par le duc de Noailles. Rentré chez lui pendant les

(1) Nous nous servons principalement pour cette biographie du petit volume que lui a consacré l'abbé Barrère : *Le général Tartas et le Récit de ses expéditions militaires en Afrique*, Paris, Dentu, 1860, in-12 de 224 pp., et aussi de l'article de Samazeuilh, reproduit dans sa *Biographie de l'arrondissement de Nérac*, article TARTAS.

Cent-Jours, il reprit du service le 12 novembre 1815, fut nommé, un mois après, sous-lieutenant dans les chasseurs de l'Allier, passa lieutenant le 11 octobre 1820, puis capitaine, toujours dans ce même corps, le 5 février 1823, et enfin, le 3 mars 1825, capitaine instructeur à l'Ecole de cavalerie de Saumur.

C'est qu'Emile de Tartas était un brillant cavalier ayant manifesté depuis ses plus jeunes années, un goût très prononcé pour toutes les questions, tous les exercices hippiques. « Ici, écrit M. de Batz-Trenquelléon, qui lui a consacré également un article biographique, l'individualité de Tartas prend un aspect beaucoup plus sérieux, sinon plus intéressant. Il ne se contente pas d'être un officier d'élite; il s'évertue à créer, pour les combats de l'avenir, une pépinière d'officiers destinés à porter haut comme lui le drapeau de la France et à perpétuer le glorieux renom de notre cavalerie. On peut dire qu'à partir de ce moment, le rôle militaire de M. de Tartas devient national en devenant essentiellement utile. » (1).

Le 23 juillet 1836, Tartas entre avec le grade de chef d'escadron dans le 13^e régiment de chasseurs, devenu le 7^e lanciers. Puis il passe lieutenant-colonel, le 15 avril 1840, dans le 6^e régiment de hussards; et enfin le 21 juillet suivant, avec le même grade, dans le premier régiment de chasseurs d'Afrique. Il avait été nommé, deux ans avant, le 25 avril 1838, chevalier de la Légion d'honneur.

Mais, de cette croix, il ne fallait pas le complimenter, ne l'ayant pas gagnée sur le champ de bataille. Le rêve de Tartas était d'aller se battre en Afrique, où l'armée française accomplissait chaque jour de si glorieux exploits. Ce rêve se réalisa bientôt; et, dès le mois d'août de cette année 1840, il débarquait à Mustapha, où était cantonné son régiment, comme attaché au grand quartier général de cavalerie.

Ses débuts, sur le sol africain, furent des plus brillants. L'affaire du camp de Kara-Mustapha, à laquelle il prit part

(1) *Revue d'Aquitaine*. VII. 1863, p. 511.

dès son arrivée, le mit immédiatement en vedette parmi les officiers les plus distingués de l'armée française. « Dans cette affaire, si heureusement terminée par le général Changarnier, le 20 septembre 1840, le lieutenant-colonel Emile de Tartas, écrit le *Toulonnais* du 20 octobre 1840, chargeant à la tête du 1^{er} escadron du 1^{er} régiment des chasseurs d'Afrique, se trouva cerné entre le fameux Ben-Omar et un autre chef des Kabiles (Mustapha-ben-Abdallah). Serré de près par ces deux ennemis, Tartas immole du premier choc Ben-Omar, et comme l'autre Kabile s'élançait sur lui pour venger la mort de son camarade, notre brave compatriote retire son sabre sanglant du sein de celui-ci, pour en frapper l'autre chef ennemi, dont la tête vole au loin sous cet heureux et terrible coup de revers. » La victoire est complète; tout l'honneur en revient à Tartas. Changarnier le félicite officiellement devant le front des troupes et, dans son rapport, il demande pour lui la rosette d'officier de la Légion d'honneur.

Sept mois après, le 5 mai 1841, le lieutenant-colonel Tartas était cité à l'ordre de l'armée pour sa valeureuse conduite dans l'affaire de Milianah, sous les murs mêmes de cette ville, où, après l'héroïque charge qu'il exécuta, il reçut devant toute l'armée les félicitations du nouveau gouverneur de l'Algérie, le général Bugeaud, qui venait de remplacer le maréchal Valée. Lui-même rend compte de son fait d'armes et cherche à communiquer son enthousiasme à son ami Hector Depère, de Mézin, dans une des nombreuses lettres qu'il lui écrivit à cette époque, et dont s'est servi l'abbé Barrère pour composer sa biographie.

A Boghar, à Thaza, à Médéah, Tartas conquiert de nouveaux lauriers.

Le 8 novembre 1841, dans son ordre du jour à Mostaganem, Bugeaud s'exprime ainsi sur Tartas :

« Au brillant combat de *Maoussa*, le 8 octobre, où les chasseurs et les spahis battirent, après une lutte acharnée, une cavalerie très supérieure en nombre, M. le lieutenant-colonel Tartas, commandant la cavalerie réunie, mérite la *première citation*, par la rapidité et l'énergie avec lesquelles il a su

faire face aux événements multipliés d'un engagement qui a duré deux heures. »

Un tel courage devant l'ennemi, uni à d'aussi solides qualités militaires, devait avoir sa récompense. Au moment de partir pour une nouvelle expédition sur Milianah, Changarnier reçoit un pli du ministre de la guerre. Il l'ouvre devant tous les officiers qui l'entourent. C'est la nomination de Tartas au grade de colonel. « Cette nouvelle, écrivait-il lui-même à son ami Depère, fut reçue avec enthousiasme par toute la division. Ce fut pour ton vieil ami un moment bien flatteur, lorsque toutes ces figures grillées par le soleil, appauvries par les fatigues, se pressaient autour du nouveau colonel pour lui exprimer leur joie. »

Passé au 4^e régiment des chasseurs d'Afrique, Tartas continua à se distinguer à tous les combats qui s'ensuivirent, notamment le 10 décembre 1842, dans les montagnes des Beni-Ouragh, où la lutte fut des plus chaudes; le 12 mai 1843 aux Shéa; et le 10 juillet de la même année au pays des Sendjess; mais non sans avoir pris auparavant quelques jours de congé, et être venu à Mézin se retremper aux douces joies de la famille.

Dès le mois d'octobre, il regagnait l'Algérie et entamait une campagne d'hiver contre Sidi-Embarak. Au combat du 11 novembre 1843, le général Tempoure, son compatriote Néracais, sous les ordres duquel il servait, écrivait au ministre : « J'ordonnai la charge. Le colonel Tartas, dont l'élan, le sang-froid et le brillant courage ne sauraient être trop exaltés, dépassait seul son premier escadron et entraînait le premier dans les bataillons ennemis, à travers une vive fusillade, pendant que les deux colonnes tournantes les enveloppaient et leur enlevaient tout espoir de salut. En peu d'instants tout fut culbuté... » Tout l'honneur de cette victoire revenait encore au colonel Tartas.

Le 14 août 1844, détaché enfin de la brigade du général Tempoure, Tartas prend une part des plus importantes à la bataille de l'Isly, comme commandant en chef de toute la cavalerie, forte de 19 escadrons, et sous les seuls ordres du maré-

chal Bugeaud. Il s'empara des canons ennemis, broie le camp du prince impérial, fils aîné de l'Empereur du Maroc Sidi-Mohamed, et s'empare de sa tente, de son pavillon, de tous ses drapeaux. Bugeaud le cite dans son rapport, parmi les chefs qui l'ont le mieux secondé, et il le propose pour le grade de maréchal de camp.

Mais avant d'obtenir ce nouveau grade, Tartas se distingua encore, comme il en avait l'habitude, d'abord le 20 septembre 1845, dans une reconnaissance en avant de Sidi-Ben-Assel, où il enleva de haute main tout le camp du Goum de Bou-Maza, exploit qui eut un grand résultat moral. « Il affermit, en effet, écrivait le général Bourjolly, dans leur fidélité les tribus qui tenaient pour nous, en même temps qu'il jeta la terreur parmi celles qui venaient d'embrasser la cause du chérif. » Puis, trois mois après, le 22 décembre, dans l'affaire du Temda, au nord de la montagne de Bouchettoute, où, de nouveau, il fut cité à l'ordre de l'armée.

Le 10 février 1846, le colonel Tartas rentrait à Mostaganem et était chargé de commander la subdivision. C'était la vie sédentaire à côté de la vie des camps, le repos, après tant de batailles si brillamment gagnées. Bientôt après lui arrivait la nouvelle de sa nomination de général. Le maréchal Bugeaud la lui apprenait en cette lettre si élogieuse, écrite d'Alger, où il résidait :

« Mon cher Tartas, j'ai enfin obtenu ce que je voulais pour vous. Vous avez fait partie de la première promotion et vous êtes le seul de votre arme. Il fallait bien que votre affaire du 30 septembre, si digne d'un Murat, vous donnât ce privilège.

« Venez nous voir ici. Je vous serrerai la main avec la même effusion que je le fis près de Bel-Assel, quand vous fûtes si beau d'élan et de sang-froid. En vous donnant ce témoignage de sa confiance, le Roi a voulu récompenser en vous les grands services que vous avez rendus à la France et à son armée. Le brave régiment que vous quittez se tiendra toujours, je l'espère, à la hauteur de sa réputation que vous avez si bien secondée; la force des soldats est dans l'exemple de leurs chefs. »

Tartas fit des adieux touchants à son régiment. Ses officiers voulurent se partager ses détroques : Le colonel Dupuch, qui le remplaçait, prit ses épaulettes; le capitaine Cadic son ceinturon d'argent, le capitaine-trésorier son couvert d'expédition.

Au mois d'octobre le général Tartas quittait l'Afrique, pour ne plus la revoir.

— Sise sur les pentes sablonneuses de la rive gauche de la Gélise, à trois kilomètres à peine au nord-ouest de Mézin, en face du château de Carboste, la jolie maison du Mirail avait remplacé le vieux manoir du moyen-âge. C'était la résidence d'été de la famille de Tartas, échue en partage à l'aîné des enfants, Louis-Emile. Entourée de magnifiques ombrages, adossée à l'ouest aux grands bois de chênes-lièges, et, derrière, à la forêt de pins dont l'immensité s'étend jusqu'à la mer, cette habitation était décorée, au levant, de vastes prairies qui descendaient jusqu'aux bords de la rivière. Soigneusement entretenu par le fidèle François Samaran, le Mirail offrait au vainqueur de Kara-Mustapha, de Millianah et de l'Isly un lieu de calme et de repos après lequel il soupirait. Le général Tartas y arriva à l'automne de 1846, et y demeura la fin de cette année. Mais il ne devait pas en jouir longtemps. A peine commençait-il à goûter les joies de ce site champêtre auquel il tenait tant, qu'une ordonnance royale du 30 janvier 1847 le nommait au commandement de la subdivision du département de Lot-et-Garonne, en remplacement du général de Galz de Malvirade. Quoique âgé de 51 ans, Tartas songea alors à se marier. Le ciel bénit son union avec Mademoiselle de Mouy-Colchen, et lui donna deux enfants : un fils, Fernand, plus tard officier de cavalerie, décédé en Algérie, et une fille, mariée au comte Rapp.

Le général Tartas prit immédiatement possession de son nouveau poste, et il l'occupait encore quand éclata, l'année suivante, la Révolution de février.

Des troubles graves surgirent dans Agen, dès la proclamation de la République. Une bande de socialistes chercha à s'emparer de la mairie. Le général Tartas arrive avec ses sol-

1
dats sur la place de l'hôtel de ville. Il harangue la foule, s'engage à ne pas tirer un coup de fusil, mais réclame la dispersion volontaire des émeutiers. Son éloquence, sa bravoure, la popularité dont il jouit, lui donnent gain de cause; la foule l'acclame et tout rentre dans le silence.

Huit jours après, le 2 mars, il passe au Gravier une revue de toutes les troupes de la garnison. Elles défilèrent au cri de : Vive la République ! Vive le général !

Le 23 avril, le gouvernement provisoire fait procéder aux élections législatives. Le nom du général Tartas sort le premier de l'urne, avec 48,504 voix. Sur 2,800 votants, le canton de Mézin seul lui donne 2,680 suffrages. Le 1^{er} mai, il part avec ses collègues pour Paris, et assiste, impassible à son poste, à l'émeute du 15 mai, où la chambre fut envahie par les révolutionnaires.

« Je t'écris ces quelques lignes, disait-il à son frère, ce jour-là, 3 heures, au milieu d'un tumulte effrayant pour les citoyens pusillanimes : mais nous sommes à nos places; il en arrivera ce qu'il voudra. Habitué à voir l'ennemi de près et si souvent, je suis d'un calme que rien n'égale. Dieu sauvera encore le pays ! »

Et, en post-scriptum : « 4 heures et demie : Je suis encore dans la salle des séances, voulant y rester le dernier, malgré tout, pour être fidèle à mon mandat. Nous n'y sommes pas nombreux. — 5 heures et demie : Nous venons d'être délivrés par la garde nationale (mobile). Quel affreux drame vient de se passer sous mes yeux ! J'ai vu des bras nus, armés de poignards, envahissant l'assemblée : je les ai entendus rendre leurs abominables décrets. Une dizaine de braves ouvriers qui se trouvaient dans l'assemblée, ayant entendu prononcer mon nom, m'ont entouré. Je les ai remerciés, en leur disant que je voulais mourir à ma place. Je suis heureux d'être né avec ce courage. Par suite de cette manifestation qui devait éclater plus tard, je crois la France sauvée. »

Un si bel exemple de courage patriotique ne devait point passer inaperçu. Le gouvernement comprit que Tartas pouvait rendre en ces heures de crise de plus grands services

comme soldat que comme simple député sur les bancs de la Chambre. Aussi fut-il de suite envoyé à Lyon, où se trouvait sa brigade, pour calmer la fureur démagogique des « *Voraces* » de cette ville. Sa tâche accomplie, il revint siéger à la Chambre, et s'y fit remarquer par sa parole brève et incisive.

Les élections générales du 13 mai 1849, faites en vue de nommer une Assemblée législative, d'après la Constitution du 4 novembre 1848 qui proclamait le suffrage direct et universel, furent un nouveau succès pour le général Tartas. Son nom arriva premier sur la liste, par 48,314 voix.

Comme à la Constituante, Tartas prit une part active à toutes les délibérations relatives aux questions militaires et particulièrement à la création d'un corps d'armée d'Afrique. Il s'opposa surtout, dans la séance du 25 novembre 1850, à ce que des mesures de clémence fussent appliquées à Abdel-Kader, dont il connaissait la magique influence sur les Arabes, pour l'avoir si souvent combattu, et à ce qu'il fût renvoyé sur le sol africain. La Chambre, séduite par sa parole, lui donna raison, en rejetant la proposition du général Fabvier.

Appelé au commandement de la 1^{re} brigade de la cavalerie de réserve de l'armée de Paris, Tartas comprit que sa vraie place était, non avec des députés dont la divergence d'opinions constituait de plus en plus un danger public, mais à la tête des soldats. Le 4 novembre 1851, il donna sa démission de représentant du peuple, dégoûté à tout jamais, après ce qu'il venait de voir, et de la politique et du parlementarisme.

Il était trop ami de l'ordre et friand de l'autorité, pour ne pas adhérer au coup d'Etat du 2 décembre, et se ranger aux côtés du prince qui allait sauver la France, en enchaînant les passions démagogiques et en la délivrant de l'anarchie. Le 26 novembre, il était appelé avec vingt de ses collègues, généraux comme lui, à l'état-major des Tuileries par le général Magnan, et il recevait de lui communication secrète du plan projeté, en même temps que des ordres formels lui étaient donnés pour parer à toute éventualité. Aussi, le 3 décembre, arrivait-il de Versailles à la tête de deux régiments de carabiniers, et se postait-il aux Champs-Élysées, où il prenait avec le géné-

ral d'Allonville le commandement de tous les régiments de cavalerie. Dans une bagarre qui s'ensuivit, le colonel Fleury fut blessé à ses côtés.

Dès que fut définitivement établi le nouveau régime, sanctionné par 7 millions 102,035 votes affirmatifs contre 586,403 votes négatifs seulement, Tartas reçut la récompense de ses derniers services. Sa présence n'étant plus nécessaire à Paris entièrement pacifié, il fut nommé, au mois de septembre 1852, général de division, et chargé du commandement de la 14^e division militaire, en résidence à Bordeaux. Là encore il fut reçu avec enthousiasme et jouit dans cette ville de la même popularité qu'en Lot-et-Garonne.

Le mois suivant, Louis Napoléon entreprenait son voyage dans le midi de la France et arrivait à Agen le 6 octobre 1852. Quoique bien jeune à ce moment, il nous souvient, au passage du cortège que nous vîmes défiler sur le cours Saint-Antoine du haut d'un balcon tout proche de la maison de Jasmin, d'avoir entrevu, bien caractéristique, la mâle figure du général Tartas, assis en face du prince président. Et nous ne saurions dire encore si les cris de *Vive Tartas !* n'étaient pas aussi nourris que ceux de *Vive Napoléon, Vive l'Empereur*, poussés par la foule en délire, dans un enthousiasme indescriptible.

Le prince avait en effet compris combien la présence à ses côtés de l'enfant chéri du Lot-et-Garonne rehausserait le prestige de son passage à Agen, et il avait demandé à Tartas de venir l'y chercher pour l'accompagner à Bordeaux.

Le lendemain matin, en effet, à huit heures, il s'embarquait avec lui sur le petit bateau à vapeur *l'Etoile de la France*, et, descendant la Garonne, salué par les acclamations unanimes des habitants des villes riveraines, il arrivait à Bordeaux, où, comme à Agen, son entrée fut triomphale.

Le général Tartas ne prit point part à la guerre de Crimée. Sa santé, déjà compromise par ses campagnes d'Afrique, s'altérait visiblement. Il fut cependant, vers cette époque, nommé plusieurs fois inspecteur général de cavalerie, et, en 1855, l'Empereur l'appela au commandement du camp de Hage-

neau, en même temps qu'il lui octroyait la plaque de grand officier de la Légion d'honneur.

Lorsque la guerre d'Italie fut déclarée, Tartas, qui avait déjà dépassé la soixantaine, demanda à reprendre du service actif et écrivit à l'Empereur la lettre suivante :

« Sire, daignez me permettre d'exprimer à Votre Majesté le profond regret que j'éprouve de n'avoir pas été désigné pour le commandement d'une division à l'armée d'Italie.

« L'officier général qui a eu le bonheur de conduire avec succès à l'ennemi ses braves régiments de chasseurs d'Afrique; qui, au 2 décembre, était à Paris à la tête de la brigade de cavalerie, lorsque le général Fleury, alors colonel, fut blessé à ses côtés, ne peut voir sans un vif chagrin qu'il n'a pas, sous les ordres de Votre Majesté, un commandement auquel son dévouement à votre personne, ses services de guerre, et ceux que sa force physique et morale lui permet de rendre encore, semblaient lui avoir créé des droits. Je suis, Sire, etc.»

Le général se faisait illusion sur l'état de sa santé, que connaissait bien le grand état-major général. L'année suivante, en effet, malgré sa résidence presque continuelle à Arcachon, qui a donné son nom à l'une de ses avenues, et les soins empressés de sa famille, il était emporté, dans un voyage qu'il s'était cru obligé d'effectuer à Paris pour l'exercice de ses fonctions, par une grippe infectieuse, et il succombait, après quelques jours à peine de maladie, le 29 février 1860.

Le *Journal de Lot-et-Garonne* du jeudi 1^{er} mars, annonçait, en ces termes, sa mort à ses lecteurs :

« Arrivée hier par la voie télégraphique, cette triste nouvelle s'est promptement répandue dans notre ville et elle y a été une véritable consternation. Riches, pauvres, ouvriers, artisans, fonctionnaires, tous ont appris ce déplorable événement avec un profond sentiment de douleur. Partout l'impression est pénible, partout les regrets aussi vifs que sincères. C'est que peu de noms sont restés aussi sympathiques que celui du général à notre population.

Nous consacrerons sous peu un article à la mémoire de ce brave et regretté général, qui, depuis longtemps déjà, avait pris rang parmi les illustrations les plus pures du pays. »

Et sept jours après, le mercredi 7 mars, rendant compte de ses obsèques dans sa ville natale de Mézin, le même journal s'exprimait ainsi :

« Les obsèques du général de Tartas, de cet homme à jamais regrettable, ont eu lieu hier non seulement en présence de la population entière de Mézin, mais d'un immense concours de personnes venues de tous les points de l'arrondissement, du département même, pour honorer la mémoire d'un des meilleurs et des plus glorieux enfants du pays qu'une mort fatalement prématurée a ravi à la tendresse de sa famille, à la vive affection de ses nombreux amis.

« Le deuil était conduit par les deux frères du général; et, en tête du cortège se trouvait M. le Préfet de Lot-et-Garonne, M. le Sous-préfet de Nérac, le maire de Mézin, le commandant de la gendarmerie du département et M. le chanoine Bordes, grand-vicaire, représentant Monseigneur à cette triste et touchante cérémonie; puis M. de Thouron, commandant d'état-major, aide de camp du général de Tartas, le capitaine de gendarmerie de Bordeaux et le lieutenant Nogaret, ordonnance de M. le général de Tournemine. Les honneurs militaires étaient rendus par la gendarmerie de l'arrondissement.

« De la maison du général où le cercueil avait été déposé, le convoi est allé à l'église. Le service funèbre a été célébré par M. le curé de Mézin. Jamais foule n'a marché plus nombreuse et plus pressée, plus émue, plus recueillie à la suite du cercueil. La consternation était générale, le deuil universel. Pas une maison qui n'en portât le signe extérieur. Partout des drapeaux noirs aux fenêtres, et dans tout le parcours du cortège, des tentures noires attestaient la profonde douleur et les regrets sincères des habitants. »

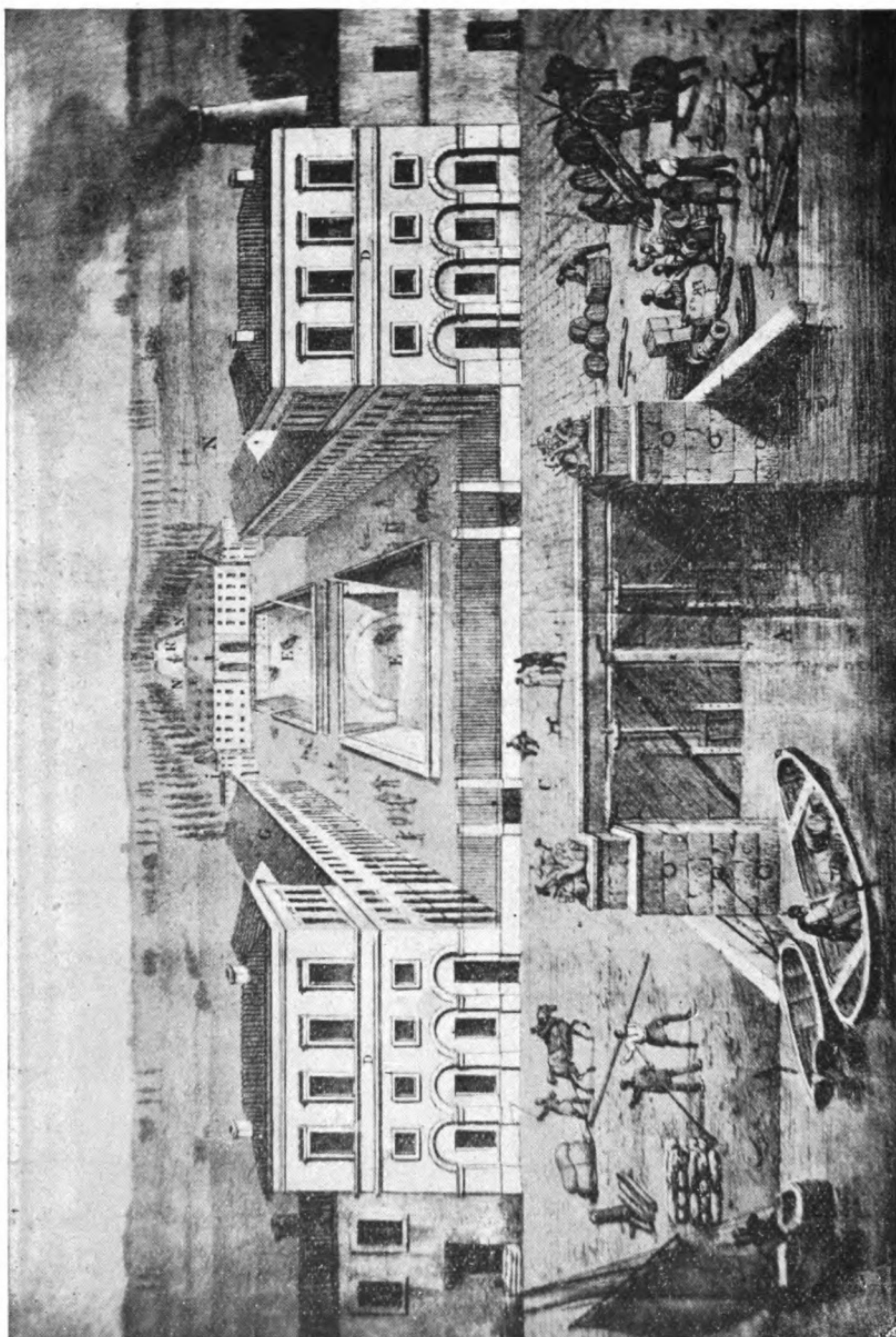
Au cimetière, M. Alphonse Paillard, préfet du Lot-et-Garonne, prit la parole, « payant, dans un discours des plus émus, un tribut aussi bien senti que mérité à la mémoire du soldat, dont les champs de bataille d'Isly attestent la brillante valeur, du citoyen dont les regrets et les sympathies de tous rappellent les vertus privées, le noble cœur et les services rendus. »

Vint ensuite M. l'aide de camp du général de Tartas qui, au nom de l'armée, retraça les brillants exploits de son chef vénéré.

Et le *Journal de Nérac*, des 4 et 11 mars, rendant également compte de la cérémonie, ne le cédait en rien au *Journal de Lot-et-Garonne* dans l'éloge qu'il faisait, à son tour, du général.

C'est que partout où il était passé, dans tous les milieux où il était connu, le général de Tartas laissait d'unanimes regrets.

PH. LAUZUN.



MOULINS DES CHARTRONS, A BORDEAUX,
 où Johnston et Saint-Amans installèrent leur faïencerie en 1835,
 d'après une lithographie du temps.

UN CÉRAMISTE AGENAIN À BORDEAUX

PIERRE-HONORÉ BOUHOV ET JEAN-CHAS.

(1890-1891)

(1891-1892)

(1892-1893)

§ 3. — LA FAMILLE JOHN

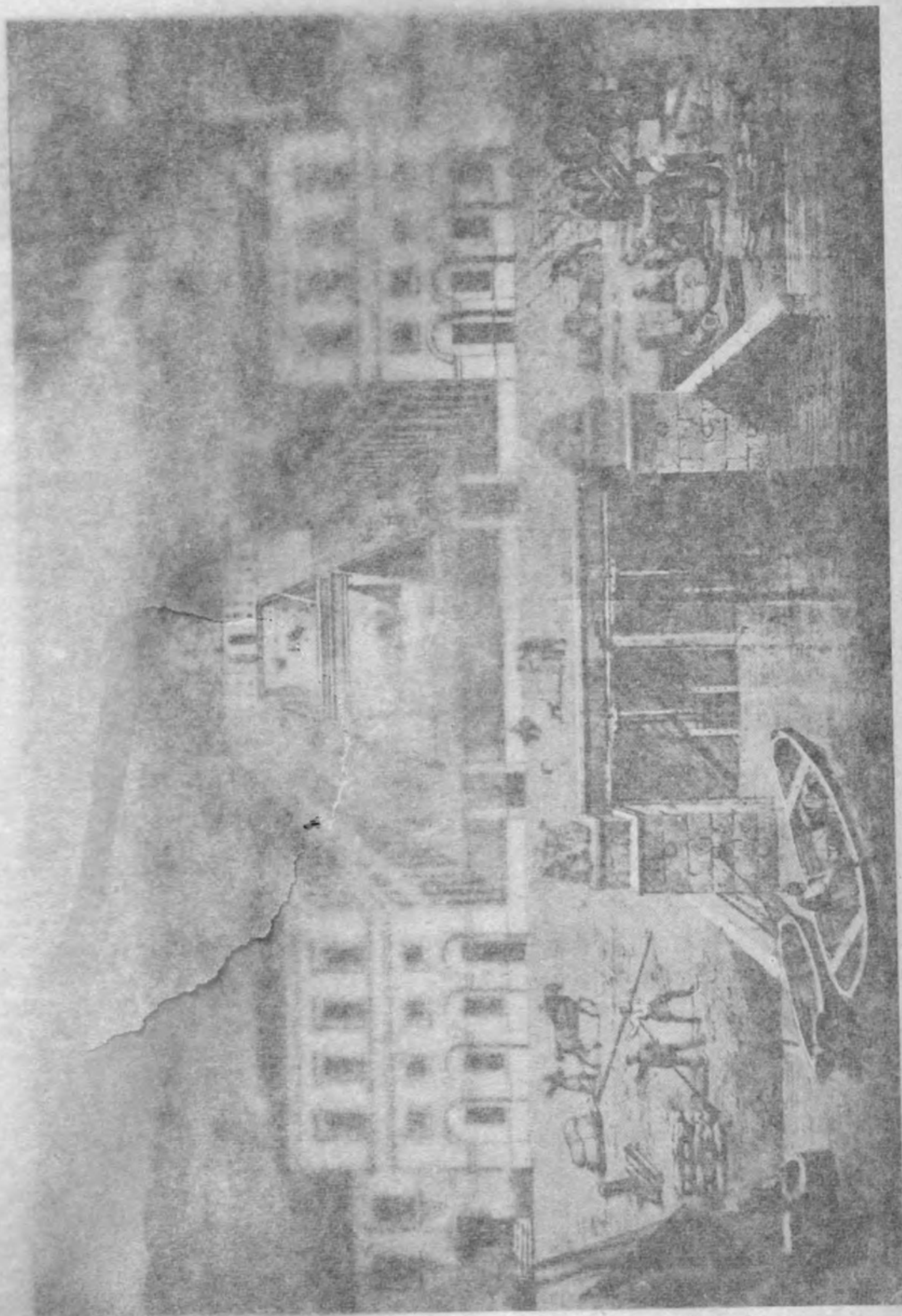
Nous avons dit que Saint-Amand, après avoir fondé la faïencerie Lahens et Ruteau, avait rencontré un céramiste bordelais, David Johnston, qui avait mis à sa disposition, et qu'une nouvelle usine très importante avait été établie dans le quartier de la Gironde à Bordeaux.

David Johnston, d'une famille écossaise anglaise, était venu, lorsqu'il va créer la fabrique de faïence à Bordeaux, à Bordeaux, Walter et David Johnston, négociants en vins, dont les magasins étaient situés aux allées de la Gironde. Ils étaient venus à Bordeaux en 1789, fils de Walter Johnston.

Walter Johnston était né en 1750, à Glasgow, en Écosse, et vint se fixer à Bordeaux en 1789. Il y créa dans cette ville une maison de commerce qui prit rapidement une grande extension. Walter Johnston se fit naturaliser français. Il mourut à Bordeaux en 1819, dans la séance de la Société d'histoire naturelle, par Pierre Lacour, directeur de la ville (1).

David Johnston se fit naturaliser français, la suite des affaires de son père, Walter et David Johnston. Il ne fond pas Walter et David Johnston avec la maison

(1) *Notice biographique sur Walter Johnston*, par Pierre Lacour, Bulletin polytechnique du Muséum d'histoire naturelle (1819), p. 51-56.



MOULINS DES CHARTRONS, A BORDEAUX,
où Johnston et Saint-Amans installèrent leur faïencerie en 1835,
d'après une lithographie du temps.

UN CÉRAMISTE AGENAIS A BORDEAUX

PIERRE-HONORÉ BOUDON DE SAINT-AMANS

(1829-1837)

(SUITE ET FIN)

§ 4. — LA FAÏENCERIE JOHNSTON.

Nous avons dit que Saint-Amans, après avoir abandonné la faïencerie Lahens et Rateau, avait rencontré un riche négociant bordelais, David Johnston, qui avait mis des capitaux à sa disposition, et qu'une manufacture très importante avait été établie dans le quartier de Bacalan, à Bordeaux.

David Johnston, d'une famille d'origine anglaise, appartenait, lorsqu'il va créer la faïencerie de Bacalan, à la maison Walter et David Johnston, négociants en vins, dont les bureaux étaient situés aux allées de Chartres. Il était né à Bordeaux en 1789, fils de Walter Johnston.

Walter Johnston était né en 1754 à Innes Killan, en Irlande, et vint se fixer à Bordeaux à la fin du dix-huitième siècle. Il créa dans cette ville une maison de commerce qui prit assez rapidement une grande extension. Pendant la Révolution, Walter Johnston se fit naturaliser bourgeois de Vevey, en Suisse. Il mourut à Bordeaux en 1819. Son éloge a été prononcé, dans la séance de la Société philomathique du 20 janvier 1819, par Pierre Lacour, directeur de l'Ecole de peinture de la ville (1).

David Johnston se fit naturaliser français et prit, avec son frère, la suite des affaires de son père, sous la raison sociale Walter et David Johnston. Il ne faut pas confondre la maison Walter et David Johnston avec la maison Nathaniel Johnston

(1) *Notice nécrologique sur Walter Johnston, négociant...* par M. LACOUR. Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux, t. xvii (1819), p. 51-56.

et fils, négociants en vins également, il n'y a, entre elles, que le nom de commun.

Le local que choisit David Johnston pour établir sa faïencerie était connu sous le nom de Moulins des Chartrons, il était situé sur le quai de Bacalan, au nord de la ville, et portait, sur ce quai, les numéros 77 et 79. C'était un vaste bâtiment qui avait été édifié en 1788, au bord de la rivière, par l'architecte Clochard, pour le compte des frères Teynac qui y avaient établi 24 meules mues par le flux de la rivière et pouvant moudre chaque jour quatre à cinq cents hectolitres de froment (1).

Dans ses *Annales de Bordeaux*, l'historien Bernadau a écrit, à la date du 8 septembre 1788 : « On a fait aujourd'hui le premier essai des moulins économiques nouvellement construits aux Chartrons. Les jurats y assistent. Ces moulins avaient coûté près d'un million. Les propriétaires étaient les frères Teynac et l'entrepreneur M. Gouffé. » L'établissement de ces moulins avait été autorisé par lettres patentes, et le 28 juillet 1785 le sieur Teynac avait demandé la permission à la Chambre de commerce de Guyenne, de créer 400 actions de 3,000 livres pour pouvoir terminer la construction de ces moulins (2).

Au bout de trois années, les vases de la Garonne avaient obstrué les canaux et les meules ne fonctionnaient plus. Pendant dix-huit ans, ensuite, l'établissement servit d'entrepôts de marchandises, puis le gouvernement y plaça l'entrepôt des tabacs en feuilles. M. Lafitte le rendit, vers 1832, à sa première destination de moulins à blé, en remplaçant l'action de l'eau par la vapeur et transforma les bassins en bains de natation. Cet état de choses dura jusqu'à la prise de possession des bâtiments, en 1834, par David Johnston qui en fit l'acquisition.

David Johnston monta de suite sa fabrique sur un très grand

(1) *Rétablissement du Moulin des Chartrons situé sur les bords de la rivière à Bordeaux*. Bordeaux, impr. A. Brossier, 1828, in-4°, fig.

(2) Délibérations de la Chambre. Arch. de la Gironde, C. 4258.

piéd, il y engloutit plus de deux millions et, dès le début, il y employait plus de quatre cents ouvriers.

Voici comment F. Jouannet décrit l'établissement après que M. Johnston y eut installé sa faïencerie (1) :

« Cette belle manufacture occupe en superficie une aire parallélogrammique d'environ 300 mètres sur 200 mètres. L'ensemble des édifices, qu'une grille de fer longue de 97^m45 sépare du quai, est d'un aspect imposant et agréable par sa régularité. Sur chacun des grands côtés règne, d'une extrémité à l'autre, une longue ligne d'arceaux surmontés d'un étage couvert en tuiles. A la tête de ces deux lignes, en façade sur le quai, on voit de chaque côté de la grille un pavillon à deux étages, mais dont le rez-de-chaussée et le premier s'harmonisent parfaitement avec le reste de la ligne. A l'autre extrémité, entre les deux ailes, s'élève le bâtiment principal, composé de quatre étages; la façade a 97^m45; l'espace intermédiaire entre ces grandes constructions et la grille est occupé par une vaste cour, au milieu de laquelle passe le long canal que fit creuser M. Teynac pour le service des moulins.

« Les salles du principal bâtiment contiennent les produits fabriqués : c'est là que le goût peut choisir entre cette multitude de grès colorés, de demi-porcelaines que les anglais appellent *iron-stone*, de faïences blanches dont l'émail résiste à la lime, de poteries diverses ornées de fleurs, de paysages ou de personnages, dont les jolis dessins sont empruntés à des planches gravées sur cuivre; enfin de toute espèce de vases, aux formes variées et souvent du meilleur goût. Les ateliers où se fabriquent ces produits, les magasins, le laboratoire de chimie, les gazettes, les moules, occupent au rez-de-chaussée et au premier étage, les deux longues lignes latérales; les pavillons qui les terminent sur le quai sont réservés aux bureaux de l'administration et à quelques pièces particulières.

« On compte dans la fabrique dix fours, tant grands que petits, un laboratoire de chimie, une machine à vapeur de la force de vingt-huit chevaux, dont le principal emploi est d'im-

(1) *Statistique du dép. de la Gironde*, 1843, t. II, 2^e partie, p. 350-351.

primer le mouvement à une mécanique destinée au mélange et à la préparation des terres; utile perfectionnement qui, en épargnant les bras, donne aux terres un mélange plus intime, et dès lors une préparation plus favorable à la pureté des produits.

« La fabrique tire ses terres en grande partie du département; elle en tire aussi des départements voisins, et pour certains produits elle fait venir du kaolin des Pyrénées. Elle emploie pour combustible le bois dans les fours, le charbon de terre dans la machine à vapeur.

« Le nombre actuel des ouvriers occupés dans la fabrique est de 700 : tourneurs, tournasseurs, mouleurs, ajusteurs, appliqueurs, émailleurs, doreurs, hommes employés aux fours et à d'autres travaux. Les ouvriers ne sont point à la journée, mais aux pièces. Un règlement sévère et juste maintient partout l'ordre, et spécifie les amendes ou autres peines applicables à chaque nature de contravention. A ces mesures d'une prévoyante sagesse, M. Johnston en a joint d'autres, toutes de bienfaisance. L'organisation de secours mutuels entre les ouvriers leur garantit, en cas de maladie, des soins et 2 francs par jour; les vieillards ont une retraite quand ils se sont bien conduits. Enfin une école élémentaire pourvoit à l'instruction morale et religieuse des jeunes ouvriers. »

C'est Saint-Amans qui avait organisé, au point de vue technique, la nouvelle manufacture. Il y resta deux ans, de 1835 à 1837. Nous l'avons appris d'une manière certaine par le document suivant. En 1837, Saint-Amans quitta la faïencerie lorsque son organisation eut été terminée, et il passa avec Johnston un acte par devant M^e Castéja, notaire à Bordeaux, acte dont le résumé que nous en avons pris va nous faire connaître le rôle important qu'avait joué Saint-Amans dans l'établissement de la manufacture de Bacalan.

L'acte est passé entre « David Johnston, négociant à Bordeaux, pavé des Chartrons, n^o 18, de la maison Walter et David Johnston, pour le compte de laquelle il agit, et M. Pierre Boudon de Saint-Amans, chevalier de la légion d'honneur, demeurant sur son domaine de Lamarque, commune de Castel-

Cuillez, arrondissement d'Agen. » Il est daté du 9 août 1837.

Il est rappelé qu'en 1835 diverses conventions verbales avaient été consenties entre M. de Saint-Amans et M. Johnston; ce dernier désirant établir dans le moulin de Bacalan, sa propriété, une fabrique de poteries d'après les procédés anglais, Saint-Amans consacra, dans ce but, les secours de sa coopération et de ses connaissances spéciales.

M. de Saint-Amans s'est occupé depuis cette époque de tous les travaux de constructions, d'analyse et de combinaisons des argiles du département de la Gironde, ainsi que des procédés anglais, notamment des émaux durs qui doivent recouvrir les produits et dont il a remis un cahier à M. Johnston.

Plusieurs fournées ont été faites avec succès de ces poteries en grès blanc ou de couleur.

Et M. de Saint-Amans désirant se reposer et se retirer, cède à M. Johnston tous ses droits aux conditions suivantes :

M. de Saint-Amans, directeur jusqu'à présent de la manufacture de poteries anglaises, fondée par M. Johnston, n'aura plus que le titre de directeur honoraire. M. Johnston a la direction absolue de sa fabrique, mais les factures porteront cependant, gravées en tête, les trois médailles décernées à M. de Saint-Amans, et lorsque M. Johnston exposera pour la première fois, ses produits seront marqués du nom et du chiffre de Saint-Amans, pour que toute récompense nationale lui revienne de droit.

M. de Saint-Amans touchera, en échange de cette cession, une rente annuelle et viagère de six mille francs, à partir du 1^{er} juillet 1838, avec des conditions spéciales en cas de décès d'une des parties (1).

David Johnston, resté seul directeur de la manufacture de Bacalan en 1837, après le départ de Saint-Amans, continua à diriger la faïencerie.

(1) Cet acte a été publié sous le titre : *Traité fait devant M^e Castéja, notaire à Bordeaux, entre M. D. Johnston et M. de Saint-Amans*. Paris, Firmin-Didot, 1839, in-8°. Nous n'avons jamais rencontré cette brochure et nous avons extrait notre analyse de la minute conservée en l'étude Castéja, aujourd'hui étude Denoix de Saint-Marc.

Nous pourrions à la rigueur arrêter ici notre étude sur l'atelier bordelais créé par le céramiste agenais, puisque Saint-Amans, qui fait l'objet de cette notice, n'en est plus le directeur, mais comme les produits fabriqués d'après ses procédés vont, après son départ, figurer dans diverses expositions et qu'il va être encore question de lui dans la distribution des récompenses accordées à ces produits, nous croyons devoir pousser un peu plus loin notre récit.

En 1838, David Johnston exposa à la Société philomathique de Bordeaux un fort lot de faïence comprenant plus de cent cinquante pièces de différents genres : 105 assiettes de modèles variés, des soupières, des sucriers de table assortis, des cabarets peints et dorés (services à café), des tête-à-tête, une grande quantité de pots marabout (pots de confiture), plusieurs cadres renfermant des fleurs de porcelaine tendre ; « tous ces objets dorés sont garantis ineffaçables par frottement », dit le catalogue (1).

Dans un compte rendu de cette exposition nous lisons que David Johnston a obtenu une médaille d'or pour les belles poteries fines qu'il a exposées provenant de sa fabrique de Bacalan. L'auteur ajoute qu'il doit rappeler que c'est à M. de Saint-Amans que la France est redevable de l'importation des procédés anglais, que c'est lui qui créa la faïencerie de Lahens et Rateau et que la Société lui décerna une médaille d'or à l'exposition de 1830. Pour Johnston, il constate que « ses produits sont les plus beaux que l'on ait fabriqués en France et ils excellent par la qualité du biscuit et celle de l'émail, et les formes en sont bien composées ». M. Johnston a exposé des fleurs délicatement travaillées par le jeune Poter, enfant âgé de treize ans, fils de M. Poter dirigeant les travaux de fabrication, auquel M. Johnston donne les éloges les plus flatteurs. Ces fleurs sont en terre à porcelaine dite porcelaine tendre. Ce sont les cadres contenant des fleurs portés au catalogue (2).

Quant au rapporteur du jury, il écrivait de son côté : « Les

(1) SOCIÉTÉ PHILOMATHIQUE : *Exposition des produits de l'industrie et de l'art. Catalogue*. Bordeaux, 1838.

(2) *Compte rendu de l'Exposition de Bordeaux de 1838*. Bordeaux, 1838.

poteries qu'avaient montrées en 1830 les talents de MM. Lahens et Rateau et de Saint-Amans, brillaient d'un nouvel éclat dans une vitrine remarquable organisée par M. D. Johnston, maire de cette cité, et entièrement garnie des produits de l'usine installée nouvellement par lui à Bordeaux, poteries simples, colorées et émaillées, poteries ornées de filets, à feuilles ou à impressions, tous les genres y étaient représentés par des pièces admirablement finies. Il n'est donc pas étonnant que l'unique médaille d'or dont dispose le jury soit attribuée à M. Johnston, à la fois pour la valeur de ses produits et l'intérêt de ses usines (1). »

Le 24 avril 1839 les membres de la section des beaux-arts de l'Académie de Bordeaux visitèrent la faïencerie Johnston et dans son rapport, M. Durand a écrit : « Grâce à M. David Johnston, la manufacture de poterie a été créée de toutes pièces, et déjà cette immense entreprise, bien que récente, produit des résultats trop remarquables pour qu'il soit possible de n'y pas voir le présage de nouveaux succès... M. Johnston s'est acquis de nouveaux droits à la gratitude de ses concitoyens en créant une industrie qui, en employant de 350 à 400 ouvriers, répand l'aisance là où régnait la gêne, substitue un travail honnête et lucratif à l'oisiveté et aux vices qu'elle traîne à sa suite... Ce n'est pas seulement une usine destinée à produire des bénéfices que M. Johnston voulait fonder... il avait l'intention de perfectionner les procédés en usage et il était décidé à n'épargner aucun sacrifice... (2). »

Cette même année 1839, Daniel Johnston envoya à l'exposition de Paris un lot très important des produits de la manufacture et fabriqués toujours d'après les procédés de Saint-Amans, et après l'exposition il offrit cette collection au Musée de Sèvres. Le catalogue du musée décrit plus de 80 pièces (3). L'examen de ces pièces nous eut été très utile pour pouvoir nous rendre compte de la fabrication de cet atelier à cette épo-

(1) CH. BÉNARD : *Histoire des Expositions de Bordeaux*, 1899, gr. in-8°.

(2) *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1839, pp. 377-387.

(3) BRONGNIART ET RIOCREUX. *Description méthodique du Musée céramique de la Manufacture royale de porcelaine de Sèvres*, 1845.

que, malheureusement elles sont enfouies dans des caisses, avec tous les produits céramiques du XIX^e siècle, ainsi que nous l'avons fait déjà savoir en parlant des faïences de Lahens et Rateau.

Nous ne pouvons donc les faire connaître que d'après la désignation de ce catalogue qui a été d'ailleurs rédigé avec plus de soin et plus de détails que bien des catalogues plus modernes :

N^o 129 (page 214), 17 pièces faïence fine perfectionnée à la manière anglaise, fabrication de M. David Johnston, donateur, exposition de 1839 :

a. — Trois assiettes dont une à contours et un pot à lait cannelé, anse levrette, en blanc.

Nous avons, dans notre collection, plusieurs de ces pots à lait cannelés, en gris, en brun ou nuance cannelle et vernissés, anse levrette à reflet métallique, avec la marque : MAN^{re} R^{le} DE BORDEAUX OU MANUF. ROYALE DE BORDEAUX, en creux, à la vignette, et ornements en relief.

b. — Deux assiettes à contours et un beurrier coquille, imprimés en bleu genre anglais.

c. — Une assiette plate ordinaire, imprimée en brun, par le procédé lithographique, sujets d'enfants, arabesques style renaissance.

d. — Une assiette à contours et un marabout bursiforme, fleurs chinoises peintes en coloris.

e. — Une cafetière turbiniforme, fond noir, fleurs coloriées par réserve.

f. — Une soupière ovale et son plateau, imprimée en bleu, fleurs, H. 0^m27, L. 0^m45 (pl. XLII, fig. 9).

g. — Un plat rectangulaire à rigoles, pour viandes rôties, ramages à fleurs rosacées, imprimé en bleu.

h. — Une assiette à reliefs, feuille d'acanthé en rosace, vernissée vert.

i. — Une assiette à reliefs, feuille de vigne; une assiette à contours, imprimée en noir; un vase style renaissance et un pot à crème rocaille imprimé en vert, genre anglais, pâte colorée pâle.

N^o 137 (page 247). — Grès cérame, même provenance, même époque :

a. — Un marabout turbiniforme, un beurrier rond couvert et une théière cylindrique, ornements reliefs à osier, frises diverses molletées et guillochées.

b. — Un marabout forme baquet, et une tasse à thé semi-ove, à godrons, même pâte.

c. — Un pot à fleurs d'appartement et son sous-pot, pâte jaune-nankin, godrons reliefs, filets bleus peints.

d. — Deux pots à infusions, turbiniformes, mosaïque de marguerites en relief, l'un à pâte grisâtre, l'autre jaune-nankin.

e. — Un pot à lait burso-octogone, pâte rouge-orangé, filets verts peints.

f. — Un pot à décoction, turbiniforme, pâte jaune-nankin, frises rinceaux à figures et chimères, etc., en reliefs blancs appliqués.

g. — Une théière forme ruche, pâte jaune-paille.

N° 42 (page 330), six pièces porcelaine façon anglaise, blanche et colorée :

a. — Pot à lait à bas-reliefs, forme tronc d'arbre : Sylène soutenu par des satyres, etc., biscuit à l'extérieur, l'intérieur vernissé.

b. — Autre pot de même forme, pâte lilas, vernissé à l'intérieur seulement.

c. — Autre pot à lait à bas-relief, forme bursaire, buste de Walter Scott; au revers un trophée littéraire, porcelaine blanche.

d. — Pot à crème turbiniforme à ornements, style anglais dit rocaille, blanc.

e. — Un vide-poche ou porte-bijoux en forme de panier, bord chantourné à ornement, avec fleurs en relief, peintes suivant le naturel.

f. — Autre vide-poche en forme de panier à jour, pâte lilas.

N° 532 (page 408). — Un grand plateau rectangulaire et une assiette plate ordinaire en faïence fine perfectionnée, ornés de paysages, de fruits et d'arabesques, imprimés en lithographie, sous couvertes, par les procédés de M. Légié.

Ce procédé, inventé par un lithographe bordelais, Légié, dont nous avons déjà parlé dans notre paragraphe sur les

faïences fines anglaises (p. 68), consistait à tirer les épreuves devant servir à l'impression, non sur des planches de cuivre, mais sur des pierres lithographiques.

Le catalogue de Sèvres ne donne pas, malheureusement, les marques des pièces exposées par Johnston à Paris, en 1839, mais elles appartiennent bien à la première époque de la Manufacture, procédés de Saint-Amans; ce sont, il est vrai, des pièces d'exposition, c'est-à-dire soignées d'une manière exceptionnelle, mais elles ont cet avantage pour nous de nous montrer l'habileté des ouvriers de la fabrique et les bons résultats des procédés de Saint-Amans.

On trouve aussi au Musée d'Agen toute une série de pièces de céramique dues à de Saint-Amans et offertes par lui à ce Musée, et notamment plusieurs objets de l'époque qui nous intéresse. Elles sont sous vitrines, mais un de nos amis, de passage dans cette ville (1), a pu en prendre pour nous la désignation suivante :

Un pot à lait de 17 centimètres de hauteur, en faïence vernissée à rayures, fond gris, ornements rouges sur le col de l'anse.

Un pot à lait en faïence vernissée, fond crème, ornements bruns en relief sur le devant, représentant un personnage faisant manger un aigle aux ailes déployées; sur les côtés, des branches de feuillage avec fleurs imprimées en brun et vert. H. 0^m11.

Une petite théière de forme polygonale, fond bistre, en faïence vernissée, avec fleurs en relief de couleur brune, rayures vertes sur les angles, couvercle avec fleurs en relief de couleur brune.

Un pot au lait en faïence vernissée de couleur brune, avec ornements en relief sur tout le pourtour, représentant des scènes de chasse. H. 0^m14.

Un pot au lait, même hauteur que le précédent et mêmes ornements en relief, avec scènes de chasse, faïence non vernissée, couleur grise.

(1) M. O. Charbonneau, pharmacien à Bordeaux, auquel nous nous faisons un devoir de renouveler ici nos remerciements.

Toutes ces pièces sont marquées Man^{re} r^{le} de Bordeaux, donc première époque de Johnston.

A l'exposition universelle de 1900, M. Jacques Vieillard, directeur de la verrerie de Bacalan et descendant d'un des directeurs de l'ancienne manufacture qui nous occupe, a envoyé quelques-unes des belles pièces qu'il possède de la faïencerie Johnston-Vieillard et qu'il a bien voulu nous montrer tout dernièrement. Quelques-unes appartiennent à la première période de fabrication et le rapporteur les a décrites comme suit :

« Période de fabrication de D. Johnston :

« Pot à relief blanc, anse ouvragée, paysages de couleur rose imprimés.

« Pot à fond blanc, sujet bleu en relief, genre Wedgwood, émaillé.

« Sucrier en grès, genre anglais, nuance cannelle. »

En somme il est facile de se rendre compte, d'après les pièces que nous venons de faire connaître, que Saint-Amans a continué à appliquer chez Johnston les procédés dont il s'était servi chez Lahens et Rateau. Pendant son séjour à la manufacture il a fait fabriquer de ces faïences fines à la façon anglaise, de couleur grise, brune, jaune-nankin et jaune-paille, avec ornements en relief de couleurs différentes, et enfin il a commencé là à faire des faïences au décor d'impression. Les formes étaient anglaises, lourdes généralement, et les pièces de grande dimension. La pâte, blanche ou grise à la cassure, était composée d'argile blanche et de kaolin, le vernis était alcalin, au borax probablement.

Daniel Johnston n'a employé que deux marques, à notre connaissance. La première était : Man^{re} r^{le} de Bordeaux ou encore Manuf. royale de Bordeaux sur deux lignes, appliquée en creux à la vignette. La seconde était : DANIEL JOHNSTON un peu cintré, au-dessous le triple croissant bordelais accoté d'un numéro d'ordre et d'une lettre sur deux lignes, le tout à la vignette en creux. La première marque qui ne porte pas le

(1) H. SARRIAU, *Rapport sur le Musée centenal de la Céramique. Exposition de Paris, 1900.*

nom de Johnston fut-elle employée pendant le séjour de Saint-Amans à la manufacture et la seconde après son départ ? C'est possible.

David Johnston avait monté sa fabrique sur une très grande échelle, comme nous l'avons déjà dit; il fabriquait beaucoup et ne vendait pas assez et, en 1840, il dut augmenter son capital et former une société par commandite sous la raison sociale David Johnston et C^{ie}. En 1844 la situation financière n'avait guère changé, la position personnelle de Johnston était très compromise, tous ses biens étaient grevés d'hypothèques, en un mot il était ruiné, la fabrique avait absorbé sa fortune. Il dut présenter un état aux commanditaires (1) qui demandèrent la liquidation de la société Daniel Johnston et C^{ie}, pour en former, en 1845, une nouvelle, sous la raison J. Vieillard et C^{ie}. Jules Vieillard, ancien négociant à Paris, était attaché à la manufacture depuis 1840 pour y diriger la partie commerciale.

David Johnston mourut en 1854. Pour reconnaître les services qu'il avait rendus à l'industrie bordelaise, en créant la faïencerie de Bacalan, le gouvernement le nomma maire de Bordeaux en 1838 et le fit chevalier de la Légion d'honneur. Une des principales voies de la ville porte son nom.

Jules Vieillard dirigea alors la faïencerie jusqu'à sa mort, survenue en 1868. Il eut pour successeurs ses deux fils, Albert et Charles, décédés, le premier en 1895, le second en 1893. Après la mort de ces derniers, la manufacture éteignit ses fours, la liquidation de la société J. Vieillard et C^{ie} était terminée en décembre 1895.

La manufacture bordelaise, créée en 1835 par David Johnston, avec le concours de Saint-Amans, avait eu, on le voit, de longues années de prospérité. Ses produits, très connus et même très populaires, étaient recherchés non seulement à Bordeaux et dans le Sud-Ouest de la France, mais encore dans les colonies et à l'étranger. Nous nous proposons de consacrer

(1) *Rapport fait à l'assemblée générale de MM. les commanditaires de la Manufacture de poteries fines de Bordeaux, le 15 janvier 1844 par M. D. Johnston, gérant. Bordeaux, 1844, in-4°.*

crer à cet établissement tout un chapitre dans l'histoire des faïenceries bordelaises des xvm^e et xix^e siècles à laquelle nous travaillons depuis longtemps et que nous espérons pouvoir publier prochainement, dans des temps meilleurs.

Quant à Saint-Amans, après avoir quitté Bordeaux, il se retira sur son domaine de Lamarque, près d'Agen, et continua à se livrer à des essais de céramique dont on peut voir quelques spécimens très intéressants dans les vitrines du Musée d'Agen auquel il les a légués. Il est mort le 1^{er} mars 1858.

D'après les notes historiques que nous venons de donner sur les deux faïences bordelaises, on a pu se rendre compte du rôle important que Saint-Amans a joué dans la création de ces deux établissements. Comme nous l'avons vu, il avait échoué un peu partout dans ses tentatives, à Sèvres, à Creil, à Montereau, à Choisy-le-Roy, il échoua même dans le premier essai qu'il fit à Bordeaux avec MM. Lahens et Rateau. Partout ce sont les capitaux qui lui manquèrent. Mais il eut la bonne fortune de rencontrer dans cette même ville un riche et généreux capitaliste, M. David Johnston, qui lui fournit tous les fonds nécessaires à la création d'un grand établissement céramique. C'est donc grâce à la générosité de ce négociant bordelais et aux connaissances techniques de Saint-Amans et à ses procédés que Bordeaux a eu l'avantage de posséder, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, une manufacture de faïence très florissante.

Nous croyons que cette partie de la vie du céramiste agenais n'était pas connue et cette simple notice ne pourra qu'être utile à l'érudit qui entreprendra de nous donner, un jour ou l'autre, un travail complet sur de Saint-Amans, sa vie et son œuvre.

ERN. LABADIE.

Bordeaux, mars-avril 1915.

CRYPTOGRAPHIE AGENAISE

OU

Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814 jusques à pareil jour 1817

(SUITE ET FIN)

Dimanche 6. — En effet, vers une heure après-midi, M. de Vassal l'emporte. A peine est-il proclamé que l'effet produit dans le public par son élection excite les regrets de ceux qui lui ont donné leurs voix par faiblesse ou par condescendance (1). Il n'est plus temps, Messieurs, vous avez lancé un brûlot dans la Chambre des députés ; s'il s'y en trouve beaucoup d'autres, vous verrez peut-être éclore des événemens qui troubleront la tranquillité de l'Etat, si le Roi n'y met bon ordre.

En dernière analyse, ressortirait-il de tout ceci, ainsi que plusieurs le prétendent, l'effrayante idée que ces chevaliers errans, que Chateaubriand et sa brochure sont protégés, encouragés par les princes, et que les princes ne marchent point avec le Roi ? Je l'ignore, mais il paraît, du moins, certain que notre préfet aussi est enrôlé dans la chevalerie. Il a reçu, comme tous les préfets, tous les généraux, une lettre ministérielle qui lui recommandait de surveiller les élections et d'employer toute son influence et tous ses moyens pour qu'elles ne soient point dans l'esprit qui dominait la dernière Chambre. Le préfet a gardé le silence le plus absolu, et, sur sa lettre, le plus grand secret. Le général a montré la sienne.

Lundi 7. — En général, on est étourdi de l'élection de M. de Vassal, et ceux qui ont été séduits et trompés pour y concourir meurent de honte. Au reste, il n'est point de mal qui

(1) M. de Vassal de Monviel n'en resta pas moins député jusqu'en 1828. Il mourut à Villeneuve-sur-Lot le 17 juin 1854. Il était né à Rions (Gironde), en 1771.

ne produise un bien, et tout, à peu près, se compense. Depuis tout ce bruit, le peuple s'attache au Roi d'une manière très remarquable. Ces gens-là, disent-ils, veulent la restitution des biens nationaux, le retour des rentes et des dîmes. Ils attaquent les ministres du Roi; ils tracassent le Roi lui-même à cet égard. Le Roi est bon et juste, c'est un père qui aime ses enfants et qui les protège. Ainsi, la folie de ces Don Quichottes produit un excellent effet à travers le scandale qui en résulte néanmoins dans le monde raisonnable.

Mardi 8. — Les propos, souvent très mauvais et fort injustes, vont toujours leur train. Les deux partis se lancent mutuellement le sarcasme et l'injure. Depuis que la brochure de M. Chateaubriand a paru, il semble qu'on a changé de pays, ou que le pays a changé d'habitans. Ce qui est plus certain, cependant, c'est que le bâtiment du séminaire a changé de maître. En vertu d'une ordonnance royale, le préfet a cédé cet édifice à l'évêque et l'a fait de bonne grâce (1). Il faut rendre à César, a-t-il dit, ce qui appartient à César. L'évêque n'est point un César, mais il ne faut pas moins lui rendre son séminaire. Que ne peut-on faire aujourd'hui une application aussi favorable de ce mot célèbre à tous ceux qui demandent la restitution de leurs biens.

Mercredi 8. — La chaire de philosophie est rétablie dans le collège d'Agen (2). Grande nouvelle pour les jeunes gens qui voudront devenir philosophes ! On sait assez bien combien la philosophie de collège est sublime et nécessaire, et combien les philosophes y sont éclairés et sages, en comptant les professeurs !

Mardi 16. — Mandement de l'évêque, par lequel il est ordonné de célébrer, chaque année, dans le diocèse, un service

(1) Ce séminaire autrefois, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le *Grand Séminaire*, transformé provisoirement en caserne à l'heure actuelle. Depuis la séparation des Eglises et de l'Etat, les bâtimens, la place qui le précède, et l'enclos sont devenus propriétés de la ville d'Agen. Le jardin, très vaste, est resté propriété du département.

(2) C'est l'abbé Laurent Roche, principal, qui devait la tenir.

solennel en mémoire de la Reine Marie-Antoinette. Ce service qu'une lettre du Roi a provoqué, aura lieu à Agen, dans l'église de la Cathédrale, lundi prochain, 21 octobre et dans les autres églises du diocèse le premier jour libre qui suivra la réception du mandement. Cette solennité funèbre, qui se trouve forcément retardée, se renouvellera tous les ans le 16 octobre, jour anniversaire. On y lira la lettre de la malheureuse Reine, toutes les autorités y assisteront, etc., etc.

La cérémonie expiatoire et funèbre, objet du mandement de l'évêque, ci-dessus mentionné, a eu lieu ce matin dans l'église de la Cathédrale. Toutes les autorités y ont assisté. Elles s'y sont rendues escortées par la garde nationale, qui marchait les armes renversées, au bruit des roulemens ininterrompus et lugubres des tambours. Des chevaliers de Saint-Louis et de la Légion d'honneur se tenaient, l'épée nue à la main, aux angles du catafalque. L'évêque a officié pontificalement. Après l'évangile, M. l'abbé Rous, vicaire général, a lu, d'une voix tremblante et mal assurée, la lettre de la Reine à Madame Elisabeth. L'émotion du lecteur a été partagée par tous les assistants, qui se sont tenus debout et dans un silence profond, durant tout le temps qu'a duré la touchante lecture. Pendant le service, M^{me} de Léonard, accompagnée par le général Rouget, commandant le département, et M^{me} Labarthe, accompagnée du Préfet, ont fait une quête destinée à secourir les veuves et les orphelins des chevaliers de Saint-Louis qui seraient dans le besoin.

Vendredi 25. — On publie aujourd'hui le ban de vendange dans la commune d'Agen. Jamais, de mémoire d'homme, la récolte du vin n'a été aussi retardée, et jamais aussi, sans doute, les vins n'auront été si mauvais.

Lundi 28. — La Garonne grossit subitement dans la soirée.

Mardi 29. — Les eaux de la rivière s'étant élevées très haut dans la nuit, sans que rien eût annoncé cette crue extraordinaire, trois bateaux chargés pour Toulouse, entraînés par la violence du courant, se sont brisés sur les rochers, près le

Port-Sainte-Marie. On craint qu'un homme et deux enfans couchés dans ces bateaux n'aient péri dans ce désastre, après lequel les eaux n'ont pas tardé à baisser d'une manière remarquable (1).

Lundi 4 novembre. — La cour royale d'Agen a fait aujourd'hui sa rentrée avec la solennité ordinaire. M. Barret de Lavedan, le fils, l'un des avocats généraux, a prononcé le discours d'usage.

On célèbre ensuite la fête de Saint-Charles, patron de Son Altesse Royale, Monsieur, colonel-général des Gardes nationales du royaume. Un détachement des gardes nationaux de Villeneuve, parfaitement bien monté, est venu se réunir aux nôtres. A 10 heures du matin, les autorités, réunies dans les rangs de la garde nationale, ont marché avec elle, pour se rendre à l'église de Notre-Dame, où l'on a dit la messe et chanté l'*Exaudiat*. La troupe s'est ensuite dirigée vers le Gravier où elle a été passée en revue par M. de Dampierre, le marquis de Dampierre, sous-inspecteur.

Dans l'après-midi, grand gala, où M. le marquis de Dampierre a réuni les chefs des autorités civiles et militaires, tous les officiers et deux soldats par compagnie de la garde nationale. Il y avait plus de cent couverts. On y a bu, on y a chanté. A l'entrée de la nuit, plusieurs convives, précédés de tambours, se sont promenés dans la ville aux cris de *Vive Monsieur* et de *Vive le Roi* ! On a fait pendant le dîner une quête abondante pour les pauvres.

Cette fête vous fait honneur, Monsieur Dampierre, mais elle vous reviendra cher; au reste, on ne brille que par la dépense (2).

Dimanche 10. — On reçoit par le courrier de ce jour le dis-

(1) Personne ne périt. Tout le monde put se sauver à la nage.

(2) Il est surprenant que le cryptographe n'ait pas conté les incidents qui suivirent le fameux dîner de son ennemi intime, le marquis de Dampierre. Quelques-uns des convives, après boire, allèrent acclamer le roi et boire encore au café Matossi, sous les Cornières. Des jeunes gens qui jouaient au billard refusèrent d'ôter leur chapeau pendant qu'on chantait. D'où propos

cours prononcé par le Roi, le 4 de ce mois, à l'ouverture de la Chambre des députés. Ce discours est bon, très bon et propre, disent les gens sensés, à ramener à la raison ceux qui s'en sont écartés. Je ne sais, mais depuis longtemps, ni les sermons, ni les beaux discours ne convertissent personne, et l'éloquence paraît avoir perdu tous ses droits, effet, au reste, très naturel du grand débordement de phrases et de périodes oratoires qui nous inonde depuis tant de longues années. Si, d'ailleurs, on examine philosophiquement ce discours, il est possible qu'on y remarque trois capucinades au moins, et deux gaucheries. Nous ne mentionnerons ici que ces dernières. Pourquoi rappeler l'ordonnance du 5 septembre en preuve de son respect pour la Charte, lorsqu'on peut trouver dans cette ordonnance des dérogations à la charte ? Pourquoi parler de sa vieillesse ? Un Roi ne doit jamais passer pour vieux. Il faut, au contraire, qu'on lui croie toujours le ressort et l'activité de la jeunesse. Cela est vrai dans tous les pays, surtout en France, où, d'après les dernières épreuves, le gouvernement doit être plus roide, plus énergique que dans les autres états de l'Europe, et où il était en effet de maxime que le *Roi ne mourait jamais*.

La rédaction du discours, au surplus, est bonne quoique faible. Il y règne d'un bout à l'autre un ton paternel qui touche. La fin est, sans contredit, ce qui vaut le mieux.

Dimanche 15. — La commune rembourse les deux cens francs empruntés l'année dernière par l'adjoint Menne pour payer aux généraux les frais du ridicule siège d'Agen et pour remplir la gueule affamée de la soldatesque qui nous faisait la loi. Ce remboursement inattendu s'effectue avec les fonds levés pour l'acquit des anciennes réquisitions qui, ne se trouvant pas suffisants, ont été employés à cet objet, sur l'avis du

aigre-doux, injures et coups, généreusement distribués par les convives satisfaits. Le lendemain, cartels; quelques invités de M. de Dampierre se déroberent, plus courageux à table qu'ailleurs. La police fit fermer le café, naturellement, sans chercher à poursuivre les insulteurs. Le lendemain le café fut rouvert, et la justice saisie par les insultés. (Lespès, pp. 475-6.)

Conseil général du département. Il arrivera de là que les réquisitions ne seront peut-être pas payées.

L'ouvrage de Lamouroux sur les polypiers coralligènes flexibles vient de paraître (1). Il était attendu avec une défiance justifiée par la difficulté présumée du sujet et par le peu de matériaux qu'on supposait à la disposition de l'auteur pour le traiter dans toute son étendue. Cependant cet ouvrage méthodique sur des substances encore si peu connues est tel qu'on pouvait le désirer, et mérite nos éloges. L'*Elenclucs Zoophitarum* de Pallas ne sera plus désormais le bréviaire des naturalistes qui s'adonneront à l'étude de cette partie de la science, mais ce sera l'ouvrage de Lamouroux dont encore pendant longtemps on ne pourra se passer. Méthode, clarté, précision, appropriation de style, il a tous les genres de mérite que comporte un ouvrage de cette nature, et qui peuvent le faire parvenir à la postérité. Son introduction est parfaitement écrite, ainsi que les discussions scientifiques, quelquefois placées en tête des genres. J'en appelle à celle qui précède le genre *Isis*. Il me paraît impossible d'écrire sur de pareils sujets avec un meilleur ton, plus décent, plus réservé, plus modeste, et de s'exprimer d'une manière plus propre à captiver tous les suffrages.

Je voudrais cependant demander à l'auteur pourquoi il a dit, dans son introduction, que la plante dont parle Tournefort, au sujet des Dames de Milo et de l'Argentièrre, ne pouvait être qu'un polypier. Ne serait-elle pas plutôt un *fucus* ? On sait que certaines espèces de *fucus* ont servi de fard aux femmes de l'antiquité; le nom latin de ce genre indique même cet usage; d'ailleurs, il me semble que l'auteur le dit en toutes lettres, dans la préface du premier fascicule qu'il a publié sur ces plantes marines.

Il donne à l'une des deux espèces d'*acetabularia* le nom de

(1) Il s'agit de l'élève de Saint-Amans, Félix Lamouroux, fils de Claude, né à Agen en 1779 et mort jeune encore, en 1825, à Caen, où il enseignait l'histoire naturelle. L'ouvrage que critique Saint-Amans eut une 2^me édition en 1821; c'est l'« *exposition méthodique des genres de l'ordre des polypiers* ». Caen, 1816; in-4° illustré.

mediterranea. On peut bien dire, en français, Acetabulaire de la Méditerranée, parce que le mot *mer* est sous-entendu.

Il n'en est pas de même en latin; *mediterranea* sans *mare* ferait présumer ou semblerait indiquer que l'*acetabularia* dont il s'agit se trouve au milieu des terres. Or on ne saurait ajouter ici *mare* à *mediterranea*.

D'ailleurs, les noms de pays sont les moins bons des noms spécifiques. Croirait-on que cet *acetabularia mediterranea*, par exemple, ne se trouve point aux Canaries, à Madère, aux îles du Cap vert, sur les côtes occidentales de l'Afrique et de l'Espagne, près du détroit de Gibraltar ? Il serait téméraire de l'assurer. Il fallait donc donner à cette espèce un autre nom. Celui d'*integra* paraîtrait, à notre avis, lui convenir beaucoup mieux en ce qu'il est en opposition avec le nom de l'autre espèce du même genre qui porte celui de *crenulata* et qu'il indiquerait un bon caractère distinctif.

Enfin, l'auteur a nommé *Carnoïdes* les polypiers qui forment la dernière des familles de sa table méthodique. Ce nom ne vaut absolument rien. Il est de règle que, dans tous les mots composés, les mots composans soient pris dans la même langue. On ne saurait s'écarter de cette règle sans tomber dans un inexcusable barbarisme. Il faut donc remplacer *carnoïdes* par *sarcoïdes*; c'est de rigueur. Je l'ai déjà corrigé sur mon exemplaire. Il se pourrait bien qu'en France on ne prit pas garde à cette inadvertance, mais dans l'étranger, dans la savante Allemagne, il est possible qu'on la regarde comme un crime de lèse-érudition.

Ce sont des taches bien légères dans un ouvrage qui réunit, d'ailleurs, tous les genres de mérites et tous les avantages que comporte le genre méthodique, dans un ouvrage qui est bien au-dessus de ce que, vu l'état actuel de la science, on attendait de l'auteur.

Lundi 16. — Des voleurs se sont introduits la nuit dernière chez l'évêque. Ils ont pénétré, par le jardin, dans la cuisine et dans l'appartement du rez-de-chaussée, où couche seul l'abbé Fabry, l'un des vicaires généraux. Les voleurs sont

entrés dans sa chambre, mais l'abbé, les ayant pris pour des domestiques de la maison, leur a donné la faculté de se retirer sans être vus. Ils ont volé une cafetière d'argent et quelques objets qu'ils ont trouvés sous leur main crochue, parmi lesquels était une poularde toute préparée qui a dû servir à leur déjeuner. Ces voleurs devaient connaître parfaitement leur métier : leur premier soin a été de se ménager une retraite en cas de surprise. Ils avaient, en conséquence, rompu la serrure et tiré les verroux d'une petite porte qui donne sur la rue, par laquelle ils se sont en effet évadés. On a trouvé, ce matin, près de cette porte, une paire d'éperons d'argent ou argentés, ce qui donne lieu de conjecturer que la troupe était composée d'infanterie et de cavalerie, cette dernière pour emporter au besoin et dépayser avec célérité les objets volés. On a aussi jugé, à la manière dont la petite porte a été forcée, que des gens de métier fort experts y ont travaillé. Ainsi, tout annonce, dans cette bande d'excellens sujets, une organisation complète. Cette nuit, aussi, des voleurs ont forcé le comptoir d'un marchand nommé Roux, près la porte du Pin, et lui ont volé, dit-on, une somme de 500 francs. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les voleurs, qui paraissent s'être cachés pendant le jour dans la maison de Roux, ont porté le comptoir dans la rue pour l'ouvrir. Roux était de patrouille et veillait pour conserver le bien des autres, tandis qu'on le volait chez lui.

Mercredi 18. — Quand on griffonne des écrits de circonstance loin de la scène où l'on veut les faire paraître, les informations étant le plus souvent inexactes, incomplètes ou retardées, il est rare que l'ouvrage parvenu au terme de sa course reçoive son entière application. Cela est vrai de la campagne à la ville, comme de la province à la capitale. M. Vigué vient de l'éprouver tout récemment. Il est impossible d'avoir plus d'esprit que M. Vigué; sa logique est même décevante parfois tant elle est subtile. Mais il vit retiré depuis quelque temps à la campagne, où il n'est plus au courant des évènements et des opinions que par les journaux. Voyant ceux-ci s'occuper

beaucoup de légitimité, dont, en effet, ils ont retenti trop longtemps peut-être, il a cru pouvoir faire imprimer sur ce sujet un petit ouvrage (1). Nul doute que cet ouvrage ne fût plein de bonnes raisons, qu'il ne fût rédigé dans les meilleurs principes. Qu'est-il arrivé cependant ? C'est que le préfet n'en a point permis la publication. A cette nouvelle, M. Vigué, désappointé, en a écrit au préfet. Celui-ci n'a point répondu. Il eût pu faire mieux sans doute. Mais convenons aussi que l'auteur eût tout aussi bien fait de garder son ouvrage pour ses amis. En effet, la légitimité n'est nullement en question; elle n'est point attaquée et n'a pas besoin d'être défendue. Elle est aujourd'hui pour nous, en politique, ce que l'Eucharistie est en matière de religion. Chacun sait à merveille que le monarque ne règne légitimement qu'autant qu'il est élu par le peuple, mais nous savons aussi que la famille des Bourbons est tacitement adoptée du moins, et qu'on ne saurait à cet égard réclamer contre les formes, puisqu'au lieu d'être rejetée, son retour sur le trône comble les vœux de la nation. Cet ordre de chose est donc légal et doit être envisagé comme tel, puisque l'assentiment du plus grand nombre et l'applaudissement général le confirme. Si l'on s'est occupé de légitimité comme on l'a fait depuis quelque temps dans les journaux, c'est une gaucherie, à moins que ce ne soit dans la vue de prévenir le public et de former son opinion sur la faction d'Orléans, si elle existe, ainsi que beaucoup de gens le prétendent. M. Vigué a donc traité hors de propos une question qu'il convient de regarder comme oiseuse. Le préfet, du moins, paraît l'avoir ainsi jugé; il a voulu mettre fin à une discussion trop prolongée et dont il n'était même déjà plus question, lorsque l'impression de l'écrit dont il s'agit fut terminée. D'ailleurs, à l'époque où nous sommes parvenus, il est bon de mettre un terme à cette démangeaison de parler et d'écrire sans cesse en matière d'administration intérieure et de politique surtout. La

(1) Vigué, né à Agen en 1752, avait été d'abord officier comme Saint-Amans, qu'il retrouva plus tard à l'Ecole Centrale où tous les deux profesaient. De professeur de grammaire, il devint professeur d'histoire au lycée de Cahors. Retiré à Saint-Maurin, il y mourut en 1832.

charte est là; il faut maintenant s'accoutumer à prendre un peu le temps comme il vient, sous un gouvernement stable et sage. Le comte de Lacépède a mieux fait à cet égard; il ne s'est point occupé de politique, mais il a plus mal fait sous un autre rapport, si, du moins, il est vrai qu'il soit l'auteur du roman d'*Ellival et Caroline*. L'aventure de M. Vigué s'est passée sous la cheminée, pour ainsi dire *incognito*; celle du comte a retenti dans les journaux avec un éclat désagréable pour son amour-propre. Mais aussi, quelle gaucherie, quelle maladresse de placer le théâtre de ce roman à Hyères, où l'on se rappelle qu'il a lui-même séjourné trop longtemps dans une circonstance très délicate. Les folliculaires qui respectaient jadis le comte de Lacépède, dans les jours de sa gloire, se sont mis à ses trousses au sujet de ce roman. Ils s'entêtent à le lui attribuer d'après les deux lettres initiales de son nom, précédées du titre de comte et peut-être aussi d'après l'épigraphe tirée de Piron qui se trouve également à la tête de la Poétique de la musique, autre roman maintenant oublié : « La sensibilité fait toujours notre génie (1). » Si les journalistes ont tort, ce qui peut être, s'ils se trompent sur l'auteur semi-anonyme, il est bien fâcheux pour Lacépède d'être persiflé, d'être insulté en public et de servir de sujet de plaisanterie à la classe nombreuse des oisifs. Voici la fin de la diatribe que s'est permise directement contre lui l'auteur du *Journal des Débats* : « Lorsqu'un homme, dit-il, sort de son genre pour faire dans « un autre une excursion malheureuse, un proverbe commun « et trivial le renvoie à ses moutons; ceux qui ont attribué ce « roman à M. le comte de Lacépède ont été sûrement plus « d'une fois tentés de le renvoyer à ses reptiles et à ses serpens. Mercredi 27 novembre, 1816. — A. » Cela ne se grave pas sans doute au temple de mémoire; mais qu'il soit ou ne

(1) Lacépède est bien l'auteur de ce roman qui parut en 1816 à Paris, en deux volumes in-12 et qui eurent une suite, en trois volumes cette fois, en 1817 : *Charles d'Ellival* et *Alphonsine de Florentino*. Andrieu, dans sa précieuse bibliographie agenaïse, indique qu'*Ellival* est l'anagramme de *Laville*, nom patronymique de Lacépède. Caroline, Charles et Alphonsine sont les prénoms de sa femme, de son fils et de sa bru.

soit pas l'auteur d'Ellival et de Caroline, en vérité, c'est bien fort pour le comte de Lacépède !

Mercredi 25, jour de Noël. — Le bruit se répand depuis hier qu'une conjuration contre le Roi en faveur de Napoléon II vient d'être découverte à Bordeaux. On fait monter le nombre des conjurés, dans cette ville seulement, à plus de mille, ce qui sans doute est exagéré. On raconte que cette conspiration est très sérieuse, que le Prince Eugène de Beauharnais en est le chef, qu'une infinité de militaires, depuis les plus hauts grades jusqu'aux simples soldats, y sont enrôlés, que la garde nationale même y a pris part.

On ajoute que le foyer principal de ce volcan est à Lyon. Il paraît, au reste, que le général Loverdo a tout découvert à Bordeaux et qu'il y a eu de nombreuses arrestations dans cette ville.

J'ai dit, ci-dessus, qu'on rendait à nos consuls d'Agen les honneurs militaires. Ce n'est pas tout. Ils recevaient aussi les honneurs de l'église et il n'est pas indifférent de le consigner ici, aujourd'hui que la magistrature et toutes les autorités civiles ne paraissent plus en public avec cet éclat et cette dignité qui commandaient jadis autour d'elles la déférence et le respect. Réparons à ce sujet notre omission involontaire. Lorsque les consuls se présentaient en corps à la porte d'une église, ils y prenaient l'eau lustrale des mains du curé ou du chef de l'église qui se trouvait là, revêtu du surplis, et qui leur présentait l'aspersoir. Ils avaient à la cathédrale un banc recouvert de drap bleu, semé de fleurs de lys, et sur lequel étaient brodées les armes de la ville. Un détachement du guet se rangeait devant ce banc et figurait avec les huissiers du présidial, qui occupait l'autre côté du chœur. Chaque consul avait un pain béni lors des quatre fêtes de l'année. Ils étaient encensés comme les prêtres, à la grand'messe, recevaient la bénédiction de l'évêque debout et sans s'agenouiller, ce qu'ils regardaient comme un très beau privilège. De plus, à certain jour, où ils accomplissaient un vœu de ville dans l'église des Jacobins, le diacre, quittant l'autel, venait leur porter la pa-

tène à baiser, ce qu'ils faisaient encore sans fléchir le genou. Enfin le vendredi saint, ils procédaient à l'adoration de la croix, conjointement avec le présidial. Cette cérémonie avait même quelque chose d'imposant. Les premiers membres du corps de la ville et du présidial, dans l'ordre de la représentation, quittaient simultanément leurs places, marchaient vers l'entrée du chœur; ils se rencontraient, se saluaient, puis s'avançaient gravement sur la même ligne vers le sanctuaire, faisaient ensemble les trois génuflexions d'étiquette, et adoraient la Croix sur les degrés de l'autel, ensuite, après un nouveau salut, ils regagnaient leurs places. Lors de la première génuflexion, les deux membres suivans partaient à leur tour; mêmes saluts, mêmes génuflexions; ainsi de suite jusqu'aux gens du roi et du greffier, qui figuraient avec le procureur syndic et le secrétaire. J'ai pensé que le souvenir des anciens usages appartenait non seulement à notre histoire, mais encore à celle des derniers siècles, qui viennent de s'écouler.

Jeudi 26. — Une dénonciation de faux monnayage, ayant été faite au procureur général, a été renvoyée par lui à la cour prévôtale. Plusieurs gendarmes ont été dirigés maintenant sur Xaintrailles, lieu désigné comme le repaire des artistes clandestins. Le procureur du Roi s'y est transporté. Toutes les recherches ont été vaines. On n'a trouvé aucun instrument, aucun indice qui pût justifier la dénonciation. Quatre hommes, cependant, ont été saisis et mis en charte privée.

Le bruit court et se répand, depuis quelques jours, que la santé du Roi s'altère et décline sensiblement. On débite même sourdement qu'il est très sérieusement malade. Ces bruits sont alarmants; faut-il les croire?

Dimanche 29. — On a vu hier, dans le *Journal de Lot-et-Garonne*, un ordre du jour publié à Bordeaux, le 23 de ce mois, dans lequel on mentionne quelque chose qui ressemble en effet à une conspiration. Il paraît qu'un sergent de sapeurs de la garde nationale enrôlait pour je ne sais quel parti sur lequel on garde le silence. Il y a lieu de croire cependant que

le complot découvert n'est pas aussi sérieux qu'on l'avait répandu. Les arrestations, qu'on avait d'abord dit être très nombreuses, se réduisent à une trentaine de gens obscurs. Les premières nouvelles qui ont été débitées sur cette conjuration étaient très exagérées. Le sergent de sapeurs a été dépouillé par ses camarades eux-mêmes de l'uniforme de sa compagnie et livré à la gendarmerie.

Les tentatives de vol ont encore eu lieu dans les quartiers reculés de Sainte-Foi et de Saint-Caprais, où quelques maisons furent sur le point d'être pillées, il y a deux nuits. Les prétendus faux monnayeurs ont été mis en liberté. La dénonciation d'après laquelle ils avaient été arrêtés était pseudonyme; la signature d'un particulier avait été contrefaite; le faux a été reconnu; on est à la poursuite de son auteur.

Lundi 30. — Le baron Saint-Just Lacuée, ci-devant maître des requêtes, ou maître des requêtes encore, je n'en sais rien, a été admis à l'audience de la cour royale comme avocat, sur un diplôme à lui délivré par l'Université de Pise. On ne découvre pas du premier coup d'œil la raison d'une semblable démarche, et pourquoi le baron, avocat à Pise, se fait immatriculer à Agen, surtout au moment où la cour royale est menacée d'une destruction prochaine. Au reste, la raison déterminante de certaines gens est quelquefois fort difficile à trouver. Le baron Saint-Just veut être avocat à Agen; cela suffit pour nous et pour la postérité sans doute (1).

(1) Le baron Saint-Just *de Lacuée* s'établit à Agen où son père remplissait les fonctions de premier président. C'était le frère des deux colonels Lacuée tués à l'ennemi à Gunsbourg et à Eylau. Le baron Saint-Just, qui excite la verve de Saint-Amans, méritait mieux. Elève à l'école navale, enseigne de vaisseau pendant la Révolution et le Consulat, auditeur puis maître des requêtes sous l'Empire, administrateur de la marine en Portugal, intendant général à l'armée de Suchet, il dut se retirer à La Massas, près d'Hauteville, en 1814. Avocat à la Cour d'Agen, il entra au Conseil général en 1831 pour devenir, en 1833, député de Villeneuve-sur-Lot. Il mourut l'année suivante, en 1834, et fut remplacé par Camille Paganel. C'était un économiste très apprécié.

1817

Mercredi 1^{er} janvier 1817. — Des visiteurs empressés se croisent dans les rues, moins, cependant, qu'à pareil jour l'année dernière. On se voit encore un peu par égard, par convenance, par habitude, mais on ne s'aime plus.

Dimanche 5. Je viens d'entendre la lecture du discours de Cuvier, dans la séance du 28 décembre de la Chambre des députés, et à l'appui de la loi proposée sur le mode des élections. Ce discours est prôné comme un chef-d'œuvre de logique, de méthode et d'éloquence. Depuis l'Assemblée Constituante, disent certaines gens, on n'a prononcé rien de mieux à la tribune de la représentation nationale; mais aussi, depuis bien des années, que de peines et de talens perdus, en tournant sans cesse autour d'une idée fausse relativement à notre caractère national, et dont l'application, démontrée par une trop longue expérience, ne saurait nous convenir. Grands et petits, savans et ignorans, hommes de génie, gens médiocres s'y sont trompés depuis trente ans et s'y trompent encore. Ne vaudrait-il donc pas mieux reconnaître tout simplement la seule vérité qui ressort de cette pénible discussion, c'est, en toutes lettres, que le gouvernement français représentatif ne convient nullement aux français, trop futiles, trop inconséquens, trop bavards, pour conserver l'aplomb moral que le gouvernement exige. Non, il n'est pas fait pour nous, pour la nation française, ce gouvernement peut-être cependant le meilleur que les hommes aient rêvé. Quelque soit, par exemple, le mode qu'on emploie dans les élections, on parlera toujours à ce sujet; on ne s'entendra jamais bien; on disputera longtemps, et lorsqu'on croira s'être entendu, en supposant qu'on soit de bonne foi, on reconnaîtra dès la première épreuve que, pour quelques inconvéniens qu'on aura mis de côté peut-être, il est né mille difficultés imprévues de la nouvelle loi. Les discours, les discussions recommenceront aussitôt avec la même

chaleur et, après les mêmes débats, on fera les mêmes sottises. Cela ne finira jamais, j'en appelle à l'expérience.

On a beau faire ou beau dire, l'esprit des nations, qui se compose de l'influence des institutions anciennes et de celle du climat, ne change pas aussi vite, du moins, qu'on a l'air de le croire en France. Le gouvernement représentatif, dont le flegme hollandais, le caractère anglais, la persévérance des suisses et l'immobilité allemande peuvent s'accommoder, ne convient point aux nations du Midi, qui semblent toutes cependant avoir envie de l'essayer. C'est, à ce qu'il paraît, la maladie actuelle de l'Europe, comme, dans d'autres siècles, elle a eu celle de la féodalité, des croisades, etc. L'espèce humaine civilisée tourne dans un cercle d'infirmités politiques, suites nécessaires sans doute de l'état de société, et dont elle ne peut guérir qu'après de longues souffrances. C'est extrêmement déplorable, en ce qu'il est prouvé que rien ne saurait arrêter le cours de ces épidémies morales que l'excès des maux qu'elles occasionnent. Vous voulez, hommes du Midi, établir chez vous les représentations nationales, vous aurez des orateurs, bons et mauvais, qui brouilleront vos idées, des *Cuviers*, payés par le gouvernement; vous serez des années entières à discuter sans vous entendre; vous vous battrez, votre sang coulera pour des abstractions fantastiques et, en dernière analyse, vous perdrez votre bonheur et votre tranquillité.

Au surplus, Cuvier pense-t-il bien véritablement tout ce qu'il dit dans son discours? Ne s'acquitte-t-il pas simplement de la mission qu'il a reçue? Je ne répondrais point à ces questions d'une manière positive. Cuvier a trop de talent pour n'avoir pas approfondi son sujet. Il me semble même à cet égard apercevoir un peu sa pensée. Je crois qu'il la décèle en parlant des corporations comme dangereuses pour l'autorité royale, car ce ne serait pas un grand inconvénient, si elles étaient favorables au maintien de la liberté publique. Je n'entrerai dans aucun examen sur ce point, mais je ne suis pas de son avis lorsqu'il attribue à ces corporations la facilité de la conquête de la Hollande, de la Suisse, etc., par nos armées. Les raisons

qu'il donne à l'appui de cette opinion me semblent trop faibles et tirées de trop loin pour que je croie qu'il y tienne et qu'il les ait bien réfléchies. D'autres causes ont plus puissamment contribué à la rapidité de nos conquêtes. Le débordement du brigandage français, auquel rien ne pouvait résister lors de la première explosion, suffisait pour désorganiser et pour asservir l'Europe. Cuvier ne me paraît sur ce sujet de bien bonne foi, ou aussi heureux en raisonnement que sur beaucoup d'autres. Il me semble, je le répète, qu'on peut découvrir son arrière-pensée à travers les expressions dont il l'enveloppe, et que les opinions qu'il est chargé de faire valoir ne sont pas toujours les siennes : c'est du moins mon avis.

Lundi 6. — Nouvelles tentatives de vol, la nuit dernière, dans le quartier de Saint-Caprais.

Jeudi 9. — La loi sur les élections passera toute entière; cela n'est pas douteux. Déjà les deux premiers articles ont été délibérés dans la Chambre des députés. Lainé a prononcé un beau discours en sa faveur; Cuvier a dit encore de belles choses; c'est une affaire terminée. Cette loi n'est cependant pas ici, comme on le pense bien, du goût de tout le monde; elle a beaucoup de détracteurs, et de bons esprits, très raisonnables, envisagent de graves inconvénients dans son exécution. Les assemblées électorales, dit-on, seront des cohues; il y faudra serrer le cordon de sa montre, etc. Hommes aux cent écus, vous êtes les seuls approbateurs, c'est en votre faveur qu'on bat la générale. Parmi vous, cependant, les gens qui ont l'air raisonnable conviennent que, dans cette affaire, les ministres ont mêlé beaucoup de paradoxes à leurs belles paroles, que les députés ont débité à la tribune plus de sottises que de bonnes raisons, et que le Roi achève de s'enfoncer dans la populasserie. En général, on trouve qu'il a tort de transporter en France une mesure étrangère de cette importance, qui ne convient point au caractère de ses habitants; qu'il pourrait prendre en Angleterre d'autres institutions beaucoup meilleures, plus analogues, moins disparates, avec notre es-

prit pétulent et, de plus, inconséquent parfois. On verrait avec plaisir, par exemple, le rétablissement des corporations contre lequel les ministres se prononcent d'avance. Mais ceci nous conduirait trop loin. Le fait est que tout le monde raisonne à tort et à travers, que les esprits se brouillent et que chacun s'isole.

Mardi 28. — Le préfet a ouvert aujourd'hui son salon; il s'y est rendu assez de monde. On a joué; c'est à présent le seul motif qui rassemble la bonne compagnie. S'il n'y avait pas une partie d'écarté dans un salon, autour de laquelle on pût parler, il ne s'y rendrait personne.

Mercredi 29. — J'ai ouï citer hier un mot de Lomet qui, en faveur de l'antithèse, fut très applaudi. Cet aimable fou disait, en parlant de Bonaparte et de tout ce que ses guerres lui coûtaient en hommes et en argent : *Il chargeait son fusil avec des diamans pour tirer aux moineaux.* Ce mot est plus brillant qu'heureux et son application est loin d'être juste. Bonaparte ne s'amusait point à des minuties; il avait réuni la Hollande, une partie de l'Allemagne et l'Italie à la France. L'un de ses frères était roi d'Espagne; un autre, roi de Westphalie; son beau-frère était roi de Naples; la Pologne lui appartenait; l'Angleterre seule lui résistait avec sa marine et son commerce, mais son influence sur le continent n'était plus à redouter. Bonaparte chargeait sans doute son fusil avec des diamans, mais il ne tirait pas aux moineaux; il tirait aux royaumes, il visait à la monarchie universelle, et il y serait parvenu peut-être, si ses munitions ne lui avaient manqué.

Une partie de l'ancien mur de ville d'environ 10 à 12 toises de longueur à laquelle était adossé le derrière de la maison du sieur Forgues jeune, chaudronnier, et située près de la porte Saint-Georges, s'est renversée sur cette maison et l'a considérablement endommagé. Cet accident a été occasionné par le recurement trop profond, fait par les ordres de la mairie, d'un fossé qui longe le mur de ville dans cette partie et qui porte les eaux dans le ruisseau du moulin Saint-Georges. Le dom-

mage qui résulte de cette chute inattendue pour le chaudronnier ne laisse pas d'être considérable : tous ses ustensiles de cuivre, renfermés dans le magasin contigu à la muraille écroulée ont été écrasés. Le mur dont il s'agit était construit de pierres énormes, séparées par des assises de brique ayant 13 pouces de longueur, 8 pouces de largeur et deux pouces et demi d'épaisseur.

Esclave de l'exactitude chronologique, j'avertis ici que l'événement ci-dessus, dont je me rappelle aujourd'hui, doit être rapporté au mardi 17 décembre dernier, jour où il eut lieu à trois heures de l'après-midi.

Samedi, 1^{er} février. -- Une femme, condamnée à la peine de mort pour empoisonnement aux dernières assises de Lot-et-Garonne et dont le pourvoi a été rejeté, a subi son jugement dans le lieu ordinaire des exécutions criminelles, sur la place hors la porte du Pin. Cette malheureuse était native de Casseneuil, arrondissement de Villeneuve (1).

Mardi 4. — La légion des Deux-Sèvres se rendant à Toulouse est arrivée dans cette ville pour en repartir après-demain (2). Cette légion forte d'environ quatre cents hommes, parmi lesquels il y a beaucoup d'anciens militaires, se fait remarquer par sa belle tenue.

Jeudi 6. — On parle beaucoup d'un Concordat qui depuis longtemps est sur le tapis entre Pie VII et Louis XVIII et d'après lequel seraient rétablis en France plusieurs anciens évéchés. Ce projet, en général, n'est pas très favorablement accueilli par le public. On voit, avec plus de peine que de plai-

(1) Isabeau Magne, de Casseneuil; « il a fallu, dit Proché (p. 278), remonter le couteau fatal, le premier coup n'ayant pas entièrement tranché la tête ». Décidément, le bourreau d'Agen n'était guère heureux dans ses exécutions.

(2) Depuis quelque temps Saint-Amans ne fait plus que démarquer les entrefilets de chronique locale du *Journal de Lot-et-Garonne*. Sa mention de l'arrivée à Agen de la légion des Deux-Sèvres en est une preuve nouvelle. Lespès (p. 517) nous dit qu'elle arriva le 3 et que, le lendemain, elle fut passée en revue au Gravier par le commissaire des guerres, en présence du général Rouget.

sir, en perspective le retour d'un ordre de choses sur lequel on a pris condamnation. Les dévots même disent à quoi bon augmenter le nombre des évêques lorsque les curés manquent partout. Il y a suffisamment de sièges épiscopaux; depuis vingt ans l'expérience le confirme. Pourquoi faire de nouvelles dépenses en traitement d'évêques et de chanoines, en séminaires, etc., lorsque l'Etat et les départemens sont déjà grevés de tant de frais ?

Ce raisonnement paraît juste, mais on va beaucoup plus loin. Des gens, auxquels on accorde des lumières, observent que le gouvernement ne peut plus aujourd'hui s'appuyer sur le culte catholique. Qu'on se rappelle, disent-ils, la chute des Stuarts, qui tombèrent avec ce culte proscrit en Angleterre par l'opinion. Qu'on se rappelle du malheureux Louis XVI. La confiance des princes à cet égard ne serait qu'une vieille erreur, pour eux et pour leurs conseils très dangereuse. Depuis qu'on raisonne en France, ajoutent-ils, la grande masse des Français, la meilleure partie de la nation est au moins devenue protestante; le trône et l'autel appuyés l'un sur l'autre crouleraient l'un sur l'autre avec un double fracas. On conclut, en dernière analyse, qu'il serait plus onéreux qu'utile d'augmenter le nombre des évêchés, qu'il serait impolitique d'afficher le projet de redonner au clergé une prépondérance qui n'est plus de saison, et que, si le gouvernement nourrissait quelques secrètes pensées à cet égard, il avait tort de compter sur une base aussi ruineuse.

Samedi 8. — Les éditions des œuvres de Voltaire se multiplient d'une manière remarquable depuis quelque temps. Est-ce un coup de parti, pour balancer le crédit de la bigoterie qu'on semble vouloir établir chez les pauvres gens ? Quoiqu'il en soit, la dernière de ces éditions, très complète, n'est qu'en douze volumes. Son prix est modéré; elle est à la portée des moindres fortunes; son usage est très commode. La matière y est réduite tout au plus au sixième de sa masse par des procédés typographiques nouveaux. C'est ce qu'on appelle maintenant une édition *compacte*. Au moyen de cette édition, Vol-

taire va se trouver entre les mains de tout le monde. Bientôt, il n'y aura plus un marguillier de paroisse qui, ayant appris à lire dans une école d'enseignement mutuel, ne puisse, le soir, au coin du feu, son Voltaire à la main, entretenir sa famille des grandes vérités de la religion.

A propos de l'enseignement mutuel, je pense que cette méthode, la vaccine et les pommes de terre, pourraient bien changer dans moins de cinquante ans la face du monde. Les pommes de terre, dira-t-on ? Oui, les pommes de terre ! Par leur culture, la subsistance du peuple est assurée ; plus de famine, plus de disette à craindre, plus de révolte au sujet des grains. Ce grand moyen, ravi aux ambitieux, aux perturbateurs des États, leur échappe.

Dimanche 9. — La cour d'assises du département des Landes ne badine pas. Elle vient de prononcer sévèrement sur le sort de 14 individus prévenus d'avoir formé, au mois d'octobre dernier, un complot tendant à détruire ou à changer le gouvernement, à soulever les citoyens, à exciter la guerre civile et le pillage. Deux de ces *Messieurs* ont été condamnés à la peine de mort ; les autres, à une réclusion graduée sur l'échelle de leurs délits. Cet exemple ne peut manquer de produire de bons effets (1).

Samedi 15. — Nous avons ici, depuis quinze jours, un nommé M. le chevalier Duchelard, médecin oculiste, qui enlève, dit-on, les cataractes avec une singulière dextérité (2). Il trouve ici beaucoup d'occupations. Puisse-t-il désiller dans Agen tous les yeux malades ! Non ! il aurait trop à faire ; nous ne pouvons l'espérer.

Mercredi 19. — Mgr l'Evêque permet, dans son mandement du 20 janvier dernier, de faire gras le dimanche, le lundi, le

(1) Sur les 14 individus dont parle Saint-Amans, 11 seulement furent condamnés ; 3 furent acquittés. 9 d'entre eux furent jugés coupables de « non révolution ». *Journal*, n° 1144.

(2) Le *Journal* (n° 1143) publia un long prospectus-réclame où le chevalier Duchelard vantait ses mérites.

mardi et le jeudi de chaque semaine, pendant le carême prochain. Il permet aussi d'employer la graisse pour l'apprêt des alimens, à l'exception du mercredi des cendres, des trois jours suivans, de tous les vendredis et des trois derniers jours de la semaine sainte. La gravité avec laquelle cette permission est donnée par Monseigneur est extrêmement plaisante. Grâce à Dieu, on en rira bien quelque jour.

Dimanche 23. — La Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen, « convaincue de la nécessité de donner à la culture
« de la pomme de terre plus d'extension dans le département,
« croit devoir rappeler succinctement aux cultivateurs les
« avantages multiples qu'ils peuvent retirer de cette précieuse
« plante. Aucune autre ne fournit une plus grande quantité de
« matière nutritive dans une aussi petite étendue de terrain
« et à moins de frais. Aucune autre ne se dérobe mieux à
« l'intempérie des saisons : la grêle, qui ravage chaque année
« une grande partie du département, ne peut rien contre la
« pomme de terre, dont la récolte est assurée. Sous toutes
« sortes de formes, elle se prête, comme aliment, à tous les
« besoins, soit pour l'homme qui la consomme cuite en nature ou convertie avec moitié farine en un pain savoureux,
« soit pour les animaux domestiques, qu'elle nourrit d'une
« manière aussi substantielle qu'économique. La société croit
« pouvoir remettre ces vérités sous les yeux des agriculteurs,
« au moment où ils vont commencer à préparer la terre qu'ils
« destinent à cette plante. Elle les invite, elle les conjure
« même, au nom de leur propre intérêt et de l'intérêt du public, de faire désormais de la pomme de terre l'objet d'une
« de leurs principales spéculations et d'accorder à la culture
« de cette plante, dans leurs exploitations, toute l'importance
« qu'elle mérite.

« On sait qu'à l'exception des sols trop humides ou trop
« arides, la pomme de terre s'accommode de tous les terrains,
« pourvu qu'ils aient reçu les amendemens nécessaires et
« qu'ils aient été ameublés par des labours convenables; mais
« on ne sait pas peut-être qu'une des meilleures méthodes de

« la cultiver est de pratiquer, à quelque distance l'une de l'autre, des fosses de deux pieds en carré sur un pied de profondeur et de les remplir de fumier bien consommé, sur lequel on place une pomme de terre. Il suffit de la recouvrir avec une partie du déblai de la fosse et d'employer ensuite le reste de ce déblai pour chausser la plante, quand elle en aura besoin, jusqu'au moment de la récolte.

« La société publiera, incessamment, par la voie du Journal d'Agen, un avis sur la meilleure manière d'employer en pain la pomme de terre. »

Telle est la notice que la société vient de faire paraître sur la culture de la plante la plus appropriée à la nourriture de l'homme après les céréales (1). Le zèle de cette active société ne pouvait se manifester d'une manière plus louable et plus utile.

Mardi 25. — Quelques personnes disposées à se former des sujets d'alarmes, à se créer des frayeurs imaginaires, craignent sérieusement, quoi donc ? le retour des jésuites. D'après l'esprit qui paraît vouloir se rétablir en France et que favorise le gouvernement, disent ces personnes pusillanimes, nous verrons bientôt, sans doute, revenir la compagnie de Jésus. Je n'en crois rien. L'opinion est là ; puis cette compagnie me semble aujourd'hui bien négligée par son capitaine qui lui-même est en retraite et n'ose plus guère se montrer en public.

Jeudi 27. — On a trouvé ce matin, sur le bord de la Garonne, vis-à-vis le jardin du séminaire, les habits de M. Joseph Illy, qui remplissait à Agen les fonctions de courtier de change et qui a disparu de chez lui depuis la nuit dernière. On craint qu'il ne se soit noyé, ce qui paraît très vraisemblable, d'après le désespoir où l'avaient jeté les menaces indiscretes de deux de ses créanciers, dont les effets n'étaient point échus, mais qui, sur des bruits publics, redoutaient le désordre de ses affaires. Cet événement est d'autant plus déplorable que

(1) Le *Journal* (n° 1047) publie cet avis in-extenso.

M. Illy, d'une famille ancienne dans le commerce, à Agen, et généralement considérée, n'était point dans le cas de concevoir des alarmes que sa délicatesse semble lui avoir exagérées. On assure qu'il y a un excédent dans sa fortune suffisant pour couvrir tous ses engagements et pour assurer à ses enfans une existence honnête.

Je consigne ici cette catastrophe avec d'autant plus de peine qu'elle a été occasionnée par une autre, dont les suites ne se présentent pas sous un aspect aussi funeste, mais qui ne jette pas moins une grande partie de la ville dans l'inquiétude et le chagrin. M. de Rangouse aîné, l'un des particuliers les plus riches d'Agen, dérangeait ses affaires depuis quelques années par des dépenses en tout genre et par des emprunts, la plupart usuraires, qu'il multipliait avec une incroyable légèreté et même une espèce de fureur. Il cherchait indifféremment des ressources dans tous les degrés de la fortune, dans tous les rangs de la société. Grands ou petits, pauvres ou riches, artisans, ouvriers, paysans, domestiques étaient par lui mis à contribution et devenaient ses créanciers pour les sommes même les plus modiques dont ils pouvaient disposer. Dans un tel désordre, il ne satisfaisait seulement à ses obligations échues que par de nouvelles obligations, mais il contractait celles-ci avec tant de précipitation et d'étourderie qu'il négligeait souvent de retirer ou d'annuler ses anciens engagements.

Cette inconcevable conduite a été longtemps ignorée; portée à son comble, elle vient enfin d'éclater. M. de Rangouse, devant deux fois plus qu'il ne possède, a été solennellement déclaré banqueroutier par le tribunal de commerce. Ses deux frères, qui lui avaient servi de caution pour de très fortes sommes, sont ruinés; quelques amis, qui avaient également répondu pour lui, ont aussi compromis leur fortune, et ses nombreux créanciers de tout état remplissent l'air de leurs plaintes. La commotion qui résulte dans le public de cette catastrophe inattendue est si forte, les clameurs qu'elle excite sont si grandes qu'il en est résulté une alarme générale et que presque tous ceux qui ont de l'argent chez les négocians de la ville, épouvantés de l'idée d'être exposés au danger de perdre leurs

fonds, ont exigé de nouvelles sûretés, ou même le remboursement de leurs créances avec un empressement qui tirait du délire. La plupart des négocians et des gens d'affaires ont conservé leur sang-froid; ils ont satisfait à ce qu'on leur demandait ou renvoyé avec fermeté le paiement à l'époque de l'échéance. Le seul Illy, dans la surprise de ce mouvement général, écrivit d'abord une circulaire à ses créanciers dans la vue de les tranquilliser; puis, frappé des menaces qui lui ont été faites, il a complètement perdu la tête et s'est jeté dans la Garonne; du moins, tout le fait présumer (1).

Vendredi 28. — Si jamais, de mémoire d'homme, année ne fut peut-être plus désastreuse, si la récolte a manqué dans toute la France, si le département, qui eût pu se suffire à lui-même, a été ravagé par la grêle, si la rareté, la cherté des grains est extrême, à quelque chose cependant malheur est bon. Le peuple se jette sur les pommes de terre; il s'y accoutumera et cet utile végétal, désormais plus répandu, bannira pour l'avenir les craintes de la disette. Que sont devenues les soupes à la Rumfort, dont on faisait tant de bruit, il y a quelques années? Sont-elles totalement passées de mode? Nos mendiants, il est vrai, n'en voulaient pas ou les mangeaient en faisant la grimace. Ils seraient peut-être aujourd'hui moins difficiles et cette ressource, faute d'autre, pourrait les soutenir; mais on ne parle plus de Rumfort; ses soupes sont oubliées; il faut du pain, il faut au moins des pommes de terre et de l'argent pour s'en procurer. Des souscriptions, des quêtes se font de toutes parts pour soulager la classe indigente,

(1) Proché (pp. 279-280) et Lespès (pp. 517-18) parlent de cette catastrophe financière qui atteignit un nombre considérable de familles lot-et-garonnaises. Lespès évalue le passif de M. de Rangouse à 550.000 francs.

Le malheureux fut entraîné dans sa chute par les usuriers. Il faisait « des emprunts depuis 6 jusques à 30 pour cent par an ».

Quant à Illy, il paraît « qu'il était au-dessus de ses affaires de plus de 100.000 francs ». On retrouva son corps, le 21 mars, à Couthures, sur la rive gauche de la Garonne. On le transporta à Sainte-Bazeille « où l'identité a été reconnue et constatée par trois témoins en présence du maire » qui rédigea un procès-verbal le 27. Illy fut enterré sur le bord de la rivière.

pour lui procurer les moyens de subsister. Il faut le dire; la charité ne fut jamais plus active et les aumônes plus abondantes. La population laborieuse est en général occupée, sur les routes départementales et dans le plus grand nombre des communes à réparer des chemins vicinaux. Beaucoup de personnes aisées ont formé des ateliers dans la seule vue de venir en aide aux pauvres. Dans le nombre de ces bienfaiteurs de l'humanité, on distingue M. Mourgues-Carrère aîné, propriétaire à Tournon. Il a ouvert depuis longtemps un atelier où 120 individus de tout sexe, de tout âge, faibles ou robustes, sont admis et seront employés jusqu'à la belle saison. Plus recommandable encore, et surtout plus heureux d'être en position d'effectuer tout le bien qu'il peut faire aux indigens de sa commune, M. Fauvel, près de Lectoure, a donné provisoirement à chaque pauvre famille de son voisinage une portion de terre pour la cultiver en fèves ou autres légumes, dont il a fourni la semence, en déclarant renoncer au produit de la récolte. Ce bel exemple, quoique étranger à notre département, m'a paru mériter d'être célébré dans ce journal; il repose un instant le cœur navré de la misère publique.

Samedi, 1^{er} mars 1817. — La société d'agriculture, sciences et arts d'Agen a reçu, dans sa séance de ce jour, un envoi, de la part du préfet, composé : 1° d'une notice sur la rape cylindrique inventée par M. Mergoux, curé de Bezons, pour réduire la pomme de terre en gruau, conserver par ce moyen la substance de cette plante alimentaire et l'employer en toute saison, soit à la panification, soit à tout autre usage; 2° d'une brochure publiée par M. Cadet de Vaux sur les meilleurs procédés à suivre dans la panification des pommes de terre; 3° d'une instruction sur l'emploi des grains avariés.

Il a été pareillement mis sur le bureau la notice manuscrite de deux observations médicales très intéressantes, transmises par M. Garreau, docteur en médecine à Beauville, qu'il faudrait écrire Boville, d'après son nom latin, *Bovis villa*, ce que je remarque en passant.

M. Lafont du Cujula a fait lecture d'un précis, qu'il avait

rédigé d'avance, sur la rape cylindrique à pomme de terre inventée par M. Mergoux.

La société a délibéré qu'elle ferait construire à ses frais cette machine, aussi simple qu'économique, afin d'en introduire l'usage dans le département.

La séance a été terminée par la lecture, qu'a donné M. Bergognié, d'une pièce de vers de sa composition, intitulée : *La Solitude*.

On n'a eu encore aucun renseignement positif sur le sort de M. Illy. Le tribunal de commerce, attendu sa disparition et sur la requête de plusieurs de ses créanciers, va le déclarer en état de faillite depuis le 26 février, époque à laquelle il écrivit la lettre ci-dessus mentionnée. On est de plus en plus persuadé que ce malheureux a volontairement terminé ses jours dans les eaux de la Garonne, et tout semble le confirmer.

Aujourd'hui 1^{er} mars, il y a trois ans révolus qu'à pareil jour j'ai commencé cette œuvre de ténèbres. Il est temps de la terminer. Depuis plusieurs mois, aucun fait un peu important n'est venu se placer sous ma plume. Elle ne s'exerce plus que sur de fantasques rêveries ou sur de vieux souvenirs. Puisque des trivialités journalières, des remarques oiseuses, des observations hasardées, ont remplacé des événements dans un ordre supérieur qui pouvaient marquer dans notre histoire, pourquoi continuer ces notes clandestines, qui ne doivent être désormais d'aucun intérêt ? On saura toujours assez qu'à l'époque où je les termine, les ministres, taxés de girondisme, étaient en haine au parti qui se regardait comme l'élite de la nation, que ce parti les accusait de garroter Charles X dans la personne de Louis XVIII, en portant celui-ci à des concessions qui minaient l'autorité royale. On saura que le Roi était chéri des Français, sauf, peut-être, de quelques furibonds, dévorés d'une rage impuissante. On n'ignorera point qu'il était question de la faction d'Orléans, que les membres de la Chambre des Députés babillaient, que celle des Pairs avait plus d'aplomb et visait à se rendre indispensable dans un autre ordre de choses qu'il était permis d'entrevoir en pers-

pective. On n'aura garde d'oublier que le clergé cherchait à reprendre son ancien crédit, mais qu'il était repoussé par l'opinion dominante, qu'on commençait à douter que le gouvernement représentatif convînt parfaitement à la France. On se rappellera qu'à cette époque l'équilibre était loin d'être rétabli dans le corps social; que, sans parler des factions qui le divisaient, il était troublé par un fracas d'opinions diverses qui se croisaient, s'entrechoquaient et détruisaient toute confiance réciproque. On se souviendra que la morale publique et particulière n'existait plus; que personne ne disait loyalement sa pensée; que l'intérêt, le seul intérêt individuel était l'unique mobile de toutes les actions; que l'argent était devenu l'objet d'un culte exclusif dans les divers rangs de la société, où il remplissait tout, jusqu'à l'honneur si cher à nos anciens, qui radotaient sans doute.

Je n'ai nul besoin d'enregistrer ces faits, universellement connus, ces vérités affligeantes et vulgaires. D'ailleurs, si je montrais ce journal, fût-ce même à mes plus intimes amis, l'un me trouverait exagéré, l'autre trop modéré dans mes principes; l'un me taxerait de bigoterie, l'autre d'impiété. J'aurais accordé trop d'intérêt à tel ou tel objet; j'aurais passé trop légèrement sur tel ou tel article. Corrigez ceci; ajoutez, effacez cela, me dirait-on. Des lecteurs moins indulgens, ne pouvant nier la vérité des faits, se rejetteraient sur la manière de les exposer, blâmeraient le fond, critiqueraient la forme de mon travail. En dernier résultat, il ne serait du goût de personne. Le brûler ! franchement, je ne puis m'y résoudre; mais j'écoute le conseil de la prudence et de l'amour-propre, qui cette fois sont d'accord et ne peuvent s'égarer. Lord Chesterfield disait à son fils : *Wear your learning, like your watch, in a private pocket, and not pull out and strike it to show that you have one. If you are asked what a clock it is, tell it* (1). Noble lord, ce conseil est bon, mais je fais mieux : pour ne plus dire désormais l'heure qu'il est, j'arrête ici ma montre.

(1) Gardez votre science comme votre montre, dans une poche particulière. Ne la sortez point; ne la faites pas sonner pour faire voir que vous en avez une. Si l'on vous demande l'heure qu'il est, dites-le.

NOTES HISTORIQUES

SUR

L'EXPÉDITION DE LECLERC A SAINT-DOMINGUE ET SUR LA FAMILLE LOUVERTURE

PAR ISAAC-LOUVERTURE

(Suite et fin) (1)

Dès le commencement de cette négociation, le général Cristophe, par l'intermédiaire et les insinuations du chef de bataillon Wilton, son intime ami, ancien commandant de la Petite-Anse et qui avait passé aux français lors de l'arrivée de l'expédition, eut, avec le général Leclerc, au Haut-du-Cap, une entrevue dont le résultat fut son admission dans l'armée française. Au sortir de cette entrevue le général Cristophe se rendit à son camp de la Grande-Rivière, puis au quartier général de la Marmelade. Toussaint-Louverture était absent, il était à Ennery où il faisait une revue de la milice de ce canton. Instruit que le général Cristophe l'attendait à son quartier général, il y retourna. Le général Cristophe lui apprit à son arrivée que, sur l'invitation du général Leclerc, il avait eu une entrevue avec celui-ci au Haut-du-Cap; et, sans faire mention de la convention existante entre eux, il dit que le général Leclerc, durant cette entrevue, paraissait se repentir d'avoir entrepris une guerre dans laquelle on lui avait persuadé qu'il triompherait infailliblement; mais que, pleinement désabusé de cette erreur, il lui avait recommandé d'en parler à Toussaint-Louverture. Toussaint-Louverture, après l'avoir écouté attentivement, désapprouva cette démarche qui a été faite à son insu comme contraire à la discipline militaire, puisque le général Cristophe n'avait pas eu son autorisation, et lui défendit, sous peine de désobéissance, de ne se rien permettre de semblable à l'avenir. Le général Cristophe, avant de prendre congé de lui pour se rendre à son poste, lui présenta une lettre du général Leclerc. Cette lettre, écrite à la suite de l'entrevue du Haut-du-Cap, aurait révélé à Toussaint-Louverture ce qui s'était passé entre eux; mais au lieu de la parcourir selon sa coutume, il la posa sur une table où il y avait beaucoup de papiers pour écouter on ne sait

(1) Voir les deux numéros précédents.

quelle anecdote que le général Cristophe lui racontait dans le moment et qui lui faisait rire aux éclats. Enfin le général Cristophe partit. Le lendemain au soir, cette lettre à laquelle Toussaint-Louverture n'avait point apparemment songé, lui tomba par hasard sous la main. Il lit et passa de l'étonnement à l'indignation. Il appela son chef d'état-major à qui seul il communiqua cette lettre, et le chargea d'aller ordonner de sa part au général Cristophe de se rendre au quartier général de la Marmelade, pour lui donner l'explication de sa conduite et de la lettre du général Leclerc. Quand l'adjudant-général Fontaine, chef de l'état-major général lui eût intimé cet ordre, il répondit qu'il y déférerait, s'il n'était pas maîtrisé par les événements, parce que, depuis son retour de la Marmelade, la plupart des habitants du Cap, à qui il avait annoncé la conclusion de la paix, s'étaient empressés de rentrer en ville, et que la partie du Limbé, qui tenait encore, avait été, par ses ordres donnés au nom de Toussaint-Louverture, livrée aux troupes du général Leclerc, ainsi que le Port-Français.

Un grand nombre d'officiers supérieurs du camp de la Grande-Rivière, ayant eu connaissance de la mission du chef de l'état-major général, déclarèrent hautement en sa présence qu'ils avaient été trompés et qu'ils étaient prêts à exécuter les ordres de Toussaint-Louverture.

L'adjudant-général Fontaine rapporta à Toussaint-Louverture la réponse du général Cristophe et les paroles qu'avaient prononcées les officiers supérieurs du camp de la Grande-Rivière; il lui raconta de quelle manière le Port-Français et la partie du Limbé qui avait pris les armes étaient tombés au pouvoir du général Leclerc. Toussaint-Louverture fit assembler ses principaux officiers et leur annonça cet événement extraordinaire. La conduite du général Cristophe parut incompréhensible à ces officiers, surtout lorsqu'ils considéraient que ce général, attaqué sans nécessité par le général Leclerc, avait pris le parti désespéré d'incendier la capitale de Saint-Domingue qu'on venait de réédifier à grands frais : qu'il s'était signalé sur la route du Dondon à la Grande-Rivière, en harcelant le flanc gauche de la division Hardy ; et enfin qu'il avait mis sous les yeux de Toussaint-Louverture, longtemps avant les ouvertures faites à celui-ci par le général Leclerc, les lettres de Wilton qui l'avait encouragé à une défection, et celles du général Leclerc qui lui avait proposé, non seulement de passer dans ses rangs, mais d'attenter à la vie de Toussaint-Louverture.

L'affaire du général Cristophe s'était répandue parmi le peuple et les soldats, ils furent remplis d'indignation et éclatèrent en reproches contre lui, ils s'assemblèrent par un mouvement spontané devant la maison qu'habitait Toussaint-Louverture, pour l'assurer de leur dévouement, de leur courage et de leur fidélité. Dans le moment arriva le commandant des Mornets à qui le général Cristophe avait ordonné de recevoir les troupes du général Leclerc. Cet officier, se doutant de quelque chose, avait préféré d'évacuer son poste et était venu au quartier général pour rendre compte de sa conduite. Le commandant du Dondon, à qui un semblable ordre avait été donné, écrivit à Toussaint-Louverture qu'il avait pris sur lui-même de ne pas mettre à exécution les ordres du général Cristophe jusqu'à ce qu'il eût la certitude que ce général n'agit qu'en conformité de ceux de l'autorité supérieure à laquelle ils étaient tous les deux subordonnés. Toussaint-Louverture lui répondit qu'il ne saurait trop le louer touchant sa prudence et son discernement ; et qu'il avait la conviction qu'un officier tel que lui persévérerait dans son devoir.

Dans cette conjoncture, l'espoir d'une paix prochaine s'évanouit. Tout le monde ne respirait que la guerre. Toussaint-Louverture était prêt à se diriger sur la Grande-Rivière où était le dépôt d'armes et de munitions. Mais le général Leclerc, qui n'était point tranquille sur l'issue des événements, mit en œuvre tous les moyens de persuasion propres à toucher le cœur d'un homme qui s'était montré grand et courageux dans l'adversité et qui chérissait encore plus sa patrie que la gloire; il réussit; et la négociation, qui avait été rompue, fut renouée.

Le général Leclerc proposa pour principales négociations de la paix, que Toussaint-Louverture continuerait à gouverner Saint-Domingue comme auparavant ; que tous les officiers du pays seraient employés dans leurs grades respectifs ; et que lui-même ne serait dans l'île que le représentant de la France. Puis, prenant Dieu à témoin de l'inviolabilité et de la sainteté de ses promesses, je jure, ajouta-t-il, à la face de l'être suprême, de respecter la liberté du peuple de Saint-Domingue. Toussaint-Louverture répondit qu'il acceptait tout ce qui était favorable au peuple et à l'armée; et que pour lui il voulait vivre dans la retraite. Tout étant ainsi réglé entre eux, ils convinrent d'avoir une conférence à une habitation située au pied des Mornets, à 6 ou 5 lieues du Cap.

Il y eut plusieurs personnes dans cette ville qui prétendirent que

Toussaint-Louverture n'y viendrait point si le Cap était le lieu du rendez-vous ; parce que, disait-on, il ne se fiait pas au général Leclerc. D'autres soutinrent le contraire. Informé que la conférence indiquée aux Mornets avait donné matière aux suppositions précédentes, il montra qu'il était sans crainte. Il prit la résolution de se rendre, ayant le jour fixé, non pas aux Mornets, comme il avait été convenu, mais au Cap même. Il partit pour cette ville, emmenant avec lui son fils Isaac-Louverture, le colonel Gabarre, le chef d'escadron Morisset, ses aides de camp, des officiers d'état-major et une compagnie de dragons. Au moment qu'il sortait du bourg de la Marmelade, il rencontra un officier de chasseurs que lui avait dépêché le général Leclerc pour lui apporter une lettre dans laquelle il lui annonça que la paix était définitivement conclue entre la France et l'Angleterre. Parvenu aux postes que commandaient le général Fressinet et qui étaient précisément à l'habitation où lui et le général Leclerc devaient avoir une conférence, il fut reçu avec tous les honneurs militaires. Le général Fressinet alla au-devant de lui et lui témoigna en l'embrassant toute la joie qu'il avait de le revoir. Il lui offrit à déjeuner. Toussaint-Louverture accepta. Les officiers et soldats de deux bataillons du 10^{me} régiment de Saint-Domingue qui étaient présents lui donnèrent hautement des témoignages d'amour et de vénération. Les officiers de ce corps furent lui parler en particulier et lui dirent que ce fut en vertu d'un ordre émané de lui que le général Paul-Louverture qui commandait à Santo-Domingo avait livré cette place au général Kerverseau, ce qui était vrai et voici comment. Toussaint-Louverture, placé dans la nécessité de se défendre, avait, ainsi qu'il a été dit plus haut, écrit à son frère d'évacuer Santo-Domingo et de se joindre au général Clairveaux dans les environs de Saint-Raphaël. Il lui avait en même temps envoyé cet ordre en lui recommandant de lui donner de la publicité, afin que, sous prétexte des préparatifs pour recevoir le général Kerverseau, le général Paul-Louverture pût tirer toutes ses troupes de leurs garnisons et effectuer sa retraite sur Saint-Raphaël ; mais l'officier qui portait la lettre adressée au général Paul-Louverture et dans laquelle était l'ordre dont il s'agit ayant été arrêté et mis à mort par les troupes que le général Kerverseau avait fait débarquer à quelque distance de la place de Santo-Domingo, cette lettre fut remise à ce général à bord d'une des frégates françaises qui étaient devant Santo-Domingo. Le général Kerverseau vint à terre et présenta lui-même cet

ordre au général Paul-Louverture qui trouva qu'il était extraordinaire que le général Kerverseau fut choisi pour la lui transmettre. Vos observation seraient fort justes, répondit le général Kerverseau, si nous étions ennemis. D'ailleurs vous êtes le maître, général, d'interpréter cet ordre comme vous voudrez. Je vais retourner à bord de la frégate, mais souvenez-vous du général Moïse.

Après son départ, le général Paul-Louverture crut devoir convoquer les officiers supérieurs de la garnison, pour confronter la signature de cet ordre avec d'autres signatures de Toussaint-Louverture, et les consulter sur le parti qu'il avait à prendre. Ces officiers reconnurent à l'unanimité que la signature était réellement celle de Toussaint-Louverture, et furent d'avis qu'il fallait déférer à cet ordre. Par ce moyen, le général Kerverseau débarqua sur les bords de l'Ozama et entra sans coup férir dans les murs de Santo-Domingo.

Reprenons le fil de notre narration.

Toussaint-Louverture, s'étant arrêté pendant six heures aux postes du général Fressinet, se mit en marche accompagné de ce général. Il n'eut pas plutôt fait quelques pas, qu'il vit venir à sa droite un cavalier remarquable par sa jeunesse, ses graces et sa beauté. C'était le colonel Robillard. Celui-ci s'approcha de lui respectueusement et lui dit tout bas qu'il était envoyé de la part du général Cristophe pour lui demander ses ordres. Colonel, répondit Toussaint-Louverture, je vous vois avec plaisir ; mais je n'ai pas de réponse à vous faire au sujet de votre mission. Ce jeune colonel ne continua pas moins de s'entretenir avec lui sur diverses choses, en marchant à son côté, jusqu'à une certaine distance où il prit congé de lui.

Toussaint-Louverture, en passant au Haut-du-Cap, fut salué par le général Clairveaux à la tête du 6^{me} régiment de Saint-Domingue, et accueilli par de continuelles acclamations du peuple.

Au grand étonnement de tout le monde et du général Leclerc qui ne l'attendait pas et qui dînait ce jour-là à bord du contre-amiral Magon, il arriva au Cap où les généraux Hardy et Debel vinrent le recevoir à l'entrée de la maison du général Leclerc qui était située aux bords de la mer et le conduisirent dans une salle où était son portrait; ensuite il fut salué par l'artillerie des forts et par celle des vaisseaux de la rade.

Aussitôt toute la ville se mit en mouvement et se porta en foule

devant la maison du général Leclerc dont les salles étaient remplies d'officiers de tous grades. Le général Leclerc, débarqué du vaisseau amiral, vêtu en petit uniforme, et portant un damas en bandoulière et un fichu de Madras à la tête, passa au travers de la foule et monta à l'appartement où Toussaint-Louverture qui avait eu le temps de prendre un léger repas ainsi que sa suite, était placé au milieu des généraux Hardy et Debel. Il l'embrassa avec des démonstrations de joie, le prit par la main, le conduisit dans son cabinet et s'assit à son côté sur un canapé, puis il lui adressa ces paroles. « Général on ne peut que vous louer et vous admirer quand on a comme vous supporté le fardeau du gouvernement de Saint-Domingue. Votre présence dans cette ville est une preuve de votre magnanimité et de votre bonne foi. Notre réconciliation fera refleurir cette île dont vous avez été le restaurateur, et consolidera les nouvelles institutions qui sont les bases fondamentales de la liberté et du bonheur de tous. » « Le peuple de Saint-Domingue, répondit Toussaint-Louverture, qui venait de triompher dans la guerre étrangère pour la France et pour lui, ne pensait pas qu'il dût jamais résister à sa protectrice naturelle. Si un aviso vous avait précédé dans cette île, le canon n'aurait tiré que pour recevoir l'envoyé d'une grande puissance ; et vous n'auriez été éclairé à votre arrivée que par des feux de joie. Vous me saviez certainement à Santo-Domingo ; il était encore temps de me prévenir. Le général Cristophe, quand vous étiez devant le Cap, vous avait demandé de lui accorder un délai nécessaire afin de me donner connaissance de l'apparition d'une escadre française sur nos côtes ; vous pouviez raisonnablement accéder à sa demande, au lieu de réduire le peuple au désespoir par vos menaces et d'exposer votre armée au cratère d'un volcan. » Le général Leclerc avoua que les pilotes qu'on avait pris dans les environs de la baie de Somna l'avaient assuré que Toussaint-Louverture était à Santo-Domingo ; mais moi, objecta-t-il, beau-frère du 1^{er} Consul, revêtu du commandement en chef d'une armée française et par conséquent d'un rang et d'un grade au-dessus du général Cristophe, je n'ai pas cru qu'il était de ma dignité de m'arrêter devant un général de brigade en écoutant toutes ses allégations. Vous avez pourtant, général, attendu pendant quatre jours, repartit Toussaint-Louverture ; et vous conviendrez que quelques jours de plus n'auraient porté aucune atteinte à votre honneur, puisque, d'après les paroles et la lettre de votre beau-frère, vous n'étiez chargé que d'une mission

pacifique, il me semble que vous auriez également servi et la France et Saint-Domingue. Il est vrai, reprit le général Leclerc ; mais je n'ai pas été maître de moi-même. Ne conservons aucun souvenir du passé, tout sera réparé. Réjouissons-nous, général, de notre union ; il faut que votre fils, les officiers qui vous ont accompagné, aussi bien que les généraux et officiers de mon armée qui sont ici, en soient témoins. La porte du cabinet s'ouvrit à l'instant, et, sur son invitation, toutes les personnes qui étaient dans la salle voisine, entrèrent et prirent place dans le cabinet. Le général Leclerc renouvela son serment en leur présence; il promit d'employer les généraux Charles Belair et Vernet, etc, excepté le général Dussoline au sujet duquel il s'éleva une difficulté qui fut bientôt applanie par les observations que lui fit Toussaint-Louverture en disant que cette exception serait une véritable infraction au traité. Dans ce moment, un joli enfant de douze ans, doué d'une rare intelligence, parut, accompagné d'un vieillard vénérable, au milieu de cette nombreuse assemblée. C'était le plus jeune des fils de Toussaint-Louverture avec monsieur Grenville, son précepteur. Cet enfant se précipita d'un air joyeux dans les bras de son père qui le pressa avec tendresse contre sa poitrine, puis il alla embrasser Isaac-Louverture son frère, et le général Leclerc qui l'avait envoyé chercher par un de ses aides-de-camp pour voir son père, sur les genoux duquel il revint se placer. Cet enfant, pendant que le général Vernet se battait en avant des Gonaïves contre le général Leclerc, était à une habitation éloignée du champ de bataille avec Madame Grenville ; mais après que le général Vernet, son allié, qui l'avait fait inutilement cherché s'était retiré sur l'Ester, les troupes françaises qui passèrent à l'endroit où il était, le menèrent au général Leclerc qui l'envoya par mer au Cap, ainsi que Madame Grainville, rejoindre son précepteur. Il n'était pas le seul de sa famille qui fût dans cette guerre au pouvoir du général Leclerc. Le général Paul-Louverture, son oncle, qui commandait à Santo-Domingo, le colonel de dragons Jean-Pierre-Louverture, son frère, qui servait sous le général Maurepas, le chef de bataillon Chancy, son cousin, l'étaient également ; et sa mère, femme vraiment bien-faisante et vénérée dans son pays, avait manqué d'être prise par le général Rochambeau, comme elle arrivait à la Lacroix. A la vue d'un père et d'un fils qui se faisaient tant de caresses, le général Hardy se mit à raconter qu'étant en marche pour aller attaquer la position de Bayonnet, située à la grande colline de Ennery, il avait

su que l'épouse (1) de Toussaint-Louverture était à une habitation voisine ; mais que loin de lui causer de la frayeur, il avait cru devoir respecter l'asile d'une femme si respectable. « Général, dit alors Toussaint-Louverture, ce trait seul me porterait à la confier à votre loyauté si nous étions encore en état de guerre ; et que, par des circonstances imprévues, elle n'eut pu trouver une place dans mon camp. » Le général Leclerc lui ayant demandé, en supposant que la guerre eut duré plus longtemps, qui lui aurait fourni des armes et de la munition, « vous, répondit-il, parce que j'en aurais pris à vos avant-postes. »

Toussaint-Louverture consentit, sur la proposition du général Leclerc, à ce que M. Péron, ordonnateur en chef de l'armée française, continua d'occuper un hôtel qu'il avait à la rue de Vaudreuil, et qui n'était pas brûlé, jusqu'à ce que cet administrateur eût un autre logement ; mais il refusa de recevoir l'équivalent du revenu que pouvait rapporter cet hôtel, donnant par là une preuve de son désintéressement et de la noblesse de son caractère.

Il semblait que tout eut concouru dans cette conférence à faire voir dans un seul homme le cœur d'un père, d'un époux et d'un guerrier, défenseur des intérêts de sa patrie et de ses compagnons d'arme.

Au sortir de cette conférence, il alla coucher le même soir, aux postes du général Fressinet. Le lendemain matin, ce général, les commandants du port français et de la plaine du nord, l'accompagnèrent jusqu'à l'habitation Noguès, qui était le dernier poste du général Leclerc. Toussaint-Louverture traversa tous ses postes au milieu des acclamations des soldats, des milices et du peuple qui était accouru à son passage, et, au bruit des salves d'artillerie, fit son entrée à la Marmelade, où le commandant du quartier-général le reçut à la tête des troupes. Le jour suivant les grenadiers et les dragons de sa garde étant rangés en bataille sur un plateau, il leur parla au sujet de la paix, il loua leur courage et les remercia de l'amour et du dévouement qu'ils avaient montré pour lui, en ajoutant que le souvenir de leurs actions sera à jamais gravé dans sa mémoire ; et pour leur marquer sa satisfaction et leur faire en même temps ses adieux, il embrassa tous les officiers qui pouvaient à peine retenir leurs larmes et commanda quelques manœuvres aux

(1) On avait fait accroire au général Hardy qu'elle était encore à d'Ennery pour qu'il ne sût quelle route elle avait prise. Elle était déjà à Lacroix.

soldats qui étaient tristes et inconsolables. Dans l'espace de cinq à six jours l'adjudant-général Fontaine, son chef d'état-major, remit à l'adjudant commandant Perrin l'état des troupes. Les généraux Dessaline et Charles Belair eurent ordre de se rendre à Saint-Marc avec les débris des bataillons qu'ils commandaient ; le bataillon du 3^e régiment, commandé par Lamartillière, au Port au Prince; et le bataillon dit des Gonaïves dans la ville de ce nom. Le bataillon des grenadiers de sa garde fut envoyé à Plaisance où commandait pour lors le général Clausel qui venait d'être promu au grade de général de division.

Les deux escadrons de sa garde allèrent au Cap où ils préférèrent tous d'être licenciés plutôt que de servir dans la gendarmerie. Après le départ de ses troupes, Toussaint-Louverture prit la route de d'Ennery qu'il avait choisi pour résidence. Etant dans le haut Ennery, une foule de personnes dont la plupart était de l'Arcahaye, se mirent à crier en le voyant : Général, nous avez-vous abandonné ? Non, mes enfants, répondit-il, tous vos frères sont sous les armes, les officiers de tous grades conservés.

Dans la délicieuse et fertile vallée de d'Ennery, il ne s'occupait que des actes de bienfaisance, des réparations et des embellissements de ses habitations. Les Européens, les gens du pays, les généraux et officiers de l'armée française qui venaient le visiter, étaient accueillis avec cette affabilité qui le caractérisait. Exempt de crainte et d'inquiétude, il vivait au sein de sa famille comme s'il eut eu 25.000 hommes pour garde, il faisait ses promenades à cheval et passait souvent au bourg de d'Ennery où la garnison française lui rendait chaque soir les honneurs militaires.

Tandis que Toussaint-Louverture sur ses terres de d'Ennery se livrait avec trop de sécurité aux charmes de la retraite et d'une vie paisible, des trames s'ourdissaient contre lui ; sa perte était jurée. Mais comme il n'y avait rien à dire sur son compte, il fallait lui supposer des intentions les plus absurdes et les plus invraisemblables. Le général Leclerc se plaignit à lui de ce que le chef de bataillon Sylla, qui était dans la haute Plaisance, n'avait pas encore reconnu son autorité, ajoutant qu'il l'allait contraindre par la force des armes. Toussaint-Louverture répondit que, quoique le chef de bataillon Sylla eut reçu, comme tous les autres, l'ordre d'obéir, il valait mieux néanmoins employer la douceur et la persuasion, pour ramener cet officier, que de recourir à la force. Il offrit d'intervenir dans cette affaire et d'écrire en conséquence à Sylla. Sa

réponse a été remise par Placide Louverture au général Dugua, en l'absence du général Leclerc qui était à l'île de la Tortue. Le général Leclerc, loin de suivre ce conseil, fit brusquement attaquer Sylla qui se défendit avec une rare intrépidité ; et ce ne fut pas sans peine que le général Clausel parvint à s'emparer de son camp qui était retranché et palissadé. A cette imprudence, le général Leclerc avait ajouté celle d'ordonner au bataillon des Gonaïves, qui était dans le pays de ce nom, d'aller joindre le général Clausel à Plaisance pour marcher contre Sylla. Ce bataillon refusa hautement de se battre contre ses anciens compagnons d'armes ; il se dispersa dans les bois, quand il fut près de Plaisance. Le général Leclerc, comme s'il eut dû s'en prendre à d'autres qu'à lui-même, écrivit à Toussaint-Louverture au sujet de la dispersion du bataillon des Gonaïves. Toussaint-Louverture répondit ce qu'il fallait répondre : qu'il était hors de bon sens de supposer qu'il eût voulu continuer la guerre avec un seul bataillon à la tête duquel il n'était pas. Ce fut Isaac-Louverture qui apporta cette lettre au général Leclerc. Celui-ci, dans l'entretien qu'il eut avec ce jeune homme, se disculpa aux dépens du général Dessaline qui n'était, après tout, que l'instrument de sa politique. Il dit que c'était ce général qui avait accusé Toussaint-Louverture de la résistance de Sylla, de la résolution qu'avait prise le bataillon des Gonaïves à Plaisance, et pour preuve le général Leclerc fit voir à Isaac-Louverture des lettres signées Dessaline, dans lesquelles étaient contenues toutes les imputations qui étaient évidemment fausses. Dessaline, qui avait été mandé par le général Leclerc au Cap, ne tarda point de s'y rendre. Le général Leclerc lui fit présent d'une paire de pistolets, d'un sabre et d'une centaine de Portugaises. C'est ainsi qu'il récompensa la bassesse de Dessaline que Toussaint-Louverture l'avait obligé auparavant à donner du service. C'était la moindre des choses que Toussaint-Louverture eut fait pour Dessaline; à la recommandation du colonel Bonnaventure, il l'avait mis dans ses gardes en 1794 et l'avait élevé successivement à tous les grades militaires; et le général Dessaline, qui lui devait tout, fut, sans pudeur et sans remords, son accusateur et son calomniateur.

Le général Leclerc de son côté ne se fit point un scrupule d'avertir Toussaint-Louverture contre Dessaline. Le lendemain du jour où il vit ce général qui avait été gagné, flatté, caressé par lui et à qui il avait fait des présents pour le mettre entièrement dans ses intérêts, il recommanda à Isaac Louverture de raconter à son père

la conduite de Dessaline et de lui dire que Cristophe avait des sentimens bien différens. Ensuite il lui remit une lettre pour Toussaint-Louverture. Le général Leclerc l'avait prié, dans cette lettre, à cause de la parfaite connaissance qu'il avait des localités, de donner des conseils au général Brunet, commandant des Gonaïves, quand il le verrait, relativement au cantonnement des troupes de sa division, afin que, dans l'intérêt de tous les habitans, elles ne fissent point des dégâts. Toussaint-Louverture, quelques heures avant que cette lettre ne lui parvînt, avait été averti par plusieurs personnes des Gonaïves que deux frégates françaises y étaient arrivées portant des troupes de débarquement, et que le bruit courait que ces troupes devaient coopérer à son arrestation. Quelques-uns des officiers français de la garnison d'Ennery qui avaient positivement assuré qu'ils tenaient d'un aide de camp du général Leclerc, envoyé en mission près du général Brunet, que ce dernier avait l'ordre de l'arrêter.

Les généraux Paul-Louverture et Vernet qu'on avait sans doute prévenus du dessein du général Leclerc, lui avaient envoyé dire à mots couverts que le général Vernet avait un secret important à lui confier ; et qu'il suivrait de près la personne qui lui donnerait cet avis.

Ces avertissements venus de tous côtés, étaient, dans ces conjectures, plus que suffisants pour déterminer Toussaint-Louverture, qui était doué d'un esprit si fin et si pénétrant et qui d'ailleurs avait un si grand courage, à pourvoir à son salut. Quelqu'un le lui ayant conseillé, il répondit qu'exposer sa vie pour sa patrie, lorsqu'elle était en péril, était un devoir sacré ; mais remuer sa patrie pour s'épargner la vie était une action peu glorieuse.

Toussaint-Louverture, qui avait auparavant l'intention d'aller aux Gonaïves, partit pour cette ville, aussitôt qu'il reçut la lettre du général Leclerc. En passant au bourg de d'Ennery, il lui fut facile de s'apercevoir que l'orage se formait contre lui ; la garnison française, contre sa coutume, garda un morne silence, et ne lui rendit point les honneurs militaires. A une lieue de distance du bourg de d'Ennery, il rencontra, à l'endroit appelé la *Coupe-à-Pintade*, un courier du général Brunet, qui lui remit une lettre dans laquelle ce général le priait lui et toute sa famille de venir à une fête qu'il lui avait préparée aux Gonaïves. Cette lettre, jointe aux confidences des officiers français de la garnison de Dennery et à ce qu'avaient mandé du Cap des parens, des Gonaïves des

amis dévoués, était, pour ainsi dire, un corollaire de la vérité qui jaillissait de toutes parts.

Toussaint-Louverture vit le danger sans le craindre ; il lut cette lettre et continua sa route. Etant à l'habitation Béranger, il fit distribuer aux cultivateurs qui avaient sauvé une partie de ses effets lors de l'invasion du général Leclerc aux Gonaïves tout l'argent qu'il avait dans le moment à sa disposition ; ensuite il alla à l'habitation Georges où était le général Brunet. Ils s'entretenaient ensemble, lorsque le général le pria de l'excuser et sortit. Un instant après, entrèrent dans la salle où était Toussaint-Louverture 18 à 20 officiers le sabre et le pistolet à la main. Toussaint-Louverture les prit pour des assassins et se leva. Il tira son sabre, décidé à leur vendre chèrement sa vie. Alors un colonel qui était à la tête de cette troupe d'officiers, voyant qu'il les attendait avec intrépidité, toujours debout à la même place, s'avança vers lui, l'arme baissée, et lui dit : « Général, nous ne sommes point venus ici pour attenter à vos jours ; nous avons seulement l'ordre de nous assurer de votre personne. » A ces mots, Toussaint-Louverture remit son sabre dans le fourreau. Depuis l'habitation Georges où il fut arrêté jusqu'aux Gonaïves, il y avait des troupes placées de distance en distance, tout le long de la route. A minuit, on le mena aux Gonaïves où il fut embarqué à bord de la frégate *la Créole*. Le digne officier qui la commandait fut touché jusqu'aux larmes du sort de cette victime de la trahison et de la perfidie. Il fit voile sur le Cap, il eut pour Toussaint-Louverture toutes sortes d'attention ainsi que pour le chef de bataillon Néron et d'autres officiers qui furent arrêtés le même jour aux Gonaïves. Il offrit du linge et de l'argent à ces officiers. Ils acceptèrent le linge et refusèrent l'argent. Etant près du Cap, il gouverna sur le vaisseau *le Héros*, qui louvoyait à la hauteur de cette ville.

Ayant annoncé à Toussaint-Louverture qu'il avait l'ordre de le déposer à bord de ce vaisseau : « Adieu, capitaine, lui dit-il, en l'embrassant ; je me souviendrai de vous, jusqu'à mon dernier soupir. » Ensuite il descendit dans le canot qui le porta à bord du *Héros* où son fils St-Jean-Louverture, élève de monsieur Grenville et embarqué au Cap par l'ordre du général Leclerc, vint se jeter à son cou en fondant en larmes. Le vaisseau *le Héros* continua de louvoyer devant le Cap, attendant le reste de la famille.

Placide-Louverture et l'aide-de-camp César qui avaient accompagné Toussaint-Louverture aux Gonaïves et qui, n'ayant pu le

suivre, étaient restés en arrière, furent, en retournant à d'Ennery, arrêtés le lendemain à la Coupe à Pintade. La femme du colonel qui commandait ce poste et d'autres dames françaises, qui étaient présentes à leur arrestation, versèrent des larmes d'attendrissement en voyant conduire ces jeunes gens aux Gonaïves où ils furent embarqués à bord de la frégate *la Guerrière*, dont Gimont, le même qui était au Grand-Cahos avec l'adjudant-commandant Sabbès, était un des lieutenants.

Isaac-Louverture était à Ennery sur une habitation où Toussaint-Louverture, à cause des réparations qu'on y faisait, se tenait ordinairement. Il lisait vers les 7 heures du matin, ignorant que son père fut arrêté la veille aux Gonaïves. Tout à coup il entendit une vive fusillade, suivie de cris épouvantables. Il sortit de la maison pour voir ce que c'était et se tint devant la porte. Il vit des cultivateurs, des domestiques, des femmes et des enfants effrayés qui couraient çà et là et 3 à 400 soldats français qui les poursuivaient en faisant feu sur eux. Les balles sifflaient autour de lui. Un jeune homme entra précipitamment dans la maison, prit les armes et le chapeau d'Isaac-Louverture et les lui présenta, en le pressant de fuir. Mais Isaac Louverture qui croyait qu'il n'avait plus de père, voulut aussi mourir. Il resta et attendit la mort avec courage.

Un lieutenant et une douzaine de grenadiers s'approchèrent de lui et lui dirent qu'il était leur prisonnier. Vint ensuite le chef de bataillon Pesquidou qui lui apprit que Toussaint-Louverture avait été embarqué aux Gonaïves ; qu'il avait l'ordre du général Brunet de l'y mener lui et toute sa famille, et que l'avant-garde de son détachement n'avait tiré sur les gens de l'habitation que par le refus qu'ils firent de leur ouvrir les barrières. Pendant ce temps là un aide-de-camp du général Brunet entra dans l'appartement de Toussaint-Louverture, enfonça armoires et secrétaire, s'empara de l'argent, du portefeuille et de tous les papiers qui lui tombèrent sous la main.

Après quoi, Isaac-Louverture fut conduit au bourg de d'Ennery : Il y trouva le chef d'escadron Monpoint qui, ayant été invité à déjeuner par le chef de bataillon Pesquidou, avait été arrêté quelques heures auparavant. Un quart d'heure après, le chef de bataillon Pesquidou se dirigea sur l'habitation où était l'épouse de Toussaint-Louverture, Isaac-Louverture étant placé à l'avant-garde au milieu des sapeurs. Cette dame, à qui un cultivateur de

l'autre habitation racontait ce qui s'était passé, ne tarda point à en avoir les preuves devant les yeux. Elle aperçut à l'entrée de l'habitation son fils qui venait à elle, entre deux haies de soldats. Les sentimens de l'amour conjugal et maternel étaient plus forts dans son cœur que la crainte. Quand son fils fut dans l'intérieur de la maison, elle s'élança à son cou, l'embrassa toute émue en lui demandant qu'était devenu son père. « Madame, lui dit alors le chef de bataillon Pesquidou, ne craignez rien pour votre époux ; je suis chargé de vous fournir une escorte afin que vous l'alliez rejoindre. »

L'aide de camp du général Brunet, sous prétexte de chercher des papiers, se mit aussitôt à parcourir tous les appartemens, remplissant ses poches de dentelles et de bijoux. Il entra dans un oratoire où il y avait une vierge richement vêtue et dont les bracelets, le collier et les pendants d'oreille étaient en perles. Elle avait une pierre précieuse au doigt, une couronne d'or brillait sur sa tête. Cette vierge était un présent dont le général Clairveaux, brave et excellent officier et parfait honnête homme, avait fait à l'épouse de Toussaint-Louverture. L'aide-de-camp du général Brunet trouva qu'il était contre toute bienséance que cette vierge eut une couronne et surtout une couronne d'or. Son premier mouvement fut de l'en dépouiller et de lui donner des soufflets, en proférant des paroles grossières et dégoûtantes. Le chef de bataillon Pesquidou lui fit remettre à sa place cette couronne, laquelle disparut un moment après.

Le même aide-de-camp, en continuant de fouiller partout, prit le plumet et les éperons d'Isaac-Louverture et osa paraître devant ce jeune homme, ayant ce plumet à la tête. Isaac-Louverture, plein d'une juste indignation, le lui arracha, en lui disant : « C'est trop insulter au malheur. » Le chef de bataillon Pesquidou, témoin de cette scène, ne reprimanda fortement cet aide-dé-camp que pour montrer qu'il est plus facile de prêcher la modération que d'être modéré soi-même. Il aperçut dans un cabinet, sur une toilette, un vase de coco artistement travaillé, doublé en or et entouré de bas-relief représentans quelques-unes des victoires et des belles actions de Toussaint-Louverture. Il avait été donné par la ville de Port-au-Prince à ce grand homme qui en fit présent à sa nièce, aujourd'hui sa belle-fille. Cette jeune demoiselle y tenait beaucoup. Le chef de bataillon Pesquidou fut tellement ébloui de la beauté et de la magnificence de ce vase, qu'il ne put s'empêcher de

le demander à l'épouse de Toussaint-Louverture ; et il le demanda avec tant de graces et d'insistance, que cette dame décida sa nièce, à qui il appartenait, à le lui donner; ensuite elle passa dans son appartement pour s'habiller. Après qu'elle eût fini, elle envoya dire au chef de bataillon Pesquidou qu'elle, son fils et sa nièce étaient prêts à partir. Il fallait avoir un cœur de rocher pour n'être pas attendri par les pleurs et les gémissements des hommes, des femmes et des enfans qui étaient présens et qui déploraient son sort, lorsqu'elle allait quitter pour toujours son pays, une partie de sa famille et sa demeure qui était celle de la bienfaisance et de l'hospitalité. Ces hommes, ces femmes et ces enfans, dans l'excès de leur douleur, exprimèrent leur crainte et leurs regrets, avec l'accent de la sensibilité. « Madame, s'écrièrent-ils, d'abord en s'adressant à elle, vous partez ? Nous ne nous reverrons jamais. » Puis au commandant du détachement : « Ah ! du moins, monsieur, ne la tuez point, ne tuez point ces enfans. » Ils croyaient tous que Toussaint-Louverture était mort.

Cette femme, qui était digne de ces marques d'attachement et d'amour, sortit de chez elle sans rien emporter. Elle laissa tous ses effets, dont le chef de bataillon Pesquidou lui avait promis de faciliter le transport aux Gonaïves. Elle, son fils, sa nièce et le chef d'escadron Monpoint y arrivèrent la nuit, sous l'escorte d'un détachement qui était commandé par le capitaine Flamand, et furent embarqués à bord de la frégate *la Guerrière* où étaient déjà Placide-Louverture, le chef d'escadron Morisset et l'aide-de-camp César. Cette frégate ayant attendu vainement pendant 4 à 5 jours les effets de Madame Toussaint-Louverture, leva l'ancre et joignit devant le Cap le vaisseau *le Héros*, à bord duquel passèrent l'épouse de Toussaint-Louverture, ses fils et sa nièce. La famille étant réunie avec son chef, *le Héros* se dirigea vers la France. Laissons-le voguer sur les abîmes de l'Océan avec cette famille infortunée. Voyons ce qui se passa à Saint-Domingue, après le départ de celui qui l'avait élevée au comble de la gloire et de la prospérité.

Dès que l'enlèvement de Toussaint-Louverture fût connu, le général Charles Belair dans les montagnes de Saint-Marc, le colonel Sans-Soucy à Vallière, et le chef de bataillon Noël au Dondont, prirent les armes comme d'un accord, et donnèrent le branle à la population de ces contrées. Ce dernier alla même jusqu'à d'Ennery, renversant tout ce qui s'opposait à son passage et grossissant sa

troupe à chaque pas. Une multitude d'hommes et de femmes qui le suivait, fit retentir toutes les collines de d'Ennery, à la vue de la garnison française, de leurs cris de désespoir, de vengeance et d'indignation, en demandant Toussaint-Louverture. Le colonel Sans-Soucy n'eût pas plutôt tiré l'épée contre le général Leclerc, qu'il fut arrêté, ainsi que l'adjudant-général Baradat, à la Grande-Rivière, par le général Cristophe, envoyé au Cap et embarqué pour France. Le général Charles Belair était à la tête d'un parti considérable de milices et d'un bataillon de troupes de lignes commandé par Laroze, lorsque le général Dessaline, qui sortait du Cap et qui était envoyé contre lui par le général Leclerc, vint dans les montagnes de Saint-Marc où il était campé et demanda à entrer en pourparlers avec lui. Le général Charles Belair alla le trouver, croyant, malgré la haine et les inimitiés qui existaient entre eux, qu'il pouvait exister aussi alors une conformité de pensées et de sentimens.

Il se trompa, il tomba dans le piège que lui avait tendu Dessaline. On se saisit de sa personne. Il fut conduit au Cap, lui et sa femme, et furent fusillés tous les deux ensemble.

C'est ainsi que périt Charles Belair, victime de son dévouement pour Toussaint-Louverture et de son trop de confiance en Dessaline. Modèle de l'amitié, il joignait à un très haut degré la bravoure et des talents militaires à la bonté et à toutes les qualités qui constituent l'homme vraiment aimable et humain. Toussaint-Louverture qui l'aimait beaucoup et qui avait l'art de dire des choses agréables, satisfait de la manière dont Charles Belair s'était conduit dans une affaire, lorsqu'il était son aide-de-camp, lui dit, en riant, après l'action : « Charles, vous avez servi aujourd'hui comme un *Labié-nus*. » « Général, lui répondit-il, j'espère que je vous serai plus fidèle qu'il ne l'a été à César. » Il l'a prouvé par sa mort.

Ses anciens collègues, les généraux Dommage et Maurepas, qui avaient été employés auprès de Toussaint-Louverture, le 1^{er} en qualité d'aide-de-camp, le 2^e d'officier d'état-major, périrent d'une manière différente. Le brave, le malheureux général Dommage (1)...

(1) Sa femme fut pendue à ses côtés. Il s'appelait auparavant Rousseleau. Ayant reçu dans une affaire un coup de feu qui lui fracassa l'index de la main droite, Toussaint-Louverture dont il était aide-de-camp et à côté duquel il avait été blessé, prit son mouchoir de poche, lui banda la main, en exprimant ses regrets par ces mots : C'est dommage !... C'est dommage !... — Depuis ce temps-là, le nom de Dommage lui est resté. Il n'était pas le seul of-

il vécut avec honneur ; il ne méritait pas une mort infâme. Le général Maurepas, embarqué à bord d'un vaisseau lors de l'évacuation de Saint-Domingue, se vit arracher la vie au milieu de la mer qui fut le tombeau de ce guerrier, de sa femme, de ses enfants, de ses parens, du colonel du 9^e, de la presque totalité de ce régiment. Le général Paul-Louverture qui était plein de modestie, d'humanité et de valeur, enlevé secrètement chez lui au Cap, eut le même sort que le général Maurepas. Sa mort suivit de près celle de sa femme et de son fils. Ils furent poignardés à bord d'un bâtiment, elle et son fils, qui croyait éviter la mort et le fer des assassins en se réfugiant dans les bras maternels, et ensuite précipités tous les deux dans les flots, avec un aide-de-camp de Toussaint-Louverture, Marc Coupé, qui fut égorgé le même jour à bord de ce bâtiment.

Eloignons-nous de ces scènes d'horreur et de carnage, de ces rivages souillés du meurtre de ces innocentes victimes, dont les cris plaintifs se faisaient entendre parmi les mugissements d'une mer ensanglantée. Suivons le vaisseau *le Héros* dans sa course vers l'Europe.

Toussaint-Louverture, qui avait un excellent tempérament, ne fut point malade sur mer. Il imposa un jour silence au chef de division Savary qui commandait *le Héros* et qui, oubliant qu'il en avait un à son bord, s'était fait un plaisir de divaguer sur les affaires militaires et politiques de Saint-Domingue. La traversée se fit très rapidement ; car au bout de vingt-cinq jours les côtes de la Bretagne furent apparues, et le vaisseau *le Héros* mouilla à la rade de Brest. Comme il y eut parmi l'équipage quelques hommes de mort en route, *le Héros* fut obligé de faire quarantaine. Pendant ce temps-là, arriva de Saint-Domingue le vaisseau *l'Aigle*, ayant à son bord le chef de bataillon Chancy, neveu et aide-de-camp de Toussaint-Louverture ; son oncle, sa tante, ses cousins et sa sœur qui l'a tant aimé et tant pleuré ignoraient qu'il fût à bord de ce vaisseau, quoique *l'Aigle* eût mouillé tout près du *Héros*. Chancy,

ficier de Saint-Domingue qui reçut un surnom à la guerre ; parmi un grand nombre nous citerons le chef de bataillon Toussaint. Le 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment qu'il commandait s'étant signalé, dans la guerre contre les Anglais, au combat de Triano, Toussaint-Louverture dit au chef de bataillon Toussaint, en passant sur le front du 1^{er} bataillon du 1^{er} régiment : Votre bataillon s'est fort bien conduit. Vous êtes Toussaint-le-Brave !...

emmené par mer à Toulon, dut à l'amiral Gantheaume de n'avoir pas été envoyé à l'île d'Elbe.

Cette quarantaine achevée, le brick *la Noyade* eut l'ordre de mener Placide-Louverture à Belle-Ile en mer où était détenu l'adjudant-général Belley avec qui il se consola. Cet infortuné vieillard qui était plein d'énergie et de probité finit sa carrière à Belle-Ile en mer.

Environ cinq jours après le départ de *la Noyade*, une douzaine d'officiers de la gendarmerie vinrent chercher Toussaint-Louverture à bord du *Héros*. Après qu'il eut fait un éternel adieu à son épouse et à sa famille qui lui répondirent par des larmes, il descendit avec ces officiers et le fidèle Plaisir son domestique dans une embarcation près de Landerneau où il était attendu par un adjudant-commandant, deux compagnies de cavalerie et deux voitures. Il monta dans celle qui lui était destinée et dans laquelle se plaça sur le devant cet adjudant-commandant. Plaisir entra dans l'autre, escorté par ce détachement de cavalerie, il partit pour Morlaix. Le lendemain, lorsqu'il passa à Guimgamp, des officiers français qui avaient servi sous lui à Saint-Domingue, et qui étaient alors incorporés dans le 82^e de ligne, en garnison dans cette ville, sachant que c'était lui que l'on conduisait, prièrent le commandant du détachement de faire arrêter la voiture. Ils s'élancèrent à la portière et embrassèrent leur ancien général avec attendrissement. Ces officiers s'appelaient Majeanti, Sigad, etc., capitaines au 82^e de ligne. Les autres officiers de ce corps qui étaient présents et parmi lesquels on doit citer le lieutenant Deschamps suivirent leur exemple. Dans toutes les grandes villes où Toussaint-Louverture s'arrêta, il reçut la visite des principales autorités jusqu'au château de Joux où il fut enfermé, pour n'en plus sortir.

Le brick *la Noyade*, de retour de Belle-Ile en mer, prit à son bord l'épouse de Toussaint-Louverture, ses deux fils Isaac et Saint-Jean Louverture, sa nièce et leurs domestiques et les mena au port de Bayonne. Monsieur Reignac, commissaire principal de ce port, vint les chercher à bord de *la Noyade* et les conduisit à terre dans un magnifique canot couvert de velours cramoisi.

Le maire de Bayonne, ses adjoints, toute la garnison de cette place, ayant à sa tête le général Ducos, et une foule considérable d'habitans, bordaient les rives de l'Adour. Le maire offrit son bras à l'épouse de Toussaint-Louverture. Elle, ses fils et sa nièce furent conduits avec pompe, entre deux haies de troupes, à l'ancien évê-

ché de Bayonne où des appartemens leur avaient été préparés. Le lendemain ils reçurent la visite du général Ducos, du maire de la ville et du commissaire de la marine. Le jeune Esther Berthier, ayant appris qu'Isaac-Louverture, son condisciple, se trouvait avec sa famille dans les murs de Bayonne, guidé par l'amitié, vola aussitôt dans les bras de son ami. L'adjudant-général Dubuisson, natif de Bayonne, ancien aide-de-camp de Toussaint-Louverture, arrivé depuis peu des prisons d'Angleterre, s'empressa d'aller exprimer à l'épouse, aux fils et à la nièce de Toussaint-Louverture, combien il aimait en eux tout ce que son général avait de plus cher. Cet officier était du nombre de ces trois cents soldats du régiment de Béarn qui, après que Toussaint-Louverture eut conquis la Marmelade en 1794, avaient pris du service sous lui, à cause de sa magnanimité et de sa grande réputation ; on les appelait la garde *Béarnaise*, parce qu'ils faisaient service au quartier-général. L'adjudant général Dubuisson avait été blessé à côté de Toussaint-Louverture, lorsque celui-ci, accompagné de quelques officiers de son état-major, se fit jour, le sabre à la main, à travers 1.500 mutins qui l'avaient enveloppé et avaient tiré sur lui à bout portant au camp de Barade. Ils avaient à leur tête le brigadier Thomas de Limbé, homme turbulent et factieux, qui fut le principal auteur de ce soulèvement, dans lequel le plus jeune frère de Toussaint-Louverture, le colonel Pierre-Louverture, généralement estimé par sa rare bravoure, ses talens militaires et ses vertus, perdit la vie à la fleur de son âge.

Pour revenir à l'adjudant-général Dubuisson qui nous a entraîné dans ces digressions, il n'était jamais si content que quand il avait l'occasion de voir Isaac-Louverture et ses parens. Tout décélait en lui l'homme sensible et reconnaissant.

On peut en dire autant d'un autre compagnon d'armes de Toussaint-Louverture, d'un vieux guerrier, du général Bédaride, qui, dans sa tournée à Bayonne, en qualité d'inspecteur des vétérans, dit en pleurant à Madame Toussaint-Louverture et à ses enfans : « Si mes vœux étaient exaucés, personne ne serait aussi heureux que vous. » Une dame très respectable de Saint-Domingue, Madame Egé, arrivée de cette île avant qu'elle fut évacuée par les Français, se conduisit, en passant à Bayonne, de manière à ne jamais faire oublier son nom par la famille de Toussaint-Louverture. Ces consolations, qui lui étaient prodiguées par des âmes élevées, étaient précieuses surtout dans une position où l'on acquiert difficilement de nouveaux

amis et où il est rare que le zèle des anciens ne se refroidisse. Il fallait que ceux qui allaient voir la famille de Toussaint-Louverture eussent une permission du général commandant la place de Bayonne.

Toussaint-Louverture, prisonnier au château de Joux, contre la foi des traités, n'avait pas le même avantage : il n'avait aucune communication au dehors. Au-dedans, personne ne pouvait le voir et lui parler que le commandant du château et son secrétaire (1). Les généraux Rigaud et Martial-Besse, qui étaient aussi prisonniers au même château, avaient recours au commandant de Joux pour avoir des nouvelles de la santé de Toussaint-Louverture et lui faire part des sentimens que leur inspirait le malheur commun (2). Il agit de même à leur égard. Lorsque Toussaint-Louverture, à l'époque de la conclusion du traité qui eut pour lui et son pays de si funestes résultats, fit cette réponse à un officier supérieur, qui lui avait annoncé de la part du général Leclerc que le général Rigaud avait été embarqué : « C'était contre moi qu'on avait mené ici ce général ; ce n'est pas pour moi qu'on l'a embarqué ; je plains son sort », il n'avait pas pensé que lui et le général Rigaud dussent se trouver séparément dans une même prison, sur les frontières de la Suisse. Toussaint-Louverture accoutumé à braver la mort dans les combats, supporta courageusement les vicissitudes humaines et les rigueurs de la captivité (3). Séparé de sa famille, il n'avait que Marc Plaisir pour lui donner des soins et pour être, pendant quatre mois, le témoin de sa grandeur d'âme. On lui arracha ce fidèle domestique, et il resta seul avec son courage. Il lui fut annoncé, par ordre du gouvernement français, qu'il fallait qu'on éloignât Plaisir de lui (4). « Porte, lui dit-il, en l'embrassant, mes derniers adieux à ma femme, mes enfants et ma nièce ; console-toi de cette cruelle séparation, et pars avec l'assurance de mon amitié et du souvenir que je conserverai de tes services et de ton dévouement. » Plaisir fut chargé de chaînes et conduit de brigade en brigade jusqu'à Nantes où il fut mis en prison et au secret (5). Fatigué de tant souffrir, il fit une pétition adressée au gouvernement français dans laquelle il

(1) Lettre de M. Jeanin, secrétaire du commandant du château.

(2) Fait raconté par le général Rigaud, lors de son passage à Agen, en 1804.

(3) Lettre de Plaisir.

(4) Lettre de Mars-Plaisir.

(5) Lettre de Mars-Plaisir.

demanda à être jugé en disant que si c'était un crime d'être attaché à un si bon maître, on pouvait le condamner à mort. Au bout de 3 mois, on le sortit de prison; il fut mis à Nantes pendant longtemps sous la surveillance de la haute-police ; ensuite il obtint d'aller gagner sa vie à Paris (1). Il est maintenant au sein de sa famille au Port-au-Prince, jouissant de l'estime attachée au malheur et à la fidélité.

Toussaint-Louverture mourut au château de Joux environ trois mois après le départ de Mars Plaisir. Sa famille en deuil et dans la plus grande désolation fut transférée de Bayonne à Agen, sous prétexte qu'elle avait l'intention de s'évader.

Dès les premiers jours de l'arrivée de cette famille à Agen et pendant tout le temps qu'elle y a demeuré, elle trouva en mesdames de Clairefontaine et Dupérier tout ce qui peut consoler dans l'adversité, une amitié vive et constante. Modèle des belles ames, l'une continue à être sur la terre l'image de la vertu ; l'autre repose au séjour de l'immortalité qui en est la récompense.

Saint-Jean-Louverture qui avait dit, en apprenant la mort de son père, qu'il n'y survivrait pas, mourut à Agen d'une maladie de langueur. Ce jeune enfant expira dans les bras de sa cousine qui n'était pas encore l'épouse de son frère et qui était seule en état de lui donner des soins, sa mère et son frère Isaac-Louverture étant tombés dangereusement malades. Sa cousine, qui a un tempérament délicat et qui joint les vertus les plus sublimes avec la sensibilité de son sexe, ne le quittait pas un seul instant pendant sa maladie.

Elle était jour et nuit au chevet du lit de cet enfant pour lequel elle eut l'amour et la tendresse d'une mère. A la mort de son cousin, elle pensa mourir de douleur.

Peu de temps après, toute la famille obtint que Placide Louverture, qui était à Belle-Ile, vint résider à Agen avec elle.

Madame Toussaint-Louverture, la meilleure des épouses et des mères, survécut à son époux et à son fils, sans pouvoir vaincre dans son cœur le chagrin qui la rongea et qui affaiblissait de jour en jour ses facultés morales. Elle mourut en mai 1816 dans les bras de ses fils Placide et Isaac-Louverture. Le premier est à Agen; le deuxième, qui a épousé sa cousine, est maintenant à Bordeaux.

(1) Lettre du même

LES ANTIQUITEZ D'AGEN

PAR DARNALT

(SUITE)

CHAPITRE XI

Reprenant le droict fil, et le cours de l'histoire de ceste ville d'Agen et de ceste Nation, Pendant que Charlemagne séjournait au pays de France, Ayquoland Roy Payen des marches d'Afrique assembla grand Ost, et ramassa des gens de toutes parts et de diverses régions, comme Sarrasins, Turcs, Arabes, Æthyopiens, Africains et Persans, avec un grand nombre de Roys, Princes, et Ducs Sarrasins, Mores, Barbares, désignez et specifiez de leurs noms et qualitez ès antiennes Annales (1) et vint traverser les Espagnes et entra en France par le pays d'Aquitaine, parvint jusques à la Cité d'Agen, laquelle par force il print, et emporta. Charlemagne regrettant la perte de ceste ville et l'importance d'icelle, s'y achemina ; print secrettement deux mil hommes d'eslite, qu'il emmena jusques à un bois non loin d'icelle ; où il les laissa en embusche prenant seulement soixante hommes avec luy, qu'il mena jusques aupres de la Cité d'Agen, sur la montagne, dont il pouvoit la voir plainement toute ; la les laissa, et changea son habit, et se mit en guise d'un messenger ; mit son bouclier sur son dos, ainsi que messagers avoient en ce temps la de coustume de faire, et s'en alla avec un de ses gens, qu'il print comme son compagnon, et tirent vers ceste Cité et par ceste maniere veid et cognent Ayquoland, et les Roys qui estoient avec luy, et en retournant regarda l'assiette de la ville, et le lieu par où elle seroit plus aysée à assieger et prendre.

(1) *Bellef. Chron.*

Charlemagne mit le siege devant Agen ; et y fut six ou sept mois. A la par fin il donna de si rudes assaults, qu'Ayguoland ne peut plus soustenir le faix. Partant luy, et les autres Rois, et Princes qui estoient avec luy, voyans qu'ils ne pouvaient plus résister et tenir, de nuict sortirent par les eschappatoires qu'ils trouverent desclos; et par la Rvière de Gironde (il l'appelle ainsi erronément toutesfois, par ce que Garonne ne se peut appeller Girondé que tout autant qu'elle souffre le flux à *giro quod girum agat*) qui passe pres ceste Cité, descendirent et s'en allèrent jusques à la ville de Xaintes : qui estoit lors es mains des Sarrasins (1). Par quoy le lendemain les Chrestiens entrèrent dans Agen, et y furent tuez plus de dix mil Sarrasins, et les autres s'en fuirent par la Riviere, et suivirent Ayguoland. Les conduits se trouvent encor en ceste ville d'Agen, en creusant et batissant les fondements des edifices vers la riviere, autour de la maison de ville, et vers la porte de Garonne. En creusant la terre ces jours passez pour y bastir et dresser l'Eglise, Monastère, et jardins des Peres Capuchins, s'y est trouvé de grands et merveilleux fondements, et de ruynes de murs, et portaux d'étoffe et façon fort antique et durable (2).

Depuis Ayguoland fut deffaict pres Taillebourg, sur la Riviere de Charante : lors laissa Ayguoland la terre d'Agenois et Gascongne, et s'en retourna en Espagne. Lequel quelque

(1) *Bell. Hist. de France.*

(2) Ce siège et cette prise d'Agen par Charlemagne sur le roi sarrasin Aygoland, ainsi que la fuite de ce dernier par les égouts de cette ville, sont de pure invention et du domaine de la légende. Ils ne sont confirmés par aucun document sérieux. Aucun des écrivains, qui ont raconté depuis l'histoire de cette ville, n'en fait mention; et c'est en vain qu'on chercherait trace de cette fable dans Argenton, Labrunie, Saint-Amans, Andrieu, etc., tous ceux, en un mot, qui n'étaient leurs dires que sur des pièces authentiques.

Le couvent des Capucins fut fondé en 1600, six ans avant l'année où Darnalt prononça sa harangue. Il occupait tout l'emplacement compris entre la Porte de Garonne ou Pont-Long au nord, les jardins de l'hôtel de Maurès, aujourd'hui hôtel de Parades, à l'est; la rue du Carné, aujourd'hui rue Mirabeau, et le petit Pont-Long, au midi; les murs de ville donnant sur le Gravier, à l'ouest. De leur église, il ne reste plus que les deux premières travées, formant arceau sur la rue Louis Vivent. Leur jardin occupait l'ancien cimetière du Carné, où se trouvaient jadis le prieuré et la vieille église de S. Michel. Ce sont sans doute leurs murs de fondation dont veut parler ici Darnalt. (Voir notre étude sur le *Couvent des Capucins d'Agen*, au tome 1^{er}, chapitre VIII, de notre ouvrage sur les *Anciens Couvents d'Agen*.)

temps apres, en cham de bataille fut tué de la main de Charlemagne, s'en estant retourné aux Espagnes, pour la conquête d'icelles. *Carolus Magnus subegit omnem Aquitaniam, Vasconiam et universas Gallias, Italiam, Germaniam, Hungariam, Sclavoniam, Baisariam, Sive Bavariam, Daciam, Saxoni-
niam, Angliam, Britanniam, Friziam, et optimam partem Hispaniæ, circa an. 813* (1). Restent encor trois places en l'Aquitaine, qui marquent l'empietement et occupation des Sarrasins, sçavoir est, Castel Moron en ce pays, Castel Moron en Albret, et Castel Sarrasin vers Tholoze,

Environ ce temps là, un Gascon Sarrasin nommé Tersinus, qui estoit Seigneur de Tholoze, vint devant Charlemagne luy restituer les Citez et seigneuries de Tholoze, Bordeaux, Narbonne, et Provence, que ses predecesseurs qui estoient Sarrasins, avoient possédé, et lesquels ses gens avoient prins sur luy, et érigea la seigneurie de Tholoze : et fut ce Tersinus le premier Comte Chrestien, lequel alla mettre le siege devant Bayonne.

Faict à remarquer à la suite de ce discours, que Charles le Grand donna l'Italie à Bernard fils de Pepin son aîné ; et la Guyenne comprenant Bordeaux, Poitiers, et Toloze en tiltre de Royaume à son petit-fils Loys cy dessus mentionné, et luy fit ceste donation dès son jeune aage, sur ses huict ans seulement, par ce qu'il avoit esté né en ce pays ; aultres escrivent né en Poictou, et nourri en Gascogne. Mais cela a esté disputé et resolu cy dessus (2).

Faict à remarquer aussi (comme Pasquier a noté) (3) que les Duchez estoient faicts Royaumes soubz la seconde lignée de nos Roys, quand on partageoit un Fils de France, et mesmes soubz la premiere lignée de nos Roys les partages estoient faicts par Royaumes, non par Appennages.

Et pour le gouvernement et conduite des Pays de son fils, à l'occasion de son bas aage, Charlemagne commit et ordonna sages Chevaliers és Citez de ce Royaume, d'Aquitaine, à Bor-

(1) *Guill. de Nangis, an 813.*

(2) *Bellef.*

(3) *Ez. Recher. de la France.*

deaux, Agen, Perigueux, Lymoges, Cahors, Tholoze, Vellay, Bourges et Poitiers. Lesquels estoient appelez Ducs, et s'appellent à présent Baillifs, et Senechaux des lieux (1). Il fit réedifier plusieurs villes et chasteaux de ses pays, que les Sarrasins avoient destruits, et en fit faire de nouveaux, print par armes Barcelonne sur les mescreans, et s'en revint hiverner en Aquitaine. Les Gascons et Biernois oultre la riviere de Gironde s'esleverent contre luy. Mais il les soubmit et subjuga à foy, et en assiegea plusieurs dedans la Cité de Dacques, outre Bordeaux, qui se rendit à discretion. De la passa les monts Pyrénées jusques en Pampelonne, ordonna des affaires de ce pays là, et puis se mit au retour.

Mais les Gascons et Biernois firent embüches és destroits des monts Pyrénées, pour desfaire son armée, dont il fut adverty : et ceux qui allerent contre luy, furent prins et executez.

Ce grand Prince Loys Roy et Empereur trop Debonnaire, fut destitué de l'Empire, et emprisonné : Et puis restitué et couronné à Mets. Charles le Chauve fut à Orleans sacré et couronné Roy de France, par Ganelon, Archevesque de Sens, et ses suffragants : lequel Ganelon venu de pauvre lieu avoit esté Chapellain de la Chappelle du Chauve, et par luy faict Archevesque. Neantmoins contre son serment de fidélité par grande ingratitude, se tourna apres contre le Roy, pour son frere Loys Roy de Germanie, en l'invasion qu'il fit en Royaume de France. Par quoy Charles le Chauve l'accusa de crime de leze Majesté, au Concile de l'Eglise Gallicane assemblée de douze Provinces aux faulxbourgs de Toul en Lorraine, l'an huict cens cinquante neuf : et de luy est tournée en proverbe la trahison de Ganelon, non de la deffaicte de Roncevaux.

Du temps de ce bon Roy, Loys le Debonnaire, et en l'an 817, Il advint Eclypse de Lune en Janvier, et en Juillet (2). Et en Gascogne pres Garonne, au territoire d'Agen, il y pleut du bled tout semblable au froment, mais plus petit, et plus rond, et duquel on apporta à l'Empereur Loys, lors estant à Aix la

(1) *Bellef. Chron.*

(2) *Bell. Chr.*

Chappelle, pour traicter des affaires de l'Empire. *Annona sive Manna (ut alii volunt) similis frumento pluit de cœlo in Vasconia regione apud pagum Aginnensem* (1). Il s'y parle de plusieurs autres presages, et prodiges. Et tout cecy (dict l'histoire) estoit le presage des troubles, qui despuis arriverent : tant pour la survenuë des Danois et Normants, que pour la conspiration des enfans de l'Empereur Loys, contre leur propre Pere. Du Tillet dit la mesme chose : il pleut du bled du Ciel semblable à celuy dont nous usons. Environ neuf ans apres, les Sarrasins saccagèrent Rome.

Ayant donc ce vertueux et louable Prince Loys succédé à la Couronne de France, et l'Empire de son Père, et associé par mesme moyen son fils Lothaire à la charge, et maniemens des affaires publiques, et donné à Loys le Royaume d'Allemagne et à Pépin son autre fils le Royaume de Guyenne, en l'an huict cens dix-sept, il passa la plus part de ses jours, en un sien autre Palais, situé au Pays de Lymosin appelé *Iocundiacum palatium* (2). Après s'être tenu, et faict son sejour plusieurs années à Casseneuil ; s'agreant de demeurer en ce Pays, tant pour la bonté et fertilité de la Region, que aussi par ce qu'il y trouvoit des hommes aguerris, ronds, et sans dissimulation, si peu effeminez que le travail leur sert de pasetemps, la faim et la soif de delices, et avec l'ayde desquels il tinst teste aux Sarrasins, et envoya secours à son frere Pepin en Italie.

Pour lors commandoit au Pays de Gascongne, un Duc ou Prince Gascon appelé Loup, surnommé *Centullus*, fort factieux, et rebelle, lequel en l'an huict cents seize se revolta contre le Roy, lequel envoya contre luy son fils Pepin qui le desconfit, et l'exila en l'an huict cents dixsept. Depuis ce Duc estant revenu, ne cessa de molester et travailler à force ouverte Verenne Comte d'Auvergne, et Berengier Comte de Tholose. Il fut de rechef deffaict, et subjugué par Pepin l'an huict dix-neuf. Puis apres ce Roy, et Empereur Loys des-

(1) *Aym. lib. 4. Ch. 116. — Sigebr. in chr. an 844.*

(2) *Ind. lib. cui Tit. ann. et Hist. Fr. per Pyth. — Bellef.*

grada Seguin, ou Sigin Gouverneur en Gascogne, pour ses demerites et mauvais desportements.

Les Gascons d'outre la riviere de Garonne, et jusques aux Monts Pyrenées, malcontents, de la disgrace et deffaveur de leur chef, s'elevèrent contre luy.

Pour dompter l'insolence desquels, il envoya son armée contre luy, et les subjugua, et contraignit de recognoistre leur devoir en son endroict.

A la suite de cela, un autre Duc de Gascongne, qu'on nommoit aussi Loup surnommé *Acinarius*, mena guerre, et fit de grands desordres contre les Rois d'Aquitaine. Ce Prince montoit ordinairement pour ses grands exploits de guerre un cheval, qu'on asseuroit estre de l'aage de cent ans, fort noble et genereux, et autant frais et gaillard au combat en cest aage, que s'il n'eust eu que huict ou dix ans.

Celuy là aussi fust atainct et convaincu de perfidie et felonnie, et banni pour les rebellions, et revoltes ordinaires par les descendants de ce Roy Lois.

En ce temps là, les Normans Pirates, avec grande fraieur assaillent ceux de Nantes : les courses desquels et ravages facheux durèrent long temps en Aquitaine et Gaule : les Danois en firent autant. *Normani, et Dani Galias infestant. Aquitaniam et ejus Metropolim Burdegalam, Pictanos, Xantones, Aurelianenses, Turonenses, Parisienses, et multa alia opida depopulantur, ann. 855 (1).*

Ne tarda pas long temps apres, que les Huns ou Hongrois fouillèrent ce país jusques aux entrailles; et bouleversèrent les plus beaux edifices, lesquels long temps avant, et en l'an quatre cents cinquante un, ou cinquante cinq, sous leur redoutable conducteur Attila, avoient couru et saccagé la France, comme nous avons desduit cy dessus, en firent autant ou plus. *Hungari à suis finibus erumpentes, ope Arnulfi Imperatoris Saxoniam, Thuringiam, Alemaniam, Franciam et Italiam ferroque igneque vastant, ann. 899 (2).*

(1) *Aymyl. lib. 3. — Blon. lib. 2. Dec. 2.*

(2) *Sigeb. Rhegino. Guill. de Nangis.*

Quelques années avant, la Guyenne avoit esté reduite de Royaume en Duché. *Radulphus, juxta quosdam, primus Aquitaniæ dux : cùm antea esset regnum, ann. 847.*

En l'an neuf cents, et du temps de Charles le Simple, il est faict mention d'un Vulgrin Duc d'Aquitaine, le fils de Guillaume premier, Comte de Tholose. *Qui quidem Guilielmus, Comes Tholosæ primum officii, deinde feudi nomine, Comitatum tenuit ann. 894.* Ce Vulgrin laissa à ses enfans, Sçavoir à Audoin, Angoulesme, à Guillaume le Perigord et l'Agenois, lequel pays (dict l'histoire) *Assumens vindicaverat propter sororem Vilclini Tholosani, quam in matrimonium acceperat. Tunc Franci conjurantes contra Karolum Iuniolem, eiiciunt eum de regno, et Odonem ducem Aquitaniæ elevant.* Guillaume second fut aussi Duc de ce pays d'Agenois, de Tholose, Carcassonne, Albigeois, Rouergue, et Quercy, en l'an cent dix-huict. Dans cest auteur il est ainsi qualifié, *Agendicus Comes*, Ne se trouve joint chose remarquable de ce pays, ni de la Gascongne, pres cela, sinon, qu'en l'an 1063. Du regne de Philippe premier fut envoyé en Espagne grande cavalerie contre les Sarrasins, qui gastoient et ravageoient ce païs la. Mais par famine les François furent contraints s'en retourner sans rien faire. Ce voyage ne se fit pas tant contre les infidelles, que pour dompter quelques Seigneurs Gascons, qui obeïssoient à contre-cœur au Comte de Flandres, Regent en France, et tuteur du Roy Philippe. *Galli ad debellandos Saracenos in Hispaniam proficiscuntur ; Balduinum tutorem Philippi, illud bellum simulasse ut facilitus quibusdam nobiles Vascones rebellantes reprimeret,* dit Genebrard; du Tillet en dit autant (1).

(A suivre.)

(1) *Sigeb. Geneb. Chr. circa an. 1059. Chr. abr.*

ENQUÊTE SUR LES BIENS COMMUNAUX

Nous recevons du Ministère de l'Instruction publique la Circulaire suivante, relative à une *Enquête sur les Biens communaux*. Nous croyons devoir l'insérer dans cette Revue :

Paris, le 25 novembre 1915.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Il existe, dans la plupart de nos communes rurales, des biens dits communaux, dont la jouissance appartient aux habitants de la commune, d'une section de commune ou d'un groupe de communes. Or l'histoire de ces biens, qui est un chapitre de l'histoire économique de la France, n'a jamais été faite dans son ensemble d'après les documents authentiques, et la Section des sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques vient d'appeler mon attention sur l'intérêt que ne manquerait pas de présenter une vaste enquête qui permettrait d'en recueillir les matériaux au point de vue historique à la fois et économique. Il serait ainsi possible de procéder à la rédaction d'études locales ou provinciales solidement documentées et préférables à des généralisations hâtives et hasardées.

La Section a pensé, et j'estime avec elle, que les sociétés savantes en rapport avec mon Département, les professeurs dans les Facultés de droit et les Facultés des lettres de nos Universités, ainsi que les membres non résidant du Comité et les correspondants et correspondants honoraires du Ministère de l'Instruction publique, qualifiés par la nature de leurs travaux et par leurs recherches antérieures, seraient particulièrement désignés pour mener à bien cette enquête dans les régions respectives sur lesquelles portent habituellement leurs études personnelles.

Dans l'intention de faciliter les recherches et aussi de diriger en quelque sorte les réponses, afin de les rendre comparables dans la mesure du possible, le Comité a établi, tant pour la partie historique du travail que pour sa partie économique, un plan qui permettrait, les résultats de l'enquête une fois connus, de les grouper facilement et de les coordonner.

Je ne saurais mieux faire, me semble-t-il, que de porter, sans commentaires, ce plan à la connaissance des membres des sociétés savantes et des travailleurs indépendants en les invitant à le suivre le plus près qu'il se pourra.

Je crois devoir toutefois ajouter, à titre d'indication, qu'étant donné le but qu'on se propose, il n'y a pas lieu de comprendre dans le champ des recherches les biens faisant partie du domaine public de la commune, comme les églises, les mairies, les écoles, les chemins classés, non plus que les biens du domaine privé, tels que maisons, fermes, biens ruraux qui font l'objet d'une amodiation et dont la commune perçoit seulement le fermage ou le loyer.

ENQUÊTE HISTORIQUE.

L'histoire des communaux, des origines jusques au début du xix^e siècle, peut être ramenée à quatre périodes.

1^{re} période. — Les communautés rurales sont en présence des seigneurs, avec lesquels elles sont souvent en lutte à l'occasion des communaux.

2^e période, commençant avec la seconde moitié du xvi^e siècle. — La lutte entre les communautés et les seigneurs se poursuit sur une foule de points du territoire; mais le pouvoir royal intervient. Il a reconnu l'importance des communaux. Or les communaux ont sensiblement diminué, d'une part, à cause des usurpations des seigneurs et des hommes puissants, d'autre part, à raison des aliénations que les communautés ont été obligées de consentir pour faire face aux charges qu'elles avaient à supporter.

Les ordonnances royales s'efforcent d'y remédier pour le passé et pour l'avenir.

Pour le passé, les ordonnances organisent en faveur des communautés une action en revendication contre les usurpateurs; elles organisent contre les acquéreurs à titre onéreux une action en « regret et rachat ». L'édit d'avril 1667 va même jusqu'à permettre la réintégration de fait, et sans aucune formalité de justice, des biens vendus depuis 1620.

Pour l'avenir, les ordonnances posent le principe de l'inaliénabilité des biens communaux, principe d'ailleurs assez mal observé, même par le gouvernement royal. Tout au moins les aliénations, quand elles se produisent, peuvent être contrôlées par l'Administration supérieure, dont la tutelle sur les communautés se développe pendant les derniers siècles de la Monarchie.

Malgré la tendance de sa législation, favorable aux communaux, Louis XIV est obligé de reconnaître aux seigneurs le droit de triage, sous certaines limitations.

3^e période. — Au xviii^e siècle, se manifeste chez les économistes une vive hostilité contre les propriétés collectives, et, en particulier, contre les communaux; l'opinion est nettement favorable à l'appropriation individuelle. Le Gouvernement royal cède à ce courant, dont l'action se fait d'ailleurs sentir partout dans l'Europe occidentale.

De là résultent les partages toujours encouragés, parfois ordonnés, de la jouissance des communaux entre les diverses familles, et l'établissement de « portions ménagères » temporaires, parfois viagères, parfois héréditaires au moins en ligne directe, avec retour à la commune en cas d'extinction de la ligne. Ces portions ne cessent pas d'être la propriété de la commune, elles sont inaliénables et insaisissables aux mains des habitants. Ce qui a cessé, c'est la jouissance collective.

Des partages de ce genre ont lieu notamment dans les généralités d'Auch et de Pau, en Bourgogne, en Alsace, en Flandre, en Artois et dans les Trois-Evêchés. Ils se placent surtout dans la période qui s'écoule entre 1770 et 1780.

Il fut procédé aussi, par l'effet des mêmes influences, à quelques partages en propriété incommutable.

4^e période. — Cette période se réduit à l'histoire de la législation des Assemblées révolutionnaires, plus ou moins complètement préparée par les écrits des économistes, par les précédents administratifs de l'ancienne monarchie, et aussi par les vœux exprimés dans un certain nombre de cahiers rédigés à l'occasion de la convocation des Etats généraux.

Les réformes sont réalisées par les lois abolitives des droits seigneuriaux, notamment du triage; par l'attribution aux communes des droits sur les terres vaines et vagues qui appartenaient aux hauts-justiciers; enfin par les lois du 14 août 1792 et du 10 juin 1793, permettant ou ordonnant le partage gratuit et par tête des communaux. Vers le même temps, la loi du 24 août 1793 ordonne la vente d'une partie des biens communaux, si bien qu'il semble que les communaux doivent disparaître.

Cependant, dès l'an IV, les partages sont suspendus par la loi du 22 prairial; ils sont interdits par la loi du 2 prairial an V. Désormais la législation obéira à d'autres tendances.

Tel est le cadre général de l'histoire qu'il serait important de reconstituer pour chacune de nos provinces. Pour réaliser ce plan, les travailleurs devront, ce semble, porter principalement leur attention sur les points suivants :

1° Origine des communaux. — Les *communia* des premiers siècles du moyen-âge. Texte des actes, chartes de coutumes ou autres documents qui mentionnent des biens communaux. Les communaux, dans un endroit déterminé, tirent-ils leur origine de droits anciens de la communauté, d'un usage immémorial, de concessions de seigneurs ? Dans ce dernier cas, étudier ces concessions; en tout cas, retracer l'histoire des démêlés des communautés avec les seigneurs; des sentences et des transactions qui les ont terminés; des procédés, tels que le cantonnement, employés pour donner satisfaction aux deux parties. — Application, dans ces controverses, de la règle : Nulle terre sans seigneur; conflits des communautés avec les hauts-justiciers à propos des terres vaines et vagues.

En ce qui touche l'étude des origines on s'attachera surtout, en évitant des généralisations hâtives, à obtenir des résultats concrets, solidement établis pour une commune ou une région. On préparera ainsi, par des recherches méthodiques, la solution de la question si vivement débattue de l'origine des communaux.

2° Gestion et exploitation des communaux. — Détermination des personnes qui ont droit à en jouir. — Détermination et réglementation des modes de jouissance. — Actes de disposition. — Etudier, à ce point de vue, l'action des communautés rurales, et, en particulier, le fonctionnement de leurs assemblées : Comment se prennent les décisions, à la majorité, à l'unanimité ? — Assujettissement des bois communaux au régime forestier.

3° Etudier l'application aux communaux des diverses ordonnances royales. Cette étude sera faite d'après les documents fournis par les archives départementales, par les archives communales, et aussi d'après les correspondances administratives déjà publiées.

On s'efforcera d'en dégager :

a) Les effets des ordonnances royales destinées à assurer la conservation des communaux. — Révocation des aliénations; reprise des biens usurpés; aliénations qui ont eu lieu malgré les ordonnances; action de la tutelle administrative en cette matière;

b) Les effets du droit de triage et autres droits reconnus ou laissés aux seigneurs;

c) Les effets des mesures prises par l'administration royale, pen-

dant la seconde moitié du XVIII^e siècle, dans diverses régions, pour encourager et multiplier les partages de jouissance et même les partages de pleine propriété. — Accueil fait à ces mesures; résultats qu'elles ont produits. — Délibérations des Assemblées provinciales sous Louis XVI; cahiers des communautés à la veille des Etats généraux.

4° Dresser une statistique des communaux sous l'Ancien régime dans une région déterminée.

5° Etudier l'application des lois de la période révolutionnaire.

ENQUÊTE ÉCONOMIQUE.

1° Origine des biens communaux : immémoriale, féodale, attribution aux communes par la loi du 10 juin 1793, résultant d'actes d'acquisition à titre gratuit ou onéreux, ou d'actes récognitifs, judiciaires ou synallagmatiques.

Indiquer ces actes avec leur date et leurs clauses essentielles.

2° Les biens sont-ils la propriété des habitants de la commune entière, d'une ou plusieurs sections, ou de communes co-propriétaires?

A quelles dates et par quels actes y a-t-il eu division ou réunion ? Création de communes nouvelles ou réunion de communes ?

3° Etendue des biens en mesures métriques. — Nature des biens : terres arables, genre de culture; terrains non cultivés destinés à la dépaissance des animaux; prairies naturelles et artificielles. — Bois et forêts. — Estimation de la valeur actuelle des biens.

4° Mode de jouissance. — Jouissance promiscuée ou allotissements. — Affouage; mode d'affouage : par tête, par feu ou mixte.

Allotissement. — Dispositions spéciales à certaines parties du territoire : Trois Evêchés (édit de juin 1769). — Bourogne (janvier 1774). — Flandre (1777). — Artois (arrêt du Conseil de février 1779). — Syndicats de vallées dans les régions pyrénéennes.

La jouissance est-elle gratuite ou donne-t-elle lieu aux cotisations en argent prévues par la loi du 5 avril 1884 (art. 133, n° 2) ?

Quelle est la quotité de ces cotisations : au total ? par lot ?

5° Partages. — Les biens ont-ils fait l'objet de partages ? A quelles dates ? Avec quelles autorisations ?

Le partage a-t-il été total ou partiel ? Gratuit ou onéreux ? Par tête, ou par feu, ou mixte ?

Quotité et valeur des biens partagés. — Biens restant livrés à la jouissance commune.

Appréciation sur la valeur économique des partages.

Augmentation du produit de l'impôt résultant des partages effectués.

L'augmentation éventuelle de la richesse publique a-t-elle été compensée par une diminution de ressources pour la population pauvre ?

Faut-il favoriser les partages ou s'y opposer dans la mesure où la législation actuelle le permet, la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat admettant pour les conseils municipaux le droit de décider le partage à titre onéreux ?

Les communications relatives à cette enquête pourront m'être adressées jusqu'au 31 décembre 1919, dernier délai. Elles devront me parvenir sous le timbre de la Direction de l'Enseignement supérieur, Bureau des travaux historiques (Section des sciences économiques et sociales).

Agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS.

CHRONIQUE

Comment ils écrivent; comment ils meurent

Un homme, jeune encore, est brusquement, brutalement arraché à un foyer récemment et joyeusement fondé. Il a le goût le plus vif de la vie, de sa joie et de ses plaisirs. Ardent au travail, servi par une intelligence d'élite, il est déjà récompensé par de féconds résultats. Il est entouré des plus chaudes affections d'époux et de père, des vives sympathies de ceux qui l'approchent. Les heures présentes lui sont douces. Devant lui s'ouvrent les joyeuses perspectives d'un avenir plus heureux encore.

Il part, laissant à ce foyer désert une femme douloureusement courageuse, une enfant qui peut déjà le connaître et l'adorer. Son carnet de route, en même temps qu'il révèle la plus haute élévation de pensée, l'ardeur de son patriotisme et la sincérité de sa foi, témoigne du courage et de l'entrain avec lesquels il supporte des fatigues qu'il ne connaissait pas, il affronte les dangers et il subit des épreuves qu'il n'aurait su prévoir.

Un jour, dans la tranchée, il apprend la mort d'un ami, et, sous les obus et les balles, il écrit :

.....

« Voulez-vous être mon interprète auprès de B... pour lui
« exprimer la part que je prends à son malheur. J'en sens la
« cruauté, l'atrocité : mais n'oublions pas que ce n'est pas la fin
« triste, décourageante d'un homme jeune, dont l'âge n'explique
« pas la mort, la fin contre laquelle on pourrait se révolter. Il faut
« pleurer, mais songer à la beauté, à la gloire de cette fin. Songer
« que lui, il pensait comme nous. Mourir, oh oui ! c'est abominable,
« ne plus jamais revoir les siens, jamais sa femme, jamais ses en-
« fants. Mais il avait aussitôt cette espèce de flamme enivrante,
« une joie inavouée à soi-même de donner sa vie pour la France,

« la joie française de bien mourir, qui permet de faire le sacrifice du
« bonheur le plus complet, presque sans effort..... »

Peu de jours après, son régiment allait à l'assaut. A la tête de sa section, il sort de la tranchée et à quelques mètres il tombe, l'épaule fracassée : « *Par un sublime effort de volonté* », écrit son sergent, témoin et acteur dans ce drame, l'adjudant Tranchau se relève et s'élance, entraînant ses hommes à l'assaut de la tranchée allemande. Il tombe sur les fils de fer, la tête trouée d'une balle.

Il a bien été dévoré de cette flamme enivrante, exalté de cette joie intérieure; il a bravé la douleur, affronté et, en quelque sorte, défié la mort.

De quel commentaire sublime cette lettre ne vient-elle pas rehausser la beauté du geste de ce blessé, se relevant, voulant goûter jusqu'au bout la joie austère du sacrifice ?

Essayer d'y ajouter, serait, semble-t-il, une profanation; mais c'est un devoir pieux d'en conserver l'exemple et le souvenir.

Mais combien nous voudrions, sur cette tombe, comme sur un autel, répandre à pleines mains les roses empourprées du sang des héros et des martyrs !

J. DE L.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Septembre-Octobre 1915.* — Emile Amélineau : La conquête de l'Égypte par les Arabes (suite et fin). — Rod. Reuss : Le sac de l'Hôtel-de-Ville de Strasbourg (juillet 1789). Episode de l'histoire de la Révolution en Alsace (1^{er} article). — W.-M. Kozłowski : Kosciuszko et les légions polonaises en France (1798-1801) (suite et fin). — Bulletin historique : Histoire grecque (1911-1914), 1^{er} article, par Gustave Glotz; Histoire d'Italie (moyen âge), par René Poupardin. — Comptes-rendus critiques. — Notes bibliographiques. — Recueils périodiques et sociétés savantes. — Chronique.

POLYBIBLION. — *Août-Septembre 1915.* — *Publications relatives à la guerre européenne.* — Un Allemand : J'accuse. — E. Bourgeois, L. Renault, Général Malletterre, R. Levy, D. Bellet : La guerre. — J. Rainville : Histoire de deux peuples : La France et l'Empire allemand. — L. Lucatelli : Francia sanguinante. — G. Alexinsky : La Russie et la Guerre. — C. Seignobos : Du Congrès de Vienne à la guerre de 1914. — E. Durkheim : L'Allemagne au-dessus de tout; La mentalité allemande et la guerre. — H. Bourgin : Le militarisme allemand : Ce qu'il est; Pourquoi il faut le détruire. — A. Chuquet : De Valmy à la Marne (1914-1915). — L. Colin : Les Barbares à la trouée des Vosges, récits des témoins. — G. de Grandmaison : Les Aumôniers militaires. — J. Quercy : Journal d'un Curé de campagne pendant la guerre. — C. Foley : La vie de guerre contée par les soldats. — Mgr A. Pons : La Guerre et l'Ame française : vers une double victoire ! — T. Botrel : Les chants du bivouac. Etc. — Histoire : A. Singer et H. Helmolt : Histoire de la Triple-Alliance; le contenu de la Triple-Alliance; étude diplomatique, traduit de l'allemand, par L. Suret. Etc.

REVUE DES ETUDES HISTORIQUES. — *Juillet-Septembre 1915.* — Léon Mirot : Une tentative d'invasion en Angleterre pendant la guerre de Cent ans (1385-1386). — Lucien Misermont : Joseph Lebon, membre de la Convention. — Alfred Muteau : Un gouverneur allemand dans les Flandres au xv^e siècle. — André Auzoux : Lettre d'un chirurgien de l'expédition de Linnois. — Comptes-rendus critiques. — Revues et publications des Sociétés savantes. — Chronique des Etudes historiques. — Livres nouveaux.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE BORDA (Dax-Landes). — *1^{er} trimestre 1915.* — J.-J.-C. Tauzin : Saint-Sever : Cap de Gascogne. — A. Nodon : La météorologie et l'influence solaire. — C. Daugé : Le mariage et la famille en Gascogne, d'après les proverbes et les chansons.

N° 6

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA
SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

42^e Année — Novembre-Décembre 1915



AGEN
IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1915

Toute reproduction même partielle de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Profils militaires. Le vice-amiral marquis de Barrailh</i> (1671-1773), par Ph. Lauzun.....	397
II. <i>Louis XIV et l'impôt sur le revenu. Etude sur l'établissement du « dixième » en 1710 et 1711 dans la ville et la juridiction d'Agen, par O. Granat.....</i>	403
III. <i>Lettres d'un cadet d'Agenois au temps du traité d'Utrecht, publiées et annotées par Ph. Lauzun.....</i>	416
IV. <i>Les Antiquitez d'Agen, par Darnalt (suite).....</i>	441
V. CHRONIQUE : Allocution de M. Allègre, président, à l'ouverture de la séance du 4 novembre.....	465
VI. Procès-verbaux des séances de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen.....	471
VII. Table méthodique des matières contenues dans le tome XLII.....	473

GRAVURE :

Le vice amiral marquis de Barrailh

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, *s'adresser directement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires	10 fr.
8 — — — — —	100 — — — — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — — — — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — — — — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — — — — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — — — — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



LE VICE-AMIRAL DE BARAILH

Cliché Ph. Lauzun

PROLOGE XVIII

Le vice-amiral?

Ce nom de Barrailh n'est
Revue de l'Agénais. Trois fois
lord en 1903, par M. l'abbé D.
tome XXX, nous a présenté Henri
Bernard de Barrailh et de Verthuis
Gasconne, suivant, au xix^e siècle,
frère Antoine Nompars de Champagny.
Mais, de ce fait, le confident de Baden

Nous avons également par le duc
château d' Lauzun, à la page de son titre.

Enfin M. le docteur Caubet, qui nous
présente au neveu du précédent, a été
leur de l'ordre militaire de Saint-Étienne
mées royales de son Maître, le duc de
département et port de l'Agénais, et
nous le montrer demain
rons, seigneur de la baronnie de
d'Agénais, l'arablisement
cette seigneurie.

C'est ce dernier, Jean de Barrailh, qui nous
le docteur officiel, Pierre de Barrailh, qui nous
marin des plus entrepides, et qui nous
nous allons retracer la vie de
me une des célébrités, le duc de
d'Agénais.

Nous utiliserons, en le faisant
lui a consacré dans l'*Agénais*,
dont la famille était alliée au duc de



BARAILLÉ

PROFILS MILITAIRES

Le vice-amiral marquis de BARRAILH

(1671-1773)

Ce nom de Barrailh n'est pas inconnu des lecteurs de la *Revue de l'Agenais*. Trois fois déjà il y a été prononcé. D'abord en 1903, par M. l'abbé Dubois, qui, à la page 343 du tome xxx, nous a présenté Henri de Barrailh, second fils de Renaud de Barrailh et de Marthe Carrier, comme un cadet de Gascogne, suivant, au xvii^e siècle, la fortune de son compatriote Antoine Nompar de Caumont, duc de Lauzun, et devenant, de ce fait, le confident de Mademoiselle de Montpensier.

Nous avons également parlé de lui, dans notre histoire du château de Lauzun, à la page 403 du tome xxxv (1908).

Enfin M. le docteur Couyba, en 1909, a consacré quelques pages au neveu du précédent, à « Jean de Barrailh, commandeur de l'ordre militaire de Saint-Louis, chef d'escadre des armées royales de Sa Majesté, commandant de la marine au département et port de Rochefort ». Mais ce n'est que pour nous le montrer demandant au comte de Grossoles-Flamarens, seigneur de la baronnie de Montastruc, près de Monclar d'Agenais, l'anoblissement de sa maison de Savignac, sise en cette seigneurie.

C'est ce dernier, Jean de Barrailh écrit M. Couyba d'après un document officiel, Pierre-André affirme de Bellecombe, marin des plus intrépides et officier des plus distingués, dont nous allons retracer la vie mouvementée, le considérant comme une des célébrités, les moins connues, de notre pays d'Agenais.

Nous utiliserons, en le laissant souvent parler, l'article que lui a consacré dans l'*Agenais illustre* André de Bellecombe, dont la famille était alliée à la sienne.

Jean de Barrailh naquit à Monclar-d'Agenais le 13 avril 1671. Sa famille était originaire de la Biscaye. L'un de ses oncles, Henri, se trouvait pourvu de la charge d'abbé de Saint-Marien, à Auxerre. L'autre, son frère aîné, surnommé Jolibois, était le secrétaire et le conseiller dévoué de la Grande Mademoiselle.

« Jean de Barrailh entra au service comme garde-marine en 1689, et se distingua par son zèle et par sa valeur en diverses occasions.

« En 1692, il fut fait enseigne de vaisseau, et se trouva en cette qualité à la bataille de la Hogue, où Louis XIV perdit plusieurs vaisseaux.

« En 1693, écrit-il lui-même, à la déroute de la flotte de Smyrne et à la prise de plusieurs vaisseaux de guerre et de navires marchands qu'on brûla à la côte, j'eus le bonheur de brûler, avec la chaloupe du vaisseau *le Mignon*, sur lequel j'étais armé, une frégate anglaise qui s'était réfugiée sous les murailles de Cadix, malgré le feu du canon que la ville et la frégate firent sur moi. M. le maréchal de Tourville et toute l'armée furent témoins de cette action, et j'en fus très louangé. Je passai, cette même année, sur le même vaisseau au département de Dunkerque et j'allai au port de Flèche en Norvège, joindre l'escadre de M. Jean-Bart, avec lequel j'ai servi jusqu'à la paix, et me suis trouvé à tous les combats qu'il a rendus, et notamment à la prise de la flotte de blé, où je fus blessé.

« En 1694, je commandai une chaloupe au bombardement de Dunkerque, avec laquelle j'abordai la troisième machine toute en feu que les ennemis envoyèrent sur le fort des jetées et ne la quittai qu'après l'avoir fait échouer. Les deux premières avaient sauté par le feu du canon du fort de l'Espérance, le plus avancé de la rade. Je fus ainsi le seul, le lendemain, qui donnai chasse aux chaloupes que les ennemis avaient employées pour secourir un des vaisseaux qui avaient soutenu les galiotes pendant le bombardement, et qui s'était échoué sur le banc qui forme la rade. Le comte d'Eslingue fut le brûler en leur présence. Quant à moi, je fus assez heureux pour prendre

une chaloupe entre le vaisseau échoué et sept autres frégates, dont le feu fut si vif que je reçus treize coups de canon ou de mitraille dans le pavillon de la mienne. »

En 1697, il reçut l'ordre, en qualité de commandant de la frégate *la Flèche*, de suivre à Dantzick le prince de Conti qui voulait se faire couronner roi de Pologne. L'entreprise ne réussit pas. « En revenant de Copenhague, d'où Jean Bart le fit partir à cause de la petitesse de son bâtiment, il soutint un combat très vif contre une pinasse hollandaise de trente canons. » Il perdit 15 hommes sur les 45 de son équipage, mais ne se rendit pas. Une tempête le fit échouer non loin du port de la Brille. Il put cependant sauver le reste de son équipage et rentrer à Dunkerque, d'où il fut envoyé à Rochefort, en 1700, pour y prendre le commandement du vaisseau *l'Eveillé* et porter dans les colonies d'Amérique les subsistances nécessaires aux garnisons.

Il passa ensuite successivement à Bayonne et à Toulon, où, en 1703, il devint capitaine du brûlot *l'Heureux*.

En 1704, il prend part à la bataille de Malaga, sert avec distinction au siège de Gibraltar, comme capitaine de grenadiers, et y occupe plusieurs postes d'honneur. C'est ainsi qu'il monte l'un des premiers à l'escalade du côté de Notre-Dame, mais qu'il est obligé d'abandonner son attaque, par suite de l'arrivée d'une escadre anglaise.

Il assiste au siège de Barcelone et va croiser devant Majorque pour arrêter les vaisseaux anglais, expédition où il est loué pour plusieurs actions d'éclat, notamment celle qu'il entreprit contre un corsaire Flessingois, ce qui lui valut, peu après, la croix de chevalier de Saint-Louis.

Au retour de cette expédition du Comte de Toulouse, Barrailh fut appelé à la défense de Brest, menacée par les Anglais; puis, il revint à Rochefort, fut chargé d'aller approvisionner la garnison de Fort-Royal, expédition dans laquelle il courut les plus grands dangers; et, de retour dans son port d'attache, fut assez heureux, au cours d'une violente tempête qui mettait en danger tous les vaisseaux ancrés dans la rade, pour sauver lui-même 35 matelots. « C'est là, la meilleure ac-

tion que j'ai faite dans ma vie, s'écriait-il, en rappelant dans sa vieillesse le souvenir de ce fait glorieux et de son généreux dévouement. »

Après la mort de Louis XIV et trois nouvelles campagnes, le Régent lui fit accorder une pension de 600 francs « pour le dédommager des dépenses extraordinaires qu'il avait faites. Cette pension était reversible sur son neveu, capitaine au régiment de Penthievre. »

Nommé en 1721 capitaine de vaisseau, il fut de nouveau attaché au port de Rochefort, où il remplit, pendant dix ans, des fonctions analogues à celles des préfets maritimes actuels; il s'y fit remarquer par sa sage administration.

En 1731, il était envoyé à Bayonne « pour diriger la barre de ce port et assurer l'entrée et la sortie des vaisseaux ». Il fut alors nommé commissaire général de l'artillerie de marine.

Mais, dès 1734, il reprenait du service actif et devenait célèbre dans les fastes de la marine.

« C'est ainsi qu'on le vit, cette année, commander une escadre de cinq vaisseaux avec laquelle il fut à Dantzick amener des renforts de troupes au roi de Pologne. Il s'empara, pendant cette campagne, de trois galiotes et d'une frégate russes. Il fut ensuite nommé inspecteur des troupes de la marine, à Rochefort, en 1735, et reçut en 1738 le commandement du second vaisseau de l'escadre de M. le marquis d'Antin, destinée pour la mer Baltique. A cette occasion, le roi de Suède se plut à lui donner des marques distinguées de son estime et de sa considération et lui fit cadeau d'une tabatière d'or. Il suivit, en 1740, la même escadre à Saint-Domingue, et fut enfin promu, à son retour, au grade de chef d'escadre, que ses services lui avaient assurément bien mérité.

« Personne n'ignore la malheureuse tentative du prince Edouard, petit-fils du roi Jacques d'Angleterre, pour remonter sur le trône de ses pères. M. de Barrailh commanda, en 1744, la flotte qui fut désignée pour le transporter dans la Grande-Bretagne avec le maréchal Maurice de Saxe, qui faisait aussi partie de la même expédition.

« 1745 fut l'année de la nomination de M. de Barrailh à la

place de commandant inamovible du port de Rochefort et au grade de commandeur de l'ordre de Saint-Louis. Il s'acquitta de ses nouvelles fonctions avec tant de zèle et de désintéressement, que le Roi jugea nécessaire de lui donner de nouvelles marques de sa satisfaction en le faisant successivement lieutenant-général des armées navales, en 1750; vice-amiral de France dans les mers du Levant, le 25 août 1753, et grand-croix de Saint-Louis en 1754, année où il se rendit à Versailles pour solliciter l'établissement de l'île d'Aix dont il avait fait sentir l'importance dans un Mémoire adressé à M. le Ministre de la marine. »

Il semblait que dix-huit ou vingt combats dirigés ou entrepris sous ses ordres, et soixante-neuf ans de services, dussent donner droit à M. de Barrailh d'espérer, sinon le grade d'amiral, seul titre donné à un prince du sang, le duc de Penthièvre, du moins celui de maréchal de France. Mais on lui préféra le marquis de Conflans-Brienne, moins ancien et moins recommandable que lui. Sensible à cette injustice, Barrailh s'en plaignit amèrement à la reine, à Madame de Pompadour, et au ministre de la marine. « Dans sa douleur, écrit André de Bellecombe, il voulait aller à la Bastille s'y constituer prisonnier et s'y établir jusqu'à ce que le Roi, auquel également il adressa une supplique, lui eut accordé ce qu'il appelait sa réhabilitation. » Au bas de ce mémoire, le Roi écrivit de sa main : « Je suis content des services du marquis de Barrailh; mais mon intention n'est pas d'augmenter le nombre des maréchaux de France de la marine. »

« Le 26 avril 1769, un second mémoire fut mis sous les yeux de M. de Berryer, ministre, secrétaire d'Etat de la marine. Louis XV répondit par la note suivante, écrite de sa main comme la première : « J'ai déjà dit que j'étais content des services de de Barrailh, mais que je n'étais pas dans l'intention d'augmenter le nombre des maréchaux de France de la marine. Je défends qu'on m'en parle davantage. »

« M. de Barrailh, écrit toujours André de Bellecombe, avait alors 89 ans. Désespérant d'obtenir ce qu'il ambitionnait, accablé d'infirmités, il résolut de quitter Versailles. Après avoir

fait ses adieux à la reine, à Madame de Pompadour et à M. de Berryer, il alla s'établir à Paris. Dans une lettre qu'il écrivit à M. de Berryer, il se plaignit vivement du despotisme des bureaux de Messieurs de la plume (comme il les appelait), et le pria de lui faire payer les arrérages qui lui étaient dus et dont il avait besoin pour payer les dépenses qu'il avait faites à Versailles, et celles qu'il devait à Paris. Ce fut à l'hôtel des Indes, rue Traversière, où il était logé, qu'il lui arriva une aventure que nous croyons inutile de rapporter (?). Nous dirons toutefois que la reine Marie Leczinska saisit cette occasion pour donner à M. de Barrailh des marques de l'estime et de l'affection qu'elle avait pour lui, et voulut être informée en détail de cet événement.

« M. de Barrailh ne tarda pas à quitter Paris. Il vint se fixer dans son domaine du Rodié, commune de Monclar, où il mourut vers 1773 ou 1774, âgé de plus de cent ans.

« Les années avaient affaibli le caractère de M. de Barrailh, témoin sa persistance et ses supplications pour obtenir le bâton de maréchal de France. Marin de courage et d'énergie, homme d'exécution et de tête, ce n'était pas lui, dans sa jeunesse, qui courait au-devant des honneurs; c'étaient les récompenses qui venaient le chercher. Quoiqu'il en soit, M. de Barrailh ne cessera jamais d'être compté au nombre des plus glorieuses illustrations maritimes de tous les pays. L'Agenais doit s'applaudir avec raison d'une naissance qui l'honore sur tous les rapports. »

André de Bellecombe fait suivre la notice biographique qu'il a consacrée au marquis de Barrailh d'une lettre que lui adressait, le 25 décembre 1760, M. Bart, chef d'escadre, fils du célèbre Jean Bart. On y voit toute la considération dont jouissait notre illustre compatriote parmi les officiers supérieurs de son arme et combien ils attachaient de prix à son influence et à sa protection.

PH. LAUZUN.

LOUIS XIV ET L'IMPOT SUR LE REVENU

Étude sur l'établissement du « dixième » en 1710 et 1711 dans la ville et la juridiction d'Agen

C'est une déclaration royale datée de Marly, le 14 octobre 1710, qui décida la levée dans tout le royaume du dixième des revenus de tous les biens. Cette déclaration, fort précise, indiquait les causes du nouvel impôt. L'état de guerre contre la coalition européenne, qu'avait déchaînée la succession d'Espagne, obligeait le Roi, après l'échec de ses plénipotentiaires en Hollande, à « pourvoir aux dépenses extraordinaires auxquelles la *continuation* de la guerre l'engageait ». Il fallait payer aussi « exactement les rentes constituées sur nos revenus, les gages et autres charges dont les fonds se prennent en notre trésor royal » selon les termes mêmes de la Déclaration. Le rendement du dixième devait d'ailleurs dispenser, à *l'avenir*, le gouvernement d'avoir recours aux affaires extraordinaires, c'est-à-dire en réalité aux expédients financiers de tout ordre. Il devait aussi permettre — et c'était là une promesse formelle — la diminution d'un cinquième sur la taille de 1711, ce qui serait un grand soulagement pour le Tiers état des campagnes et la levée du nouvel impôt devait cesser trois mois après la publication de la paix.

En résumé, l'impôt du dixième était un impôt de superposition et non un impôt de remplacement comme l'avait préconisé Vauban dans la *Dîme Royale*; c'était aussi un impôt exceptionnel dont le recouvrement était limité par la durée de la guerre.

Il consistait dans le prélèvement du dixième du revenu de tous les biens. Le texte royal n'exceptait point les privilégiés. Il contenait le terme « nos sujets », sans distinction, et se

terminait par cette phrase « que rien n'avait paru plus juste et plus convenable que cette solution ».

L'établissement du nouvel impôt devait avoir pour base la « déclaration », volontaire évidemment, de chaque contribuable, et c'étaient les Intendants, leurs subdélégués et les municipalités des villes et juridictions qui devaient réaliser l'application du dixième. Les déclarations « rôles, extraits des dits rôles, quittances, exploits, assignations et autres expéditions et procédures » pouvaient, selon l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 novembre 1710, être faits sur papier « ordinaire et non timbré ». Des modèles de ces déclarations furent établis par le pouvoir central, imprimés et envoyés dans les Intendances qui les transmirent aux subdélégués. A leur tour ces derniers les distribuèrent aux « corps municipaux ». A Agen, le subdélégué Dauzac en fit part aux maire et consuls des diverses communautés de sa subdélégation.

Bien que nos archives ne renferment plus, pour la période 1710-1712, que trois modèles destinés aux propriétaires des maisons, nous pouvons affirmer que le pouvoir central avait déjà envisagé, comme il le fit en 1734, neuf formules de déclaration des revenus.

La première concernait les revenus d'une maison en location ;

La deuxième, ceux d'une maison occupée par le propriétaire, « par lui acquise, ou qui lui venait de succession » ;

La troisième, ceux d'une maison occupée par le propriétaire dont une partie de l'enclos était en valeur (cette catégorie intéressait évidemment les maisons de la banlieue des villes ou les maisons de campagne entourés d'enclos exploités directement par le propriétaire et ses domestiques) ;

La cinquième, ceux d'une terre affermée « tout en argent et sans réserve » ;

La sixième, ceux d'une terre affermée « partie en argent, partie en grains ou autres redevances » ;

La septième, ceux des biens non affermés dont l'exploitation avait lieu de diverses manières ;

La huitième, intéressait les revenus qui consistaient en

« droits soit fixes, soit casuels, soit affermés » et s'appliquait surtout aux nobles et au clergé;

La neuvième enfin intéressait les droits non affermés.

Les nobles devaient déclarer si les droits seigneuriaux étaient compris dans les baux de leurs terres ou « s'ils n'y étaient pas ». Dans le deuxième cas, ils devaient faire une déclaration estimative basée sur une année commune « ou se soumettre à payer le dixième de leurs profits de fiefs, lorsque le cas y écherra ».

Nul sujet du roi n'était donc dispensé de l'impôt du dixième, et, en cette période exceptionnelle, les « malheurs du temps » obligeaient la royauté à suspendre momentanément les privilèges. C'était presque une révolution. Aussi l'application de l'impôt devait rencontrer de très grosses difficultés.

Afin d'éviter les « tricheries » les modèles de déclaration portaient que la preuve des chiffres indiqués par les propriétaires devait être faite en apportant les baux originaux des biens affermés ou un extrait par devant notaire « faisant mention des prix ».

Ci-joint un modèle de déclaration pour une maison louée :

A) « Je soussigné....., déclare à Messieurs les Maire, Consuls
« et Jurats de la ville de....., que j'ai une maison située
« dans la rue de..... quartier de....., joignant celle
« de..... laquelle j'ai loué à..... pour..... années, par bail
« du..... pour la somme de..... par chacun an, ce que je
« certifie véritable aux peines portées par la Déclaration du
« roi pour le dixième.

« Fait à....., le..... »

En marge, le modèle portait la mention suivante : « Rapporter le bail, si mieux on n'aime en fournir un extrait par devant notaire. » Pour les maisons occupées par les propriétaires uniquement ou occupées en partie par eux, et en partie par des locataires, le déclarant devait joindre son titre de propriété ou également un extrait.

Quelques autres modèles de Déclaration étaient ainsi établis :

B) Pour une maison, occupée par le propriétaire, par lui acquise ou qui lui vient de succession :

« Je soussigné....., déclare..... que j'ai dans la paroisse
« de....., élection de....., une maison, laquelle me revient
« à la somme de....., et j'estime que la dite maison pourrait
« être louée au plus, la somme de..... »

« Ce que je certifie véritable aux peines portées par la Dé-
« claration du roi pour le dixième..... »

C) Pour une maison occupée en partie par le propriétaire et louée en partie :

« Je soussigné, etc....., déclare, etc..... une
« maison qui me revient à la somme de....., laquelle mai-
« son j'occupe en partie, le surplus étant loué à des particu-
« liers la somme de....., et j'estime que ce que j'en occupe
« pourrait être loué au plus..... »

« Ce que je certifie, etc..... »

D) Pour les terres affermées tout en argent et sans réserve :

« Election de..... Paroisse de..... »

« Je soussigné, etc....., déclare..... que je possède dans
« la paroisse de....., élection de..... »

« arpens de terres labourables.

« de prés.

« de vignes.

« de bois.

« moulins.

« étangs.

E) « lesquels j'ai affermé à..... pour..... années.....
« par bail du..... passé devant....., notaire, moyennant la
« somme de..... pour chacun an, sous aucunes réserves ou
« redevances, ce que je certifie, etc. »

Biens non affermés.

F) « Je soussigné, etc. (voir plus haut).

(énumération des biens)

« lesquels j'estime produire un revenu annuel sur le pied que
« les biens de pareille nature sont loués communément dans

« la dite paroisse, le fort portant le faible, de la somme
« de..... et que je certifie, etc. »

Le pouvoir central avait prévu les réclamations qui ne devaient pas manquer de s'élever à ce sujet. Il était en effet permis aux particuliers comme aux « corps et aux communautés » d'adresser leurs doléances à l'Intendant, mais seulement « après avoir fourni leurs déclarations ». Les arrêts du Conseil d'Etat du 5 novembre et du 20 décembre 1710 avaient décidé que les oppositions et les contestations des contribuables seraient portées devant cinq commissaires nommés à Versailles par le Roi. Ces personnages étaient de Bouville, Bignon de Blanzky, le Rebours et de Bercy, tous les quatre Intendants des finances et le contrôleur général lui-même, Desmarets. Leur rôle consistait à recueillir « les requêtes, pièces et mémoires » des protestataires pour que le tout fut examiné au Conseil des Finances. En réalité l'Intendant, pour cette matière, n'était plus qu'un agent de transmission.

Néanmoins c'était bien à ce haut magistrat qu'incombait le soin de « réaliser » les charges nouvelles. Dans la Guienne et dans l'Intendance de Bordeaux dont Agen faisait partie, Lamoignon de Courson se mit aussitôt à l'œuvre. Il envoya ses instructions à ses subdélégués; elles portaient : 1° sur les distributions des modèles imprimés aux municipalités; 2° sur la publication et l'affichage des ordres du roi; 3° sur le délai fixé pour la réception des déclarations (ce délai était de quinze jours; 4° sur les pénalités encourues en cas de non déclaration ou de déclaration fausse (pour la première le chiffre de l'impôt était doublé; pour la seconde il était quadruplé).

A Agen, dès le 10 décembre 1710, le receveur des tailles Lugat, probablement par l'intermédiaire du subdélégué Dauzac, distribua 30 exemplaires aux maire et consuls, qui lui en « donnèrent récépissé ». Le lendemain 11, les affiches concernant la dîme royale étaient posées. Le 23 décembre une ordonnance de l'Intendant rappelait aux propriétaires des maisons d'Agen que leurs déclarations « conformément aux modèles » devaient être faites dans la quinzaine, sinon leur

taxe serait doublée ou quadruplée selon les cas, et le 27 du même mois, avec la solennité accoutumée, le « sergent royal au Sénéchal d'Agen », avec 5 soldats dont l'un, nommé François était trompette », se rendit dans « les lieux, cantons et carrefours » de la ville et après avoir « fanfaré » plusieurs fois, il cria à haute et intelligible voix « au public assemblé » : « Messieurs..... l'on vous fait assavoir d'aller incessamment dans l'hôtel de ville pour faire, en conformité de l'arrêt rendu en conséquence, la déclaration de vos biens et revenus concernant la dîme royale. »

C'était en effet la municipalité, maire et consuls, qui devaient recevoir les déclarations. Ils devaient être assistés de 4 commissaires collecteurs ou principaux habitants d'après les prescriptions de l'Intendant. Il nous a été impossible d'établir si ces 4 commissaires étaient les mêmes que les collecteurs ordinaires des 4 paroisses de la ville d'Agen. Il semble toutefois que les consuls désignèrent huit contribuables « pour être présents aux déclarations du dixième ». Mais ce ne fut pas sans faire la sourde oreille. Déjà, le 4 décembre 1710, les difficultés avaient commencé au sujet de ces nominations et Lamoignon de Courson n'était pas satisfait. « J'ai été informé, écrivait-il aux consuls d'Agen, que vous faisiez des difficultés de nommer 4 collecteurs pour faire la levée de la taille et autres impositions qui y sont jointes... je ne vois pas de raison qui puisse vous en empêcher. » Il n'obtint gain de cause que le 27 décembre, et le 1^{er} janvier, pour leurs étrennes, Joseph Marchand, Verduc, bourgeois, Vaqué et Contensou, bourgeois et marchands, reçurent des mains du sergent royal en la cour présidiale, Crespin Dayrie, signification de leur nomination de collecteurs. Le premier d'entre eux adressa d'ailleurs tout de suite une protestation à l'Intendant parce que, disait-il, il avait été choisi « par esprit d'animosité » par le sieur Dailhen, lieutenant de maire. Il alléguait ses charges de famille (il avait sept enfants). Lamoignon lui donna raison et nomma d'office le sieur Taret collecteur de la paroisse Sainte-Foy « pour faire la fonction de trésorier principal » des 4 paroisses de la ville.

Ce petit conflit n'était rien auprès de la résistance passive que les Consuls devaient faire à l'établissement de l'impôt du dixième, mais il avait mis le représentant de l'autorité royale de fort mauvaise humeur. Déjà, le 24 décembre, les menaces commençaient : « Comme vous êtes chargés en votre propre et privé nom de l'exécution de mon ordonnance, ce ne sera qu'à vous que je m'en prendrai si par quelque mauvaise difficulté ou quelque négligence de votre part cette affaire est retardée; ainsi, donnez-y toute votre attention et tous vos soins... »

Malgré cela, personne ne bougeait. Aucun propriétaire ne prenait le chemin de l'hôtel de ville. Ni les consuls, ni les jurats ni les collecteurs eux-mêmes ne se présentaient. Les quelques membres de la noblesse qui résidaient à Agen les encourageaient à la résistance et, plus tard, l'Intendant se plaignait de l'« intimidation » qu'ils avaient exercée. Le clergé, propriétaire d'un grand nombre d'immeubles, n'entendait pas non plus déclarer ses revenus, et les consuls, bourgeois, propriétaires également, étaient loin de faire diligence. Le 4 janvier 1711 ils écrivaient à l'Intendant : « Quelle (*sic*) application que « nous puissions avoir de recevoir les déclarations des particuliers concernant le dixième denier, cela nous reste assez « infructueux. Les uns persuadent que cette ville n'étant pas « ville franche, au contraire chargée de compoix pour le paiement des tailles, ils voudraient en *faire une déclaration dans* « leurs déclarations, de même que pour les rentes dont elles « se trouvent chargées, les autres voudraient pouvoir le faire « tant pour leurs maisons que biens de campagne afin d'éviter la multiplicité.... » Ainsi leurs efforts — si réellement ils en avaient fait — restaient infructueux. Au lieu d'agir, ils ergotaient; les ordres de l'Intendant restaient lettre morte, ils ne savaient, disaient-ils, « comment faire »; ils avaient fait leurs remontrances au subdélégué Dauzac; ils demandaient la conduite à tenir. Et la confection des rôles et le recueil des déclarations traînait en longueur.

Plus d'un mois s'était écoulé et rien encore n'avait été décidé ! L'opposition à l'impôt grandissait de plus en plus. Les

ordres du roi étaient méconnus, et l'Intendant désirait punir les récalcitrants. « Il faut, écrivait-il au subdélégué le 9 février 1711, que vous m'informiez qui sont ceux qui vous ont paru les plus opposés à cette affaire et les moins bien intentionnés afin que je fasse un exemple qui sera encore plus rigoureux que les garnisons que je vous ay mandé d'établir chez eux et que j'en use à leur égard comme j'ai fait à ceux de Périgueux qui connaissent à présent combien il *importe d'exécuter lorsqu'on est en place les ordres du roy* qui leur sont adressés.

« Il y a très longtemps, ajoutait-il, que cette affaire devrait être finie à Agen. » Il voulait bien consentir à accorder un dernier délai de 8 jours. Mais « si ce terme fini, toutes les déclarations ne sont pas remises avec leur certificat qu'il n'y en a point d'autre à faire, ne les ménagez plus et informez-moi de ce que vous aurez fait. » Il terminait sa lettre en donnant à M. Dauzac des instructions précises pour les paroisses de la campagne. Vous les « distinguerez, disait-il, par des étiquettes..... Vous mettrez à chacune les mémoires que je vous ai demandés pour la valeur des fonds et le dixième du curé en sorte que l'on ne trouve pas de confusion et que l'on ne soit point embarrassé dans le dépouillement. »

Le subdélégué transmet au consul les ordres de l'Intendant et pour la seconde fois, la trompette de François, soldat du guet, sonna, le 10 février 1711, le ralliement des propriétaires, nous allions dire des capitalistes. Mais personne ne parut. Le lendemain, 11, une nouvelle « fanfare » dirigée par le sieur Delprat, huissier, accompagné de cinq soldats, convia les habitants à aller faire la déclaration de leurs biens et revenus. Elle n'eut pas plus de succès. C'est ce que nous apprend une nouvelle lettre de Lamoignon, datée du 16 février. « *Je suis très surpris que personne ne se soit présenté.* » Il était également surpris que ses ordres ne fussent point exécutés et ils ne l'avaient été ni par les magistrats municipaux, ni par le subdélégué lui-même. Ce dernier n'avait point mis des garnisons en pure perte « chez chacun des consuls ». Aussi l'Intendant ajoutait : « *C'est une négligence et une mauvaise*

volonté qu'on ne saurait trop punir. » Et il renouvelait ses prescriptions avec toutefois de sensibles différences qui peuvent se traduire ainsi : puisque les particuliers ne viennent pas faire leur déclaration, faites-les vous-mêmes « sans attendre qu'ils viennent la faire ».

Il ressort ainsi de cette correspondance que les possesseurs de la fortune, nobles, ecclésiastiques, consuls, jurats ou simplement bourgeois, avaient opposé la force d'inertie aux requêtes de l'Intendant et qu'aucun d'eux n'avait voulu déclarer ses biens et ses revenus. Depuis le subdélégué jusqu'au dernier contribuable, l'entente ou concertée ou tacite avait été complète. L'Intendant n'abandonnait point cependant « l'affaire », comme il disait; mais il laissait de côté, et c'était là un point capital, « la déclaration volontaire ». De toutes les manières il voulait son rôle du dixième, car le temps passait, la guerre continuait et le trésor était vide. Plus que jamais il fallait « faire diligence » et briser « la conspiration du silence ». Il donnait encore un nouveau délai, mais le 25 février tout devait être terminé, sans quoi, disait-il aux consuls, « je me servirai des voies qui vous rendront plus attentifs à l'avenir ». Dans tous les cas, le principe de la vraie déclaration était abandonné. Donner aux municipalités le droit et l'ordre de déclarer les revenus de leurs administrés, c'était ouvrir la voie à l'arbitraire le plus complet et avouer la défaite du fisc. Lamoignon le sentait bien. Il n'y avait plus, par ce moyen, de contrôle possible et les consuls pouvaient se trouver fort embarrassés. Aussi en matière de consolation ou d'encouragement il leur disait qu'il avait « prié M. Dauzac de dire aux « consuls qui sont hors d'exercice de travailler à cette affaire « conjointement avec vous ». Nous ne savons pas si ces derniers se mirent à la besogne, mais cela est peu probable.

La résistance d'ailleurs ne venait point seulement de la bourgeoisie. Le clergé n'avait point consenti à faire la déclaration de ses biens et, le 13 juillet 1711, cet ordre passa un contrat avec le roi au sujet du dixième. Nous n'avons point pu nous procurer les termes de ce contrat, mais il est fort possible que le roi qui, en matière d'impôts directs, « composait » avec

le clergé et acceptait le *don gratuit*, avait agi de même au sujet du nouvel impôt. Nous savons, en outre, que l'arrêt du conseil du 27 octobre 1711, moyennant la somme de 60,000 livres donnée par l'ordre de Malte, « déchargeait tous les « biens généralement quelconques appartenant à cet ordre » de la déclaration concernant le dixième.

Pour les biens nobles la résistance fut également très grande. Le 26 août 1711, rien de précis n'avait encore été obtenu pour l'établissement du dixième. Et cela se conçoit. La situation des municipalités était fort délicate. Elles étaient obligées par l'Intendant à faire la déclaration des « biens nobles » appartenant aux divers propriétaires nobles et roturiers. Et cela devait être peu facile. Les biens nobles, disaient les consuls, n'étaient pas cadastrés; la déclaration ne pouvait être faite qu'avec le consentement des propriétaires résidant quelquefois loin de l'Agenais, fort bien en cour, et capables d'« intimider » de simples roturiers. C'est du moins ce que prétendait Lamoignon pour expliquer le retard « apporté à ce rôle ». Son ordonnance du 26 août 1711 enjoignait aux consuls, jurats, collecteurs, de se hâter à établir « les déclarations des biens nobles, de la quantité, nature et valeur d'iceux et de leurs revenus ». Il les déclarait responsables des omissions ou des erreurs et les menaçait de « garnisons collectives » et même d'emprisonnement.

La confection du rôle du dixième des revenus du tiers état n'avait point tardé si longtemps à être établie, mais dans des conditions absolument différentes de celles que la Déclaration royale du 14 octobre 1710 avaient prescrites. A la date du 1^{er} mars 1711, malgré les objurgations et les menaces de l'Intendant de Bordeaux, les Agenais n'avaient point encore adressé les états de leurs biens et revenus. Il en avait d'ailleurs été ainsi dans les autres provinces du royaume et le Roi, dans un arrêt du Conseil, constatait que malgré les peines ordonnées contre ceux qui n'avaient pas fait de déclarations, « plusieurs « n'en avaient point fourni à cette date et plusieurs les avaient « données fausses ». Et pourtant, à Agen, les consuls, à la fin du mois de février, s'étaient donnés quelque mouvement.

Ainsi, à partir du 18 février, une permanence avait été établie à l'hôtel de ville. Ce même jour, le sous-maire Monbet se rendit à l'hôtel de ville pour travailler « à la réception des déclarations du dixième ». Il promit de s'y rendre assidûment. Le même jour, Cannet, consul perpétuel, y vint aussi. Le 19, le maire Sarrazin fut présent afin de travailler au dixième. Il écrivit de sa propre main, sur le journal des consuls, qu'il s'y rendrait désormais avec assiduité. Quel travail les magistrats avaient-ils accompli dans ces deux journées ? Quels particuliers avaient été reçus ? Il nous a été impossible de l'établir, faute de documents. Nous savons toutefois qu'ils s'étaient adjoints un scribe nommé Chevallier, payé à raison de dix sols par jour. Ce personnage fut relevé de ses fonctions au bout de 32 jours, c'est-à-dire le 24 mars. C'était lui sans doute qui était chargé, pendant ce temps, d'assurer la permanence « pour les déclarations des biens et revenus ». Ici une question se pose, les contribuables obéirent-ils, oui ou non, à l'ordre du Roi, de l'Intendant et des consuls ? Nous avons trouvé trace dans les registres et dans les liasses des comptes de la municipalité, de deux déclarations faites par Lugat, receveur des tailles, tout particulièrement intéressé à déclarer ses revenus. Lugat avait fourni un certificat de vente d'une maison sise dans la paroisse Saint-Etienne pour le prix de 4,000 livres, et deux reçus du loyer d'une maison sise à Monclar, reçus qui remontaient à 1697 et qui avaient été présentés le 10 janvier 1711. Ces documents sont les seuls de leur espèce qui nous soient restés.

Si d'autres déclarations furent faites nous l'ignorons. Ce que nous pouvons établir clairement, c'est que si le fisc dut renoncer à ses prétentions premières, fixées le 14 octobre 1710, il ne renonça pas à l'impôt. Bien que nous ne possédions pas toute la correspondance de Lamoignon avec le subdélégué d'Agen et les consuls pendant le mois de mars 1711, nous savons toutefois que le 24 mars la levée du dixième des revenus réels fut abandonnée. Ce jour-là les consuls écrivent dans leur journal : « M. Dauzac, subdélégué, s'est rendu à l'hôtel de ville pour annoncer qu'une lettre de l'Intendant lui disait

« que le dixième des revenus n'aurait pas lieu, mais que, *pour*
« *tenir place d'iceluy*, la somme à lever dans la province avait
« été fixée à un million cent mille livres. »

Il ne s'agissait donc plus désormais de recevoir des déclarations, mais bien de répartir la somme fixée par le conseil des finances. Comment fut répartie cette somme ? Les consuls et les collecteurs prirent-ils pour base le rôle de la taille, ou le rôle de la capitation ? ou les deux à la fois. Les documents que nous avons pu consulter ne nous ont pas permis de l'établir. Il semble toutefois, d'après une lettre de l'Intendant, que le chiffre de la taille ait été d'abord choisi comme point de départ de l'imposition nouvelle. Une lettre de Lamoignon, datée du 1^{er} juin 1711, nous apprend, en effet, que les consuls lui avaient proposé « d'imposer le montant du dixième à la marge du rôle de la taille, sans quoi ils rencontraient toutes sortes de difficultés ». « La chose n'est pas si difficile que vous me le marquez, répliquait l'Intendant, *il est absolument nécessaire* que « vous fassiez un rôle particulier du dixième. »

Et le rôle fut fait. A quelle date exacte ? Dans quelles conditions ? Les archives municipales d'Agen qui possèdent plusieurs brouillons de rôles de la capitation des années 1709, 1710, 1712 ne renferment pas un seul document à ce sujet. Et pourtant le dixième fut levé. Il le fut dès 1711 et pendant les années qui suivirent. Il fut même maintenu après la publication de la paix en 1714 et en 1715. En 1712 l'année fut « très calamiteuse ». La grande inondation de la Garonne ravagea les biens fonds et emporta beaucoup de revenus. Les consuls voulurent en profiter pour ne pas payer le dixième, mais l'Intendant ne l'accepta pas ainsi. « Le rôle que j'ai arrêté, écrit-il le 6 septembre 1712, doit avoir son exécution sur les « revenus qu'il contient. » Toutefois il n'était pas hostile à une réduction générale des impôts s'il était réellement prouvé que la juridiction eût souffert. La preuve des « grands malheurs » amenés par le fléau fut faite et une remise assez forte fut accordée. Nous connaissons cette remise : 3,044 livres 8 sols 4 deniers pour la taille dont le chiffre dépassait 25,000 livres dans la juridiction d'Agen; 703 livres 1 sol 9 deniers

pour la capitation et 1,939 livres 19 sols 7 deniers pour le dixième. Que représente cette dernière somme, par rapport au chiffre total ? Il nous a été impossible de le déterminer, toujours en l'absence de documents.

Quoiqu'il en soit, cette étude, de beaucoup incomplète, nous montre que la tentative faite par Louis XIV pour établir un impôt, reposant réellement sur le revenu de chacun, et ayant pour base la déclaration contrôlée, avait échoué. Nous ne devons pas nous en étonner outre mesure, car cette dîme royale, en portant sur les biens de tous, ecclésiastiques, nobles et roturiers, établissait l'égalité devant le fisc et supprimait les privilèges. La déclaration royale du 14 octobre 1710, si elle avait été appliquée « dans sa forme et teneur », eût été une véritable révolution. La résistance du clergé et de la noblesse unie à celle de la bourgeoisie, avait complètement paralysé le pouvoir central, pourtant si puissant sous la monarchie absolue. Sans doute celle-ci n'avait point désarmé. Elle avait transformé l'impôt sur le revenu en une simple augmentation d'impôts qui, en définitive, avait atteint la bourgeoisie plus directement que le clergé et la noblesse. Mais personne n'avait répondu, du moins à Agen, à l'appel de la déclaration. Nul n'avait tenu à étaler sa richesse au grand jour et à faire connaître à un gouvernement, besogneux s'il en fut, en cette époque de guerres, d'intempéries désastreuses et de misère à peu près générale, selon les dires des contemporains, les sources de sa fortune.

GRANAT.

LETTRES D'UN CADET D'AGENOIS

AU TEMPS DU TRAITÉ D'UTRECHT.

MAXIMILIEN DAURÉE DE GARIGNAN (1687-1732)

Les lettres que l'on va lire sont celles d'un cadet d'Agenais, engagé à l'âge de dix-huit ans dans les armées du Roi, et qui raconte à ses parents, presque toujours son père, quelquefois son oncle le théologal chanoine de Saint-Etienne d'Agen, ce qu'il voit, ce qu'il fait, sa part de joie, plus souvent de tristesse et de misère.

Ecrites au jour le jour, sans nulle prétention, ces lettres, si elles ne présentent aucun mérite littéraire, n'en constituent pas moins un document des plus intéressants pour l'histoire de l'art militaire à cette époque. Elles nous initient à toutes les opérations de guerre des grands capitaines d'alors, Villars, Berwick, nous font toucher du doigt la vie intime des camps et nous apprennent les procédés en usage pour entreprendre et soutenir la guerre de siège. A lire certains passages relatifs aux sièges de Wissembourg, de Landau, de Fribourg en Brigsau, et plus tard à ceux de Fontarabie et de St-Sébastien, il semble, qu'oubliant la distance des temps, on entende, à ces mots de tranchées, de couloirs, de boyaux, de chemins couverts ou de grenades, le récit de quelque poilu de nos jours, nous narrant comment son régiment a pu enlever les villages de Carency, de Souchez, ou les pentes plus rudes des Eparges et de l'Hermantwillerskopf. Tellement il est vrai que l'histoire n'est qu'un éternel recommencement.

Et cette analogie des guerres de Louis XIV avec l'effroyable ruée des Allemands, qui de nos jours s'est abattue sur l'humanité presque entière, est tellement saisissante que nous y

avons trouvé la principale raison d'être de cette publication, devenue en quelque sorte de circonstance et comme d'actualité. A elle d'ailleurs se joignent aussi d'autres causes non négligeables, notamment l'intérêt apporté par le mode de recrutement d'alors ; l'emploi des congés de semestre permettant aux officiers d'aller prendre dans leurs familles leurs quartiers d'hiver; les relations de réunions mondaines, nous faisant entrevoir comment était composée la société d'Agen à cette époque; les tristesses du retour au régiment; en un mot l'état d'âme des officiers comme de leurs troupes. Sur tous ces détails Maximilien Daurée s'étend longuement; et ce n'est pas sans admiration que l'on sent battre dans son cœur le plus absolu dévouement à son Roi comme à son pays, et que l'on s'incline devant le respect qu'en toutes circonstances il professe pour ses vieux parents et qu'il leur témoigne au bas de chacune de ses lettres; façons qu'on chercherait vainement dans les correspondances de nos jours.

— Maximilien de Lamothe Daurée naquit à Agen, le 10 mars 1687. Il était le second fils de Bernard Daurée et de Marie de Cortète, celle-ci petite-fille du célèbre poète François de Cortète, et qui, par contrat de mariage du 8 juillet 1685, avait apporté à son mari la terre et le joli manoir de Prades, à huit kilomètres à l'est d'Agen.

Les Daurée étaient une famille de la vieille bourgeoisie agenaïse. Ses membres, depuis le ^{xv}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xvii}^e, remplissaient d'importants emplois, tant à la cour du présidial que dans les rangs de la municipalité agenaïse.

Leur hôtel était situé à Agen dans l'ancienne rue du Bourg-S^{te}-Marie, à laquelle ils attachèrent leur nom et qui est devenue depuis rue Cessac. Le cadastre de 1586 porte « qu'aux numéros 35 et 36 de la rue du Bourg-S^{te}-Marie habitent M^e Jehan Daurée fils, avocat, et les hoirs de M. Loys Daurée ». Dans une de ses notes, Ad. Magen estime que leur maison était celle occupée naguère par le tribunal de première instance, aujourd'hui la bibliothèque municipale.

Bien que qualifié écuyer dans son contrat de mariage, et ayant envoyé plusieurs fois ses titres à la chancellerie, Ber-

nard Daurée ne put obtenir qu'en 1704 des lettres de maintenue de noblesse, après avoir prouvé que son frère, son aïeul et son bisaïeul avaient vécu noblement; cette distinction lui permit d'acquérir la charge de lieutenant général d'épée de la sénéchaussée d'Agenais, en vertu de laquelle il commandait, en l'absence du sénéchal, le ban et l'arrière ban de la noblesse; elle mit ainsi les Daurée en vue, à la tête de la société agenaïse (1).

Bernard Daurée avait été élevé au collège des Jésuites d'Agen, alors très florissant. Néanmoins, il préféra envoyer ses enfants au collège de Condom, pensant que meilleure serait leur éducation si elle n'était pas contrariée chaque jour par les distractions de la famille. C'est de cette dernière ville que sont datées les premières lettres que Maximilien adresse à son père ; ne renfermant que des détails insignifiants, nous ne les jugeons pas susceptibles d'être publiées.

A peine sorti du collège, Maximilien, en vrai cadet de Gascogne, s'engage dans les armées du Roi. Dès 1706, c'est-à-dire à dix-neuf ans, il est sous-lieutenant à l'armée d'Italie. Promu bientôt après au grade de lieutenant dans la compagnie de Belestat du même régiment du marquis de Leuville, c'est comme tel qu'il assiste jusqu'en 1712 à toutes les malheureuses affaires de la guerre de la succession d'Espagne (2).

Maximilien Daurée entre en effet au service au plus mauvais moment des guerres du grand Roi. Déchaînée par l'ambition de Louis XIV et déclarée, en vertu de la grande ligue de La Haye, par l'empereur, l'Angleterre, la Hollande, le Danemark, la Suède et les électeurs palatins de Hanovre et de Brandebourg, la guerre, dite de la succession d'Espagne, nous mit, dès 1701, toute l'Europe sur les bras. D'abord vic-

(1) Pour plus amples détails sur la famille Daurée, voir dans notre étude sur le *Château de Prades* (Agen 1906), les pages que M. l'abbé Dubois lui a consacrées dans sa partie historique, et aussi le *Livre de raison des Daurée*, publié par M. G. Tholin (Agen, 1880).

(2) Ce régiment de Leuville, plus tard de Richelieu, contenait un grand nombre d'officiers agenaïses : MM. de Gardès, Muraille, d'Escayrac de Labastide, de Cruzel, de Nort, Dancelin, Larroudé, de Gasque, etc., etc.

torieuse de 1701 à 1704, la France soutint seule cette terrible lutte. Boufflers se maintint aux Pays-Bas devant Malborough; sur le Rhin, Villars battit les impériaux à Friedlingen et fut fait maréchal sur le champ de bataille (1702). Puis, il passa en Bavière et remporta une nouvelle victoire à Hochstedt. Mais la révolte des Camisards le força à rentrer en France et à abandonner ses positions. Ce fut sur toute la ligne le signal de la défaite.

En 1704, les maréchaux de Tallard et de Marsin perdent la Bavière et, sur ces mêmes lieux de Hochstedt, une désastreuse bataille. Villeroy fut défait à Ramillies par Malborough; et notre armée d'Italie, commandée par le duc de Vendôme, qui avait d'abord battu les impériaux à Luzzara et conquis le Piémont, dut se replier jusque dans les Alpes. C'est l'époque où Maximilien Daurée rejoignit cette armée au-delà des monts.

Dans ses lettres, datées de Suse, du camp de Labadie, de Chambéry, il nous fait connaître l'état misérable de l'armée, les privations de toutes sortes qu'endurent les officiers, les mauvais traitements infligés aux troupes par les populations hostiles, et toujours le manque d'argent, qui le rend le plus malheureux des hommes.

Puis il est envoyé en Alsace, en Lorraine, sur le Rhin où la situation est pire. Le rude hiver de 1709 ne fait qu'accroître ses souffrances. « Pour parler franchement, écrit-il à ce moment à son père, je ne crois pas qu'il y ait au monde un métier plus rude que le nôtre. » Cependant il ne se décourage pas; il aime son état et il continuera à servir son Roi tant que sa santé le lui permettra.

La victoire de Denain (1712) change brusquement la face des choses. La situation des armées s'améliore; le moral des troupes, comme celui des officiers, se relève; l'espérance renaît dans tous les cœurs.

A ce moment, Maximilien passe capitaine et achète, le 20 août 1712, au même régiment de Leuville, la compagnie du capitaine Fouraignan. On verra dans les longues et très intéressantes lettres écrites, les années suivantes, d'Huningue, de

Sels, de Fribourg en Brigsau, de Trèves, de Schlestadt, les difficultés que présentait alors le recrutement, à la charge du capitaine, lequel devait enrôler avant tout les hommes de belle taille.

« Pour recruter de nouveaux soldats, écrit très justement M. l'abbé Dubois, le capitaine avait recours à divers expédients. Il payait des embaucheurs, chargés de faire les racolements ; c'était un moyen assez ordinaire. Avait-il une charge de subalterne à pourvoir, il ne l'accordait qu'à celui qui amenait plusieurs hommes. Pour être officiers, les nobles n'avaient donc qu'à ouvrir leur bourse et à faire des recrues. Les terres et les moulins de plus d'un gentilhomme campagnard servirent de la sorte à combler des vides dans l'armée du Roi (1). »

C'est ce qui ressort des lettres mêmes du capitaine agenais. Mais ces opérations ne s'effectuaient pas sans susciter souvent de graves embarras. Témoin l'affaire de Dijon, où notre compatriote passa un fort mauvais quart d'heure.

C'est l'époque où nos armées enfin victorieuses franchissent le Rhin, où le Palatinat est mis à feu et à sang par l'armée de Villars, et où Maximilien écrit : « Le prince Palatin a été des premiers à s'opposer à la paix. Il faudra pourtant qu'il y vienne, car, de tout temps, *la force a fait la loi*. »

Si la vie des camps était déjà si dure à cette époque, si, par la mauvaise organisation du ravitaillement les armées étaient condamnées pour se suffire à la maraude et au pillage, les officiers, cependant, dès l'approche de la mauvaise saison, obtenaient pour la plupart leurs semestres, c'est-à-dire des congés de six mois, et ils s'empressaient d'aller prendre dans leurs familles leurs quartiers d'hiver. De ces permissions réitérées Maximilien Daurée ne manquait pas de profiter ; et, soit au château de Prades, soit plutôt dans la maison d'Agen, il venait se reposer de ses longues fatigues et puiser dans l'atmosphère familiale de nouvelles forces pour recommencer au printemps sa vie aventureuse.

(1) *Le Château de Prades*, par MM. Ph. Lauzun et l'abbé J. Dubois, p. 84.

La signature du traité d'Utrecht et la paix de Radstadt lui facilitèrent ces loisirs ; et bien que nous ignorions comment il employait alors son temps, les regrets que ne dissimulent pas les post-scriptum de ses lettres, écrites à son retour au camp, où il prie sa sœur de le rappeler aux bons souvenirs de ses amies, nous font pressentir bien des romans ébauchés avec quelques-unes des plus jolies filles de la société agenaïse. C'est à maintes reprises, en effet, que nous y lisons les noms de Mesdemoiselles de Vergès, de Colusson, de Raymond, d'Escayrac, etc., et aussi, en termes plus respectueux, ceux de Mesdames de Secondat de Roquefort, de Las, de Boissonnade, d'Espalais, de Gasc, de Bassignac, etc., toutes constituant à cette époque la fine fleur des salons agenaïses.

Ce ne fut toutefois qu'après la guerre d'Espagne où Maximilien Daurée nous initie, dans de nouvelles lettres du plus haut intérêt, aux détails techniques des sièges de Fontarabie et de Saint-Sébastien, que notre cadet agenaïse se décida à contracter mariage. Mais ce ne fut pas avec celle à laquelle il semble avoir voué longtemps un véritable culte. Le 8 octobre 1720, il faisait un mariage de raison, et il épousait Toinette Dordé, fille d'Antoine Dordé, sieur de Gibely et de feu demoiselle Gabrielle Destaïx. Par contrat passé devant M^e Pierre Gras, notaire à Castelsarrasin, il recevait de son père Bernard Daurée la charge de lieutenant général d'épée pour en jouir après sa sortie du service, et 1.000 livres payables après la mort du donateur. Ses oncles, les deux chanoines de Saint-Etienne, lui donnaient en outre la somme de 13.000 livres. La dot de Toinette Dordé était de 20.000 livres (1).

De ce mariage naquit un seul fils, Philippe Daurée qui, pour ne pas être confondu avec son cousin germain nommé également Philippe, fils de Philippe Daurée, seigneur de Prades, et de Madeleine de Ricard de Villenouvelle, ajouta à son nom celui de Garignan, d'une petite ferme lui appartenant à quelques cents mètres à l'est du manoir de Prades.

(1) *Le Château de Prades*, op. cit., p. 78.

On peut voir dans notre étude sur *le Château de Prades* l'intéressante biographie que consacre M. l'abbé Dubois à ces deux cousins, « Belisle et Moutille », qui restèrent unis par la plus solide amitié et prirent tous deux la plus large part aux guerres de Louis XV (1).

Maximilien, qui seul nous intéresse ici, mourut jeune encore, le 25 janvier 1732, dans la ville d'Agen, âgé de 45 ans. Il précédait dans la tombe son père Bernard Daurée, qui ne s'éteignit que l'année suivante, en janvier 1733, à l'âge de 77 ans. Son grand père, Philippe Daurée, était mort seulement six ans avant, le 5 juin 1726, ayant plus de 94 ans.

C'est à l'obligeance de M. Philippe Augustin Daurée de Prades, propriétaire actuel du château de Prades et détenteur des précieuses archives familiales des Cortète et des Daurée, que nous devons de pouvoir publier ces lettres de son ancêtre. Nous l'en remercions sincèrement, persuadé que les lecteurs de cette Revue partageront avec nous nos sentiments envers lui de vive gratitude, pour l'intérêt réel que cette correspondance ne manquera pas de leur offrir.

PH. LAUZUN.

(1) *Le château de Prades*, oper. cit., p. 80-99

LETTRES DE MAXIMILIEN DAURÉE

I

A Monsieur de Lamothe Dorée, sieur de Prades, à Agen.

De Lyon, le 4^e jour de may 1706.

MONSIEUR,

Mon très cher et honoré père, je n'ay pas voulu passer plus avant sans avoir l'avantage de vous assurer de mes très humbles respects, et de vous donner de mes nouvelles. Je vous diray que nous sommes dans une parfaite santé. Nous avons fait un grand détour pour arriver à Lyon, que j'ay trouvé fort beau et fort long, les plus belles maisons du monde, et en grande quantité de carosses, tous des marchans. Car il n'y en a pas d'autres. Nous nous y sommes bien promenés et fumes tous les soirs à l'opéra où l'on joua de très belles pièces. Nous y trouvâmes plus de deux mille hommes, milice ou recrues. Il y en passe, à ce qu'on prétend, quatre vingt dix mille hommes, et il y en passe chaque jour. Un officier qui est devant Turain a écrit à un officier de Lyon que Turain estait investi, et que Barsone (?) estait pris (1). Ce sont de nouvelles qu'on assure à Lyon. Une autre petite nouvelle qu'on avait pris un petit bateau que deux officiers des ennemis conduisaient du costé de Moulain, qu'on l'avait fouillé et qu'on y avait trouvé trois millions qu'ils conduisaient pour l'archiduc.

Nous joindrons demain M. de Labastide et M. Gardes à Vienne. Je n'ay pas voulu acheter pas une sorte d'habit d'été, sans savoir ce que M. de Labastide portait, quoique M. Muraille tout honeste

(1) Veut-il dire Barcelonne ?

voulut s'en faire prendre un (1). Mais je l'en remerciai, voyant que je ne m'en pouvais pas passer à cause du chaud où nous alons entrer, et pour conserver un peu de l'autre. J'ai pourtant acheter à Pierot des souliers, des bas, une veste et des culottes, et un bat pour le cheval. Car il en faut un de toute nécessité. Cela coute beaucoup d'argent ; car tout est plus cher icy qu'à Agen. Enfin je suis dans un employ à faire grande dépense ; mais je tacherai d'en faire le moins que je pourray, parceque je vois que nous ne sommes pas en estat et que j'ay des parens que je considère trop pour vouloir abuser de leur bonté et j'espère que vous serez contents de moy, avec la grâce du Seigneur ; car je fairai de mon mieux pour que vous le soyez.

Je vous prie de me croire et suis et serai toute ma vie vostre très humble et très obéissant fils

DAURÉE.

J'ose prendre la liberté de vous charger de faire mes complimens et d'assurer de mes très humbles respects ma très chère mère, mon grand père, mon oncle le chanoine, mon oncle le Théologal, mon frère Prades, ma sœur de Lice, et tout le reste de la famille que j'embrasse de tout mon cœur et qu'ils se souviennent de moy (2). C'est la grâce que je leur demande, car je n'oublierai ja-

(1) MM. de La Bastide, de Gardès et Muraille étaient trois officiers en service au même régiment que Maximilien Daurée. Leurs familles résidaient à Agen et vivaient noblement.

Les *de Gardès* étaient originaires de la paroisse de Fauguerolles, juridiction d'Agen, où se trouvaient leurs propriétés. D'abord commerçants, ils devinrent, dès la fin du xvii^e siècle, de robe et occupèrent plusieurs emplois au Présidial d'Agen. Le 22 juin 1690, un Joseph de Gardès épousa une demoiselle Louise Muraille, fille d'Antoine Muraille, conseiller à ce même Présidial, et testa le 22 mai 1720. Son frère était *Guillaume de Gardès*, capitaine au régiment de Richelieu-infanterie, précédemment régiment de Leuville, et chevalier de Saint-Louis. Il testa à Agen, le 1^{er} septembre 1741. C'est celui dont parle si souvent Maximilien dans ses lettres.

Les *Muraille*, également d'Agen, étaient aussi, pour la plupart, magistrats au Présidial de cette ville. Quelques-uns cependant, généralement les cadets, servaient dans les armées. On voit qu'au commencement du xviii^e siècle, un Pierre Muraille est capitaine d'infanterie, et que son neveu Antoine sert comme lieutenant au régiment de Gondrin. (*Généalogies manuscrites de la Comtesse de Raymond*. Reg. 3 et 2.)

M. de La Bastide était un d'Escayrac, ainsi qu'il sera dit plus loin.

(2) Fils cadet de Bernard Daurée, seigneur de Prades et de Marie de Cortète, Maximilien Daurée avait pour oncles : *Pierre Daurée*, chanoine et portier de la cathédrale Saint-Etienne (1657-1723); *Jean-Jacques Daurée*, égale-

mais de parans que je considère et ayme tendrement sans oublier Monsieur Delaz (1).

Mes compliments s'il vous plaît à Monsieur et Madame d'Orty (2) et à Mademoiselle d'Escayrac (3).

II

De Suse, le 20 may 1706.

« Monsieur, mon très cher et honoré père ; j'ay reçu la votre avec beaucoup de la joye, aprenant que toute la famille se portait bien.

Je joignis le 7 Monsieur de La Bastide à Vienne (4). Comme M. de Muraille lui demanda un louis que je lui devais qu'il avait employé pour moi en route, M. de La Bastide me demanda si j'avais beaucoup d'argent. Je lui dis que je n'avais que une petite pièce de douze francs que j'avais emportée, dont j'ai acheté un plumet

ment chanoine de la même église, archidiacre de Monclar, et théologal (1661-1745), un troisième oncle, Philippe, tué en 1694, et plusieurs tantes. Son grand-père était Philippe Daurée, marié à Marguerite de Faure. Son frère aîné était Philippe, lieutenant au régiment de Clairefontaine, mais qui ne tarda pas à prendre sa retraite et vécut au château de Prades, dont il était le seigneur attitré. (Voir *le Château de Prades : Description et histoire*, par MM. Lauzun et Dubois. (Agen, 1906, in-8 de 112 p. avec planches et plan.)

(1) Sans doute, Etienne de Las, seigneur de Brimont en Bruilhois (commune de Laplume), marié en 1692 à Suzanne de Jacobet (voir *Généalogie de Las*, par la Comtesse de Raymond, reg. 4, 40, 58, 72).

(2) La famille noble d'Orty de Boissonnade était représentée à cette époque à Agen par Pierre d'Orty de Boissonnade, seigneur de Bellerive en la paroisse de Saint-Romain de Ferrussac, sur les bords de la Garonne, et de Cambes, paroisse de Merens, mentionné dans l'état des gentilshommes agennais dressé par M. de Coquet en 1717; et aussi par noble Louis-Antoine de Boissonnade d'Orty, écuyer, pensionnaire du roi Louis XIV, demeurant dans la ville d'Agen, rue Pont-de-Garonne, qui testa en 1735.

(3) La famille d'Escayrac était originaire du Quercy. M. Pierre d'Escayrac était, au commencement du XVIII^e siècle, conseiller du Roi à l'élection d'Agen. Qualifié noble il fait, avec sa sœur Antoinette d'Escayrac, une cession en 1724 en faveur de noble Champier de Laval, son parent.

Un autre Henri d'Escayrac testa le 22 août 1730. Il avait épousé sa cousine, Marie d'Escayrac, fille unique de Jacques d'Escayrac, seigneur de La Bastide. Depuis, tous les d'Escayrac sont qualifiés seigneurs de La Bastide et barons de Lauture. (Voir : Lachesnaye des Bois, *art. d'Escayrac*. Cf. Jules de Laffore : *Liste des vivants noblement de la sénéchaussée d'Agen en 1717. Revue de l'Agenais*, tomes XII, XIII, XIV, XV et XVI.)

(4) Voir notre note précédente, sur MM. de La Bastide et Muraille.

4 livres 10 sols et troqué la selle contre un bat et rendu 7 livres. Depuis Vienne jusques à Suze, j'ai employé pour la dépense ou acheté des souliers et culottes à mon valet, 14 livres. Reste quatre louis d'or que M. de Labastide a à moy. Sur quoy il faut que j'achète un fusil et une baionnette qui couteront 18 livres le moins, un matelas 13 livres, des cordes de fourage 30 sols, une marmite 6 livres, ma part de tante 30 livres. Il se manque de vingt et une livres que je n'aie de quoi acheter tout cela, attendu que le louis d'or ne vaut que douze livres. M. de La Bastide a été bien surpris quand je lui eus dit que je n'avais que douze francs, quand je lui parlai, car il contait que j'avais le moins cinquante écus, et que les six louis d'or n'étaient qu'un présent de mes oncles et de mon grand-père. Si je n'avais pas esté loin, je m'en serais retourné, parce que je vois que je ne puis estre que très mal ; attendu que je ne peux pas faire un habit d'été et que d'icy il m'en coutera plus de dix écus, avant d'estre rendu à l'armée, parce qu'il n'y a point d'étape. Et M. de Labastide m'a juré qu'il me fallait le moins cinquante escus pour faire la campagne. Vous pouvez voir par le mémoire que M. de la Bastide vous donna ce qu'il me fallait et par les dépenses que mon cousin Laroudé (1) et Encelain (2) ont fait, puisqu'ils ont dépensé chacun deux cens cinquante livres pour la campagne et pour acheter ce qu'il leur fallait. Je n'eusse jamais cru que j'eusse esté oublié jusques à ce point là. Je tacherai d'estre le moins à charge que je pourray à M. de La Bastide ; et quand il y faudrait crever je vivrai avec le pain de munition et boirai de l'eau. Car je n'oserais dire que vous m'avez envoyé avec 7 louis d'or.

Je finis en me recommandant à vos prières et celles de ma mère, de mon grand père, et de mes oncles et de toute la famille, et mon départ, de faire mes complimens et d'assurer de mon très très humble et très obéissant fils.

DAURÉE.

M. de La Bastide, M. Muraille et Monsieur Gardès vous font bien

(1) Voir *Dossier de Raymond*, 58. Les Larroudé étaient apparentés avec les Daurée de Prades.

(2) Il faut lire *Dancelin*, famille également de la vieille bourgeoisie agennaise, qui, en 1717, vivait noblement. En 1720, nobles Guillaume et Pierre d'Ancelin avaient pour père noble Léon d'Ancelin, qualifié capitaine, et mari de Geneviève de Boissonnade.

des complimens. Je vous prie de me faire savoir de vos nouvelles et de toute la famille.

(D'une autre écriture.) Vous me marqués dans votre lettre de vous faire le détail de ma première journée. Je vous dirai que nous arrivâmes à Villeneuve à une heure avec une grande pluie sur le corps, qui me retint d'aller voir personne. Mais je fus pourtant chez M. de Burain qui m'embrassa beaucoup, me voulant retenir à dîner à toute force. Sortant de là, nous remontâmes à cheval, nous fumes coucher à Cancon. Quoique mon intention était d'aller voir M. de Bousquet ; mais je ne pus jamais contraindre M. Muraille, parce qu'il avait trop de monde. Mais je vous prie que si vous ou ma mère allez à Villeneuve, comme vous le résolutes avant mon départ, de faire mes complimens et d'assurer de mon très humble respect Monsieur et Madame de Burain, M. et M^{me} de Bousquet, M. et Madame Lafabrerie (1).

Je vous dirai que Caseaux quitta M. de La Bastide à la première journée.

III

Au camp de Labadie, le 20 juin 1706.

Monsieur, mon très cher et honoré père,

Je suis arrivé au régiment depuis le 6 de juin ; je croyais y trouver de vos nouvelles, parce que je vous avais écrit de Lyon et de Suse. Je vous diray que je suis bien fâché d'être parti et que si Dieu me fait la grâce de finir la campagne et conserver mes chevaux, j'en vendrai un ou bien tous les deux pour m'en aler, dussè-je m'en retourner à pied. Car toutes les promesses que vous m'aviez faites avant de partir se sont tournées en 6 louis d'or ; sur quoy vous vouliez que M. de Labastide me fit faire un habit d'esté, et m'acheter le nécessaire et vivre la campagne ; il n'était pas nécessaire qu'il donat le mémoyre qu'il fit. Je lui dois déjà 122 livres et plus de 100 livres qu'il faudra qu'il m'avance pour faire la campagne, et l'argent estant aussi rare qu'il est, et je suis sans habit d'esté, et obligé de porter tous les jours celui que vous me fites

(1) Familles de Villeneuve ou des environs, sur lesquelles nous n'avons aucun renseignement.

faire à Agen; ce qui me fait plus de la peine c'est qu'il y en a qui sont bien moins que moy qui en ont tous. — Trois jours après que je fus arrivé, je voulus aller tirer aux irondelles avec mon cousin Laroudé et Encelain. Je pris un fusil qui se creva entre mes mains et je fus fort heureux de ce qu'il ne m'emporta pas le bras gauche. Je n'en ay eu heureusement que les chairs fort meurtries. Le chirurgien-major du régiment me panse et m'a assuré que cela ne serait rien, et que dans quinze jours ou trois semaines je serais guéry. Voila une dépense qui me coutera pour le moins 2 pistoles. Enfin si vous n'avez la bonté de m'envoyer 250 livres, je ne saurais sortir d'affaires. Et je serais obligé d'emprunter partout. Enfin, mon très cher père, j'espère tout de votre bonté. Je suis sous-lieutenant de Monsieur de Gardès. Je vous ay faict déjà le détail de ce qu'il me faudrait. Voicy le détail de ce que M. de La Bastide a acheté pour moy un louis d'or à Monsieur de Muraille qu'il m'avait avancé de Vienne jusques à Suse. Il ne m'en a couté que le fourrage de mes chevaux ; de Suse jusqu'à ce que nous avons rejoint le régiment, nous avons vécu à nos despens, et acheté le fourrage. Il m'en a couté 42 livres. En passant à Mantoue, il m'acheta un matelas 15 livres ; un fusil uniforme qu'on m'a donné avec une baionnette, 28 livres; la selle que j'ai troquée contre un bat, 7 livres de retour ; ma réception ; 3 livres pour le chirurgien major ; 3 livres pour le tambour; une pailleasse, 3 livres, 15. Je conte que le chirurgien major me fera payer pour la guérison de ma main le moins 20 livres. — Vous voyez, mon bien cher père, qu'il faut que je doive beaucoup à M. de La Bastide, sans conter tout ce qu'il faut qu'il m'avance pour vivre la campagne, et l'argent estant fort rare en ce pais, et y faisant fort cher vivre ou il nous conte 28 à 30 livres par mois; et n'ayant que 4 livres de paie par mois. Enfin mon très cher père, vous savez mieux que moy ce qu'il faut à un officier. Je me recommande à vos prières et à celles de ma chère mère que j'embrasse de tout mon cœur, de mon grand père, de mes oncles et de toute la chère famille que j'ayme et considère sansiblement.

Votre très humble et très obéissant fils,

DAURÉE.

Il n'y a rien de nouveau. Les ennemis sont d'un coté de l'Adige, et nous de l'autre.

Depuis la dernière lettre du 20 juin 1706, écrite par Maximilien Daurée, du camp de Labadie, les défaites de la France n'avaient fait que s'accroître. Les Flandres étaient perdues. En Espagne, les Anglais qui avaient pris Gibraltar en 1704, s'y étaient obstinément maintenus; et en Italie, l'armée où se trouvait Maximilien Daurée avait dû évacuer tout le Piémont, et, forcée de repasser les Alpes, s'était cantonnée en Savoie.

Aussi est-ce de Chambéry qu'écrit Maximilien, le 25 août 1707; après avoir été fait prisonnier près de Turin et avoir subi de la part des Italiens et des Impériaux les plus mauvais traitements.

IV

A Madame de Lamoignon Daurée, à Agen, en Gascogne.

Chambéry, 25 août 1707.

Je ne désire pas renouveler vos douleurs, ma très chère mère, ny rouvrir la plaie qui vous saigne encor dans le cœur; car ce serait plutôt une marque d'un fils mal intentionné que d'un fils qui ne cherche qu'à vous faire plaisir. Ce que j'en dis n'est que pour vous assurer d'un triste sentiment que j'ai de la mort de mon pauvre petit frère qui m'a sensiblement touché, par rapport qu'il était fort aimable et que vous en aviez été fort incommodée (1). Je ne doute nullement que vous n'ayez reçu la lettre qui a précédé celle-ci, laquelle j'ai pris la liberté de vous écrire pour vous assurer de mes respects, et vous apprendre l'état de ma santé, et en même temps pour apprendre l'état de la vôtre qui m'est fort chère, aussi bien que celle de toute la famille, et pour vous apprendre la triste situation où je me trouvais enfermé entre quatre montagnes d'où je suis sorti, grâces à Dieu; et en même temps hors d'esclavage, en bonne santé, aussi bien que cent autres

(1) De son mariage avec Marie de Cortète, Bernard Daurée eut, avons-nous dit, quatre fils et cinq filles. L'aîné, Philippe, devint seigneur de Prades, à la mort de son père; le deuxième, Maximilien, est l'auteur des lettres que nous publions. Puis vinrent Philippe, Bernard et Bernardin, né en 1697. Ce doit être ce dernier, sur la mort duquel s'apitoie Maximilien.

officiers qui sommes venus tous ensemble en France. Je vous assure qu'il y avait longtemps que nous désirions ce moment ; car il n'est pas possible de croire tous les mauvais traitements que nous avons receus de cette maudite nation, dans cette malheureuse prison. Non, il n'est pas possible qu'il y ait une nation plus barbare et plus heroique que celle-là. Il faut l'avoir éprouvé pour le croire.

Je crois que vous ne serez pas fâchée de savoir le mauvais équipage avec lequel je suis venu au régiment. Je suis arrivé sans souliers, un mauvais chapeau, mon habit tout à lambeaux, et avec deux mauvaises chemises, une sale et l'autre sur le corps. Il a fallu que Monsieur de Labastide m'en prête une des siennes et me fit donner un chapeau, des bas et des souliers à crédit. Il m'a dit que tout son crédit ne saurait me faire habiller, qu'il y avait quatre mois qu'il n'avait pas touché un sol. J'espère tout de votre bonté, aussi bien que de mon père, de mon grand père et de mes oncles, à qui j'ay l'honneur d'écrire. Je leur demande quelques petits secours aussi bien que vos bonnes grâces que je vous prie de m'accorder. C'est la grace que je vous demande, jointe à celle de me croire avec un profond respect, Madame, ma très chère mère, votre très humble et très respectueux fils,

DAURÉE.

Et en marge :

J'ai rencontré Monsieur de Brimon à Lanslebourg (1) tout à fait au bas du Mont Ceni, qui se porte très bien, qui m'a chargé de vous faire ses complimens, la première fois que je vous écrirai. Il est là détaché avec cinquante hommes. Il m'attendait avec impatience. Nous avons bu à votre santé et de toute la famille.

Monsieur de Lussan en est à une lieue avec sa compagnie de grenadiers. Je fus pour le voir, mais je ne l'y trouvai pas (2).

Je vous prie de me donner de vos nouvelles le plustôt que vous pourrez. C'est ce que j'attends de votre bonté.

(1) Lanslebourg, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Jean de Maurienne (Savoie). Ce M. de Brimont doit être noble Joseph de Las, écuyer, seigneur de Brimont et d'Espalais, marié en 1734 à demoiselle Anne de Lespès de Loustelnau, et fils d'Etienne de Las de Brimont et de demoiselle Suzanne de Jacobet. (Voir dossier de Raymond, 4.)

(2) Peut-être Michel d'Esparbès de Lussan, dit le comte de Lussan, marié en 1719 à Anne de Blazy; ou encore son frère, Jean-Jacques, lieutenant, plus tard gouverneur de Montauban. (Voir Père Anselme, d'Hozier, Lachennaye des Bois, etc. Généalogies d'Esparbès de Lussan.)

Deux ans se sont passés. Les armées françaises n'ont subi que des revers. Les troupes d'Italie ont été ramenées sur la frontière nord, et, malgré leur courage, ont été battues à Oudenarde, commandées par les ducs de Bourgogne et de Vendôme (1708). La France est envahie. Lille, assiégée, est obligée de se rendre au bout de deux mois, et les troupes du prince Eugène marchent sur la capitale. Le rigoureux hiver de 1709 vient encore augmenter les souffrances des soldats comme la misère du royaume.

C'est à Wissembourg que nous retrouvons Maximilien Daurée, au printemps de cette même année 1709.

V

A Monsieur de Lamothe Daurée, sieur de Prades, à Agen.

De Wissembourg, ce 4^e avril 1709.

Je n'ai pas voulu tarder plus longtemps, mon très cher père, sans avoir l'honneur de vous donner de mes nouvelles et de vous assurer de ma parfaite obéissance. Je vous dirai que je suis arrivé au régiment la veille de Pâques, fort fatigué, aussi bien que toute ma recrue qui a eu le malheur de diminuer tout d'un coup. M. de Cruzel, qui commande le régiment n'en a voulu recevoir que deux et trois avec le maréchal. Il ne m'a pas voulu recevoir Saint-Jean ni Saint-Pierre. J'ay esté obligé à les donner aux uns et aus austres pour valet. J'ay même été obligé à me défaire de Labarte. Je l'ay donné à M. de Labastide avec le petit Lestrade. M. de Cruzel a pris St-Jean pour luy et St-Pierre est avec un officier du régiment. Je me vis encore obligé de me défaire d'un cheval pour payer quarante écus à M. de Gardes que je lui devais de l'argent qu'il m'a donné en partant ou qu'il me fit toucher au pays. Enfin, je tacherai, de quelle manière qu'il en soit, à me tirer hors d'affaires avec eux. Je ne suis seulement que fâché de la peine et de la dépense que vous a causé ma recrue. Mais je vous puis bien assurer que c'est la première et la dernière que je ferai en province, à moins que je n'aie le bonheur de travailler pour moy. M. de Cruzel me parla de

la dette que je lui dois (1). Je lui ai dit qu'à l'heure présente, il était peut-être payé, et que vous estiez allé voir Mademoiselle sa sœur quelques jours après que je fus party. Il vous demande en grâce de le satisfaire le plus tôt que vous pourrez, et vous obligerez sensiblement celui qui est, avec un profond respect, Monsieur mon très cher père, vostre très humble et très obéissant fils,

DAURÉE.

J'embrasse du meilleur de mon cœur, ma chère mère, mon grand père, messieurs mes oncles et toute la famille.

Aies la bonté de dire à mon oncle le théologal que je le prie de pardonner ma trop grande hardiesse ou pour mieux dire ma grande jeunesse, et que j'espère tout de sa bonté.

VI

A Monsieur de Lamothe Daurée, sieur de Prades, à Agen.

Au camp de Wissembourg, le 22 juin 1709.

C'est pour vous apprendre, Monsieur mon père, que j'ay reçu depuis quelques jours mes lettres de *Lieutenant à la Compagnie de Monpezat*. J'appréhendais fort que n'ayant pas amené de recrue, ça ne me fit tort ; mais Monsieur de Cruzel écrivit à Monsieur le marquis de Leuville que de cinq hommes que j'avais amenés il en avait resté trois qui estaient fort bons, et l'on fit passer le maréchal comme si je l'avais fait. Cette lieutenance m'a fait beaucoup de plaisir, d'autant que j'avais six sous-lieutenans devant moy, et que j'ay esté préféré à tous eux. La réputation de passer pour riche est une belle chose; car aujourd'hui, sans cela, l'on n'avance point; l'argent estant extrêmement rare et que nous perdons sur nos apointemens la moitié pour le trafiquer. Je me vois à la veille de n'avoir pas un sol pour faire la campagne, parce qu'il faut que je paie à Monsieur de Guardès cent vingt deux livres que je luy dois

(1) Ce M. de Cruzel, « qui commandait le régiment », serait-il un Cruzel de Nort, de la vieille famille agenaise des de Nort, qui joua un rôle si important dans notre ville au temps des guerres de religion ? Tout le fait supposer, puisque sa sœur habitait Agen et que Bernard Daurée, le père de Maximilien, était allé la voir pour solder la dette de son fils.

du reste de l'argent qu'il m'avait donné pour faire recrue ; les deux hommes ne m'ont esté païés que dix écus chacun.

Je vous prie de vouloir bien remercier Monsieur de Cruzel. Je lui ay toutes les obligations possibles aussi bien que Monsieur de Labastide. Au cas que vous n'aiez pas payé Mademoiselle de Cruzel, je vous demande en grâce de la paier. Pour des nouvelles, il ne s'est encore rien passé de nouveau ; il y a huit jours que notre armée a passé le Rhin avec le mareschal d'Harcourt. L'on ne recueillera pas un raisin dans toute l'Allemagne. Les grains y sont fort baux et tout y est d'une cherté extraordinaire.

Je vous prie de me conserver un peu de part dans vostre amitié avec la grace de me croire inviolablement, Monsieur mon cher père, vostre très humble et très respectueux fils,

DAURÉE.

Assurés, je vous prie, de mes très humbles respects ma chère mère, messieurs mes oncles, mon grand-père.

J'embrasse de tout mon cœur tout le reste de la famille, en attendant avec impatience des nouvelles.

J'ai reçu l'honneur de la vostre, datée du mois d'avril. J'ay donné son congé à St-Pierre pour s'en aler ou bon lui semblera. Le chevalier a déserté du régiment aux ennemis.

VII

A Monsieur de Lamothe Daurée, sieur de Prades, à Agen.

Du camp de Lancheleta, le 4^e octobre 1709 (1).

Je n'ay pas voulu laisser passer une occasion si favorable, Monsieur mon très honoré père, sans me donner l'honneur de vous faire savoir de mes nouvelles pour vous donner occasion à m'en donner des vostres que j'attends depuis bien longtemps avec impatience, n'en ayant reçu depuis sept à huit mois d'autres que vostre première lettre du commencement du mois d'avril. Je ne sais si

(1) La bataille de Malplaquet, près de Valenciennes, où le maréchal de Villars fut glorieusement battu, mais qui montra que la France s'était ressaisie et faisait de la guerre une affaire d'honneur, avait eu lieu quelques jours avant, en septembre 1709.

s'est facile de m'en donner, ou bien les frais que vous craignez de me causer, car rarement se perd-il de lettres à la poste. Je vous avouerai pourtant que malgré la résolution que j'avais prise de ne point m'en aler cette année icy en province, me voiant entièrement perdu dans vostre souvenir aussi bien que de toute la famille, et voyant tous les jours que le temps change de mal en pis, si je n'avais pas eu mes petites affaires engagées comme j'ay d'un costé et d'autre pour vivre, ou bien que j'eusse trouvé quelque ami qui put estre en estat de me prêter de l'argent, j'en aurais fait le voyage avec Monsieur de Gasques, qui a esté assez heureux pour en trouver suffisamment (1). Car je ne saurais assez vous expliquer où se trouvent aujourd'hui les officiers subalternes, n'ayant touché pas un sol de tout le quartier d'hiver qu'en billet, que nous avons esté obligés de trafiquer à soixante et dix de perte ; et comme vous savez que la paie d'un lieutenant n'est que de dix écus pendant six mois et les autres six à quatre sols par jour, voyez si avec cela l'on peut mener aultre vie que bien misérable ; avec cela nous voyant tous les jours à la veille de mourir de faim, si nous n'avions quelques secours de nos parens. Voila où nous fixons de la plupart toutes nos espérances.

Pour moy, je vous diray que si ça n'était l'honneur qui m'oblige à servir et qui me retient, j'abandonnerais le métier pour jamais, si le service en devait être aussi rude dans les suites. Car j'ay déjà eu l'honneur de vous dire par ma dernière lettre la vie aussi mesquine et aussi misérable qu'on puisse mener ; car, en un mot, pour ny point faire de préambule, nous ne vivons depuis sept mois que du pain de munition, noir comme le chapeau, et de la vieille vache sèche comme du bois. Encore ne nous est-elle pas régulièrement donnée, et pour toute boisson de mauvaise eau. Je ne sache pas depuis bien longtemps avoir bu une goutte de vin. M. de Gasques pourra vous le confirmer verbalement ; et je serais au désespoir de vous en dire plus qu'il n'y en a. Avec tout cela le Bon Dieu m'a fait la grâce de me donner un estomac assez robuste pour résister jusqu'icy à tout cela, quoy que il tombe tous les jours des

(1) Ce M. de Gasques, ou Gasquet, dont il sera souvent question dans la suite de cette correspondance, était le fils de messire Joseph de Gasques, né en 1640, maréchal de camp en 1704, mort à Agen le 12 avril 1733, âgé de 93 ans, et frère puiné de Thomas de Gasques, seigneur marquis de Clermont-Dessus. Il est mentionné dans l'état des nobles de la sénéchaussée d'Agenais, de 1717, publié par Jules de B. de Laffore.

officiers malades, y en aiant les trois quarts de l'armée d'un côté et d'autre aux hôpitaux, n'ayant pas de l'argent pour se faire guérir ailleurs; et, avec tout cela, estant sous la toile, d'où l'on croit que nous ne sortirons qu'au mois de décembre, estant assiégés d'une pluie continuelle depuis quinze jours. M. de Gasques s'est chargé fort agréablement de m'apporter ce que vous aurez dessein de m'envoyer ; j'ai garde d'en fixer la somme, parce que vous en êtes le dépositaire de tout aussi bien que Messieurs mes oncles et mon grand père. Je vous dirai pourtant que pour mettre ordre à mes affaires, il me faudrait nécessairement quatre cents livres, 400 livres pour passer l'hiver ou pour passer la campagne. Je vous prie d'en montrer la lettre à messieurs mes oncles et mon grand père, estant persuadé qu'ils auront le cœur aussi bon que vous, assez généreux pour ne point m'abandonner dans cette situation ; à qui je vous prie d'assurer de mes très humbles respects aussi bien que ma chère mère que j'embrasse de tout mon cœur, aussi bien que tout le reste de la famille. Je finis en vous priant de me faire la grace d'un peu de pain à vostre souvenir et de me donner de vos nouvelles un peu plus fréquemment, si cela ne vous fait pas de la peine en général de toutes les lettres que j'ay eu l'honneur de vous écrire. Accordez moi, au plustôt, je vous prie, cette grâce, avec celle de me croire, avec tout le respect possible, Monsieur mon très cher père, vostre très humble et très respectueux fils,

DAURÉE.

VIII

A Monsieur de Lamothe Daurée, sieur de Prades, à Agen.

A Strasbourg, ce 6^e décembre 1909.

Monsieur, quelques jours après que Monsieur de Gasques fut party de ce pays-cy, j'eus l'honneur de recevoir une de vos lettres qui me fit un véritable plaisir, y aiant un très long temps que j'en attendais avec bien d'impatience, et que vous m'aprites que, malgré la misère du temps, vous estiez tous en parfaite santé, aussi bien que je le suis, grâces à Dieu, malgré la misère et le triste estat où je suis réduit depuis longtemps ; mais ce qui me console c'est que j'ai ça de commun avec bien d'autres honnestes gens ; car. à

vous parler franchement, je ne crois pas qu'il y ait un métier au monde plus rude qu'est le notre, encore plus si le temps continue ; je ne puis y songer que je ne tremble ; mais contre fortune bon cœur.

J'eus l'honneur de vous faire un véritable détail de mes petites affaires et de notre misérable vie par toutes mes lettres et par celles que Monsieur de Gasques me fit le plaisir de se charger. C'est pourquoy je ne crois pas qu'il soit nécessaire de vous les réitérer une seconde fois, estant bien persuadé que vous soulagerez mes peines le plus qu'il vous sera possible, aussi bien que ma chère mère et toute la famille, qui, peut-être, auront bien eu de la peine à croire toutes les vérités que j'eus l'honneur de vous écrire. Mais pour ne pas m'étendre plus au long sur ce discours qui pourrait peut-être vous ennuyer, si vous et ma chère mère avez quelque bonté pour moy, je vous prie de ne pas m'oublier dans une si forte nécessité. Je ne vous demande ny chevaux, ni linge, ni mille petites autres affaires, dont j'aurais grandement besoin, que l'argent que j'eus l'honneur de vous écrire par ma dernière lettre parceque de cette somme je tacherai de paier mes dettes, dont vous en savez une qui est quarante écus à M. de Gardès pour acheter un cheval ; car, comme vous le savez, ce n'est que le gris qui peut-être ne sera pas en vie demain, car il est atteint du feu, qui est le mal le plus rude pour les chevaux ; et beaucoup d'autres affaires dont je ne vous parle pas, et faire ma campagne le plus doucement que je pourray. Pour le quartier d'hiver, qui est à Strasbourg où nous sommes arrivés depuis le quinze du mois d'octobre passé, il commence à nous estre fort rude, estant sans le sol et sans crédit. Il nous meurt tous les jours des soldats et des officiers de misère, la plupart de faim.

Je vous prie de faire réflexion à ces extrémités et de m'accorder la grâce que je vous demande, avec celle de me croire avec tout le respect possible,

Monsieur, mon très honoré père, vostre très humble et très obéissant fils

DAURÉE.

Assurés, je vous prie, de mes respects ma chère mère, mon grand père, messieurs mes oncles. J'ambrasse tout le reste de la famille.

Je vous demande en grâce de vouloir bien m'envoyer quelque

livre de bon tabac de Clèrac, qui soit en rouleau vieux et jaune, que vous aurez la bonté de mettre dans une boîte de bois ou de fer blanc, afin qu'il ne se gâte pas parmi le linge. M. de Gardès m'a promis de s'en charger avec tout ce que vous souhaiteriez lui donner.

Au reste, je vous diray que j'ay esté d'obligation de donner à Dulorié son congé. Il s'était rendu raisonneur et insolent au dernier point ; et j'ay repris Labarte que je garderai cet hiver, s'il m'en est possible.

J'attends votre réponse avec impatience.

Quatre ans se sont passés. La victoire de Denain a été remportée par le maréchal de Villars sur le prince Eugène, le 24 juillet 1712. L'armée ennemie est en déroute, la France sauvée. Nos armées ont franchi la frontière, et, sur toute la ligne du nord à l'est, repoussent les Impériaux chez eux. Cette série de succès, ces sièges de places fortes, ces prises successives de tranchées, qu'il est impossible de ne pas assimiler aux tranchées modernes, où, dans la guerre effroyable que nous subissons actuellement, nos soldats français rivalisent de zèle avec les troupes du grand Roi, toute cette dernière phase de la guerre de 1713, Maximilien Daurée va les relater dans cette lettre et les suivantes, dont l'intérêt n'échappera à aucun des lecteurs de cette Revue. Notons qu'il était passé capitaine le 20 août 1712 et qu'il prit en cette qualité le commandement de la compagnie que lui céda le capitaine Fouraignan.

IX

A Monsieur de Lamothe Daurée, sieur de Prades, à Agen.

D'Huningue, ce 6^e février 1713 (1).

Monsieur mon père, vous voulez bien, après vous avoir souhaité une bonne et heureuse année, aussi bien que toute la famille avec

(1) Huningue, ville d'Alsace à 30 kil. S.-E. de Mulhouse, sur les bords du Rhin.

la continuation de plusieurs autres, que je vous fasse un petit détail de ma route, qui a esté d'une longue durée, tant par rapport au chagrin que j'ai eu, qu'aux peines que je me suis donné (1). Je l'ai faite assez heureusement jusqu'à Guéret où j'ai séjourné. Le lendemain au matin, estant parti pour continuer ma route avec ma recrue, je vis venir dix hommes armés d'un fusil chacun, avec des bayonnettes au bout de leurs épées et chargés de pistolets de ceinture et de poches, lesquels s'en furent nous attendre à cent pas de là sur notre chemin, venant sur nous les armes présentées pour fouiller mon équipage, disant qu'ils étaient là de la part du Roy. pour arrester officiers et autres qui portaient là bas indiennes et toutes les marchandises de contrebande. Je fus sur eux le pistolet à la main et le sergent son épée, et tous mes soldats le bâton haut, pour les charger, comme de voleurs et canaille qu'ils étaient. Mais voyant qu'ils avaient à faire à partie, nous laissèrent passer. Il n'y avait que deux jours qu'ils avaient pillé l'équipage et fait sauver une recrue de quinze hommes à un officier du régiment d'Angoumois. J'ay appris depuis qu'il y en avait eu deux de pris qui avaient été justiciés.

Je me conduisis avec ma recrue assez heureusement jusqu'à Dijon où malheureusement je séjournai. Le jour du séjour, Dupré fut enlevé par deux embaucheurs de la ville ou pour mieux dire a resté dans un cabaret où il fut boire près des casernes où j'avais ma recrue, d'où il ne luy fut pas possible de sortir de toute la journée. J'étais fort en peine de savoir où il était, aussi bien que La Bonté, qui pourtant à la fin se découvrit. Y estant allé pour le ramener, heurta à la porte, demanda son homme; on luy dit qu'il n'y estait pas ; assuré qu'il y estait, enfonça la porte de la chambre, et, dans ces entrefaites, les deux embaucheurs s'évadèrent. Il retrouva son homme Dupré, avec un vieux homme qu'il trouva couché dans un lit de la même chambre, lequel homme ils amenèrent aux casernes pour découvrir les gens qui gardaient mon soldat ; l'on ne manqua pas d'avertir aussitôt le syndic de la ville qui vint accompagner de six archers armés de fusils et hallebardes, qui rencontra chemin faisant, le syndic général du Buge et un capitaine Danguin, tous les deux fort ivres; et ce dont je vous parle

(1) Maximilien vient de prendre ses quartiers d'hiver à Agen. Il rejoint son régiment et fait part à son père des incidents de son voyage qui fut, on va le voir, très mouvementé.

estoit onze heures du soir. Ils se joignirent à eux et entrèrent aux casernes où étaient tous mes gens; d'un air doltorité, ils demandèrent le vieux homme qu'ils avaient amené et voulurent l'avoir de violence ; sans faire nulle konnesteté au sergent qui était avec eux représentant en mon absence la personne d'officier, estant logé pour cet effet avec eux, et l'officier dans des maisons bourgeoises où il est nourry. A quoi le sergent s'opposa et ne voulut point le céder. Le syndic, le capitaine Danguin et ses archers luy tombèrent sur le corps et le batirent cruellement, luy ayant donné deux coups d'épée, un dans le bras, et l'autre dans le corps. S'estant relevé aussi bien que toute la recrue qui estait au lit, tous en chemises, qu'ils étaient animés contre ces gens-là, leur sautèrent dessus. les désarmèrent tous généralement, donnèrent cent coups d'hallebarde au syndic de Dijon, à celui du Buge un coup d'épée tout au travers du corps, au capitaine Danguin un coup de sabre sur la teste qui luy mirent en deux et tous les archers blessés, et les poursuivirent tous ensemble plus de trois cents pas dans les rues. Il fut fort heureux de ne pas les perdre généralement tous. Moy qui estais tranquille dans mon lit, séparé d'eux, qui estait l'unique fois depuis que je suis en route, fut averty à une heure après minuit par mon hote, qui me vint dire que mes gens avaient tué le syndic, trois ou quatre officiers et même d'autres personnes ; que toute ma recrue s'était louée et qu'on estait en recherche dans toute la ville pour la faire prendre ; que je ne ferais pas mal de me sauver avec mon équipage. Je me suis levé au plus vite et fus m'informer du fait, et je retrouvai tout mon monde fort animé et tout armé. Lesquels je fis coucher, aussy bien que moi jusqu'au point du jour. La plainte en fut portée sur le champ à l'intendant. Je ne manquai point de m'y rendre le lendemain avec le sergent pour lui raconter mes raisons, lesquelles il écouta ; et pour toute justice il me dit que si la chaine passait il y ferait attacher toute ma recrue, et fort heureux si le sergent et Laforge, qu'ils ont accusés pour avoir fait le plus de mal, n'étaient pendus. En même temps il ordonna que pas une porte de la ville ne s'ouvrit qu'on ne laissat entrer ny sortir personne ; et arresta mes routes, et de toutes les recrues qui étaient dans Dijon. Voyant que la chose devenait sérieuse, je voulus raccommoder la chose à l'amyable et n'offrir de donner tout ce qui dépendait de moy, à condition qu'il n'arrêterait personne de mes gens, luy représentant que mes gens n'avaient fait que se défendre et défendre leur officier. A quoy il me répondit par quelque parole

piquante jusques au vif. Je vous avoue que s'il n'avait esté la foule du monde qui se trouvait dans la chambre, je luy aurait fait tout au moins un aussi mauvais party que les autres. Il ordonna d'abord qu'on prit le sergent et Laforge, qu'on les menat en prison, et qu'on me rendit les routes. D'abord une troupe d'archers et des hoquetons de l'intendant s'en furent aux casernes pour les prendre; la recrue s'y opposa. J'arrivai sur ce temps la ; je retrouvai ma recrue aux mains de toute une populace, ne voulant pas se laisser mener en prison. Voulant y mettre ordre, je faillis estre assassiné par de grands coups de pierre et perdre la recrue.

J'ay l'honneur d'estre avec tout le respect possible, mon très cher père, vostre très humble et très respectueux fils,

DAURÉE.

Je vous diray que j'ay fait en route six beaux hommes tous de la taille ou au dessus de celle de Belair, qui ont mis ma recrue au nombre de vingt et deux ; sergent ou valets, ma compagnie est à quarante et cinq, en comptant Labonté et Laforge qui sont encore en prison, en attendant un ordre de la Cour.

(*A suivre.*)

LES ANTIQUITEZ D'AGEN

PAR DARNALT

(SUITE)

CHAPITRE XII

Revenant maintenant au faict particulier de ce païs, et à la continuation de la descouverte de l'antiquité d'iceluy, comme avec le temps toutes choses se remuent, et patissent leurs changemens : mesmes les villes et païs, soit par l'injure du temps et des guerres, ou par l'inondation des peuples Barbares, *Sic rerum series mundique renascitur ætas*. La Guyenne ayant esté reduite cy devant de Royaume en Duché (les Ducs et Comtes vers la venuë de Capet, ne s'estimant pas moins que le Roy) comme a remarqué un Escrivain moderne, escheut en l'an 1156, à Eleonor, fille du Comte Guillaume l'hermite, Duc d'Aquitaine, et Comte de Poictou (1) duquel les blancs manteaux de Paris prindrent leur commencement en l'an 1140, ou 50, lequel se rendit hermite de l'ordre saint Augustin, et fit l'Eglise de ces blancs manteaux, et furent appelez les Guillemins, au lieu qu'auparavant ils estoient appelez hermitains (2). Ce Comte Guillaume fut contraint par force d'armes

(1) *Bellef. Chron.*

(2) L'ordre des Blancs-Manteaux, ainsi nommé parce que ses religieux avaient des habits et des manteaux blancs, portait aussi le nom de Religieux serfs de la Sainte Vierge. « On ignore, dit l'abbé Migue, quel a été le fondateur de cet ordre, qui a pris son origine à Marseille en 1257. » Il se pourrait donc que Darnalt, mieux informé, eut raison d'attribuer sa fondation au père d'Eléonor d'Aquitaine. Le pape Alexandre IV leur prescrivit d'observer la règle de Saint Augustin et leur permit de s'établir à Paris. Mais le Concile de Lyon, ayant en 1274 aboli cet ordre, leur monastère fut donné aux Ermites de S. Guillaume, et les religieux Blancs-Manteaux obligés d'embrasser l'institut de S. Guillaume. Les Bénédictins de Saint-Maur se trouvaient au xviii^e siècle en possession de tous leurs biens.

de subir le joug, et recognoistre le Roy pour son maistre et souverain : sans que mille revoltes et remuements luy eussent peu servir que de ruine. C'est chose digne de remarque qu'en l'an 1118, fust le commencement de la première guerre des Anglois, contre la France. Laquelle print si long traict qu'elle ne peut estre esteinte, encor qu'on le fut voulu accorder plusieurs fois. Le Roy Loys eut de la disgrace contre les Anglois.

Au surplus ceste Dame Eleonor, en l'an 1137, se mariant à Loys 7, surnommé le Jeune, fils de Loys le Gros, en la ville de Bourdeaux, laquelle estoit la plus aagée fille heritiere de Guillaume, luy apporta en dot la Guyenne, laquelle revint par ce moyen à la Couronne : Dont bien-tost apres fut distraite et desmembrée, par la separation, et divorce qu'elle fit avec son mary, qui la repudia. En voicy la raison. Le Roy Loys 7, l'avait menée avec luy, en Asie (1) où ayant sçeu qu'elle avoit mal versé, (comme on luy avoit fait accroire) aussi tost qu'il fut de retour, il conclua de la repudier, et en presence de Hugues Archevesque de Roüen, et de Geofroy Archevesque de Bourdeaux : fut cogneu par la verification de certains tesmoins, que le Roy et la Royne estoient proches parents. Ce fut l'occasion principale de dissoudre le mariage. Eleonor despitée de se voir ainsi traittée, par despit et en haine du Roy, se remaria à un autre, sçavoir au Prince de Galles, Henry 2, Comte d'Anjou, et Duc de Normandie : qui avoit à succeder au Roy d'Angleterre. Auquel contre le gré du Roy elle apporta son premier douäire Poictou et Guyenne. Ce mariage fut cause de grandes et sanglantes guerres entre les François et les Anglois.

Par ce moyen les Anglois se saisirent et retindrent long

(1) Ce fut la seconde croisade que prêchait alors S. Bernard (1145), au cours de laquelle l'armée des croisés fut totalement détruite, Louis VII pris par les Grecs, puis délivré par les Normands de Sicile, et après laquelle la reine Eléonore demanda le divorce pour cause de parenté rapprochée. Elle l'obtint, en 1152, se remaria à Henri Plantagenet, roi d'Angleterre et comte de Normandie et d'Anjou, et apporta ainsi à la couronne d'Angleterre le duché d'Aquitaine qui comprenait le Poitou, le Limousin, la Guienne et la Gascogne. Ce mariage fut la cause de la longue lutte plus que tricentenaire de la France et de l'Angleterre.

temps ce Comté d'Agenois, depuis l'an 1152 jusques à ce que Richard, Roy d'Angleterre, maria sa sœur Jeanne en l'an 1196, avec Raymon, Comte de Tholoze, pere du dernier Raymon. Æmylius descrivant ceste histoire au long, dit qu'Eleonor eut de cest Henry *Filios 4, Henricum, Ricardum, et Joannem postea Reges Angliæ, et Gaufridum comitem Britanniaë. Filias totidem quarum alia collocata est Regi Castellæ. Ex qua nata est Blanka Regina Franciaë, mater Ludovici. Altera Alexio Imperatori Orientis, Tertia Saxoniaë Duci, unde natus est Otho Imperator. Quarta Tholosano Comiti, Illæ nuptiæ causa fuerunt gravissimi belli inter Francos et Anglos* (1).

Un peu avant, et environ l'an 1170, on veid esclater au monde le poison mortel d'une damnable heresie, qu'on appelloit des Waudois : lesquels estoient ainsi appelez, à *Uvaldo Lugdunensi eorum authore*, Bernard de Luxembourg assure que ce fust en l'an 1216 qu'ils furent condamnez. Æneas Silvius parlant de leurs dogmes, dit qu'on vouloit les appeller les Agenois. *Idem fortasse cum hæreticis illius temporis, quos author qui tunc degebit continuationis historiæ Sigeberti, vocat Agennenses* (2).

Le Roy Philippe 2, du nom surnommé Dieudonné bannit pour raison de cest erreur Raymon dernier Comte de Tholoze, et le Comte de Beziers, en l'an 1181, chassa les Juifs de la France, print la ville de Roüen, Dieppe, et la Normandie sur les Anglois, et sept ans apres il print le Mans en Touraine sur le Roi d'Angleterre, qui en mourut de deppit a Chinon. Bien tost apres neantmoins, il rendit au nouveau Roy Richard les villes qu'il avait prinses du vivant de son pere (3). *Philippus post. varia prælia, cum Anglo totam Normaniam, septem Episcopatibus constantem recepit an. 332 alii 260, Æmilius*

(1) *Lib. 5, Genebr. chr.*

(2) *Guill. Tyr. lib. 1, de Bello Sarrasino.* — C'est l'hérésie dite des *Mantchéens*, qui infecta particulièrement l'Agenais et au cours de laquelle fut pris en 1169 par Jean d'Assida, évêque de Périgueux, le château de Gavaudun où leurs troupes s'étaient réfugiées et qui fut presque entièrement rasé. (Voir notre étude sur le *Château de Gavaudun*. Agen, 1899, in-8° de 70 pages avec planches et plan.)

(3) *C. 17; Blon., Plat., Æmylius, Fucherus, C. 2. et 19. — Geneb. Chr.*

270, Polydorus 316. *Postquam Carolus simplex eam concessisset Rolloni Dario Duci Normanorum, cum filia sua, ut fieret Christianus circa an. 1220. Aquitania etiam se tota fere subdidit Philippo : Ita ab universa quam in Galliis habebat possessione Joannes rex Angliæ, sua ignavia pene est depulsus. Ludovicus Rex Franc. Rochellam urbem expugnavit. Tunc Lemovicenses, Petragorii, et omnes Aquitanix principes, exceptis Vasconibus, qui ultra Garumnam habitant, ei fidelitatis sacramentum præstiterunt, circa an. 1227* (1). Quelque auteur de Cosmographie et de Chronique dit 1214. C'est ceste grande et signalée victoire de Bovines, obtenue en Flandre, contre l'Empereur Othon, l'Anglois et les Flamands, joints ensemble, contre la France (2). Dès l'an 1203, le Roi Jean d'Angleterre avoit esté déclaré par jugement des Pairs de France atteint et convaincu du crime de forfaiture et felonnie envers Philippe surnommé le Conquérant, Roi de France. Tout le Duché d'Aquitaine, et par consequent ce païs d'Agenois, les Comtez d'Anjou et de Poictou se soubmirent au Roy.

Depuis, le Saint Pere fit la paix entre ces deux Princes souverains. Le Roy laissa à l'Anglois une petite partie de la Guyenne entre la riviere de Gironde, en foy et hommage pour raison dequoy l'Anglois le constitua homme lige de la Couronne de France : et en fit hommage au Roi. Tout le surplus des païs, terres et Seigneuries que le Roi avoit conquis en vertu du jugement des Pairs, demeurèrent au Roi et à ses successeurs (3).

Nous avons commencé de parler des Albigeois, et du Comte dernier de Tholoze Raymon, qui estoit aussi Comte de ce païs d'Agenois. Ce Seigneur, qui possedoit ce pays en l'an 1212, au costé de sa mère, par le moyen susdict avec les Comtes de Comminge, Foix, Bigorre, Carmani, et autres ligués

(1) *Guill. de Nangis, Æmylius. Polyd., Guagin.*

(2) La célèbre victoire de Bouvines fut remportée par Philippe-Auguste, le 27 août 1214.

(3) *Bellef. Chron. Histoire des Alb.* — Ce fut la fin de cette première guerre entre la France et l'Angleterre, qui malheureusement n'allait pas tarder à être reprise.

ensemble, desquels estoit chef et général le Roy d'Aragon, et Montmelin ou Momiamolin Roy de Maroch Mahometan, qui passa en Espagne, avec une armée en l'an 1212, mettant à feu et à sang tout le pays par où il passoit. En fin il fut attaqué par les Roys des Espagnes, qui emportent la victoire sur luy, et luy donnent la chasse. Toutesfois il gaigna, et s'empara du Royaume de Grenade. Ce Momelin fust recherché, et sollicité d'assister ces ligués. Tous ensemble furent la secte, et le party de ces heretiques, qui avoient renouvelé les folies jadis tenuës pour veritables par les Goths qui avoient longuement commandé sur le pays de Languedoc, desquels l'erreur estoit demeuré comme de père en fils, en certaines familles. Ils resuscitèrent en eux les semences à demy perdues de l'Arrianisme, et des Manicheans. *Albigenses, sive Albiani, aliis Albii, hæretici in comitatu Tholosano, inter alias hæreses, reiiciebant omnia sacramenta, damnabant nuptias. Talium protectores erant rex Aragonum, Comes sancti Eligii, princeps Fuxi, et Raymundus comes Tholosanus. Illi Catholicos misere tractabant, eosque illudentes quod sanctos, et D. Virginem venerarentur blasphemantes in Virginem. Contra eos à Francis tam clericis, quam laïcis, variè certatum est fere per 12 annos. Tandem victi sunt à Simone Montis-Fortensi comite, qui contra eos missus fuerat à Philippo rege Francorum, eique decreto Lateranensis Concilii datus est Tholosanus comitatus. Sanctus Dominicus plures eorum ad veram fidem reduxit* (1). Voicy le Canon de ce saint Concile tenu sous le Pape Alexandre 1157 : *De Brebantionibus, et Arragonensibus, et Navarris, Basculis, et Cotterellis, qui tantam in Christianos immanitatem exercent : ut nec monasteriis defferant, nec viduis, aut pupillis, nec pueris, aut senibus non cuilibet pareant ætati, aut sexui : sed more paganorum, omnia perdant et vastent. Similiter constituimus, ut ipsi qui eos conduxerint, vel tenuerint, vel foverint excommunicati publici denuncientur, etc.* Ce saint homme, en l'an 1207, s'estoit acheminé vers Tholoze et Alby, pour y confondre les erreurs des desvoyez.

(1) *Genebr. Chron. Guill. de Nang.; Polyd.; Virg. Æmylius; Blon; Plat. etc.*

Est à noter que quelque peu de temps avant s'estoit fait un memorable voyage en la terre sainte, par les Princes Chrestiens contre les infidelles, où il se parle du Comte Raymon de Tholoze en ces termes, au desnobrement des Chefs, *Raymundo comite Tholose, cum Gothis et Gasconibus*, Laquelle remarque tesmoigne suffisamment qu'encor pour lors qu'estoit l'an 1096, il y restoit plusieurs Goths parmi les Tholosains et Gascons, puisqu'ils portoient les armes et estoient employez aux affaires de la guerre ensemble.

Au demeurant Simon de Montfort fust envoyé par le Roy contre ces troupes d'heretiques en l'an 1210. Il print Bigorre, Carcassonne, Alby, et quelques autres villes circonvoisines. En l'an 1213, ces Albigeois furent presque tous destruits, après que Pierre Alfons Roy d'Aragon y eust perdu la vie (1).

Pour lors ce Comte Raymon avoit baillé en garde la place et chasteau de Pene d'Agenois, à un sien Senechal, nommé Hugues de Fau Navarrois (2), contre laquelle place le Comte de Montfort, chef de l'armée du Roy, ayant reçu la Cité d'Agen, se proposa d'aller camper. Ce chasteau de Pene avoit esté fortifié par le Roy Richard d'Angleterre, à qui il avoit appartenu. Mesmes faict un puy, parce que c'estoit la clef, et comme le chef de tout le pays d'Agenois. La Noblesse duquel país vint treuver ce Comte de Monfort au siège de Pene, pour luy faire hommage, et recognoistre leurs terres de luy

(1) Darnalt passe ici très rapidement sur les trois premières années de la croisade contre les Albigeois, qui, prêchée dès 1208 contre Raymond VI, comte de Toulouse, commença en 1209, dirigée d'abord par le Comte d'Auvergne et le Vicomte de Turenne qui détruisirent Gontaud, saccagèrent Tonnenens, prirent Casseneuve, défendu par Seguin de Valenx, mirent le siège devant Béziers dont ils s'emparèrent après une vigoureuse résistance, et où furent massacrés plus de 50,000 hérétiques. On connaît le soi-disant mot du légat du Pape, l'abbé de Cîteaux : « Tuez-les tous ! Dieu saura bien reconnaître les siens. » (Voir à cet égard la brochure de Tamizey de Larroque. Paris, 1862.) Nous ne rappellerons que pour mémoire la nomination de Simon de Monfort, en 1210, comme chef des Croisés, ses échecs devant Marmande, Sainte-Bazille, Toulouse, le siège de Castelnau-d'Aud par le Comte de Toulouse, et enfin le retour de l'armée royale en Agenais, où elle mit le siège devant Penne, une des plus fortes places du pays, le 3 juin 1212.

(2) Il faut lire Hughes Delfar, le sénéchal d'Agenais qui venait de si bien défendre Toulouse contre Simon de Monfort.

au nom du Roy, Auquel siege assista le Cardinal Corleon, Legat du S. Siege. L'histoire Latine y adjouste ces mots : *Interdum autem, dum bellum domini gerebatur : septem Episcopi, qui illuc venerant, scilicet Fulco Tholosanus, Guydo Carrasconensis, et Seditius Agatensis, Uticensis, Lodoviensis, et Convenarum : ac tres Abbates, scil. de Cleyraco, de Villa magna, et Sancti Tiberii : Cum suis clericis, et aliquibus religiosis. Interquos erat frater Dominicus, canonicus Exoniensis postmodum factus, Prædicatorum ordinis institutor.*

En ceste mesme année 1212, ou mois de juillet, jour et feste S. Jacques Apostre, tous les ennemis chassés, vaincus et battus, Le Comte receut le noble et treffort chasteau de Pene dict l'histoire (1). Voicy le discours contenu dans un autre livre Anonime. Après fut prinse la Cité de Lavaux, et un fort chasteau qu'on nomme Pene d'Aginois, où furent treuvés septante quatre hommes Desquels parce qu'ils ne voulurent laisser leur erreur, en furent pendus et tuez une bonne partie. Aux autres fut baillé option et choix de laisser leur erreur, ou qu'ils fussent brulés : Mais ils aymerent mieux estre bruslés, que laisser leur maudite Secte. La Dame du chasteau Giraud (laquelle comme on disoit communement avoit conçu de son frère et de son filz) fust jettée dans ce puys, apres accravantée de pierres, qu'on jeta sur elle. De ce chasteau reflètent encor quelques ruines à un quart de lieüe de ceste ville de Pene : sur une haute colline, escarpée de toutes parts, et de fort difficile accès. Le vulgaire l'appelle pour le jourd'huy *Chasteau Gailard*, ou le fort la Cave. Toutesfois un autre authœur de ceste histoire Albigeoise, qui a escrit en Latin, parle diversement de cela sur le recit de la prinse de Lavaur, et du Chasteau et fort d'icelle ville. Il dit que le Comte de Montfort, *Aymericum magnatem, Dominum montis Regalis, et Lauriaci : quod castrum susciperat defendendum cum quibusam nobilibus, suspen-*

(1) *Hist. des Albis.* --- L'armée des Croisés fut tenue en échec devant Penne, pendant quatre mois. Ce ne fut que le manque d'eau qui força les assiégés à capituler le 29 septembre 1212. La garnison et la plupart des habitants eurent la vie sauve. On massacra néanmoins, ou on brûla plus de cent hérétiques.

dio elevavit cæterosque generosos circiter octoginta gladio consumavit. Geraudam vèro dominam dicti Castri, sororemque dicti Aymerici, hæreticam projectam i nputeum fecit lapidibus cumulari (1).

Au surplus, l'histoire Françoise Albigeoise fait une belle description de ce Chateau de Pene ainsi qu'il estoit pour lors. Il est remarquable en passant que les anciens appelloient *Locorum vertices*, le sommet des montagnes, ou les lieux les plus eslevez, *Pinnas* ou *Pennas*, les Flamans ont retenu jusques aujourd'huy en leur langue ce mot. Comme aussi la mesme histoire décrit la place et Chateau de Casseneuil, cy devant mentionné, dont estoit pour lors souverain Hugues de Rovinian, frere de l'Evesque d'Agen (2). Et depuis en l'an 1459 de ceste place de Casseneuil, et d'Hautherive, fit hommage au Roy Charles, le Seigneur de Lustrac, comme il se void dans l'acte de foy et hommage, que ce Seigneur en fit au Roy, le 12 novembre au dit an, et des lieux et places de Montréal la Bastide, Calviac, Monmarech, Daunebren, la Bastide de Mesmon, Demilac, Rigolières, Castel-Gaillard, Mongaillard, Cusorn, Dulefort, Bruzet, Tarros, Mon-foy, Guavaudun,

(1) Ce dernier auteur semble ici confondre le château de Penne dont il ne reste plus que quelques pans de murs, au-dessus du sanctuaire vénéré de Notre-Dame de Peyragude, avec les ruines du château Gaillard, dit la *Citerne*, ou la *Cuve*, qui se dressent encore, en face, à l'entrée de la pittoresque vallée du Boudouyssou. « On nommait le fort la *Cuve*, écrit Cassany Mazet dans ses *Essais sur le 4^e ar^e*, p. 169, et non la Cave, comme il est dit dans Darnalt, sans doute à raison de sa forme ronde et d'une vaste citerne où l'on assemblait les eaux pluviales. » Et, à propos de la dame dudit château, le même auteur ajoute : « A l'époque du siège de Penne par Simon de Montfort, en 1212, il était habité par une dame galante autant que belle. On l'accusa auprès de Montfort et du légat de sortilège et d'hérésie, les deux plus grands crimes de l'époque. Ses charmes, ses pleurs ne purent la garantir des effets de leur colère. Elle fut précipitée vivante dans le puits de la citadelle de Penne; elle y devança de 340 ans les autres victimes, comme elle, des fureurs de la superstition. Son château fut ruiné; il a porté longtemps après le nom de Castelgaillard, et récemment celui de la *Citerne*. »

(2) Le château de Casseneuil n'existe plus. Sa destruction fut stipulée dans le traité passé en 1229 entre S. Louis et Raymond VII, comte de Toulouse. Il est cité cependant dans l'acte d'hommage de 1259, comme appartenant à Raymond Hugon de Salves, écuyer. Nous voyons dans Darnalt que, vers 1212, il appartenait à Hughes de Rovinha, frère de l'Evêque d'Agen, Arnaud IV de Rovinha (1209-1228).

Paulliac, la motte Danté, Cours, Montoriol, la motte-Feit, Ferrasson, Danté, outre plusieurs autres situées en Quercy, appartenantes à ce Seigneur de Lustrac (1).

Se revoyent encore quelques vieilles ruines sur un costau, pres Casseneuil, qui s'appelle encor le chasteau de Mont-fort, auquel endroit et és environs, creusant, labourant, ou beschant la terre, s'y retreuvent de pièces d'or, d'argent, et de cuivre, d'un coin fort ancien, il s'y trouve aussi de fort beaux et grands tumbeaux sous terre (2). Ceste place de Casseneuil appartient aujourd'huy à Messire François de Mont-ferrand, Baron de Cancon, et de Fréspeuch, Vicomte de Foncaude et premier Baron de Guyenne. Ceste maison de Mont-ferrant est issuë anciennement de la maison Royale d'Aragon portant mesmes armes, sauf qu'à celles de Mont-ferrant y a unze bezans d'or, et à celles d'Aragon n'en y a point. Elle a esté depuis alliée de beaucoup d'illustres maisons de ce Royaume, comme de celle d'Albret, d'Estrac, de Duras, de Luxe, de Castres en Albigeois, de Carmain, Negrepelisse, Riberac, Verdun, Pons, Pellegrue, et d'Eschelles. Rose d'Albret apporta à ceste maison, Langoyran, Cubzaguez, et Margaux. D'autres y apportèrent, l'Esparte, Landrias, Gassac, Belin, Ufa, Bessan, Monbadon, Roquetaillade, Gironde, Castel-mauron en Bazadois. Marie d'Albret, sœur germaine d'Alain, Sire d'Albret, fut ayeule paternelle de Jean Roy de Navarre, mère de nostre

(1) La famille de Lustrac était une des plus puissantes du haut Agenais, aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. (Voir sa généalogie dans *Lachesnaye des Bois*, t. xii, art. Lustrac.) — Le seigneur de Lustrac, dont il est ici question et qui vivait encore en 1459, était Naudonnet de Lustrac, l'un des plus vaillants capitaines Gascons qui, à côté de Xaintrilles, de Lahire, de Barbazan, soutint le parti des d'Armagnacs, par suite le parti français, et dont l'autorité s'étendait sur les plus fortes places du haut Agenais. (Voir notre *Etude sur le château de Garaudun*, p. 33-45.)

(2) Il nous est impossible d'identifier ce lieu de Monfort. Cependant Cassany-Mazet, dans ses *Essais sur le 4^e arr^e*, écrit : « Il reste des vestiges des « fondations d'un vaste château sur le coteau de *Pech Ennayrat*, qui, en langue celtique, veut dire Mont élevé. Chaque jour des fouilles les découvrent, et font retrouver des armures appartenant au siècle de Charlemagne, « et des médailles ou monnaies des temps les plus reculés. » Ce coteau domine immédiatement au nord la ville de Casseneuil. Ne serait-ce pas là que s'élevait, comme l'écrit Darnalt, le château de Montfort ?

Souverain Prince tres-Chrestien, Henry III, à present regnant. Et puisse-il regner et ceux qui naitront de luy autant que le monde aura de durée (1).

Cest historien de la guerre Albigeoise décrit au long la fortification de Mont-pesat d'Agenois faicte par les Routtiers, qui estoient gens ramassez, perturbateurs du repos public de l'Eglise et de la Justice, qui rompoient et demolissoient les Temples et Eglises.

La premiere fois qu'on ouït parler de ces Routtiers, fut en l'an 1196 comme asseure un ecrivain moderne, en ces termes (2). Le Roy d'Angleterre se servit d'une maniere de gens de guerre, qu'il soldoye, dont les uns estrangers, les autres vagabonds, et ramassez, qui sont ceux que la vieille Chronique de Flandres appelle les Avalois et Bouchers. Les Annales de France, Cottereaux, et quelques autres Chroniques, *Ruptarios*, Routtiers, ne pouvant tirer grand nombre de bons hommes d'Angleterre. Il décrit aussi, au temps de ces Albigeois, la prinse de la ville et Chasteau de Marmande (3), la demolition de ses Tours. Il parle du Mas d'Agenois, et du Chasteau Biron (4). Et comment ce Comte de Montfort fust assiégé dans le Chasteau de Muret, ville de Comminges, avec peu de gens,

(1) Voir pour l'histoire de la puissante maison de Montferrand, l'ouvrage de Communay : *Essai généalogique sur les Montferrand de Guyenne, suivi de pièces justificatives*. (Bordeaux, 1889, in-4° de 195 pages avec tableau généalogique. Cf. *Histoire de la ville et des seigneurs de Cancon*, par Lucien Massip. (Agen, 1891.)

(2) *Du Verdier*.

(3) Il s'agit ici du second siège qu'eut à soutenir la ville de Marmande en 1214 contre l'armée de Simon de Monfort. Elle résista peu et capitula. La garnison eut la vie sauve. La citadelle fut fortifiée; mais l'enceinte fut démantelée et ses tours abattues. (Voir *Notice sur la Ville de Marmande*, par Ph. Tamizey de Larroque. Villeneuve-sur-Lot, 1872. In-8° de 136 pages.)

(4) *Hist. des Albigeois*. — Après la prise de Penne, les troupes de Simon de Monfort se dirigèrent sur Biron, dont le château était défendu par un chevalier castillan, Martin d'Algaïs, marié à Raymonde de Gontaut, fille d'Henri de Gontaut, seigneur de Biron. Après un assez long siège, la garnison se rendit et dut, pour avoir la vie sauve, livrer son chef Martin d'Algaïs, qui fut attaché à la queue d'un cheval et ensuite pendu.

Le siège du Mas-d'Agenais par les Croisés n'eut lieu que deux ans après, en 1214. Mais, les événements se précipitant du côté d'Agen où la cause du Comte de Toulouse faisait des progrès incessants, Simon de Montfort dut en retirer ses troupes et les diriger vers le Languedoc.

lequel fit sortie sur les ennemis assiégeants, à laquelle il tua le Roy d'Aragon Pierre 7, fils de Dom Alfonse, et 17 mille de ses gens, mettant en desconfiture tout le demeurant en l'an 1213 (1). Ce Roy d'Aragon avoit espousé la fille du Seigneur de Montespan Gascon, laquelle il avoit répudiée, sans cause légitime. Ces Seigneurs de Montespan en Gascogne, la race desquels a duré jusques à ce siècle, estoient sortis d'un Seigneur nommé Roger d'Espagne, qui touchoit de parenté la famille d'Aragon et portoit ceste maison de Montespan, le nom et armes d'Espagne, comme sortis de Leon d'Espagne, et non point de Charles Connestable de France, ou de Loys d'Espagne, Admiral de France, sous Philippe le Bel (2).

CHAPITRE XIII.

Renfilant le recit de l'estat de ce païs, pendant les troubles et remuemens des Albigeois, an. 1214, *Comes Simon Montisfortis, cum exercitu cruce signatorum Dei cæpit Montempilaturn, in Diocesi Agennensi, quem hostes audientes adventum exercitus Domini, vacuun dimiserunt, castrumque cruce signati destruxerunt* (3).

An. 1219. *Ludovicus filius Philippi regis Francorum cum cæpisset Rupellam, quam expugnaverat contra Regem An-*

(1) C'est la célèbre bataille de Muret, livrée par Simon de Montfort contre les Albigeois, en septembre 1213, où périt Pierre II d'Aragon, le vainqueur des Maures, l'année précédente, à la bataille de Las Navas de Tolosa, ce roi-poète que les félibres actuels cherchent à présenter comme le promoteur de la Renaissance languedocienne et le précurseur des plus célèbres troubadours.

(2) Est-ce bien une Montespan qu'il épousa ?

(3) Par *Montempilaturn*, Darnalt entend le château de Montpezat, un des plus forts de l'Agenais, qui existait déjà en 1176, et qui appartenait alors à Arnaut, baron de Montpezat. Simon de Montfort le prit et le rasa presque complètement. Ce qui n'empêcha pas les barons de Montpezat de le reconstruire presque immédiatement après et de le rendre plus fort et plus redoutable que jamais. Nous allons voir qu'un siècle plus tard il fut la principale cause de la reprise de guerre entre la France et l'Angleterre, qui devait durer plus de cent ans.

gliaë, cum exercitu suo venit adversus Tholosam; deposuit peragr. cui venienti obvium obsidere castrum quod dicitur Marmanda, in Diocesi Agennensi, quod faverat comiti Tholosano : quod ejusdem Comitis mandato, Comes Astarie Ciccintulus et quidam alii nobiles, inter quos erat Arnaldus de Blancaforti : susceperant defendendum. Et cum per dies aliquot Ludovicus eos expugnari fecisset, agnoscentes obcessum, quia diu ferre non poterant belli instantiam, rata eis belli securitate ejus se carceri reddiderunt, et in villam ducti, suntque capti, apud Podium Laurentii, servandi donec qui capti tenebantur à parte altera redderentur, Recedens autem de Marmanda Ludovicus contra Tholosam properat recta via (1).

Il dit après, an. 1220 : *Nata est Joanna filia unica Remundi Junioris, filii Remundi Comitis veteris Tholosani quæ fuit uxor Domini Alfonsi Comitis Pictaviensis, post-modum fratris sancti regis Ludovici, et anno prætaxato multa oppida ei reddiderunt, obtinuitque et recuperavit castrum Vauri et Podium Laurentii, castrumque Montis realis ubi fuit interemptus Alanus de Rufiaco, tunc Dominus dicti castri (2).*

Après le décès du Comte de Montfort, qui fut tué en l'an 1224, au siège de Tholoze (3), (autant en advint-il après à Guy son fils, auquel succéda Amaury, son puisné, qui fut fait Con-

(1) Il s'agit ici du nouveau siège de Marmande, entrepris, le 22 mai 1219, par Amaury de Monfort, fils de Simon, tué, on le sait, l'année précédente, au siège de Toulouse. La ville était défendue par le Comte d'Astarac, Ciccintulle, aidé d'Amanieu de Bouglon, et d'Arnaud de Blanquefort. Malgré des prodiges de valeur, la ville dut se rendre. Sur les conseils de l'archevêque d'Auch, Garcie de l'Ort, la garnison obtint la vie sauve. Seuls furent retenus prisonniers le Comte d'Astarac et ses aides de camp. Mais les Croisés ne respectèrent pas ces conditions. Ils pénétrèrent dans la ville et massacrèrent presque tous les habitants.

(2) C'est en 1220, en effet, que naquit Jeanne, fille unique de Raymond VII, dernier Comte de Toulouse, qui devait apporter plus tard à Alphonse de Poitiers, par suite de son mariage avec le frère de S. Louis, en 1237, le riche domaine de ses pères, l'incorporant ainsi à la Couronne de France.

Le château de Puy-Laurens existe encore, dans le département de l'Aude, canton d'Axat, à l'état d'imposantes ruines. Quant à celui de Montréal, où fut tué Alain de Rufiac, son seigneur, nous pensons qu'il s'agit également ici de celui de l'Aude, arrondissement de Carcassonne.

(3) Darnalt, ici, se trompe de date. Ce n'est pas en 1224, mais bien en 1218, le 25 juin, que Simon de Monfort fut tué au siège de Toulouse, par une pierre que lança, dit-on, une femme, du haut des remparts

nestable de France), le Roy Philippe le conquérant envoya contre ces Albigeois et Tholosains, Loys son fils aîné, qui, depuis, fust Loys 8, qui avoit reprins le Chasteau de Marmande, Montpesac, et Casseneuve en l'an 1214.

Ne tarda gueres, sçavoir en l'an 1218, aucuns disent 1224, que ce pais d'Agenois, revint à la Couronne par la demission volontaire qu'en fit és mains du Roy Amalric ou Amaury, frère du Comte de Montfort (1). (comme il sera dit cy dessous) apres que Guy, fils et heritier du Comte eust esté ignominieusement tué par le Comte de S. Giles, comme aussi le Comte de Tholose, de Quercy, d'Albigeois, et Carcassonne, *Tholosa et totus Comitatus à Francis in deditione accipitur, sicque finitum est bellum contra Albios hæreticos* (2). Et pour ne laisser rien en arriere de ce que concerne ce pais en l'an 1224, le Roy vint contre Henry 4 d'Angleterre. *Lemovicium, et Petragoricium et omnes principes Aquitaniæ, exceptis Vualdonibus, qui erant ultra Garunnam Ludovico Regi Franciæ fidelitatem promittunt, et servant : qui quidem Henricus Angliæ rex, Francos vicit in Aquitania, Pictones recuperavit, Vascones domuit circa ann. 1240* (3).

Aussi tost que les Anglois seurent son arrivée, ils quittèrent le siege qu'ils tenoient devant S. Macaire, et vindrent au devant jusqu'à la riviere de Dordogne, et un autre nommé Bergerac en Perigord, lesquelles places tenoient pour le Roy d'Angleterre et les mirent en la subjection, et obeyssance du Roy (4). Par quoy Richard Comte de Cornouaille, qui les gar-

(1) Ce fut, en effet, en 1224, qu'Amaury, considérant sa cause comme perdue, abandonna au roi Louis VIII tous les droits qu'il avait sur le Comté de Toulouse et les principales villes du midi.

(2) *Æmyl. ann. 1243.*

(3) *In dict. libro. præclara.*

(4) *Hist. des Albis.* — La trêve entre la France et l'Angleterre ayant pris fin en 1225, Louis VIII s'avança vers l'Aquitaine qu'il fallait reprendre aux Anglais. Le Poitou, le Limousin, le Périgord se soumirent, et avec La Rochelle qui résista assez longtemps, mais qui finit par ouvrir ses portes au roi de France, ce dernier reprit possession de toute la Guienne jusqu'à la Garonne. Après quoi, il se retourna contre les Albigeois, vint mettre le siège devant Avignon, et mourut en Auvergne, comme il rentrait à Paris, le 8 novembre 1226.

doit pour les Anglois, fut espouventé et s'en retourna à Bordeaux.

L'année suivante 1225, en ce voyage, le Roy Loys Grand-père de S. Loys, assiegea la Rochelle, dans laquelle estoit Savary de Mauléon, qui la tenoit et deffendoit pour et au nom du Roy d'Angleterre, lequel voyant le peu de secours qu'il pouvoit attendre de son Roy, ou d'autre tenant son party, rendit la ville au Roy, vie et bagues sauves, et se retira par mer, es terres du Roy d'Angleterre et par le moyen de la prinse de la Rochelle le Roy Loys recouvra toutes les terres de la Guyenne que l'Anglois tenoit deça la rivière de Garonne. Car la Gascogne demeura encor sous l'obeyssance de l'Anglois (1).

Cest Almaric dont nous avons commencé de parler cy dessus, voyant le peu de constance du peuple, à qui il avoit affaire, et que de jour à autre ses subjects se retiroient à son adversaire, ne pouvant se prévaloir d'un si puissant ennemy, ny deffendre son Domaine, consigna au Roy Loys de France son Seigneur, le Comté de Tholoze, et autres terres que son père ou luy avoient là conquises sur les ennemis de la foy, tant en Agenois, Quercy, Albigeois, que Carcassone, et pays limitrophes, et investit le Roy et le fit son successeur. Le Roy en eschange ou recompense le fit Connestable de France, l'ayant recogneu homme fort sage et experimenté aux affaires de la guerre.

En l'an 1226 le Roy Loys fut contraint d'aller en personne contre ces heretiques Albigeois. Il destruisit Avignon, en fit abbatre les murs; à son retour il rendit l'esprit à Dieu, à Montpensier, le 2^e jour de novembre audit an.

Ce païs d'Agenois, par ceste demission, et transport depuis ce temps-là, demeura à la Couronne, jusques à ce que par le Traicté de Paris, au moys d'avril 1229, il fut delassé par le Roy Saint Loys, à son frere Alfonse, Comte de Poictou, le mariant avec Jeanne dont nous avons parlé cy dessus, fille du dernier Comte de Raimon de Tholoze (qui fut le dernier Sei-

(1) *Bellef. Chr.*

gneur dudit Tholoze de la race des Comtes de S. Giles, descendus comme l'on pense des Wisigoths) par le moyen de la paix, que ce Raymon fit avec S. Loys, et de sa reconciliation avec le S. Siege, laquelle Jeanne Alfonse espousa an 1235. Pour raison duquel mariage, (ce dernier Comte estant decédé an 1249) la succession de ce Pays d'Agenois, du Comté de Tholose, et de tous autres pays, appartenants au Comte, vindrent à Alfonse, et depuis à la Couronne par le decès de cest Alfonse, et de sa femme sans hoirs, n'y restant du nom, et de la race ancienne des Comtes Tholosains, rien dutout, comme nous dirons cy apres.

Par le traicté fait en l'an 1228, et articles de Paix, et par lettres patentes de S. Loys, Le Comte fut réintégré en ses terres, mesmes au Comté, Ville, et Finages d'Agen. *Relictum est Aginnum Raymundo Tholosatum Comiti, in fædere Ludovici Christianissimi Galiarum regis, dum ait. Item admittimus eidem comiti Agennum et Cadurcum Episcopatum, etc.* (1), à la charge non seulement du desmantellement, mais aussi que les murs seroient abbatus de fons en comble, et les fossez comblez de leurs ruïnes, de trente places de ce Comté d'Agenois, et autres pays appartenant au Comte Raymon, et par express des villes d'Agen (2), du Port, de Leyrac, des Chasteaux de Casse-neuil, Hauterive, et Pugeolz, de la ville de Condom, Moysac, Moncuc, Montauban, et de quelques autres.

L'imprimé Latin adjouste ces mots : *Item donec dictam Pennam de Albigesio tradat; ubi vel Templariis vel aliis religiosis (sicut dictu est) tenebimus propter hoc obligatam Pennam de Agenesio, et castrum Narbonæ, etc.*

Pour asseurer encor, dit le Traicté, l'estat de l'Eglise, et

(1) *Inde lib. præd. Hist. des Albis.*

(2) Nous avons dit, dans notre *Etude sur les Enceintes successives d'Agen* (Agen 1894), comment disparut en cette année 1229 et années suivantes, la première enceinte de cette ville, en vertu des prescriptions du Comte de Toulouse, obligé de se soumettre aux dures conditions que lui imposait le roi de France par le traité de Paris. Tous les murs, toutes les tours furent abattus, et il en fut de même pour la plupart des villes fortes et des châteaux de l'Agenais, ainsi du reste que l'indique Darnalt. Trente ans ne s'étaient pas écoulés qu'une autre ordonnance royale prescrivait au contraire qu'on élevât de nouvelles fortifications.

nostre, il nous mettra en main les forts de la ville de Lavour, Montagu, de Pene d'Agen, et de Castelnau d'Arty, etc. Et voulons que dans le premier jour d'Aoust il nous rende le fort de Penne d'Agen, Nous reservant, au cas qu'il ne satisfasse aux conditions, que nous tiendrons Narbonne, et Pene d'Agen, jusques à ce qu'il aura satisfait à nostre ordonnance.

En l'an 1240, Quelques uns des païs de Languedoc et Albigeois, se voulant soulever és Dioceses de Narbonne, et Carcassone contre le Roy et l'Eglise Catholique Apostolique et Romane souz la conduite de Trincault, fils du jadis Vicomte de Béziers, s'emparent de plusieurs villes et chasteaux, mais le Roy despecha contr'eux le Comte de Beaumont, avec une armée, qui les espouventa tellement qu'ils se rengèrent à leur devoir, et à l'obeïssance du Roy.

Le dernier Comte Raymond, ayant voulu secoüer le joug contre le Roy, le Comte de Foix son complice, à son desceu fit la Paix avec Sa Majesté, de laquelle il obtint plusieurs avantages pour se despartir de la faction et ligue du Tholosain. Ce Comte de Foix, en tesmoignage de sa reduction au service du Roy, alla deffier Raymond au devant du Chasteau de Pene d'Agen, que ce Comte Raymond tenoit assiegé, pour lors contre le service du Roy. Voicy le recit qu'en faict l'histoire Albigeoise Latine : *Verum Episcopus Tholosanus, attendens Comitibus et multorum cum ipso periculum et ruinam, ex ejusdem Comitibus assensu, pacis cum Domino rege Franciæ assumpsit studium et laborem : sed invenit quod Comes Fuxi, non obstant è promissione, quam Comiti super impenso consilio fecerat, cum Domino rege composuit sine eo. In qua Compositione, ut regi contra comitem adhæreret, obtinuit ut ipse et omnes successores ejus, cum tota terra quam tunc tenebat, dicto Tholosano Comiti ex commenda exempti essent perpetuo à Iugo Comitibus Tholosani. Et sic apud Pennam Agennensem, cujus castrum tenebat obsessum, ipsum Comitem diffidavit* (1).

(1) *Inde libr. præclara, Hist. des Alb.* — Le château de Penne, qui était certainement à cette époque la plus forte place de l'Agenais, fut de nouveau convoité et pris par Raymond VII, au mépris de la foi qu'il avait jurée en vertu du traité de Paris. Mais abandonné par son allié, Roger IV, comte de

Eodem ann. 1242. Pousuit ceste Chronique Albigeoise, Ludovicus Rex Franciæ, contra Comitem Marchiæ et Angolismæ Aquitaniam venit. Post vero multa bella, et obsidiones, Comes Marchiæ cum uxore sua Regina et filiis suis ad pedes Regis venit et hommagia Dominiorum de Rancono, Comitatus Andegavensis, et de Rupe et de Gesimaco Comiti Pictaviensi Alfonso fratri Regis quittavit. Rex vero Angliæ confusus, et à Baronibus Aquitaniæ desertus de Xantonia fugiens, Burdegalam in Angliam remigravit (1). Le respect de l'antiquité me faict inserer souvent du Latin assés grossier.

Du Tillet, quoy que succinct en son histoire, parle assés amplement de Simon de Monfort, de Guy son fils aîné, d'Amaulry puisné, du voyage du Roy Loys, Pere de S. Loys, contre ces heretiques, du mariage de Jeanne fille unique du Comte Raymond Tholose, avec Alfonse, frère du Roy S. Loys : *An 1251, Kalendas Junii, Alfonsus frater regis Franciæ Ludovici, Comes Pictaviæ, et Tholosæ, et Joanna uxor ejus filia Raymondi Comitis Thol. intraverunt Tholosam, et dominium Comitatus, ac totius terreæ Rem. Com. acceperunt (2).*

Cest Alfonse est celui auquel un Jordanus Abbé d'Eysses donna le territoire de Gajac pour y bastir la ville de Villeneuve, dont nous avons parlé cy dessus, et ce en l'année 1253, si je ne me trompe, comme est porté par un ansien tiltre de ceste Abbaye que j'ay eu en main. Il y a encor joygnant ceste ville une fontaine qui retient le nom de Gajac. Et neantmoins il se retrouve dans les Archifs d'icelle ville quelque privilege que luy fust octroïé par le Roy Saint Loys en l'an 1220. Et dans les Archifs de la maison commune de la ville d'Agen se trouvent des Actes escrits en Parchemin des principales villes du

Foix, qui trouva profit à s'entendre avec le Roi, Raymond VII dut se soumettre encore une fois, et livrer en garantie de nouvelles places de guerre.

(1) Darnalt fait ici allusion à la campagne de 1242 d'Henri III d'Angleterre. Ce prince débarqua en effet à Royan, à la tête d'une assez nombreuse armée. Il déclara la guerre à Louis IX. Mais battu à Taillebourg, le 20 juillet de cette année, il n'eut d'autre ressource que de se réfugier à Bordeaux.

(2) *Inde lib. præclara.*

pays d'Agenois, du 21 novembre 1232, Parmi lesquelles Villeneuve est comprinse, Ce qu'est contraire au temps de la susdite edification. Mais il y a de l'apparence que c'estoit seulement l'une partie d'un costé de riviere, et que du temps de cest Alfonse l'autre partie de l'autre costé de riviere fust edifiée, et le Pont dressé pour les joindre en une ville comme elle est de present, ou bien il faut nécessairement qu'il y ayt erreur au datte (1).

An. Domini 1267, dit ce Chroniqueur Anonyme, apud Satriam civitatem maritimam, Dominus Alfonsus frater quondam sancti regis Ludovici, Comes Pictaviæ, et Tholosæ, et ejus uxor Domina Joana, filia quondam Domini Remundi, ultimi comitis Tholosani, brevi dierum spatio sine liberis moriuntur, et si qua spes esse poterat de hærede futuro in Comitatu Tholosano tunc penitus est sublata, ut videatur tota deleta illa linea, et abrasa, et est totum jus Comitatus et Dominium ad manum illustrissimi regis Franciæ devolutum, qui directum habebat dominium (2).

J'avois laissé à dire, qu'en l'an 1258 Richard Roy d'Angleterre, passa en France, et fit paix avec S. Loys, souz telles conditions, que la Normnadie, et l'Anjou, et le Maine demeureroient au François, à la charge de payer à l'Anglois la somme de cent-cinquante mil escus, pour les fraiz de la guerre, et chasque année apres, dix mil escus par forme de tribut, en outre, que la Guyenne demeureroit à l'Anglois, bornée et limitée, depuis la riviere de Charante, jusques aux monts

(1) Ce ne fut que le 10 avril 1254 que Bernard de Jourdain, appelé Jordanus, abbé d'Eysses, céda à Alphonse de Poitiers la terre de Gajac, entre l'abbaye et la rivière, sur la rive droite du Lot. Mais déjà, deux ans avant, le baron de Pujols, Jean de Cieutat, avait cédé au même duc Alphonse, un vaste territoire, en face de Gajac, sur la rive gauche, de façon à lui permettre d'élever des deux côtés une ville nouvelle, dont les deux sections, closes de murs, seraient reliées par un pont. Et c'est ainsi que s'éleva, à partir de cette année 1254, la bastide de Villeneuve-sur-Lot. (Voir, pour plus amples détails de cette fondation, l'*Histoire de Villeneuve-sur-Lot*, par Aug. Casany-Mazet. Agen, 1837, p. 13 et suiv.)

(2) *Inde libr. præclara.* — Et c'est ainsi que par la mort d'Alphonse de Poitiers et de son épouse Jeanne, décédés sans postérité, ce Comté de Toulouse revint, en 1271, à la Couronne de France.

Pyénées, dans lesquels pays l'Agen et Gascogne, sont compris et contenus, et par consequent ce païs demeura lors à l'Anglois (1).

Ausquels droits, en l'an 1260 le Roy Henry d'Angleterre renonça, comme pareillement à tout autre droit, qu'il pourroit avoir, et prétendre en et sur ce Royaume, faisant au surplus hommage au Roy S. Loys, du Duché d'Aquitaine. Ce neantmoins le Roy luy donna, et assigna plusieurs belles et grandes terres, és païs d'Agenois, Lymosin, Perigord, et Xaintonge, à la charge et condition que tant luy, que les siens les tiendroient, ensemble le pays de Bourdelois, la Gasconne, Bayonne en fief, et hommage, relevant de la Couronne, et que le Roy d'Angleterre seroit qualifié, inscrit, et intitulé és Registres de France, Duc d'Aquitaine, et Pair de France, lequel hommage le dit Henry fit et rendit, promettant d'estre bon, et fidel Vassal à son Seigneur le Roy de France et aux siens. Et par ce que ceste occurrence est fort notable, et encor mieux exprimer dans les Autheurs Latins, ce païs d'Agenois y estant nommé, et compris par expres, nous rapporterons icy les mesmes termes : *Memorable fædus, ann. 1259 (aliis 1269) inter Anglos, et Francos, Lutetiæ in magno Principum conventu, præsentibus Ludovico Francorum, et Henrico Anglorum regibus, percussum est. Ut Ducatus Normanix, Comitatus Andegavensis, Cænimanensis (quorum causa tot olim bella inter Gallos et Anglos, quos à Philippo Augusto receptos, Franci ad eam ætatem possidebant). Item etiam Turonensis et Pictaviensis cederent in perpetuum Franco; acciperet, vero Anglus*

(1) *Canon. lib. 3, Chr. an. 1259.* — Darnalt commet ici une erreur. Dans le traité de 1259 passé entre S. Louis et Henri III d'Angleterre, il était stipulé en effet que le duché d'Aquitaine serait remis à ce dernier, mais sous simple condition d'hommage, l'Agenais toutefois devant lui revenir entièrement à la mort d'Alphonse et de Jeanne. Ces deux morts étant arrivées en 1271, Henri III le revendiqua aussitôt. Mais le nouveau roi de France, Philippe le Hardi, s'y opposa; et l'Agenais, comme du reste le Comté de Toulouse, restèrent provisoirement acquis au roi de France, qui en prit possession la même année, ainsi qu'il résulte de l'acte si important, dit le *Saisimentum*, qu'a publié la Soc. ac. d'Agen dans le *tome XIII, 2^e série de son Recueil*, et où sont consignés les noms de toutes les principales villes, des plus importants châteaux et de leurs seigneurs, de la contrée.

pro Impensis bellicis 150 milia aureorum et in singulos annos vectigalis nomine dena milia, contentusque esset ulteriori Aquitania, et citeriori parte, usque ad Carantum fluvium; cum finibus Agennensium, Lemovicum, Cadurcorum. De quibus tamen jus Clientelare deberet Franco : Remuncians juri, quod sibi in Galliarum regno vindicare posset, sicque ad scriberetur inter Barones Franciarum, ac Par Duxque Aquitaniarum vocaretur (1).

CHAPITRE XIV.

Après le décès d'Alfonce, et de sa femme sans enfans, comme nous avons discoursu cy dessus, nonobstant les Traictés d'accord précédans, touchant la succession, et réunion, l'Anglois pretendant tousjours droict sur ce pays, en vertu de la première cession, le querella et entreprint à toutes les occasions qu'il en peut treuver, tellement qu'en l'an 1276 le Roy Philippe le Hardy assembla de grandes forces, et s'achemina jusques à une ville, qui est ez landes de Gascogne, appelée le Mont de Marsan, et le Roy d'Espagne vint semblablement avec grande armée jusques à Bayonne, et cuidèrent avoir guerre ensemble. Mais le Pape les exorta par son Légat, de faire paix. Par quoy leur different cessa (2).

Ce fut en l'an 1292, qu'Edouard Roy d'Angleterre contrevenant à la foy, et sermant de fidelité, fit un grand appareil de navires, et dressa une armée navale feignant d'aller en voyage, outre mer contre les Sarrasins. Il print terre à Bayon-

(1) *Polyd. Guagin. Æmil. Guill. de Nang. Genebr. Chron.*

(2) *Bellef. Chron., Ptyhou.* — Darnalt oublie de signaler ici l'un des actes les plus importants de cette époque pour l'histoire de l'Agenais. Nous voulons parler du traité d'Amiens, conclu en 1279 entre le roi de France et le nouveau roi d'Angleterre, Edouard I^{er}, en vertu duquel le Comté d'Agenais était attribué à l'Angleterre : ce qui lui permit d'étendre ses possessions en Gascogne, bien au delà de la Garonne, et jusqu'aux extrêmes limites du Condomois qui faisait encore partie de l'Agenais. Ce fut le 9 avril 1279 que, dans l'église des Dominicains d'Agen, Edouard I^{er} reçut solennellement l'hommage de tous les seigneurs ageneais et gascons. De ce jour furent re-

ne, et à la Rochelle, et autres endroicts maritimes, mettant le pays à feu, et à sang, Apres la sommation et deffi de la part du Roy à l'Anglois par Raoul de Neesle, Connestable de France. Il le saisit de toute la Gascogne, et l'assigna de comparoir en personne au Parlement. Du Tillet en parle ainsi. La seconde guerre, contre les Anglois. Comme Philippes (1) fit appeller le Roy d'Angleterre pour quelques courses qu'il avoit faictes sur la coste de Normandie, Il ne comparut point. Bordeaux fut par luy prins, et la plus part de la Guyenne. L'année suivante, l'Anglois mande qu'il quitte, et renonce entierement toutes les terres, Seigneuries, et droicts qu'il tenoit à soy et hommage de la Couronne de France, Declairant qu'il estoit resolu, de les conquister par force d'armes, avec les autres Provinces, et le fit deffier (2). Et de faict en l'an 1294, l'Anglois revint en France, print la Rochelle, et la ruyna et destruit. De là il donna vers Bordeaux, print les Chasteaux de Blaye, Bourg, et autres places, qui sont sur les rivières de Gironde, et Dordogne, et en chassa les François. Mais à Bordeaux, il ne peut entrer, pour la resistance et defference que y rendit le Connestable de France, Parquoy il alla devers Bayonne, que luy fust delivrée par trahison par quelques habitants. Mais les gens de guerre tindrent le Chastel. Puis l'Anglois s'en retourna par mer. Voicy ce que en a escrit de Nangy. *An. 1294. Angli Normaniam, et Aquitaniam invadunt Castro Bauix et duobus aliis opidis citra Burdegalam, à cujus accessu propulsatur per Radulphum Neele Magistrum equitum, proditione civium in deditionem accipiunt Bayonam urbem.*

culées les limites des domaines anglais et français, ce qui détermina, le long de la frontière du Condomois d'un côté, de la Lomagne et de l'Armagnac de l'autre, la construction de ces petites forteresses que nous avons dénommées *Châteaux Gascons*, postes d'observation établis en ce dernier quart du *xiii^e* siècle de chaque côté de la frontière, le long d'une ligne qui partant des bords de la Garonne près d'Auvillars à l'est s'étend jusqu'à la forêt des Landes à l'ouest. (Voir notre étude : *Châteaux Gascons de la fin du XIII^e siècle*, Auch, Foix, 1897. In-8° de 432 pp.)

(1) Philippe le Bel, qui avait succédé à son père Philippe le Hardi, en 1285.

(2) *Chr. abr.* 1292.

Le Roy Philippe bien accompagné, se rendit en Gascogne où il print plusieurs places. La Reole forte place sur Gironde, remplie d'Anglois et de Gascons, s'estant deffendus fort fièrement se rendirent à telle composition, que les Anglois sortiroient vie et bagues sauves, et tous les Gascons furent pendus. Aucuns escrivent que ceste justice fut faicte à Rions en Gascogne, ville posée au pays qu'on appelle d'être deux mers (1).

L'année suyvante, les François furent de rechef à main armée en Gascongne contre les Anglois, et remirent le siege devant la Reole, qui s'estoit remise en l'obeyssance des Anglois, laquelle fut prinse par assaut; Podensac sur Garonne fut prinse aussi par composition, et la place desmolie; de là, l'armée passa Gironde, assiegea Saint Sever, qui fut prinse par composition, Laquelle, apres le retour de l'armée, se remit ez mains de l'Anglois. 1298 fust la paix faicte avec l'Anglois, lequel recouvra la Guyenne, espousant la sœur aînée du Roy, comme il sera desduict plus au long cy dessouz (2).

L'occurance des années, et le droit de voisinage mesmes ne se pouvant faire plus commodément ailleurs, et que Lectore vouloit estre comprinse souz l'Agenois, Tout cela nous donne subject et occasion d'escrire en ce lieu qu'en l'an 1301, la ville de Lectore fort ancienne, et siege d'Evsché des plus anciens fust acquise et retirée par le Roy Philippe le Bel, d'Elies, de Talleyran, Comte de Perigord, et depuis par luy donnée à Arnaud de Gout (3), frère du Pape Clement 5, et par le Testa-

(1) *Bell. Chr.* — Au début de cette seconde guerre entre la France et l'Angleterre, les Anglais s'emparèrent en effet de Blaye, de Bourg, de la Réole. Mais Bordeaux leur ferma ses portes; et ils ne purent même pas prendre la petite bastide de Vianne, que défendit vaillamment le sire de Montcassin. Le roi de France, ayant envoyé Charles de Valois, son frère, à la tête d'une puissante armée, celui-ci reprit La Réole, de nombreux châteaux tout autour notamment celui de Rions, et il chassa les Anglais des villes de Saint-Sever et de Bayonne.

(2) *Du Till. Chr. abr.* — Le traité de Montreuil arrêta en effet les hostilités en l'année 1298; il fut confirmé cinq ans après par un nouveau traité, conclu le 20 mai 1303, entre Philippe le Bel et Edouard, en vertu duquel le roi de France rendait la Guyenne et l'Agenais au roi d'Angleterre, mais à titre seul d'hommage, et donnait sa fille Isabelle en mariage au prince de Galles, le futur Edouard II.

(3) Il faut lire de Goth, puissante famille d'où sortait Bertrand de Goth, pape sous le nom de Clément V.

ment de Reyne de Gout, fille de Bertrand, et petite fille d'Arnaud, demeurée à Jean second Comte d'Armagnac son mary. Comme aussi furent acquis et retirez plusieurs autres Comtés et Vicomtez de l'Armagnac, mesmes celui d'Auvillar, de Lomagne, de Brouillès (1), venu par eschange de la maison de la Roche Chouart, les tous acquis à la Couronne, par eschange, estans du ressort de la Sénéchaussée d'Agenois, ainsi que tesmoignent les lettres patentes du Roy de l'an 1474, enregistrées en la Cour de Parlement de Bourdeaux, par lesquelles est porté, que les terres du Comte d'Armagnac (qui souloient auparavant cest arrest, de l'an 1460, souz les Comtes d'Armagnac ressortir en la Sénéchaussée d'Agenois) soient et demeurent au ressort dudict Parlement. Ce que toutesfois n'a sorty effet, pour le regard dudict ressort d'Agenois. Les remarques en restent pour le jourd'huy en l'estandue de la recette générale des deniers Royaux qui comprend encor souz soy lesdictes Comtes et Vicomtes (2). De mesmes Condoïn (3), (qui n'estoit enciennement qu'une simple ville, et non Cité) estoit comprinse souz le ressort et Diocèse d'Agenois, jusques au Pape Jean 22, (autres disent 23), qui érigea ceste Abbaye, comme plusieurs autres de la Guyenne, en tiltre d'Evesché, estant lors de l'Ordre Saint Benoist, fondée par un Duc d'Aquitaine, nommé Algasius et Ysaburgis sa mère, et Agnès sa femme, souz le Diocèse (comme dict est) de l'Evesché de ceste ville, en l'an 1319 (4).

(1) Lisez : Bruilhois.

(2) *Pythou*. — On n'ignore pas que dans le dernier quart du XIII^e siècle la vicomté de Lomagne fut cédée par Marquèse, dernière héritière de cette famille, avant d'entrer dans le cloître, à son père Elie de Talleyrand. La noblesse de Lomagne, assemblée dans l'église de Castera Lectourois, accepta cette cession et prêta hommage au seigneur de Talleyrand (mai 1294). A peine Bertrand de Goth était-il monté sur le trône pontifical sous le nom de Clément V, que, d'accord avec Philippe le Bel, il transigea avec la maison de Talleyrand, lui reprit la vicomté de Lomagne, et la fit donner par le roi à Arnaud Garcie, son frère aîné. Trois jours après, la noblesse de Lomagne ratifiait cette donation en faveur de la maison de Goth, et lui prêtait, le 23 décembre 1305, le serment de fidélité. (*Hist. de la Gascogne*, par Monlezun, t. III, livre IX.)

(3) Lisez : Condom.

(4) *Pythou, Bellef., Hist. de France*. — Le Condomois fut en effet détaché de l'Agenais en 1317 par le pape Jean XXII, qui, le 13 août de cette année,

En la mesme saison, la Cité de Tholose fut érigée en primat, et Archevesché, ayant souz soy six Eveschez, sçavoir est Montauban, Ryeux, Mirepoix, Lavar, Lombés et Saint Papoul, toutes nouvellement faictes par ledit Jean 22. Comme aussi Maillesez (1) et Luçon, qui n'estoient qu'Abbayes, comme pareillement l'Evesché de Limoges fust party en deux, faisant de l'Abbaye de Tulle une chambre Episcopale. Alby fut aussi desmembré, et la ville de Castres eut un Evesque, comme de mesme Périgueux, car il fit que Sarlat fut Evesché. En Auvergne Saint Flour, tiré de l'Evesché de Clermon, Vabres en Rouergue, Saint Pons en Languedoc. Les chanoines de Condom ayant demeuré réguliers jusques en l'an 1549, qu'ils furent sécularisez par la Bulle de Jules 2, confirmée par lettres patentes du Roy, en l'an mil cinq cens cinquante quatre, estant icelle ville demeurée en paréage entre le Roy et l'Evesque d'icelle (2).

érigea la vieille abbaye bénédictine de Condom en évêché en faveur de l'abbé actuel, Raymond de Galard, et, par une seconde bulle, sépara le nouveau diocèse de celui d'Agen, dont il avait fait jusqu'alors partie. Au lieu de 1319, date donnée par Darnalt, il faut donc lire 1317.

(1) Lisez Maillezaie, arrondissement de Fontenay, Vendée.

(2) Voir à cet égard les remarquables études de M. J. Gardère, archiviste, sur l'histoire de cette ville : *Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville* (1902, in-8° de 395 pp.); *Histoire religieuse de Condom, pendant la Révolution* (1901); *L'Instruction publique à Condom, sous l'ancien régime* (1889); *L'ancienne Cathédrale de Saint-Pierre de Condom* (1903), etc.

(A suivre.)

CHRONIQUE

A l'ouverture de la séance du 4 novembre, M. Allègre, président, a prononcé l'allocution suivante :

« MESSIEURS,

« Au mois de juillet 1914, l'Europe était en paix, lorsque Guillaume II, roi de Prusse, empereur allemand, résolut d'agrandir ses Etats. Pour avoir un motif d'ouvrir les hostilités contre nous, il alléguait faussement que nos troupes avaient franchi la frontière allemande et déclencha ainsi une conflagration dont les péripéties, chaque jour plus terribles, se déroulent aux yeux de l'univers stupéfait. A l'ouest, chez les Belges et chez nous, à l'est et au sud, chez nos alliés, les chevaux d'Attila piétinent des terres ensanglantées, et ses hordes féroces sèment sur leur passage la terreur et la mort. Les violations quotidiennes des lois de la guerre, les pillages, les incendies, les massacres des civils, les outrages et les atrocités sans nom, les crimes innombrables, tels que l'abominable assassinat de l'infirmière Miss Edith Cavell, sont les jeux habituels de ces barbares.

« Depuis plus de quarante années les éducateurs tudesques disent à leurs élèves : « Delà le Rhin s'étend un pays favorisé par la nature. On y trouve des terres plantureuses, de grasses prairies qui nourrissent des troupeaux de races choisies, des vignobles d'élite, d'où jaillissent le généreux Chambertin, le pétillant Aÿ, de riches houillères, de vastes usines où fourmillent d'actifs ouvriers occupés à forger et à tisser, et plus loin, Paris, le merveilleux Paris, ville de luxe et de plaisirs ». Ainsi ont été portés à l'extrême et répandus dans toute la nation les sentiments d'envie et de convoitise, et les idées de conquête.

« Puis, un jour, survint un chef ambitieux, organisateur sans rival, dénué de tout préjugé de probité et d'altruisme, se parant d'un masque religieux, mais habitué à violer les lois divines aussi impu-

demment que les Conventions de la Haye; il cria à ce peuple asservi par une discipline implacable : « Debout, Allemands ! Prenez vos
« armes éprouvées et vos munitions de guerre; prenez des obusiers pour ruiner les forteresses et les cathédrales, des torches et
« des bombes pour incendier les habitations, des pinces pour crocheter les armoires et les coffres-forts, des cordes pour garrotter
« et pendre les mécontents qui feraient mine de nous résister; emmenez avec vous des voitures qui rapporteront le butin. N'oubliez pas le poison pour asphyxier les adversaires, et ruons-nous
« sur la moderne Babylone, dont Dieu nous donne mission de châtier la dépravation. Jadis notre frère Clovis envahit le nord des Gaules et s'y tailla un vaste royaume; revendiquons son héritage, et reprenons son domaine. Nous avons le droit de tout entreprendre, puisque nous sommes les plus forts. En avant avec ardeur ! *Gott mit uns*, Dieu est avec nous. »

« A cet appel de Guillaume II, pareils à des loups affamés, les Allemands s'élancèrent vers notre capitale, dont de perfides complices s'apprêtaient à leur ouvrir les portes, et à leur faire fête. Trop longtemps les Français n'avaient pas cru aux intentions agressives de leur puissant voisin. Mais, dès que le danger leur apparut menaçant, les mesquines querelles de partis s'apaisèrent et l'union sacrée de toutes les volontés s'opéra merveilleusement. Jeunes et vieux, riches et pauvres, tous vinrent au jour assigné offrir leurs bras dévoués à la patrie.

« Le chef éminent de notre armée pesa les forces qu'il avait à diriger, et patiemment attendit l'occasion qu'il souhaitait. La situation était angoissante. La Belgique, plusieurs de nos départements les plus peuplés étaient envahis, et nos bataillons ne cessaient de se replier, lorsque, le 6 septembre 1914, le commandant en chef, Joffre, adressa à ses soldats ces paroles mémorables : « Une bataille s'engage dont dépend le salut du pays. Tous vos efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Si vous ne pouvez garder le terrain conquis, faites-vous tuer plutôt que de reculer. » Cette harangue énergique suscita le plus vif enthousiasme et détermina des actes héroïques. On se battit avec acharnement, et, après huit jours d'une lutte gigantesque, les Gaulois avaient consolidé et étendu leurs positions, tandis que l'effort des Tudesques se trouvait rompu. La bataille de la Marne fut pour nous une victoire éclatante, la patrie était sauvée, et Paris n'éprouva pas la honte d'être souillé par l'empereur Guillaume II.

« Le recul des Allemands avait été considérable. Pour l'enrayer, ils imaginèrent de creuser, entre Nieuport et l'Alsace, un réseau compliqué de tranchées, protégées en avant par des lacis de fils de fer barbelés, en arrière par de puissantes pièces d'artillerie. Tapis dans ces bauges boueuses, ils pouvaient aisément épier et viser les adversaires qui s'approchaient d'eux. Pour n'être pas en état d'infériorité, nos troupiers, qui de tout temps ont aimé la bataille au grand soleil, furent condamnés à imiter les ennemis et à guerroyer dans des tanières comme des blaireaux ou des renards.

« Cependant plusieurs usines nous préparaient sans relâche d'immenses provisions d'explosifs, et, nuit et jour, fondaient et forgeaient des bouches à feu et des projectiles en quantités inouïes. Des combats se produisaient fréquemment sur divers points du front, qui tournaient à notre avantage et reportaient en arrière les lignes ennemies. Dans les Flandres, autour d'Arras, dans les Vosges, nos gains furent manifestes et nos défenseurs purent très légitimement se féliciter de leurs succès, qui ranimaient nos espérances.

« Le 23 septembre 1915 l'ordre du jour suivant du généralissime fut lu aux soldats : « L'heure est venue d'attaquer pour vaincre. « Vous irez à l'assaut tous ensemble sur tout le front, en étroite « union avec les armées de nos alliés. Votre élan sera irrésistible, « il vous portera d'un premier effort jusqu'aux batteries de l'adver- « saire. Vous ne lui laisserez ni trêve ni repos jusqu'à l'achèvement « de la victoire. Allez-y de plein cœur pour la délivrance de la « patrie, pour le triomphe du droit et de la liberté. »

« Tout autres sont les harangues des généraux allemands, où trop souvent s'étale l'arrogance et le mensonge. La proclamation du général Joffre, admirable dans sa simplicité, électrisa les soldats, qui, dès longtemps, entourent leur chef d'affection et de respect et ont en lui une confiance absolue. Il lui avait suffi de rappeler les douleurs de la patrie envahie, le droit violé, la liberté opprimée pour les amener à réaliser point par point son programme de combat et de victoire. La lutte fut épique. Au 3 octobre nous avons capturé plus de 25,000 prisonniers et 150 canons. Le monde entier fut émerveillé de notre victoire. Grande fut la déception des Allemands, toujours infatués de leur *Kultur*, et qui ont projeté, non seulement de nous abattre, mais encore de nous remplacer sur notre sol. Souvenons-nous que l'économiste Rathenau, délégué du gouvernement allemand auprès de notre gouvernement, lors des événements d'Agadir, publia à cette époque, sous le titre « La Mort de

la France » (1), un mémoire aussi malveillant que passionné dans lequel il signalait la dépopulation de notre patrie et l'épuisement de notre race, qui devait céder la place à la race germanique, plus robuste et plus saine.

« Permettez-moi, Messieurs, de retenir un instant votre attention sur l'éternel contraste, déjà indiqué par Tacite, qu'on observe entre les caractères ethniques des Gaulois et des Germains. Au-delà du Rhin, pour entraîner les hommes, on agite les idées de domination et de proie; ici on leur parle de justice et de liberté.

« Quand donc se terminera cette guerre ? Cette question anxieuse que l'on entend souvent, gardons-nous de la prononcer nous-mêmes. L'écho de nos plaintes, arrivant sur la ligne de bataille, risquerait de troubler et de décourager nos vaillants défenseurs. Quoi qu'en ait dit Rathenau, la France ne périra pas.

« L'univers s'épouvante des flots de sang répandu et des ruines qui s'amoncellent chez nos alliés et chez nous; des personnes émues de nos misères font entendre à nos oreilles le mot de paix. Au moment où l'épée allemande est plantée dans notre sein, on nous propose d'implorer le bandit qui nous étreint ! — Non, nous ne demanderons pas la paix. La Justice céleste l'enverra à son heure et réduira désormais à l'impuissance le malfaiteur couronné de Berlin. Nous en avons pour garant un passage de nos livres sacrés, très heureusement traduit par un de nos grands poètes (2) :

J'ai vu l'impie adoré sur la terre,
Pareil au cèdre il cachait dans les cieux
Son front audacieux;
Il semblait à son gré gouverner le tonnerre,
Foulait aux pieds ses ennemis vaincus;
Je n'ai fait que passer, il n'était déjà plus.

« Ayons confiance, cette parole se réalisera. »

Onze membres de notre Société ont été appelés par l'autorité militaire à collaborer à la Défense nationale. Sept ont été versés dans les services des hôpitaux ou des ambulances :

M. l'abbé Dubois, curé de Roquefort, infirmier, a été envoyé d'Agen à Toulouse, hôpital n° 34;

(1) Cet article a été analysé et judicieusement commenté par M. Victor Brudenne, dans la *Revue* n° du 15 octobre 1915 : « Un péril pour la race française, un moyen de le conjurer. »

(2) Psaumes xxxvii, 35, 36; Racine, Esther, acte III, scène IX.

M. le docteur de Gaulejac, médecin-major, fait partie de l'expédition de Serbie;

M. Bonnat, archiviste départemental, est attaché à un hôpital de Limoges;

M. l'abbé Marboutin, ambulancier, a demandé de servir sur la ligne de bataille, où, par son courage, son énergie, son égalité d'humeur et sa bienveillance il a conquis l'estime et l'affection de son entourage. M. Marboutin a été cité à l'ordre du jour et a reçu la croix de guerre;

M. le pasteur Cabrol, infirmier à l'hôpital de l'Ecole pratique d'Agen; attend sa nomination à un poste rapproché des opérations militaires;

M. Amblard, avocat, est infirmier à l'hôpital des Petites Sœurs des Pauvres de Rouquet, à Agen;

M. l'abbé Gayral, curé de Saint-Sixte, a été appelé au début de la guerre comme infirmier; il a été à Joinville (Haute-Marne), et dans les environs de Troyes.

Quatre de nos collègues ont été versés dans le service armé. Ce sont :

M. Granat, professeur d'histoire au Lycée Bernard-Palissy d'Agen; a passé quelques mois au 57^e régiment d'artillerie de Toulouse; a été contraint par son état de santé de reprendre sa chaire au Lycée;

M. Malbec, maire de Monclar, capitaine au 18^e régiment d'artillerie; attaché d'abord à l'armée du général de Langle de Cary, puis à celle du général Sarrail; est actuellement affecté à un service de ravitaillement d'obus;

M. de Lagrange-Ferrègues, de l'armée territoriale, partit le deuxième jour de la mobilisation pour rejoindre le 17^e escadron du train au dépôt de Montauban; fut affecté peu après au 6^e hussards de Marseille, ensuite au 6^e chasseurs d'Afrique en qualité d'ancien colonial; il présenta, pour être compris dans l'expédition des Dardanelles, une demande qui ne put être acceptée, parce qu'il avait dépassé la limite d'âge; fait partie du 15^e régiment de hussards en Champagne;

Enfin je dois vous parler de notre plus jeune collègue, M. Tropamer, avocat à Agen, dont nous avons tous pu apprécier l'urbanité, la solide instruction, la sûreté de jugement. Il était la joie de

sa famille, et les hommes de loi le considéraient comme devant prendre au barreau d'Agen une des premières places. La mort aveugle l'a fauché le 7 août 1915.

Voici la citation à l'ordre de l'armée qui lui a été consacrée :
« Jean-Henry Tropamer, sous-lieutenant au 15^e d'infanterie; officier de premier ordre, simple et modeste, d'un courage tranquille et souriant, répandant autour de lui la confiance et le calme. Tué dans la tranchée par l'éclatement d'une bombe, en se portant au secours de son capitaine, que la bombe, non encore éclatée, venait de renverser à terre. »

A ce témoignage officiel, tout à l'honneur de Tropamer, joignons, pour sa famille, l'assurance de notre douloureuse sympathie.

PROCÈS-VERBAUX

des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 4 novembre 1915. — Présidence de M. Allègre

La Société procède au renouvellement de son bureau pour l'année 1916. Sont nommés : président, M. le chanoine Durengues; vice-président, M. le docteur E. Labat. M. Ratier est réélu trésorier pour deux ans.

M. le Président, rappelant les principaux faits de guerre depuis un an, tient à signaler une fois de plus la part prise, à titres divers, à la défense de la patrie par onze membres résidants de la Société, dont quatre versés dans le service armé et sept dans les services auxiliaires des ambulances ou des hôpitaux. Il lit la citation à l'ordre du jour de M. l'abbé Marboutin, décoré de la croix de guerre; et, en termes émus, il déplore la mort de M. Henry Tropamer, tombé glorieusement le 7 août dernier, sur un champ de bataille de Champagne.

A son éloge M. le Secrétaire unit l'article nécrologique qui lui a été consacré dans la *Revue de l'Agenais*, soulignant combien sensible pour la Société a été la perte de ce collègue sur le zèle et la science duquel elle étayait ses plus fermes espérances, et priant, au nom de la Compagnie, sa famille d'agréer l'expression de ses regrets les plus attristés.

M. le Secrétaire donne lecture d'une circulaire de M. Habasque, délégué central de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, demandant qu'un *Livre d'or* soit formé des noms de tous ceux qu'ont illustrés, dans cette affreuse guerre, leur sacrifice suprême ou leurs belles actions, et priant les sociétés adhérentes de renseigner l'Union sur les pertes éprouvées par elles comme sur les distinctions militaires obtenues par leurs membres mobilisés.

Il signale aussi les nombreux volumes ou Recueils reçus pendant les vacances, notamment le *Recueil des actes relatifs à l'administration des rois d'Aquitaine en Guienne au XIII^e siècle*, par M. Ch. Bémont; — la *Bibliographie générale des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*, par le C^{te} Robert de Lasteyrie; — le tome XLIX des *Archives de la Gironde*; — et surtout les deux volumes, ornés de nombreux portraits : *La Science française*, à l'occasion de l'Exposition universelle et internationale de San Francisco.

M. Labadie-Lagrave offre, au nom de M. René Proust, un volume de poésies : *Pensées patriotiques : les fables de la guerre*.

M. L. Recours présente un opuscule imprimé au xvii^e siècle, qu'il croit fort rare, intitulé : *De l'Exécution de l'Edit de Nantes dans l'Agenais*.

Il sera rendu compte de ces deux ouvrages dans la *Revue de l'Agenais*.

M. le chanoine Durengues pose une question relative au célèbre diplôme, si souvent contesté, délivré par Pépin le Bref en faveur de l'abbaye de Clairac, douze ans environ avant qu'il n'ait conquis l'Aquitaine, et alors qu'il était à Arles en Provence. Cette conquête sur Waifre, dernier duc d'Aquitaine, n'eut lieu qu'en 766, année où Pépin se trouvait victorieux à Agen. Comment le roi de France aurait-il pu disposer antérieurement d'un terrain qui ne lui appartenait pas, et sur lequel le dernier duc exerçait tous les droits régaliens ? Cette anomalie ne serait-elle pas une preuve nouvelle de la fausseté de ce fameux diplôme ?

Le dernier article qu'a publié M. le docteur E. Labat dans le numéro du 1^{er} août de la *Revue des Deux-Mondes* a été trop remarqué tant dans le monde savant que par les principaux périodiques parisiens qui en ont cité des extraits, pour que la Société académique d'Agen, qui s'honore de le compter parmi ses membres résidents, n'en ait pas été saisie dès sa séance de rentrée. Aussi a-t-elle été un vrai régal pour elle la lecture du compte-rendu qu'en a écrit M. L. Bordes. Car si, en termes clairs et précis, il fait comprendre toute la portée psychologique et patriotique de cette belle étude, « *Notre Optimisme* », c'est avec une plume toujours élégante et un sens des plus artistes qu'il met en relief les beautés de nombreux tableaux, dont celui de la Mobilisation, le soir du 2 août 1914, qui peut être comparé, tout en la rappelant, à la toile immortelle de Millet, l'*Angelus*. « La soirée est radieuse; le soleil en s'inclinant adoucit sa lumière. Sur la grande paix des champs, où la moisson vient de s'achever, les clochers voisins qui se sont mis en branle à leur tour répandent leurs coups précipités où l'on sent la main fiévreuse des sonneurs... » La page entière est à citer.

Car, comme le dit M. L. Bordes, « ce qui pour nous fait le charme de tout ce qu'écrit M. le docteur Labat, c'est qu'il est éminemment un écrivain du terroir. Il l'est surtout par son amour profond pour ce pays qu'il a tant parcouru. » C'est pour cela que nous l'aimons tant, et que nous serons toujours heureux de faire connaître au public ses remarquables travaux.

PH. L.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XLII

HISTOIRE

Histoire régionale militaire

Profils militaires :

- Le général Valence, par A. de Bellecombe, 1.
Jean-Gérard de Lacuée, comte de Cessac, par Ph. Lauzun, 65.
Le contre-amiral baron de Lacrosse, par Ph. Lauzun, 145.
Le général Lafon-Blaniac, par Ph. Lauzun, 225.
Le général Tartas, par Ph. Lauzun, 309.
Le vice-amiral marquis de Barailh, par Ph. Lauzun, 397.
Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue,
et sur la famille Louverture, par J.-R. Marboutin, 77, 199, 283.

Histoire régionale universitaire

- L'Instruction primaire à Seyches, du xvii^e siècle à nos jours, par
B. Baret, 34, 112.

Histoire régionale industrielle

- Un Céramiste agenais à Bordeaux; Pierre-Honoré Boudon de Saint-
Amans (1829-1837), par E. Labadie, 158, 238, 321.

Histoire régionale administrative

- Les Archives départementales de Lot-et-Garonne (1913-1914), par
R. Bonnat, 131.

Histoire régionale financière

- Louis XIV et l'impôt sur le revenu. Etude sur l'établissement du
« dixième » en 1710 et 1711 dans la ville et juridiction d'Agen,
par O. Granat, 403.

DOCUMENTS INÉDITS

- Les Antiquités d'Agen par Darnalt, publiées et annotées par Ph.
Lauzun, 49, 210, 382, 441.

Cryptographie agenaise, ou Journal secret d'Agen depuis le 1^{er} mars 1814, jusqu'à pareil jour 1817, de J.-Fl. B. de Saint-Amans, publié et annoté par R. Bonnat, 16, 87, 179, 256, 334.

Lettres d'un Cadet d'Agenais au temps du traité d'Utrecht, Maximilien Daurée de Prades, publiées et annotées par Ph. Lauzun, 416.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

« Notre optimisme », par le D^r E. Labat (*L. Bordes*), 293.

NÉCROLOGIE

M. Henry Tropamer, par Ph. Lauzun, 303.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Discours de M. Allègre, président, 59.

Circulaire ministérielle, relative aux faits de guerre, 141.

Distinction honorifique, 308.

Circulaire ministérielle, relative aux Biens communaux, 389.

Comment ils écrivent, comment ils meurent (*J. de L.*), 395.

Allocution de M. Allègre, président, sur les faits de guerre, 465.

PROCÈS-VERBAUX DE LA SOCIÉTÉ (1915)

Séance du 4 novembre, 471.

TABLE DES PLANCHES

Le général Valence, 1.

Lacué, comte de Cessac, 65.

Le contre-amiral de Lacrosse, 145.

Le général Lafon-Blaniac, 225.

Plan de la palu de Bacalan, 244.

Plan terrier de l'établissement des Poteries anglaises, 251.

Plan du domaine de Fourguerolles, 253.

Le général Tartas, 309.

Moulins des Chartrons, 321.

Le vice-amiral marquis de Barrailh, 397.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

POLYBIBLION. — *Novembre-Décembre 1915.* — *Publications relatives à la guerre européenne.* — A. Robida : Les villes martyrs. Les belles villes gauloises d'outre-Rhin et Moselle. — G. Wampach : Le dossier de la guerre. — Y. Guyot : Les causes et les conséquences de la guerre. — De Civrieux : Les étapes vers la victoire. — Paul van Houtte : Le crime de Guillaume II et la Belgique. — Gustave Somville : Vers Liège. Le chemin du crime. — X... : La Belgique sous la griffe allemande. — A. Albert Petit : Comment l'Alsace est devenue française. — Henri et André Lichtemberger : La guerre européenne et la question d'Alsace. — Paul Louis : L'Europe nouvelle. — Francis Marre : Notre artillerie. — De Balincourt : Les flottes de combat en 1915. — G. Sensever et L. Ballif : Le combat aérien. — J. Bretonneau : L'apostolat de la jeunesse pendant l'année de la guerre. — Ch. Grandmougin : Rêves et colloques de Guillaume II. Etc. — Histoire : François Gèbelin : Le gouvernement du maréchal de Maignon pendant les premières années du règne d'Henri IV. — Léon Prugnard : Le duc de Morny et l'Auvergne. Etc.

REVUE HISTORIQUE. — *Novembre-Décembre 1915.* — Maurice Wilmotte : Une nouvelle théorie sur l'origine des chansons de geste. — Rod. Reuss : Le sac de l'Hôtel-de-Ville de Strasbourg (juillet 1789). Episode de l'histoire de la Révolution en Alsace (suite et fin). — Paul Robiquet : Le général de Galbois (1778-1850). — Bulletin historique : Antiquités chrétiennes, par Ch. Guignebert. — Comptes-rendus critiques. — Notes bibliographiques. — Recueils périodiques et sociétés savantes. — Chronique. — Index bibliographique.

REVUE DES ETUDES HISTORIQUES. — *Octobre-Décembre 1915.* — Emile Bernard : Un chef chouan dans les Côtes-du-Nord : Bras de Forges, seigneur de Boishardy. — Léon Miret : Une tentative d'invasion en Angleterre pendant la Guerre de Cent ans. 1385-1386. (Seconde et dernière partie). — Georges Beaune : Maguelone, unique fief pontifical en terre de France. — Comptes-rendus critiques. — Revues et Publications des sociétés savantes. — Chronique des Etudes historiques. — Livres nouveaux. — Table.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS (XVI^e année). — *1^{er} et 2^e trimestres 1915.* — Liste des membres de la Société. — Monographie de la commune d'Auradé, par M. Laporte. — Le bureau de l'intendant d'Etigny, par MM. Lauzun et Chauvelet. — Episodes de la bataille d'Iéna, par M. Ch. Despaux. — Le Comte d'Astarac en 1749 (note). — Deux Comtes de Comminges béarnais au xv^e siècle (suite), par M. J. de Jaurgain. — Auch privé de gâteaux de Rois, par M. A. Branet. — Généalogie de la famille de Maignè de Sallénave, par M. L. Mazeret. — Philosophie de la femme d'un bigame (note). — Histoire de Nogaro (suite), par M. l'abbé Breuils. — Essai généalogique sur la famille de Broqueville (suite et fin), par M. L. Mazeret. — Bibliographie : Histoire de L'Isle-Jourdain, par M. Saverne (Ph. Lauzun). — Nécrologie : Léonce Cocharaux. — Chronique.

VVB

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

Form L9-Series 4939

OF THE UNIVERSITY OF
 UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY

A 000 245 483 3

**PLEASE DO NOT REMOVE
 THIS BOOK CARD**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56
 IBM J95993



University Research Library

EE ET

DC 611 A16R3 42
 CALL NUMBER
 SER VOL PT COP
 /REVUE DE LAGENAIS
 AUTHOR

